# INSTITUT KURDE DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°483**

**JUIN 2025**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

– – – – –

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

**Bulletin de liaison et d'information**
**de l'Institut kurde de Paris**
**N° 483 juin 2025**

**Sommaire :**

- **IRAN : LA DÉVASTATRICE GUERRE DE DOUZE JOURS**
- **TURQUIE : LE POUVOIR VISE DÉSORMAIS LE CHP PRINCIPALE FORMATION DE L'OPPOSITION TURQUE**
- **IRAK : NOUVELLE CRISE FINANCIÈRE AU KURDISTAN**
- **SYRIE : DES MILLIERS D'EX-DJIHADISTES ÉTRANGERS INTÉGRÉS DANS L'ARMÉE**

## IRAN : LA DÉVASTATRICE GUERRE DE DOUZE JOURS

Quelques jours après le rapport de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) affirmant que l'Iran disposait d'une quantité suffisante d'uranium enrichi pour fabriquer « plusieurs bombes », Israël a, le 13 juin, lancé une vaste offensive de bombardements aériens contre les sites nucléaires et les bases de lancement de missiles balistiques iraniens. Cette attaque massive semble avoir surpris le régime iranien qui, engagé dans d'interminables et dilatoires négociations avec les États-Unis, ne s'attendait pas à une offensive militaire unilatérale israélienne en plein processus de pourparlers, dont la prochaine session devait se tenir trois jours plus tard à Doha.

De son côté, l'État hébreu, qui se préparait depuis longtemps à une confrontation militaire avec la République islamique, affaiblie après l'effondrement de son « axe de résistance », a attendu le délai symbolique de « deux mois » fixé par Donald Trump pour la conclusion des « négociations de dernière chance ». C'est juste au lendemain de l'expiration de ce délai que l'aviation israélienne a lancé ses attaques contre des cibles militaires et civiles identifiées de longue date. Israël a assez rapidement pu réduire au silence ce qui restait de la défense antiaérienne iranienne, s'assurer le contrôle de toute la partie occidentale et centrale du ciel iranien et bombarder à loisir ses objectifs.

Grâce à des renseignements précis obtenus par ses services, l'armée israélienne a tué une vingtaine de hauts responsables militaires et civils impliqués dans les programmes nucléaires et balistique iraniens. Une quinzaine de scientifiques et ingénieurs en charge de ces programmes ont également été assassinés. Outre les sites nucléaires d'Ispahan et de Natanz qui ont été dévastés, un réacteur de recherche à eau lourde, susceptible de produire potentiellement du plutonium mais qui n'était pas encore mis en service, a été détruit. Mais la centrale civile de Bouchehr, encore en construction par la Russie, n'a pas été attaquée.

Des casernes des Gardiens de la révolution susceptibles d'abriter des bases de lancement de mis-

siles ont été bombardées et détruites sur une large partie du territoire, y compris au Kurdistan, notamment à Kermanshah. Des usines fabriquant des composants de centrifugeuses ou des missiles balistiques, ainsi que des installations industrielles considérées comme à usage dual, ont également subi des dégâts considérables. D'autres objectifs, perçus comme symboles de la dictature iranienne comme la télévision d'État et la terrible prison d'Evin à Téhéran, ont également été lourdement bombardés.

Le Premier ministre israélien aurait, selon les médias, prévu d'assassiner aussi l'ayatollah Khamenei, qui n'a eu de cesse de prôner la destruction d'Israël, mais il en aurait été empêché par Donald Trump, ce dernier ayant affirmé qu'il écartait « pour le moment » cette élimination pour éviter que l'Iran ne sombre dans le chaos – sans doute aussi pour garder un interlocuteur ayant suffisamment d'autorité pour imposer, le moment venu, un cessez-le-feu ou un accord de paix.

Le site nucléaire de Fordow, construit en profondeur dans la montagne et abritant, entre autres installations sensibles, des batteries de centrifugeuses de dernière génération pour l'enrichissement de l'uranium, n'a été affecté qu'à la surface par les bombardements israéliens.

Sous la pression de l'aile pro-israélienne de sa majorité et de Benjamin Netanyahu, le président américain, après avoir hésité quelques jours, a finalement décidé de «finir le job» en envoyant, dans la nuit du 20 au 21 juin, un groupe de bombardiers stratégiques B2 transportant chacun 2 bombes anti-bunker ultra puissantes GBU-57 pour détruire le site de Fordow.

Au total, en 25 minutes, 14 bombes – pesant chacune 13 600 kg – ont été larguées sur les sites de Fordow et de Natanz.

Un sous-marin de l'US Navy opérant dans le Golfe arabo-persique a, de son côté, lancé deux douzaines de missiles de croisière Tomahawk sur les sites nucléaires autour d'Ispahan.

Au total, cette opération Midnight Hammer a mobilisé 125 avions pour un coût total estimé à environ 1 milliard de dollars selon Dan Caine, chef d'état-major des armées des États-Unis (Le Figaro, 23 juin).

L'Iran a répliqué à cette opération américaine sans précédent en envoyant 14 missiles balistiques sur la base américaine du Qatar, tout en prenant la précaution d'avertir à l'avance les autorités qataries. Prévenue, l'armée américaine a pu évacuer la base et abattre sans problème les missiles iraniens qui n'ont donc fait aucune victime ni dégâts matériels.

Le président Donald Trump a remercié l'Iran d'avoir prévenu de sa réplique et sifflé la fin de la guerre de 12 jours, obligeant Israël et l'Iran à convenir d'un « cessez-le-feu complet et total » le 24 juin.

Il a félicité « Israël et l'Iran d'avoir eu l'endurance, le courage et l'intelligence de mettre fin à ce qui aurait pu être une guerre de plusieurs années capable de détruire l'ensemble du Moyen-Orient » (Euronews, 24 juin).

Au cours de ces 12 jours de guerre, l'Iran a répliqué aux attaques israéliennes en lançant de son côté plus d'un millier de missiles sur des cibles militaires et civiles israéliennes.

Le système de défense «Dôme de fer» a su neutraliser la très grande majorité de ces missiles, mais certains ont causé des dégâts importants sur une raffinerie de pétrole à Haïfa, sur des zones résidentielles de Tel Aviv et même sur un bâtiment du siège du Mossad. Au total, au moins 24 civiles ont été tués par des attaques de représailles iraniennes mais, semble-t-il, aucun espion du Mossad, car « ils étaient tous en Iran », selon les humoristes iraniens.

Côté iranien, le bilan officiel donné par l'agence de presse étatique IRNA est de 935 morts (Le Monde, 30 juin).

Quant au bilan des dégâts matériels considérables de cette guerre de 12 jours, il est impossible à établir. Selon le New York Times, la guerre aurait coûté à Israël environ 10 milliards de dollars.

L'Iran minimise ses pertes, son leader Ali Khamenei clame même la victoire contre Israël et les États-Unis (Le Monde, 27 juin).

Le bilan diplomatique est particulièrement désastreux pour l'Iran.

Au-delà des formules creuses et sans frais de condamnation des pays de la région, craignant une extension du conflit à l'ensemble de la région, ni la Russie, ni la Chine, clientes et « alliées » supposées de l'Iran, n'ont bougé le petit doigt.

Alliée habituel, la Syrie s'est réfugiée dans un mutisme le plus total, s'abstenant même d'émettre la moindre condamnation.

Autres alliés de «l'axe de la résistance» — conglomérat de milices chiites formées et armées à grands frais par la République islamique — ni le Hezbollah libanais, ni les milices chiites irakiennes ne sont venues au secours de Téhéran.

Les leaders des milices chiites irakiennes avaient gagné l'Iran dans la précipitation, craignant des opérations ciblées israéliennes ou

des représailles massives américaines.

En Iran même, malgré l'appel au patriotisme, le régime, honni par la grande majorité des Iraniens, n'a pas réussi à rassembler autour de lui.

De peur de manifestations contre lui, le régime a coupé l'accès à l'Internet et aux réseaux sociaux, dont WhatsApp, accusés d'espionner pour le compte d'Israël (Le Monde, 20 juin).

Certains opposants connus, comme les lauréates du Prix Nobel de la Paix, Narges Mohammadi et Shirin Ebadi, ainsi que le cinéaste Jafar Panahi, dans une tribune publiée dans Le Monde du 16 juin, affirment que « la poursuite du programme nucléaire et la guerre entre la République islamique et le régime israélien ne servent pas les intérêts du peuple iranien ».

Les partis politiques kurdes ont imputé la responsabilité de la guerre au régime iranien, qui gaspille les ressources du pays dans des ruineux programmes nucléaires et balistiques et dans le financement des milices chiites qui menacent et déstabilisent l'ensemble de la région.

Pour eux, il n'y aura ni paix ni stabilité régionale tant que la République islamique accapare le pouvoir à Téhéran.

La question de la menace nucléaire iranienne divise les experts.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, les bombardements israéliens et américains ont causé des dégâts considérables dans les principaux sites nucléaires iraniens connus, mais on ne sait pas où se trouve le stock de plus de 400 kg d'uranium enrichi à 60 %, qui a peut-être été évacué vers un lieu inconnu.

En ce cas, la guerre n'aurait retardé que de « six mois » le programme nucléaire en cours.

Les premières évaluations des agences américaines d'espionnage vont dans le même sens.

Mais le président américain affirme que les installations nucléaires iraniennes, y compris Fordow, ont été « anéanties pour toujours » et que l'Iran n'accédera jamais à la bombe.

De son côté, Israël affirme avoir retardé de « plusieurs années » le programme nucléaire iranien et dévasté en grande partie ses sites balistiques.

« Même si le stock d'uranium enrichi était préservé, les scientifiques et ingénieurs qui pouvaient en faire des bombes ont été éliminés », a déclaré un haut responsable israélien.

Au sein du régime iranien, les pragmatiques regroupés autour du président Massoud Pezechkian seraient prêts à mettre en sourdine ce programme nucléaire, source de tant de malheurs, afin d'obtenir la levée progressive des sanctions qui frappent durement l'économie du pays.

Cependant, la ligne dure incarnée par l'ayatollah Khamenei et certains chefs des Gardiens de la Révolution rejette tout accord mettant en cause le programme d'enrichissement de l'uranium qui, au-delà d'un seuil de 3,5 %, ne peut avoir qu'une finalité militaire.

En attendant l'issue de cette épreuve de force discrète, le régime accentue la répression des opposants réels ou supposés en les accusant d'être des agents d'Israël.

Selon une enquête du New York Times du 28 juin, cette chasse aux ennemis de l'intérieur a déjà abouti à l'arrestation de plusieurs centaines de personnes.

À défaut d'identifier ceux qui, depuis l'Iran, ont aidé les services israéliens à rassembler sur place des missiles et des milliers de drones miniatures à Téhéran et dans ses alentours, le régime s'en prend à des réfugiés afghans sans papiers et à des civils kurdes et baloutches.

Ainsi, en quelques semaines, plus de 400 000 Afghans ont été expulsés manu militari vers l'Afghanistan.

Le 25 juin, 3 prisonniers kurdes, Idris Ali, Azad Shojai de Sardasht, Rasoul Ahmad de Souleimaniyeh, ont été secrètement exécutés dans la prison d'Ourmia. Les trois hommes étaient détenus depuis juillet 2023 et étaient accusés d'espionnage au profit d'Israël.

Avant même la guerre de 12 jours, le régime iranien avait, en mai 2025, exécuté 163 personnes dont 26 Kurdes, selon un décompte établi par l'ONG Hengaw.

5 femmes, 3 enfants, 3 écrivains figuraient parmi les suppliciés.

Un bilan établi au 29 juin par Hengaw fait état de plus de 300 Kurdes arrêtés en juin par les forces de répression iraniennes.

Parmi eux, une personne est morte sous la torture, un enfant et un homme ont été tués

Et trois prisonniers kurdes ont été exécutés. Parmi les personnes arrêtées, 18 filles de moins de 18 ans à Mahabad et 6 femmes à Qasr-e Chirin, Le Kurdistan est quadrillé et militarisé partout.

La répression est massive à Téhéran aussi où plus d'un millier de personnes ont été arrêtées en juin.

## TURQUIE :
## LE POUVOIR VISE DÉSORMAIS LE CHP PRINCIPALE FORMATION DE L'OPPOSITION TURQUE

Le Parti républicain du peuple (CHP), fondé par Atatürk en 1923, nationaliste et laïc, est désormais l'adversaire à abattre, du moins à affaiblir, du pouvoir turc. Tous les moyens d'une justice instrumentalisée et aux ordres sont mobilisés pour déstabiliser, discréditer et décapiter cette principale force de l'opposition qui représente une menace réelle pour la pérennité du pouvoir du président Erdoğan. Le parti a pu, avec le soutien du parti pro-kurde DEM, emporter les mairies lors des élections municipales de mars 2024, dans les principales métropoles turques dont Istanbul, Ankara, Izmir et Adana, infligeant une sévère défaite à la coalition gouvernementale AKP-MHP. Une humiliation pour le président turc qui, depuis, met en œuvre une stratégie de revanche qui comprend des volets judiciaires et politiques.

Sur le plan judiciaire, un ancien vice-ministre AKP de la Justice, nommé procureur général d'Istanbul a pu, sous des prétextes fallacieux, faire arrêter le maire élu et très populaire d'Istanbul Ekrem Imamoglu et une centaine d'élus municipaux. Ils sont accusés, par des « témoins secrets », de corruption et embastillés avant même le début d'un procès. Dans une démocratie digne de ce nom, après l'enquête de police, si des éléments sérieux sont avérés, ils seraient poursuivis et jugés lors d'un procès public et contradictoire. Un éventuel premier jugement en première instance ferait l'objet d'un appel puis, si nécessaire, d'un recours devant la cour de cassation. Ce n'est que lorsque celle-ci aurait rendu un arrêt définitif que les accusés seraient incarcérés et déchus de leur mandat. En Turquie, on arrête d'abord qui on veut, même élus, députés, journalistes ou avocats, on l'incarcère et on charge l'appareil judiciaire de prouver sa culpabilité au bout de procès qui peuvent durer des années.

Ainsi, l'ancien co-président du Parti de l'égalité des peuples, rebaptisé récemment DEM, Selahattin Demirtaş, à deux reprises candidat à la présidence de la République contre Erdoğan, a été arrêté en 2016 et depuis ses procès se poursuivent. Il a déjà été condamné à 42 ans de prison pour ses discours et ses écrits et malgré plusieurs arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme exigeant sa libération immédiate, il est toujours derrière les barreaux, tout comme le mécène turc Osman Kavala, condamné à perpétuité pour son soutien au mouvement de contestation pour la préservation du parc Gezi d'Istanbul, en 2013, menacé par les projets immobiliers du président Erdoğan.

Le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, poursuivi dans une dizaine de procès, a comparu le 16 juin devant un tribunal siégeant dans l'immense centre carcéral de Silivri, le plus grand pénitencier d'Europe. Il a expliqué qu'il ne subissait « pas un procès, mais une punition judiciaire » (Le Monde, 16 juin). Son propre avocat, qui contestait la légalité d'un procès sur la seule base de témoins secrets, a été arrêté quatre jours plus tard. Quelques jours plus tard, le 21 juin, Fatih Altaylı, ex-présentateur vedette de télévision, proche du CHP, était arrêté pour « mensonges envers le président ». Il avait publié le 20 juin une vidéo sur sa chaîne YouTube commentant un sondage selon lequel 70% des Turcs s'opposeraient à une présidence à vie d'Erdoğan. Impardonnable crime de lèse-majesté ! La veille, un procureur avait exigé la condamnation du journaliste Furkan Karabay, détenu depuis le 15 mai, pour trois tweets, accusé d'avoir « dépassé le cadre de la liberté d'expression », rapporte Le Monde, qui ajoute que le même jour a eu lieu la cinquième audience du procès intenté à un autre journaliste, Barış Pehlivan, pour «insulte publique à un fonctionnaire». Une journaliste et autrice de BD franco-kurde, Kudret Günes, 69 ans, arrêtée à son arrivée à Istanbul le 27 mai, est depuis placée en résidence surveillée. Elle doit comparaître le 8 juillet devant un tribunal.

Dans son enquête intitulée « En Turquie, la chronique impossible d'une justice instrumentalisée », parue dans Le Monde du 26 juin, Nicolas Bourcier relève « le recours fréquent à des articles de loi à l'interprétation beaucoup trop large, comme ‹insulte au président› ou ‹appartenance à une organisation terroriste› ». La Turquie détient le record mondial d'inculpation pour terrorisme. Il souligne aussi « l'opacité du système judiciaire (audiences parfois à huis clos, censure, recours immodéré aux témoins secrets), la forte judiciarisation du journalisme (poursuites pour diffamation, terrorisme, atteinte à l'État) et le manque de protection de la liberté de la presse ».

Cette répression tous azimuts, qui frappe pêle-mêle militants, écrivains, avocats, artistes, membres de la communauté LGBT, Kurdes de tout bord, se focalise ces derniers temps sur le CHP qui fait face à un procès où la légalité de son dernier congrès est contestée, toujours sur la base des plaintes de « témoins secrets ». Si le tribunal dénie la légalité du congrès et des organes qui y ont été élus, le gouvernement pourrait nommer un

administrateur judiciaire à la tête du parti et faire condamner son actuel leader Özgür Özel, principal opposant d'Erdoğan, qui par ailleurs est poursuivi dans une kyrielle de procès pour « insulte au président », « discrédit de la justice », « diffamation du procureur général ». Décapiter le CHP lui ouvrirait la voie à une réélection plus aisée, s'il s'assure de la neutralité du parti pro-kurde DEM. Car sans le soutien explicite ou tacite de DEM, le CHP ne peut gagner ni les élections municipales ni les élections législatives et présidentielles.

Le président turc, qui depuis son arrivée au pouvoir en 2003, a toujours su conclure des alliances de circonstance, tantôt avec les libéraux turcs opposés à la mainmise des militaires, tantôt aux islamistes de Fethullah Gülen (devenus ensuite ses pires ennemis), tantôt avec les ultranationalistes du MHP, courtise ces derniers mois, le parti pro-kurde DEM en miroitant de possibles concessions au terme d'un processus de paix pour le moins opaque. Certaines réformes, dont on ignore le contenu, seraient promises en contrepartie de l'autodissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à la faveur de sa trêve armée. Le 26 juin, un porte-parole de DEM a annoncé que le processus en cours entre Ankara et le PKK a atteint « une étape importante ». Une délégation de ce parti poursuit ses rencontres avec le chef du PKK Abdullah Öcalan, incarcéré sur l'île-prison d'Imrali depuis 26 ans, et les divers partis politiques turcs. Un groupe de combattants du PKK pourrait, en juillet, déposer les armes en un lieu non précisé au Kurdistan irakien, en geste de bonne volonté. De son côté, une commission parlementaire ad hoc chargée du suivi de ce processus pourrait être mise en place en juillet aussi.

En attendant l'issue de ce processus qui pourrait prendre encore des mois et occuper le parti DEM dans son dialogue avec le pouvoir, celui-ci aura les mains libres pour concentrer ses efforts afin de déstabiliser et décapiter un CHP politiquement isolé, qui ne cesse d'appeler à des élections anticipées dans l'espoir de vaincre dans les urnes et briser le carcan judiciaire qui risque de l'étouffer.

## IRAK : NOUVELLE CRISE FINANCIÈRE AU KURDISTAN

La guerre israélo-iranienne a eu un impact limité au Kurdistan irakien. L'espace aérien a été fermé pendant deux semaines et les vols suspendus. Dès le début du conflit, le gouvernement du Kurdistan a appelé au dialogue et le président Barzani a assuré le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghtchi que le territoire kurde ne servirait pas de base à des attaques contre l'Iran.

De leur côté, les milices chiites irakiennes pro-iraniennes, craignant des représailles américaines massives, n'ont lancé aucun drone ni missile contre des cibles au Kurdistan, ni contre des bases américaines en Irak. Des voyageurs bloqués par la suspension des vols ont pu poursuivre leur voyage en regagnant par la route la Turquie où les liaisons aériennes fonctionnaient normalement.

L'impact économique de la guerre a été relativement important en raison de la fermeture des frontières avec l'Iran et de l'arrêt des échanges pendant plusieurs semaines. Mais c'est surtout le non-versement par Bagdad des salaires et des pensions des fonctionnaires, des employés et des retraités kurdes qui a provoqué une nouvelle crise financière.

Malgré les accords conclus lors de la formation de l'actuelle coalition gouvernementale irakienne, malgré les dispositions constitutionnelles attribuant une dotation financière représentant environ 12,5 % du budget fédéral, le gouvernement de Bagdad n'honore pas ses engagements et prive à nouveau le Kurdistan de ressources budgétaires. Le 2 juin, le comité central du Parti démocratique du Kurdistan a déclaré dans un communiqué que «certains dirigeants de l'Irak d'après 2003 possèdent une mentalité très éloignée du fédéralisme et montrent des tendances vers une restauration du contrôle centralisé étatique». La déclaration les accuse d'utiliser le non-paiement des salaires des fonctionnaires et des allocations budgétaires à la Région du Kurdistan comme moyen de pression sur Erbil.

Dans une lettre adressée, le 28 mai, au Gouvernement régional du Kurdistan, le ministère irakien des Finances signifiait que le gouvernement avait décidé d'arrêter tout transfert budgétaire au KRG, y compris les salaires de plus d'un million d'employés du secteur public. Selon le ministre Taif Sami Mohammed, Erbil aurait déjà reçu sa part de 12,67 % du budget fédéral, soit 13,547 trillions de dinars irakiens (environ 10,34 milliards de dollars).

Version contestée par les dirigeants kurdes qui ont enjoint le gouvernement fédéral de verser les salaires dus avant l'Eid al-Adha, le 6 juin. Un groupe de fonctionnaires kurdes a saisi la Cour fédérale suprême pour qu'elle ordonne au gouvernement fédéral de verser leurs salaires. Cette cour, dans un arrêt de février 2023, avait explicitement décidé que les disputes sur

les revenus pétroliers et non pétroliers entre Bagdad et Erbil ne doivent pas être utilisées comme base pour retenir des salaires mensuels garantis par la Constitution (Rudaw, 2 juin). Le leader du PDK et ancien président Massoud Barzani a rappelé à cette occasion que l'Irak post-Saddam était fondé sur les principes d'équilibre, de compromis et de partenariat dans le cadre de la Constitution. La seule voie pour résoudre les problèmes de l'Irak est l'adhésion à ces principes par toutes les parties (Rudaw, 2 juin).

Le 16 juin, le Premier ministre du Kurdistan a envoyé une lettre à la Cour fédérale suprême, arguant de «l'illégalité et de l'inconstitutionnalité de la décision du ministère fédéral des Finances de suspendre les salaires et les dotations financières de la Région du Kurdistan». Il a émis l'espoir que la Cour fédérale rendra «une décision positive en faveur du peuple du Kurdistan», ajoutant que son gouvernement avait rempli «toutes ses obligations et demandes constitutionnelles».

De son côté, le président de la République d'Irak, Abdul Latif Rashid, a rencontré le 16 juin à Bagdad le chef de la Cour suprême fédérale Jassim al-Umairi pour lui rappeler l'importance de régler la question des salaires du secteur public du Kurdistan. Le président de la Cour s'est dit d'accord pour que cette affaire soit examinée le plus tôt possible par la Cour fédérale, selon Hawre Tofiq, un porte-parole de la présidence irakienne (Rudaw, 16 juin).

En attendant, l'économie du Kurdistan tourne au ralenti et dans cette atmosphère de crise, le dialogue entre les partis politiques kurdes se renforce, mais la formation d'un nouveau gouvernement de coalition se fait toujours attendre.

## SYRIE : DES MILLIERS D'EX-DJIHADISTES ÉTRANGERS INTÉGRÉS DANS L'ARMÉE

Après des mois de tergiversations, Washington a donné son aval pour l'intégration des milliers d'ex-djihadistes étrangers dans l'armée syrienne. C'est l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Thomas Barrack, également ambassadeur en poste à Ankara, qui l'a annoncé le 3 juin à l'agence britannique Reuters (Le Monde, 3 juin). Estimant qu'il est préférable de garder les combattants au sein d'un projet d'État plutôt que de les exclure au risque de les voir se disperser dans la nature, l'ambassadeur Barrack affirme par ailleurs que beaucoup de ces étrangers sont « très loyaux » envers la nouvelle administration syrienne.

Selon Le Monde, ces ex-djihadistes seraient « au nombre de plusieurs milliers », dont quelques dizaines de Français. Leur plus gros contingent est issu du Parti islamique du Turkestan (PIT). Ce parti, regroupant des djihadistes ouïgours originaires de Chine, a été fondé en 1997 au Pakistan et ses membres ont développé des liens étroits avec al-Qaida, avant de venir combattre dans les rangs du Front al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaida, dirigée par l'actuel président syrien al-Charaa.

On compte aussi de nombreux djihadistes de Russie (Tchétchénie, Daghestan), d'Égypte, d'Iran, d'Afrique du Nord (New York Times du 8 juin). Une véritable internationale djihadiste qui va désormais former officiellement, aux côtés de ses alliés du HTC du président al-Charaa, lui-même ex-djihadiste, le noyau structurant de la nouvelle armée syrienne. Six de leurs commandants avaient été promus généraux de brigade dès décembre 2024.

C'est sur une telle armée islamiste que compte Washington et ses alliés arabes et turcs pour rétablir l'ordre dans la «transparence». Or, comme lors du massacre d'alaouites en mars dernier qui ont fait 1.700 morts, leur haine de tout ce qui n'est pas musulman arabe sunnite les pousse à exécuter froidement des civils alaouites ou druzes.

Malgré la promesse du président syrien de créer une commission d'enquête pour identifier et punir les auteurs de ces massacres, nul n'a été inquiété depuis. Les exactions sont devenues routinières. Le 4 juin, huit alaouites ont été tués par balles à un poste de contrôle des forces de sécurité dans la province de Hama, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le Monde souligne que la minorité alaouite, dont est issu l'ex-président Bachar al-Assad, subit des violences depuis la prise de pouvoir par la coalition conduite par Ahmed al-Charaa (Le Monde, 4 juin).

Parmi ces violences, les enlèvements de femmes alaouites qui, selon une enquête publiée dans Le Figaro du 25 juin, se multiplient et font l'objet de trafics entre islamistes.

Malgré les promesses réitérées du nouveau régime, la minorité chrétienne du pays reste extrêmement vulnérable. Un attentat-suicide contre une église de Damas, le 22 juin, a fait 25 morts et des dizaines de blessés. Les autorités ont imputé cet attentat à l'État islamique tandis que, le 24 juin, un groupe djihadiste peu connu, Saraya Ansar al-Sunna, a revendiqué cet « acte de djihad contre les mécréants ».

Le ministère de l'Intérieur a de son côté affirmé que ce groupe était certainement affilié à l'État Islamique et que l'auteur de l'attentat ne serait pas syrien, mais un djihadiste venant du camp d'al-Hol, sans apporter la moindre preuve.

Lors des funérailles de neuf des victimes organisées dans l'église de la Sainte-Croix de Damas, le patriarche grec orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient, Yohanna X, a fustigé un «massacre inacceptable» et critiqué les autorités, les appelant à « assumer leurs responsabilités ».

«Le crime odieux qui s'est produit à l'église Sainte-Croix est le premier massacre en Syrie depuis les événements de 1860», a-t-il déclaré en référence aux massacres de chrétiens de Damas sous l'Empire ottoman (Le Monde, 24 juin).

Pressé de se retirer à temps du chaos syrien qui se profile, Washington pousse les forces kurdes à «intégrer» les institutions de cet État islamique autoritaire et centralisateur qui rejette toute idée de décentralisation, de reconnaissance d'un minimum d'autonomie aux diverses composantes de la mosaïque syrienne.

Dans une déclaration à la chaîne d'infos turque NTV le 4 juin, l'envoyé spécial américain pour la Syrie a annoncé le retrait progressif du dispositif militaire américain du nord-est de la Syrie. «La réduction de notre mission Inherent Resolve est en cours. Nous passerons de huit à cinq points et trois bases. Et nous finirons avec une».

Les autorités américaines estiment avoir mené avec succès leur lutte contre le groupe État Islamique, bien que des cellules djihadistes demeurent actives sur le territoire syrien en pleine transition politique. (Le Figaro, 8 juin)

Le 8 juin, l'ensemble des partis politiques kurdes de Syrie ont formé une délégation commune chargée de négocier avec Damas les revendications kurdes formulées lors du Congrès national kurde d'avril dernier.

La délégation, qui s'est réunie en présence du général Mazlum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), est composée des membres du Parti de l'unité kurde (PYD) et de ceux de la coalition d'opposition Congrès national kurde. Elle est co-présidée par Perwin Yousef, co-présidente du PYD, et le président du Conseil national kurde, Mohammed Ismaël. Elle doit se rendre à Damas «dès que possible».

Les décisions prises lors de la rencontre entre Mazlum Abdi et le président par intérim al-Charaa en mars dernier peinent à être appliquées, notamment dans le domaine du retour des déplacés kurdes vers les territoires occupés par les milices pro-turques.

Le Monde, dans son édition du 18 juin, a publié une vaste enquête sur «le difficile retour des Kurdes soumis à la loi des milices financées par la Turquie».

« Nous vivons encore sous occupation, nous subissons toujours des extorsions et des intimidations de milices », déclarent les habitants d'Afrin interrogés par Le Monde.
Ë
Le nouveau régime veut ménager son puissant allié turc, force d'occupation, souligne le journaliste, qui relate la mainmise persistante sur ces territoires des milices de l'Armée nationale syrienne (ANS), comptant quelque 15 000 hommes armés et financés par la Turquie.

Ailleurs en Syrie arabe, plus de deux millions de déplacés sont rentrés chez eux depuis la chute de Bachar al-Assad selon l'ONU (RF, 19 juin).

euro news.

01 juin 2025

# L'Iran détient un stock d'uranium enrichi suffisant pour plusieurs bombes atomiques, selon l'AIEA

Dans son rapport, l'Agence internationale de l'énergie atomique avertit que l'Iran est désormais «le seul État non doté d'armes nucléaires à produire de telles matières», ce qui, selon l'organe, est «très préoccupant».View on euronews

L'Iran a de nouveau accru son stock d'uranium enrichi à des niveaux proches de ceux nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires, selon un rapport confidentiel de l'Agence internationale de l'énergie atomique, consulté par The Associated Press.

Le document de l'AIEA lance un avertissement sévère, affirmant que l'Iran est désormais «le seul État non doté d'armes nucléaires à produire de telles matières», ce qui, selon l'agence basée à Vienne, est «très préoccupant».

Ce rapport intervient à un moment délicat, alors que l'administration américaine cherche à conclure un accord avec Téhéran pour encadrer son programme nucléaire. Plusieurs cycles de négociations ont eu lieu, sans aboutir à un compromis jusqu'à présent.

Une hausse de près de 50% depuis février dernier

L'organe de surveillance nucléaire des Nations unies a précisé le 17 mai dernier que l'Iran aurait accumulé 408,6 kilogrammes d'uranium enrichi à 60 %. Cela représente une augmentation de 133,8 kilogrammes, soit près de 50 %, depuis le dernier rapport de l'AIEA en février.

Le seuil des 60 % d'enrichissement constitue une étape technique relativement courte vers les 90 % nécessaires à la fabrication d'une arme nucléaire. Selon l'agence, environ 42 kilogrammes d'uranium enrichi à 60 %, s'il était porté à 90 %, suffiraient théoriquement à produire une bombe atomique.

Le rapport trimestriel de l'AIEA note également qu'en date du 17 mai, le stock total d'uranium enrichi de l'Iran - incluant toutes les concentrations, y compris les niveaux plus faibles - s'élevait à 9 247,6 kilogrammes, soit une hausse de 953,2 kilogrammes par rapport aux données de février.

L'AIEA met en garde contre les ambitions iraniennes

L'agence de l'ONU a appelé Téhéran à changer d'urgence de cap et à se conformer à l'enquête qu'elle mène depuis des années.

L'Iran a affirmé que son programme nucléaire était uniquement destiné à des fins pacifiques, mais le chef de l'AIEA, Rafael Grossi, a averti que Téhéran disposait de suffisamment d'uranium enrichi à des niveaux proches de ceux des armes pour fabriquer «plusieurs» bombes nucléaires s'il le souhaitait.
Rafael Grossi a «réitéré son appel pressant à l'Iran pour qu'il coopère pleinement et efficacement» à l'enquête menée depuis des années par l'AIEA.

L'AIEA a également distribué samediun second rapport confidentiel de 22 pages aux États membres, produit à la suite d'une résolution adoptée par le conseil des gouverneurs de l'AIEA en novembre dernier.

Dans ce rapport dit «complet», l'AIEA indique que la coopération de l'Iran avec l'agence «a été moins que satisfaisante» en ce qui concerne les traces d'uranium découvertes par les inspecteurs de l'AIEA sur plusieurs sites en Iran que Téhéran n'a pas déclarés comme étant des sites nucléaires.

Les responsables occidentaux soupçonnent que les traces d'uranium découvertes par l'AIEA pourraient fournir la preuve que l'Iran avait un programme nucléaire militaire secret jusqu'en 2003.

Les services de renseignement américains estiment que l'Iran n'a pas encore lancé de programme d'armement, mais qu'il a «entrepris des activités qui le placent en meilleure position pour produire un dispositif nucléaire, s'il le souhaite».

Réaction rapide d'Israël

Israël a déclaré que ce rapport constituait un signal d'alarme clair indiquant que «l'Iran est totalement déterminé à achever son programme d'armement nucléaire».
Le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu a souligné que le rapport de l'AIEA «renforce fortement ce qu'Israël dit depuis des années : l'objectif du programme nucléaire iranien n'est pas pacifique».

Il a également ajouté que le niveau d'enrichissement de l'Iran «n'a aucune justification civile» et a appelé la communauté internationale à «agir maintenant pour arrêter l'Iran».

Il est rare que le bureau du Premier ministre israélien fasse des déclarations le samedi, jour de repos juif, ce qui souligne l'urgence de la question.

Qu'est-ce que l'AIEA inspecte en Iran ?

L'un des sites iraniens a été rendu public en 2018 après que Benjamin Netanyahu l'a révélé aux Nations unies et l'a qualifié d'entrepôt nucléaire clandestin caché dans une usine de nettoyage de tapis.

L'Iran a démenti, mais en 2019, les inspecteurs de l'AIEA y ont détecté la présence de particules d'uranium fabriquées par l'homme.

Après avoir bloqué l'accès à l'AIEA dans un premier temps, les inspecteurs ont pu prélever des échantillons en 2020 sur deux autres sites où ils ont également détecté la présence de particules d'uranium artificiel.

Ces trois sites ont été baptisés Turquzabad, Varamin et Marivan.

Un quatrième site non déclaré, appelé Lavisan-Shian, fait également partie de l'enquête de l'AIEA, mais les inspecteurs de l'AIEA ne l'ont jamais visité car il a été rasé et démoli par l'Iran après 2003.

Dans le rapport détaillé publié samedi, l'AIEA indique que «l'absence de réponses et d'éclaircissements fournis par l'Iran» aux questions posées par l'organisme de surveillance concernant Lavisan-Shian, Varamin et Marivan «a conduit l'agence à conclure que ces trois sites, et d'autres sites connexes possibles, faisaient partie d'un programme nucléaire structuré non déclaré mené par l'Iran jusqu'au début des années 2000 et que certaines activités ont utilisé des matières nucléaires non déclarées».

Téhéran a rejeté les conclusions du rapport et l'a qualifié de «politiquement motivé».

Un accord avec les États-Unis toujours possible ?

Jeudi, de hauts responsables iraniens ont rejeté les spéculations sur l'imminence d'un accord nucléaire avec les États-Unis, soulignant que tout accord conduirait à lever totalement les sanctions et à permettre la poursuite du programme nucléaire du pays.

Ces commentaires sont intervenus un jour après que Donald Trump a déclaré avoir dit au Premier ministre israélien de ne pas frapper l'Iran afin de donner à l'administration américaine plus de temps pour faire pression en faveur d'un nouvel accord avec Téhéran.

Le président américain a déclaré vendredi qu'il pensait toujours qu'un accord pourrait être conclu dans un «avenir pas trop lointain».

«Ils ne veulent pas qu'on les fasse exploser. Ils préféreraient conclure un accord», a déclaré Donald Trump à propos de l'Iran. Il a ajouté : «Ce serait formidable que nous puissions conclure un accord sans que des bombes soient larguées sur tout le Moyen-Orient.»

---

**Anne Andlauer**
**01 juin 2025**

# Turquie: une loi sur l'exécution des peines examinée au Parlement turc

Le Parlement turc a entamé, le samedi 31 mai, l'examen en commission d'une proposition de loi relative à l'exécution des peines. Très attendu, le texte devait être le premier effet juridique du processus de paix en cours au sujet de la question kurde. Un processus qui a connu un tournant, le 12 mai dernier, avec l'annonce par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de sa dissolution après plus de quarante ans de guerre contre l'État turc. Mais la première réforme proposée par le pouvoir suscite la déception des ONG de défense des droits de l'homme et du mouvement politique kurde.

La proposition de loi relative à l'exécution des peines est examinée en commission par le Parlement turc. Ici, le Parlement, à Ankara, en décembre 2023 (illustration). AFP - ADEM ALTAN

Le gouvernement turc assure que la réforme devrait, en élargissant les possibilités de libération conditionnelle et de détention à domicile, permettre à près de 20 000 personnes de sortir de prison. Mais le texte proposé ne répond à aucune des attentes qu'a suscitées l'annonce de **la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)**.

Il exclut en effet les personnes condamnées ou détenues en vertu des lois antiterroristes. Une catégorie qui concerne surtout des militants, des responsables politiques, des journalistes ou des personnalités de la société civile kurde. Ces restrictions valent notamment pour les prisonniers malades ou âgés, dont la remise en liberté est pourtant une demande prioritaire des ONG de défense des droits de l'homme et du mouvement politique kurde.

**Une monnaie d'échange pour l'opposition ?**

Ömer Faruk Yazmaci est vice-président de l'Association des droits de l'homme à Ankara. L'association estime à au moins 1 400 le nombre de prisonniers malades, dont 335 gravement. « *Aucun d'entre eux ne pourra être libéré. Ils sont exclus de la réforme, car la plupart ont été condamnés à une peine à vie, ou bien sont considérés comme représentant un danger pour la société. Y compris des pri-*

*sonniers qui ne tiennent plus sur leurs deux jambes... Peut-être que l'État, parce qu'il sait l'importance de ce sujet pour l'opposition - les* ***Kurdes****, le PKK – veut l'utiliser comme monnaie d'échange »*, assure Ömer Faruk Yazmaci. Le gouvernement turc affirme que de nouvelles réformes, permettant des milliers d'autres libérations, seront proposées à l'automne. Il semble que le pouvoir veuille attendre le désarmement effectif du PKK pour faire la moindre concession.

**June 02, 2025**

# KDP accuses 'some' in Baghdad of eroding federalism, using salaries for leverage

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's most influential political party on Monday accused "certain authorities in Baghdad" of "disregarding the constitution" and "undermining federalism." The Kurdistan Democratic Party's (KDP) remarks come amid growing tensions with the federal government over its suspension of budget transfers to Erbil.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani leads the party's central committee meeting on June 2, 2025. Photo: KDP/Facebook

The KDP central committee said in a statement that "some of the rulers" in post-2003 Iraq "possess a mentality far removed from federalism and show tendencies toward restoring centralized state control." The statement also accused these sides of using civil servant salaries and budget allocations to the Kurdistan Region "as leverage."

The remarks come as tensions between Erbil and Baghdad have intensified following last Wednesday's decision by the Iraqi finance ministry to halt all budget transfers to the Kurdistan Regional Government (KRG), including salaries for over one million public sector employees.

In a letter to the KRG, Iraqi Finance Minister Taif Sami claimed that Erbil had exceeded its 2025 budget allocation of 12.67 percent by 13.547 trillion Iraqi dinars (approximately $10.34 billion), arguing that further payments are legally prohibited under Federal Supreme Court rulings.The move drew immediate condemnation from Kurdish political factions who held a meeting on Saturday, chaired by the ruling KDP, and denounced the funding suspension as politically-motivated.

Two days earlier, on Thursday, the KDP had issued a strongly worded statement censuring the federal government for "violating the constitutional rights of the Kurdistan Region." It warned that "if the rights and financial entitlements of the people of the Kurdistan Region are not sent before Eid al-Adha [on June 6], we will take a serious stance and announce it."

On Monday, the KDP's central committee endorsed the political bureau's position and praised other Kurdish parties for their unified response. It also welcomed what it described as "positive indications" from the Federal Supreme Court and elements within the federal government toward resolving the standoff.

The Federal Supreme Court announced on Sunday that it had registered a new lawsuit filed by public sector employees in the Kurdistan Region, seeking a legal injunction to guarantee continued salary payments. The court stated that a decision on the injunction request would be made "as soon as possible."

It is worth noting that in February 2023, the same court issued a ruling explicitly stating that disputes over oil and non-oil revenues between Baghdad and Erbil must not be used as grounds to withhold constitutionally guaranteed monthly salaries.

The latest KDP statement notably echoed remarks made by the party's leader Masoud Barzani, who underlined on Sunday that "post-2003 Iraq was founded on the principles of balance, compromise and partnership within the framework of the Constitution [of Iraq]."

The preeminent Kurdish leader asserted that "the only way to resolve Iraq's problems is by adherence to these principles by all parties."

Le Monde 02 juin 2025

# En Syrie, la Bourse de Damas rouvre ses portes après six mois d'arrêt

## Le gouvernement souhaite profiter de cette réouverture pour relancer l'économie syrienne, dans un contexte de levée des sanctions économiques internationales.

Après six mois de fermeture, la Bourse de Damas a de nouveau ouvert ses portes, lundi 2 juin. Il s'agit d'une étape *« cruciale dans le processus de relance économique »*, selon le président du conseil d'administration de la Bourse, Fadi Jleilati, qui souligne le défi de *« l'intégration aux marchés financiers mondiaux »*.

*« Les investissements et capitaux ont commencé à affluer en Syrie, et nous prévoyons qu'à la fin de cet été, leur volume aura doublé »*, a quant à lui déclaré le ministre de l'économie, Mohammad Nidal Al-Chaar.
L'institution avait fermé en décembre 2024, quelques jours avant la prise de Damas par la coalition islamiste qui a renversé Bachar Al-Assad. Les nouveaux locaux sont situés dans un ensemble d'immeubles modernes, à Yaafour, près de la capitale. Quatorze entreprises sur les 28 cotées ont repris leurs activités de marché.

**Miser sur les investissements étrangers**

La réouverture de la Bourse survient dans un contexte de levée des sanctions américaines et européennes contre le pays, après quatorze années de guerre civile, permettant aux acteurs publics et privés de renouer avec les institutions financières régionales et internationales.
La levée des sanctions a également permis aux autorités de conclure des contrats d'investissement, notamment la signature jeudi 29 mai d'un accord énergétique de 7 milliards de dollars avec un consortium réunissant des entreprises des Etats-Unis, du Qatar et de la Turquie, pour réhabiliter le secteur électrique du pays, ravagé par la guerre.
Les autorités s'emploient à promulguer une nouvelle loi sur les investissements afin de créer un climat favorable aux investissements étrangers. Mohammad Nidal Al-Chaar a affirmé sa volonté de construire *« une économie de marché compétitive, où l'Etat facilite le processus de production »*.

Le gouvernement espère ainsi améliorer le niveau de vie et augmenter les revenus dans un pays où plus de 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, et où une personne sur quatre est au chômage.

LE FIGARO 03 juin 2025

# Turquie : l'inflation continue de ralentir en mai, à 35,4% sur un an

L'inflation a ralenti en mai en Turquie pour le douzième mois consécutif, à 35,4% sur un an, son niveau le plus bas depuis novembre 2021, selon les chiffres officiels publiés mardi. La hausse des prix à la consommation, alimentée par la chute régulière de la livre turque, s'est établie à 1,5% sur un mois, a précisé l'institut statistique turc (Tüik). Selon les données officielles, la flambée des prix touche tout particulièrement l'éducation (+71,7%), le logement (+67,4%) et la santé (+40,1%). L'inflation, qui s'élevait à 37,8% sur un an en avril, avait dépassé les 75% en mai 2024 en glissement annuel, avant de ralentir mois après mois.
Ce reflux a conduit la banque centrale turque à abaisser son principal taux directeur de 50% à 42,5% entre décembre et mars, avant de le relever en avril à 46%, dans le contexte notamment de l'augmentation des droits de douane américains.La banque centrale a cependant maintenu fin mai ses prévisions d'inflation inchangées, à 24% pour fin 2025 et 12% pour fin 2026. Les chiffres officiels de l'inflation sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), pour qui la hausse des prix à la consommation s'établit à 71,2% en glissement annuel.

LE FIGARO

Simon Pierre
03 juin 2025

# Kudret Günes, auteur franco-kurde d'une BD sur la guerre contre Daech, retenue en Turquie pour « apologie du PKK »

Lors de son arrestation à Ankara, la scénariste et auteur a dû s'expliquer sur plusieurs cases de *La Liberté dans le sang*, bande dessinée qui raconte le sort d'une jeune Kurde persécutée qui part combattre l'État islamique.

La Franco-Kurde Kudret Günes, âgée de 69 ans et auteur de la BD *La Liberté dans le sang*, a été arrêtée en Turquie mardi 27 mai puis placée sous surveillance judiciaire. Militante pour la liberté des femmes kurdes depuis de nombreuses années, elle est aujourd'hui accusée d'« apologie du PKK », une charge qu'elle réfute fermement.

Alors qu'elle était venue passer quelques jours de vacances en Turquie, son pays d'origine, elle a été arrêtée à l'aéroport d'Ankara. *« Je suis actuellement en résidence surveillée à Ankara chez ma sœur. jusqu'à ce que la justice turque m'envoie une convocation. En attendant, je dois me présenter deux fois par semaine au commissariat »*, explique-t-elle au *Figaro*. *« On m'accuse de faire l'apologie du PKK »*, ajoute-t-elle.

Lors de son interrogatoire, les autorités turques lui ont d'abord montré plusieurs captures d'écran tirées de son compte Facebook. *« Certaines datent de 2014, je ne me souviens même plus les avoir publiées. »* Ces publications incluent notamment, *« les images de jeunes femmes kurdes combattant l'État islamique à Kobanê, un texte sur les enfants kurdes écrasés par des chars turcs au Kurdistan turc, un hommage à Ugur Kaymaz, un enfant kurde de 12 ans tué par l'armée turque en 2004 »*, détaille Kudret Günes.

**Elle raconte la vie des Kurdes depuis 30 ans**

Depuis une trentaine d'années, elle réalise principalement des courts métrages dans lesquels elle raconte la vie des Kurdes. L'un de ses premiers courts métrages en 2022, *Leyla Zana, le cri au-delà de la voix étouffée,* dresse le portrait d'une députée kurde condamnée à 15 ans de prison pour son engagement politique, à travers le regard de ses proches. Ce film a obtenu plusieurs récompenses, dont le prix Olivier-Quémener au Festival international du grand reportage d'actualité en 2003. Sa dernière réalisation, *La Mariée de la pluie*, a obtenu en 2018 le grand prix du meilleur court métrage au festival du film kurde à Londres.

**Sa BD mise en cause par la justice turque**

Avec *La Liberté dans le sang*, publié en 2024 chez Marabulles, Kudret Günes s'essaye pour la première fois à la bande dessinée. Certaines cases lui auraient été présentées lors de son interrogatoire avec la police turque. La BD aborde le sort d'une jeune femme kurde luttant contre Daesh. L'œuvre évoque sans détour les violences policières, les abus sexuels, et l'engagement des combattantes kurdes dans les unités peshmergas ou le YPG (Unités de protection du peuple). Le Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré par la Turquie comme terroriste, *« n'est pas directement mentionné »*, souligne Christophe Girard, le dessinateur de la bande dessinée.

Cette planche de *La Liberté dans le sang* a été présentée à Kudret Günes lors de son interrogatoire. Marabulles

*« Ceux qui l'ont lu voient clairement que je parle des femmes kurdes luttant contre Daesh, des femmes vendues sur le marché comme esclaves sexuelles et des enfants victimes de ces sales guerres. Ces jeunes femmes qui ont abandonné leurs études ont sauvé le monde de Daesh pour leur liberté »*, déclare-t-elle.

Les premières pages de la bande dessinée montrent Rojin, la protagoniste, qui s'enfuit in extremis de son mariage forcé avec un Turc, choisit par ses parents. Dans sa fuite, elle rencontre un homme attristé. Il vient de perdre sa femme après un attentat à la bombe à Marrakech, commandité par Al-Qaïda. *« Les premiers mois après la publication ont été assez calmes. Je pensais qu'on allait avoir plus de pression »*, confie Christophe Girard. De son côté, les éditions Marabulles n'ont pas répondu aux sollicitations du *Figaro*.

**Un récit remarqué aux Galons de la BD**

Si les ventes de *La Liberté dans le sang* restent modestes selon Christophe Girard, la bande dessinée faisait tout de même partie des quinze finalistes sélectionnés par les Galons de la BD, prix décerné par le ministère des Armées. *« Le livre a été très bien reçu, mais la charge politique a sans doute fait reculer une partie du jury »*, estime-t-il. Le dessinateur est un habitué des récits engagés. *« J'ai déjà reçu des menaces de la part de consuls, des interdictions de séjour sur certains territoires. Mais ce n'est que des intimidations »*, explique-t-il. L'interpellation de Kudret Günes est bien plus préoccupante. *« Je sais qu'elle a peur. Elle n'est pas rassurée »*, ajoute-t-il.

Mercredi 28 mai, une pétition lancée sur internet par Amar Benhamouche, un auteur indépendant et ami de Kudret Günes, appelle à sa libération immédiate, dénonçant *« la continuité de la discrimination des Kurdes »* et *« le racisme d'État exercé à leur encontre »*. Son texte s'ouvre sur une formule cinglante : *« Les régimes autoritaires ont l'intelligence en horreur. Ainsi combattent-ils les écrivains, les poètes, les artistes, toute voix subversive et indomptable, libre. »*

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 3, 2025

# U.S. Proposes Interim Step in Iran Nuclear Talks Allowing Some Enrichment

## An outline by the Trump administration would allow Iran to continue enriching uranium at low levels while a broader arrangement is worked out that would block the country's path to a nuclear weapon.

The Trump administration is proposing an arrangement that would allow Iran to continue enriching uranium at low levels while the United States and other countries work out a more detailed plan intended to block Iran's path to a nuclear weapon but give it access to fuel for new nuclear power plants.

The proposal is the first concrete indication since President Trump took office that the United States and Iran might be able to find a path to compromise. Arash Khamooshi for The New York Times

The proposal amounts to a diplomatic bridge, intended to maneuver beyond the current situation, in which Iran is rapidly producing near-bomb-grade uranium, to reach the U.S. goal of Iran enriching no uranium at all on its soil. But it is far from clear that the Iranians will go along.

Under the proposal, the United States would facilitate the building of nuclear power reactors for Iran and negotiate the construction of enrichment facilities managed by a consortium of regional countries. Once Iran began receiving any benefits from those promises, it would have to stop all enrichment in the country.

The outline of the potential deal, which was described on the condition of anonymity by Iranian and European officials, was handed to Iran over the weekend. Officials in Tehran indicated on Monday that a response would come in several days.

It is the first concrete indication since President Trump took office that the United States and Iran might be able to find a path to compromise that would head off a potential regional war over Tehran's ambitions to build a nuclear weapon.

But the details remain vague, the two sides remain far apart on some elements of a deal, and the domestic politics for both are complex. In his first term, Mr. Trump canceled an agreement negotiated under President Barack Obama that had similarly sought to keep Iran from being able to produce a nuclear bomb.

At least in the opening years of the proposed arrangement, when new enrichment facilities to produce fuel for power plants are being built in cooperation with Arab states, Iran would be allowed to continue enriching uranium at low levels, despite Mr. Trump's post on social media on Monday saying the United States would "not allow any enrichment of uranium." (It is possible that he was referring to what would be allowed at the concluding stage of the potential deal rather than during an interim arrangement.)

The idea of a regional consortium would essentially wrap Iran in a bearhug with countries that might include the United States, Saudi Arabia, the United Arab Emirates and others, allowing the production of low-grade nuclear fuel for power plants while seeking to ensure that Iran is not enriching fuel on its own for a bomb.

But one key unresolved question is whether Iran's leadership will agree to an ultimate arrangement in which no nuclear fuel is produced on Iranian soil. "We do not need anyone's permission to enrich uranium," Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said on Tuesday.

Israel has also been deeply skeptical of any deal that would leave Iran with nuclear capabilities. It has repeatedly suggested that now is the time for a military strike on Iranian nuclear facilities, citing Tehran's degraded air defense systems and the weakness of its regional allies Hamas and Hezbollah.

Iran, however, still possesses a formidable arsenal of conventional weapons, including ballistic missiles, capable of threatening Israel, Gulf neighbors and U.S. bases in the region.

Iranian officials have warned that in the event of a military strike on their nuclear facilities, they would respond forcefully, exit the nonproliferation agreement and end international inspectors' access to sites.

The wording of the new proposal, crafted by Steve Witkoff, Mr. Trump's special envoy to the Middle East, is vaguely worded on many of the most important issues, suggesting that considerable negotiating lies ahead, Iranian and European officials said.

For example, it is unclear that the accord meets the standard Mr. Trump said last week that he would demand, an agreement where "we can take whatever we want, we can blow up whatever we want." Senior Iranian officials involved in the negotiations called the bombastic statement "a fantasy."

Mr. Araghchi said on Monday at the sideline of meetings in Egypt with officials that Iran would "soon send America an appropriate response. Without respecting our right to enrich uranium, there will be no agreement."

He added that he was confident of a diplomatic breakthrough to avert further crises.

Some details of the proposal were reported earlier by Axios.

Asked about Mr. Witkoff's outline, Karoline Leavitt, the White House press secretary, said on Monday that "President Trump has made it clear that Iran can never obtain a nuclear bomb."

In a statement to The New York Times, she added: "Special Envoy Witkoff has sent a detailed and acceptable proposal to the Iranian regime, and it's in their best interest to accept it. Out of respect for the ongoing deal, the administration will not comment on details of the proposal to the media."

Any breakthrough would be a diplomatic victory for Mr. Trump, whose efforts to negotiate a cease-fire in the Russia-Ukraine war have floundered. His diplomacy with Iran has also been unexpected: After pulling out of the Obama-era nuclear agreement, he ordered the killing in early 2020 of one of Iran's highest-ranking generals. Iran, in return, has been accused by U.S. officials of hiring assassins to kill Mr. Trump during his 2024 presidential campaign. Iran has denied the allegations.

The Trump administration's proposal, according to two Iranian officials, leaves unclear exactly what would be required in dismantling the country's nuclear program.

Iran has invested billions of dollars in building its two main nuclear enrichment facilities, Natanz and Fordow, and in developing its advanced nuclear program, which it considers a source of national pride. Shuttering the facilities would be humiliating and difficult to justify, according to an Iranian official familiar with the internal deliberations.

These facilities also employ hundreds of scientists, some of the country's most talented, and the government worries that many of the top ones may leave Iran if they are unemployed and waiting for the new consortium to take shape, an Iranian official said. Over the years, Israel has targeted and assassinated a number of leading nuclear scientists, including Mohsen Fakhrizadeh.
The proposal raises the possibility of U.S. help in facilitating the construction of a nuclear power reactor in Iran. The country currently has only one such plant, built and supplied by Russia. Iran has said it has a goal of constructing 10 more. (A similar project was conceived for North Korea by the Clinton administration in 1994. It collapsed a decade later, and soon after North Korea conducted a nuclear weapons test for the first time.)

The proposal did not specify which of the hundreds of sanctions against Iran would be removed in any final deal. Iran has told the United States that all sanctions would need to be removed in order to sign a deal — not just those related to its nuclear program.

Iranian officials said they would not take any measures curbing their program without parallel sanctions relief, particularly diluting or exporting the huge stockpile of enriched uranium that the United Nations' atomic watchdog says allows them to build 10 bombs if they chose to weaponize.

The United States has sanctioned Iran's oil sales and banking transactions over the years, stifling the country's economy for advancing its nuclear program, supporting terrorism, helping Russia in the Ukraine war, plotting assassinations of Western officials and perpetuating human rights abuses.

Iranian officials said they did not trust Mr. Trump because of his unilateral exiting of the Obama-era nuclear deal and conflicting comments from American officials during negotiations in the past few weeks. The officials said one of the issues being debated in Tehran was what guarantees Washington would provide that Mr. Trump or his successors would not force Iran out of the consortium in the future.

While the outcome of the negotiation remains unclear, Mr. Witkoff's strategy is beginning to emerge.

The consortium he proposed would provide nuclear fuel for Iran and any of its neighbors interested in developing civilian nuclear power or research programs. The many players would watch one another — and they would be watched by the International Atomic Energy Agency, the U.N. group that monitors nuclear fuel around the world and is supposed to send alarms if it believes the fuel is being diverted to a weapons program.

But the proposal does not make clear exactly where the enrichment facility would be located, though the United States has said it cannot be in Iran. Iranian officials continue to insist it must be in their territory, because they would not give up their right to enrich nuclear fuel under the Nuclear Nonproliferation Treaty.

Iran is a signatory to the treaty, though so far it has not ratified an addendum, called the Additional Protocol, that would give inspectors much greater rights to search any part of the country where they suspect nuclear activity.

Although it was not noted in the U.S. proposal, Omani and Saudi officials have discussed the idea of building an enrichment facility on an island in the Persian Gulf. This would potentially give both sides a talking point: The Iranians would be able to say they are still enriching uranium, and the Americans could state that enrichment is not happening on Iranian soil.

Two Iranian officials said the country was open to accepting the consortium idea because the government did not want talks to fail. But the Iranian officials said negotiators planned to bargain in the next round of talks for the island to be one of their own: They may propose Kish or Qeshm in the Persian Gulf, though other possibilities have been discussed.

Iran would most likely argue that this would allow it to keep enrichment on its soil. But it would also make a facility much more visible to the world than Iran's current enrichment facilities, which are underground, and in one case deep inside a mountain to protect against Israeli attack.

Another unknown is how Israel will react to the American proposal. Mr. Witkoff met with Ron Dermer, one of Prime Minister Benjamin Netanyahu's closest advisers, around a negotiating session in Rome. The two countries have been in regular communication over the negotiations, even while Mr. Netanyahu has pressed for military action.

In Iran, as in the United States, a minority of hard-line politicians steadfastly oppose any concessions to the United States. They openly called the terms of the U.S. proposal a defeat and suggested that Iran walk away from talks. But these politicians do not hold much sway because the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has given the green light for negotiations to continue with the goal of reaching a deal.

Some analysts described the consortium idea as a win-win, saying it would allow Iran to save face and let regional allies and American inspectors be directly involved in Iran's nuclear activities. It also removes the U.S. concern of a regional race to enrich uranium.

"But even if the parties agree on the concept, they still need to hash out the details," said Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group. "They will also need an interim solution, as it will probably take a few years to set up a functional consortium."

Mr. Vaez added that as long as the two sides remained divided on core issues — namely, whether Iran can enrich uranium — a final deal remained elusive and at best the two sides could agree on a document laying out broad frameworks of a future deal.

---

**June 03,2025**

# Iraq to hold Geneva conference to boost al-Hol camp repatriations

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi government will hold a conference in Geneva in September to facilitate the repatriation of families with ties to the Islamic State (ISIS) from the notorious al-Hol camp in northeast Syria, Iraq's national security advisor said on Tuesday.

Al-Hol camp in northeast Syria (Rojava). Photo: file/AFP

Qasim al-Araji received Steve Fagin, the new charge d'affaires of the US Embassy in Baghdad, on Tuesday to discuss a range of issues, including the fate of thousands of families, almost half of whom are Iraqis, from the notorious al-Hol camp in northeast Syria (Rojava).

"Regarding the Syrian al-Hol camp file, Mr. al-Araji confirmed that the Iraqi government will hold a conference in Geneva next September for the repatriation of families from the camp to their countries," Araji's office said in a statement.

About 10,000 Iraqis remain in the camp after the group of 832 people left on Saturday, Sheikhmous Ahmed, who oversees all internally displaced persons (IDP) and refugee camps in Rojava, told Rudaw English.

Thousands of individuals with suspected ISIS ties are being held in al-Hol and Roj camps, which are controlled by the Syrian Democratic Forces (SDF), in northeast Syria's (Rojava) Hasaka province. Al-Hol is the larger of the two camps. As of April, it housed 34,927 people. Of these, 15,681 were Iraqis, 15,861 were Syrians, and 6,385 were foreigners, according to data obtained by Rudaw English from Ahmed.

Iraq has repatriated its nationals in groups, bringing them to al-Jada camp south of Mosul, where they go through a rehabilitation program before reintegrating into the community. Baghdad has set a goal of repatriating all Iraqi citizens from camps in Rojava by 2027.

**June 03, 2025**

# Erdogan congratulates pro-Kurdish politician for assuming top parliamentary position

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Monday congratulated pro-Kurdish lawmaker Pervin Buldan for assuming the position of the deputy speaker of parliament.

The pro-Kurdish Peoples› Equality and Democracy Party (DEM Party) said in a statement that they had appointed Buldan as the replacement of Sirri Sureyya Onder, who passed away on May 3.

Hours later, Erdogan spoke on the phone with Buldan to congratulate her, according to the pro-Kurdish Mezopotamya Agency.

The Turkish parliament is set to elect a new speaker on Tuesday. However, deputy speakers are not elected; instead, each political party that meets a specific seat threshold can nominate a deputy speaker.

Currently, four parties meet this requirement.

From left, late DEM Party lawmaker Sirri Surrayya Onder, Turkish President Recep Tayyip Erdogan, DEM Party lawmaker Pervin Buldan in a meeting in Ankara on April 10, 2025. Photo: Turkish Presidency

DEM Party has fielded its lawmaker Cengiz Candar to race against the ruling party for the post of parliament speaker. The ruling coalition of the Justice and Development Party (AKP) and the Nationalist Movement Party (MHP) is reportedly fielding the incumbent speaker, AKP's Numan Kurtulmus, for a second term.

Buldan and Onder visited the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Ocalan, several times earlier this year as the main mediators of an ongoing peace process between Ankara and the PKK.

They also relayed a historic letter from Ocalan on February 27, in which the PKK leader called on his followers to end their decades-long armed struggle against the Turkish government and shift to a political path. The PKK held a congress last month and decided to dissolve itself and end the armed struggle.

Erdogan received Buldan and Onder in April - the first such meeting between the Turkish leader and a pro-Kurdish party in a decade.

Le Monde

Madjid Zerrouky
03 juin 2025

# Les Etats-Unis donnent leur aval pour que la Syrie intègre les ex-combattants djihadistes étrangers à son armée

Washington exigeait jusqu'à présent des nouvelles autorités le désarmement, voire le départ du pays de ces factions dont beaucoup avaient développé des liens avec les talibans d'Al-Qaida, en échange de la levée, même partielle, des sanctions économiques.

Jusqu'à la fin 2024, dans les semaines qui ont suivi la chute de l'ancien régime de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, renversé par l'offensive militaire d'une coalition de groupes islamistes emmenée par le groupe Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), les habitants de Damas pouvaient les voir déambuler en petits groupes aux abords de la mosquée des Omeyyades. Ils venaient saluer l'iconique édifice religieux du VIIIe siècle pour « célébrer » leur victoire. Depuis, les combattants étrangers alliés ou membres de HTC se faisaient discrets, leurs groupes restant cantonnés dans le nord-ouest du pays. Jusqu'aux massacres perpétrés contre les populations alaouites sur la côte syrienne entre les 6 et 9 mars par des factions islamistes issues du nouveau pouvoir, parmi lesquelles la présence d'étrangers au sein des assaillants a été dénoncée par les habitants, dont des témoins interrogés par *Le Monde.*

Des soldats de la nouvelle armée syrienne sur la route de Mayadin, dans la Badiya, autour des anciennes bases militaires de l'armée d'Al-Assad, dans la province de Deir ez-Zor, le 29 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Au nombre de plusieurs milliers dont quelques dizaines de Français, leur plus gros contingent est issu du Parti islamique du Turkestan (PIT). Formé au Pakistan par des membres de l'ethnie ouïgoure en 1997, le PIT avait développé des liens avec les talibans et Al-Qaida. Nombre de ces hommes se sont ensuite déplacés vers le front syrien, notamment après que le Pakistan a lancé entre 2014 et 2016 une campagne militaire contre les groupes combattants dans ses zones tribales.

Après la chute du régime d'Al-Assad et la création d'un nouveau ministère de la défense, la nouvelle administration syrienne a entamé le processus d'intégration de ces combattants dans des brigades nouvellement créées au sein de l'armée. Soucieux de ne pas heurter ses propres hommes et sa base, le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, a de plus affirmé à plusieurs reprises que les étrangers *« qui ont combattu au côté du peuple syrien »* méritaient *« le respect »* et a évoqué leur naturalisation.

Les Etats-Unis ont finalement donné leur aval à ce processus d'intégration sous réserve de *« transparence ».* Interrogé lundi 2 juin par l'agence Reuters, Thomas Barrack, envoyé spécial en Syrie du président américain, Donald Trump, a assuré que la question épineuse de leur présence sur le sol syrien était en voie de règlement : *« Je dirais qu'il y a une entente, avec de la transparence. »* Estimant qu'il était préférable de garder les combattants au sein d'un projet d'Etat plutôt que de les exclure au risque de les voir se disperser dans la nature, il a souligné que beaucoup de ces étrangers étaient *« très loyaux »* envers la nouvelle administration syrienne. Interrogé par *Le Monde*, le minis-

tère de la défense syrien n'a pas souhaité réagir dans l'immédiat.

**Rassemblements hostiles au régime**

Jusqu'à la fin du mois de mai, Washington exigeait pourtant des nouvelles autorités leur désarmement, voire leur départ du pays en échange de la levée, même partielle, des sanctions économiques qui visaient à l'origine l'ancien régime de Bachar Al-Assad. En mars, les Etats-Unis avaient remis à la Syrie une liste de conditions. L'une des principales exigences était de veiller à ce que des combattants étrangers ne soient pas installés à des postes de haut niveau dans la structure gouvernementale syrienne.

Lors de la rencontre entre Donald Trump et son homologue syrien, Ahmed Al-Charaa, le 14 mai à Riyad, la Maison Blanche avait réitéré cette demande. La promotion de six d'entre eux au grade d'officier supérieur dans la nouvelle armée avait été *« suspendue »* en guise de preuve de bonne foi, selon des sources syriennes. En décembre 2024, Ahmed Al-Charaa avait en effet promu six combattants étrangers au grade de général de brigade, dont le principal commandant du PIT ouïgour en Syrie, Abdulaziz Dawood Khudaberdi, également connu sous son nom de guerre, Zahid. Ses hommes et d'autres étrangers ont été affectés à la 84e brigade de la nouvelle armée.

Sujet sensible en Syrie même, la question des combattants étrangers a donné lieu à des premiers rassemblements hostiles au nouveau président syrien. Trois jours durant, fin mai, des dizaines de familles qui s'étaient installées dans des résidences de l'ex-garde républicaine dans le quartier de Qoudsaya, à Damas, après avoir forcé les résidents alaouites à partir, ont manifesté quand les nouvelles autorités leur ont demandé à leur tour de quitter les lieux. Elles accusent Ahmed Al-Charaa de vouloir céder ces maisons à des combattants étrangers.

---

LE FIGARO

**avec AFP Toscane O'Sullivan**
**04 juin 2025**

# Les troupes américaines débutent leur désengagement de Syrie

## Les effectifs devraient être réduits de moitié, à 1000 hommes, a déclaré l'envoyé spécial américain, estimant que les États-Unis ont lutté avec «succès» contre le groupe État islamique.

Les États-Unis procèdent actuellement à une réduction significative de leur dispositif militaire en Syrie. L'émissaire américain Thomas Barrack a confirmé dans un entretien accordé à la chaîne de télévision turque NTV que Washington était engagé dans un processus de «*reconsolidation*» de ses forces. *«La réduction de notre mission Inherent Resolve est en cours. Nous passons de huit à cinq puis trois bases. Et nous finirons avec une»*, a déclaré l'envoyé spécial américain pour la Syrie, qui cumule également les fonctions d'ambassadeur des États-Unis en Turquie. Cette annonce intervient après la décision prise mi-avril par le Pentagone de réduire de moitié la présence militaire américaine en Syrie. Les autorités américaines estiment avoir mené avec *«succès»* leur lutte contre le groupe État islamique, bien que des cellules jihadistes demeurent actives sur le territoire syrien en pleine transition politique.

**Un retrait maîtrisé selon Trump**

Thomas Barrack a tenu à préciser les contours de cette stratégie de désengagement, soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un retrait précipité. *«Le président Trump a indiqué clairement qu'il n'y aurait pas de retrait. Il y aura une reconsolidation progressive. Il n'y aura pas d'augmentation des troupes sur le terrain, mais une réduction»*, a-t-il expliqué. Cette approche graduelle vise à maintenir une capacité d'intervention contre les résidus terroristes tout en allégeant l'empreinte militaire américaine dans la région. Le processus s'inscrit dans une logique de transfert des responsabilités sécuritaires aux forces locales.

**Présence efficace**

Selon les données du Pentagone, la présence américaine doit être ramenée «*à moins d'un millier de soldats dans les mois prochains*», contre quelque 2000 militaires actuellement déployés sur le territoire syrien. Cette réduction s'effectue dans le cadre de l'opération Inherent Resolve, la mission antijihadiste de la coalition internationale lancée pour combattre l'État islamique. Le dispositif américain en Syrie avait été initialement conçu pour appuyer les forces locales dans leur lutte contre le califat autoproclamé de Daech. Avec l'affaiblissement territorial de l'organisation terroriste, Washington ajuste désormais sa stratégie pour maintenir une présence minimale mais efficace. Cette «*reconsolidation militaire*» intervient dans un contexte marqué par la chute du régime de Bachar al-Assad et l'émergence de nouvelles autorités à Damas.

FRANCE 24

**04 juin 2025**

# Israël frappe la Syrie après des tirs de roquettes, Damas nie toute responsabilité

Escalade en Syrie. Israël a bombardé le sud du pays dans la nuit de mardi 3 à mercredi 4 juin, après des tirs vers Israël dont Damas nie toute responsabilité.

Un F-15 israélien au-dessus de Gaza, le 2 juin 2025. (Illustration) © Amir Cohen, Reuters

Selon des médias israéliens, les projectiles tirés mardi étaient les premiers lancés depuis la Syrie vers le territoire israélien depuis la chute en décembre du président Bachar al-Assad, dont la famille était au pouvoir pendant près d'un demi-siècle.

Selon l'armée israélienne, ces tirs sont tombés dans des zones non habitées, sans causer de dégâts, déclenchant les sirènes d'alerte dans le sud du plateau du Golan, territoire conquis par Israël en 1967 et annexé en 1981.

Le ministre de la Défense Israël Katz a estimé que le président syrien Ahmed al-Charaa était «directement responsable de toute menace ou de tout tir dirigé contre l'État d'Israël», dans un communiqué de son bureau.

L'armée israélienne a indiqué ensuite, mardi soir, que son artillerie avait frappé le sud de la Syrie puis, tôt mercredi, que son aviation avait «frappé des armes appartenant au régime syrien dans la région du sud de la Syrie».

L'agence de presse officielle syrienne Sana a fait état mardi soir de tirs d'obus «visant le bassin de Yarmouk, à l'ouest de la province de Deraa». Plus tard dans la nuit de mardi à mercredi, l›Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état de «violentes explosions ayant secoué le sud de la Syrie, notamment la ville de Quneitra et la région de Deraa, à la suite de frappes aériennes israéliennes», sans faire état de victimes.

**«Besoin d'apaisement»**

«Cette escalade constitue une violation flagrante de la souveraineté syrienne et aggrave les tensions dans la région, alors que nous avons plus que jamais besoin d'apaisement et de solutions pacifiques», a réagi le ministère syrien des Affaires étrangères.

Par un communiqué de son bureau de presse rapporté par l'agence officielle Sana, le ministère a assuré ne pas pouvoir «confirmer la véracité» des tirs ayant visé Israël, estimant «que de nombreuses parties cherchent à déstabiliser la région pour servir leurs propres intérêts».
«Nous réaffirmons que la Syrie n'a jamais été et ne sera une menace pour personne dans la région. La priorité absolue dans le Sud syrien est d'étendre l'autorité de l'État et de mettre fin à la présence des armes en dehors du cadre des institutions officielles», a-t-il poursuivi.

Après le renversement de Bachar al-Assad par une coalition de rebelles islamistes, Israël a déplacé ses forces dans la zone démilitarisée contrôlée par les Nations unies sur les hauteurs du Golan et mené des centaines de frappes contre des cibles militaires en Syrie. Israël affirme que ses frappes visent à empêcher que certaines armes ne se retrouvent entre les mains des nouvelles autorités syriennes, qu'il considère comme jihadistes.

Dans un communiqué publié dimanche, l'armée israélienne avait déclaré poursuivre ses «opérations défensives dans le sud de la Syrie», afin de «démanteler les infrastructures terroristes et de protéger les habitants du plateau du Golan».

La Syrie et Israël sont techniquement en guerre depuis 1948. Les États-Unis, qui ont récemment annoncé lever le sanctions économiques imposées à la Syrie, pressent les nouvelles autorités islamistes de normaliser leurs relations avec Israël, mais malgré des discussions indirectes, l'option semble encore lointaine, estiment des experts.

**Sinan Tuncdemir**
**June 04,2025**

# UN hails 'historic' progress in Ankara-PKK peace talks

NEW YORK, United States - The United Nations has welcomed the latest "historic" steps taken by the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) to end their decades-old conflict, a UN spokesperson said earlier this week.

"There have been historic steps taken between the government of Turkiye and the PKK. We hope that these talks and this discussion will evolve in a way that is mutually beneficial to both, but also beneficial to all people in Turkiye and the broader region," Stephane Dujarric, United Nations Secretary-General Antonio Guterres› spokesperson, told Rudaw during a press briefing on Monday.

PKK announced in mid-May that it had decided to dissolve itself and end its armed struggle against the Turkish state, nearly three months after its jailed leader Abdullah Ocalan called on his followers to shift from armed struggle to a political path.

The PKK has accused Ankara of failing to take concrete steps and Turkey expects the Kurdish fighters to lay down their arms in the nearest future.

Carolyn Rodrigues-Birkett, President of the Security Council for the month of June, told Rudaw on Monday that "Once there are negotiations, there are talks ongoing, we must wish the parties well for this," when Rudaw asked her about the Council's stance on the process.

"We encourage that the negotiations continue towards a peaceful settlement of the issues that are being dealt with," added Rodrigues-Birkett, who is also the permanent representative of Guyana.

**04 juin 2025**

# Turquie : à Izmir, plus de 20.000 employés municipaux en grève

Quelque 23.000 employés de la municipalité d'Izmir, troisième ville de Turquie située dans l'ouest du pays, ont entamé mercredi 4 juin 2025 leur septième jour de grève pour réclamer des hausses de salaires. Le syndicat à l'origine de la grève, le DISK (Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires), exige également que les salaires des employés qui lui sont affiliés soient alignés sur ceux d'un autre grand syndicat.

La municipalité d'Izmir, bastion du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), principale formation de l'opposition turque, a proposé une revalorisation de 30% au 1er juillet suivie d'une hausse de 19% au 1er janvier 2026. Une partie des grévistes doit se prononcer mercredi sur cette offre, dans un pays où l'inflation est supérieure à 35% sur un an, selon les chiffres officiels contestés par une partie des économistes et de l'opposition.

Des images de médias turcs ont montré le maire CHP d'Izmir, Cemil Tugay, descendre dans les rues de la ville le week-end dernier aux côtés d'élus pour ramasser des déchets accumulés en raison de la grève.

**La Turquie parmi les 10 pires pays au monde pour les travailleurs**

Le maire d'Izmir est visé, au même titre que le maire CHP d'Istanbul Ekrem Imamoglu, emprisonné depuis fin mars pour des accusations de corruption qu'il rejette, par une enquête sur des soupçons d'achats de voix lors d'un congrès du CHP fin 2023.

Selon des observateurs, le gouvernement tente de fragiliser le CHP, sorti large vainqueur d'élections locales au printemps 2024 au détriment du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan.

Dans un rapport publié lundi, la Confédération internationale du travail (CSI) a classé la Turquie parmi les 10 pires pays au monde pour les travailleurs, aux côtés notamment du Bangladesh, de l'Égypte et de la Birmanie, s'inquiétant des pressions sur les syndicats et du non-respect du droit de grève dans le pays.

LE FIGARO

**Adèle Agresti**
**04 juin 2025**

# En Turquie, les maires d'opposition dans le viseur du pouvoir

Cinq nouveaux édiles du Parti républicain du peuple (CHP) ont été placés en détention provisoire ce 4 juin, portant à huit le nombre d'élus d'Istanbul arrêtés depuis l'automne.

Depuis plusieurs mois, les institutions turques mènent une offensive sans précédent contre les figures montantes du CHP, principale formation d'opposition en Turquie, issue de la tradition laïque kémaliste. Ce mercredi, cinq nouveaux élus ont été placés en détention, trois d'entre eux dirigeant des arrondissements clés d'Istanbul. Ils rejoignent Ekrem Imamoglu, maire emblématique de la mégapole, arrêté le 19 mars pour corruption et *« soutien à une organisation terroriste »*, selon une déclaration partagée par la municipalité.

Ces charges, fermement démenties par les intéressés, sont qualifiées d'*« immorales et sans fondement »* par Imamoglu. Ce dernier a déclaré dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux : *« Je me confie à ma nation »*, appelant à la mobilisation contre ce qu'il considère comme une injustice. Human Rights Watch a également critiqué le manque de preuves tangibles dans les dossiers montés contre les élus de l'opposition. Leur simultanéité et leur concentration sur des personnalités charismatiques du CHP soulèvent des interrogations sur la finalité réelle de ces poursuites.

**Le spectre d'une démocratie confisquée**

La stratégie du président Recep Tayyip Erdogan semble limpide : entraver toute alternative crédible en vue de la présidentielle de 2028. Le CHP, en effet, a remporté une victoire historique lors des élections municipales du printemps 2024 de 37,8% des voix, raflant Istanbul, Ankara, Izmir et 35 capitales provinciales**.** Cette progression dans des bastions conservateurs traditionnellement acquis à l'AKP a rompu l'hégémonie du parti au pouvoir depuis plus de deux décennies.

Dans ce contexte, l'arrestation d'Imamoglu – considéré comme l'adversaire le plus crédible pour Erdogan – apparaît comme une tentative de neutralisation politique. Le diplôme universitaire de l'édile avait d'ailleurs été annulé lors de son arrestation, ajoutant un obstacle sur sa route politique, la Constitution turque exigeant que tout candidat à la présidence en possède un. Le président du CHP, Özgür Özel, dénonce *« un coup d'État contre le prochain président de la République »* et promet une résistance *« jusqu'au bout »*.

**Contestation populaire réprimée**

L'arrestation d'Imamoglu a déclenché une vague de protestations à travers le pays. Des manifestations ont eu lieu dans au moins 32 des 81 provinces turques selon un comptage de l'AFP, malgré les interdictions de rassemblement imposées par les autorités. Le mouvement de contestation, soutenu par de nombreux jeunes et étudiants, s'inscrit dans une volonté de défendre les institutions démocratiques du pays. Pourtant il peine à atteindre la masse critique capable d'ébranler le pouvoir. La réponse policière reste ferme et fait usage de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc, de canons à eaux, tandis que la communauté internationale, soucieuse de ménager un allié stratégique, réagit avec retenue.

Le CHP a néanmoins lancé une vaste pétition pour exiger la libération du maire et des élections anticipées. Selon le parti, plus de 7,2 millions de signatures ont déjà été recueillies. Özel promet de transformer le prochain scrutin en *« vote de défiance »* historique et affirme qu'Imamoglu, même depuis sa cellule, *« a la force de battre Erdoğan au premier tour et avec une très belle marge »*.

**Une répression à double front**

La purge ne touche pas seulement les élus laïcs du CHP. Le 4 novembre dernier, trois maires prokurdes du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, ex-HDP) ont été destitués à l'aube et placés en garde à vue, accusés de liens avec le PKK. Le même motif avait été avancé quelques jours plus tôt contre Ahmet Ozer, universitaire reconnu et proche d'Imamoglu, également arrêté. Dans une tribune publiée depuis sa cellule, Imamoglu a dénoncé une *« république de la peur »*, affirmant que *« personne n'est en sécurité »* sous le régime actuel.

Cette double offensive – contre la gauche républicaine d'un côté, contre les forces kurdes de l'autre – donne au pouvoir turc les traits d'un régime obsédé par le contrôle de toute forme de dissidence, même électorale.

**Une opposition déterminée**

La communauté internationale a exprimé son inquiétude face à ces développements. Le Parlement européen a appelé à la libération d'Imamoglu, tandis que la diplomatie française a dénoncé des *« atteintes graves à la démocratie »*. Malgré la répression, le CHP continue de mobiliser ses partisans. Le parti a organisé une primaire ouverte pour désigner son candidat à l'élection présidentielle de 2028, à laquelle ont participé près de 15 millions d'électeurs, dont 13 millions de non-adhérents. Imamoglu a été largement plébiscité, confirmant sa position de principal rival d'Erdogan. Le CHP promet, en cas de victoire, de restaurer la démocratie, la liberté de la presse et la séparation des pouvoirs en Turquie.

Alors que les autorités poursuivent leur campagne contre l'opposition, la société civile et les institutions internationales appellent au respect des principes démocratiques et des droits humains tandis que 23.000 employés d'Izmir sont aujourd'hui en grève pour protester contre les défaillances du système étatique.

Le Monde avec AFP
04 juin 2025

# En Syrie, huit alaouites tués par balles à un poste de contrôle des forces de sécurité dans la province de Hama, selon l'OSDH

## La minorité musulmane, dont est issu l'ex-président Bachar Al-Assad, subit des violences depuis la prise de pouvoir par la coalition conduite par Ahmed Al-Charaa.

Huit civils syriens, membres de la communauté alaouite, ont été tués par balles à un poste de contrôle des forces de sécurité dans la province de Hama, dans le centre de la Syrie, a fait savoir, mercredi 4 juin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Des policiers druzes, rattachés au ministère de l'intérieur de Damas, tiennent un point de contrôle à l'entrée de la province de Souweida (Syrie), le 8 mai 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Les alaouites *« exécutés »* étaient à bord d'un bus qui a été stoppé par des membres des forces de sécurité à un poste de contrôle dans l'ouest de la province, selon l'ONG. Cinq autres ont été blessés.

L'OSDH avait annoncé, plus tôt dans la journée, que cinq Syriens issus de cette minorité ont été retrouvés morts, deux jours après avoir été arrêtés près de Damas par les forces de sécurité. *« Les corps de cinq jeunes hommes appartenant à la communauté alaouite ont été retrouvés mardi soir à l'hôpital Al-Moujtahid de Damas »*, a affirmé l'ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

*« Ils ont été arrêtés à un point de contrôle alors qu'ils rentraient chez eux à bord d'un minibus après leur travail dans un restaurant »* de la capitale syrienne, rapporte l'ONG, précisant ensuite qu'ils avaient été *« sommairement exécutés par balles »*.

Selon l'ONG, les habitants du quartier d'Al-Warwar, où vivaient les jeunes gens, avaient été informés auparavant qu'ils étaient détenus par les services de sécurité et étaient *« en bonne santé »*. Le chauffeur du bus a été blessé et transporté à l'hôpital et le sort d'un septième passager reste inconnu, a poursuivi l'OSDH.

La minorité musulmane alaouite, dont est issu le président déchu, est la cible d'exactions depuis que Bachar Al-Assad a été renversé en décembre par une coalition de rebelles islamistes sunnites dirigée par l'actuel dirigeant Ahmed Al-Charaa.

En mars dernier, des massacres avaient fait plus de 1 700 morts selon l'OSDH, essentiellement des alaouites, après des affrontements dans l'ouest du pays entre les forces de sécurité et des hommes fidèles à Bachar Al-Assad. Le président par intérim Ahmed Al-Charaa a promis de poursuivre les responsables des massacres et a formé une commission d'enquête indépendante, mais des exécutions sommaires et actes de vendetta ont régulièrement lieu.

The New York Times

Amelia Nierenberg and Leily Nikounazar
June 4, 2025

# Ayatollah Khamenei, Iran's Supreme Leader, Calls U.S. Nuclear Deal Proposal 'Nonsense'

## Ayatollah Ali Khamenei said that abandoning uranium enrichment would be against Iran's interests

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said on Wednesday that abandoning uranium enrichment was "100 percent" against Tehran's interests, effectively rejecting a key U.S. demand in weeks of tense negotiations over Iran's nuclear program.

The Trump administration over the weekend proposed the outline of a deal that would seem to allow Iran to continue enriching uranium, which had been a sticking point in talks — but only temporarily. With talks at an impasse, the proposal was seen as a potential concession that could open a path to compromise.

In a photo released by the Iranian state news media, Ayatollah Ali Khamenei waved during a speech in Tehran on Tuesday.Office of The Iranian Supreme Leader / Wana News Agency, via Reuters

In his first public remarks since the proposal was reported on, Ayatollah Khamenei said that Iran's "response to the U.S. government's nonsense is clear."

He said in a speech that it would be "useless" for Iran to build nuclear power plants without being able to enrich uranium over the long term, framing the U.S. proposal as an attempt to obstruct Iran's nuclear industry and self-reliance.

"The recent nuclear plan that the Americans have prepared is 100 percent against 'We Can Do It,'" he said, referring to one of his most prominent slogans, a nod to Iranian independence.

"The rude and arrogant leaders of America repeatedly demand that we should not have a nuclear program," Mr. Khamenei continued, adding, "They cannot do anything about this."

The outline of the potential deal, which Iranian and European officials described on the condition of anonymity, was handed to Iran over the weekend. It proposed an arrangement that would allow Iran to continue enriching uranium at low levels while the United States and other countries work out a more detailed plan intended to block Tehran's path to a nuclear weapon but give it access to fuel for new nuclear power plants.

Top Iranian officials have rejected the idea of completely abandoning uranium enrichment on Iranian soil.

"Without respecting our right to enrich uranium," Foreign Minister Abbas Araghchi said on Monday in response to the U.S. proposal, "there will be no agreement."

Ayatollah Khamenei, who has the last word on all key state matters, was less explicit in his critique of the U.S. demands. It was not immediately clear whether his statements were part of the rhetorical theater of negotiations, or an actual position from the government. Notably, he did not order a halt to the negotiations with the United States, though he also did not say whether they would continue.

In his speech on Wednesday, he argued that Iran has a right to develop technologies without permission from other countries.

"We've told the Americans: 'What business is it of yours whether Iran pursues enrichment or not?'" he said.

"The Americans want us to abandon our progress," he said, adding, "They oppose Iran's progress and the enrichment of our nation."

**June 05, 2025**

# AKP says PKK must dissolve within months, denies SDF meeting

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) on Wednesday denied that Ankara has met with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and said that they want the Kurdistan Workers' Party (PKK) to be dissolved "in the coming months."

AKP spokesperson Omer Celik speaking to reporters in Ankara on May 5, 2025. Photo: AA

"We want to see concrete, comprehensive progress in the delivery of these weapons within a time frame in the coming months," said AKP spokesperson Omer Celik during a high-level party meeting.

The PKK announced its dissolution and an end to its four-decade armed struggle on May 12, responding to a call from jailed leader Abdullah Ocalan to end the armed fight and pursue a political and democratic path.

Referring to the SDF - the de facto army of northeast Syria (Rojava) - and Free Life of Kurdistan (PJAK), an Iran-based armed group widely believed to be an offshoot of the PKK, Celik said that Turkey expects them to be "dissolved with all its branches, extensions, and illegal structures and disarmed".

In May, Amir Karimi, PJAK co-chair, told Aryen TV, a Sweden-based channel affiliated with Iran-based Kurdish political parties, that the group will continue its armed struggle against Tehran despite the PKK's decision to dissolve itself.
PJAK operates from bases in the Kurdistan Region's Mount Qandil, where the PKK is also headquartered. The group has clashed with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and is banned in Iran, which designates PJAK and similar groups as terrorist organizations.

Meanwhile, Mazloum Abdi, commander-in-chief of the SDF, said on Friday that they have established «direct» contact with Turkish authorities and said he is open to meeting with President Recep Tayyip Erdogan.
Responding to the claims that there is contact with the SDF, Celik said, "There has been no meeting between Turkey and the SDF."

Ankara has, for years, considered the SDF a security threat. It accused the US-backed force of having ties with the PKK through its backbone - the People's Protection Units (YPG) - and carried out several major military campaigns against it since 2016.

When Syrian rebels made their push for Damascus to oust Bashar al-Assad last December, Turkey and the Syrian militia groups it supports intensified their attacks on the SDF in the north, mainly around the strategic Tishreen Dam, but failed to make significant advances. The SDF reportedly agreed to allow Damascus-affiliated forces to be positioned near the dam to create a buffer zone between them and the Ankara-backed Syrian National Army (SNA).

The SDF also signed a March 10 agreement with Syria's interim President Ahmed al-Sharaa, a pact that Ankara endorsed in an apparent softening of its tone towards the force. Erdogan has urged Sharaa to speed up the integration of the SDF into Syria's army - as stipulated in the deal.

Le Monde

Madjid Zerrouky
05 juin 2025

# En Syrie, après les massacres d'alaouites, la difficulté de recueillir des témoignages : « Je n'ai pas confiance »

## La commission chargée de faire la lumière sur les tueries qui ont fait des centaines de morts, en mars, sur le littoral syrien, doit remettre ses travaux début juillet. ses membres sont confrontés à une communauté traumatisée, qui répugne souvent à parler.

Pour les voir, il faut traverser le cimetière ombragé de Cheikh Hilal, longer un petit mausolée puis cheminer au milieu des pierres tombales jusqu'aux abords d'une voie ferrée où rouillent des wagons-citernes. Là, sous des chappes de béton, gisent 275 dépouilles mortelles, en grande majorité anonymes.

Un habitant se recueille au cimetière, à l'endroit où ont été enterrées les personnes tuées entre le 6 et le 9 mars. A Baniyas (Syrie), le 24 mai 2025. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Il s'agit d'une partie des victimes du massacre de la communauté alaouite de la ville de Baniyas et de ses environs, perpétré entre les 6 et 9 mars par des factions islamistes rattachées au ministère de la défense, des djihadistes étrangers et des locaux en armes. Le bilan précis reste inconnu. Ce bain de sang est survenu au lendemain d'attaques de checkpoints gouvernementaux par des partisans armés de l'ancien régime.

Parfois, un petit écriteau mentionne le nom et le prénom d'une victime. Lors de l'enfouissement des corps par les services de sécurité auquel il a assisté, le jeune fossoyeur du cimetière a reconnu certains des morts. Les autres restent anonymes et personne n'est autorisé à les identifier : une torture supplémentaire pour Suzane Khalil, qui porte de deuil de son mari et de ses deux fils, peut-être enterrés dans le cimetière sans qu'elle en soit certaine. Les yeux cernés par le chagrin, cette fonctionnaire de l'éducation reçoit dans son modeste appartement dans le quartier d'Al-Koussour.

Son mari, archéologue, et ses deux fils, lycéens de 16 et 18 ans, ont été tués dans la rue après avoir été extraits de chez eux par un commando de trois hommes aux visages masqués – *« des gens d'ici, ils parlaient avec l'accent de Baniyas »*, assure Suzane Khalil, en évoquant cette ville où les communautés alaouite et sunnite vivent séparées entre quartiers nord et sud. *« La seule chose qu'ils ont demandée, c'est si nous étions des alaouites »*, se souvient-elle. Avant d'exiger de l'argent et les *« clés de la voiture »*. *« Nous n'avions ni l'un ni l'autre. Nous sommes des fonctionnaires, des gens que l'ancien régime méprisait »*, ajoute-t-elle, encore hantée par l'image des corps allongés dans sa rue, près d'un pick-up des assaillants, dont le conducteur la fixait du regard en souriant.

### Angoisse sourde

Près de trois mois après que le président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, a ordonné la mise en place d'une commission d'enquête indépendante chargée de faire la lumière sur ces tueries, dans un discours prononcé le 10 mars, Suzane Khalil attend toujours des réponses. Le fait que le chef d'Etat ait prolongé les travaux de cet organe jusqu'à début juillet, après une première échéance fixée au 10 avril pour rendre ses conclusions, sans que cette dernière ne communique publiquement depuis cette date, suscite incompréhension et suspicion à Baniyas. Emmurés dans leur souffrance, les proches des victimes dénoncent ce silence des enquêteurs.

*« Je n'ai pas confiance. Pourquoi ne communiquent-ils pas ? Pas un mot. Ne*

*serait-ce que pour dire qu'ils enquêtent toujours »*, s'interroge Mme Khalil d'une voix tremblante. Contactée par *Le Monde*, la commission d'enquête assure par la voix de son porte-parole, Yasser Al-Farhane, être toujours sur le terrain et multiplier les rencontres avec les témoins. Mais elle renvoie toute expression publique au mois de juillet. *« J'aurais fait mon devoir en allant témoigner, je le devais à mes enfants et à mon mari. Je n'ai pas peur »*, ajoute Suzane Khalil.

Dans les environs, tous n'ont pas eu son courage. Une angoisse sourde plane sur la région. Après 16 heures, les habitants se claquemurent dans leur maison, qu'ils ont souvent équipée de lourdes portes en fer, de peur d'un retour des tueurs. Il a fallu toute la force de persuasion d'anciens opposants alaouites à Bachar Al-Assad pour que victimes et membres de la commission d'enquête se parlent.

En commençant par convaincre les deux juges et l'avocat venus de Damas de déplacer le lieu des auditions, qui étaient initialement prévues dans les locaux de la municipalité, en plein quartier sunnite. *« Je leur ai expliqué qu'aucun habitant alaouite ne prendrait le risque de s'aventurer là-bas,* explique Abou Jamil (son identité a été changée pour des raisons de sécurité). *Nous nous sommes mis d'accord pour qu'ils s'installent dans le centre culturel de la ville, qui jouxte les quartiers attaqués. »* Il a fallu ensuite convaincre les victimes d'aller témoigner, ce qu'elles ont fait en nombre à Baniyas. Une exception. La majorité des habitants des localités alentour ont eu trop peur de se déplacer, les routes de la côte étant jalonnées de checkpoints.

Quatre proches de victimes rencontrées par *Le Monde* reconnaissent que les enquêteurs ont fait preuve à leur égard d'*« empathie »* et de *« sérieux ». « Ils m'ont entendue une heure et demie, en insistant et en revenant sur chaque détail »*, raconte Suzane Khalil. La libération de la parole a été éprouvante pour tous. C'est le cas de Tarek (le prénom a été changé), un miraculé. Il a été blessé par balle après avoir été conduit par les meurtriers sur le toit de son immeuble, avec un groupe d'autres personnes, et mitraillé à bout portant. Douze morts, dont son frère, tué à ses côtés.

**« Enormes défis »**

Tarek est victime d'un malaise à la seule évocation de la scène, lors de sa rencontre avec *Le Monde*. *« Je veux les noms de ceux qui ont fait cela et de ceux qui l'ont planifié et donné les ordres. Sans cela, cette commission ne sert à rien… »*, assure-t-il, le visage marqué. *« Cela ne restera que de l'encre sur une feuille, s'il n'y a pas de résultats »*, ajoute Ania, qui reçoit dans le salon de son appartement. Elle a placé sur une étagère le portrait de son mari, exécuté dans la cage d'escalier d'une rafale tirée dans le dos après qu'un commando a fait mine de le laisser fuir. Les impacts de balles sur les murs et les marches témoignent de l'acharnement des assaillants, qui sont revenus le lendemain pour faire main basse sur leurs économies.

Aucun bilan officiel n'a jamais été établi (les estimations des ONG oscillent entre 850 et 1 300 morts dans la région côtière) ; pas plus qu'une évaluation des dégâts matériels et des pillages. A Baniyas et dans les alentours, des dizaines de maisons ont été incendiées, que l'on reconnaît à leurs façades noircies par les flammes. Un commerce a été détruit au RPG (lance-roquettes antichars), des appartements ont été pillés et des habitants systématiquement délestés de leur argent, bijoux, téléphones, voitures…

*« Cette commission fait face à d'énormes défis. Les institutions, qu'elles soient sécuritaires, militaires ou administratives, en sont à leur balbutiement. Leur faiblesse, l'absence d'outils d'investigation et de bases de données, rendent le travail d'enquête extrêmement complexe,* estime Ahmed Qurabi, chercheur au Syrian Dialogue Center. *La seconde difficulté a trait à la composition même de la commission : une dizaine de personnes doivent enquêter sur des centaines, voire plus, de crimes. Le seul fait de recueillir la parole des témoins prend du temps. Le premier délai imparti – un mois – était irréaliste. Il était souhaitable qu'il soit prolongé. »*

**Une plainte déposée en France**

L'organisation Syrians for Truth and Justice (STJ) fait part, elle, de ses préoccupations quant à la capacité de la commission à mener des investigations indépendantes et efficaces : *« Elle n'a pas été créée par un organe législatif indépendant ou une haute instance judiciaire, mais par la présidence de la République, ce qui remet en question son indépendance nominale. Il est peu probable qu'un comité formé par l'autorité exécutive publie un rapport qui porte tort aux intérêts de la présidence de la République et de l'Etat. »*

La décision prise par l'Union européenne (UE), le 28 mai, de sanctionner Mohammed Al-Jassem et Sayf Boulad Abou Bakr, chefs de deux milices proturques rivales de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, le groupe armé islamiste dont est issu Ahmed Al-Charaa), pour avoir *« participé aux violences perpétrées dans la région côtière, ciblant des civils, en particulier la communauté alaouite »*, intrigue les militants locaux. *« Si l'UE a été capable de réunir des preuves matérielles, pourquoi eux et pas les autres ? »*, s'interroge l'un d'eux, qui craint qu'Ahmad Al-Charaa fasse porter le chapeau à ce type de personnalités, avec le consentement de l'Occident pour couvrir son propre appareil de sécurité, des membres de la sûreté générale s'étant filmés en train de participer à ces exactions.

Des familles de victimes ont ouvert un front judiciaire, en France cette fois. Le Collectif franco-alaouite a déposé une plainte, le 11 avril, devant le tribunal de grande instance de Paris contre Ahmad Al-Charaa, ses ministres de la défense et des affaires étrangères et le milicien Al-Jassem pour *« délit de génocide et de crimes contre l'humanité »*. A Baniyas, Suzane Khalil évoque avec colère le prêche d'un prédicateur salafiste saoudien venu visiter une semaine auparavant une mosquée de la ville. *« Ils peuvent arrêter qui ils veulent, mais, si rien n'est fait contre la propagation de l'extrémisme religieux et des discours de haine, cela recommencera. »*

**June 05,2025**

# Baghdad oil ministry holds KRG responsible for alleged ‹oil smuggling›

Erbil, Kurdistan Region – Iraq's oil ministry on Thursday held the Kurdistan Regional Government (KRG) responsible for what it said were "oil smuggling operations" from the Kurdistan Region, demanding the immediate handover of regional oil production. A day prior, the KRG accused the federal government of imposing a "siege" on the Region by blocking funds to Erbil and withholding salaries for over a million civil servants.

Flags of Iraq (left) and Kurdistan (right). Graphic: Rudaw

The Iraqi oil ministry said in a statement that it "is monitoring information indicating the continuation of oil smuggling operations from the Kurdistan Region outside Iraq" and "holds the KRG fully [legally] responsible for this, while reserving its right to continue taking all legal actions in this regard."

It further urged the KRG to "adhere to the constitution, the Federal [Supreme] Court decisions, and applicable laws, including the General Budget Law," which "obliges the KRG to hand over oil produced from fields within its territory to the federal oil ministry for export, thereby contributing its revenues to the public treasury."

Tensions between Baghdad and Erbil flared last week after the Iraqi finance ministry suspended all budget transfers to the KRG. Iraqi Oil Minister Taif Sami claimed the decision stemmed from Erbil's exceeding its 12.67 percent budget allocation for 2025 by 13.547 trillion Iraqi dinars (approximately $10.34 billion).
Sami further noted that the Region's oil and non-oil revenues from 2023 until April of this year amounted to 19.9 trillion dinars ($15.19 billion); however, it only transferred 598.5 billion dinars ($456.87 million) to the federal government.

She claimed that, under rulings from the Federal Supreme Court, further payments to the KRG under such circumstances are legally prohibited.

It added that the KRG "must not renege on its commitments" as its "continued failure to hand over oil causes major financial losses to Iraq," including "forcing the federal oil ministry to reduce production from other oil fields" to "comply with Iraq's OPEC quota."

Importantly, the strongly-worded statement by the federal oil ministry came a day after the KRG Council of Ministers slammed the federal oil ministry's suspension of funds as "unconstitutional and illegal," and as constituting "collective punishment" of all the Region's citizens.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said the KRG fulfilled its obligations and "transparently presented all financial data and information to the joint team of both the federal and regional financial oversight bureaus," according to the statement.

PM Barzani added that a joint agreement was signed at the beginning of the 2025 fiscal year between the federal and regional finance ministries to provide all monthly salaries based on a federal court ruling that prevents disputes between the two governments from affecting budget implementation.

"Under no pretext or excuse should the Region's employees' salaries be halted for the next eight months, especially with only a few days remaining until the holy Eid al-Adha [on June 6]," the KRG stated, slamming Baghdad's "political decision" as one that "is imposing a blockade on the region."
During the meeting, the KRG Council of Ministers also decided to call for help from the international community to resolve the salary crisis.
Abdullah Haji Mahmood, the Kurdistan Region's Martyrs and Anfal Affairs Minister, told Rudaw's Sangar Abdalrahman on Wednesday that "only two days are left [before Eid al-Adha holidays]. I do not think [that salaries will be disbursed]," adding that they will pursue diplomatic and legal approaches to resolve the issue.

On Tuesday, Iraqi parliament second deputy speaker Shakhawan Abdullah, a Kurdistan Democratic Party (KDP) member, said in a Facebook post that he and other senior party officials met with Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Sunday to deliver a message from KDP leader

Masoud Barzani, stating that "under no pretext should people's salaries be suspended."
Abdullah said Sudani responded that if the Supreme Federal Court issues a decision or administrative order in response to a complaint, he would disburse the salaries.
Of note, Iraq's Federal Supreme Court on Sunday said it had received a complaint from the Region's civil servants seeking an injunction to guarantee continued payments. However, a senior Iraqi government source told Rudaw on Monday that a ruling is unlikely before the Eid holiday.

Importantly, in protest of Baghdad's decision, KDP ministers in the Iraqi government, including the high-profile Foreign Minister Fuad Hussein, boycotted Tuesday's Federal Council of Ministers meeting, according to Abdullah.

RÛDAW

**June 05,2025**

# Rojava ruling, opposition parties name joint delegation for Damascus talks

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish ruling and opposition parties in northeast Syria (Rojava) on Wednesday announced the members of a joint delegation to discuss Kurdish demands with Damascus.

The delegation, led by Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD) co-chair Perwin Yousef and the opposition Kurdish National Council (ENKS/KNC) president Mohammed Ismail, is set to officially present a list of Kurdish demands in Damascus, which includes decentralization, as agreed upon during a historic intra-Kurdish conference in Qamishli in late April.

Kurdish Unity and Consensus in Western Kurdistan Conference in Qamishli, northeast Syria (Rojava) on April 26, 2025. Photo: ANHA

Among the members are senior PYD member Aldar Xelil, Kongra Star spokesperson Rihan Loqo, Nasraddin Ibrahim, secretary general of the Democratic Party of Kurd in Syria (al-Parti), Ahmed Sulaiman, deputy leader of the Kurdish Democratic Progressive Party in Syria, senior ENKS member Sulaiman Oso, and ENKS spokesperson Faysal Yousef, according to a joint statement by the delegation members.
The statement said that the delegation held its founding meeting on Wednesday in the presence of Syrian Democratic Forces (SDF) chief Mazloum Abdi, Rohilat Afrin, commander of the Women's Protection Units (YPJ), and Elham Ahmad, foreign relations co-chair of the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES).

"It will assume its duties within the next few days," it added.

In late April, the Kurdish Unity and Consensus in Western Kurdistan Conference was held in Qamishli, gathering over 400 Kurds from Syria, the Kurdistan Region, and Turkey.
The conference's final statement recommended that its vision be adopted as a foundation for national dialogue among Kurdish political groups, the new administration in Damascus, and all Syrian forces. It said the goal is to create an inclusive Syria that respects the rights of all communities and strengthens the country's role as a stabilizing force in the region.

Damascus condemned the conference, viewing it as a separatist move. However, SDF chief Abdi emphasized during the event that the aim of the conference was to strengthen Syria, not divide it.
Kurds in Rojava, like other minorities in Syria, are concerned about the centralization of power and reliance on Islamic jurisprudence in the transitional constitution that has been adopted by the interim government in Damascus.

Syria's interim President Ahmed al-Sharaa has vowed to form an "inclusive transitional government that would reflect Syria's diversity," but has faced domestic and international criticism that he has marginalized minority communities.

THEWEEK June 5, 2025

# Barzani Museum in Iraqi Kurdistan: Where silence speaks

## Though the museum bears Barzani's name, it also honours a wider pantheon of figures who contributed to the Kurdish cause

**IRAQI KURDISTAN**

Ignore him, you don't have to cover your head," said the group of men accompanying me, just as we stepped into the museum in Barzan village. Nestled in the scenic Zagros Mountains and surrounded by oak-covered hills, Barzan is about three hours from Erbil, the capital of the Kurdish regional government in Iraqi Kurdistan. Their reassurance followed a guard's quiet request that I cover my head—an exchange that, in retrospect, captured much of what I encountered in Iraqi Kurdistan: a society negotiating the delicate balance between tradition and modernity.

Mannequins in traditional Kurdish dress, with their hands bound and eyes blindfolded, recreating the final moments of many victims.

The Kurds are the fourth largest ethnic group in the Middle East, native to regions now divided among Iran, Iraq, Turkey and Syria. Of them, only the Iraqi Kurds have succeeded in establishing a degree of autonomy, secured after the 2003 US-led invasion that toppled Saddam Hussein. But my visit was less about politics and more about memory: specifically, how a people remember their past, while continuing to build their future. In Kurdish society, this memory finds powerful expression through museums, monuments and symbols. These are not only tributes to sacrifice but instruments of self-definition, providing a voice to a history often silenced.

During my time in Erbil, I visited the Barzani National Memorial Museum and the monument to the Barzan genocide, both located in Barzan village. These sites are more than historical markers—they offer an intimate window into Kurdish identity, endurance and reverence for those who came before.

The museum is dedicated to Mullah Mustafa Barzani, the iconic Kurdish leader hailed as the "father of the Kurds". Fittingly, a cave-like structure is constructed within the museum compound that echoes the rugged life he once led in the mountains, capturing the spirit of the man and the movement he inspired. Inside, the museum's exhibits are carefully curated—photographs, personal belongings, maps and mementos tell the story of Barzani and, by extension, the Kurdish struggle for recognition.

Among these items, an old Nescafe tin mug caught my eye. Simple and unpretentious, it stood out amidst the solemnity of history—later, we were served the same brand of coffee in the museum's canteen. It was a small but touching echo of a personal life lived amidst politics and conflict.

The first thing we saw after entering the museum was a striking mosaic mural made from natural stones sourced from across Kurdistan, all arranged to form the face of Barzani. The symbolism was unmistakable: a unified people, despite being scattered across multiple countries and faiths. Kurds are often stereotyped as monolithically Muslim, but they practise a range of religions—Judaism, Zoroastrianism, Christianity, Islam and the Yezidi faith among them. The mural quietly asserted this diversity.

We were warmly welcomed by Amed Demirhan, the museum's director, who gave us an overview of Kurdistan's geography and deep historical roots. "Kurdistan is not a modern invention," he said. His narrative was rich in detail, recounting key moments in Barzani's life, including a remarkable escape from a burning vehicle after taking a bullet to the leg, and his strategic dealings with the Soviet Union. These stories offered a portrait of Barzani not only as a guerrilla fighter but also as a statesman with moral conviction.

Though the museum bears Barzani's name, it does not centre solely on his life. It honours a wider pantheon of figures who contributed to the Kurdish cause. Demirhan traced the lineage of the Kurdish flag to Salahuddin, perhaps the most well-known Kurd in

global history, who recaptured Jerusalem in 1187. This blending of legend, leadership and lived experience lends the museum a rare depth.

Outside the museum, Barzani's grave rests quietly. Unlike many national memorials, it is stark and unadorned, indistinguishable from the other Barzanis buried nearby. The humility was striking. Barzani died in exile in the United States, was first buried in Iran, and only returned to Barzan after the 1991 Gulf War. His return mirrored the broader Kurdish story—of longing, exile and eventual homecoming.

Dreams beyond the dust: A burial site of Barzani genocide victims.

1photo Mannequins in traditional Kurdish dress, with their hands bound and eyes blindfolded, recreating the final moments of many victims.

Given that Barzan is the ancestral home of the Barzani tribe, whose descendants remain politically prominent through the Kurdistan Democratic Party (KDP), which now rules the Iraqi Kurdistan, I expected the museum to be a grand family estate. Instead, it was a modest, modern two-storey building. Unlike India's stately memorials in central Delhi, the Barzani museum stands far from the capital. Before I could wonder why, I learned that Barzan village had been destroyed 16 times. Each time, it was rebuilt. The decision to place the museum here, rather than in Erbil, felt purposeful, grounding the memorial in a landscape shaped by both loss and perseverance.

Just 20 minutes away lies the Barzan genocide monument, also known as the Anfal Monument. The site commemorates one of the darkest chapters in Kurdish history: the Anfal campaign of the late 1980s, when thousands of Barzani men were taken by Saddam Hussein's forces. Many were never seen again. The monument, built in the form of an amphitheatre, is painted in the colours of the Kurdish flag—red, white and green, with yellow representing the sun in the flag. As we arrived, the sky darkened and the first drops of rain fell. The setting felt cinematic, even elegiac as if the heavens themselves were about to mourn.

photo2 Dreams beyond the dust: A burial site of Barzani genocide victims.

The site includes 596 graves, representing a small portion of the estimated 8,000 Barzani men who disappeared. Most were forcibly relocated to southern Iraq and buried in mass graves. Some, we were told, were buried alive. Today, many remain unidentified, but they now rest in their homeland, honoured and remembered.

A small adjoining museum offers a visual account of their suffering. Among the exhibits were recovered human remains, articles of clothing and a haunting display featuring two mannequins in traditional Kurdish dress. With their hands bound and eyes blindfolded, they silently recreated the final moments of many victims. The tableau was simple but harrowing.

Being a weekend, the museum was crowded with local families. Many women wore traditional Kurdish dresses with vibrant colours, their presence turning the sombre site into something living and collective. The layout was modern, with clear signage in both Sorani Kurdish and English. Unlike many such places that feel frozen in time, this one felt active—a place of mourning, but also of continuity and education.

As we left Barzan, we saw new construction sites dotting the landscape: new homes, new roads, new dreams. The juxtaposition was powerful, a people haunted by the past yet intent on building a future. Throughout my journey, moments like that brief exchange at the museum entrance kept resurfacing—reminders of how Kurdish society navigates a complex identity. As a woman travelling alone, I found kindness, curiosity and respect. This was not modernity for its own sake, nor tradition for the sake of stubbornness, but a society in conversation with itself.

We ended our day with an unplanned stop at a local home. There, I was reminded of Indian households I have known: an open door, tea and snacks and a courtyard where family members drifted in and out, tentative greetings that slowly gave way to laughter. It was a quiet reminder that memory, identity and hospitality are universal. And that even in a place shaped by tragedy, the human spirit endures.

**The author is a doctoral candidate at the Centre for West Asian Studies, Jawaharlal Nehru University, New Delhi.**

Le Monde

**avec AFP**
**05 juin 2025**

# Un chef de l'organisation Etat islamique placé en détention après des opérations menées en Irak et en Syrie, annonce l'armée américaine

L'identité du chef djihadiste n'a pas été révélée. Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient a soutenu des opérations menées fin mai par les Forces démocratiques syriennes, dirigées par les Kurdes, et par l'armée irakienne.

Les Etats-Unis ont annoncé, mercredi 4 juin, la détention d'un *« chef »* de l'organisation Etat islamique (EI) à la suite d'opérations menées fin mai en Irak et en Syrie, dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe djihadiste.

L'armée américaine a soutenu six opérations, cinq en Irak et une en Syrie, qui ont abouti à la mort de deux djihadistes et à l'interpellation de deux personnes, *« dont un chef de l'EI »* en Irak, a déclaré, le Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient. L'identité du cadre de l'EI n'a pas été précisée. Ces opérations ont été respectivement menées par les partenaires des Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes et l'armée irakienne, a-t-il ajouté sur X.

L'EI, qui était parvenu à contrôler une vaste zone dans ces deux pays, a été défait en 2017 en Irak et en 2019 en Syrie. Après une montée en puissance fulgurante en 2014, le groupe djihadiste a vu son *« califat »* autoproclamé vaciller sous le coup d'offensives successives.

En Irak, des cellules djihadistes continuent d'attaquer sporadiquement l'armée et la police, mais ces attentats se font de plus en plus rares et se déroulent essentiellement dans des zones rurales et reculées. Des cellules de l'EI restent aussi actives en Syrie, où elles s'en prennent notamment aux forces dirigées par les Kurdes dans le Nord-Est. L'organisation djihadiste a revendiqué récemment un attentat contre les nouvelles autorités syriennes.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, qui a récemment rencontré le président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, l'a appelé à *« aider les Etats-Unis à empêcher une résurgence de l'EI »*.

---

Les Echos.fr

**Killian Cogan**
**6 juin 2025**

# Turquie : Erdogan poursuit ses manoeuvres pour mettre l'opposition à genoux

Plus de deux mois après l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, et le déclenchement d'un mouvement de contestation inédit depuis 2013, le président Erdogan poursuit sa répression tous azimuts de l'opposition en Turquie.

Le 30 mai, trois maires de districts à Istanbul, deux maires de la province d'Adana, dans le sud du pays, ainsi qu'un ancien député du Parti républicain du peuple (CHP) ont été arrêtés. Deux semaines plus tôt, une vingtaine d'employés de la municipalité d'Istanbul, dont le chef du service de presse de la mairie, avaient été déjà placés en détention.

En tout, ce sont plusieurs dizaines de membres du CHP, employés de la mairie d'Istanbul comme d'autres municipalités administrées par le parti à travers le pays, qui ont été arrêtés depuis le 19 mars. Début mai, l'accès au compte X de l'édile stambouliote, qui comptait près de 10 millions d'abonnés, a aussi été restreint en Turquie.

**« Organisation criminelle »**

Le président Erdogan accuse le maire écroué et son parti de « corruption », la propagande d›Etat allant même jusqu'à dépeindre le CHP comme une « organisation criminelle », dont les « tentacules seraient liés aux services de renseignement étrangers ». Les procureurs d'Istanbul enquêtent sur des appels d'offres que la municipalité dirigée par le parti d'opposition aurait « truqués ».

Déjà à son comble, la répression a franchi un nouveau seuil le 5 juin avec l'ouverture d'une enquête contre le lea-

der du CHP, Özgür Özel. Il est accusé d'avoir « insulté » et « menacé » le procureur général d'Istanbul.

Le bureau du procureur général d'Ankara enquête enfin sur la « corruption » qui aurait entaché un congrès tenu par le CHP en 2023, à l'issue duquel Özgür Özel avait été nommé à la tête du parti. Les procureurs accusent les membres et les délégués du CHP d'avoir reçu des avantages illégaux en échange de leur soutien à la candidature d›Özel. Ils requièrent à ce titre des peines de prison pour douze personnes, dont Ekrem Imamoglu et le maire d'Izmir, la troisième ville de Turquie.

**Opposition fantoche**

Ce procès pourrait « annuler » le congrès de 2023 et destituer Özgür Özel, réinstituant de la sorte l'ancien chef du parti Kemal Kiliçdaroglu à la tête du CHP. Pour la chercheuse Gönül Tol, associée au Middle East Institute de Washington, il s'agit d'une manoeuvre de la part du pouvoir pour replacer Kiliçdaroglu à la tête de l'opposition, ce dernier étant considéré comme relativement inoffensif par Erdogan.

« [Erdogan] l'a déjà battu dix fois », a-t-elle pointé sur X. Vaincu à la présidentielle de 2023 face à Erdogan, Kiliçdaroglu avait été vivement critiqué au sein de l'opposition. Le remplacer à la tête du CHP reviendrait peu ou prou à créer une opposition fantoche.

Le politiste Berk Esen, rattaché à l'université Sabanci d'Istanbul, argue toutefois qu'il est « peu probable qu'une décision soit prise à l'issue du procès le 30 juin ». « Erdogan cherche à amender la constitution turque en vue de retirer la limite des deux mandats présidentiels, afin de se représenter à la prochaine élection en 2028, estime le politiste.

Or pour ce faire, il a besoin du soutien de parlementaires d'opposition. Et s'il peut sans doute désormais compter sur les députés pro-Kurdes depuis le processus de paix négocié avec le PKK, Erdogan utilisera plutôt le procès du 30 juin pour tordre le bras à Özel et le forcer à négocier en vue de cette réforme constitutionnelle ». Ce procès est aussi un moyen de détourner l'attention du sort d›Ekrem Imamoglu, qui croupit en prison depuis le 19 mars.

---

LE FIGARO

**avec AFP**
**06 juin 2025**

# Tensions au Proche-Orient : l'Iran affirme avoir obtenu des documents classifiés sur Israël

Ces affirmations surviennent dans un contexte de tensions autour du programme nucléaire iranien, perçu comme une menace existentielle par les dirigeants israéliens.
La télévision d'État iranienne a affirmé samedi que l›Iran s'était procuré des documents *«sensibles»* sur Israël, notamment sur ses installations nucléaires, sur fond de tensions entre les deux pays ennemis et le programme nucléaire iranien. Aucune explication sur les documents en question ou la manière dont l'Iran se les serait procurés n'a été fournie.
*«Les services de renseignement iraniens ont obtenu une grande quantité d'informations et de documents stratégiques et sensibles appartenant au régime sioniste, dont des milliers de documents relatifs aux projets et installations nucléaires de ce régime»*, a rapporté laconiquement la télévision d'État.

**Tensions autour du programme nucléaire iranien**

L'Iran, qui fait du soutien à la cause palestinienne un pilier de sa politique étrangère depuis la Révolution islamique de 1979, ne reconnaît pas l'État d'Israël. Ces affirmations surviennent dans un contexte de tensions autour du programme nucléaire iranien, perçu comme une menace existentielle par les dirigeants israéliens.
Les pays occidentaux, États-Unis en tête, et Israël, considéré par des experts comme la seule puissance nucléaire au Moyen-Orient, soupçonnent l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire.
L'Iran se défend d'avoir de telles ambitions militaires mais insiste sur son droit au nucléaire civil notamment pour l'énergie, en vertu du Traité de non-prolifération (TNP) dont il est signataire.
Le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou s'est plusieurs fois dit favorable à une action militaire contre les sites nucléaires iraniens.

**Guerre de l'ombre**

Les deux pays se livrent depuis des années à une guerre de l'ombre. L'Iran arrête régulièrement des individus présentés comme des espions et a dans le passé accusé Israël d'être à l'origine d'assassinats ciblés ou de sabotages en lien avec son programme nucléaire.
L'an dernier, les tensions avaient atteint leur paroxysme lorsque l'Iran avait attaqué le territoire israélien directement par deux fois avec plusieurs centaines de missiles ou drones. Il avait argué que ces attaques étaient une riposte légitime à une frappe meurtrière sur son consulat en Syrie imputée à Israël.
Téhéran avait également parlé de représailles à l'assassinat sur son territoire revendiqué par Israël de l'ex-chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, ainsi qu'à la mort de Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah libanais, autre mouvement allié de l'Iran, tué dans une frappe israélienne au Liban.

Le Monde

Cécile Hennion
08 juin 2025

# Adel Bakawan, chercheur : « L'Irak est en cours de désintégration »

## Le pays connaît un morcellement identitaire et politique profond, estime le chercheur Adel Bakawan, dans un entretien au « Monde ». Une division alimentée par l'influence exercée par l'Iran voisin.

Adel Bakawan est spécialiste de l'Irak, directeur du European Institute for Studies on the Middle East and North Africa (Eismena), chargé d'enseignement à Sciences Po Lyon-II et chercheur associé au programme Turquie/Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Son dernier ouvrage, *La Décomposition du Moyen-Orient*, est sorti en mai aux éditions Tallandier, (320 pages, 21,90 euros).

**Comment l'Irak a-t-il réagi à la chute, chez sa voisine syrienne, de Bachar Al-Assad ?**

La chute de Bachar Al-Assad et l'arrivée d'Ahmed Al-Charaa à la tête de la Syrie *[le 8 décembre 2024]* ont provoqué un séisme en Irak. Au sein du gouvernement et des élites politiques, c'était la panique générale. La communauté chiite, qui contrôle la majorité absolue du pouvoir, s'est affolée, persuadée que le changement de régime à Damas allait entraîner un changement de régime à Bagdad, au profit de la minorité sunnite. Les frontières du pays ont été fermées, les forces armées déployées dans les rues…

A l'inverse, les sunnites d'Irak ont pensé qu'ils avaient rendez-vous avec l'histoire : le soutien de la Turquie à Ahmed Al-Charaa et la continuité territoriale entre la Syrie et les provinces sunnites irakiennes leur ont fait espérer une reconquête du pouvoir. Quant aux Kurdes *[d'Irak]*, leur leader, Massoud Barzani, n'a pas attendu une semaine pour téléphoner et féliciter le nouveau président syrien. Il a aussi appelé les FDS *[Forces démocratiques syriennes, à dominante kurde, contrôlant le nord-est de la Syrie]* à négocier avec lui. Pendant quelques semaines, l'Irak a donc retenu son souffle. Puis les dirigeants chiites ont compris que, malgré des similitudes, les deux pays avaient des dynamiques différentes et que le régime de Bagdad n'allait pas s'effondrer comme ça.

**N'est-ce pas là le signe d'une stabilité des institutions irakiennes ? Le premier ministre, Mohammed Chia Al-Soudani, chiite, a lui aussi pris contact avec Ahmed Al-Charaa…**

Pour comprendre la situation actuelle en Irak, il faut faire la distinction entre le gouvernement et l'Etat. Dès janvier, le gouvernement a en effet dépêché le chef des renseignements irakiens à Damas, où il a expliqué à Al-Charaa que l'Irak ne souhaitait pas entrer en conflit avec la nouvelle Syrie. Et les tensions se sont tout de suite calmées. Puis Mohammed Al-Soudani est allé, à son tour, le rencontrer le 17 avril, à Doha : le Qatar avait organisé une médiation, pour préparer la venue d'Al-Charaa au sommet de la Ligue arabe, prévu un mois plus tard, à Bagdad. Mais ce face-à-face a failli mettre le feu aux poudres, parce que Al-Soudani n'avait prévenu personne en Irak : ni le président de la République, ni le ministre des affaires étrangères *[tous deux kurdes]*, ni le président de la Cour fédérale suprême. Les chefs des partis et milices chiites – Nouri Al-Maliki, Moqtada Al-Sadr, Qaïs Al-Khazali, Hadi Al-Améri – sont tombés des nues ! Et ils ont prévenu, par communiqué, que, le leader syrien étant sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour suprême irakienne, il irait en prison à la minute où il poserait le pied à Bagdad.

Al-Soudani a tout tenté, en vain, pour faire changer d'avis ses alliés du Cadre de coordination *[coalition d'une quinzaine de formations chiites qui a permis la formation du gouvernement actuel à la suite des élections législatives de 2021]*. Sous pression des pays arabes avec lesquels il a de bonnes relations – Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, etc. – , mais aussi de la Turquie, des Etats-Unis et des pays européens, il a agi en tant que chef du gouvernement et a invité Al-Charaa. Le Cadre de coordination a dit : « Non ! Stop ! Ce type est un terroriste d'Al-Qaida et de Daech *[acronyme arabe de l'organisation Etat islamique]*, il ne viendra pas. » Al-Charaa, qui a bien compris la situation, a annulé son voyage. La plupart des dirigeants arabes se sont abstenus, et ce sommet a été complètement raté. Pour résumer : le gouvernement l'avait invité, mais l'Etat a imposé son refus.

**Comment définir cet « Etat » ?**

L'Irak est un Etat-milice, contrôlé, orienté par les organisations paramilitaires chiites du pays. C'est un Etat avec une mentalité milicienne, fonctionnant parallèlement au gouvernement, d'une façon comparable à ce qui s'observe en Iran. Dans la République islamique, le gouvernement du président, Massoud Pezeshkian, peut prendre des décisions et faire des propositions, mais quand celles-ci ne sont pas conformes à la volonté ou à l'idéologie de l'Etat, il obtempère. L'Etat, c'est le Guide suprême, Ali Khamenei, mais aussi les gardiens de la révolution et toutes les institutions qu'ils contrôlent : l'armée, les infrastructures militaires, sécuritaires, etc. Et, pourtant, il y a un gouvernement.

En Irak, cette même séparation existe, avec un Etat aux mains des barons des milices chiites. Sans eux, le président irakien ne pourrait pas être nommé. Ils s'appuient sur leur bras armé du Hachd Al-Chaabi, la Mobilisation populaire, qui lui-même s'identifie comme le gardien du système et de l'Etat – et uniquement comme tel. Les gouvernements changent, les premiers ministres se succèdent, mais l'Etat reste, et la

logique milicienne demeure.

Quant au pays, il est en cours de décomposition. Selon moi, on peut répartir les pays arabes du Moyen-Orient en trois catégories. La première, qui comprend entre autres Etats l'Egypte et la Jordanie, a pour centre de gravité l'Arabie saoudite, qui tente d'instaurer de façon autoritaire un « modèle chinois » : davantage de sécurité, de stabilité, de développement économique et beaucoup moins, voire plus du tout, de démocratie et de droits humains. La deuxième catégorie englobe des Etats en cours de décomposition, non pas sous l'effet d'une occupation étrangère, mais par un processus interne en cours : c'est le cas du Liban, de l'Irak et peut-être, désormais, sauf miracle politique, de la Syrie. La troisième catégorie regroupe les pays en situation de guerre civile : la Libye, le Soudan ou le Yémen, qui pourront un jour basculer dans le modèle autoritaire saoudien ou dans celui de désintégration libano-irakien.

**Cette désintégration peut-elle mener, en Irak, à une partition territoriale ?**

Pour l'instant, il s'agit surtout d'une décomposition sociétale. Sous la dictature de Saddam Hussein *[1979-2003]* et malgré la répression des communautés kurde et chiite, il existait une identité nationale, une « irakicité ». Elle a disparu. Le corps social est divisé au moins en trois composantes : dans le Sud, de Bassora à Bagdad, une composante structurée autour d'un référentiel chiite. En son sein, il existe des tendances, des divergences, un pluralisme, mais on est chiite, on se voit entre chiites et les autres n'existent plus. Même phénomène pour les provinces sunnites, dans lesquelles les gens s'identifient comme sunnites et non plus comme Irakiens, parce que l'irakicité en tant que référentiel identitaire n'est plus partagée.

**Quelles sont les conséquences concrètes de ce morcellement identitaire ?**

Le dirigeant chiite, qui se considère comme le nationaliste irakien par excellence, c'est Moqtada Al-Sadr. Aux élections législatives du 10 octobre 2021, son mouvement est arrivé en tête avec 73 sièges : or, pas un seul n'a été obtenu dans les six provinces sunnites, ou dans les quatre provinces kurdes. Aucun sunnite, aucun Kurde ne vote pour lui. Autre exemple, Mohammed Al-Halboussi *[président du Parlement de 2018 à 2023]* se voit comme un nationaliste irakien. C'est vrai, mais c'est un nationaliste version sunnite, raison pour laquelle pas un seul de ses 46 sièges n'a été obtenu hors des provinces sunnites. Idem pour les Kurdes : Massoud Barzani se considère à la tête du premier parti du pays parce que tous les autres sont des coalitions, mais ses 33 sièges ont tous été obtenus dans le Kurdistan irakien. Les divisions identitaires engendrent déjà la division territoriale.

Le centre du pouvoir s'est démultiplié, créant une situation d'impasse. Plus rien n'est possible en Irak, même pas un putsch militaire ! Car contre qui le diriger ? L'armée : cela n'aura pas d'impact, il y a Hachd Al-Chaabi. Le gouvernement : ce n'est pas grave, il y a l'Etat-milice… Le pays fonctionne comme une machine cassée qui perdrait chaque jour un rouage. Il en résulte que l'Irak, deuxième réserve mondiale de pétrole, qui a consacré 33 milliards de dollars *[28,94 milliards d'euros]* pour des infrastructures électriques entre 2003 et 2023, continue de dépendre de l'électricité iranienne. Et puisque *[le président américain]* Donald Trump a annulé *[le 8 mars, dans le cadre de sa politique de « pression maximale » contre l'Iran]* la dérogation qui permettait à Bagdad d'en acheter à Téhéran, l'Irak sera incapable de fournir, dès cet été, les provinces chiites qui dépendent à près de 70 % du courant iranien. Quand la température atteindra 45 °C ou 50 °C à Bassora, sans une climatisation qui fonctionne, il ne faudra pas s'étonner qu'explose un mouvement de contestation.

**Quelle influence l'Iran exerce-t-il aujourd'hui en Irak ?**

Avant l'attaque du 7 octobre 2023 et la guerre menée par Israël contre le Hamas, Téhéran avait la main sur Bagdad, Beyrouth, Damas, Sanaa. Quelques mois plus tôt, le 10 mars 2023, l'Iran avait signé avec l'Arabie saoudite un accord stratégique sans précédent, à Pékin, par lequel les deux pays se partageaient le Moyen-Orient. Depuis le 7-Octobre et le retour de Trump à la Maison Blanche, Riyad et son modèle autoritaire disposent de leviers et de ressources considérables, tandis que l'« axe de résistance » iranien – ce que j'appelle l'ordre milicien – est à genoux. Le Hezbollah est décapité, le Hamas détruit à 80 %.

Le régime de Bachar Al-Assad, cœur battant de cet ordre milicien, a été remplacé par un régime sunnite pro-Arabie saoudite et pro-Turquie, les deux puissances rivales historiques de l'Iran. Les houthistes du Yémen, bombardés par les Etats-Unis, sont très affaiblis. Il ne reste à l'Iran que l'Irak, avec lequel il partage 1 500 kilomètres de frontière et où il dispose encore de 80 organisations miliciennes, soit 235 000 combattants auxquels l'Etat irakien consacre environ 3 000 milliards de dollars par an. Si l'on exclut la milice Saraya al-Salam de Moqtada Al-Sadr et les milices répondant à l'ayatollah Al-Sistani, il en reste 90 % qui considèrent le Guide suprême, Ali Khamenei, comme leur commandant en chef.

Les seules milices pro-iraniennes qu'Israël n'a pas frappées depuis le 7-Octobre sont celles qui sont en Irak. Le ministre des affaires étrangères irakien, Fouad Hussein, ne cesse de répéter que le pays est en danger et qu'il « supplie la Maison Blanche » d'intervenir pour éviter des frappes israéliennes. Pour l'instant, il est dans l'intérêt de Washington d'éviter un tel scénario, qui mettrait en danger les 2 500 soldats américains encore stationnés en Irak. Mais la menace est réelle, et les cadres dirigeants des milices ont quitté le pays pour l'Iran et ne reviennent que de façon confidentielle.

Pour l'instant, l'Irak reste le territoire d'influence par excellence de la République islamique, le seul pays arabe qu'elle tient entre ses mains. Mais va-t-elle parvenir à se maintenir ? La question se pose déjà. La base sociale chiite irakienne se radicalise de plus en plus contre la domination iranienne. Le mouvement de contestation de 2019 avait déjà pour slogan : *« L'Iran dehors, l'Irak restera libre ! »* Reprendra-t-il, cet été ? L'hypothèse est crédible. A l'inverse, des frappes israéliennes en Iran pourraient ressouder la communauté chiite derrière la République islamique. Un autre scénario, lié à la baisse du prix du baril à 40 dollars, verrait le gouvernement incapable de payer les 6 millions de fonctionnaires du pays, alors que ces salaires sont précisément ce qui lui permet encore d'acheter une certaine paix civile.

The New York Times

Diego Ibarra Sanchez
June 8, 2025

# They Went to Syria to Fight With Rebels. Now Some Are Joining the New Army.

## Thousands of foreign fighters fought alongside the Syrian rebel groups that toppled the Assad dictatorship. Many plan to stay, despite the qualms of the United States and some Syrians.

In the eyes of Syria's new leaders, the foreign fighters who battled alongside their rebel groups to oust the Assad dictatorship are loyal allies "who have stuck beside the revolution."

For the United States, many of these fighters conjure images of terrorist groups like the Islamic State.

Thousands of foreigners flocked to Syria to fight in the multi-sided civil war that began in 2011 and lasted nearly 14 years. Some joined rebel groups like the Islamist faction formerly led by Syria's new president, Ahmed al-Shara, and helped them to unseat President Bashar al-Assad in December.

Now, the foreign fighters who remain in Syria have become a point of contention as the Trump administration takes steps to warm relations with the country. Over the past couple of months, American officials have variously suggested expelling them or excluding them from senior positions in the government and military.

But as Syria's government rebuilds its military after the devastating war, it has already begun folding some of these foreigners into the army, according to government officials and some of the fighters themselves. The defense, foreign and information ministries did not respond to requests for comment on the matter.
Mr. al-Shara's rebel group, Hayat Tahrir al-Sham, included many foreign combatants. He now finds himself in the difficult position of trying to balance his loyalties to them with his focus on establishing diplomatic relations with countries that want the fighters either marginalized or gone.

If the government were to sideline the battle-hardened foreigners, that could also create internal challenges for Syria's fledgling military.

The New York Times interviewed more than a half-dozen foreign fighters from Egypt, Russia and Iraq recently, and all said they did not plan to leave Syria. Some have married Syrian women and had children, and have opened businesses. They risk arrest or worse if they return to their home countries. Some spoke of seeking Syrian citizenship.

"It's impossible for al-Shara to sell us out because we were in front of him, behind him, next to him," Abdullah Abrek, 36, a foreign fighter from the Dagestan region of Russia, said recently at a cafe in the capital, Damascus.

"We were one body," he added. "And he knows we are good fighters. Maybe tomorrow he will need us."
Mr. Abrek, who is starting his own import business, said he wanted to stay and get a Syrian passport.
Abdullah Abrek, a foreign fighter from the Dagestan region of Russia, said he was considering joining the new Syrian Army.
Mr. al-Shara draws a distinction between foreigners who fought with rebel groups like his and those who came to join the Islamic State, which conquered a large swath of Syria during the war and ruled over it for years.

The president's former group, Hayat Tahrir al-Sham, fought the Islamic State as well as the Assad regime and it is still formally designated by the United States as a terrorist group because it was once affiliated with Al Qaeda.

And since Mr. al-Shara and his rebels seized power, some foreign fighters close to his government have been accused by human rights group of involvement in sectarian-driven killings of Alawites, the religious minority that the Assad family belongs to.

Mr. al-Shara told The New York Times in an interview in April that his government could consider giving citizenship to foreign fighters "who have stuck beside the revolution" and lived in the country for years.

"As long as none of those individuals pose a threat to any foreign country and respect Syria's internal policies and laws, then the matter isn't really that pressing," he said.

Mr. Trump said last month that he was suspending economic sanctions on Syria, throwing the economically devastated country a lifeline. A day later, he met Mr. al-Shara in Saudi Arabia, and his press secretary said Mr. Trump had asked for "all foreign terrorists to leave Syria." But it was unclear who exactly this was referring to.

U.S. officials now appear more understanding of Mr. al-Shara's view. The U.S. envoy to Syria, Thomas Barrack, said recently that Washington was seeking "transparency" from Syrian authorities as to where foreign fighters are placed.

A Syrian soldier standing guard last month in the coastal province of Latakia.

It is not clear whether the United States is linking the issue of foreign fighters to a permanent lifting of sanctions. And Syrian officials have not publicly commented on what, if anything, the government has agreed to in exchange for sanctions relief.

Islam Shakhabanov, 39, does not fit the typical image of a foreign fighter.

Sitting in a smoke-filled cafe in the city of Idlib in northwestern Syria recently, he wore tight gray slacks and a fitted, collared shirt, unbuttoned halfway, over a T-shirt. He had a trim goatee and carried a shoulder bag with a Louis Vuitton logo.

Like Mr. Abrek, his partner in an import business, he said he was from Dagestan and came to Syria in 2015 to join

the rebels. He showed The Times his law degree from Dagestan.

Mr. Shakhabanov said some foreign fighters feared Mr. al-Shara's government might hand them over to the United States or deport them back to their own countries.

"Where will they go if they are accused of being terrorists in their own countries?" he said. "Where else can they go?"

Mr. Abrek said he and a Chechen friend both fought in Mr. al-Shara's rebel group. Now, he said, they were considering joining the Syrian military.

Islam Shakhabanov, a foreign fighter from the Dagestan region of Russia, wants to remain in Syria where he is starting his own business.

Mr. Shakhabanov said he fought with a different rebel group, Faylaq al-Sham, made up mostly of mainstream Syrian rebels. He said he was unsure whether he would join Syria's military.

But he did say he would "defend my country" if clashes broke out between the government and armed remnants of the Assad regime.

There are 3,000 to 5,000 foreign fighters remaining in Syria, regional experts and diplomats estimate, with the largest number being Uyghurs. Not all will join the military and those who do will amount to only a fraction of the total forces.

Those figures do not include thousands of other foreigners imprisoned as members of the Islamic State. An estimated 9,000 to 10,000 Islamic State fighters in all are detained in prison camps in Syria and about half of them are believed to be foreign fighters.

A foreign fighter, who said he fought with the Syrian rebel groups that ousted the dictatorship of Bashar al-Assad, at his shop in Binnish, Syria.

Until last year, rebel groups like Mr. al-Shara's were concentrated in more religiously conservative parts of Syria. Now, some foreign combatants who have been integrated into the military are stationed in more diverse cities like Damascus.

That has raised religious and sectarian tensions at times.

Days after Mr. al-Assad's ouster on Dec. 8, Timaa Eissa, 28, a woman from Syria's Alawite religious minority, was in her neighborhood of Qudsaya in Damascus, her long curly hair uncovered, falling below her shoulders. She said a fighter at a checkpoint stopped her and demanded to know: "'Where is your hijab?'"

She said she knew he was foreign by his accent.

"I told him, 'I don't wear the hijab,'" said Ms. Eisaa, who works with the United Nations. "He called me 'safira,'" she added, using a derogatory word that can mean naked.

A mural extolling the virtues of religious clothing for Muslim women in a village near Binnish.

She said she began to yell at the fighter before another soldier, a Syrian, pulled him away. The Syrian soldier apologized for the foreigner's behavior.

Such interactions, she said, have made some Syrians fear the foreign fighters and their religious ideology. The idea of giving them Syrian citizenship did not sit well with her.

In March, hundreds of people were killed in sectarian-driven violence that shook Syria's coastal provinces, the heartland of the Alawite minority. Mr. al-Assad's regime was dominated by Alawites, some of whom enjoyed privileged status under his rule.

The Syrian Network for Human Rights has reported that local armed groups and Islamist foreign fighters affiliated with the new government were primarily responsible for the killings, motivated by revenge and sectarianism.

The foreign fighters who spoke to The Times said they were committed to abiding by Syrian law.

One Egyptian fighter said he came to Syria in 2013 and was a member of a rebel group made up of mostly foreigners, many from places where Russian is spoken.

He spoke from his home in his Syrian wife's rural village, in the northwestern province of Idlib. He said he is now a sniper in a battalion that is part of the new Syrian military.

He asked not to be identified for fear of putting his family back home in danger and said he could not return to Egypt without risking arrest.

Nodding toward his daughter and son, who were practicing Arabic calligraphy on the sofa next to him, he wondered what would happen to his children if he left.

A foreign fighter from Egypt in Taftanaz, Syria.

Le Monde

Madjid Zerrouky
11 juin 2025

# En Syrie, la lente et difficile réouverture des tribunaux après la chute de Bachar Al-Assad

ReportageSix mois après la chute du régime de Bachar Al-Assad, les Syriens saluent avec prudence la réouverture des tribunaux dans les principales villes.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Le destin de Samy (son prénom a été modifié à sa demande) aurait pu basculer un soir pluvieux du mois de mars, quand le véhicule à bord duquel il a pris place en compagnie de deux jeunes hommes et de deux jeunes femmes a été stoppé à un barrage des forces de sécurité sur une avenue de Damas. Lui et ses amis avaient *« bu des bières »*, admet-il. Ce qui n'échappe pas aux hommes en armes qui les contrôlent mais qui concentrent toute leur attention sur les deux femmes, dont ils tentent d'obtenir le numéro de téléphone : un harcèlement quotidien dont sont victimes les jeunes Syriennes dans l'espace public. Le ton monte. Les femmes sont priées de déguerpir et les hommes sont embarqués puis incarcérés dans une ancienne caserne.

Samy est privé de tout contact avec l'extérieur trois jours durant, le *« temps que le "cheikh" statue sur votre sort »*, lui rétorquent les gardiens en évoquant avec déférence un mystérieux supérieur. Il est finalement relâché au bout de trois jours par le « cheikh », qui notifie ses décisions aux geôliers par le biais de la messagerie WhatsApp. L'un de ses compagnons, sur lequel a été retrouvé un sachet de drogue, n'aura pas cette chance. Il est condamné à un an d'emprisonnement. Sans procès, sans jugement ni avocat.

Le nombre de Syriens jugés sommairement dans les semaines qui ont suivi la chute du régime de Bachar Al-Assad début décembre 2024 reste difficile à mesurer. Mais, depuis avril, avocats et justiciables saluent avec prudence la réouverture des tribunaux dans les principales villes du pays.

Le palais de justice de Damas ne désemplit pas en cette fin du mois de mai. Ecrivains publics et vendeurs de bouteilles d'eau obstruent l'entrée de l'imposant édifice ottoman, pris d'assaut par des centaines de personnes. Le portique de sécurité et détecteur d'explosifs, détruit, accueille impuissant le flux des entrants. Il n'a pas résisté aux pillages qui ont accompagné la chute du régime, le 8 décembre 2024. Des armoires défoncées et des amas de documents dispersés jonchent le sol et les escaliers de l'édifice. On se presse devant le bureau de l'administration pénitentiaire pour obtenir un droit de visite ; à l'état civil, en quête d'un certificat de décès, de naissance, une notification de divorce ; devant les chambres d'instruction…

**« Un parcours du combattant »**

Officiellement, 87 anciens juges ont été placés sous enquête par le ministère de la justice. La plupart sont d'ex-membres des cours antiterroristes mises en place en 2012, devant lesquelles des dizaines de milliers de personnes ont été déférées ; envoyées à la potence ou dans les oubliettes du régime d'Al-Assad. *« Poursuivre les juges coupables de crimes qui ont envoyé des gens à la mort est essentiel. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut écarter tous les corrompus qui ont profité du système pour s'enrichir. Les citoyens considèrent que la justice est pourrie »*, assène Hossam Khatab, le nouvel avocat général de Damas, représentant du nouveau parquet mis en place par les autorités et dépêché depuis la ville d'Idlib ; l'ancien bastion du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), où il exerçait les mêmes fonctions.

Démarchant les clients à l'entrée du palais en cette fin mai, l'avocat Mohamad Ibrahim estime que la moitié des juges aujourd'hui en fonction ont été nommés par HTC. L'autre, qui officiait sous l'ancien régime, est restée en poste, mais a été placée sous surveillance par les nouvelles autorités. Beaucoup d'avocats font également l'objet d'enquêtes pour des faits de collusion avec l'ancien régime. *« Ceux qui s'entendaient avec les juges et partageaient les pots-de-vin que versaient les familles pour libérer leurs proches ou pour, simplement, avoir des nouvelles des disparus. Ceux qui dénonçaient leurs propres collègues aux services de renseignement »*, détaille M. Ibrahim.

Au rez-de-chaussée, les procédures s'entassent sur le bureau de M. Khattab. *« Quelque 250 affaires d'homicides pour ne citer que les crimes graves »*, précise-t-il. Dans le couloir, un ballet incessant d'hommes et de femmes vient buter contre sa porte : les plaintes n'étant pas transmises par les services de police, les

plaignants doivent eux-mêmes les déposer auprès de l'avocat général. *« C'est un parcours du combattant »*, confirment Ahmad Qadi Amine et Ines Medhaoui, des avocats croisés entre deux audiences. *« Encore faut-il que les plaintes soient enregistrées dans les commissariats »*, ajoutent-ils.

**Postes de police fermés**

Après l'éviction de Bachar Al-Assad du pouvoir, la plupart des policiers ont fui ou ont été suspendus, les postes de police ont été fermés. Ceux qui ont rouvert sont débordés. *« Les prisons sont pleines, il n'y a pas de places en garde à vue. La majorité des délits ne sont pas traités et leurs auteurs sont, la plupart du temps, rapidement relâchés »*, explique Ahmad Qadi Amine, ce qui exacerbe le sentiment d'insécurité des habitants.

La désorganisation de l'appareil judiciaire n'épargne pas les premières victimes de l'ancien régime. Accablée de fatigue après un périple en transports en commun depuis la banlieue de la Ghouta, Meriem, venue avec son fils dans l'espoir de récupérer leur domicile squatté depuis qu'ils ont été contraints de se réfugier dans le nord du pays en 2018 après l'évacuation forcée des habitants, est éconduite : *« Allez à la cour administrative de Mazzeh* [un quartier à 10 kilomètres]. » Dépités, mère et fils se voient condamnés à une énième expédition dans les embouteillages et la fournaise de la fin de printemps damascène. *« J'ai à peine de quoi nous acheter à manger »*, explique Meriem, qui s'éponge le visage avec son foulard. Ces plaintes s'empilent devant les juridictions administratives tout juste rouvertes : l'ancien régime ayant spolié et confisqué les biens de ceux qu'il soupçonnait de dissidence.
Au premier étage, trois membres d'un gang présumé, menottés les uns aux autres, sont pressés vers l'entrée d'une chambre d'instruction sous le regard noir de leur victime, un quadragénaire cambriolé et délesté de plusieurs milliers de dollars. Son avocat s'estime chanceux : *« L'enquête a été rapide, et je n'ai pas dû payer de pot-de-vin, comme il était coutume de le faire sous l'ancien régime. »* Mais les tribunaux, à l'entendre, se débattent aujourd'hui dans une situation financière calamiteuse et un fonctionnement chaotique. L'avocat cite pêle-mêle *« le déficit de compétences* [les juges des anciens territoires rebelles sont formés en deux ans] *; une administration affaiblie ; des jours d'attente pour récupérer les motivations des décisions judiciaires, un état civil défaillant dont de nombreuses bases de données ont été détruites… »*

Dans l'attente de nouveaux textes, le code pénal en vigueur sous Bachar Al-Assad continue de s'appliquer dans l'enceinte du tribunal de Damas, expurgé des articles relatifs à la lutte contre la subversion ou le trafic de devises étrangères qui ont envoyé des détenus par milliers dans les geôles de l'ancien régime. *« Les lois existent et elles sont fonctionnelles, ce sont les juges et l'Etat qui les ont subverties »*, avance même Hossam Khattab, pourtant issu des juridictions des anciens territoires contrôlés par HTC, où une jurisprudence issue de la charia et des coutumes tribales s'appliquait jusqu'ici.

La déclaration constitutionnelle pour la période transitoire, signée en mars par le président par intérim Ahmed Al-Charaa, reste, elle, floue quant au futur cadre pénal et juridique du pays. La jurisprudence islamique (*fiqh*) deviendrait la principale source de la législation. Le texte reconnaît des libertés fondamentales aux Syriens et promet des droits spécifiques aux minorités religieuses inspirés par l'ancien droit ottoman.

---

LE FIGARO

**11 juin 2025**

# Iran : un homme pendu pour avoir tué sept personnes lors d'une manifestation en 2022

Abbas Kurkuri a été condamné à mort pour une fusillade survenue lors d'une manifestation déclenchée par la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée pour violation du code vestimentaire imposé aux femmes dans le pays.

L'Iran a exécuté ce mercredi un homme condamné pour le meurtre de sept personnes, dont un garçon de 10 ans, lors des manifestations qui avaient éclaté à travers le pays en 2022, a annoncé la justice.

Abbas Kurkuri a été condamné à mort pour une fusillade survenue à Izeh, une ville du sud-ouest de l'Iran, lors d'une manifestation déclenchée par la mort en détention de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée en septembre 2022 pour violation présumée du code vestimentaire imposé aux femmes dans le pays.

**Coupable de «corruption sur terre» et de «guerre contre Dieu»**

L'homme était accusé d'avoir ouvert le feu avec une arme de guerre et tué sept personnes, dont Kian Pirfalak, âgé de 10 ans. Les autorités avaient qualifié les faits d› *«attaque terroriste»*. Le jugement prononcé par le Tribunal révolutionnaire d'Ahvaz, chef-lieu de la province du Khouzistan, a été confirmé par la Cour suprême et la sentence a été exécutée par pendaison, a rapporté le site d'information du pouvoir judiciaire Mizan Online.

Le tribunal a reconnu Abbas Kurkuri coupable de *«corruption sur terre»* et de *«moharebeh»* (guerre contre Dieu), les charges les plus graves du code pénal iranien. Le condamné a été jugé coupable d'avoir *«brandi une arme dans l'intention de tuer et de terroriser le public»* et d'avoir *«commis des crimes en tirant avec une arme militaire et en formant ou rejoignant un groupe rebelle»*.

**Un «délinquant notoire»**

Lors du procès, Kurkuri a avoué et déclaré qu'il avait été *«influencé par les réseaux sociaux»*, selon Mizan. L'accusé a été décrit comme un *«délinquant notoire»* ayant des antécédents de *«perturbation de l'ordre public par des fusillades, des agressions armées, des destructions de biens et le trafic de drogue et d'alcool»*. Des centaines de personnes ont été tuées lors des manifestations de 2022,

y compris des membres des forces de sécurité. Des milliers d'autres ont été arrêtées. Depuis, l'Iran a jugé et exécuté plusieurs personnes arrêtées lors de ces manifestations.
Ce mardi, l'Iran avait annoncé l'exécution de neuf hommes reconnus coupables d'avoir planifié des attaques dans le pays en 2018 au nom du groupe jihadiste État islamique. L'Iran est le deuxième pays au monde par le nombre d'exécutions après la Chine, selon des groupes de défense des droits humains, dont Amnesty International.

---

Le Monde

**Claire Gatinois, Philippe Ricard**
**13 juin 2025**

# Attaques d'Israël contre l'Iran : appels à éviter l'escalade

## Paris, Londres et Berlin, tenus à l'écart des tractations entre Washington et Téhéran, considèrent qu'une solution diplomatique est préférable à une campagne de frappes.

La France aura découvert, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, les frappes israéliennes sur l'Iran. Contrairement aux Etats-Unis, Paris n'a pas été informé par l'Etat hébreu de l'attaque spectaculaire pour détruire les infrastructures nucléaires iraniennes et tâcher d'empêcher le régime de se doter de l'arme nucléaire. *« L'Etat français* (…) *n'est pas aussi proche de nous qu'il l'était auparavant »*, a signifié sur RTL, vendredi matin, Joshua Zarka, l'ambassadeur d'Israël en France, rappelant toutefois que Paris reste un allié d'Israël. Une façon de signifier à la France que la reconnaissance de l'Etat de Palestine, envisagée par Emmanuel Macron mercredi 18 juin, a déjà des conséquences géopolitiques.

Un bâtiment visé par les frappes israéliennes, à Téhéran, le 13 juin 2025. MARYAM RAHMANIAN POUR « LE MONDE »

Après l'annonce des frappes, le mot d'ordre de Paris, comme un peu partout dans le monde, était d'appeler à la retenue et au retour à la diplomatie. *« Nous appelons toutes les parties à la retenue et à éviter toute escalade susceptible de compromettre la stabilité régionale »*, a écrit sur X le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot. *« Nous avons exprimé à plusieurs reprises nos vives préoccupations concernant le programme nucléaire iranien* (…). *Nous réaffirmons le droit d'Israël à se défendre contre toute attaque »*, ajoute le responsable français, dans une position concertée pendant la nuit avec le Royaume-Uni et l'Allemagne. Emmanuel Macron devait présider vendredi matin à 11 heures un conseil de défense sur la situation.
Redoutant d'éventuelles frappes israéliennes, Paris, Londres, Berlin ainsi que Washington ont soutenu ensemble, le vote, mercredi 11 juin, à Vienne, d'une résolution du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique condamnant les multiples violations par l'Iran de ses engagements, que ce soit dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire ou de l'accord sur le démantèlement du programme iranien, dénoncé unilatéralement par Donald Trump, en 2018.

**La Chine se dit « très préoccupée »**
Pour neutraliser le programme nucléaire militaire iranien, les Européens, tenus à l'écart des tractations entre Washington et Téhéran, considèrent qu'une solution diplomatique est préférable à une campagne de frappes, dont ils doutent de l'efficacité. Ils estiment néanmoins qu'un éventuel accord diplomatique doit

être *« crédible »* et *« robuste »*.

Le premier ministre britannique, Keir Starmer, avait été parmi les premiers à réagir, à l'aube : *« Les informations sur ces frappes sont préoccupantes, et nous exhortons toutes les parties à faire un pas en arrière et à réduire d'urgence les tensions. L'escalade ne sert personne dans la région »*, a déclaré le dirigeant travailliste dans un communiqué. Un ton modéré, sans condamnation explicite, qui contraste avec la réaction très vive d'un Etat comme le Japon, qui *« condamne fermement »* les frappes israéliennes contre l'Iran. Pour le chef de la diplomatie japonaise, Takeshi Iwaya, *« il est extrêmement regrettable que des mesures militaires aient été prises alors que les efforts diplomatiques* [étaient] *en cours »* entre Téhéran et Washington sur le dossier du nucléaire iranien. Un nouveau cycle de discussions était prévu, dimanche 15 juin, à Oman, avant l'offensive israélienne.

La Chine s'est montrée aussi *« très préoccupée »*, dénonçant la *« violation »* de la souveraineté iranienne et exprimant sa volonté de contribuer à apaiser les tensions. *« La Chine appelle toutes les parties concernées à faire davantage pour promouvoir la paix et la stabilité régionales et éviter une nouvelle escalade des tensions »*, a expliqué Lin Jian, un porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois. La Turquie a exhorté Israël à cesser ses *« actions agressives »*.

**13 juin 2025**

# Les grandes ambitions de la Turquie dans le secteur des avions de chasse

L'annonce a été faite par Recep Tayyip Erdogan. Dans un message publié sur X, le président turc a indiqué ce mercredi 11 juin l'exportation en Indonésie de 48 avions de chasse Kaan produits en Turquie. « *Les capacités locales de l'Indonésie seront également utilisées dans la production de Kaan* », a ajouté le chef de l'État.

D'un montant de plus de 10 milliards de dollars, l'accord prévoit la production et la livraison des avions de chasse Kaan à l'Indonésie sur dix ans, selon les médias turcs. Un transfert de technologie est aussi prévu vers l'Indonésie, a rapporté la chaîne publique TRT Haber.

Produit par Turkish Aerospaces Industries (TAI), l'avion de chasse de cinquième génération Kaan a effectué son premier vol en février 2024, équipé temporairement du même type de moteurs que ceux des F-16. L'appareil est d'ailleurs largement inspiré du chasseur américain, dont les Turcs assemblaient déjà pour leurs forces des éléments sur leur territoire, rappelle **Franck Alexandre**, du service Économie de RFI. La Turquie prévoit à terme d'équiper Kaan d'un moteur localement produit.

Ce contrat révèle les grandes ambitions d'Ankara dans le domaine des avions de guerre à coût raisonnable. L'industrie turque de défense aura ainsi quelques arguments à faire valoir dans les allées du Salon du Bourget, le plus important rendez-vous aéronautique qui ouvre ses portes lundi en banlieue de Paris. Jusqu'à présent, le secteur était surtout connu ses Bayraktar, ces drones de combat à voilure fixe produits par l'industriel Baykar. En 2024, les revenus d'exportation des industries de défense ont atteint 7,1 milliards de dollars, en hausse de 1,6 milliard de dollars comparé à 2023.

The New York Times June 13, 2025

# Iran Retaliates and Israel Vows More Strikes After Devastating Attack

Waves of Israeli airstrikes hit two nuclear enrichment sites, multiple military bases, and military scientists and commanders. Iran replied with a barrage of missiles and drones.

Iran was reeling and firing missiles and drones on Friday after Israel carried out its largest attack ever against Iran, waves of coordinated airstrikes that hit nuclear sites and killed much of the country's military chain of command along with several nuclear scientists.

Israel's assault early Friday morning and Iran's response immediately raised the prospect of a wider conflict engulfing the Middle East, although Iran's military capabilities and its proxy militias have been weakened by 20 months of Israeli attacks.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel described the assault as a last resort to prevent Iran from obtaining a nuclear weapon, which Israel calls an existential threat, and he vowed that the attacks would last "as many days as it takes."

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said in a televised statement on Friday that Iran would act forcefully to punish Israel for the attack. "Life will be dark for them," he said, adding: "They started it. They started a war."

Iran's U.N. ambassador, Amir Saeid Iravani, told the United Nations Security Council on Friday that Israel's strikes had killed 78 people and injured 329 others.

In response, Iran fired "fewer than 100" missiles in two waves toward Israel on Friday, most of which were intercepted by Israel's robust air defenses, according to Brig. Gen. Effie Defrin, an Israeli military spokesman. But several buildings were hit, some with shrapnel.

The remains of a building in Tehran on Friday after Israeli strikes. Arash Khamooshi for The New York Times

At least 40 people were wounded in Tel Aviv and the surrounding area, according to a tally from three hospitals. Most of the patients were moderately injured, but a few were in critical condition.

Israel's air defense system firing during Iran's retaliatory attack over Tel Aviv on Friday.Tomer Neuberg/Associated Press

Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps said that it had struck dozens of targets in Israel "forcefully and with precision," including military and defense sites, in response to Israel's attacks.
The Israeli military said that Iranian forces had also launched about 100 drones at Israel and that a missile fired from Yemen had landed in the Israeli-occupied West Bank. Israel said it had shot down many of the drones, and there were no immediate reports of casualties.

Israel's attack was an audacious attempt to cripple a country that it has been battling for years, with covert operations aimed at killing Iran's military commanders and nuclear scientists, and direct combat against forces it supports across the Middle East, including Hezbollah in Lebanon and Hamas in Gaza, where Israel remains at war.

President Trump had been trying to dissuade Mr. Netanyahu from attacking Iranian nuclear sites, while American and Iranian negotiators attempted to reach a deal to limit Iran's nuclear activities.
American and Iranian negotiators had been planning to meet on Sunday in Oman for a sixth round of talks on a nuclear deal. But after the attack on Friday, Iran announced that it would not participate in the talks on Sunday.

Mr. Trump, in a social media post on Friday, said Iran

"must make a deal, before there is nothing left," and he warned that the next round of Israeli airstrikes would be "even more brutal."

U.S. officials said they were moving warships and other military assets in the Middle East to help protect Israel and American troops in the region. The U.S.S. Thomas Hudner, a naval destroyer, was directed to sail to the Eastern Mediterranean, and a second destroyer may soon follow, the officials said. The Air Force will most likely move additional fighter aircraft to the region soon, one official said.

The military assets were not being positioned to take part in any offensive against Iran, a Pentagon official said. But they helped Israel shoot down Iranian missiles on Friday, a U.S. official said, just as U.S. warships did when Iran fired a barrage against Israel in October.

Israel's strikes on Friday were the first time the country had openly attacked Iran's nuclear sites, including its main nuclear enrichment facility at Natanz, which an Israeli military spokesman said had suffered "significant damage."

Social media footage verified by The New York Times shows flames and thick black smoke billowing from Natanz, shortly after explosions were reported there at 4:18 a.m. local time. Satellite images reviewed by The Times showed several buildings and critical energy infrastructure there either destroyed or heavily damaged.

Rafael Grossi, the head of the International Atomic Energy Agency, told the U.N. Security Council on Friday that Israel's strike on Natanz had destroyed an above-ground enrichment plant, causing chemical and radiological contamination. Mr. Grossi said the leak was "manageable" with appropriate protection measures.

The Israeli military said it had also struck an Iranian nuclear facility in Isfahan and had destroyed uranium-enrichment infrastructure and labs. The damage could not be immediately confirmed.

Mr. Grossi said that the Iranian authorities had also reported strikes on Iran's second-largest and most fortified nuclear complex, known as Fordo, which is built deep underground.

Mr. Netanyahu said he had ordered his security chiefs more than half a year ago, in November 2024, to destroy Iran's nuclear program. The attack was originally planned for late April 2025 but was postponed for various reasons, he said, without elaborating.

"If Iran has a nuclear weapon, we simply won't exist here," he said in a videotaped statement on Friday, adding that Israel was at the "12th hour."

Israel also attacked military bases and the homes of military commanders around the Iranian capital, Tehran, officials said. Iran's state media showed blasts across Tehran, with smoke and fire billowing from buildings, and residents described a night of terror, as explosions rocked the city.

"We woke up with our house shaking from the explosions, and it hasn't stopped," said Sara, a 52-year-old mother of two in Tehran, who asked to be identified by her first name only.

Iranian state media and officials said that at least four top generals had been killed, including Maj. Gen. Mohammad Bagheri, the chief of staff of the armed forces and the second-highest commander after Ayatollah Khamenei; Gen. Hossein Salami, the commander in chief of the Islamic Revolutionary Guards Corps, Iran's primary military force; and Gen. Ismail Ghaani, the Quds Forces commander in charge of the Iranian proxies in the Middle East.

Ayatollah Khamenei moved swiftly to replace the military leaders in an apparent bid to project stability and prevent a power vacuum.

Ali Shamkhani, an influential Iranian politician overseeing the nuclear talks with the United States, was also killed, as were two prominent nuclear scientists, Mohammad Mehdi Tehranji and Fereydoun Abbasi, according to Iranian state media and officials.

Several Israeli strikes also appeared to have targeted an underground missile base in Kermanshah, in western Iran, on Friday morning, according to witness videos verified by The Times, which showed columns of smoke rising from the site.

Israel's allies expressed growing concern about the potential for the strikes to drive more conflict in the Middle East.

"Escalation serves no one in the region," Prime Minister Keir Starmer of Britain said, while the European Union's chief diplomat, Kaja Kallas, called the situation "dangerous." Egypt, which has a longstanding peace treaty with Israel, called the Israeli strikes "a direct threat to regional and international peace and security."

Russia's president, Vladimir V. Putin, condemned the Israeli strikes and offered to serve as a mediator in the conflict, the Kremlin said, even as Russia is conducting the largest bombing campaign of Ukrainian cities since invading that country three years ago.

Israel has been facing international condemnation over the past few months for escalating the war in Gaza after a cease-fire collapsed in March, and for holding back humanitarian aid as the population in the enclave edges closer to the brink of starvation.

Still, several important allies stood behind Israel on Friday. President Emmanuel Macron of France said that Israel had a "right to protect itself and ensure its security." And Germany's chancellor, Friedrich Merz, said Iran had refused to abide by agreements to limit its nuclear program and added that Tehran "poses a serious threat to the entire region, especially to the State of Israel."

*An earlier version of this article misstated which Iranian official addressed the United Nations Security Council on Friday. It was Iran's U.N. ambassador, Amir Saeid Iravani, not Iran's foreign minister, Abbas Araghchi.*

Le Monde avec AFP
13 juin 2025

# Ce que l'on sait des attaques d'Israël contre l'Iran

Israël a annoncé avoir procédé à des frappes contre des sites militaires et nucléaires de l'Iran, et promis de poursuivre son opération « pour éliminer cette menace ». Le chef des gardiens de la révolution, Hossein Salami, a été tué dans cette attaque menée dans la nuit de jeudi à vendredi.

L'aviation israélienne a mené, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, une série de frappes dans plusieurs régions en Iran, visant le programme nucléaire de Téhéran, qui, selon l'Etat hébreu, menace son existence. Voilà ce que l'on sait de cette oopération militaire d'ampleur.

**Israël dit avoir « frappé le cœur du programme nucléaire militaire de l'Iran »**

L'opération militaire contre l'Iran – baptisée « Lion dressé » – durera *« autant de jours que nécessaire pour éliminer cette menace »*, a expliqué, dans un message vidéo, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. *« Nous avons frappé* [au] *cœur du programme d'enrichissement* [d'uranium] *de l'Iran. Nous avons frappé le cœur du programme nucléaire militaire de l'Iran. Nous avons ciblé la principale installation d'enrichissement de l'Iran à Natanz »*, a ajouté le dirigeant de l'Etat hébreu.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé que cet important site, situé dans le centre du pays, à 300 km environ au sud de Téhéran, avait été visé. *« L'installation d'enrichissement de Natanz a été touchée plusieurs fois, »* a rapporté la télévision d'Etat iranienne, en montrant des images de fumée épaisse s'échappant des lieux.

Selon le ministre de la défense israélien, Israel Katz, *« l'Iran est plus déterminé que jamais à réaliser son projet de destruction d'Israël. Nous sommes à un tournant décisif. Si nous le manquons, nous n'aurons aucun moyen d'empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires qui mettront en danger notre propre existence. »*

Trois sites militaires dans le Nord-Ouest ont également été la cible des frappes, d'après la télévision iranienne.

L'armée israélienne a par ailleurs assuré avoir détruit des *« dizaines »* de radars et de lanceurs de missiles sol-air dans l'ouest de l'Iran.

L'agence officielle iranienne IRNA a, elle, annoncé que des immeubles résidentiels de Téhéran avaient été frappés, et que plusieurs personnes, dont des enfants, avaient été tuées. La télévision d'Etat a fait part d'une cinquantaine de blessés.

**Plusieurs cadres iraniens, dont le chef des gardiens de la révolution, tués**

Le chef des gardiens de la révolution, le général Hossein Salami, a été tué lors de cette vaste opération militaire, tout comme un autre haut commandant de ce corps d'élite iranien, le général Gholam Ali Rashid. Le chef d'état-major iranien, Mohammad Bagheri, a également péri.
Au moins six experts de la filière nucléaire ont aussi été tué, selon l'agence de presse iranienne Tasnim. Il s'agit, selon elle, d'Abdolhamid Minouchehr, Ahmadreza Zolfaghari, Amirhossein Feqhi, Motalleblizadeh, Mohammad Mehdi Tehranchi et Fereydoun Abbasi.

**L'Iran promet des représailles**

Le guide suprême iranien, Ali Khamenei, a menacé Israël d'un sort *« amer et douloureux »*, et les gardiens de la révolution ont juré de venger la mort de leur chef. L'espace aérien de l'Iran est fermé jusqu'à nouvel ordre, a annoncé la télévision d'Etat, de même qu'en Irak.

Quelques heures après les premières frappes, l'armée israélienne a déclaré qu'elle tentait d'intercepter *« environ 100 drones »* lancés par l'Iran vers le territoire israélien.

Israël a averti que l'Iran pourrait conduire une attaque de représailles *« dans un avenir immédiat »*, a déclaré l'état d'urgence sur tout son territoire et fermé son espace aérien jusqu'à nouvel ordre.

*« Citoyens d'Israël, je ne peux pas promettre un succès absolu. Le régime iranien tentera de nous attaquer en riposte, et le bilan attendu sera différent de ce à quoi nous sommes habitués »*, a déclaré le chef d'état-major israélien, Eyal Zamir. *« Nous sommes engagés dans une campagne historique, sans précédent »*, a-t-il également dit.

**Les Etats-Unis disent avoir été prévenus des frappes mais ne pas être impliqués**

Le président américain Donald Trump a affirmé à la chaîne Fox News qu'il avait été prévenu des frappes israéliennes. Il doit réunir vendredi son conseil de sécurité nationale. Il a aussi assuré que les Etats-Unis étaient prêts à se défendre et à défendre Israël si l'Iran ripostait, selon la chaîne.

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a cependant déclaré que Washington, proche allié d'Israël, n'était pas impliqué dans l'attaque israélienne.

Jeudi, le président américain avait annoncé qu'Israël pourrait frapper les installations nucléaires de l'Iran. Mais il avait publiquement exhorté Israël à ne pas effectuer ces frappes quelques heures avant leur déclenchement, affirmant qu'un accord restait proche sur le programme nucléaire de Téhéran. *« L'Iran ne peut pas avoir la bombe nucléaire et nous espérons revenir à la table des négociations »*, a déclaré M. Trump.

*« Les actions agressives du régime sioniste contre l'Iran n'auraient pas pu être menées sans la coordination et la permission des Etats-Unis »*, a déclaré, de son côté, le ministère des affaires étrangères iranien, tenant les Etats-Unis *« responsables des répercussions dangereuses et des conséquences de l'aventurisme du régime sioniste »*.

Téhéran avait menacé, mercredi, de frapper les bases militaires américaines au Moyen-Orient en cas de conflit après un éventuel échec des négociations, dont un sixième cycle est prévu dimanche à Mascate sous médiation omanaise.

**L'enrichissement de l'uranium, un droit « non négociable » selon Téhéran**

Les Occidentaux et Israël accusent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique, ce que Téhéran dément, assurant que son programme nucléaire est uniquement à usage civil. L'enrichissement de l'uranium est la principale pierre d'achoppement dans ces discussions visant à encadrer le programme nucléaire iranien en échange d'une levée des lourdes sanctions imposées au pays. Washington exige que l'Iran y renonce totalement, ce que Téhéran refuse, y voyant un droit *« non négociable »*.

L'Iran s'est dit déterminé à augmenter de manière *« significative »* sa production d'uranium enrichi, annonçant la prochaine construction d'un nouveau site d'enrichissement, en réponse à l'adoption, jeudi, par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'une résolution le condamnant pour *« non-respect »* de ses obligations en matière nucléaire.

L'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium au niveau de 60 %, selon l'AIEA, proche du seuil de 90 % nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique.

En 2015, l'Iran et les grandes puissances avaient conclu un accord historique après trois ans d'âpres négociations. La République islamique avait renoncé à son programme d'enrichissement d'uranium en échange de la levée des sanctions internationales qui avaient mis son économie à genoux. Mais Donald Trump avait unilatéralement dénoncé cet accord en 2018, lors de son premier mandat.

---

The New York Times **June 13, 2025**

# Iranians Describe Israel's Attacks in Voice Memos and Calls

## Iranians recalled scenes of confusion and fear, explosions in the night and how they, their friends and neighbors experienced Israel's widespread attacks

Iranians have not experienced anything like this in almost 40 years.

More than 200 Israeli warplanes dropped hundreds of bombs across Iran early Friday, rocking cities with explosions and jolting people out of their beds. They looked out windows onto columns of smoke, ran onto rooftops for a better view and made phone calls to their loved ones.

In the aftermath of the attack, some also spoke to The New York Times, sending voice notes amid flickering internet service and offering a glimpse of people's experiences in a country where many don't feel comfortable speaking to international news outlets. They described confusion, fear and anger against Israel, whose widespread attacks drew comparisons to the Iran-Iraq war of the 1980s.

**'We were not ready'**

Shakiba, a 37-year-old occupational therapist based in Tehran, was only comfortable using her first name because of the heightened security situation in the country. She had been getting ready for bed at home with her two cats when the bombing began.

She looked outside and saw neighbors gathering on balconies and roofs, everyone trying to see what was happening. She added:

"The first sound was really shocking, because we were not ready, we were not expecting it. And it wasn't just one sound — we heard a couple of sounds at the first. And I know all the people around the country and around the city were following the news, but we were not expecting it to happen."

She later called two of her patients, an elderly couple who live alone, their children out of the country like many other Iranian families. They were near an area that came under attack, but their health conditions prevented them from leaving their home.

"The woman just cried by the phone, and she said that 'I was really afraid because we can't move'," Shakiba recalled. She tried to reassure them, stuck in their home.

**Listen to Shakiba's Voice Note**

**'I just try to make her sure that it will not happen again, but I was not sure about this myself.'**

She also called another patient, a man with a neurological condition. He told her, "I'm OK now, but the sounds were so loud and so terrifying and I just felt that I am near to heart attack," Shakiba said.

Describing the bombardment, Shakiba said that people like her patients — children with special needs, the elderly, frail and ill — had few resources to help them. "They are in shock," she said.

**Listen to Shakiba's Voice Note**

**"We are not aware of what we can do in these situations."**

Nor did she feel confident about her own plans. "I have two cats and they're both heavy," she said. "It sounds silly with everything going on, but I keep thinking about how I can evacuate with them if the need comes."

**'Scenes of blood and flesh and burned feet'**

Jila Baniyaghoob, a journalist and women's rights activist in Tehran, said that there had been a large focus on Israel's military targets, but that civilians had been harmed in the attacks as well.

She had a close friend at an apartment complex in the Saadat Abad district of Tehran, where residents include many faculty members from Tehran's various universities, and which was struck during the attack early Friday.

A major fire spread after the

attack, according to Ms. Baniyaghoob and photos of the scene.

Ms. Baniyaghoob said that she had heard most of the people killed in the strike were not members of the military or involved in Iran's nuclear program. The exact toll of the attacks remained unclear on Friday night, although Iran's Fars news agency, citing unofficial figures, said that dozens had been killed and more than 300 others injured.

Ms. Baniyaghoob said that her friend's family had grabbed their young children and raced down stairwells to escape the complex. They passed "really awful scenes of blood and flesh and burned feet," she said. "Most of the people who lived near the strike sites are feeling a collective fear, especially their children."

**'The people are paying the price'**

Bahman Ahmadi Amouee, an economic journalist, said he, along with many others, had been feeling optimistic before the attacks, noting that Iran was engaged in diplomatic talks with the United States and that there were hopeful economic signs within Iran.
But he believes the West and Israel took advantage of the circumstances, calling Israel's leadership extremist and far right. "We're seeing the same policy in Gaza, Lebanon, and Syria — policies that contradict with what the West says it values, like democracy and human rights."
Mr. Ahmadi Amouee has written for newspapers that call for change within Iran and spent five years in Evin prison in 2009 amid a government crackdown on journalists.

In conflict with Israel, "the people are paying the price," he said. "Once the stores open on Sunday, the prices will have undoubtedly gone up. There's long lines of gas everywhere, people are nervous."

He added:
"Whenever there's war, or earthquake, or famine, people start feeling unstable, and the most vulnerable people in these situations are usually women, children and impoverished people. As soon as the markets open after the two day holiday, we'll see the price of dollar going up, and the instability and lack of security will only multiply."

---

Le Monde

**Samuel Forey**
**13 juin 2025**

# La République islamique d'Iran, ennemie intime de Nétanyahou depuis trente ans

Le chef du Likoud martèle, depuis son irruption sur le devant de la scène politique israélienne au début des années 1990, que le régime de Téhéran constitue une « menace existentielle » pour l'Etat hébreu.

C'est son obsession. La *« menace existentielle »* qui pèse sur Israël n'est ni palestinienne ni arabe, selon Benyamin Nétanyahou. Elle émane de l'Iran et de son programme nucléaire. Cette idée fixe, qu'il martèle depuis son irruption sur le devant de la scène politique israélienne, au début des années 1990, est le résultat de ses convictions idéologiques, de ses calculs stratégiques, de son histoire personnelle et, comme toujours avec le premier ministre le plus longtemps en poste de l'histoire d'Israël, de ses manœuvres politiques. A tel point que l'un de ses adversaires politiques, l'ancien chef d'état-major Shaul Mofaz, qui est d'origine iranienne, a confié, en 2012, que M. Nétanyahou était animé par *« une conviction messianique de bombarder l'Iran »*.

L'ancien chef du Mossad Meir Dagan, en fonction de 2002 à 2010, jugeait en 2015 qu'attaquer l'Iran risquait de poser des dommages stratégiques à la sécurité d'Israël et d'accélérer la course à la bombe, de la part d'un Iran qui se sent régulièrement menacé. Mais cette vision pragmatique de la République islamique n'intéresse pas le premier ministre. Dans sa vision manichéenne d'un monde marqué par l'affrontement des civilisations, entre les régimes islamistes radicaux dits *« barbares »* et la *« civilisation judéo-chrétienne »*, dont Israël serait le fer de lance, l'Iran représente d'abord l'ennemi idéal.
Face à la République islamique, Benyamin Nétanyahou prétend incarner le camp du « bien ». Il s'arroge de facto un leadership régional, imposant ses ambitions guerrières aux régimes sunnites du Levant et du Golfe, très exposés à d'éventuelles représailles de leur voisin chiite. Selon le premier ministre israélien, le régime iranien ne serait qu'un accident de l'histoire, voué à chuter. Dans son allocution télévisée de vendredi 13 juin, consécutive aux premières frappes, il prédit une *« libération »* du pays, affirmant : *« La grande amitié entre nos deux peuples anciens fleurira à nouveau. Je veux rassurer le monde civilisé : nous ne laisserons pas le régime le plus dangereux du monde obtenir l'arme la plus dangereuse du monde. »* Avertissant que ce *« cauchemar nucléaire »* pourrait atteindre, un jour, l'Europe et les Etats-Unis.
C'est un écho à l'une de ses premières grandes déclarations publiques sur le sujet, en 1996, devant le Congrès américain, alors qu'il vient d'être élu premier ministre : *« Si l'Iran devait acquérir l'arme nucléaire, cela pourrait présager des conséquences catastrophiques, non seulement pour mon pays, et non seulement pour le Moyen-Orient, mais pour toute l'humanité. »* Déjà, en 1992, il affirmait, comme jeune membre de la Knesset, que l'Iran obtiendrait la bombe en trois ou cinq ans. Puis, dans une tribune de 1993 dans le journal *Yediot Aharonot*, il misait sur 1999. Peu importe s'il se décrédibilise auprès de nombre d'observateurs, à force de crier au loup : ce populiste avant l'heure agite la menace du « eux contre nous », né-

glige ou méprise ses adversaires politiques, mais séduit ses partisans.

**« Utile sur le front intérieur »**

Durant son premier mandat à la tête du gouvernement israélien, en 1996, la menace nucléaire iranienne n'est encore que balbutiante. Israël envisage de détruire ces installations sommaires par des frappes aériennes comparables à celle que l'Etat hébreu a menées en Irak en 1980. Cependant, M. Nétanyahou ne passe pas à l'acte. L'invocation rituelle de la menace iranienne constitue aussi un acte de prestidigitation politique : *« La dramatisation du dossier iranien sert incontestablement Nétanyahou sur le front intérieur et elle éclipse, en effet, la question palestinienne sur la scène internationale »*, écrit l'historien Jean-Pierre Filiu, dans sa biographie du premier ministre, *Main basse sur Israël* (La Découverte, 2019).

Lorsqu'il revient au pouvoir, plus de dix ans plus tard, l'Iran occupe plus que jamais le centre de ses préoccupations. Jusqu'en 2012, il agite avec son ministre de la défense, Ehud Barak, la possibilité de frappes imminentes. L'armée en avait-elle les moyens, Israël cherchait-il à entraîner les Etats-Unis dans cette aventure, ou ces menaces relevaient-elles de la pure agitation politique ?

Le fait est que l'attitude de conciliation du président démocrate Barak Obama vis-à-vis de l'Iran révolte le premier ministre israélien. Certes, l'appareil sécuritaire israélien collabore intensivement avec Washington pour développer le virus Stuxnet, un ver informatique découvert en 2010, qui a ralenti le programme nucléaire iranien de façon significative.

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à une séance plénière de la Knesset, le Parlement israélien, à Jérusalem, le 11 juin 2025. RONEN ZVULUN / REUTERS

Mais, dans le même temps, M. Nétanyahou tonne contre les négociations en vue d'un accord sur le programme nucléaire iranien, que mène l'administration démocrate, et qui doivent permettre à l'Iran de s'ouvrir aux investisseurs occidentaux. En 2015, le premier ministre défie ouvertement M. Obama devant le Congrès américain, dénonçant cet accord, tout en comparant la République islamique au régime nazi. Ce coup d'éclat demeure sans lendemain : l'accord est signé. Mais Donald Trump le déchirera en 2019, à la plus grande satisfaction de M. Nétanyahou.

**Attaques clandestines**

Le premier mandat de M. Trump est une période faste pour Israël, qui multiplie les attaques clandestines en Iran. Nombre de scientifiques iraniens sont assassinés, le dernier en date étant Mohsen Fakhrizadeh, en 2020. A tel point qu'en fin de mandat, en 2021, l'armée américaine doit dépêcher l'un de ses plus haut gradés à Tel-Aviv, pour intimer à M. Nétanyahou de cesser de militer auprès de son « ami » Donald Trump, encore président quelques semaines, en faveur de frappes contre la République islamique.

Ensuite, l'administration démocrate de Joe Biden s'est gardée de livrer à Israël les bombes de forte pénétration (MOAB) qui, seules, peuvent endommager les installations les plus profondément enterrées en Iran. De même, elle a tardé à livrer des avions ravitailleurs indispensables aux plans d'attaque de l'armée israélienne contre l'Iran. Des plans qui prévoient près de 4 000 cibles, à frapper durant plusieurs jours avec l'aide d'aviations alliées, en Iran mais aussi dans toute la région, afin de détruire l'essentiel des capacités de riposte de Téhéran et de ses milices régionales.

Dix-huit mois de guerre à Gaza, et au Liban, ont simplifié cette équation. M. Nétanyahou n'a plus à craindre une riposte d'une telle ampleur. La population israélienne s'est accoutumée à la guerre, et la destruction de Gaza a déjà lancé la justice internationale sur la trace de M. Nétanyahou et des plus hauts responsables militaires israéliens. C'est dans ce contexte que celui qui fut longtemps considéré comme le premier ministre le moins enclin à la guerre de l'histoire d'Israël a choisi de poursuivre méthodiquement son escalade régionale, en frappant massivement l'Iran. M. Nétanyahou veut poursuivre la transformation radicale de l'ordre régionale dont le Hamas lui a fourni l'occasion, en lançant l'attaque terroriste du 7 octobre 2023. C'est l'aboutissement d'une lutte personnelle et obsessionnelle, qui remonte à plus de trente ans.

Le Monde

Adrien Pécout
13 juin 2025

# Les nouvelles attaques israéliennes contre l'Iran font flamber les cours du pétrole

## Si aucun dommage n'a été causé aux installations de raffinage et aux dépôts de pétrole, selon Israël, l'offensive fait craindre une baisse de la production de la République islamique.

Les frappes aériennes menées par Israël, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, contre plusieurs régions d'Iran rappellent qu'à chaque regain de tension géopolitique les cours du pétrole peuvent s'enflammer de nouveau. Vers 4 heures du matin, vendredi, le baril de brent de mer du Nord a bondi de 10 %, pour atteindre 76 dollars (66 euros), avant de dépasser, plus tard dans la journée, les 78 dollars. Même rebond pour le West Texas Intermediate, référence américaine. Soit *« la plus forte hausse en une seule journée depuis cinq ans »*, d'après les analystes de S&P Global Commodity Insights.

Devant un bâtiment touché par une frappe israélienne à Téhéran, le 13 juin 2025. MEGHDAD MADADI /AFP

Pourtant, depuis avril, la tendance était clairement à la baisse. Sous le double effet du président américain, Donald Trump (guerre commerciale tous azimuts), et des barils supplémentaires annoncés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les cours de l'or noir avaient plongé sous les 70 dollars. Aujourd'hui, ils se rapprochent de nouveau de leur prix moyen de 2024, qui était d'environ 81 dollars.

Accusant Téhéran d'avoir financé et organisé les attaques du Hamas palestinien contre Israël le 7 octobre 2023, le gouvernement du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a déclaré avoir notamment ciblé, dans la nuit du 12 au 13 juin, des sites nucléaires d'enrichissement d'uranium en Iran, qu'il suspecte de préparer une bombe atomique. *« Aucun dommage n'a été causé aux installations de raffinage et aux dépôts de pétrole du pays, et actuellement les activités de ces installations ainsi que l'approvisionnement en carburant se poursuivent dans toutes les régions du pays sans interruption »*, déclarait cependant, par communiqué, vendredi en tout début de journée, le ministère du pétrole iranien.

**« Impact significatif »**

Il n'empêche, cette nouvelle offensive a ravivé les craintes : la National Iranian Oil Company sera-t-elle en mesure de poursuivre son activité comme elle l'entend, et d'alimenter le marché ? Malgré les sanctions américaines qui pèsent sur elle, la République islamique reste l'un des principaux producteurs mondiaux de pétrole brut. En avril, le pays a extrait 3,4 millions de barils par jour, selon l'Agence internationale de l'énergie. Ce qui en fait le troisième acteur le plus important parmi les 12 membres de l'OPEP – derrière l'Arabie saoudite (près de 9 millions de barils chaque jour) et l'Irak (4,2 millions).

Ces derniers mois, outre la consommation intérieure de quelque 85 millions d'habitants, près de la moitié des flux iraniens était exportée, principalement à destination de la Chine. *« La clé est de savoir si les exportations de pétrole seront affectées »* ou non par les bombardements israéliens, écrit Richard Joswick, pour S&P Global Commodity Insights. Selon le dernier classement disponible de l'Energy Institute, en 2023, l'Iran représente à lui seul près de 5 % de l'offre pétrolière à travers le monde – en incluant aussi pétrole de schiste, sables bitumineux et autres produits.

*« Les capacités excédentaires de l'OPEP+* [l'OPEP et ses alliés, dont la Russie] *pourraient permettre de compenser une baisse de la production iranienne »*, estime Mukesh Sahdev, analyste chez Rystad Energy. A condition, toutefois, que la circulation des navires par le détroit d'Ormuz soit préservée. D'ores et déjà, l'escalade des tensions a *« un impact significatif sur les tarifs de fret »* des pétroliers, selon Anoop Singh, analyste pour le courtier Oil Brokerage Limited, cité par l'agence Bloomberg.

Inversement, Téhéran est également très dépendant de ses ventes de pétrole. S'il voulait équilibrer totalement son budget, l'Etat iranien aurait besoin d'un prix du baril encore sensiblement plus élevé : près de 122 dollars pour l'année 2024, et 124 dollars pour 2025, selon des calculs publiés en octobre 2024 par le Fonds monétaire international.

The New York Times June 13, 2025

# Israel's Strike on Iran Comes at a Moment of Weakness for Iran's Proxies

## Iran's "Axis of Resistance," the network of militias it has fostered in the Middle East to help it fight Israel, has become seriously degraded, experts say.

For four decades, Iran poured billions of dollars, weapons and military minds into a grand project: building up a network of anti-Israel militias in the Middle East known as the "Axis of Resistance" that would join Iran if a war with Israel broke out.

The stunning series of Israeli strikes on Iran on Friday underscored just how degraded that axis has become over the past year, with few expecting those armed groups to meaningfully respond to the Israeli aggression, experts say.

In the clearest sign of that weakened stance, Hezbollah, the Lebanese militant group seen as Iran's most powerful proxy, condemned the Israeli attack in a statement but stopped short of vowing any military action in response — a notable omission from a group that has long served as the central pillar of the axis. The Houthis in Yemen also made no mention of responding militarily in their statement condemning the Israeli attack.

"The axis hasn't been fully destroyed, but it has been significantly diminished beyond the point of return," said Mohanad Hage Ali, a senior fellow at the Carnegie Middle East Center in Beirut, Lebanon. "It has been transformed into an axis of sitting ducks waiting for the next Israeli strikes rather than taking initiative and pushing Israel into the defense, as was the case just a few years ago."

Hezbollah supporters paid tribute Hassan Nasrallah, a top leader of the group, at his funeral in Lebanon in February, months after he was killed in an Israeli airstrike. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

Iran fostered the web of armed groups — including Hamas, Hezbollah, the Houthis and militias in Iraq — to enable them to carry out attacks on Israel and to provide Iran with valuable allies in the region that could serve as a deterrent against Israeli attacks on Iran itself.

After the deadly Hamas-led attacks in Israel on Oct. 7, 2023, and Israel's devastating invasion of Gaza, many of those groups carried out their own strikes against Israel. But in the year and a half since, Israel launched audacious attacks on those militias in Lebanon, Syria, Yemen and Iran, and the response from the axis has grown increasingly muted.

Hamas, which long governed in Gaza, has been degraded by more than a year of war set off by the October 2023 attack on Israel.

In Lebanon, Hezbollah is battered after its 14-month war with Israel that wiped out the group's top brass, destroyed much of its arsenal and left the country with a multibillion-dollar bill for reconstruction.

Since a cease-fire agreement in November, Hezbollah has largely not responded to the near-daily Israeli airstrikes in Lebanon that have continued over the past seven months despite the truce — a notable sign of Israel's degradation of the group, analysts say.

Its stinging defeat also spurred political momentum against the group, undoing its once iron grip on Lebanon's politics. Hezbollah is now facing growing pressure to disarm, after many Lebanese blamed Hezbollah for dragging the country into one of its deadliest and most destructive wars.

"Beyond military limitations, Hezbollah's political standing is also strained," said Johnny Mounayar, a political analyst based in Beirut. "Domestically in Lebanon, opposition to Hezbollah has grown and even former allies are no longer aligned with it."

Both Hezbollah and Iran also lost a key ally in December, after Syrian rebels — who Hezbollah fought — toppled the government of Bashar al-Assad, ousting a key ally of Iran in the region and cutting off the main land route it used to supply weapons and cash to Hezbollah in Lebanon.

Syria's new authorities have made clear that the Iranian government is no longer wel-

come in Syria and have shown an initial willingness to engage with Israel.

Among Iran's proxies, still intact are Iranian-backed Iraqi militias and the Houthis, though both are more peripheral to the conflict with Israel. Among the handful of major Iraqi militias, a leader of only one which operates primarily in Syria and has attacked Israel — Kata'ib Sayyid al-Shuhada — suggested an armed response to the Israeli attack. "If the war breaks out then hundreds of suicide bombers will be on time," the militia's general secretary, Abu Alaa Al-Walae, said in a social media post on Thursday night.

The strongest arm of the axis now appears to be the Houthis, who control most of northwestern Yemen and have been launching rockets and drones at Israel and targeting ships in the Red Sea since October 2023, in what Houthi officials have characterized as a campaign of solidarity with Palestinians in Gaza.

Those attacks appeared to ramp up last month when a Houthi missile landed near a terminal of Israel's main international airport. In response, Israel bombed the international airport in Yemen, which serves the capital, Sana, causing extensive damage and destroying the last remaining aircraft used by the Houthi government, according to Israeli officials.

The Houthis have still retained their ability to hit ships in the Red Sea, and last month they expanded their attacks on Israeli interests there to include vessels at or on their way to the port of Haifa.

"Now the Houthis are the most capable and forthcoming of the axis, but at the same time the strikes have had an impact on their capacity," said Mr. Ali, the analyst. "We've seen a diminishing of their capabilities over the past two years, that should be taken into account in the bigger picture."

Le Monde 13 juin 2025

# Israël-Iran : le choix de la guerre et de ses risques

Le pari de la force contre Téhéran, fait par Benyamin Nétanyahou au mépris du droit, suscite de grandes inquiétudes dans la région, alors que l'Etat hébreu maintient Gaza dans le chaos et fragilise le Liban et la Syrie par des frappes incessantes.

Alors qu'il subit depuis le 13 juin une campagne massive de bombardements israéliens, le régime au pouvoir à Téhéran peut prendre la mesure de son isolement. Ce régime s'est rendu détestable, il est vrai, avec persévérance, mais il paie avant tout le prix de son choix d'enrichir l'uranium à des niveaux seulement compatibles avec un programme militaire, en dépit de ses dénégations. La volonté d'y mettre un terme définitif permet d'ailleurs à Israël de bénéficier du soutien affiché ou tacite de nombreux pays occidentaux.

Pour Téhéran, cette offensive israélienne intervient au pire moment. Les précédentes frappes et représailles, en 2024, ont souligné les limites de son arsenal. « L'axe de la résistance », qui constituait son premier rideau défensif, a été considérablement affaibli après la décimation de la milice chiite du Hezbollah libanais à l'automne. Elle a entraîné par ricochet la chute à Damas de Bachar Al-Assad, devenu pendant la guerre civile qui a ravagé son pays l'obligé du régime iranien. Ce dernier ne peut guère compter sur un réflexe patriotique d'unité après des années de répression de son peuple, étranglé par les sanctions internationales liées à ce programme nucléaire.

Une autre voie, diplomatique, avait été empruntée par le passé, avec la conclusion en 2015 d'un accord, à la suite de la patiente mise en place par Washington d'une large coalition internationale. L'Iran y avait accepté de limiter ses ambitions nucléaires en échange de sa réintégration régionale et de la levée de ces sanctions. Cet accord décrié par les va-t-en guerre aurait pu modifier la donne s'il n'avait pas été déchiré par Donald Trump au cours de son premier mandat. Le président des Etats-Unis a d'ailleurs tenté, dans la précipitation, de parvenir à un nouveau compromis avec Téhéran dès son retour à la Maison Blanche, pour éviter d'être attiré dans un nouveau conflit régional.

Car le pari israélien comporte son lot d'inconnues, au-delà de l'escalade en cours. La première concerne tout d'abord les buts de guerre. En invitant les Iraniens au soulèvement, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, semble lier la destruction du programme nucléaire et le changement de régime, dans une région qui a connu des précédents désastreux. L'efficacité des bombardements israéliens reste également à prouver, sans compter qu'ils pourraient inciter le régime iranien, s'il est capable de résister à cette humiliation, à reprendre son programme clandestinement, en coupant les ponts avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui permet jusqu'à présent de mesurer ses avancées.

La voie de la force et le mépris du droit soulèvent une autre interrogation. Qu'entend faire Israël de son nouveau statut de superpuissance militaire régionale ? La volonté de redessiner le Moyen-Orient en fonction de ses intérêts, et seulement de ses intérêts, suscite déjà les plus grandes inquiétudes. A Gaza, tout d'abord, où les bombardements sans horizon politique entretiennent le chaos. Au Liban et en Syrie ensuite, où Israël fragilise, par ses frappes incessantes, la délicate remise en route des institutions à Beyrouth et la périlleuse transition en cours à Damas.

Il faut pourtant résister à l'ivresse de la puissance et prendre la mesure des devoirs qu'elle confère. Dans le cas contraire, Israël perdrait une occasion unique de briser le cycle des guerres dont le Moyen-Orient est resté jusqu'à présent prisonnier.

The New York Times

David E. Sanger
June 13,2025

# Trump Says Iran 'Must Make a Deal, Before There Is Nothing Left'

## In his first public comments on the Israeli strikes against Iran, the U.S. president said Tehran had brought the destruction on itself and must continue nuclear talks.

President Trump's social media post attempted to put pressure on Iran to continue negotiating.Tierney L. Cross/The New York Times

President Trump's social media post attempted to put pressure on Iran to continue negotiating.Tierney L. Cross / The New York Times

President Trump, in his first public comments on the Israeli strike against Iran, said that Tehran had brought the destruction on itself by failing to accept an offer that he and his envoy Steve Witkoff had put on the table about two weeks ago in nuclear talks.

The proposal would have eventually forced Iran to give up all uranium enrichment.

"I gave Iran chance after chance to make a deal," he wrote on Truth Social, his social media platform, on Friday morning. "I told them, in the strongest of words, to 'just do it,' but no matter how hard they tried, no matter how close they got, they just couldn't get it done."

The negotiations had lasted only two months, and in recent weeks Mr. Trump had told Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel to hold off on any attack in order to let diplomacy play out. On Thursday afternoon, as Israel's final attack preparations were underway, Mr. Trump told reporters, "I don't want them going in" because "I think it would blow it" with the talks. (He immediately added that it "might help actually, but it could also blow it.")

In his post, Mr. Trump suggested that some Iranian leaders who were opposed to a deal had been targeted in the Israeli attack, which killed several top Iranian military officials and at least two prominent nuclear scientists.

"Certain Iranian hardliner's spoke bravely, but they didn't know what was about to happen. They are all DEAD now, and it will only get worse!" Mr. Trump wrote.

During his first term, Mr. Trump pulled the United States out of a 2015 nuclear deal with Iran that was signed by President Barack Obama, deriding the agreement as "one-sided" and a "disaster." It had allowed Iran to keep producing fuel at low levels, suitable for nuclear power plants but not for weapons — a position his own administration considered as recently as two months ago.

American and Iranian negotiators had been planning to meet on Sunday in Oman for a sixth round of talks. Those negotiations are now in limbo, with the Iranian government announcing on state television after the strikes on Friday morning that it would not participate in discussions with the United States on Sunday and until further notice.

Mr. Trump's social media post attempted to put pressure on Iran to continue negotiating. "The next already planned attacks," he wrote, would be "even more brutal."

He added: "Iran must make a deal, before there is nothing left, and save what was once known as the Iranian Empire." In his often-used capital letters, he concluded, "JUST DO IT, BEFORE IT IS TOO LATE."

The New York Times

Patrick Kingsley
June 13, 2025

# Striking the Heart of the Iranian Regime, Netanyahu Looks to His Legacy

## Israel has long fought a shadow war with Iran while avoiding all-out conflict. Now Prime Minister Benjamin Netanyahu is risking it all in pursuit of a conclusive victory.

For years Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, oversaw a clandestine conflict with Iran, one in which every move was calibrated to avoid an all-out war between two of the region's most powerful militaries. Even last year, when both sides openly attacked each other for the first time, Israel avoided strikes that risked igniting a drawn-out battle.

Now, Mr. Netanyahu has thrown caution to the wind with an astonishingly brazen and broad attack on Iran that will likely unleash weeks or more of turmoil across the region. On Mr. Netanyahu's orders, Israel has targeted not only Iran's nuclear sites but its air defenses, its military bases and its most senior military leadership.

In doing so, analysts said, Mr. Netanyahu had short-term motivations: to derail diplomatic negotiations between the United States and Iran, and to prevent the immediate expansion of Iran's nuclear program.

He also has far grander aspirations. For decades, Mr. Netanyahu has presented the Shiite Islamist regime in Iran as the greatest threat to Israel's security, both because of its homegrown efforts to build a nuclear bomb, and because of Iran's support for Palestinian militias and other Arab groups opposed to Israel.
After years of advocating for the overwhelming use of force to quell that danger, Mr. Netanyahu finally seems ready to turn his threats into action — perhaps, analysts said, with an eye on his place in Israeli history

Mr. Netanyahu now risks embroiling the region, and potentially, the United States, in conflict as he faces domestic turmoil at home and greater international censure over his conduct of the war against Hamas in Gaza.

"For him, this is personal — for 25 years, he has been talking about this," said Nadav Shtrauchler, a former adviser to Mr. Netanyahu, and an Israeli political analyst. "This is the big picture that he has been aiming for. This is his legacy."

Mr. Netanyahu had planned a large-scale attack on Iran more than a decade ago, during a previous term as prime minister. But he ultimately called it offunder pressure from the Obama administration and amid concerns in his cabinet about Israel's military capabilities. In 2015, he risked a rupture with President Obama by making a speech to Congress in which he criticized Mr. Obama's efforts to curb Iran's nuclear program through diplomacy.

Recent events have made it easier for the military to strike, likely emboldening Mr. Netanyahu. Over the last year and a half, Israel decimated Iran's regional alliances and reduced Iran's own defensive capabilities. Hezbollah, Iran's ally in Lebanon, is now severely weakened, while the Syrian government, another Iranian ally, was overthrown in December.

Finally, the election of President Trump widened the window of opportunity. Though Mr. Trump pursued a diplomatic arrangement with Iran over its nuclear ambitions and even asked Mr. Netanyahu to delay the strike, the president at times seemed more willing than President Biden to entertain the idea of an attack.

"Diplomatically, Trump's election gave Netanyahu a president willing to rhetorically back a credible military threat," said Michael Koplow, an analyst at Israel Policy Forum, a New York-based research group.

"Netanyahu's preference to deal with Iran's nuclear program through military action has been crystal clear for years, and he finally had his perfect storm of opportunity," Mr. Koplow added.
Domestically, Mr. Netanyahu also stands to benefit from a strike on Iran. His reputation as the guardian of Israel's security was tarnished by Hamas's attack on Israel in October 2023, the deadliest security failure in Israel's history.
If the attack on Friday, which also killed two Iranian nuclear scientists, severely diminishes Iran's nuclear program, analysts said, Mr. Netanyahu could bolster his national standing ahead of a general election next year.

"Netanyahu wants to start his election year with a visible advantage," said Mazal Mualem, a biographer of Mr. Netanyahu and a political commentator.

"Instead of bearing the responsibility for Oct. 7, he wants to be able to etch his role in the history of Israel as the statesman who defeated the Iranian nuclear program," Ms. Mualem said. "But all this of course depends on how things will develop."

Eventually, it could also present Mr. Netanyahu with an opportunity to end the war in Gaza, Mr. Shtrauchler said. For more than a year, Mr. Netanyahu has refused to consider a permanent truce in Gaza without Hamas's complete defeat there, amid strong resistance to such an outcome from his right-wing allies.

By inflicting meaningful wounds on Hamas's biggest benefactor, Iran, it may be easier for Mr. Netanyahu to compromise in Gaza, Mr. Shtrauchler said.

Now, Mr. Shtrauchler said, "He can wrap it up and say we changed the equation for the good. I don't think it will happen tomorrow, but it's a huge step toward that."

The New York Times June 13, 2025

# Israeli Strikes Targeted Some of Iran's Most Important Nuclear Facilities

## Iran's nuclear centers are spread across the country. Here are the sites Israel appears to have attacked

Iran's nuclear industry is well-established, with important centers spread over the country, and some buried deep underground, to protect from the kind of aerial attack Israel has just launched.

**Nuclear and missile facilities in Iran**

:Here are the main centers of Iran's nuclear program

**Natanz**

Roughly 140 miles south of Tehran, Natanz is considered Iran's main center for uranium enrichment, and it was a prime target of the Israeli strikes. The damage to it appeared to be severe. It is only partially underground and was recently reinforced.

Strait of Hormuz Source: Nuclear Threat Initiative - The New York Times

It contains a range of sophisticated centrifuges, including the most advanced models, for enriching uranium to high levels. The International Atomic Energy Agency, the U.N. nuclear watchdog, says there are nearly 14,000 centrifuges at work there, with thousands more in place but inactive.

Uranium enriched at low levels can be used as fuel for civilian uses, such as producing energy. Highly enriched uranium can be used to make nuclear weapons.

Natanz has been targeted in the past, with a computer virus, Stuxnet, some 15 years ago, and with sabotage and explosions as recently as 2021. Iran has always in the past repaired the damage and increased the sophistication of its centrifuges.

Rafael Grossi, the head of the I.A.E.A., confirmed on Friday that Natanz had been hit but said that no radiation leak had been detected so far. He condemned attacks on nuclear facilities in general, as he has done in Ukraine, as very dangerous.

"Any military action that jeopardizes the safety and security of nuclear facilities risks grave consequences for the people of Iran, the region and beyond," Mr. Grossi told the agency's board of governors in Vienna.

**Fordow**

Iran's best-protected nuclear site, Fordow, near the city of Qom, is deep inside a mountain, estimated to be about half a mile below ground to protect it from bombing. Israel did not appear to have attacked it.

To do so would require repeated use of huge "bunker buster" bombs, and most experts think that cannot be done by Israel alone, without American help.

Fordow was operated secretly by Iran until it was exposed in 2009. It contains Iran's most advanced centrifuges and is considered crucial for Iran to enrich uranium to 60 percent, close to bomb grade. It is said to contain close to 3,000 sophisticated centrifuges, more than half of them the most modern type, with the capacity to install at least 1,000 more.

**Parchin**

Parchin is a military complex southeast of the capital, Tehran, where Iran has tested high explosives, which can be used as triggers for nuclear warheads. It is widely suspected that the site was used in the past by Iran in efforts to weaponize enriched uranium.

Iran has denied ever doing nuclear work there but has refused to allow the I.A.E.A. access it has demanded.

**Bushehr**

Bushehr is Iran's only operating nuclear power plant. Located on the coast of the Persian Gulf, it uses Russian fuel that Russia then takes back when it is spent.

euro news.

**Eleonora Vasques**
**13 juin 2025**

# Les frappes israéliennes en Iran, une opération hi-tech secrète du Mossad

Les sources ont déclaré à Euronews que le Mossad israélien a utilisé des systèmes avancés et des drones explosifs pour frapper plusieurs cibles en Iran, notamment des systèmes de défense aérienne et des lanceurs de missiles près de Téhéran.View on euronews

L'agence de renseignement israélienne Mossad a monté une opération secrète sur plusieurs fronts à l'intérieur de l'Iran, en utilisant des systèmes avancés et des drones explosifs pour frapper plusieurs cibles dans la nuit de vendredi à samedi, ont indiqué des sources à **Euronews**.

Le Mossad a réussi à placer des systèmes avec des «armes guidées avec précision» profondément dans le territoire de Téhéran, a déclaré une source du renseignement israélien à **Euronews** sous le couvert de l'anonymat.

«Ils ont été positionnés dans des zones ouvertes près des systèmes de missiles sol-air iraniens», a ajouté la source.

Le système a été activé lorsque l'offensive militaire israélienne a commencé, au moment où les missiles à guidage de précision étaient sur le point d'être lancés, ont confirmé les services de renseignement israéliens.

**Related**

Le conflit avec l'Iran va tester l'arsenal high-tech d'Israël

Quelles sont les défenses aériennes d'Israël ? Et pourquoi sont-elles si efficaces ?
Dans le cadre d'une opération distincte, le Mossad a secrètement installé des «systèmes de frappe et des technologies avancées sur des véhicules» afin de «neutraliser les capacités de défense aérienne iraniennes» qui, selon Israël, constituaient une menace pour ses avions de chasse.

Ces systèmes ont été activés «au début de l'attaque surprise», a déclaré la source de renseignements israélienne, «lançant des armes qui ont complètement détruit les cibles de la défense aérienne iranienne».

Une troisième campagne a également été lancée, le Mossad agissant bien avant l'opération de la nuit dernière. Les services secrets ont établi «une base de drones explosifs» dans les profondeurs de l'Iran, a déclaré la source.

«Pendant la frappe israélienne, ces drones ont été activés et lancés vers des lanceurs de missiles surface-surface sur la base d›Esfajabad, près de Téhéran», a conclu le service de renseignement israélien.
Les informations obtenues par **Euronews** ont depuis été corroborées par des rapports similaires émanant d'organismes israéliens et internationaux.

Israël a lancé des frappes à travers l'Iran dans la nuit de vendredi à samedi, ciblant le programme nucléaire de Téhéran et tuant le commandant des gardiens de la révolution Hossein Salami, le chef d'état-major Mohammad Hossein Bagheri et le commandant des forces d'urgence Gholam Rashid, ainsi qu'au moins six scientifiques nucléaires de haut niveau.

---

LE FIGARO

**Gilles Kepel**
**14 juin 2025**

# Frappes israéliennes sur l'Iran : par-delà le Moyen-Orient, le monde entier retient son souffle

Si la principale cause de l'offensive de l'État hébreu en Iran est à chercher du côté de la politique intérieure israélienne, cette opération pourrait embraser la région, voire la planète, estime le géopolitologue *.

Les frappes israéliennes sur la République islamique qui ont commencé dans la nuit du vendredi 13 juin marquent le début d'une offensive qui se veut décisive, dans la foulée de la liquidation militaire du Hamas à Gaza, du Hezbollah au Liban et du régime de Bachar el-Assad en Syrie. Leur éventualité s'était brusquement accrue deux jours auparavant - lorsque le personnel diplomatique américain « non essentiel » avait été évacué des pays voisins, par crainte de tirs de rétorsion éventuels de Téhéran. Pourtant, des pourparlers sur la question nucléaire avaient commencé le 12 avril par l'entremise du sultanat d'Oman entre l'équipe de Donald Trump et le gouvernement des mollahs, et de multiples scénarios circulaient sur la réintégration envisagée d'un Iran « assagi » dans la communauté internationale. Le dimanche 15 juin devait se tenir à Mascate le 6e cycle de négociations menées par l'envoyé spécial de la Maison-Blanche Steve Witkoff et le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi - en dépit d'une conférence de presse du président des États-Unis à la tonalité pessimiste sur la volonté de compromis de l'autre partie, il y a deux jours.

La brusque dégradation de la situation, le ciblage particulièrement efficace de dirigeants militaires, de scientifiques

spécialistes du nucléaire et de bases aériennes met l'affrontement israélo-iranien à un niveau jamais vu. L'approbation des frappes par Donald Trump, qui les a qualifiées « d'excellentes » dans les heures qui ont suivi, manifeste qu'un engrenage s'est enclenché qui devrait aboutir, dans son esprit, soit à des concessions sous la pression, soit à une guerre - qui pourrait embraser la région, sinon la planète, parachevant le bouleversement du monde qu'a inauguré la razzia pogromiste du Hamas le 7 octobre 2023.

La précipitation des événements se situe toutefois dans l'entrecroisement de plusieurs perspectives, dont la première est proprement israélienne. La poursuite de l'offensive à Gaza voulue par M. Netanyahou, qui a causé plus de 50 000 morts et la dévastation complète du territoire, y créant une situation apocalyptique, n'a plus de rationalité militaire, le Hamas étant désormais incapable de porter des coups significatifs à l'État hébreu.

Sa principale cause est politique et directement liée à la survie du premier ministre, qui s'est lancé dans cette fuite en avant pour sauver son poste et éviter ainsi de répondre à la question de ses responsabilités pour n'avoir su détecter et éviter les massacres de 1 210 personnes et la prise en otages de 250 autres mis en œuvre par Yahya Sinwar sur le territoire israélien. Cette politique a désormais atteint son asymptote et suscite tant de réactions hostiles, à travers la planète, une partie significative de la communauté juive et en Israël même - où elle est désormais qualifiée de « génocidaire » dans les colonnes du quotidien Haaretz - que sa poursuite acharnée devient contre-productive pour son instigateur. En revanche, la liquidation du Hezbollah, puis celle du régime d'el-Assad, ont bénéficié d'un large consensus favorable, fût-il implicite, notamment dans le monde arabe. L'offensive déclenchée contre l'Iran ce vendredi 13 juin - dont les États-Unis ont annoncé ne pas être à l'initiative (même si le locataire versatile de la Maison-Blanche déclare ex-post en recueillir le fruit) - prolonge en ce sens l'anéantissement de Gaza, devenu un fardeau politique pour M. Netanyahou, et s'y substitue afin de devenir un nouvel et ultime atout pour lui - comme ce fut le cas au Liban et en Syrie.

Mais le risque pris par le premier ministre dans ce dernier cas est d'une tout autre ampleur : la chute du régime des mollahs, conséquence inévitable de leur incapacité à disposer de l'arme nucléaire, ne susciterait guère plus de réprobations d'ordre moral ou humanitaire à travers le monde que la fin d'el-Assad. Or l'Iran, bien que ravagé par l'incurie et la corruption, et où les idéaux islamistes sont aussi peu populaires que ceux du communisme dans l'URSS finissante, dispose toujours, quoique blessé sévèrement dès la première salve du 13 juin, d'une très grande capacité de nuisance ne serait-ce que dans son environnement immédiat, la région du golfe Persique et de la péninsule arabique, richissime autant que fragile producteur et exportateur principal des hydrocarbures qui font tourner la planète et détenteur des principales liquidités financières qui abondent l'économie mondiale.

Dans les heures qui ont suivi l'offensive, la hausse des cours du brut a atteint un pic de 12 % sur les marchés asiatiques, et quelque 5 % dans le monde en fin de journée de vendredi, tandis que les Bourses commençaient à baisser, dans l'attente de la réaction de Téhéran. Le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 20 % des flux mondiaux de pétrole, se traduirait immédiatement par une forte déstabilisation des marchés - en parallèle aux tensions sur l'autre axe maritime tout proche de la mer Rouge et du canal de Suez, où les mandataires houthistes de l'Iran ont déjà abondamment démontré leurs capacités de perturbation et de piraterie. Par-delà le Moyen-Orient, c'est donc le monde entier qui retient son souffle.

---

euro news.

**Emma De Ruiter**
**14 juin 2025**

# Trump déclare que l'Iran a une «seconde chance» de revenir à l'accord nucléaire

Le président américain Donald Trump a exhorté l'Iran à conclure rapidement un accord sur la limitation de son programme nucléaire, alors qu'Israël a promis de poursuivre ses bombardements sur le pays.View on euronews

Le président américain Donald Trump a présenté le moment instable que traverse le Moyen-Orient comme une possible «seconde chance» pour les dirigeants iraniens d'éviter de nouvelles destructions «avant qu'il ne reste plus rien et de sauver ce qui était autrefois connu sous le nom d'Empire iranien».

**M. Trump a affirmé sur sa plateforme Truth Social qu'il avait donné à l'Iran un «ultimatum de 60 jours pour conclure un accord», et que vendredi marquait le «61e jour».**

La Maison Blanche a insisté sur le fait que Washington n'était pas impliqué dans l'opération militaire d'Israël, bien que des responsables américains anonymes aient déclaré que l'administration Trump était au courant à l'avance des attaques à grande échelle prévues par Israël contre l'Iran.

Dans une interview accordée à ABC News vendredi matin, M. Trump a déclaré que l'attaque israélienne contre l'Iran était «excellente» et a de nouveau annoncé d'autres attaques à venir.

«Nous leur avons donné une chance et ils ne l'ont pas saisie», a déclaré M. Trump à Jon Karl, de la chaîne ABC. «Ils ont été frappés durement, très durement. Ils ont été frappés aussi durement que vous pouvez l'être. Et ce n'est pas fini. Beaucoup plus.»

Le président américain a insisté sur l'Iran lorsqu'il a rencontré

son équipe de sécurité nationale dans la Situation Room vendredi pour discuter de la voie à suivre après les frappes dévastatrices d'Israël, que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est engagé à poursuivre pendant «autant de jours qu'il le faudra» pour décapiter le programme nucléaire iranien.

Bien que la Maison Blanche ait déclaré n'avoir aucune implication dans les frappes, M. Trump a souligné qu'Israël avait utilisé son arsenal d'armes fourni par les États-Unis pour cibler la principale installation d'enrichissement de l'Iran à Natanz et le programme de missiles balistiques du pays, ainsi que des scientifiques et des responsables nucléaires de haut niveau.
Il n'est pas certain que les pourparlers prévus entre les États-Unis et l'Iran se poursuivent

À la suite des frappes israéliennes, les États-Unis déplacent leurs ressources militaires, notamment leurs navires, au Moyen-Orient afin de se prémunir contre d'éventuelles représailles de Téhéran, selon deux responsables américains qui se sont exprimés sous le couvert de l'anonymat pour évoquer des sujets sensibles.

**La marine a ordonné au destroyer USS Thomas Hudner de commencer à naviguer vers la Méditerranée orientale et à un deuxième destroyer de commencer à avancer, afin qu'il puisse être disponible si la Maison Blanche le demande.**

Alors qu'Israël a intensifié la planification de ses frappes au cours des dernières semaines, l'Iran a indiqué que les États-Unis seraient tenus pour responsables en cas d'attaque israélienne. Cet avertissement a été lancé par le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, alors même qu'il s'entretenait avec l'envoyé spécial de Trump, Steve Witkoff, au sujet du programme nucléaire de Téhéran, qui progresse rapidement.

Les frappes de vendredi ont eu lieu alors que M. Trump prévoyait d'envoyer M. Witkoff à Oman dimanche pour le prochain cycle de négociations avec le ministre iranien des affaires étrangères.

M. Witkoff prévoit toujours de se rendre à Oman ce week-end pour des discussions sur le programme nucléaire de Téhéran, mais il n'est pas certain que les Iraniens y participeront, selon des responsables américains qui ont parlé sous le couvert de l'anonymat pour décrire des discussions diplomatiques privées.

M. Trump s'est également entretenu vendredi avec le Premier ministre britannique Keir Starmer et le président français Emmanuel Macron au sujet de l'évolution de la situation, ainsi qu'avec M. Netanyahu.

---

LE FIGARO

**Guillaume de Dieuleveult**
**14 juin 2025**

# Israël entre en guerre contre l'Iran, le Moyen-Orient plonge dans l'inconnu

L'attaque, d'une ampleur inédite, a été visiblement préparée depuis des années, dans le but de détruire la menace nucléaire du régime iranien. Les jours qui viennent s'annoncent décisifs pour la région.

Ce n'est pas une offensive de plus, c'est une guerre. Elle a commencé dans la nuit de jeudi à vendredi par une série de frappes israéliennes sur l'Iran, plongeant tout le Proche-Orient dans l'inconnu. Impossible de savoir quand elle finira. S'agit-il d'écarter durablement la menace nucléaire ou de faire tomber le régime iranien ? Israël est clair sur un point : l'Iran, tel qu'il se présente actuellement, est une menace existentielle qui doit être détruite.

Après vingt longs mois d'une guerre qui ont vu Israël se battre, parfois simultanément, dans la bande de Gaza contre le Hamas, au Liban contre le Hezbollah, au Yémen contre les houthistes, en Cisjordanie contre les « brigades » de la résistance, en Syrie contre les milices émergeant de l'après-Bachar el-Assad, l'Iran est désormais un champ de bataille. Il eut été téméraire de prédire l'heure de vérité, mais elle semblait inéluctable. Comme pour mieux marquer le caractère dramatique du moment, Benyamin Netanyahou a diffusé, en pleine nuit, une allocution solennelle en anglais. « Il y a quelques instants, Israël a lancé l'opération Rising Lion. Une opération militaire ciblée pour écarter la menace iranienne sur l'existence d'Israël. Cette opération continuera aussi longtemps qu'il le faudra afin de détruire cette menace. » Le nom de code « Rising Lion », est une référence à un texte de la Bible à la tonalité martiale : « Voici qu'un peuple se lèvera comme une lionne, comme un lion il se dressera. Il ne se couchera pas sans avoir dévoré sa proie, sans avoir bu le sang des victimes ! »

Vendredi, le service de communication du gouvernement a diffusé une photo du premier ministre, en prière devant le « Kotel », le mur du Temple à Jérusalem, glissant entre deux pierres un billet griffonné de cet extrait du livre des Nombres.

L'annonce était diffusée alors même que les Israéliens venaient d'être tirés du lit par le hululement des sirènes. Cette fois, elles ne prévenaient pas de l'approche d'un missile houthiste ou d'un drone du Hezbollah. Il s'agissait de réveiller le peuple et de le mettre en état d'alerte. Le commandement de la défense intérieure demandait de rester à proximité des abris.

En Iran, Israël lançait une opération d'une ampleur inédite, sur l'air et au sol. Deux cents avions israéliens étaient mobilisés, pour la plupart des chasseurs. À terre, des commandos du Mossad entraient en action. « Une telle opération a nécessairement été préparée pendant des années », estime Sima Shine, ancien officier des services de renseignements extérieurs israéliens et chercheuse à l'INSS de l'université de Tel-Aviv. D'après elle, les agents du Mossad ont opéré à plusieurs niveaux. « Des unités de commandos ont déployé des systèmes de guidage à proximité de sites de lancement de missiles iraniens, affirme-t-elle. Une opération sé-

parée avait pour objectif de neutraliser les capacités de défense aériennes. » Elle estime que le Mossad avait déployé en Iran un système « semblable à ce qui a été fait par l'Ukraine en Russie » : une attaque simultanée de drones lancés depuis le sol iranien. L'assaut du Mossad, soigneusement organisé en coopération avec l'armée israélienne, a été lancé de manière simultanée.

Dans l'air, les avions israéliens ont attaqué plusieurs types de cibles. Ils ont frappé et éliminé plusieurs têtes du système sécuritaire iranien : le chef d'état-major de l'armée iranienne, le commandant en chef des gardiens de la révolution, le commandant en chef du Khatam al-Anbiya, un organe assurant la coordination entre les forces armées iraniennes. Ont également été tués six scientifiques en charge du programme nucléaire. Le conseiller du guide suprême Ali Khamenei a été gravement blessé. D'après les médias iraniens, 78 personnes ont été tuées et 329, blessées au cours des frappes.

En tout, au cours de la nuit, une centaine de sites ont été visés. Il s'agit de structures liées au programme nucléaire iranien : à Natanz, Arak, Fordo. « Nous sommes passés à l'offensive parce que c'était le moment, nous avions atteint le point de non-retour », a affirmé le lieutenant-général Zamir, chef d'état-major de l'armée israélienne. D'après les informations israéliennes, l'Iran était tout proche d'avoir suffisamment d'uranium militaire pour faire neuf à quinze têtes nucléaires. Jeudi, l'Agence international de l'énergie atomique avait accusé l'Iran de ne pas respecter ses obligations nucléaires.

Puissance dotée de la bombe atomique, Israël a toujours placé une ligne rouge : pas question d'un Iran disposant de l'arme nucléaire. C'est un point fixe de la politique étrangère de Benyamin Netanyahou depuis des années. Les négociations en cours avec les États-Unis semblaient tourner en rond. Donald Trump a fait savoir vendredi qu'il avait donné à la République islamique un ultimatum afin de trouver une solution diplomatique, et que la date était dépassée.

La seconde vague israélienne a ciblé les sites de missiles balistiques, la défense aérienne, les radars. Il s'agissait de neutraliser au maximum les capacités de réponse de l'armée iranienne. Vendredi, dans la matinée, une première attaque de drones, environ une centaine, a été repoussée par Israël, avec l'aide de la Jordanie. Un officier israélien estime que cette attaque de drones est le signe que, dans un premier temps, l'Iran a perdu en partie sa capacité de riposte balistique.

Ennemi juré d'Israël, la République islamique se battait depuis des années derrière ses affidés dans la région : Hamas, Hezbollah, houthistes. Désormais, l'affrontement est direct. Un premier pas vers cette confrontation avait été franchi en octobre, quand l'Iran avait riposté à une attaque israélienne par un bombardement massif de drones et de missiles balistiques, dont la plupart avaient été interceptés. Vendredi, le président iranien a promis que « l'ennemi allait regretter ses actions ». Israël se prépare à la réponse. Israël s'attend à être exposé à « plusieurs vagues d'attaques iraniennes », dit Netanyahou

Le pays en a eu un aperçu vendredi après-midi dans la région du Golan : les sirènes ont résonné dans plusieurs villes de la vallée de la Houla, quand le Hezbollah a tiré au moins un drone vers Israël. Il a été intercepté, des équipes de pompiers se sont activées à éteindre le feu qui a résulté de l'attaque.

Mais Israël se prépare, dans les heures qui viennent, à une attaque bien plus massive, et potentiellement plus destructrice que celle d'octobre. Le commandement du front intérieur redoute que davantage de cibles civiles soient visées, avec potentiellement plus de victimes. Les consignes sont strictes. Écoles et synagogues sont fermées, les boutiques sont closes, l'aéroport Ben-Gourion aussi. Le ciel est vide d'avions, si ce n'est les chasseurs de l'armée, dont le grondement se fait entendre par instants.

À ceci près, vendredi, Jérusalem était plongée dans un silence de mort. Qu'il s'agisse des quartiers arabes de Jérusalem-Est ou juifs de Jérusalem-Ouest, la ville était déserte, attendant la frappe iranienne. Dans une interview à la radio publique, un officier du commandement du front intérieur insiste sur le danger : « Si des missiles sont tirés, ils n'auront rien à voir avec ceux que nous connaissons bien, tirés depuis la bande de Gaza. Ce seront des missiles équipés d'une grosse ogive, pouvant infliger des dommages majeurs. » Il appelait le public à se préparer à se rendre dans les abris. Chaque quartier en est équipé, les habitants qui ne disposent pas d'une chambre forte chez eux en connaissent l'emplacement et sont prêts à y aller.

Un sondage publié dès vendredi matin indiquait que 56 % des Israéliens soutiennent cette opération contre l'Iran. Usés par la plus longue guerre de leur histoire, fatigués d'espérer le retour des 55 otages toujours aux mains du Hamas, ils sont pourtant convaincus qu'il n'est pas envisageable de vivre sous la menace nucléaire de l'Iran.

Sur le front diplomatique, les effets immédiats de cette nouvelle donne se font déjà sentir. La conférence qui devait se tenir la semaine prochaine à New York, sous la présidence de la France et de l'Arabie saoudite, a été repoussée : elle avait pour objectif de poser les bases d'un État palestinien. La question de sa reconnaissance ou non par la France était dans la balance. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir vendredi à la demande de l'Iran. « L'Iran réaffirme son droit à se défendre et répondra de manière décisive et proportionnée à ces actes lâches et illégaux », affirme le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, dans une lettre aux quinze membres du Conseil.

Les jours qui viennent seront cruciaux. L'armée israélienne déploie des réservistes à travers le pays. L'avenir immédiat sera déterminé par le succès des frappes israéliennes contre les infrastructures nucléaires. N'écartant rien, Israël est clair sur le fait que les frappes aériennes vont continuer. Vendredi, de nouvelles attaques ont eu lieu dans plusieurs zones du pays, notamment des aéroports.

Jusqu'à présent, Israël dit avoir agi sans aide extérieure. Mais les États-Unis ont affiché leur plein soutien à leur allié historique et ont envoyé deux destroyers dans la zone. Leur implication aux côtés d'Israël jouera un rôle clé au cours des prochains jours. La balle est désormais dans le camp iranien. G. D.

Le Monde

Hélène Sallon
14 juin 2025

# Attaque d'Israël contre l'Iran : la faillite de l'« axe de la résistance » pro-Téhéran

## Face à Israël, la République islamique d'Iran ne peut plus compter sur ses alliés au Liban, en Irak et au Yémen, affaiblis depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

La République islamique d'Iran a lancé, seule, sa riposte contre Israël, vendredi 13 juin, en réponse à l'attaque massive de l'Etat hébreu contre son programme nucléaire et ses cadres. Ses alliés au sein de l'« axe de la résistance » à Israël sont restés atones, à l'exception d'un tir isolé de missile par les houthistes yéménites qui a manqué sa cible et s'est abattu sur Hébron, en Cisjordanie occupée, blessant trois enfants. Vingt mois après le début de la guerre dans la bande de Gaza, en octobre 2023, les alliés de l'Iran au Liban, en Irak et au Yémen font pâle figure et soupèsent le prix d'un engagement face à un ennemi qui a fait la démonstration de son écrasante supériorité militaire.

Rassemblement organisé en soutien aux Palestiniens et pour condamner les frappes israéliennes contre l'Iran, à Sanaa, le 13 juin 2025. Les portraits brandis sont ceux de généraux et de scientifiques iraniens assassinés. MOHAMMED HUWAIS / AFP

*« Certains raillent un "axe de la non-résistance". La formule est exagérée, mais l'affaiblissement important de différents membres de l'axe change, en effet, beaucoup l'équation pour l'Iran et contraint son jeu, alors que les précédentes confrontations avec Israël, en avril et en octobre 2024, ont mis en exergue un déséquilibre fondamental : la capacité d'Israël à faire mal est bien supérieure à la sienne »*, souligne Thomas Juneau, professeur à l'Ecole supérieure d'affaires publiques et internationales de l'université d'Ottawa, au Canada, et spécialiste de l'Iran et du Yémen au sein du cercle de réflexion Chatham House.

Déjà, en avril et en octobre 2024, les alliés de la République islamique n'avaient pas pris part aux représailles de l'Iran contre Israël. Ils n'ont pas non plus volé au secours du dictateur syrien Bachar Al-Assad, dont la chute, le 8 décembre 2024, a sorti la Syrie du giron iranien. *« Ils ont conscience qu'ils n'ont pas les moyens d'une riposte. Il y a une prise de conscience aussi de la stratégie israélienne de disproportion : si tu t'attaques aux intérêts israéliens, tu cours le risque d'être oblitéré. Le bluff ne marche plus face à la tactique de l'escalade israélienne »*, pointe Robin Beaumont, expert de l'Irak au sein de l'organisme de recherche Noria.

Le Hamas palestinien, qui a lancé, le 7 octobre 2023, l'attaque meurtrière contre Israël à l'origine de la guerre à Gaza, et le Hezbollah libanais, qui a ouvert, dès le lendemain, un front de soutien entraînant une guerre ouverte avec Israël à l'automne 2024, l'ont appris à leurs dépens. Leur direction a été décapitée et leur arsenal en grande partie détruit par Israël. L'Etat hébreu a occasionné d'importantes pertes humaines – plus de 55 000 morts à Gaza et 4 000 au Liban – et des destructions massives.

### Soutien symbolique

Le parti chiite libanais, contraint, au terme du cessez-le-feu signé avec Israël en novembre 2024, d'accepter son désarmement au Sud-Liban, puis la perte de sa quasi-hégémonie politique, a été pressé, vendredi, par les autorités libanaises, de ne pas participer à la riposte iranienne. Le secrétaire général du Hezbollah, Naïm Qassem, a donné des gages, conscient qu'une reprise des hostilités contre Israël lui vaudrait les foudres des Libanais comme de ses partisans, qui ont peu goûté l'absence de tout soutien iranien au Hezbollah durant la guerre. Le cheikh Naïm a précisé que les attaques israéliennes ne resteront pas sans réponse, mais que celle-ci viendra *« de la République islamique d'Iran »*.

Tout aussi symbolique a été le soutien, en Irak, des milices chiites pro-iraniennes, dont une manifestation dans le centre de Bagdad, vendredi soir, n'a rassemblé que 200 personnes. Depuis octobre 2023,

ces factions armées sont restées en retrait du conflit à Gaza, et de la confrontation entre l'Iran et Israël, du fait des risques d'escalade avec les Américains, qui disposent de bases dans le pays dans le cadre de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique. *« Elles n'ont pas intérêt à intervenir. La question palestinienne est importante, mais ne mobilise pas. Et, dans le contexte des élections législatives de novembre, les Irakiens sont prêts à sanctionner quiconque précipitera l'Irak dans une nouvelle guerre. Les milices ont plus à gagner à faire le pari de l'Etat, pour s'enrichir, que de la résistance »*, analyse M. Beaumont.

La disposition du président américain, Donald Trump, à sceller un accord avec l'Iran sur le dossier nucléaire, en échange d'une levée des sanctions, a dessiné de nouvelles perspectives. *« Cela a ouvert une réflexion stratégique sur la préservation de leurs intérêts politiques et économiques par une mutation vers l'activité politique. Les Iraniens eux-mêmes réfléchissent à une mutation des modalités d'action de l'axe, priorisant l'influence politique sur le militaire, pour ne pas que l'axe disparaisse »*, poursuit le chercheur.

Seuls les houthistes font encore figure d'exception. Les rebelles yéménites ont poursuivi, jusqu'à aujourd'hui, leurs attaques contre Israël et contre les navires croisant en mer Rouge en soutien à Gaza, malgré les frappes cinglantes menées par les Américains, puis par Israël, contre leurs installations militaires et civiles. *« Les rebelles yéménites sont les seuls membres de l'axe à être plus forts aujourd'hui qu'en 2023, grâce au soutien de l'Iran et à la consolidation de leur pouvoir dans le nord-ouest du Yémen. Ils sont en posture de participer aux représailles de l'Iran, mais leur capacité à infliger à Israël des dommages importants est limitée, car ils sont à 2 000 kilomètres et que leurs missiles et drones sont, pour la plupart, rudimentaires »*, note M. Juneau.

La menace qu'ils posent est bien plus sérieuse pour les bases américaines implantées dans le Golfe et pour les pays qui les accueillent. Mais, tant que les Etats-Unis continuent à afficher leur distance, du moins opérationnelle, avec l'offensive israélienne, la République islamique n'a pas intérêt à faire des Américains une cible, au risque de les entraîner, à leur tour, dans la guerre. Les rebelles yéménites n'ont, eux, pas intérêt à faire voler en éclats le cessez-le-feu négocié par l'administration Trump pour protéger la circulation des navires militaires et commerciaux américains. Les monarchies du Golfe, qui se sont rapprochées de l'Iran, depuis 2023, et veillent à se dissocier de l'attaque israélienne, ne sont pas non plus une cible, à ce stade. Une source proche de hauts gradés iraniens, citée par l'agence iranienne Fars News, a néanmoins menacé, samedi, d'une riposte graduelle qui s'étendra *« dans les prochains jours et touchera également les bases américaines de la région. »*

---

The New York Times

**Farnaz Fassihi**
**june 14, 2025**

# Two Major Energy Facilities in Tehran Hit in Israeli Strikes

## Across Iran's capital, flames and smoke covered the sky.

Israel's latest wave of attacks on Iran took out Tehran's main gas depot and its central oil refinery in separate parts of the capital, engulfing its sky in smoke and flame early Sunday.

The Shahran fuel and gasoline depot, which has at least 11 storage tanks, was hit and set afire during the Israeli attack that began on Saturday night, Iran's oil ministry said in a statement. Shahran is in an affluent neighborhood of luxury high rises.
"The fire is terrifying, it's massive; there is a lot of commotion here," said Mostafa Shams, a resident of the area. "It's the gasoline depots that are exploding one after another, it's loud and scary."

Separately in the city's south, Shahr Rey, one of the country's largest oil refineries, was also struck, according to Iranian state news media. Emergency crews were trying to contain the fire, and a resident of Tehran, Reza Salehi, said he could see the flames from miles away.

Israel's targeting of Iran's energy facilities, a crucial source of export cash for the country as well as of domestic energy, represented a significant escalation in its military campaign against Tehran.

Earlier on Saturday, Israel had struck two key Iranian energy sites, including a section of the South Pars Gas Field, which is one of the world's largest and critical to Iran's energy production.

"We have entered the second phase of the war, which is extremely dangerous and destructive," Abdollah Babakhani, an expert on Iran's energy sector based in Germany, said on Saturday.

But the multiple massive explosions targeting energy and fuel targets in and around the capital spread fear among residents.

Israeli warplanes also struck sites in Tehran related to Iran's nuclear program, including experimental laboratories, according to two Israeli defense officials who spoke on the condition of anonymity to share sensitive operational details.

A woman named Shirin, who lives near the gasoline depot in northern Tehran and asked that only her first name be used out of fear for her safety, said neighbors were frantically calling each other asking what to do. She said the explosion was so loud that her mother fainted. Shirin's husband was worried about fuel and gasoline shortage following the attack.

"Israel is attacking left and right; it's not just military targets, this is our livelihood and our lives," Shirin said in a phone interview from Tehran. She was also angry at the government in Iran, she said, for not providing any guidance or shelter for civilians caught in the crossfire.

Hamid Hosseini, a member of the energy committee of Iran's Chamber of Commerce, said Iran's municipality had been discussing moving the Shahran fuel depot from the residential area in northern Tehran for years, fearing an attack or an accident could be catastrophic.

The attack on the depot set off massive explosions, according to an official at the oil ministry, who said the depots were exploding one after another and threatened to significantly damage residential neighborhoods in the area.

The depot has about 8 million liters per day of gasoline entering its storage tanks and has a capacity to hold about three full days of fuel needs for Tehran, according to the ministry official.

Israel did not immediately respond to request for comment on the strike.

---

The New York Times

June 14, 2025

# Next Round of Nuclear Talks Between U.S. and Iran Is Off

## The two sides were scheduled to meet for a sixth round of negotiations on Sunday. Oman, which was set to host the talks, said on Saturday that this round had been canceled.

The latest round of talks between the United States and Iran on the future of Iran's nuclear program has been canceled, officials said on Saturday.

The two countries had been scheduled to meet for a sixth round of negotiations on Sunday in Muscat, the capital of Oman. But that diplomacy has been scuttled by the escalating conflict between Israel and Iran, which began with Israeli airstrikes on Friday. Israel's attacks have targeted Iran's nuclear facilities, top military commanders and senior nuclear program officials.

Badr Albusaidi, the foreign minister of Oman, which had been mediating the talks, announced the cancellation in a social media post on Saturday, and a senior Trump administration official confirmed that there would be no meeting with the Iranians on Sunday.

In his post, Mr. Albusaidi said "diplomacy and dialogue remain the only pathway to a lasting peace."

Earlier Saturday, Iran had appeared to adopt a slightly ambiguous stance on further negotiations, calling the talks "meaningless" while also suggesting that a final decision on whether to participate was still pending.

But Iran's stance hardened as the day went on, with Ismail Baghaei, a spokesman for Iran's Foreign Ministry, telling reporters at a news conference in Tehran that Iranian participation would be suspended until Israel halts its attacks.

"It is obvious that in such circumstances and until the Zionist regime's aggression against the Iranian nation stops," he said, "it will be meaningless to participate in dialogue with the party that is the biggest supporter and accomplice of the aggressor."

The senior Iranian figures killed by Israel included Ali Shamkhani, a former secretary of the Supreme National Council, who was overseeing the talks as part of a committee named by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Iranian officials described the killing of Mr. Shamkhani as targeting nuclear diplomacy.

On Saturday, Mr. Baghaei, the foreign ministry spokesman, had also accused Washington of undermining the talks. The United States "acted in a way that makes dialogue meaningless," he was quoted by Iran's state news media as saying, accusing Washington of claiming to want to negotiate while also giving Israel its consent to attack.

Although Washington has denied direct involvement, Mr. Baghaei said it was "unimaginable" for Israel to have carried out such "adventurous aggression" without a green light from the Americans.
Israel had a constant desire to entangle Western nations in the region's conflicts, he said. "It seems that it has succeeded this time as well and has somehow influenced a diplomatic process with this adventure," he added. "This actually shows that American policymakers are still heavily affected and influenced by this regime."
President Trump and his administration have repeatedly urged Iran to continue with the dialogue as a means to halt further attacks.

"Iran's leadership will be wise to negotiate at this time," McCoy Pitt, a senior State Department official, said in a meeting of the United Nations Security Council on Friday focused on the crisis.The senior U.S. administration official echoed that sentiment again on Saturday, saying, "While there will be no meeting Sunday, we remain committed to talks and hope the Iranians will come to the table soon."

Mr. Trump has written on social media that even more brutal attacks are in store for Iran if it does not make a deal. Iran has denied seeking to develop nuclear weapons.

---

euro news.

**15 juin 2025**

# Comment la confrontation entre l'Iran et Israël a-t-elle été accueillie par le public arabe ?

Les commentaires disparates ont révélé comment le conflit régional s'entrecroise avec les crises internes de chaque pays arabe, et avec une mémoire de suspicion et de mobilisation sectaire.View on euronews

Avec le déclenchement de confrontations militaires ouvertes entre l'Iran et Israël, les répercussions des missiles mutuels ne se sont pas limitées aux cartes du Moyen-Orient, mais se sont étendues à l'espace virtuel arabe, où l'étendue du fossé politique et sectaire dans les positions populaires et de l'élite à l'égard des parties au conflit a été révélée. Les plateformes de médias sociaux ont été le théâtre d'une explosion de commentaires disparates reflétant la profondeur de la fracture arabe sur la question de savoir «qui est l'ennemi et qui est l'ami». Cela a également révélé comment le conflit régional se recoupe avec les crises internes de chaque pays arabe et avec une mémoire pleine de déception, de scepticisme et de mobilisation sectaire.

Célébrer et soutenir l'Iran Gaza donne le ton

Dans des pays comme le Yémen, le Liban et l'Irak, ou même dans des cercles arabes plus larges favorables à la cause palestinienne, certains ont salué la réponse de l'Iran à Israël comme «une rupture du monopole de la riposte» et «une mesure disciplinaire pour une armée qui bombardait en toute impunité», comme ils l'ont dit. Des centaines de posts, de vidéos et de cartes ont été utilisés pour souligner le soutien de Téhéran, avec des slogans tels que : «Une roquette de Téhéran», «Une roquette de Téhéran», «Une roquette de Téhéran», «Une roquette de Téhéran», etc : «Une roquette de Téhéran pour défendre Jérusalem».

Ce type de discours était particulièrement répandu sur les pages qui s'opposent à la normalisation avec l'État hébreu et parmi les partisans du Hezbollah, des Houthis et des factions palestiniennes, considérant que la réponse iranienne - quel que soit son contexte - représente un changement qualitatif dans l'équilibre de la dissuasion régionale, en particulier après avoir frappé des cibles militaires stratégiques dans les profondeurs israéliennes.

**Related**

Une attaque iranienne frappe le centre scientifique le plus important d'Israël

Tsahal appelle les Iraniens à évacuer les zones «à proximité d'installations militaires»

L'autre camp. Entre raisons de souveraineté et polarisation sectaire

D'un autre côté, une vague de rejet et de colère a émergé, qui n'a pas caché de se réjouir des frappes israéliennes sur Téhéran, allant même jusqu'à considérer l'Iran comme un adversaire de premier plan, non moins dangereux qu'Israël, si ce n'est plus. Cette attitude s'est fortement manifestée dans les tweets et les commentaires d'utilisateurs du Golfe arabe, y compris d'influents rédacteurs d'opinion et d'organisations médiatiques hostiles à la politique iranienne.

**Nombreux sont ceux qui associent le soutien de Téhéran au Hamas ou aux Houthis à une couverture de l'influence «perse-chiite» qui cherche à saper les régimes arabes sunnites**. Des comparaisons historiques ont également été faites, accusant l'Iran d'avoir «deux poids, deux mesures» à l'égard de l'Irak et de la Syrie et de «s'appuyer sur la Palestine pour étendre son influence».

Neutralité et camp «intermédiaire Colère et frustration

Il est à noter que de larges pans de l'opinion publique arabe ont fait preuve de confusion dans la détermination de la position, ou ont préféré éviter de prendre parti, se contentant d'exprimer leur tristesse et leur colère face à une scène arabe fragmentée entre deux puissances étrangères qui, selon eux, ne représentent pas un véritable projet de renaissance ou de libération.

Lire les coulisses : Entre les cicatrices du passé et la peur de l'avenir

Ce clivage hypothétique n'est pas spontané. Les attitudes arabes à l'égard de l'Iran sont chargées d'un héritage de tensions, depuis la guerre Iran-Irak, en passant par le rôle de Téhéran en Syrie, en Irak et au Liban, jusqu'à ses relations avec les factions armées chiites et son dossier nucléaire. Cette polarisation a été accentuée en considérant l'Iran comme le «plus grand danger» et en présentant Israël comme un partenaire «modéré» face à la «marée chiite

Cette approche a été adoptée par plusieurs régimes arabes qui considéraient l'influence iranienne comme une menace directe pour leur sécurité intérieure et même leur existence, ainsi que par leurs médias officiels, qui ont contribué à cette polarisation alors même qu'ils intensifiaient leurs attaques contre Israël dans le même temps.

Le Monde

**Agnès Levallois**
**15 juin 20225**

# « En attaquant l'Iran, Israël entraîne le Moyen-Orient dans un engrenage guerrier »

Spécialiste du Moyen-Orient, Agnès Levallois analyse, dans une tribune au « Monde », les conséquences régionales de l'attaque lancée par Israël contre l'Iran. L'inquiétude que suscite cette déflagration fait oublier l'horreur de la situation à Gaza.

Dans une rue du centre de Téhéran, après des frappes israéliennes contre l'Iran, le 15 juin 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

La décision prise par l'armée israélienne de lancer, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, l'opération « Rising Lion », ciblant les infrastructures militaires et nucléaires iraniennes, s'inscrit dans la continuité de la stratégie mise en place par Benyamin Nétanyahou depuis des années et qui s'est renforcée au lendemain des massacres commis par le Hamas le 7 octobre 2023. Celle-ci a consisté, en 2010, à développer un virus informatique, Stuxnet, qui avait touché les centrifugeuses iraniennes et de ce fait ralenti le programme, et à éliminer plusieurs scientifiques en charge de ce programme au fil des années. Même si ces opérations n'ont pas été revendiquées, les regards se sont tournés vers Israël et les Etats-Unis.

Puis, en riposte au 7-Octobre, tout en dénonçant le rôle de Téhéran, l'objectif a été de détruire les infrastructures du Hamas, de décapiter le commandement du mouvement pour, ensuite, s'attaquer au Hezbollah, mouvement chiite libanais, tout en bombardant régulièrement les bases militaires syriennes, en particulier après la chute du régime de Bachar Al-Assad *[le 8 décembre 2024]*. Il s'agissait de toucher et d'affaiblir l'« axe de la résistance » soutenu par l'Iran.
Ainsi, une opération a été menée par Israël en avril 2024 contre le consulat iranien à Damas, ce qui a provoqué une réaction iranienne contre le territoire israélien, suivie d'une autre en octobre, après l'assassinat du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah *[survenu le 27 septembre 2024]*. Les ripostes iraniennes étaient alors considérées comme *« mesurées »*, Téhéran ne voulant pas prendre le risque de rentrer dans une guerre dont il sortirait perdant.

**Inquiétude des pays sunnites**

Israël a toujours dit qu'il n'accepterait à aucun prix qu'un pays de la région dispose de l'arme nucléaire – le réacteur Osirak, construit en Irak avec l'aide de la France, a été bombardé en juin 1981 – et le premier ministre ne cesse de répéter qu'il est hors de question que l'Iran développe des capacités nucléaires, y compris civiles. C'est la raison pour laquelle il s'était opposé à l'accord signé en 2015 par Barack Obama et le régime iranien, dont sont sortis les Etats-Unis, en 2018, lorsque Donald Trump est arrivé à la Maison Blanche.

Aujourd'hui, Benyamin Nétanyahou, fort de ses succès militaires contre le Hamas et le Hezbollah, provoquant de fait l'affaiblissement de l'Iran, sans oublier la chute du régime d'Al-Assad, entend poursuivre son objectif et détruire l'ensemble des capacités iraniennes. Cette escalade est particulièrement dangereuse car, comme l'a rappelé le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les sites nucléaires ne doivent jamais être pris pour cible, quelles que soient les circonstances.

*« Ces attaques sont lourdes de conséquences pour la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires, et nuisent également gravement à la paix et à la sécurité régionales et internationales »*, a déclaré Rafael Grossi devant les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, vendredi 13 juin. Le dernier rapport publié par l'AIEA faisant état de l'accélération du programme d'enrichissement d'uranium, notamment l'enrichissement à 60 %, seuil qui est proche de celui de 90 % pour la fabrication de l'arme atomique, a été le prétexte pour lancer les frappes.

Ces évolutions inquiètent fortement les pays sunnites de la région, qui préfèrent garder une neutralité vis-à-vis des derniers développements, même s'ils se satisfont d'un affaiblissement de leur voisin iranien. Le risque d'une déflagration régionale ne va pas dans le sens de leurs intérêts. Le prince héritier saoudien *[Mohammed Ben Salman]* a lancé de grands projets, afin de diversifier l'économie du royaume, dont la réalisation est retardée par la situation géopolitique.

Ce dernier épisode rend encore plus difficile aujourd'hui l'hypothèse d'une normalisation avec l'Etat hébreu, comme si ce dernier avait abandonné ce processus qui a débuté en 2020 avec les accords d'Abraham, auquel il semblait pourtant très attaché. Il est vrai que la destruction de la bande de Gaza et le blocus étanche du territoire, qui a pour conséquence d'affamer sa population, ne permettaient déjà plus un rapprochement entre les deux pays, coup dur pour Donald Trump, qui en était à l'origine.

**Territoire coupé du monde**

Côté iranien, la marge de manœuvre est extrêmement limitée. La riposte de Téhéran doit rester mesurée, car le pays n'a pas les moyens de rentrer en confrontation militaire avec l'Etat hébreu et, s'il s'en prend à des militaires américains stationnés dans la région, la réaction de Washington sera terrible. Il semble d'ailleurs que les officiels iraniens ne s'attendaient pas au lancement de l'offensive israélienne avant le sixième round de négociations qui devait se tenir le 15 juin à Mascate, au sultanat d'Oman.

Israël entraîne le Moyen-Orient dans un engrenage guerrier, ce qui sert le premier ministre israélien. Benyamin Nétanyahou subissait quelques pressions quant à la situation humanitaire intolérable de la bande de Gaza, alors que l'aile la plus extrémiste de son gouvernement le pousse à poursuivre dans cette voie en refusant toute négociation. Les partis d'opposition ont essayé de le faire tomber, jeudi 12 juin, en présentant un projet de loi visant à la dissolution du Parlement afin de provoquer des élections anticipées, sans succès. L'inquiétude suscitée par la montée des tensions au Moyen-Orient fait oublier l'horreur de ce qui se passe à Gaza.
Le territoire est coupé du monde depuis quelques jours, car les réseaux de téléphonie et d'Internet ne fonctionnent pas et le bilan humain, à la suite de la mise en place du système de distribution d'aide à travers la Gaza Humanitarian Foundation, ne cesse de s'alourdir au lieu d'améliorer la situation des Gazaouis. Les pays européens, dont la France, qui avaient commencé à élever la voix contre la politique de Nétanyahou se taisent désormais sur la situation à Gaza pour lui apporter leur soutien, dramatique renversement de situation qui laisse un peu plus les Palestiniens dans un profond désespoir d'être, une fois encore, abandonnés à leur sort pour de sombres calculs politiques.

————————-

**Agnès Levallois** est présidente de l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (iReMMO).

**June 15,2025**

# Iraq, Turkey condemn Israeli 'aggression' on Iran, warn against regional escalation

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Sunday condemned what they referred to as the "Zionist aggression" against Iran and called for unity among Muslim nations to confront escalating regional tensions, according to a statement from the Iraqi premier's office.

The two leaders "condemned the Zionist aggression against the Islamic Republic of Iran," describing it as part of Israel's efforts "to escalate and expand the scope of the war.

"This requires a unified stance from all countries, particularly Muslim nations, to stand up against the Zionist entity's aggressive policies."

Sudani and Erdogan also stressed the importance of coordination and joint efforts to bolster regional security and stability, while the Iraqi premier reiterated Baghdad's "categorical rejection of the violation of its sovereignty and the intrusion into its airspace," denouncing it as "a blatant violation of international law."

On Friday, Iraq filed a formal complaint to the United Nations Security Council, accusing Israel of using Iraqi airspace in recent attacks against Iran.

Sudani also called for a meeting of foreign ministers from Islamic countries to be held in Istanbul to address the regional escalation.

Meanwhile, a separate statement from Turkey's Directorate of Communications quoted the Turkish president as reaffirming support for Iraq's sovereignty, praising its efforts to sideline itself from the ongoing hostilities.

Erdogan highlighted the importance of resuming nuclear negotiations between the United States and Iran as the only path to resolving the issue.

On Saturday, Oman's Foreign Minister announced the cancellation of the sixth round of nuclear talks between Iran and the United States, which had been scheduled for Sunday in Muscat.

Iranian Foreign Ministry spokesperson Esmaeil Baghaei stated the same day that that dialogue with the US over Tehran's nuclear program has become "meaningless" following Israel's targeting of Iranian territory.
President Erdogan further underlined the importance of "exercising caution under challenging circumstances" to prevent further escalation.

Tensions between Tehran and Tel Aviv escalated sharply on Friday when Israel launched strikes targeting nuclear and military facilities inside Iran. Since then, both sides have been locked down in tit-for-tat retaliatory attacks.

The New York Times June 15, 2025

# Israel and Iran Trade Attacks as Toll From Conflict Mounts

## The path to diplomacy appeared to narrow after officials called off talks that had been set for Sunday between Tehran and Washington on Iran's nuclear program.

Israel and Iran exchanged more missile attacks on population centers on Sunday, brushing aside international calls to halt what has quickly become the fiercest clash in decades between the two sworn enemies.

The path to diplomacy appeared to narrow after officials called off talks that had been set for Sunday between Tehran and Washington on the future of Iran's nuclear program.

In unleashing a series of powerful strikes starting on Friday, Israel said its goal was to disable Iran's nuclear infrastructure. It appeared unlikely that this has been accomplished, experts say, and with each side vowing to pursue attacks, civilians in both countries were seeking shelter where they could.

A semi-official Iranian news agency, ISNA, released photos of what it said was the aftermath of an Israeli strike Sunday that hit a residential neighborhood in central Tehran. The photos showed some people fleeing, carrying young children. Two men could be seen lying on the pavement bleeding as people tried to tend to their injuries. And a woman stood crying as she held an infant whose clothes and feet were covered in blood.

The skies of Tehran, the Iranian capital, were aglow with flames from burning fuel reservoirs overnight after Israeli fighter jets bombarded the country's vital oil and gas industries.

Smoke rising from explosions in Tehran on Sunday after Israeli strikes.Arash Khamooshi for The New York Times

"I never imagined witnessing such a scene in my city during my lifetime," said Behzed, a 40-year-old copyright expert who asked to be identified only by his first name.

In Israel, orange-vested emergency workers were clambering over rubble on Sunday morning in the central coastal city of Bat Yam in the wake of an Iranian missile strike that killed at least six people and wounded scores of others. Paramedics were still trying to save three people who were trapped under debris, according to Israel's military.

In Rehovot, a city south of Tel Aviv, debris from an overnight attack filled the streets. Bloodstained bandages and white surgical gloves lay by a roadside bench. Rescue workers picked through shattered glass, searching for survivors.

"Is there anyone inside?" a police officer shouted, peering into a damaged shop.

Tzachi Hanegbi, Israel's national security adviser, said Iran had been targeting his nation's energy infrastructure. "They are trying to plunge Israel into darkness, to sow chaos in Israel," he told an Israeli broadcaster.

Iran's health ministry said Israeli strikes had killed at least 128 people. Israel said at least 13 people had been killed by Iranian missiles that eluded Israel's sophisticated defenses.

President Trump on Sunday urged the warring nations to move toward standing down in the fighting.

"Iran and Israel should make a deal, and will make a deal," he wrote in a post on his social media platform. He said: "Many calls and meetings now taking place."

But on Sunday, Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps warned that it would escalate attacks if Israel continued carrying out strikes, according to state news media. Not long after, Israel's military spokesman, Brig. Gen. Effie Defrin, said Israel was not ceasing its attacks on Iran "for a moment."

"At this hour, too, we continue to strike dozens of additional targets in Tehran," General Defrin said. "We are deepening the damage to Iran's nuclear program and its military capabilities."

The Israeli assaults have targeted not just sites tied to

Iran's nuclear industry but also scientists and military leaders.

"We will not have a second holocaust, a nuclear holocaust," Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel said on Fox News on Sunday in his first television interview since Israel struck Iran.
Israel's foreign minister, Gideon Saar, told CNN on Sunday that "the goal is not a regime change," saying that "this is for the Iranian people to decide."

In Iran, the roads leading out of Tehran were packed with heavy traffic, according to residents, the head of the traffic police and images broadcast on Iranian news media. Residents have described long lines forming at gas stations and neighbors trying to flag down taxis while holding suitcases, as people searched for a way to flee the capital. Arash, a 42-year-old Iranian psychologist, said this conflict seemed different from earlier clashes with Israel.

"Many people remain in denial, hoping this crisis will end soon, but the atmosphere is gradually shifting," he said.

Ali, a 43-year-old engineer in Tehran, said that on the first night of Israeli strikes his family thought the conflict would be temporary.

"My hope is fading," he said.

---

Le Monde

**Sylvie Kauffmann**
**16 juin 2025**

# Comment les Etats-Unis ont fracturé l'Europe en 2003 pour attaquer l'Irak à tout prix

EnquêteDivorce transatlantique (1/5) : au lendemain des attentats du 11-Septembre, les néoconservateurs américains nourrissent le projet d'attaquer l'Irak, en dépit des oppositions française et allemande. Dès lors, pour arriver à ses fins, la Maison Blanche s'appuiera sur ses alliés d'Europe de l'Est, divisant ainsi pour longtemps la famille européenne.

Dans la vieille ville de Vilnius, rue Didzioji, trône un balcon de fer forgé sur la façade d'un élégant petit palais du XVIIe siècle transformé en hôtel cinq étoiles, l'Hôtel Pacai. C'est de ce balcon que Napoléon s'adressa à la population de la capitale du Grand-Duché de Lituanie en juin 1812, après avoir pris la ville à l'armée du tsar Alexandre Ier. Dans la ville, ses soldats avaient été accueillis en libérateurs.

Le séjour de Napoléon à Vilnius, bref mais marquant, ouvrit ce que les historiens locaux appellent la « période française », tragiquement suivie de la retraite de Russie et de son hécatombe. Rien que dans la région de Vilnius, pendant l'hiver, près de 37 000 soldats et officiers de la Grande Armée périrent de froid, de faim ou de maladie.

Il a fallu ensuite un peu plus de deux siècles pour que la France regagne les faveurs des Lituaniens, si l'on en croit Zygimantas Pavilionis, 53 ans, député et président de la commission des affaires étrangères du Parlement de la petite République balte, qui nous raconte autour d'un café l'épisode de Napoléon au balcon : lui-même fixe la date ce retour en grâce à 2020, lorsque le président Emmanuel Macron est venu à Vilnius et y a rencontré Svetlana Tsikhanovskaïa, dont le mari est emprisonné en Biélorussie voisine pour avoir voulu se présenter à l'élection présidentielle. Enfin, se félicite-t-il, la France, avec ce geste, renouait avec sa vocation révolutionnaire, après avoir avalé tant de couleuvres.

**Un autre dessein en tête**

Les couleuvres, lorsqu'on est lituanien, ont souvent à voir avec la Russie. Et aux yeux des Baltes, le fait que la France se soit retrouvée avec l'Allemagne aux côtés de la Russie dans la première grande crise transatlantique de l'après-guerre froide est inévitablement un facteur aggravant. C'était en 2003, l'administration Bush se préparait à envahir l'Irak, et les trois républiques baltes, qui devaient quelques mois plus tard rejoindre l'Union européenne (UE), étaient dans le camp opposé, celui des Etats-Unis.

Elles n'y sont pas allées tout à fait spontanément ; les amis du président George W. Bush, reconnaissent d'anciens responsables, leur ont un peu forcé la main. Mais deux décennies plus tard, elles assument ce choix, malgré le fiasco sur lequel a débouché l'intervention des Etats-Unis en Irak. Et le récit de cette manœuvre diplomatique américaine qui a délibérément fracturé une Europe en cours de recomposition, opposant la « vieille Europe » à la « nouvelle Europe », éclaire d'une autre lumière le conflit que traverse aujourd'hui la relation entre une Europe plus intégrée et les Etats-Unis de Donald Trump.

Pilier de l'ordre international après la seconde guerre mondiale, la relation transatlantique, qui suppose l'unité d'un « Occident » fondé sur des valeurs et le respect des règles, est certes jalonnée de crises : *« En fait, on n'a pas arrêté de s'engueuler »*, acquiesce avec un sourire entendu Pierre Vimont, ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis puis haut responsable de la diplomatie européenne, qui s'est trouvé au cœur de certains de ces différends.

Daniel Fried, qui a longtemps géré les relations avec l'Europe au sein de l'appareil diplomatique américain, le confirme : *« Depuis Suez en 1956, la relation transatlantique est dominée par des affrontements graves, suivis de réconciliations, puis on oublie les affrontements… »*
Mais au XXIe siècle, avec le recul, la crise transatlantique sur la guerre d'Irak apparaît non seulement comme la plus profonde, mais aussi comme l'annonciatrice de la crise actuelle autour de l'Ukraine : toutes deux touchent au rapport fondamental entre le droit et la force et révèlent une conception différente de ce rapport de part et d'autre de l'Atlantique.
La crise couve dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, qui ont fait près de 3 000 morts aux Etats-Unis. Soudée autour du grand partenaire américain agressé,

la communauté occidentale participe à la coalition montée par Washington pour combattre les talibans en Afghanistan, où ils offrent refuge aux terroristes islamistes d'Al-Qaida, auteurs des attaques. La France et l'Allemagne font partie de cette coalition, aux côtés de la majeure partie des pays européens.

Mais à l'Elysée, où il est réélu le 5 mai 2002, le président Jacques Chirac a compris assez vite que Bush et son équipe, dominée par les néoconservateurs Dick Cheney, le vice-président, et le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld (1932-2021), ont un autre dessein en tête, qui relève de leur vision messianique de la puissance américaine : déloger Saddam Hussein à Bagdad et y installer un régime démocratique. Pour justifier cette opération, Washington affirme que le dictateur irakien détient des armes de destruction massive. En Allemagne, où l'opinion s'inquiète, le chancelier Gerhard Schröder irrite Washington en jouant sur le sentiment antiaméricain et remporte un deuxième mandat en septembre 2002.

STÉPHANE RUET / GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

**Besoin d'alliés**

Les Français, qui, comme les Etats-Unis, disposent de l'un des cinq sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, cherchent à trouver un terrain d'entente et discutent tout l'automne avec les Américains d'un projet de résolution prévoyant une enquête internationale sur l'existence de telles armes en Irak, réalisée à l'aide de missions d'inspection.

Adoptée à l'unanimité des quinze membres du Conseil de sécurité le 8 novembre 2002, la résolution 1441 est saluée comme un succès diplomatique. Le lendemain, sur le chemin de l'église, Colin Powell, alors chef de la diplomatie américaine, appelle même son homologue français, Dominique de Villepin, pour le féliciter de cet effort commun, se souvient Pierre Vimont, alors directeur de cabinet de De Villepin.

Mais parallèlement, le Pentagone poursuit ses préparatifs, envoie des renforts dans le Golfe. Les Français s'en inquiètent ; les Américains cherchent à les rassurer – « *c'est seulement pour maintenir la pression* » – mais sans les convaincre. Dominique de Villepin demande une nouvelle réunion du Conseil de sécurité. D'accord, dit Colin Powell, « *si vous ne nous mettez pas en difficulté* ». La réunion a lieu le 20 janvier 2003, mais un premier accroc se produit lorsque le ministre français des affaires étrangères, interrogé à la sortie de la réunion, laisse entendre que la France mettra son veto à une éventuelle demande d'autorisation d'une intervention militaire américaine en Irak : « *En matière de respect des principes, nous irons jusqu'au bout* », lance Dominique de Villepin. La France s'opposant aux Etats-Unis au Conseil de sécurité ? Colin Powell l'appelle, lui signale que cette menace pose un gros problème. « *Ça sentait le roussi* », résume Pierre Vimont.

A partir de là, la machine va s'emballer. Car à Washington, les dés sont jetés. Lorsque le nouvel ambassadeur de France, Jean-David Levitte, a présenté ses lettres de créance à George W. Bush, le 2 décembre 2002, le président a remercié la France pour sa solidarité après le 11-Septembre puis lui a dit : « *Maintenant, allons faire la guerre ensemble en Irak* », se souvient le diplomate. « *Je lui ai rappelé que le Conseil de sécurité venait d'adopter la résolution 1441. Il l'a balayée d'un geste de la main.* » L'ambassadeur rapporte aussitôt cet échange à Paris, qui décide d'envoyer à Washington le conseiller diplomatique du président Chirac. Levitte et lui rencontrent longuement Condoleezza Rice, la conseillère de Bush pour la sécurité nationale, le 14 janvier 2003, et tentent de plaider contre la guerre. « *Ne vous fatiguez pas,* leur dit-elle, *la décision est prise.* »

L'administration Bush a besoin d'alliés pour légitimer sa position. A Paris et à Berlin, le 22 janvier, Chirac et le chancelier Schröder célèbrent le quarantième anniversaire du traité de l'Elysée à grand renfort de déclarations et d'interviews communes. Inévitablement, la presse les interroge sur l'Irak et, inévitablement, leur méfiance à l'égard des manœuvres de l'administration Bush apparaît au grand jour.

La riposte ne se fait pas attendre : « *Vous croyez que l'Europe, c'est l'Allemagne et la France ?*, répond Donald Rumsfeld le jour même à un journaliste néerlandais. *Pas moi. Moi, je pense que ça, c'est la vieille Europe. Si vous regardez l'ensemble de l'Europe dans l'OTAN aujourd'hui, le centre de gravité se déplace vers l'Est. Il y a beaucoup de nouveaux membres. L'Allemagne est un problème, et la France est un problème.* »

Les « *nouveaux membres* » de l'Alliance atlantique sont, à l'époque, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, premiers pays postcommunistes admis en 1999. Huit jours après les propos de Donald Rumsfeld, le 30 janvier, Washington exhibe fièrement une lettre appelant à l'unité avec les Etats-Unis sur la question irakienne, signée de huit dirigeants européens : le Britannique Tony Blair, l'Italien Silvio Berlusconi, l'Espagnol José Maria Aznar, le Portugais José Manuel Barroso, le Danois Anders Fogh Rasmussen, rejoints par les leaders des trois pays de la « *nouvelle Europe* » vantée par le chef du Pentagone ; le premier ministre polonais, Leszek Miller, qui vient d'acquérir 48 avions de chasse américains F-16 au détriment des fournisseurs européens, son homologue hongrois, Peter Medgyessy, et le Tchèque Vaclav Havel, encore président pour trois jours. Pour l'Allemagne et la France, la « lettre

des Huit » est un coup de semonce.

**« Changement existentiel »**

Car en coulisses, l'équipe Bush fourbit une autre arme diplomatique de destruction massive. Cette fois, c'est le « groupe de Vilnius » qui est mis à contribution : dix pays de l'ancien bloc soviétique, dont sept viennent d'être invités, au sommet de l'OTAN de novembre 2002 à Prague, à ouvrir les négociations pour rejoindre l'Alliance atlantique. Ils sont tous très pressés de les faire aboutir, mais trois d'entre eux le sont plus encore : la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie.

Ces trois petites républiques baltes n'étaient pas des pays satellites de l'URSS : annexées par Staline en 1940, elles faisaient partie de l'Union soviétique jusqu'à ce qu'elles s'en libèrent en 1991. En 1997, raconte l'ancien ministre des affaires étrangères lituanien Antanas Valionis, l'ex-conseiller du président Jimmy Carter et grand expert stratégique Zbigniew Brzezinski (1928-2017) *« avait eu l'idée de proposer un des trois pays baltes à l'adhésion à l'OTAN. Pas les trois à la fois pour ne pas mettre trop de pression sur Boris Eltsine, alors président de Russie, mais au moins un, afin de briser la ligne rouge de la frontière soviétique »*. Le problème, c'est que cette idée provoqua aussitôt une compétition féroce entre les trois républiques.

Lire aussi I Article réservé à nos abonnés Le pavé américain dans la mare européenne
Un peu plus tard, deux experts américains très engagés dans l'intégration des pays post-communistes dans l'espace euroatlantique, le démocrate Ron Asmus et le républicain Bruce Jackson, firent valoir qu'il devait y avoir de la place pour les trois, et pas seulement pour un seul, et les encouragèrent à créer, en 2000, le « groupe de Vilnius » afin d'avancer collectivement sur le chemin de l'OTAN ; aux trois Etats baltes s'ajoutèrent la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Macédoine du Nord et, ultérieurement, la Croatie.

Antanas Valionis a aujourd'hui 74 ans, il a connu Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022), Zbigniew Brzezinski, Colin Powell, George W. Bush et Vladimir Poutine, et le sujet le passionne. Au lendemain du sommet de Prague en novembre 2002, se souvient-il, le président Bush prit l'avion pour Saint-Pétersbourg pour y rencontrer le président russe Vladimir Poutine, qui ne souleva pas d'objections à ce projet d'élargissement de l'OTAN. De là, Bush rejoint Vilnius, où l'on cite encore une phrase de son *« discours historique »* prononcé devant les trois présidents baltes réunis pour l'occasion : *« A partir de maintenant, tout ennemi de la Lituanie sera aussi l'ennemi des Etats-Unis. » « C'était la première visite d'un président américain en Lituanie*, explique Antanas Valionis. *Pour nous c'était incroyable. C'était un changement existentiel. ». « Un tournant »*, renchérit un Estonien.

Il faut écouter les Baltes qui ont vécu cette période entre deux eaux, lorsqu'ils avaient quitté l'orbite russe mais pas encore totalement intégré la famille occidentale, pour comprendre pourquoi Washington n'a eu aucun mal à les ranger derrière sa bannière irakienne, aussi douteuse fût-elle. Pour eux, c'était non seulement une question de profonde reconnaissance, mais aussi la manifestation d'un immense désir de sécurité.

Bruce Jackson les connaissait bien. Etonnant personnage que cet homme sur lequel circulaient de multiples théories – il aurait été agent secret puis lobbyiste pour la firme du secteur de la défense Lockheed Martin, il avait épousé une Biélorusse dont le mari avait été assassiné par le régime du dictateur Alexandre Loukachenko – mais qui semblait consacrer sa vie à aider les pays postcommunistes. Il était donc le messager tout désigné pour apporter aux ambassadeurs des « dix de Vilnius » à Washington, courant janvier 2003, un bref texte concocté avec les officiels américains : une lettre de soutien à la position américaine sur l'Irak, qu'ils étaient chargés de faire signer par leurs ministres des affaires étrangères et qui serait ensuite rendue publique. A ce stade, les ambassadeurs des « Dix » ignoraient l'existence de la « lettre des Huit », qui allait être publiée le 30 janvier.

**Foi en l'Amérique**

*« C'était à prendre ou à laisser*, raconte un haut diplomate présent, qui préfère ne pas être nommé : *on était dix, il n'était pas question de se mettre à négocier. »* Une phrase cruciale du texte, malgré tout, en fait tiquer quelques-uns : *« Les Etats-Unis ont apporté au Conseil de sécurité des Nations unies les preuves indiscutables de la possession par l'Irak de programmes d'armes de destruction massive. » « Indiscutables ? Mais on ne les a pas vues ! »*, s'étonne l'un des ambassadeurs. Bruce Jackson se fait alors patelin : *« Vous ne nous faites pas confiance ? »*

C'est que, *« honnêtement, on leur faisait confiance ! Je me suis dit : "OK, c'est vrai" »*, poursuit le diplomate. Les ambassadeurs expédient le texte à leurs capitales, où leurs ministres n'hésitent pas longtemps : *« Lorsque j'ai reçu le texte*, relate Antanas Valionis, *j'ai compris qu'il était impossible de décliner. Nous venions tout juste d'être invités à rejoindre l'OTAN ! »* Il lui revient que son collègue slovène a des états d'âme ; qu'à cela ne tienne, il l'appelle et le convainc.

L'ambassadeur de Lituanie de l'époque, Vygaudas Usackas, est même plus explicite dans ses Mémoires (*Diplomatine Misija*, Ed. Vaga, Vilnius, non traduit) : *« C'était dans notre intérêt national vital*, écrit-il. *Il était évident que si la Lituanie exprimait son soutien à la position américaine, nous en toucherions les dividendes, de la part du président des Etats-Unis, du Congrès, du Pentagone et de l'opinion publique américaine, qui était favorable à 80 % à l'opération militaire. »* Les *« dividendes »* se concrétiseront le 8 mai 2003, avec la ratification de l'adhésion des pays candidats à l'OTAN par le Sénat américain à l'unanimité. Vygaudas Usackas affirme ne jamais avoir *« ressenti une telle émotion »* que ce jour-là.

La lettre des « dix de Vilnius » est rendue publique le 5 février 2003, à l'issue d'un dîner qui réunit plusieurs de leurs ministres à l'ambassade de Lituanie à Washington, quelques heures après la fameuse prestation de Colin Powell au Conseil de sécurité, où le secrétaire d'Etat américain, ex-général, brandit une fiole comme preuve de la possession d'armes chimiques par le régime de Bagdad. Colin Powell découvre tardivement que son discours a été préparé par l'équipe de Dick Cheney, et non par la conseillère à la sécurité de Bush, Condoleezza Rice, et que le dossier monté par la CIA ne repose sur rien. Un souvenir *« douloureux »* : *« Ce fut un énorme échec de nos services de renseignements, et c'était profondément dérangeant »*, avouera-t-il à la chaîne de télévision PBS en 2016.

Pour les Baltes, la question de savoir si ces armes de destruction massive existaient ou non passait après la question prioritaire : fallait-il rejoindre la coalition montée par Washington ? Zygimantas Pavilionis, aujourd'hui député lituanien, a vécu cette question

comme un drame familial, car son père, alors recteur de l'université de Vilnius, militait contre la guerre en Irak ; il s'était même enchaîné aux grilles de l'université pour la dénoncer.

« *C'était compliqué* », confie-t-il, mais cela n'avait pas ébranlé sa foi en l'Amérique : *« Les Américains ne nous ont jamais abandonnés. Lorsque nous avons été occupés par les Soviétiques, la France a donné notre ambassade à Paris à l'URSS, alors que les Etats-Unis nous ont permis de la garder. Pendant cinquante ans, on a eu un ambassadeur à Washington dans ce bâtiment sur la 16e Rue que la Lituanie occupe depuis 1918. Certains sont devenus fous, sans argent et sans gouvernement ! »*

**« Désolé, mais je ne suis pas convaincu »**

Zygimantas Pavilionis n'a pas non plus oublié le message adressé par le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl le 26 avril 1990 au président du Parlement lituanien, Vytautas Landsbergis, lui demandant de mettre en sourdine les velléités d'indépendance des élus et de privilégier le *« chemin classique du dialogue »* avec Moscou.

En 2003, explique un responsable estonien, *« nous étions des gosses de 12 ans qui venaient d'entrer dans la pièce. On croyait en la cause, on avait une foi naïve dans la démocratie. On essayait d'intégrer l'OTAN et l'UE en même temps, mais on sentait que la France et l'Allemagne ne nous soutenaient pas. L'adhésion à l'Union européenne se fait sur le mérite, par étapes, mais l'Alliance atlantique, c'est une décision purement politique – et ce sont les Américains qui décident. Une fenêtre de possibilités s'était ouverte, il fallait sauter avant qu'elle se referme ».* Voyaient-ils déjà Vladimir Poutine comme une menace ? *« Il ne s'agissait pas de Poutine, il s'agissait de la Russie. »*

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Europe se déchire. La Grèce, qui occupe la présidence tournante de l'UE, n'a pas été informée de la « lettre des Huit », dont cinq signataires sont membres de l'Union – les dix de Vilnius n'en font pas encore partie. Malgré une opinion espagnole majoritairement opposée à la guerre en Irak, le premier ministre Aznar affirme aux Cortes : *« Nous savons tous que Saddam Hussein détient des armes de destruction massive. »* Ana Palacio, sa ministre des affaires étrangères, accuse Paris et Berlin de vouloir dicter leur loi à l'Union européenne.
A la Conférence de Munich sur la sécurité, le 8 février, l'élite de la défense et de la diplomatie occidentale est accueillie par une gigantesque manifestation pacifiste. Le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, leader des Verts, monte à la tribune après le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, abandonne son discours prévu et improvise un plaidoyer passionné pour la primauté du droit international sur l'aventurisme militaire. Tellement enfiévré qu'il se rend compte qu'il perd son auditoire, accroché aux casques de traduction. Alors il passe à l'anglais, regardant Donald Rumsfeld droit dans les yeux : *« Dans une démocratie, il faut plaider sa cause, et je suis désolé, mais je ne suis pas convaincu ! Je ne suis pas convaincu ! Et je ne vais pas aller dire à mes compatriotes, allez, partons en guerre pour des raisons auxquelles je ne crois même pas ! »*

Le 14 février, Dominique de Villepin prononce son célèbre discours au Conseil de sécurité au nom de la *« vieille Europe »* contre la position américaine. Mais c'est Jacques Chirac qui porte l'estocade trois jours plus tard, le 17, à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles, en s'en prenant devant la presse aux jeunes démocraties signataires des deux lettres : *« Ces pays ont été à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine. Je trouve que la Roumanie et la Bulgarie ont été particulièrement légères de se lancer ainsi, alors que leur posture est déjà très délicate à l'égard de l'Europe. Entrer dans l'Union, cela suppose tout de même un minimum de concertation.* (…) *Ce n'est pas un comportement bien responsable. Donc je crois qu'ils* [ces pays] *ont manqué une bonne occasion de se taire. »*
*« Manqué une occasion de se taire »* : ces propos resteront inscrits en lettres de feu dans toutes les capitales d'Europe centrale et orientale comme le symbole du mépris français pour les nouvelles démocraties. Il faudra attendre vingt ans et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, justifiant tragiquement les préventions de ces pays à l'égard de Moscou, pour qu'un successeur de Chirac, Emmanuel Macron, vienne effacer l'outrage en déclarant à Bratislava : *« Nous avons manqué une occasion de vous écouter. »*

Lorsque le 20 mars 2003, les Etats-Unis lancent l'invasion de l'Irak, qui se soldera par l'éviction de Saddam Hussein, la reconnaissance de l'absence d'armes de destruction massive et un chaos qui n'en finit pas d'embraser le Moyen-Orient, dix-neuf pays européens les soutiennent. A Washington, la France et l'Allemagne paieront cher leur rébellion. Mais certains alliés des Etats-Unis vont déchanter : en novembre 2003, dans le *Washington Post*, le Polonais Radek Sikorski, futur ministre des affaires étrangères, dénonce amèrement l'ingratitude des Etats-Unis, qui accaparent les contrats de reconstruction en Irak, refusent de compenser les pertes des entreprises polonaises ou bulgares implantées localement et de libéraliser le régime des visas américains pour les ressortissants de la *« nouvelle Europe »*.

**Prémices du divorce**

Daniel Fried était en 2003 aux premières loges de l'affrontement transatlantique, comme directeur des affaires européennes au conseil national de sécurité de George W. Bush. *« Les Français et les Allemands ont eu raison sur l'Irak*, nous dit-il aujourd'hui en marge d'une réunion à Tallinn. *Rétrospectivement, leurs arguments étaient valides. Le problème, c'est que Chirac et Schröder ont très mal géré l'affaire. »*

D'après lui, Jacques Chirac s'était montré *« agressif et moralisateur »* avec George W. Bush lors du sommet UE-Etats-Unis à Goteborg, en Suède, en juin 2001, marqué par un vrai différend sur le protocole environnemental de Kyoto. *« Je me suis dit, Chirac essaie de jouer des muscles, de se positionner en néogaulliste contre les Etats-Unis, quel gaspillage ! »*

George W. Bush lui aurait donc gardé rancune de cette attitude. Quant au chancelier allemand, affirme Daniel Fried, *« il a menti à Bush. Au cours d'un déjeuner à la Maison Blanche, fin janvier 2002, Schröder a dit au président : si vous voulez aller en Irak, allez-y, faites vite, et je vous soutiendrai. J'étais là comme preneur de notes, j'ai assisté à cet échange. »* Gerhard Schröder contestera plus tard avoir formulé ainsi cet engagement, dont le président américain a fait état dans ses Mémoires.

Pour la plupart des Européens, la crise irakienne, cependant, dépassait les questions de personnes. Louis Michel, alors ministre des af-

faires étrangères de Belgique, l'a dit avec lucidité : *« Nous le savons tous mais nous hésitons à le dire : c'est bien la relation transatlantique qui est en jeu. »* C'était aussi l'identité européenne, transformée par l'élargissement aux nouvelles démocraties et le contrecoup de la fin de la guerre froide qui bousculait le tandem franco-allemand.
Les plus optimistes ont mis cette crise sur le compte de l'égarement néoconservateur. Dick Cheney a été diabolisé, Donald Rumsfeld a disparu en 2021, Barack Obama a succédé à George W. Bush. Comme dit Daniel Fried, on s'est réconciliés et on a oublié. Avec le retour de Donald Trump, épaulé par un vice-président aussi idéologue que l'a été Dick Cheney, 2003 apparaît pourtant comme les prémices du divorce plus que comme un égarement passager. Même l'enthousiaste Antanas Valionis en est revenu : *« En 2024*, dit-il, *j'ai dû faire pas loin de vingt discours pour célébrer le 20e anniversaire de notre adhésion à l'OTAN. Et aujourd'hui, regardez, tout est si fragile ! Les Européens ont maintenant une chance unique, avec la France et l'Allemagne, de faire ce que vous avez toujours voulu faire : mettre l'Europe au centre du monde libre. Et la Lituanie vous soutiendra, j'en suis sûr. »*

---

Le Monde

**Claire Gatinois**
**16 juin 2025**

# Israël-Iran : « Pour Israël, le sujet n'est pas tant les armes nucléaires que faire tomber le régime iranien »

## Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales de Middlebury à Monterey (Californie), analyse, dans un entretien au « Monde », les frappes lancées par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou contre les infrastructures nucléaires et militaires de Téhéran.

Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales de Middlebury à Monterey (Californie), revient sur l'opération « Rising Lion » lancée vendredi 13 juin par le gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou contre les infrastructures nucléaires et militaires iraniennes.

**Les missiles israéliens ont touché Natanz en Iran, l'un des principaux sites d'enrichissement nucléaire du pays. Israël a aussi tué certains des meilleurs spécialistes nucléaires iraniens. A quel point le programme nucléaire iranien est-il affaibli ?**

Je ne crois pas que le programme nucléaire iranien soit significativement endommagé. Israël a été incapable de détruire les installations profondément enfouies dont dispose l'Iran à Natanz ou à Ispahan. L'usine d'enrichissement de Fordo n'a pas été touchée. Israël a détruit des bâtiments en surface, a perturbé le courant à Natanz et a tué des scientifiques. Mais il y a encore des centaines de kilogrammes d'uranium enrichi et des milliers de centrifugeuses, qui sont sans doute entreposées en toute sécurité sous terre. A moins qu'Israël ne tue tous les scientifiques et ne détruise ces centrifugeuses et le stock d'uranium, on pourra dire que le programme nucléaire iranien a été retardé, mais pas éliminé.

**Israël affirme que cette guerre était préventive parce que la menace nucléaire était imminente après que l'Iran a enrichi plus de 400 kilos d'uranium, assez pour fabriquer dix bombes. De combien de temps disposait l'Iran pour se doter d'une bombe ?**

L'Iran avait, comme le disait le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, un an ou quelques mois pour se doter de la bombe. C'est une préoccupation. Mais on ne peut pas dire que c'était imminent. Cela fait quinze ans que l'Iran est à quelques mois de la bombe nucléaire.

**Alors pourquoi ces frappes maintenant ?**

Ce qu'Israël a réellement ciblé, c'était le leadership militaire du pays et sa capacité à riposter avec des missiles. Pour Israël, le sujet n'est pas tant les armes nucléaires que le régime. C'est une « opération de décapitation ». Les frappes sur les sites nucléaires sont comme une feuille de vigne déposée sur les véritables motivations d'Israël : faire tomber le régime. Cela transparaît dans le nom de cette opération « Rising Lion » , c'est une référence à une révolution en Iran. Le lion était présent sur le drapeau de l'Iran avant la révolution islamique.

Ce qui a rendu cette attaque imminente, ce sont les calculs politiques du gouvernement israélien. Benyamin Nétanyahou est isolé depuis le conflit à Gaza. S'attaquer à l'Iran n'avait plus de coût réel pour sa réputation internationale. Le premier ministre israélien devait attendre les négociations sur le nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran. Donald Trump avait parlé de soixante jours. Quand les négociations se sont terminées, une fenêtre s'est ouverte. Et le soixante et unième jour, Israël a attaqué. S'il avait attendu encore deux semaines, les négociations auraient repris et la fenêtre se serait refermée.

**Trois sites nucléaires sont répertoriés par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Certains experts parlent d'un quatrième site inconnu…**

Compter les sites déclarés est un exercice compliqué. Natanz compte pour deux. Puis il y a Fordo. L'Iran a indiqué avoir

construit un troisième site d'enrichissement avec des centrifugeuses et en avait informé l'AIEA *[chargée de superviser le programme]*. On ne sait pas où est ce site. Peut-être à Natanz où il y a une installation souterraine sous une montagne qui n'a pas été touchée. Peut-être ailleurs. Et puis il y a d'autres installations à Ispahan, où l'uranium est transformé en gaz, puis le gaz enrichi y est transformé en métal. Cette installation a été légèrement endommagée. Mais il y a là aussi des installations souterraines qui n'ont pas été touchées.

Puis il y a d'autres installations, comme un réacteur nucléaire en construction près de l'Irak. Ce qu'a dit l'Iran, c'est qu'il y avait une nouvelle installation souterraine mais qu'elle ne contenait pas de centrifugeuses. Mais l'AIEA n'a pas d'informations à ce sujet. L'Iran a donc des installations que l'on ne connaît pas. Peut-être sont-elles anodines, peut-être pas.

**Que l'AIEA n'ait plus la trace de ces sites est dangereux…**

Cela signifie qu'il sera beaucoup plus facile pour l'Iran de reconstituer un programme nucléaire en secret par la suite. Israël, les Etats-Unis et l'Europe devront compter sur les agents sur place, les images satellites et la collecte de renseignements. Si le gouvernement iranien est profondément infiltré par les services de renseignement étrangers, ils ne pourront pas s'en tirer comme ça. Nous avons vu cette semaine à quel point leur sécurité opérationnelle était mauvaise. Mais ils peuvent apprendre de leurs erreurs.

**Que voulez-vous dire ?**

Le pari d'Israël est risqué car, si l'opération ne porte pas ses fruits et que le régime tient, il n'aura que peu d'incitations à ne pas terminer le programme d'armes nucléaires. Si vous êtes iranien, vous pouvez vous demander : est-ce qu'Israël serait aussi courageux s'il ne possédait pas l'arme nucléaire et serait-il aussi courageux si l'Iran en possédait une ? La question du nucléaire peut évoluer de façon spectaculaire en Iran. Imaginez le groupe de personnes qui débattent de ce sujet en Iran : lors de leur prochaine réunion, les anciens membres ne seront pas là. Les nouveaux vont se demander pourquoi toutes ces personnes sont mortes. Ils vont se dire en substance : *« Tous ceux qui ont pris la décision de ne pas aller jusqu'à l'arme nucléaire il y a six mois ont tous été assassinés, alors peut-être devrions-nous fabriquer des armes nucléaires. »*

Installation d'une banderole en hommage au défunt commandant en chef du des gardiens de la révolution islamique (CGRI), le général de division Hossein Salami, après les frappes israéliennes contre l'Iran, à Téhéran, le 14 juin 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

**Cette attaque pourrait-elle, in fine, renforcer le régime à défaut de le faire tomber ?**

Les Israéliens ciblent les capacités militaires de l'Iran à tous les niveaux et commencent à provoquer des souffrances au sein de la population iranienne. La question qu'on peut se poser, c'est : ces attaques peuvent-elles inciter les Iraniens à se rapprocher du gouvernement actuel ou à l'abandonner ?

**Quelle importance a le site de Fordo pour le programme nucléaire iranien ?**

Fordo fait double emploi avec l'installation de Natanz. Le site est capable à lui seul de produire de l'uranium de qualité militaire. Israël ne l'a pas attaqué, et aurait dit aux Etats-Unis qu'il ne pouvait pas l'attaquer sans eux. L'accord nucléaire stipulait que l'Iran n'était pas autorisé à s'engager dans l'enrichissement à Fordo, car les Etats-Unis pensaient déjà à l'époque qu'ils auraient du mal à le détruire. Peut-être que les Israéliens ont un plan. Mais c'est un objectif vraiment difficile à atteindre.

**Une bombe antibunker est-elle nécessaire pour le détruire ou existe-t-il d'autres solutions ?**

L'installation est enfouie très, très profondément. Israël pourrait essayer de détruire les sources d'alimentation et de couper la ventilation pour la rendre dysfonctionnelle. Mais la faire exploser serait assez difficile. Il est possible d'imaginer une cyberattaque, des commandos-suicides. Utiliser l'arme nucléaire pour faire exploser le bunker est une autre option, mais cela aurait d'immenses conséquences, notamment sur les voisins d'Israël.

**Quelles ont été, selon vous, les conséquences du retrait de Donald Trump de l'accord de Vienne en 2018, le JCPoA (Joint Comprehensive Plan of Action, le plan d'action global commun) ?**

Donald Trump est responsable de cette crise. Certes, son successeur, Joe Biden, est en partie responsable parce qu'il a eu l'occasion, après 2021, d'essayer de remettre les choses en ordre. Sans doute était-il trop fatigué, trop vieux, trop timide pour le faire. Mais c'est l'abandon de l'accord par les Etats-Unis qui est à l'origine de tout. Pour ceux qui, aux Etats-Unis, visaient un changement de régime en Iran, comme l'a toujours souhaité Nétanyahou, cet accord était mauvais car il levait les sanctions et replaçait l'Iran au sein de la communauté internationale. Le plus important était à leurs yeux de maintenir les sanctions plutôt que de résoudre le problème nucléaire. Voilà la racine du problème.

Libération

**Dov Alfon et Hamdam mostafavi**
**16 juin 2025**

# Iran-Israël Nétanyahou et Khamenei jouent au poker avec la guerre

Soudaine et meurtrière, l'escalade survenue au Moyen-Orient ces derniers jours illustre les stratégies personnelles du Premier ministre israélien et du Guide suprême iranien pour asseoir leur pouvoir et leur crédibilité dans leur pays.

Le 7 novembre 2024, à 2 000 km de distance l'un de l'autre, deux leaders âgés et acculés parvenaient à une même conclusion : l'élection inattendue de Donald Trump à la Maison Blanche pouvait leur offrir l'occasion de régler bien des problèmes internes.

Pour Benyamin Nétanyahou - confronté aux limites de sa coalition baroque et chancelante, cerné par des manifestations de plus en plus étendues, menacé par la perspective de son procès pour corruption et inquiet de sa consignation dans l'histoire au rang de responsable du plus grand échec sécuritaire de la nation juive -, le retour de son vieux pote dans le Bureau ovale pourrait permettre de sortir du frigo le plan ambitieux, repoussé par tous les présidents américains depuis au moins deux décennies, de mettre un terme aux ambitions nucléaires des mollahs par la force.

Ali Khamenei, le Guide suprême, sait lui que le caractère imprévisible et anticonformiste du leader américain peut le pousser à sceller un accord sur le nucléaire, même si c'est Trump qui en 2018 avait déchiré le précédent accord conclu par Obama. Car la situation a changé : les Iraniens ont eu plusieurs années pour faire avancer leur programme nucléaire, ce qui leur redonne un avantage, même si sur d'autres fronts la situation est plus tendue que jamais. Après avoir fait face à une révolte populaire majeure, sans doute la plus symbolique depuis l'avènement du régime, Khamenei a dû faire face à l'élimination systématique par Israël de ses proches commandants et de ses alliés, en premier chef le fils spirituel, Hassan Nasrallah, patron du Hezbollah libanais. L'économie iranienne est, elle, au plus bas, la levée des sanctions semblant la seule voie de sortie possible. Ali Khamenei sait que face à Trump, et à sa proximité avec Israël, il lui faut passer un deal ou en subir les conséquences. Le tout étant de disposer de suffisamment de moyens de nuisance pour faire tourner ce deal à son avantage.

Trump, roi du deal

A la mi-novembre, selon ses propres révélations dans un dernier discours télévisé, Benyamin Nétanyahou donnait ordre à son nouveau chef d'état-major de réactiver le plan d'attaque sur les infrastructures nucléaires iraniennes. Et le 5 décembre, selon un rapport d'enquête de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) vite balayé par les événements, Ali Khamenei ordonnait l'accélération de la production d'uranium enrichi à 60 %, soit bien plus que toute justification civile crédible.

Pour l'Iran, il s'agit donc avant tout d'arriver à la table des négociations face à Trump, le roi du deal, avec des cartes assez fortes pour en influencer le résultat. Cet objectif fut pleinement atteint, puisque d'après le rapport de l'AIEA, Téhéran avait produit au 12 juin 2025 assez d'uranium enrichi pour fabriquer plus de neuf bombes. Bien décidé à ne pas se laisser ballotter comme Volodymyr Zelensky avant lui, Khamenei pouvait être persuadé que Trump se laisserait convaincre par une offre combo de menaces nucléaires d'un côté et de champs gaziers et pétroliers à vil prix de l'autre, carotte et bâton. Un art de souffler le chaud et le froid, qui a permis au régime de se maintenir depuis quarante-cinq ans, de diffuser sa politique via ses proxys dans tout le Moyen-Orient et d'être une puissance régionale majeure, malgré une guerre, des révoltes régulières et un lot sans cesse plus lourd de sanctions internationales.

Mais pour Nétanyahou, il n'est pas question de laisser un deal irano-américain se mettre en place. Vendredi, il fait un malaise lors de son interrogatoire à son procès pour corruption, sa coalition menace de s'effondrer au Parlement et son gouvernement mène à Gaza et en Cisjordanie des actions de plus en plus illégitimes, contestées dans l'opinion israélienne et vues comme génocidaires dans l'opinion mondiale. Quarante-huit heures avant l'ouverture des discussions avec l'Iran à Oman, Nétanyahou pense pouvoir se débarrasser d'un seul coup de tous ses tracas : bombarder l'Iran faisant oublier tout le reste.

Car après l'attaque contre l'Iran, l'extrême droite ne peut plus menacer de quitter sa coalition. Cette nouvelle guerre ouvre la porte à une participation du centre-droit au gouvernement, donnant à Nétanyahou une bien plus grande marge de manœuvre politique.

Mieux, une guerre avec l'Iran laisse flotter sur l'Occident le danger d'une crise énergétique mondiale, d'une nouvelle vague de réfugiés, d'un effondrement des marchés, d'un blocus maritime, d'une instabilité politique dans des pays arabes amis, voire d'accidents nucléaires, autant de raisons géopolitiques suffisantes pour relâcher la pression sur Gaza.

Trump aurait-il pu empêcher cette guerre dans la nuit de vendredi à samedi, alors qu'il pérorait au pique-nique annuel du personnel de la Maison Blanche ? Oui. L'a-t-il fait ? Non. C'est là la raison de l'incompréhension iranienne de la situation. Se préparant à un round de négociations décisives à Oman, les Iraniens se croyaient à l'abri. A coup sûr, Trump, tout content à l'idée de faire le deal du siècle, tiendrait en laisse Nétanyahou, dont la politique radicale à Gaza mettait de plus en plus mal à l'aise ses alliés occidentaux.

démontrer sa force

Les options du régime iranien sont toutefois plus variées que Nétanyahou a l'air de le penser. Le régime iranien, tout comme Israël, pourrait désormais estimer qu'il mène un combat pour sa propre survie. Il lui faut en tout cas démontrer sa force, tant à son propre peuple qu'à l'ensemble de la région.

Face à l'échec relatif de ses représailles jusqu'à aujourd'hui, Téhéran peut être

tenté de viser les bases américaines au Qatar et à Bahreïn, mettant la pression sur Trump de préférer un deal comprenant l'arrêt des frappes israéliennes. Le régime iranien garde des capacités de nuisance en Irak, où des milices chiites peuvent s'attaquer aux Américains, ou encore en Syrie, où le nouveau pouvoir n'est pas encore consolidé.

Trump a déjà signalé - comme à son habitude, dans une phrase hautement ambiguë pouvant signifier tout et son contraire - qu'une telle escalade entraînerait une participation massive des Etats-Unis dans ce conflit. L'Iran pourrait donc préférer d'autres options tout aussi incontrôlables, comme l'arrêt par la force de toute exportation de pétrole de la région. L'Arabie Saoudite craint depuis longtemps des frappes sur son approvisionnement en eau, par exemple, ou sur ses installations énergétiques.

De telles actions entraîneraient probablement un conflit régional bien plus dangereux pour la paix du monde. Mais pour les deux joueurs de poker attablés face à Trump, il en va non seulement de leur sécurité nationale, mais aussi de leur survie personnelle. Khamenei comme Nétanyahou ont besoin de l'état de guerre perpétuelle pour se maintenir. Pour l'un comme pour l'autre, ce n'est pas le moment de quitter la table.

euro news.

**16 juin 2025**

# L'armée de l'air allemande soutient-elle Israël dans ses attaques contre l'Iran ?

Un Airbus de la Bundeswehr survolant la Jordanie suscite des spéculations. L'armée de l'air allemande soutient-elle les forces israéliennes dans leurs attaques contre l'Iran ?View on euronews

Der Airbus A400M kann Kampfjets in der Luft betanken. Ein Bundeswehr-Flieger wurde über Jordanien gesichtet. (Symbolbild) Bundeswehr/PAO Counter Daesh

L'armée de l'air allemande soutient-elle les attaques d'Israël contre l'Iran ? C'est ce que plusieurs utilisateurs des médias sociaux ont spéculé après qu'un Airbus de l'armée allemande a été repéré dans l'espace aérien au-dessus de la Jordanie.

Sur le site web Flightradar24, qui affiche toutes les trajectoires d'avions les plus divers, on a pu voir le signal du transpondeur d'un Airbus A400M de l'armée de l'air allemande.

Ce modèle, un Airbus de la Bundeswehr, peut ravitailler en vol des avions de combat. Le déroulement du vol soulève des questions et a déclenché des spéculations sur l'aide allemande à Israël lors des attaques contre l'Iran. L'avion a-t-il peut-être ravitaillé des avions de combat israéliens ?
Un utilisateur a partagé une capture d'écran de la page web de surveillance de la trajectoire de vol et a émis l'hypothèse que le transpondeur avait été activé par erreur et que l'armée de l'air allemande voulait dissimuler son implication dans les attaques d'Israël contre l'Iran.
Plusieurs utilisateurs ont ensuite partagé le message, ajoutant que l'Airbus pourrait être en train de ravitailler des avions de combat. Le gouvernement allemand n'a pas confirmé ces suppositions.

Peu après, un avion de la Royal Air Force britannique a également été aperçu dans l'espace aérien jordanien. Là aussi, les utilisateurs des médias sociaux ont supposé que les avions britanniques ravitaillaient les forces armées israéliennes.

Rapport : le ministère de la Défense prend position

Selon l'expert militaire et journaliste Thomas Wiegold, le ministère fédéral de la Défense aurait rejeté ces spéculations. Selon lui, l'armée allemande n'apporterait pas de soutien à l'armée israélienne dans ses attaques contre l'Iran.

L'Allemagne ne participe pas à la campagne militaire de l'armée israélienne actuellement en cours, a déclaré Wiegold sur son blog personnel consacré à la politique de défense. Pour lui, il s'agit d'un vol de transport de la base aérienne jordanienne d'Al-Alzraq vers l'Irak.
Depuis 2015, la Bundeswehr est notamment stationnée à Al-Azraq pour soutenir la coalition internationale dans la lutte contre l›»État islamique» (EI). Selon ses propres indications, la Bundeswehr participe à la mission»Inherent Resolve» avec 500 soldats.

L'EI est certes considéré comme vaincu en Irak, mais il représente toujours un danger sérieux. C'est pourquoi la mission a été prolongée de deux ans le 17 octobre 2024. Plusieurs dizaines de pays participent à l'opération.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky
16 juin 2025

# En Iran, Israël mise sur la stratégie du chaos

## En plus des installations militaires et nucléaires de la république islamique, l'Etat hébreu s'attaque à des sites économiques, des postes de police et des ministères, dans l'espoir de désorganiser le pays.

Dimanche 15 juin, la nuit est tombée sur Téhéran. L'agglomération de quatorze millions d'habitants est transformée en ville morte, déserte, hormis les longues files de voitures qui s'étirent devant les stations-service. Tout au long de la journée, les avenues et les voies rapides menant aux sorties de la capitale ont été prises d'assaut par des habitants, déterminés à se mettre à l'abri en province, loin des bombardements israéliens.

Le matin même, l'armée israélienne avait exhorté la population iranienne, dans une courte déclaration publiée sur ses comptes en persan, à *« quitter immédiatement et dans un avenir proche les alentours des usines d'armement et des institutions qui les soutiennent »* pour éviter de mettre leur vie en danger. *« Où pouvons-nous aller ? »*, *« Comment savoir si l'on est proche de ces lieux ? »*, *« Quelles zones, quelle ville ? »,* avaient réagi avec inquiétude les internautes iraniens, dans des commentaires publiés sous le post de l'armée israélienne.

La nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, prélude à un week-end estival, s'annonçait pourtant calme et paisible. Samira (le prénom a été changé pour des raisons de sécurité), Téhéranaise de 43 ans, était rentrée tard avec son mari après une soirée festive chez des amis. Vers 3 heures du matin, heure locale, *« un bruit immense »* l'a réveillée. *« C'était comme si un poids lourd s'était abattu sur le sol depuis le ciel »,* explique-t-elle, jointe par WhatsApp. S'ensuivent des cris, des pleurs et les aboiements des chiens errants. L'immeuble situé en face de leur domicile vient d'être frappé de plein fouet par un projectile israélien.

Depuis le balcon du sixième étage, en feu, des habitants appellent à l'aide. *« Nos yeux et notre gorge brûlaient à cause de la fumée blanche »*, se souvient Samira. Elle apprend par des voisins descendus dans la rue que l'étage touché abritait Mohammad Mehdi Tehranchi, un scientifique nucléaire qui a travaillé sur le programme atomique iranien. Les équipes de secours dépêchées sur place, aidées de pompiers, lui ont plus tard confié qu'au moins douze corps avaient été retrouvés. *« D'après eux, il est impossible d'avoir un décompte précis, car certains restes mortuaires ne permettent pas une identification des victimes »*, explique Samira.

Selon le ministère de la santé iranien, 224 personnes ont été tuées depuis le début de l'attaque israélienne commencée dans la soirée du 13 juin, et 1 277 autres personnes ont été hospitalisées. *« Quatre-vingt-dix pour cent des victimes sont des civils »,* insiste l'institution. Le bilan semble sous-estimé eu égard du nombre important de frappes et de leur intensité. L'organisation iranienne Human Rights Activists, basée à Washington mais dotée d'un important réseau de sources dans le pays, recensait pour sa part, le 15 juin, un minimum de 406 victimes.

Signe de la fébrilité des autorités, qui redoutent des rassemblements trop importants de population où la situation leur échapperait, les stations de métro de Téhéran, censées servir d'abri, sont finalement restées fermées dans la nuit du 15 au 16 juin, alors que plus aucun quartier de la ville n'est épargné par les bombardements. Le président du conseil municipal de Téhéran, Mehdi Chamran, a pourtant admis que la capitale, tout comme d'autres villes du pays, ne comptait pas d'abris, laissant les habitants démunis face au feu israélien.

**Provoquer des pénuries de carburant**

Celui-ci s'intensifie, plongeant le pays dans l'incertitude et un début de chaos. Les attaques ont visé des sites de grande valeur stratégique, en particulier le ministère de la défense de Téhéran, des bases militaires et des installations de production de missiles, notamment celles de Parchin et Khojir, situées dans les alentours de la capitale. La base d'Ispahan, utilisée par l'armée de l'air, a elle aussi été ciblée, tandis que des installations souterraines dans l'ouest de l'Iran, utilisées de longue date pour le déploiement de missiles balistiques, ont été bombardées.

Au-delà des cibles militaires, des infrastructures énergétiques vitales sont désormais méthodiquement attaquées, telles que le dépôt pétrolier de Shahran, au nord-ouest de Téhéran. L'objectif recherché est de provoquer des pénuries de carburant et des coupures d'électricité. La raffinerie de Fajr Jam, dans la province de Bouchehr, ou le champ gazier de South Pars, l'un des plus grands gisements de gaz naturel au monde, ont également été touchés, provoquant des explosions en chaîne, des incendies et des coupures de production. Le danger environnemental se conjugue aux dégâts économiques : les réservoirs en feu de la raffinerie de Chahr-e Ray, au sud de Téhéran, laissaient s'échapper dimanche d'épaisses fumées noires. Le pétrole brut iranien contient une concentration élevée de soufre et de métaux lourds, ce qui le rend particulièrement dangereux à inhaler.

Dimanche 15 juin, au cœur de la capitale, des postes de commandement de la police ont été pris pour cible. Ces frappes soulignent le changement de stratégie d'Israël, qui s'en prend de plus en plus directement aux lieux de pouvoir, comme les ministères et les bureaux des services de sécurité. Téhéran a annoncé dimanche la mort du chef du renseignement des gardiens de la révolution, Mohammad Kazemi, et de son adjoint, Hassan Mohaghegh. Ces as-

sassinats surviennent après la mort, le 13 juin, d'une vingtaine des plus haut gradés du pays et de neuf scientifiques du programme nucléaire. Les gardiens de la révolution de Téhéran, l'armée idéologique du régime, ont annoncé que la cérémonie d'enterrement des responsables tués lors des récentes attaques, prévue mardi 17 juin, a été annulée.

Diffusés sur les réseaux sociaux, les dégâts provoqués par les explosions présumées de plusieurs voitures piégées dans la ville – des informations non confirmées officiellement – et les images de destructions de lieux emblématiques tels que la place de Tajrish, dans le nord de la capitale, installent un climat délétère. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a par ailleurs laissé entendre sur la chaîne américaine Fox News que les frappes sur l'Iran pourraient conduire à un changement à la tête du pays. *« Ce pourrait certainement être le résultat, parce que le régime iranien est très faible »*, a-t-il déclaré, assumant implicitement une stratégie du chaos. Tandis que le bilan des victimes civiles s'alourdit, la colère de Samira grandit. *« Des innocents ont été tués. Je l'ai vu de mes propres yeux. Pourquoi les voisins de ce monsieur* [Mohammad Mehdi Tehranchi]*, que l'on dit membre des gardiens de la révolution, doivent-ils périr ? »*, s'indigne-t-elle.

Des habitants observent les flammes et la fumée d'une attaque israélienne contre le dépôt pétrolier de Shahran, le 15 juin 2025 à Téhéran, en Iran. GETTY IMAGES / GETTY IMAGES VIA AFP

**« C'est Israël l'agresseur »**

Comme de nombreux Iraniens en quête de changement, elle avait, par le passé, essayé de faire évoluer le système de l'intérieur en votant, lors d'élections pourtant étroitement encadrées en République islamique, pour des candidats perçus comme les plus modérés. En vain. Elle est également descendue dans la rue en septembre 2022, après la mort de Mahsa (Jina) Amini, décédée pendant sa garde à vue en raison d'un voile *« mal ajusté ». « Depuis la mort de Mahsa, je n'ai plus porté le voile* [pourtant obligatoire]. *J'avais beaucoup d'espoir que ce mouvement apporte un changement réel, que le régime recule face à la volonté du peuple et se réforme. Cela ne s'est pas fait. Voilà où nous en sommes, à cause de ces dirigeants. Mais tout cela ne change pas le fait qu'aujourd'hui, c'est Israël qui tue des innocents à Gaza. C'est Israël l'agresseur. Et je ne me rangerai jamais du côté de l'agresseur. »*

Dans son entourage ou parmi les personnes qu'elle croise, les avis sont partagés. Dans son quartier, touché par les frappes israéliennes, elle a par exemple échangé avec un coursier et un employé d'épicerie – *« appartenant donc plutôt aux couches les moins favorisées »*, précise-t-elle. Eux estiment, selon Samira, qu'*« Israël ne vise pas les citoyens ordinaires »* et que *« tout le monde n'a ni les moyens ni la permission d'habiter dans les immeubles où vivent des gardiens de la révolution ou des scientifiques nucléaires ». « Ils se disent impatients d'"être débarrassés de ce régime" »,* ajoute la quadragénaire.

Dès le début des bombardements israéliens, le parquet et les services de sécurité ont demandé aux habitants de s'abstenir de diffuser des images ou des informations relatives aux frappes. Les 13 et 14 juin, les médias d'Etat ont rapporté l'arrestation de plusieurs Iraniens accusés d'avoir publié des images des attaques ou *« s'être réjouis des attaques israéliennes »*. Le 14 juin, Motahareh Gounei, une militante étudiante, a été arrêtée par les forces de sécurité à Téhéran en raison de messages qu'elle a publiés. *« Cet enfer a peut-être eu de nombreux porteurs de bois, mais un seul démon l'a allumé : le despotisme religieux »,* avait-elle écrit dans son dernier message sur X.

Sur les réseaux sociaux se multiplient les annonces de la mort de victimes civiles, accompagnées de photos et de vidéos retraçant des bribes de leur vie. Parmi elles, Saleh Bayrami, graphiste connu ayant travaillé dans de nombreux journaux et magazines iraniens, a été tué le 15 juin, alors qu'il traversait la place Tajrish de Téhéran.

Depuis Israël, dans un message publié sur X lundi 16 juin au matin, le ministre de la défense, Israel Katz, a menacé de s'attaquer à la population iranienne de façon indiscriminée. *« Le dictateur arrogant de Téhéran est devenu un meurtrier lâche qui tire* [sur le front intérieur civil] *en Israël pour dissuader l'armée israélienne de poursuivre l'attaque qui détruit ses capacités. Les habitants de Téhéran en paieront le prix, et bientôt. »*

Le Monde 16 juin 2025

# Israël-Iran : des bombardements iraniens ont visé Israël après qu'il a frappé le territoire iranien pour la quatrième nuit de suite

Depuis vendredi, les frappes ont fait au moins 224 morts en Iran et plus d'un millier de blessés. Côté israélien, le bilan des ripostes iraniennes depuis vendredi est d'au moins dix-sept morts et plus de 450 blessés.

L'Iran a tiré, dans la nuit de dimanche 15 à lundi 16 juin, de nouveaux missiles sur plusieurs grandes villes d'Israël, faisant au moins quatre morts, selon les secours. Le bombardement faisait suite à des bombardements israéliens qui ont ciblé le territoire iranien pour la quatrième nuit d'affilée. Affirmant que l'Iran s'approchait du *« point de non-retour »* vers la bombe atomique, Israël a lancé vendredi une campagne aérienne massive contre la République islamique en ciblant des centaines de sites militaires et nucléaires.

Les sirènes d'alerte antiaérienne ont retenti à Jérusalem, où une journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) a entendu *« de fortes explosions qui ont fait trembler l'immeuble »* dans lequel elle se trouvait. La défense antiaérienne a été activée, mais plusieurs projectiles n'ont pas été interceptés. Un autre journaliste de l'AFP a vu une épaisse fumée s'élever vers le ciel après qu'un missile s'est abattu à Haïfa, dans le nord d'Israël.

A Tel-Aviv, des images de l'AFP ont montré un ensemble d'immeubles d'habitation éventrés et des pompiers qui y recherchaient d'éventuels survivants dans les décombres, et des voitures incendiées. Un autre missile a touché un immeuble à Petah Tikva, un peu plus à l'est, selon un photographe de l'AFP.

La police israélienne a précisé qu'un missile s'était abattu sur la région côtière, sans autre précision, provoquant *« des dégâts matériels et sur les infrastructures »*. Le Magen David Adom, l'équivalent israélien de la Croix-Rouge, a fait état de quatre morts et 87 blessés à quatre endroits du centre du pays. Cette salve a répondu à des frappes israéliennes qui ont visé l'Iran pour la quatrième nuit de suite.

Les missiles iraniens avaient déjà frappé la région de Tel-Aviv dans la nuit de samedi à dimanche, provoquant des destructions à Bat Yam, au sud de la ville côtière, et à Tamra, une ville arabe dans le nord du pays. *« L'Iran paiera un prix très lourd pour le meurtre prémédité de civils, femmes et enfants »*, a déclaré le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, en visite à Bat Yam.

Depuis vendredi, les frappes ont fait au moins 224 morts en Iran et plus d'un millier de blessés, a annoncé dimanche le ministère de la santé iranien. Côté israélien, le bilan des ripostes iraniennes depuis vendredi est d'au moins 17 morts et plus de 450 blessés, selon la police et les secours.
L'Observatoire syrien des droits de l'homme a également affirmé que la chute d'un drone, probablement iranien, avait causé la mort d'une femme dans l'ouest de la Syrie. Depuis vendredi, des correspondants de l'AFP et des témoins ont observé des dizaines de missiles volant dans le ciel syrien, certains étant interceptés et explosant dans différentes régions.

Après des décennies de guerre par procuration et d'opérations ponctuelles, c'est la première fois que les deux pays ennemis s'affrontent militairement avec une telle intensité.

**Multiples explosions en Israël et en Iran**

Israël a dit viser, dans la nuit de dimanche à lundi, des *« dizaines »* de sites de missiles sol-sol et des installations militaires dans l'ouest du pays. Dimanche, une frappe a visé un immeuble d'habitation dans le centre de Téhéran, faisant au moins cinq morts, selon la télévision. Un journaliste de l'AFP sur les lieux a fait état de *« deux explosions »* à quelques minutes d'intervalle, à proximité du ministère des communications iranien. Un épais nuage noir de fumée s'est élevé dans le ciel tandis que des badauds, *« figés par la stupeur, demeuraient sans voix »*, selon son témoignage. Le gouvernement iranien a annoncé que les mosquées, les stations de métro et les écoles allaient servir d'abris antiaériens dès dimanche soir.

Téhéran a également annoncé dimanche la mort du chef du renseignement des gardiens de la révolution, après la mort vendredi des deux plus haut gradés du pays et de neuf scientifiques du programme nucléaire. Des dizaines de sites ont été visés dans la capitale, notamment des sites liés au nucléaire et deux dépôts de carburant. La majorité des commerces sont restés fermés dimanche, et les routes pour quitter Téhéran étaient remplies de longues files de voitures.

L'armée israélienne a annoncé avoir aussi frappé l'aéroport de Machhad, deuxième ville d'Iran, située dans le nord-est du pays à environ 2 300 kilomètres d'Israël. La ville abrite le sanctuaire de l'imam Reza, le site le plus sacré d'Iran pour les musulmans chiites. Il s'agit, selon l'armée, de la frappe la plus lointaine en territoire iranien menée depuis vendredi.

M. Nétanyahou a, par ailleurs, déclaré sur la chaîne américaine Fox News qu'Israël avait *« détruit la principale installation »* du site d'enrichissement d'uranium de Natanz. Il a laissé entendre que les frappes sur l'Iran pourraient conduire à un

changement à la tête du pays, dirigé par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. *« Ce pourrait certainement être le résultat parce que le régime iranien est très faible »*, a-t-il dit.

**La diplomatie, meilleure solution « à long terme » avec l'Iran**

Téhéran est soupçonné par les Occidentaux et Israël de vouloir se doter de l'arme atomique. L'Iran, qui le nie et défend son droit à développer un programme nucléaire civil, a promis dimanche une *« réponse dévastatrice »* aux attaques israéliennes et affirmé qu'Israël ne serait bientôt *« plus habitable »*. Lundi matin, Téhéran a affirmé avoir frappé *« avec succès »* Israël dans la nuit. *« Une nouvelle vague d'attaques des gardiens de la révolution* (…) *a permis à des missiles d'atteindre avec succès et efficacité les cibles »* en Israël, a affirmé dans un communiqué l'armée idéologique du régime iranien.

Elle a salué une opération menée à bien *« malgré le soutien total des Etats-Unis et des puissances occidentales et la possession des technologies de défense les plus modernes »*. Les gardiens ont promis la poursuite d'*« opérations efficaces, ciblées et plus dévastatrices contre les cibles vitales »* pour Israël, rendant hommage à Mohammad Bagheri, Hossein Salami et Amir Ali Hajizadeh, les trois plus hauts responsables militaires iraniens tués depuis le début des frappes aériennes israéliennes sur l'Iran vendredi.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a affirmé lundi avoir dit à M. Nétanyahou que la diplomatie était la meilleure solution *« à long terme »* avec l'Iran. Le président américain, Donald Trump, allié indéfectible d'Israël, a appelé dimanche les deux pays à *« trouver un accord »*. Il a ajouté qu'il est *« possible »* que les Etats-Unis s'impliquent dans le conflit mais qu'ils ne sont *« à cet instant pas impliqués »*.

---

**June 16, 2025**

# Loud blast heard in Erbil after suspected drone falls

ERBIL, Kurdistan Region – A loud blast was heard in Erbil early Monday after a suspected drone fell down, reportedly intercepted by the new US consulate compound's aerial defense system.

The suspected drone, which crashed down in northeast Erbil, near the new US consulate compound, was reportedly downed by the consulate's aerial defense system.

Local authorities and the US mission in Erbil have yet to comment on the incident.

Kurdish security forces rushed to the crash site in the immediate aftermath of the blast.
No casualties were reported and security forces have cordoned the area for investigations.
Rudaw English has not independently verified whether the projectile was a drone or whether it was intercepted by US forces.

On Sunday, another suspected drone was reportedly downed over Erbil by US forces.

This comes amid exchange of attacks between Israel and Iran. The conflict started on Friday when Israel carried out deadly airstrikes against Iranian military and nuclear sites, triggering a response from Tehran. Several Iranian commanders and nuclear scientists have been killed.

The New York Times June 16, 2025

# Israel Attacks Iran's State Television, Live on the Air

## A news anchor was speaking when an explosion shook the building, followed by the sound of breaking glass and screams, all carried on television.

The Israeli military attacked the headquarters of Iran's state broadcaster in Tehran on Monday evening, the Israeli defense minister and Iranian media said. Videos and images from the scene showed the Islamic Republic of Iran Broadcasting building on fire.

A news anchor — a woman identified by Iranian state media as Sahar Emami — was speaking live on the air when an explosion shook the building, followed by the sound of breaking glass and screams, all carried live on television. The screen filled with smoke and debris as the anchor hurried off.

During a live broadcast on Iranian state television, a news anchor left the set when an Israeli strike hit the state television's headquarters in Tehran, causing debris to fall. Iranian State TV, via IRIB

Hassan Abedini, the deputy director of Iran's state broadcaster, said some employees were injured in the Israeli strike, without specifying a number. He said firefighters were trying to contain the fires at the building, which were sending a large column of black smoke into the air.

The attack appeared to have struck only one of the buildings belonging to the state broadcaster, which has a number of other buildings in the area in central Tehran.

Iran's state news agency, IRNA, confirmed the attack, saying that it took place as programs were being broadcast live. It said that programming was "briefly halted" but "returned to normal" after a few minutes.

The Iranian state broadcaster has long been associated with the government's dominance of public life and the country's media. Iran is widely considered to be one of the most repressive states in terms of press freedom; journalists who cross government red lines can face severe consequences.

Before the strike, Israel's defense minister, Israel Katz, had said in a statement that "the mouthpiece of Iranian propaganda and incitement is about to disappear."
The Israeli military later said in a statement that its air force had struck the building to target a "communication center" that was being used by the Iranian military "under the guise of civilian activity." The claim could not be independently verified.
Elham Abedini, another Iranian state television anchor, captured the wreckage in an Instagram livestream. Her video showed chaos as people ran and shouted amid debris. "They are in the glass building, they are all there," she can be heard telling a guard in uniform, referring to the channel's employees.

The attack was preceded by an Israeli evacuation order for the densely-populated Tehran district where the state broadcaster lies. In that statement, the Israeli military said it planned to target "military infrastructure" in the area "in the coming hours."

In the wars in Gaza against Hamas, and in Lebanon against Hezbollah, Israel frequently used the tactic of telling civilians to either flee or face an impending Israeli attack, even on a specific building. The warnings often prompted panic and fear among people in the targeted zone.

The New York Times June 16, 2025

# What Is Iran's Quds Force?

## The group is one of the most powerful and shadowy arms of Iran's military, and it has long been on the front line of a shadow conflict with Israel.

The Quds Force is one of the most powerful and shadowy arms of Iran's military and has long played a central role in Tehran's covert operations across the Middle East. For years, it has been used to arm and train militias across the region to confront Israel, and to help Tehran expand its influence.

The Israeli military said on Monday that it had hit the Quds Force's command center in Tehran. The claim could not be immediately verified but it would mark a significant blow against a crucial player in the Israel-Iran conflict.

Here's a look at what the Quds Force is, how it operates, and why it is so important in the escalating clash between Iran and Israel.

Gen. Esmail Ghaani, the commander of Iran's Quds Force, in Tehran in October.Arash Khamooshi for The New York Times

**What is the Quds Force?**

It is an elite unit within Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps, tasked with overseeing the country's foreign operations and support for proxy groups across the Middle East. Named after the Arabic word for Jerusalem, the Quds Force reports directly to the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

The Quds Force has long played a central role in supporting what Iran called the "axis of resistance," a coalition of militias and political movements across the region that oppose Israel and the United States.

The unit has trained, armed and funded groups including Hezbollah in Lebanon, Hamas in Gaza, Shiite militias in Iraq, and the Houthis in Yemen. Before Israeli offensives severely weakened this regional network, these alliances allowed Iran to exert its influence across the Middle East, shaping the political landscapes of neighboring states in its favor. This included shoring up the Assad regime in Syria and arming Hezbollah to provide a forward line of defense for Iran along Israel's northern border with Lebanon.

The Quds Force is also believed to have orchestrated operations beyond the Middle East, in Latin America and Europe, according to the U.S. government and intelligence agencies. Activities have included plots to assassinate dissidents, smuggle weapons and conduct espionage targeting U.S. and allied interests.

**Who are its leaders?**

For more than two decades, the Quds Force was led by Gen. Qassem Soleimani, who spearheaded Tehran's ambitions to build an axis of military groups across the region to defend Iran's interests and counter the United States and Israel. Mr. Soleimani was killed in a U.S. drone strike authorized by President Trump in Baghdad in January 2020, dealing a significant blow to the organization.

He was replaced by Gen. Esmail Ghaani, but some analysts say that the unit's reach and effectiveness has been under strain without General Soleimani's personal networks and strategic expertise.

**How has it fought with Israel?**

Before the latest escalation, the Quds Force had been at the center of the long-running covert conflict between Iran and Israel.

The regional adversaries have clashed indirectly through cyberattacks, sabotage operations, targeted assassinations, and maritime attacks. For years, Israel has carried out hundreds of strikes on Iranian-linked targets in Syria — including weapons convoys, drone and missile sites, and military infrastructure. Much of it was operated or supplied by the Quds Force and its allied militias, according to Israeli officials and analysts.

Last year, an Israeli strike on an Iranian embassy compound in Damascus, Syria, killed a senior Quds force commander, Gen. Mohammad Reza Zahedi, and several other Revolutionary Guards officers. Israel's assault in recent days has already killed several senior Iranian commanders. A successful strike against the Quds Force — the nerve center of Iran's military footprint across the region — would represent one of Israel's most consequential attacks.

Le Monde 16 juin 2025

# Israël-Iran : « Ce conflit constitue une menace grave pour les fondements mêmes de la civilisation humaine »

Dans une tribune au « Monde », des personnalités iraniennes, dont les Prix Nobel de la paix Narges Mohammadi et Shirin Ebadi, et les cinéastes Jafar Panahi et Mohammad Rasoulof affirment que la poursuite du programme nucléaire et la guerre entre la République islamique et le régime israélien ne servent pas les intérêts du peuple iranien.

Nous, militants de la société civile iranienne et signataires de cette tribune, réclamons l'arrêt immédiat de l'enrichissement d'uranium par la République islamique, la fin des hostilités militaires, l'arrêt des attaques contre les infrastructures vitales en Iran comme en Israël, ainsi que la cessation des massacres de civils dans les deux pays.

Profondément attachés à l'intégrité territoriale de l'Iran et au droit inaliénable de son peuple à disposer de lui-même dans le cadre d'une souveraineté véritable, nous considérons que la poursuite de l'enrichissement d'uranium et la guerre dévastatrice entre la République islamique et le régime israélien ne servent ni les intérêts du peuple iranien ni ceux de l'humanité. Ce conflit ne se contente pas de détruire des infrastructures et de faucher des vies civiles, il constitue une menace grave pour les fondements mêmes de la civilisation humaine.

L'enrichissement de l'uranium n'est en aucun cas l'affaire du peuple iranien. Ce dernier ne doit pas être sacrifié au nom des ambitions nucléaires et géopolitiques d'un régime autoritaire. Nous considérons que les dirigeants actuels de la République islamique sont incapables de résoudre les crises internes comme les tensions externes que traverse l'Iran. La seule voie crédible pour préserver ce pays et son peuple est la démission des responsables actuels et l'ouverture d'un processus de transition pacifique vers une démocratie véritable.

Nous appelons l'Organisation des Nations unies ainsi que la communauté internationale à prendre des mesures fermes et immédiates : faire pression sur la République islamique pour qu'elle cesse toute activité d'enrichissement d'uranium, exiger des deux parties qu'elles mettent fin à leurs attaques militaires contre les infrastructures essentielles, et faire cesser sans délai les massacres des populations civiles.

**Narges Mohammadi,** Prix Nobel de la paix 2023 ; **Jafar Panahi,** cinéaste, lauréat de la Palme d'or au Festival de Cannes 2025 ; **Mohammad Rasoulof,** réalisateur, lauréat du Prix spécial du jury au Festival de Cannes 2024 ; **Shirin Ebadi,** Prix Nobel de la paix 2003 ; **Sedigheh Vasmaghi,** théologienne, juriste, militante des droits des femmes ; **Shahnaz Akmali,** militante des droits humains, mère d'une victime de la répression en quête de justice ; **Abdolfattah Soltani,** avocat, défenseur des droits humains.

Le Monde Hélène Sallon 17 juin 2025

# L'intégration des Kurdes, lueur d'espoir dans la reconstruction de la Syrie

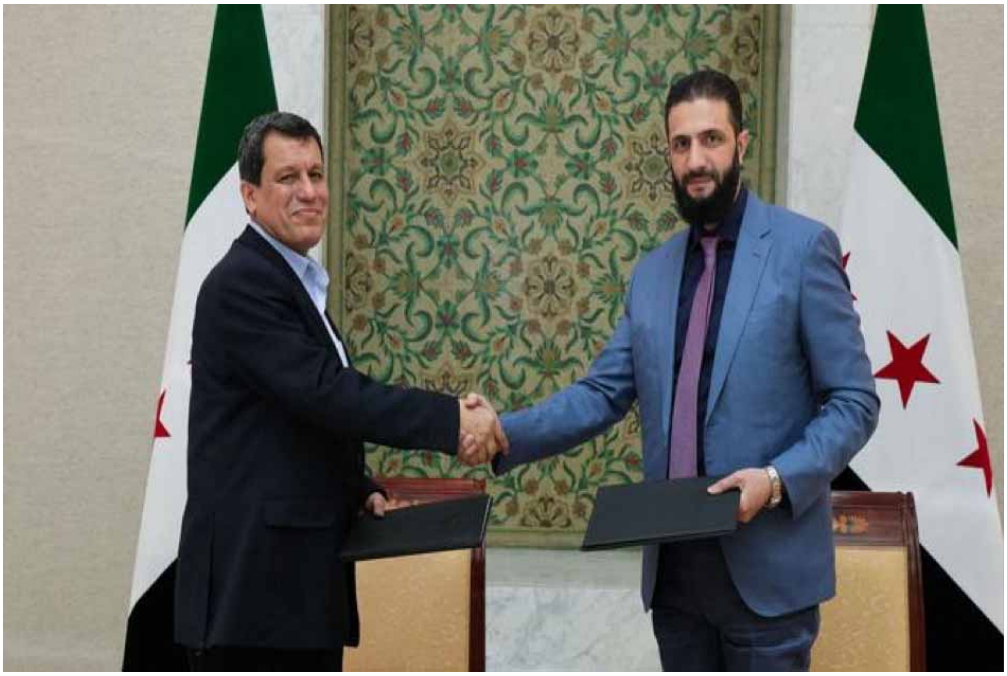
L'unité retrouvée du pays, morcelé par les revendications autonomistes, dépendra du succès du processus, dont la date butoir est fixée à la fin de l'année.

Le 10 mars, un accord historique entre le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, et le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde), le général Mazloum Abdi, a été signé pour l'intégration des institutions autonomes kurdes du Nord-Est syrien dans l'Etat. Trois mois plus tard, le général Michael Kurilla, qui dirige le commandement unifié des forces américaines au Moyen-Orient, a tiré un bilan positif. L'intégration se déroule bien en dépit de points de frictions, a témoigné le haut gradé devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants américaine, à Washington, le 10 juin. Et la Turquie, engagée militairement contre les forces kurdes depuis 2016, joue un rôle positif.

L'accord du 10 mars a apporté une lueur d'espoir face à l'ampleur des défis, sécuritaires et économiques, qui se posent aux autorités de Damas depuis la chute du dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. Il a sauvé M. Charaa de l'opprobre international

après les massacres perpétrés, début mars, contre la minorité alaouite, par ses propres forces. L'unité retrouvée de la Syrie, morcelée par les revendications autonomistes druze et kurde, dépendra du succès de ce processus, dont la date butoir est fixée à la fin de l'année.

Les pressions américaines ont été déterminantes pour faire émerger cet accord. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, la perspective d'un retrait américain de Syrie se profile. Partenaires stratégiques des Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) depuis 2014, les forces kurdes ne bénéficieront plus du bouclier protecteur américain face aux menaces de la Turquie. Cette dernière considère les FDS comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), désigné comme organisation terroriste par Ankara.



Le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, et le chef des Forces démocratiques syriennes, le général Mazloum Abdi, à Damas, le 10 mars 2025. - / AFP

**Patience et ouverture**

Un désengagement graduel a été décidé par l'administration Trump et sa mise en œuvre a débuté mi-mai. Il prévoit une réduction des troupes de 2 000 à 1 000 hommes et la préservation d'une seule des huit bases dans le Nord-Est syrien. Le retour de la souveraineté de Damas sur l'ensemble de son territoire est réclamé par Washington, qui s'est rapproché de la Syrie depuis la rencontre entre MM. Trump et Al-Charaa à Riyad, le 14 mai, et l'annonce de la levée des sanctions américaines à l'encontre du pays.

Ahmed Al-Charaa a fait preuve de patience et d'ouverture envers les Kurdes, conscient qu'un accord avec le général Abdi lui servirait à amadouer Washington. L'entente qui s'est nouée entre les deux hommes a fait le reste. Tous deux s'étaient déjà émancipés des organisations transnationales dans lesquelles ils ont évolué – Al-Qaida pour M. Charaa, le PKK pour M. Abdi – pour bâtir un projet national pour la Syrie. Attaché à l'unité du pays, le président Al-Charaa a plaidé auprès de la Turquie, un allié proche, pour qu'elle s'abstienne d'intervenir militairement contre les Kurdes et lui laisse le champ libre pour négocier.

La Turquie a donné son feu vert à l'accord du 10 mars, laissant à M. Charaa le soin d'imposer le démantèlement de l'administration autonome du nord-est de la Syrie et la dissolution des FDS – deux exigences de longue date d'Ankara.

**Discussions secrètes**

Ce revirement est intervenu dans le cadre des négociations de paix entre la Turquie et le PKK. Le 27 février, le leader historique du PKK, Abdullah Öcalan, a ordonné au parti de déposer les armes et de se dissoudre, après quarante ans de lutte armée contre l'Etat turc. Le 12 mai, la direction du PKK, basée dans les montagnes du Kurdistan irakien, a annoncé sa dissolution. Les appels du pied d'Israël, hostile aux nouvelles autorités syriennes, à l'attention des FDS, ont achevé de convaincre la Turquie.

Des discussions secrètes ont aussi eu lieu entre des responsables turcs et kurdes syriens, notamment en France et en Suisse, en 2024, puis sous égide américaine, ont révélé les médias en ligne *Al-Monitor* et *Middle East Eye*. La Turquie serait disposée à une normalisation des relations, à la condition que les Kurdes ne se voient pas octroyer une autonomie formelle. Le commandant Abdi a confirmé l'existence de ces pourparlers, soulignant qu'ils avaient permis de décréter, en mars, un cessez-le-feu avec les forces syriennes soutenues par Ankara autour du barrage de Tichrine, dans le nord-ouest du pays. Une future rencontre entre Mazloum Abdi et un haut dirigeant turc est évoquée.

Les négociations entre Damas et les forces kurdes ont déjà donné des résultats. Début avril, un premier échange de prisonniers a eu lieu et un mécanisme de gestion conjointe des deux quartiers kurdes d'Alep, Achrafié et Cheikh Maksoud, a été mis en place. Début juin, les deux parties ont à nouveau procédé à l'échange de 400 prisonniers. Elles ont scellé un accord pour le retour de familles syriennes du camp d'Al-Hol vers les zones gouvernementales dont elles sont originaires. A terme, Damas doit reprendre le contrôle de ces camps et des prisons du nord-est syrien, où sont détenus près de 40 000 djihadistes de l'EI et leurs familles, ainsi que des postes frontières, de l'aéroport, et des champs pétroliers et gaziers.

Ahmad Al-Charaa et Mazloum Abdi doivent encore, pour cela, trouver une formule pour l'intégration des institutions politiques et militaires kurdes dans l'Etat syrien. Fin mai, le général Abdi a estimé que ce processus pourrait prendre des années. Il a exigé un accord politique qui reconnaisse une forme de décentralisation pour le Nord-Est syrien et la prise en compte de l'identité kurde comme composante intégrale de l'Etat. M. Charaa, partisan d'une centralisation rigide, n'est pas opposé à ce que les Kurdes gèrent leur propre police et leurs municipalités. Il rejette néanmoins toute idée d'une autonomie kurde.

Le Monde

**Harold Thibault**
**17 juin 2025**

# La Chine, principal soutien économique de l'Iran, spectatrice de la guerre au Moyen-Orient

## Alors que la diplomatie chinoise est de plus en plus active au Moyen-Orient, Pékin, qui achète 90 % du pétrole exporté par l'Iran, continue de laisser aux Etats-Unis le rôle de gendarme de la région.

La désapprobation est explicite. *« L'action militaire d'Israël contre l'Iran a provoqué une escalade soudaine des tensions au Moyen-Orient, ce qui inquiète profondément la Chine. Nous nous opposons à toute action qui porte atteinte à la souveraineté* (…) *d'autres pays »*, a déclaré, mardi 17 juin, le président chinois, Xi Jinping, lors d'une rencontre au Kazakhstan avec cinq pays d'Asie centrale.

Dès samedi 14 juin, le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, avait décroché son téléphone pour faire part à son homologue israélien, Gideon Saar, de la colère de la deuxième puissance de la planète. *« Cette action est d'autant plus inacceptable que la communauté internationale cherche toujours une solution politique à la question nucléaire iranienne »*, avait lancé M. Wang à M. Saar, après avoir appelé son homologue iranien, Abbas Araghtchi, pour lui faire part du soutien de la Chine. Les ambassades chinoises en Iran et en Israël ont appelé mardi leurs ressortissants à quitter les deux pays *« dès que possible ».*

Du point de vue chinois, l'offensive israélienne a toutes les marques de ce qui ne va pas dans un monde dominé par la puissance américaine : les doubles standards qui permettent une attaque en infraction au droit international parce qu'elle est lancée par un allié des Etats-Unis, désinhibé par la certitude que Washington continuera à lui fournir des armes et, en dernier recours, assurera sa protection. La cohérence du discours chinois est toutefois affaiblie par trois années de soutien diplomatique à la Russie après son invasion de l'Ukraine, fin février 2022.

La Chine est cette fois concernée au premier plan. Elle achète 90 % du pétrole exporté par l'Iran et est, à ce titre, sa ligne de sûreté économique. Ce pétrole est chargé de l'île de Kharg, située dans le golfe Persique, et transféré, parfois avec des opérations de transbordement d'un pétrolier à l'autre au large de la Malaisie, vers des acteurs mineurs du secteur pétrolier chinois qualifiés de « raffineries théières » pour leur petite taille, afin d'éviter d'exposer les géants étatiques tels que PetroChina et Sinopec, très présents à l'international, aux sanctions américaines.

**« Activisme diplomatique en façade »**

Pékin a renforcé ces dernières années ses liens commerciaux avec Téhéran, mais aussi avec l'Arabie saoudite, la Turquie ou les Emirats arabes unis. Cet équilibre empêche la Chine de trop s'engager auprès d'un seul acteur, laissant parfois l'Iran frustré par la relation. En 2021, Téhéran avait donné la plus grande importance à l'annonce d'un nouveau type de partenariat sur vingt-cinq ans avec la Chine, pour se sortir de l'isolement, mais l'Arabie saoudite, depuis près d'un quart de siècle première partenaire économique de la Chine dans la région, avait eu droit à un accord similaire en 2022, en plus d'une visite du président, Xi Jinping.

Signe du désir croissant de la Chine de s'afficher sur le devant de la scène diplomatique, c'est à Pékin qu'avait eu lieu l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, en mars 2023. L'Iran y avait vu une nouvelle occasion de montrer qu'il a des ouvertures à l'est malgré les entraves de Washington, tandis que le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, tournait ainsi publiquement le dos à l'administration Biden.

Mais, venue l'heure des crises les plus graves, la Chine ne paraît plus que spectatrice. Elle a théorisé son refus des alliances militaires en opposition à ce qu'elle perçoit comme une logique de gang des Etats-Unis et de leurs alliés, surtout contre elle en Asie orientale. Sans engagement envers quiconque, elle reste en retrait. *« La Chine ne veut pas prendre parti dans les conflits moyen-orientaux car elle n'a de problème fondamental avec aucun de ces pays qui sont aussi des partenaires commerciaux »*, constate Ma Xiaolin, un spécialiste du Moyen-Orient à l'université du Zhejiang.

Ce retrait revient à laisser aux Etats-Unis le rôle primordial que la Chine leur conteste pourtant. *« Il y a une forme d'activisme diplomatique de la Chine en façade, mais derrière il n'y a pas grand-chose. L'interventionnisme ne fait pas pour l'instant partie de la conception de la puissance qu'ont les Chinois, parce qu'ils pensent qu'ils auraient beaucoup à perdre à s'engager dans une crise, qui plus est sur un sujet aussi complexe »*, explique Théo Nencini, chargé d'enseignement sur les relations sino-iraniennes à l'Institut catholique de Paris et à Sciences Po Grenoble.

**Convergences dans le recours à la répression**

Il existe bien des coopérations économiques au-delà du pétrole. Malgré l'apparente contradiction entre une théocratie islamique et un Etat communiste athée réprimant ses minorités musulmanes, le mouvement « Femme, vie, liberté » (le slogan phare du soulèvement), à la suite du décès de la jeune Mahsa Amini en 2022, a notamment souligné des convergences dans

le recours à la répression et le besoin d'outils de surveillance, secteur dans lequel la Chine excelle. Mais du fait des restrictions occidentales et de l'échec du gouvernement iranien à porter le développement économique, les perspectives du marché iranien restent limitées.

La coopération militaire est un autre domaine dans lequel le partenariat avec la Chine a ses limites. L'Iran, la Chine et la Russie ont organisé, en mars, des exercices militaires conjoints dans le golfe d'Oman, à la sortie du détroit d'Ormuz. L'Iran était déjà demandeur d'aide chinoise pour bâtir un arsenal balistique. Au début de l'année 2025, le *Financial Times* a raconté comment deux cargos iraniens devaient quitter des ports proches de Shanghaï en janvier et février pour livrer 56 conteneurs chargés d'un peu plus d'un millier de tonnes de perchlorate d'ammonium, utilisé comme combustible pour la propulsion des missiles iraniens.

Les Etats-Unis accusent également des entreprises chinoises d'avoir fourni à des sociétés iraniennes des pièces pour la fabrication de drones. Pour la Chine, il y avait un intérêt à aider à rééquilibrer le rapport de force, face aux capacités militaires américaines et israéliennes, en faveur d'un pays engagé, comme l'est également le partenaire russe, dans la lutte contre la domination occidentale. Mais Pékin ne souhaite pas trop s'avancer, tant pour préserver la qualité des relations avec le reste de la région et le respect des normes de non-prolifération que pour éviter d'ajouter aux contentieux avec les Etats-Unis, ce qui différencie grandement l'aide apportée à l'Iran de l'équipement complet – avions de chasse, missiles, radars – fourni par la Chine au Pakistan.

Restant ainsi en retrait tout en dénonçant les travers d'un monde américano-centré, la Chine ne peut que constater les limites de son propre modèle de puissance. *« L'Iran est isolé sans l'aide de partenaires qui sont tournés vers leur propre intérêt. Dans le même temps, Israël avec un soutien tacite des Etats-Unis est plus fort militairement au Moyen-Orient,* relève Shi Yinhong, professeur de relations internationales à l'université du Peuple, à Pékin. *C'est une situation contraire aux intérêts et à la philosophie de la Chine, mais il n'y a rien que la Chine puisse faire en substance. »*

---

Le Monde

**Perrine Mouterde**
**17 juin 2025**

# Conflit Israël-Iran : pas de hausse de la radioactivité, mais une « contamination radiologique et chimique » à l'intérieur du site nucléaire de Natanz

## L'Agence internationale de l'énergie atomique assure qu'aucune hausse de la radioactivité n'a été observée en Iran, mais elle s'inquiète des risques que fait peser ce conflit sur les installations.

*Pour la deuxième fois en trois ans, nous assistons à un conflit dramatique entre deux Etats dans lequel des installations nucléaires sont prises pour cible et la sécurité nucléaire est compromise. »* Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Mariano Grossi, a rappelé une nouvelle fois, lundi 16 juin, à quel point il était dangereux que des sites nucléaires se retrouvent au centre d'affrontements armés. Après la centrale ukrainienne de Zaporijia, bombardée et occupée par les forces militaires russes, c'est au tour des installations liées au programme nucléaire iranien d'être visées par des frappes israéliennes.

Dès les premières heures de l'offensive, vendredi 13 juin, l'usine pilote d'enrichissement d'uranium de Natanz, située en surface à 220 kilomètres au sud-est de Téhéran, a été détruite, ainsi que l'infrastructure électrique. Selon l'AIEA, la partie souterraine du site d'enrichissement n'a pas été atteinte, mais la perte de courant pourrait avoir affecté le fonctionnement des centrifugeuses qui s'y trouvent. L'organisation internationale, placée sous l'égide des Nations unies, a toutefois assuré, lundi, que la radioactivité aux abords du site était toujours à son niveau habituel.

Elle a, en revanche, confirmé *« une contamination à la fois radiologique et chimique »* à l'intérieur du site de Natanz. *« Compte tenu du type de matière nucléaire présente dans cette installation, il est possible que des isotopes d'uranium contenus dans l'hexafluorure d'uranium, le fluorure d'uranyle et le fluorure d'hydrogène soient dispersés à l'intérieur »*, a déclaré M. Grossi.

Dans cette situation, le rayonnement ionisant ne représente toutefois *« un danger important »* que si l'uranium est inhalé ou ingéré : porter un masque au sein du bâtiment permet de se prémunir d'une contamination, a-t-il précisé. Le risque chimique apparaît bien plus élevé. L'hexafluorure d'uranium, utilisé pour l'enrichissement, se transforme en un produit hautement toxique en présence d'eau, cette réaction s'accompagnant de fumées irritantes et suffocantes.

**Risque chimique**

Dans un rapport publié en avril, Darya Dolzikova, chercheuse au Royal United Services Institute, rappelait que les installations de l'amont du cycle du combustible, c'est-à-dire les mines d'uranium, les sites de conversion ou d'enrichissement, posent prin-

cipalement un risque chimique plutôt que radiologique. L'uranium naturel et les composés d'uranium non irradiés ne sont pas des sources majeures de radioactivité. Au contraire, les réacteurs en activité et les installations de l'aval du cycle (installations de stockage, de retraitement du combustible usé…) présentent un risque radiologique important : une fois irradié, le combustible nucléaire contient, outre l'uranium et le plutonium, des radionucléides instables particulièrement nocifs pour la santé humaine.

Jusqu'à présent, ni la centrale nucléaire de Bouchehr, une ville portuaire du sud du pays, ni le réacteur de recherche de Téhéran n'ont été la cible de frappes. « *En matière de risques radiologiques, ce sont vraiment ces deux installations qu'il faut surveiller, il faut qu'elles demeurent en sécurité* », insiste Mme Dolzikova.

Reza Najafi, représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, assiste à une réunion exceptionnelle du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour discuter des frappes israéliennes sur l'Iran qui ont touché des cibles nucléaires, notamment le complexe nucléaire de Natanz, au siège de l'AIEA à Vienne, en Autriche, le 16 juin 2025. ELISABETH MANDL / REUTERS

Selon l'AIEA, quatre bâtiments du site d'Ispahan, à 340 kilomètres au sud de Téhéran, ont également été endommagés, dont un laboratoire, une usine de conversion d'uranium et une installation de fabrication de combustible. Là aussi, aucune hausse de la radioactivité n'a été observée. Le site d'enrichissement souterrain de Fordo, enterré dans la montagne, et le réacteur à eau lourde de Khandab n'ont, pour l'instant, pas été visés.

---

The New York Times

**Julian E. Barnes, Farnaz Fassihi, Eric Schmitt, Helene Cooper**
**June 17, 2025**

# Iran Is Preparing Missiles for Possible Retaliatory Strikes on U.S. Bases, Officials Say

## American commanders have put troops on high alert throughout the region as fears of a wider war grow.

Iran has prepared missiles and other military equipment for strikes on U.S. bases in the Middle East should the United States join Israel's war against the country, according to American officials who have reviewed intelligence reports.

The United States has sent about three dozen refueling aircraft to Europe that could be used to assist fighter jets protecting American bases or that would be used to extend the range of bombers involved in any possible strike on Iranian nuclear facilities.

Fears of a wider war are growing among American officials as Israel presses

The U.S.S. Carl Vinson aircraft carrier in 2024. The carrier is currently steaming in the Arabian Sea. Iranian allies or proxies are expected to resume attacks on U.S. ships in the region if the United States joins Israel's campaign.Credit... Richard A. Brooks/Agence France-Presse — Getty Images

the White House to intervene in its conflict with Iran. If the United States joins the Israeli campaign and strikes Fordo, a key Iranian nuclear facility, the Iranian-backed Houthi militia will almost certainly resume striking ships in the Red Sea, the officials said. They added that pro-Iranian militias in Iraq and Syria would probably try to attack U.S. bases there.

Other officials said that in the event of an attack, Iran could begin to mine the Strait of Hormuz, a tactic meant to pin American warships in the Persian Gulf.

Commanders put American troops on high alert at military bases throughout the region, including in the United Arab Emirates, Jordan and Saudi Arabia. The United States has more than 40,000 troops deployed in the Middle East.

Two Iranian officials have acknowledged that the country would attack U.S. bases in the Middle East, starting with those in Iraq, if the United States joined Israel's war.

Iran would also target any American bases that are in Arab countries and take part in an attack, the two officials said.

"Our enemies should know that they cannot reach a solution with military attacks on us and will not be able to force their will on the Iranian people," Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said in a statement on Monday. Mr. Araghchi told his European counterparts in phone conversations that if the war spread, the blame would be on Israel and its main supporters, according to a summary of the calls provided by Iran's foreign ministry.

U.S. officials said Iran would not need much preparation to attack American bases in the region. The Iranian military has missile bases within easy striking range of Bahrain, Qatar and United Arab Emirates.

The prospect of U.S. forces joining the war has increased in recent days as Israel has continued its campaign, and Iran has launched waves of missiles at Israel in response.

It is not clear how much damage a strike on Fordo would do to Iran's nuclear capabilities or how long it would delay the development of a weapon. Iran's current stockpile of enriched uranium is also hidden in tunnels at different locations in the country.

Several American officials said that Israel would need U.S. help to more significantly damage Iran's nuclear program.

American assistance could include providing air cover for Israeli commandoes who go into Iran on the ground. But, officials said, the more probable outcome is a strike by U.S. B-2 stealth bombers armed with the Massive Ordnance Penetrator, a weapon that theoretically has the ability to bore into the mountain that shelters the underground Fordo facility.

Any strike on Fordo by the United States or with U.S. assistance would prompt Iran and its allies to retaliate.

Iran and its allies have been able to harm Americans in the past. The Houthis curbed their attacks after the Trump administration stepped up strikes on them. But in recent years they have repeatedly tried to strike American warships and have hit commercial shipping. In January 2024, an Iranian-backed militia carried out a drone attack on a U.S. base in Jordan near the Syrian border that killed three American soldiers.

American intelligence agencies have long concluded that Iran was close to being able to make a nuclear weapon but had not decided whether to do so. If Iran decided to make a weapon, it would be less than a year away from being able to field one. A crude, more basic nuclear bomb could possibly be constructed more quickly.

President Trump has repeatedly said he will not allow Iran to obtain a nuclear weapon. On Tuesday, he called for Iran's unconditional surrender.

But the Israeli attacks may have changed Iran's calculus. U.S. officials skeptical of Israel's campaign said on Tuesday that it has probably convinced Tehran that the only way to prevent future attacks would be to develop a full nuclear deterrent.

Some of those officials said that if Iran is likely to pursue a nuclear weapon no matter what, pressure could increase on the Trump administration to strike.

But critics of aggressive, militaristic foreign policy said it was not too late for the United States to turn back.

"It is never too late not to start a war," said Rosemary Kelanic, the director of the Middle East program at Defense Priorities, a think tank that advocates a restrained foreign policy.

Ms. Kelanic acknowledged that Israel's strike had given Iran an incentive to potentially develop a nuclear weapon. But she added that the incentive would "multiply dramatically if the United States joins the war."

"Once you get involved, man, it's really hard to step back," she said. "You are just going to go all in."

Eric Schmitt is a national security correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades.

Helene Cooper is a Pentagon correspondent for The Times. She was previously an editor, diplomatic correspondent and White House correspondent.

The New York Times June 17, 2025

# Israel Says It Assassinated Iran's Most Senior Military Commander

## Maj. Gen. Ali Shadmani had been in the job for mere days. News of his death came as President Trump called for Iran's "unconditional surrender" and threatened its supreme leader.

Israel said it had killed a newly installed senior Iranian military official on Tuesday, just days after his predecessor was slain, further destabilizing Iran's military chain of command as the war entered its fifth day.

Since Israel began bombing Iran on Friday, it has killed at least 11 senior generals while striking Iranian nuclear sites and missile launchers, in what it calls an effort to prevent Iran from developing a nuclear weapon.

On Tuesday morning, the Israeli military said it had killed Maj. Gen. Ali Shadmani, describing him as the most senior military commander in Iran. He was appointed to his post four days ago, replacing a general who was killed by Israel on the first day of hostilities. Iran did not immediately comment on Israel's claim about General Shadmani. If confirmed, his death would deal yet another blow to Iran's beleaguered military leadership.

A senior Israeli defense official said that the killing of General Shadmani reflected Israel's decades-long effort to infiltrate Iran's intelligence services, as well as the careless mistakes senior Iranian officials have been making as they try to flee Israeli attacks.

Later on Tuesday, the Israeli military launched more airstrikes, with dozens of aircraft bombing the Isfahan area of central Iran, targeting missile launchers, according to Brig. Gen. Effie Defrin, the Israeli military's chief spokesman. He said in a televised briefing that Iran still had "significant capabilities that could cause serious damage."

President Trump declared on Tuesday that "we now have complete and total control of the skies over Iran" and called for Iran's "unconditional surrender" amid growing signs that the United States was considering joining Israel's bombing campaign.

Military analysts have said that only the United States has the 30,000-pound bombs and B-2 stealth bombers capable of destroying Iran's most heavily fortified nuclear enrichment site, known as Fordo, which is built into the side of a mountain.

Mr. Trump, posting on social media, also made a direct threat to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, saying that "we know exactly where" he is and calling him "an easy target." But he said, "We are not going to take him out (kill!), at least for now." He added, "Our patience is growing thin."

Earlier on Tuesday, Mr. Trump said he was looking for something "better than a cease-fire" between Israel and Iran — "a real end, not a cease-fire." Speaking to reporters on Air Force One, he insisted that Iran "give up" and abandon any effort to develop nuclear weapons. "I'm not too much in the mood to negotiate," he said.

Concerned that the United States might be moving to join Israel's campaign, President Emmanuel Macron of France denounced the idea of using force to topple the Iranian government.

"Does anyone think that what was done in Iraq in 2003 was a good idea?" he said to reporters in Canada, where he was attending a Group of 7 summit. "Does anyone think that what was done in Libya the previous decade was a good idea? No."

France agrees that Iran cannot be allowed to obtain a nuclear bomb and that Israel has the right to defend itself, Mr. Macron said. But he criticized Israeli strikes on Iran's energy infrastructure and civilian targets as destabilizing for the region.

A spokesman for the Foreign Ministry of Qatar said on Tuesday that Israel's attack on Iran was "an uncalculated escalation with serious consequences for regional security, which is already strained and cannot handle further crises."

The Israeli attacks have spurred thousands of Iranians to flee the capital, Tehran, a city of 9.5 million people. The Israeli military had issued an evacuation order for a large part of northeastern Tehran, saying it planned to target "military infrastructure" in the area.

Leili, a teacher who lives in Mazandaran Province, north of Tehran, who asked that her last name not be used, said many Iranians had been seeking refuge in the area, leading to shortages at grocery stores, where meat, chicken and cooking oil are becoming hard to find.

She said that while she had not stockpiled supplies, "many others have begun hoarding, likely driven by memories of shortages during the Iran-Iraq war and fears of future scarcity."

Iran also fired missiles at

Israel on Tuesday, although it has significantly scaled back its attacks. In the first days of the war, Iran fired up to 100 missiles in a single night, in salvos of dozens. But overnight, fewer than 30 projectiles breached Israeli airspace, the Israeli military said. A morning salvo on Tuesday included just a few missiles — far fewer than in previous waves, according to Lt. Col. Nadav Shoshani, an Israeli military spokesman.

Later Tuesday, explosions were visible in the sky over Tel Aviv, apparently from Israel's air defenses intercepting more Iranian missiles. A short while later, Israeli officials told residents they were safe to leave bomb shelters. There were no immediate reports of damage or injuries.

The slowdown in missile fire may indicate that Israeli strikes have significantly crippled Iran's ability to launch missiles. It could also mean that Iranian leaders are conserving resources in preparation for a long conflict.

Israeli strikes have killed at least 224 people and wounded more than 1,800 others in Iran, according to the Iranian health ministry. In Israel, at least 24 people have been killed and about 600 others wounded, according to the government.

Iran has severely restricted access to the internet as part of an effort to block what it says are Israelis who have been carrying out covert operations, according to two Iranian officials, one with the telecommunication ministry. The Tasnim news agency, which is affiliated with the Islamic Revolutionary Guards Corps, said that the internet would be shut down on Tuesday night and would be replaced with an Iranian-controlled intranet.

Tehran on Tuesday after an Israeli strike. Arash Khamooshi for The New York Times

NetBlocks, an internet monitoring group, reported a steep drop in internet traffic in Iran on Tuesday. And several Iranians across the country said in interviews that mobile data networks were down, making it impossible for many people to gain access to foreign apps and websites on their phones. Only domestic sites and apps were working.

A cyberattack disabled online transactions at a major Iranian bank, Sepah, leading to problems at gas stations and A.T.M.'s, Iranian state news outlets reported. A pro-Israel hacking group called Predatory Sparrow claimed responsibility for the attack.

The chief of the United Nations' nuclear watchdog, Rafael M. Grossi, said on Tuesday that Israeli strikes on Iran's Natanz nuclear plant had penetrated the underground site where centrifuges enrich uranium. A day earlier, he had said only aboveground damage was evident. It remains unclear how much of the equipment there was damaged or how badly.

Friedrich Merz, the German chancellor, said that Israel's attacks were benefiting democratic countries around the world.

"This is the dirty work that Israel does for all of us," he said in an interview with ZDF, a German television station. Iran, Mr. Merz added, has "brought death and destruction to the world with attacks, with murder and manslaughter, with Hezbollah, with Hamas."

In a social media post on Tuesday, Vice President JD Vance hinted that the United States could step up its engagement. Mr. Vance said that Iran had no need for nuclear fuel enriched above the level needed for commercial power. Mr. Trump, he said, "has shown remarkable restraint," but "may decide he needs to take further action to end Iranian enrichment."

The statement added to the Trump administration's mixed messages on the war, which have swung between calls for diplomacy and threats of escalation. Mr. Trump has long vowed to keep the United States out of foreign wars.

"It's very puzzling," said Shira Efron, the director of research at Israel Policy Forum, a research group based in New York. "You're seeing him say one thing and then another."

Le Monde

**Farid Vahid**
**17 juin 2025**

# « Si le sentiment patriotique a toujours été fort en Iran, la rupture est si profonde que le régime ne peut plus rallier la nation autour de lui »

Prise en étau entre ses dirigeants et les frappes d'Israël, la population est condamnée à une attente fataliste. Dans une tribune au « Monde », le politiste Farid Vahid estime que le pire scénario serait le maintien d'un pouvoir affaibli qui se vengerait sur son peuple, tandis que l'économie plongerait au plus bas.

Si la menace d'une potentielle militarisation du programme nucléaire iranien a été présentée par le gouvernement israélien comme la principale justification de ses frappes contre l'Iran, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, est motivé à l'évidence par d'autres raisons, qui dépassent la seule question du nucléaire. En frappant les bases militaires, les infrastructures énergétiques ou encore le siège de la radiotélévision à Téhéran, il est clair que le but recherché n'est plus seulement l'arrêt du programme nucléaire, mais un effondrement du régime iranien.

Les attaques terroristes du 7-Octobre perpétrées par le Hamas ont paradoxalement déclenché une longue descente aux enfers pour le régime iranien. Avec la quasi-destruction des capacités militaires du Hamas à Gaza, l'affaiblissement du Hezbollah au Liban et la chute du régime de Bachar Al-Assad en Syrie, la République islamique d'Iran se trouvait dans une position particulièrement vulnérable. A cela s'ajoutent une rupture profonde entre la population iranienne et les dirigeants, ainsi que la crise économique majeure qui touche toutes les couches de la société, à l'exception des oligarques proches du pouvoir. C'est dans ce contexte que les dirigeants israéliens ont sans doute vu une occasion en or pour se débarrasser de leur ennemi juré, voire pour dessiner les contours d'un nouveau Moyen-Orient.

L'armée israélienne obtient par ses attaques des gains tactiques majeurs, il est en revanche moins certain que, sur le plan politique, les choses évoluent de la même manière. Dans l'hypothèse où l'armée israélienne poursuivrait et intensifierait ses frappes dans les semaines à venir contre les centres du pouvoir et les hauts dignitaires iraniens, y compris l'ayatollah Ali Khamenei, ou contre des infrastructures civiles telles que l'industrie pétrochimique, la probabilité d'une chute du régime deviendrait de plus en plus élevée. S'il est vrai qu'une majorité écrasante de la population iranienne aspire à l'instauration d'un régime démocratique et libéral, il ne faut pas écarter pour autant le risque d'un chaos généralisé lié à l'absence d'un Etat central fonctionnel.

**Sentiment croissant de peur**

Dans l'hypothèse où l'armée israélienne mettrait progressivement un terme à ses attaques, la République islamique pourrait encore espérer éviter l'effondrement, notamment en entamant des négociations avec Washington par l'intermédiaire de Moscou. Ce scénario serait sans doute l'un des pires pour la population iranienne : le régime resterait en place, mais la situation économique, déjà désastreuse, deviendrait encore plus catastrophique, et la répression encore plus brutale. Car si le régime parvenait à survivre à cet épisode, il ne fait guère de doute que de nombreux opposants et militants seraient exécutés ou emprisonnés pour « espionnage » et « trahison » au profit d'Israël. En un mot, à défaut de pouvoir vaincre Israël, le régime se vengerait sur son propre peuple.

La population iranienne se sent prise en otage par la situation actuelle. Lors de la première nuit des attaques israé-

liennes, du jeudi 12 au vendredi 13 juin, nombreux sont ceux qui se sont réjouis de l'élimination de hauts responsables du régime, impliqués notamment dans la répression des mouvements démocratiques. Cependant, à mesure que les opérations s'intensifient, un sentiment croissant de peur et d'inquiétude s'installe au sein de la population. Si les frappes israéliennes ciblant les hauts dignitaires du régime ou même les installations nucléaires semblent être bien accueillies, il en va autrement des attaques visant les infrastructures civiles, notamment énergétiques, et bien sûr des pertes humaines parmi les civils.

A Téhéran, le 16 juin 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

Pour autant, une majorité d'Iraniens continue de considérer le régime de la République islamique, et la personne de l'ayatollah Khamenei, comme les principaux responsables de cette guerre. Beaucoup ont aujourd'hui le sentiment d'être pris en étau, contraints de subir une situation dont ils ne sont pas les responsables.

**Choc et sidération**

Alors que le pays plonge dans l'inconnu, beaucoup d'Iraniens se sentent impuissants, incapables de changer les choses, et semblent adopter une logique fataliste d'attente et de survie. A la différence de la guerre contre l'Irak *[1980-1988]*, le régime iranien n'a aujourd'hui plus aucun soutien populaire, et il est très peu probable, voire impossible, que cela change au cours des prochaines semaines. S'il est vrai que le sentiment patriotique a toujours été fort en Iran, et que les Iraniens peuvent faire preuve de grande solidarité dans les moments difficiles, la rupture est si profonde qu'il paraît désormais impossible pour les dirigeants de rallier la nation autour d'eux. En outre, la population est fatiguée par l'accumulation de crises : sanctions économiques, Covid-19, répression des mouvements démocratiques.

Face aux bombardements croissants sur Téhéran, de nombreux habitants quittent la capitale. Beaucoup n'ont néanmoins pas ce privilège et sont obligés de continuer à travailler en espérant être payés à la fin du mois.

Si la majorité de la population iranienne comprend la logique de l'attaque israélienne du point de vue de la menace que représente le régime pour Israël, ils sont également nombreux à être déçus par les réactions des pays européens (qui ont leur sympathie) et à ne pas comprendre l'absence de mots pour les civils iraniens. L'appel de Donald Trump, lundi 16 juin, à l'évacuation totale de Téhéran provoque de son côté un sentiment de choc et de sidération. Les Iraniens sont ainsi tiraillés entre une certaine satisfaction d'entrevoir la possible chute de leurs bourreaux, le sentiment d'humiliation provoqué par la violation de l'intégrité de leur pays et la crainte du chaos qui trouve ses racines dans l'histoire de l'Iran.

---

**Farid Vahid**

Codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean-Jaurès;

The New York Times June 17, 2025

# Which Countries Have Issued Travel Advisories for Israel and Iran?

Both countries have closed their airspaces, leaving few options for citizens of other countries seeking to leave.

Several countries have issued travel warnings for Israel and Iran and urged their citizens to return home, given the war between the two countries. But Iran has closed its airspace and Israel has closed its main airport and its airspace to civilian traffic, along with its ports. That has left few options — namely, land crossings or government airlifts — for foreigners to leave.

Here is a look at what some countries have said:

**United States** — The U.S. Embassy in Israel said it was not in a position to evacuate or directly assist Americans in departing the country. That came as the State Department this week raised its travel advisory for Israel to Level 4, "Do Not Travel" — its highest level, signaling extreme risk — after authorizing the voluntary departure of family members and nonemergency U.S. government employees. In March, the State Department warned U.S. citizens not to travel to Iran.

**China** — Beijing has started to evacuate its nationals in Israel and Iran to neighboring countries, a spokesman for China's Foreign Ministry said on Tuesday. The spokesman, Guo Jiakun, told a news briefing that Chinese embassies and consulates have activated "emergency consular protection mechanisms" and demanded both Iran and Israel "ensure the safety of Chinese citizens and institutions." On Monday, the Chinese embassy in Tel Aviv urged its citizens to leave Israel via land border crossings to Jordan.

**South Korea** — The foreign ministry on Tuesday urged its nationals to leave Iran. South Korea's government had earlier encouraged citizens to cancel or postpone trips to Israel and parts of Iran.

**Britain** — The foreign secretary, David Lammy, told Parliament on Monday that British nationals in Israel should register with the British Foreign Office to receive "important information on the situation and leaving the country." Britain's government has advised its citizens to avoid travel to Israel and the occupied territories, telling nationals there to follow local guidance. It also has advised against travel to Iran and said it can provide limited consular assistance.

**Russia** — The country's ambassador to Israel, Anatoly Viktorov, on Monday advised Russian nationals to leave until the situation normalizes, according to the state news agency, Tass. Moscow said over the weekend that it had evacuated several citizens from Iran and halted activity at its consulate in Tehran.

**Australia** — The government has advised against travel to Israel and the occupied territories. "Terror attacks can occur anywhere at any time, including by lone actors," it said in an advisory, urging citizens to follow the guidance of local authorities and be alert. Australians should not travel to Iran and those already there should shelter in place, the government said.

**Canada** — On Monday, the government warned its citizens to avoid all travel to Israel and issued a similar warning for Iran.

**India** — The country's embassy in Iran has urged its citizens there to avoid unnecessary travel within the country. On Sunday, the Indian embassy in Israel told citizens to stay vigilant and avoid unnecessary travel.

**Japan** — Citizens were advised by the foreign ministry on Friday to avoid travel to the Iranian capital, Tehran, as well as to the Israeli cities of Tel Aviv and Jerusalem. Around 380 Japanese citizens have notified the embassy in Iran of their presence and around 1,000 did the same in Israel, Japanese media reported on Monday.

The New York Times June 17, 2025

# Who Is Ayatollah Ali Khamenei, Iran's Supreme Leader?

## The cleric has ruled for more than three decades, spearheading a policy of backing proxy groups to wield influence across the Middle East.

As the conflict between Israel and Iran has intensified, one central character has remained out of the public eye: Ayatollah Ali Khamenei, Iran's reclusive supreme leader.

Both President Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel have raised the possibility of targeting Ayatollah Khamenei, who has led Iran for more than three decades. In an interview with ABC News on Monday, Mr. Netanyahu said of a potential strike on Iran's supreme leader, "It's not going to escalate the conflict, it's going to end the conflict."

A day later, President Trump on Tuesday wrote on social media, "we know exactly where" the ayatollah is. But he added that "we are not going to take him out (kill!), at least for now."

He added, "Our patience is growing thin."

Here is a closer look at Ayatollah Khamenei, his rise to power and his role in the deepening confrontation with Israel.

Ayatollah Ali Khamenei in Tehran last year. He was born in 1939 into a religious family of modest means and rose quickly in the regime that took power after the Iranian Revolution of 1979. Arash Khamooshi for The New York Times

From revolutionary aide to supreme leader

Born in 1939 into a religious family of modest means in Mashhad, a pilgrimage city in eastern Iran, Mr. Khamenei came of age in the years leading up to the 1979 revolution that overthrew the shah.

He was imprisoned repeatedly by the security services of the U.S.-backed autocrat Mohammed Reza Pahlavi, and he rose through the ranks of the religious opposition as a close ally of Ayatollah Ruhollah Khomeini, who led the revolution and founded the Islamic Republic of Iran.

Mr. Khamenei quickly emerged as one of the most trusted lieutenants in the new Iranian regime, and he was president for much of the 1980s.

When Ayatollah Khomeini died in 1989, Mr. Khamenei, by that time an ayatollah himself, was elevated to Iran's supreme leader. He set about consolidating control of the country's political, military and security apparatus, and cracking down on dissent to shore up his position as the ultimate decision maker.

Absolute power under Iran's theocratic system

As Iran's supreme leader, Ayatollah Khamenei sits above all other branches of government. He appoints the heads of the judiciary, state media and key security agencies, and he holds final authority over who can run for president.

Ayatollah Khamenei also controls foreign and military policy, overseeing the Revolutionary Guards Corps, which defends Iran's Islamic system and sits apart from the rest of the military, and the powerful Quds Force, which directs Iran's foreign operations across the Middle East.

His authority extends to the nuclear program, placing him at the center of Iran's escalating confrontation with Israel.

An architect of Iran's regional strategy

For decades, Ayatollah Khamenei has been at the heart of Iran's hard-line foreign policy, positioning the country as a counterweight to American, Israeli and Saudi influence across the Middle East. Under his leadership, Iran has trained, armed and funded a network of proxy forces stretching from Lebanon to Yemen, allowing Tehran to project power and confront its rivals without provoking a war on Iranian soil.

But that strategy unraveled on Friday, when Israel launched its largest-ever at-

tack against Iran, targeting military and nuclear sites and killing an array of senior officials.

Israel said the military campaign was an effort to prevent Tehran from acquiring nuclear weapons. Iranian officials have publicly said that their country's nuclear program is intended for civilian uses only and have denied that it is building a bomb; Ayatollah Khamenei issued a religious ruling, or fatwa, in 2003 declaring nuclear weapons forbidden under Islam. But Israel and Western governments have long accused Tehran of seeking the capability to build a bomb if it so chooses.

Under guard, and under threat

Ayatollah Khamenei's movements are tightly controlled and his whereabouts rarely disclosed. His personal security is overseen by an elite Revolutionary Guards unit that reports directly to his office, according to analysts.

He was reportedly moved last week to a secret location where he could remain in contact with the military. That follows similar reports last year, when the ayatollah was also moved to a safe location a day after the assassination of Hassan Nasrallah, who led the Lebanese militant group Hezbollah and was a longtime ally.

In recent days, Israel has killed a number of senior officials in Iran, including the country's top military commanders and nuclear scientists.

But a direct attack on Ayatollah Khamenei himself would represent an extraordinary escalation of the current conflict. Such a move could have unpredictable and far-reaching consequences across the Middle East.

---

Le Monde

**Anoush Ganjipour**
**18 juin 2025**

# Anoush Ganjipour, philosophe : « Pour l'Iranien que je suis, rien ne justifie l'atteinte à l'intégrité territoriale de mon pays »

## La République islamique devrait être renversée par le peuple iranien, qui est seul maître de son destin, affirme le philosophe iranien Anoush Ganjipour, dans une tribune au « Monde ».

Ça y est. Depuis longtemps, comme tant d'autres, je craignais cette catastrophe. Elle se déroule sous mes yeux, d'ici, à travers des images qui m'envahissent, dans les voix que j'entends à l'autre bout du fil. Voix d'un proche sous chimiothérapie, désormais privé de soins, mais d'ores et déjà meurtri par les explosions qui l'assiègent de toute part au centre de Téhéran. Et une autre voix, et encore une autre… Toutes ces voix iraniennes que personne n'entend ici en France, en Occident : voix des fameux *« dommages collatéraux »*. Dommages collatéraux, c'est décidément le sort auquel tous les peuples du Moyen-Orient doivent se résigner à tour de rôle. Et voici venu le tour des Iraniens.

Dans l'espace médiatique occidental, et surtout dans les circonstances actuelles, il faut se méfier des porte-parole autoproclamés du *« peuple iranien »*, de ses femmes ou de sa grande majorité, qui s'oppose à la République islamique et qui est écrasée par celle-ci depuis des décennies. Je ne parle donc qu'en mon nom propre et tel que je vois les choses.

Je vois mon pays et son peuple pris en étau entre, d'une part, leurs bourreaux et, de l'autre, leurs agresseurs, leurs envahisseurs. D'où un paradoxe tragique : logiquement, je devrais être soulagé de voir que les chefs des gardiens de la révolution, grands responsables de tous nos malheurs, capables de massacrer sans scrupule des milliers d'Iraniens en quelques jours, en quelques heures, ont été éliminés. Leurs assassinats, finalement si faciles, si ridicules, dans leurs penthouses ou résidences de luxe, en dit long sur la classe des dirigeants de l'Etat islamique : un groupe de bandits, incroyablement incompétents et corrompus jusqu'à la moelle.

**Ni content ni soulagé**

Mais je ne suis ni content, ni soulagé, non. Tout au contraire. Pour l'Iranien que je suis, rien ne justifie l'atteinte à l'intégrité territoriale de mon pays. En ce qui concerne la politique intérieure, la République islamique devrait être renversée par le peuple iranien, qui est le seul souverain légitime et maître de son destin. Les dirigeants de cet Etat et ses bourreaux devraient être jugés au tribunal de ce peuple et subir la sanction qu'ils méritent.

Quant aux relations entre les Etats, les modernes nous rebattaient les oreilles qu'il n'y a qu'un seul critère : le droit international, dans tout ce qu'il a de formel. Le même droit qui a reconnu l'existence de l'Etat d'Israël et celle de la République islamique. Aux yeux de ce droit, peu importe qu'un Etat protège son peuple alors qu'un autre laisse le sien à la merci d'une guerre sans ouvrir d'abris contre les bombardements, que l'un chérisse à juste titre chacun de ses morts quitte à

les instrumentaliser pour sa propagande belliciste, alors que l'autre cache soigneusement le nombre réel des victimes civiles, lui aussi pour sa propagande, si inhumaine et stupide soit-elle. Pour ledit droit international, peu importent les « intentions » qu'un Etat attribue à l'autre. Sauf si vous êtes les Etats-Unis contre l'Irak, ou, plus récemment, la Russie de Poutine contre l'Ukraine, et maintenant l'Israël de Nétanyahou !

Parler d'*« attaque préventive »*, c'est se moquer du monde, et le gouvernement israélien n'en est pas à son coup d'essai, on le sait bien. Dans les termes du droit international, Israël est l'Etat agresseur dans cette guerre, le reste n'est que la propagande à usage national aussi bien qu'international.

Pour l'Iranien que je suis, une comparaison révèle le tragique de la situation dans laquelle je me retrouve : pendant des décennies, la République islamique, ses juges et ses bourreaux arrêtaient, emprisonnaient, torturaient ou simplement tuaient dans la rue les journalistes, activistes, syndicalistes, les femmes non voilées ou toute voix critique au nom d'une certaine *« loi préventive des actes criminels graves »*. Et voilà que, maintenant, Israël bombarde ces mêmes gens au nom d'une attaque *« préventive »* qu'il prétend nécessaire pour sa sécurité et qui, selon Nétanyahou, devrait leur apporter accessoirement la liberté !

Après une attaque de l'armée israélienne sur le bâtiment de la télévision nationale, à Téhéran, le 16 juin 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

**Mythomanie des dirigeants**

Le monde entier constate le niveau de l'infiltration du Mossad partout dans l'appareil d'Etat iranien. Comment le gouvernement israélien et son armée pouvaient-ils ignorer l'incapacité structurelle de la puissance militaire de la République islamique à pouvoir constituer une *« menace existentielle »* contre Israël ? Comment seraient-ils restés sans savoir que la prétendue puissance militaire est pour une grande partie un mythe nourri par la mythomanie des dirigeants de la République islamique ? Un mythe au développement duquel Nétanyahou lui-même a méthodiquement contribué dès son premier gouvernement, de 1996 à 1999. Des *« menaces existentielles »* toutes surprises dans leur lit au moment de la plus haute tension, voilà l'aspect tragicomique de ce mythe. Il faut se rendre à l'évidence : ce que le gouvernement et l'armée israéliens sont en train de faire ne vise pas simplement la puissance militaire de la République islamique. Ils mettent en œuvre étape par étape le plan qui consiste à détruire les infrastructures de l'Iran. Comme toujours, nous devons prendre Nétanyahou au mot : faire avec l'Iran ce qu'on a fait avec la Libye.

Ni le droit, ni les instances internationales, mais un usage décomplexé de la force nue : c'est manifestement le seul moyen désormais convenable pour le gouvernement israélien de réaliser la stratégie sécuritaire qui lui paraît la « bonne », c'est-à-dire une stratégie qui lui laisse aussi les mains libres de faire à sa guise, non seulement à Gaza et en Cisjordanie, mais également au Liban, en Syrie, en Egypte, etc., sans aucune gêne extérieure. Une stratégie qui consiste à faire du Moyen-Orient une terre brûlée.

Après l'Irak, après la Libye, après le Liban, après la Syrie, c'est le tour de l'Iran. La nouvelle carte du Moyen-Orient que Nétanyahou promet de dessiner est celle d'une terre brûlée où Israël serait enfin en sécurité, y compris pour réaliser ses rêves messianiques. La liberté que Nétanyahou promet aux Iraniens doit être, elle aussi, comprise dans cette optique : la liberté d'une terre brûlée et de ses cimetières.

---

Né à Téhéran, en 1978, **Anoush Ganjipour** vit en France depuis 2006. Il est philosophe, chercheur au CNRS et spécialiste de la pensée islamique. Il a récemment publié, avec Jean-Claude Milner, *Parler sans détours. Lettres sur Israël et la Palestine* (Cerf, 264 pages, 22,90 euros).

The New York Times June 18,2025

# In 'Tehrangeles,' Iranian Americans Anxiously Watch War Unfold From Afar

## The Los Angeles area is home to the biggest diaspora of Iranians. The growing war between Iran and Israel has rattled this tight-knit community.

The afternoon sunshine set Westwood Boulevard aglow. It was an incongruous setting for Masud Valipour, as he sat inside his West Los Angeles bookshop on Tuesday and contemplated the destruction being unleashed more than 7,500 miles away in his native Iran.

"Somebody attacked my country," Mr. Valipour said of Israel's airstrikes on Iran that began on Friday.

Inside the Ketabsara bookshop, thick leather-bound books rose high off the shelves. Framed Persian calligraphy on the walls evoked a timelessness. Mr. Valipour said he opposes the Iranian regime. But he did not want to see his home country bombed.

Mr. Valipour, a U.S. citizen, has resigned himself to the possibility that the United States could join Israel's war against Iran. It wouldn't be a question of allegiances for Mr. Valipour.

"If there is fighting between parents, mom and dad, do I choose a side or say, 'OK, I'm going to talk to them to find a resolution?'" he said.

On Tuesday, in one of the most vibrant Iranian American communities in the United States, uncertainty and anxiety lingered among residents, as Iran and Israel continued another day of fierce fighting. Westwood, a neighborhood on the west side of Los Angeles near the U.C.L.A. campus, is home to the largest Iranian community outside of Iran. It has taken on many names, including Persian Square, Little Persia, Little Tehran and Tehrangeles, a combination of Tehran and Los Angeles.

Westwood, a neighborhood on the west side of Los Angeles, is home to the largest Iranian community outside of Iran. Kendrick Brinson for The New York Times

After President Trump signaled that the United States could enter the conflict against Iran, reaction among the Iranian Americans in Westwood was a mix of dismay, concern and hope for the possible end of the Islamic regime.

Some in the neighborhood worried the conflict could divide the community. There were those, including many Jewish Iranians, who supported Israel's bombing campaign as a legitimate way to end the rule of Ayatollah Ali Khamenei. And there were those who said they believe regime change should not come at the expense of innocent lives.

Israeli strikes have killed at least 224 people in Iran, according to the country's health ministry, and injured more than 1,400 people. Retaliatory strikes by Iran have killed at least 24 people in Israel, identified as civilians, with about 600 injured.

On Tuesday night, a man was on the phone with his father-in-law as he pulled up to Pink Orchid, a Middle Eastern bakery in Westwood. The man asked that his full name not be used, out of fear of retribution by the Iranian government if he returns to Iran.

As evacuations have intensified in Tehran, the man's father-in-law was among those stranded there. Gasoline stations had run out of fuel. "We're worried about families, our people," the man said, adding, "Some people couldn't coordinate, or they're too old, or they couldn't leave early enough and then they ran into gas problems."

Though he harbored no sympathy for the government and the military leaders who were killed in Israeli airstrikes, his main concern was with the safety of civilians.

"I just hope that when they consider airstrikes on western Tehran and other residential cities that they consider the fact that a lot of people don't have cars anymore, after 40 years of sanctions," the man said. "A lot of people don't have cars or the means to leave. So it's not as easy as just telling people to get up and go."

Of an estimated 400,000 Iranian-born immigrants living in the United States, more than a third live in the Los Angeles region. Many live in the Westwood area, but others live across West Los Angeles, including in Beverly Hills, where Iranian Americans have not just settled roots but have established political power.
Sharona Nazarian, the mayor of Beverly Hills, fled Iran with her family in 1979, seeking refuge from religious persecution as Iranian Jews, and has lived in Beverly Hills for more than 30 years. Ms. Nazarian is the first Iranian American woman to serve as the city's mayor.
In a statement, Ms. Nazarian said she felt compelled to speak out about the tensions between Israel and Iran, and expressed sympathy for innocent civilians.
"It's important to remember: Israel's conflict is not with the people of Iran," Ms. Nazarian said. "In fact, the people of Israel and Iran share a long and rich history of friendship dating back to the time of Cyrus the Great. The Iranian people have suffered deeply under a regime that has isolated them from the world and placed them in harm's way."

---

Le Monde

**Samuel Forey**
**18 juin 2025**

# Conflit Israël-Iran : comment Israël a acquis la supériorité aérienne sur Téhéran

## L'Etat hébreu a mené une longue guerre contre l'Iran et l'« axe de la résistance » pour contrôler le couloir aérien menant à Téhéran

Deux jours après l'attaque lancée le 13 juin contre l'Iran, l'armée israélienne a pris la maîtrise du couloir aérien menant d'Israël à Téhéran. Cette domination représente l'aboutissement d'une longue guerre contre l'Iran et ses supplétifs de l'« axe de la résistance » : le Hezbollah, le régime syrien et les milices irakiennes. Après des années d'affrontements indirects, Israël a profité d'un contexte favorable pour agir frontalement, intensifiant la pression par paliers successifs.

La première bascule a eu lieu en avril 2024. Le 1er, Israël détruit un bâtiment consulaire iranien, tuant plusieurs officiers des gardiens de la révolution. S'ensuit la toute première confrontation directe entre les deux puissances régionales. Le 13 avril, l'Iran vise pour la première fois le territoire israélien, notamment la base aérienne de Nevatim, dans le Néguev, avec une salve de 170 drones, 30 missiles de croisière et 120 missiles balistiques. L'attaque, annoncée, produit des dégâts limités. Le 19 avril, l'armée israélienne réplique de façon mesurée, mais tranchante : son aviation détruit une batterie antiaérienne de fabrication russe S-300, chargée de défendre les installations nucléaires d'Ispahan et de Natanz. *« Il* [s'agit] *d'une frappe de signalement stratégique pour rappeler la capacité israélienne d'attaquer tout objectif situé en Iran »*, analyse Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, dans une étude, publiée le 20 mai, sur les défis de la supériorité aérienne au Moyen-Orient.

L'armée israélienne prend ses précautions. A cette date, le Hezbollah libanais représente encore une puissance régionale qui dispose d'un arsenal de 120 000 à 200 000 projectiles en tout genre : roquettes, mortiers, missiles sol-sol, sol-air. Et le régime syrien conserve une armée conventionnelle, bien que très diminuée.

**L'élimination du Hezbollah**

La situation change à l'été 2024. Fin juillet, Israël élimine en deux jours le leader du Hamas, Ismaïl Haniyeh, sur le sol iranien, et l'un des chefs du Hezbollah, Fouad Chokr. En septembre, il neutralise au Liban plusieurs milliers de membres du Parti de Dieu grâce aux bipeurs piégés. Et tue son dirigeant, Hassan Nasrallah, le 27 septembre 2024, en larguant quelque 80 bombes JDAM guidées par GPS pour atteindre le bunker enterré du leader chiite, tuant au passage des dizaines de personnes. L'armée israélienne enchaîne avec une invasion terrestre du Liban sud pour éliminer l'arsenal du Hezbollah. Quelques semaines plus tard, en novembre, elle a largement affaibli l'un des plus dangereux supplétifs de l'Iran, et peut accorder un cessez-le-feu, tout en s'autorisant à le violer ponctuellement.

La République islamique voit s'écrouler sous ses yeux le principal pilier de son *« cercle de feu »,* dispositif destiné à dissuader l'Etat hébreu de l'attaquer. Elle réplique le 1er octobre 2024 en envoyant une nouvelle salve de quelque 200 missiles balistiques en deux vagues, qui n'engendrent de nouveau que des dégâts limités.

La riposte d'Israël, le 26 octobre 2024, monte d'un cran : *« L'aviation israélienne* [lance] *trois raids consécutifs impliquant plus de 120 aéronefs »*, explique Pierre Razoux dans son étude, mêlant les avions furtifs F-35, des F-15 et des F-16, ainsi que des drones type MALE (moyenne altitude longue endurance). Les forces aériennes israéliennes sont particulièrement entraînées au format dit « Comao », pour *« combined air operations »* (« opérations aériennes combinées »), mêlant plusieurs types d'appareils : les furtifs détruisent les radars. Les autres, détectables mais disposant d'une plus grande capacité d'emport, et moins onéreux à l'heure de vol, abattent les autres objectifs.

C'est ce qui se passe pour l'attaque du 26 octobre. Le premier raid neutralise la défense antiaérienne syrienne et les radars iraniens déployés en Iran et en Irak ; le deuxième vise les moyens radars et sol-air en

Iran ; le troisième détruit *« les infrastructures militaro-industrielles liées au programme balistique et à la fabrication de drones »*, selon Pierre Razoux. Après cette attaque, l'armée israélienne, soucieuse d'acquérir la supériorité aérienne pour une opération d'ampleur sur l'Iran, entreprend la cartographie de l'architecture de défense antiaérienne iranienne.

Photo diffusée par l'armée de l'air israélienne d'avions de chasse participant à l'opération « Lion levant » visant à frapper des sites nucléaires en Iran le 13 juin 2025. EYEPRESS NEWS VIA REUTERS CONNECT

Décembre 2024 marque la chute du régime de Bachar Al-Assad. Israël élimine les dernières capacités militaires syriennes alors que l'Irak est sans défense aérienne. Cela laisse place à une liberté d'action inédite pour Israël, qui étend sa présence aérienne à tout l'espace libano-syrien et irakien. En avril, trois bases aériennes syriennes sont détruites pour empêcher leur prise de contrôle par la Turquie.

*« L'Iran se retrouve seul face à Israël »*, dit au *Monde* le chercheur Pierre Razoux. Il ne dispose plus d'une aviation crédible depuis les années 1980. L'armée iranienne a perdu toutes ses batteries S-300, son meilleur système de défense antiaérien, ainsi que ses radars de longue portée. Il ne lui reste que quatre « bulles » de défense antiaérienne : la première autour de Téhéran, la seconde autour du cœur du programme nucléaire iranien et des installations de Natanz, Fordo et Ispahan, la troisième protège le terminal de Kharg et la centrale de Bouchehr, dans le golfe Persique, et la dernière le port de Bandar-e Abbas et le détroit d'Ormuz. Au mois de mars, l'armée israélienne a une vision claire de cette défense et prépare ses frappes, soutenue par des renseignements de qualité permettant une attaque d'ouverture puissante et précise.

Pour compenser ces faiblesses et l'élimination de ses supplétifs, Téhéran mise sur la dissuasion balistique. La veille du 13 juin, l'Iran disposait, selon Israël, de 2 000 missiles. Il comptait en fabriquer 8 000 en 2026, 20 000 en 2027, un arsenal destiné à saturer le bouclier israélien.

**« Pas de blocage américain »**

Le 13 juin, l'une des aviations les plus performantes au monde achève une défense à bout de souffle et neutralise la riposte balistique, en mobilisant une flotte massive de 200 avions. *« Dans un système aussi hiérarchisé que l'Iran, décapiter les chaînes de commandement peut susciter une paralysie ou un chaos temporaire offrant des opportunités militaires très intéressantes »*, ajoute Jean-Christophe Noël, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales et rédacteur en chef de la revue sur la guerre aérienne *Vortex.*

*« Sur les quatre bulles de déni d'accès, seule reste celle autour de Bandar-e Abbas. Le régime iranien a déplacé ce qu'il lui restait d'avions de chasse là-bas, de même que vers l'est du pays, le plus loin possible d'Israël »*, affirme Pierre Razoux. *« L'aviation israélienne est à présent maîtresse du ciel. Les avions suivent des trajectoires quasi autoroutières en passant au-dessus du Golan, de la Syrie et de l'Irak, jusqu'à la frontière iranienne, où ils bifurquent ensuite selon les objectifs »*, ajoute-t-il.

*« On s'achemine vers ce qui pourrait ressembler à une sorte d'occupation aérienne de l'Iran. Le problème sera de convertir cette suprématie aérienne en victoire politique »*, indique Jean-Christophe Noël. Selon le journal israélien *Haaretz,* l'armée souligne qu'elle ne souhaite pas s'engager dans une guerre prolongée. Mais cette supériorité aérienne peut être exploitée sur des mois, voire des années. Pour Pierre Razoux *« l'important était de briser le tabou de frappes sur le programme nucléaire. Désormais, bombarder l'Iran devient une option récurrente puisqu'elle ne soulève pas de blocage de la part des Etats-Unis »*.

L'Etat hébreu peut choisir d'achever le régime iranien ou de le laisser survivre aussi longtemps qu'il ne représente pas une menace directe. En gagnant la bataille du ciel, Israël a peut-être déjà gagné la guerre. Les salves iraniennes sur le territoire israélien diminuent d'intensité de jour en jour et n'ont plus causé de pertes humaines depuis lundi.

Le Monde

Eliott Brachet
18 juin 2025

# Dans le nord-ouest de la Syrie, le difficile retour des Kurdes, soumis à la loi des milices financées par la Turquie

## « Nous vivons encore sous occupation » : à Afrin, dans le Nord-Ouest syrien, le retour amer des Kurdes, soumis à la loi des milices proturques

ReportageUne partie de la population kurde qui avait été chassée de cette région du nord-ouest de la Syrie en 2018 a pu y revenir depuis la chute du régime Al-Assad en décembre 2024. Mais les groupes armés à la solde d'Ankara y multiplient les exactions, en dépit de la volonté affichée des autorités de Damas de restaurer l'ordre.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Les yeux bleus de Mohamad Habas se troublent d'émotion alors qu'il déambule dans les vestiges de sa maison. De la demeure familiale, juchée à flanc de colline dans le village de Koran, à proximité de la frontière turque, il ne reste qu'un tas de gravats éparpillés sur un talus. Accompagné de ses petits-enfants apprêtés pour les fêtes de l'Aïd, l'ancien maire du village y revient pour la première fois après sept ans d'exil.

*« Après tout ce que nous avons traversé, je ne pensais pas revoir ce paradis »*, murmure le grand-père en contemplant à perte de vue les collines de terre rouge hérissées d'oliviers noueux, symboles de la région d'Afrin. En janvier 2018, le notable et sa famille avaient fui les tirs d'artillerie, les raids de drones turcs et les assauts au sol des factions de l'Armée nationale syrienne (ANS), coalition de milices rebelles inféodées à la Turquie qui s'étaient emparées de ce territoire septentrional de la Syrie peuplé majoritairement par la communauté kurde.

Baptisée « opération "Rameau d'olivier" », l'offensive éclair de la Turquie et de ses supplétifs syriens avait pour objectif de *« nettoyer »* la région des Unités de protection du peuple (YPG), alliés de facto du régime de Bachar Al-Assad et considérés par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), désigné comme une organisation terroriste par la Turquie. La campagne militaire s'était rapidement convertie en campagne de nettoyage ethnique, poussant près de 300 000 civils kurdes hors d'Afrin. Ceux-ci ont vite été remplacés par des combattants turkmènes et arabes et par des milliers de civils venus des poches rebelles de la Syrie matées par le régime baassiste.

Sa chute soudaine, en décembre 2024, a rebattu les cartes. Afrin s'est vidée de la majeure partie de ses occupants, partis retrouver leurs maisons libérées du joug d'Al-Assad. En sens inverse, quelque 80 000 Kurdes sont revenus à Afrin, enhardis par la signature d'un accord historique, en mars, entre les nouvelles autorités à Damas et l'Administration autonome kurde du nord-est de la Syrie (Aanes) ainsi que de son bras armé, les Forces démocratiques syriennes (FDS).

**« Les extorsions et les intimidations continuent »**

*« L'équilibre démographique s'est à nouveau inversé : les Kurdes constituent désormais près de 70 % de la population »*, se réjouit Azab Osman, représentant du Parti des Kurdes indépendants et membre du conseil local d'Afrin, avant de se renfrogner : *« La situation s'améliore, certes, mais les extorsions et les intimidations continuent. »* Si elles ont officiellement été dissoutes – intégrées aux nouvelles forces armées syriennes, sous la supervision du ministère de la défense, ou dans les rangs de la sûreté générale, dépendant du ministère de l'intérieur –, plusieurs milices proturques continuent d'imposer leur loi sur de larges pans de la région d'Afrin.

Certaines se sont taillé une sinistre réputation, comme la brigade Sultan Souleiman Chah, dirigée par Mohammed Al-Jassem, alias « Abou Amcha », la Division Al-Hamza, menée par Seif Abou Bakr, ou encore les combattants du groupe Sultan Mourad et les Ahrar Al-Charkiya. Toutes ont à leur passif des exécutions sommaires, des centaines d'arrestations, des kidnappings, des viols, des mariages forcés, des actes de torture et de racket à l'encontre de la communauté kurde. Ces exactions leur ont valu d'être visées par des sanctions américaines puis européennes à la suite de leur participation, en mars, aux massacres de civils alaouites sur le littoral syrien.

*« Depuis quelques semaines,*

*la plupart des checkpoints ont été levés. Les exactions ont légèrement diminué, mais elles se poursuivent. Nous avons recensé plusieurs kidnappings contre rançon, des dizaines d'arrestations, des spoliations de terres, des coupes sauvages d'oliviers, et surtout d'innombrables cas d'extorsion et de chantage entravant le retour des habitants originels »*, énumère Fariza Saeed, membre de l'organisation humanitaire Bahar.

**Alliés encombrants**

A Afrin, le « rameau d'olivier », nom de l'ancienne offensive turque, n'est plus un symbole de paix. Pour ses habitants kurdes, il est devenu synonyme de prédation, de spoliation et d'occupation. *« Les milices ont planté leurs griffes dans notre économie. Elles taxent les récoltes jusqu'à 60 % et extorquent jusqu'à 6 dollars par an* [environ 5,20 euros] *par olivier, en échange de leur prétendue protection »*, dénonce un habitant de Koran qui a souhaité rester anonyme.

Revenu dans le village quelques mois plus tôt, l'homme a découvert que sa maison était occupée par des membres d'une faction et que ses champs avaient été saisis. Arrêté sur le coup, suspecté de liens avec l'administration kurde, il a passé plusieurs mois à l'isolement, dans une prison aux mains de miliciens. En échange de 14 000 dollars, il a fini par être libéré et a pu retrouver sa maison. *« Mais je n'ai pas récupéré mes oliviers »*, se désole-t-il.

*« Ici, tout se monnaye : les hommes, les maisons, les arbres. Les milices n'ont plus un contrôle militaire total, mais elles fonctionnent désormais comme une mafia »*, résume Hanif Brimo, membre du conseil local de la commune de Rajo, arrêté à deux reprises et plusieurs fois menacé de mort par des factions.
En contrebas, sur la route qui mène jusqu'à cette petite municipalité, deux hommes armés se tiennent à un barrage. L'un porte la combinaison noire de la sûreté générale, l'autre un camouflage kaki de la police locale. *« Ces gars sont de l'ANS. On se connaît tous, ici. Ils ont simplement changé d'uniforme »*, souffle un membre d'une ONG locale qui n'a pas souhaité donner son nom.

Après avoir demandé les papiers des conducteurs, les miliciens laissent finalement circuler les voitures. *« Il y a quelques semaines encore, on aurait pu finir en prison. La plupart des Kurdes ne reviennent pas, car ils craignent d'être arrêtés, accusés de liens avec les YPG ou, pire, avec le PKK. Etre kurde, ici, c'est avoir une cible sur la tête »*, poursuit-il en épongeant la sueur qui perle sur ses tempes.

Impliquées dans les massacres sur la côte alaouite, les factions de l'ANS sont devenues des alliés encombrants pour le nouveau pouvoir syrien, qui tente de polir son image à l'étranger. Néanmoins, Damas peut difficilement s'en défaire. Comptant plus de 15 000 combattants, l'ANS a constitué le deuxième vivier de recrutement (après le groupe Hayat Tahrir Al-Cham) au sein de la nouvelle armée en construction.

Surtout, les factions de l'ANS restent soutenues par la Turquie, qui, au fil des ans, a transformé Afrin en une région satellite, avec ses drapeaux rouges omniprésents, ses bases militaires et ses prisons gérées par le MIT, le service de renseignement turc. Ici, tout s'échange en livres turques, les télécommunications sont assurées par Turkcell, la poste par les PTT turques. La langue turque est devenue obligatoire dans les écoles, l'intégralité des salaires des fonctionnaires est payée directement par la province turque voisine du Hatay, et même les conseils locaux chargés d'administrer chaque commune sont cooptés par Ankara.

**Ménager le puissant allié turc**

Damas assure vouloir peu à peu reprendre la main sur le territoire d'Afrin. *« La région doit revenir dans le giron du gouvernement syrien. Nous allons combler le vide sécuritaire et briser le mur de la peur. C'est notre devoir de faire revenir les déplacés d'Afrin »*, promet Massoud Batal, nouveau responsable du canton nommé par Ahmed Al-Charaa. Mais ces vœux d'apaisement peinent à convaincre les Kurdes de retour à Afrin.

A l'instar du redouté Abou Amsha, nommé chef de la 62e division de l'armée syrienne, certains cadres de l'ANS ont été promus dans les arcanes du nouveau pouvoir. *« Les paroles du gouvernement sont bonnes. Mais comment peut-on avoir une confiance absolue, alors que des criminels de guerre comme lui, qui ont pillé, violé, terrorisé, ont été récompensés ? »*, s'indigne Fariza Saeed, qui demande que les crimes commis par l'ANS soient pris en compte dans le futur processus de justice transitionnelle.

Les nouvelles autorités se trouvent face à une équation très compliquée : entre une volonté affichée de permettre le retour des déplacés d'Afrin, afin de donner des gages à la table des négociations aux autorités kurdes, et l'impératif de ménager le puissant allié turc, qui ne permettra pas la réinstallation de groupes armés kurdes jugés proches du PKK à sa frontière et n'hésitera pas, pour ce faire, à utiliser ses milices supplétives syriennes comme moyen de pression.

En attendant, un parfum de peur flotte toujours sur les collines d'Afrin. Dans le village de Metina, Moustafa (le prénom a été modifié à sa demande) passe tous les jours à Mobylette devant sa maison. Chaque fois, il ralentit, jette un coup d'œil amer vers la porte dont il n'a plus la clé. Il est revenu dans son village natal sept ans après en avoir été chassé, mais ses larmes de joie se sont teintées de désarroi. La demeure où il a grandi est occupée par une famille de miliciens. *« Ils demandent 2 500 dollars pour me la rendre. Je n'ai pas cet argent »*, se désole-t-il.

Contraint de vivre chez des voisins, cet ouvrier agricole a voulu porter plainte, avant d'en être dissuadé par d'autres habitants. *« Si tu ouvres la bouche, tu t'exposes à des représailles »*, déplore Moustafa. Dans ce climat de peur, le retour de la totalité des Kurdes d'Afrin reste donc hypothétique, suspendu aux négociations en haut lieu. *« Nous vivons encore sous occupation, forcés de cohabiter avec nos bourreaux d'hier*, constate Moustafa. *Partout dans le pays, on dit que la Syrie est revenue aux Syriens, sauf chez nous, à Afrin. »*

Le Monde

Philippe Ricard
18 juin 2025

# Conflit Israël-Iran : derrière la passe d'armes entre Donald Trump et Emmanuel Macron, les divergences de fond des Occidentaux au G7

Sur l'Iran, l'Ukraine ou la guerre commerciale, les points de friction se multiplient entre le président américain et ses partenaires au sein du groupe des sept puissances. Le président français « ne comprend jamais rien » et est « en quête de publicité », a jugé son homologue américain, mardi.

Pris à partie par Donald Trump, Emmanuel Macron a répliqué, mardi 17 juin, au second jour du sommet du G7 à Kananaskis, au Canada, aux critiques acerbes formulées la veille à son encontre par le président américain, à propos d'un éventuel cessez-le-feu entre Israël et l'Iran. *« Il y a des dirigeants qui changent d'avis, ce n'est pas mon cas »*, a observé le chef de l'Etat. *« Le cessez-le-feu, c'est surtout Trump qui en a parlé »,* a-t-il jugé, non sans minimiser la charge de son homologue. *« Une péripétie, pas la première, ni la dernière »*, a-t-il expliqué, peu avant la fin du sommet du G7.

Le président de la République, Emmanuel Macron, pendant le déjeuner de travail du G7 avec les dirigeants des pays invités, à Kananaskis, le 17 juin 2025. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE

Après avoir quitté précipitamment les lieux, lundi, le président américain s'était lâché contre le président français sur son réseau Truth Social : *« Le président Emmanuel Macron, toujours en quête de publicité, a déclaré à tort que j'avais quitté le sommet du G7, au Canada, pour retourner à Washington afin de travailler sur un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran. Faux ! » « Que ce soit intentionnel ou non, Emmanuel ne comprend jamais rien »*, avait asséné le locataire de la Maison Blanche.

La passe d'armes dépasse largement le cadre des relations entre les deux dirigeants, nourries de fréquents appels téléphoniques, en dépit de leurs divergences diplomatiques, idéologiques ou économiques. Au fond, elle révèle surtout le clivage qui s'est creusé entre les Occidentaux au fil de l'offensive israélienne sur l'Iran, au moment où les Etats-Unis multiplient les signaux d'une implication directe dans la guerre, sous la forme d'un appui opérationnel pour bombarder des sites nucléaires souterrains, comme celui de Fordo, voire pour soutenir un changement de régime. De retour à Washington, le président Trump a appelé à *« une capitulation sans condition »* de l'Iran et menacé le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei.

**« Le sale boulot pour nous »**

S'il plaide pour relancer des négociations en vue d'une cessation des hostilités puis de nouvelles tractations sur le programme nucléaire, Emmanuel Macron a multiplié les mises en garde, mardi, surtout si l'escalade en cours devait entraîner la chute du pouvoir iranien. *« La plus grande des erreurs, aujourd'hui, c'est de chercher, par la voie militaire, à faire un changement de régime en Iran, parce que ce sera là le chaos »*, a-t-il averti. *« Est-ce que quelqu'un pense que ce qui a été fait en 2003 en Irak* [contre Saddam Hussein] *était une bonne idée ? Est-ce que quelqu'un pense que ce qui a été fait en Libye la décennie suivante* [le renversement de Mouammar Kadhafi en 2011] *était une bonne idée ? »*, s'est-il interrogé.

L'inquiétude du chef de l'Etat à l'égard du programme nucléaire iranien est partagée par l'ensemble des membres du G7, mais de sérieuses nuances se font jour entre les Européens face à la poursuite des opérations israéliennes. Israël a *« le courage »* de faire *« le sale boulot pour nous tous »* en attaquant l'Iran, a jugé le chancelier al-

lemand, Friedrich Merz. Avec son offensive, Israël en a *« largement fini »* avec le programme nucléaire iranien, estime-t-il : *« En tout cas, il ne peut pas se poursuivre comme avant. »*

*« Rien dans les propos de Donald Trump ne suggère qu'il est sur le point de s'impliquer dans le conflit »,* avait, quant à lui, considéré le premier ministre britannique, Keir Starmer, en début de journée, minimisant les inquiétudes de son collègue français.

En réalité, le conflit entre Israël et l'Iran n'a pas été le seul motif de vives tensions entre les Américains et leurs partenaires du G7, même en l'absence de Donald Trump, remplacé, mardi, au pied levé par son secrétaire d'Etat au Trésor, Scott Bessent. En dépit de l'impasse des négociations engagées entre la Maison Blanche et le Kremlin, aucune déclaration de soutien à l'Ukraine n'a pu être discutée.

**« Garder l'unité »**

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui demande à Washington de pouvoir lui acheter des armes, tout comme le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, étaient bien présents mardi. Mais les deux hommes n'ont pas pu rencontrer le président américain en vue de préparer le sommet de l'OTAN, les 24 et 25 juin, à La Haye, aux Pays-Bas, qui, dans ces circonstances, s'annonce houleux. L'administration Trump refuse toujours de renforcer les sanctions contre Moscou, en dépit des appels des autres membres du G7 et d'un groupe bipartisan de sénateurs américains.

*« Quand je sanctionne un pays, cela coûte beaucoup d'argent aux Etats-Unis »*, avait martelé, la veille, Donald Trump, invitant l'Union européenne à prendre les devants, si elle tient tant à accroître la pression sur Vladimir Poutine. Face aux réserves des Etats-Unis, les Européens ont, de surcroît, renoncé à abaisser à 45 dollars (environ 39 euros), contre 60 dollars à ce jour, le prix plafond du baril de pétrole exporté par la Russie, afin de limiter les revenus qu'elle tire de ces exportations.

Par ailleurs, le contentieux reste explosif au sujet des droits de douane. Face à Donald Trump, Emmanuel Macron a défendu, lundi, l'idée d'une *« désescalade commerciale »* entre l'Union européenne et les Etats-Unis, afin de faire front commun contre les surcapacités industrielles de la Chine, dont les produits inondent d'autant plus le marché européen qu'ils peuvent désormais moins bien s'écouler aux Etats-Unis. Le ton est monté avec le président américain, qui maintient la pression tarifaire et s'est fait, un peu plus tard, un malin plaisir de boucler un compromis commercial avec le Royaume-Uni.

Dans son avion vers Washington, Donald Trump ne s'est pas privé de s'en prendre aux dirigeants européens qu'il venait de quitter. Après s'être entretenu avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, il a notamment regretté que les Européens *« ne proposent pas un accord juste pour le moment »* afin d'échapper aux menaces de guerre commerciale qu'il brandit. La pause annoncée voici deux mois avant toute décision définitive se termine le 9 juillet. *« Soit nous trouvons un bon accord, soit* [les Européens] *paieront ce que nous leur dirons de payer »*, a asséné le président américain.

Dans ce contexte, le passage de relais à la tête du G7 entre le premier ministre canadien, Mark Carney, et Emmanuel Macron s'annonce compliqué. Le chef de l'Etat a annoncé que le prochain sommet serait organisé, en juin 2026, à Evian et a promis d'œuvrer pour *« garder l'unité »* du G7, voire pour la *« consolider »*. Une gageure, surtout si Donald Trump poursuit son cavalier seul au Moyen-Orient, comme en Ukraine et sur les questions commerciales.

---

**June 18, 2025**

# PM Barzani appeals to federal court to resolve salary deadlock: KRG spox

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani submitted a formal letter to Iraq's highest judicial authority concerning the ongoing salary crisis. The issue escalated in late May after the federal government suspended all financial entitlements to Erbil, claiming the Region had exceeded its allocated share of the federal budget.

In a statement, the Kurdistan Regional Government (KRG) quoted PM Barzani as saying, "We have sent a letter to the Federal [Supreme] Court regarding the illegality and unconstitutionality of the decision by the federal finance ministry to suspend the salary [disbursements] and financial entitlements of the Kurdistan Region."

Tensions between Erbil and Baghdad intensified in late May when the federal finance ministry halted all budget transfers to the KRG, including the salaries of more than 1.2 million public sector employees. The ministry stated that the decision was due to the Region exceeding its 12.67 percent share of the 2025 federal budget.

The move has drawn widespread condemnation from Kurdish parties, who argue the suspension is politically driven and unconstitutional.

The KRG's Wednesday statement further quoted PM Barzani as hoping the federal court would "make a positive decision in favor of the people of Kurdistan." He stressed that the KRG "has fulfilled all of its constitutional obligations and demands," and therefore, "its constitutional rights ought to be respected and its finan-

cial entitlements transferred."

Earlier in the day, KRG Spokesperson Peshawa Hawramani clarified in a post on X that the letter to the court was sent on Monday. He also noted that PM Barzani had prioritized the salary crisis during the KRG's weekly cabinet meeting, held on Wednesday, describing it as "the most pressing issue."

According to Hawramani, "The federal court will soon convene and decide on the [legality of the suspension] of salaries of the [Kurdistan] Region's employees."

Earlier in June, the Federal Supreme Court announced that it had registered a lawsuit filed by public servants in the Kurdistan Region, seeking an injunction to compel the federal government to resume salary payments. However, the court has yet to convene to decide on the case.

A Kurdistan Regional Government (KRG) Council of Ministers convene on June 18, 2025. Photo: KRG

The plaintiffs based their case on a previous court decision - Ruling No. 224 and its consolidated case 269/Federal/2023 - which obliges both the federal government and the KRG to ensure uninterrupted salary payments to public sector employees, retirees, and social welfare beneficiaries in the Region. The ruling explicitly states that political disputes between Baghdad and Erbil must not be used as grounds to withhold constitutionally guaranteed monthly salaries.

Of note, Iraqi President Abdul Latif Rashid met on Sunday with Federal Supreme Court Chief Justice Jassim al-Umairi in Baghdad, stressing the importance of addressing the salary issue. Hawre Tofiq, a spokesperson for the Iraqi presidency who attended the key meeting, told Rudaw that the court has agreed to review the lawsuit "as soon as possible."

---

The New York Times **June 18, 2025**

# Israeli Strikes Kill Civilians Across Iran

## Israel has said it does not target Iranian civilians, but hundreds have died in the violence, among them a poet and her family, an equestrian and a graphic designer.

An 8-year-old girl who loved dancing in a red dress at her dentist's office. A 28-year-old national equestrian champion. A poet one week away from her 24th birthday. A graphic designer who worked at National Geographic. Grandparents in their 80s.

All are among the civilians killed during Israeli airstrikes on Iran.

Israel has said it does not target Iranian civilians, but hundreds have died in the violence. Every day since the war began, a new face, a new name, a new story of a life that ended violently and abruptly has emerged. The Ministry of Health has not updated casualty numbers since Sunday, when it said at least 224 people had been killed and nearly 2,000 injured, including women and children. Those figures are expected to grow in the coming days.

In interviews with more than 50 residents of Tehran, Shiraz, Isfahan, Ahvaz, Mashhad, Sanandaj, Amol, Ghazvin, Semnan, Karaj, Neishabour, and Tabriz, doctors, families and friends described the toll of the strikes. The New York Times also reviewed scores of videos, photos and testimonies documenting civilian casualties, injuries and the destruction of residential buildings.

The Israel Defense Forces have said the attacks on Iran are targeted assassinations of military commanders, government officials and nuclear scientists. But missiles and drones have also hit high-rise buildings and multistory apartment complexes where civilians also reside. Dr. Hossein Kermanpour,

the spokesman for the Ministry of Health, said 90 percent of casualties were civilians, not military.

In Tehran, the frequency of the Israeli strikes has completely upended daily life. The constant thud of air defense systems, the loud boom of explosions and the wailing sirens of ambulances and fire trucks have replaced the sounds of a metropolis typically buzzing with traffic, street music and the Muslim call to prayer.

Photos and videos show rescue crews rummaging through piles of debris. A father clutches his small baby in a white onesie drenched in blood. A man bleeding from the head leans against a motorcycle as a passerby tends his wound. The body of a small child, covered in gray dust, peeks out from the rubble.

“There’s a lot of focus on the military targets but not much is being said about the many civilian casualties, in fact nothing is being said about them, which are much higher than the targeted killings,” said Jila Baniyagoub, a prominent journalist and women’s rights activist in Tehran.

Four physicians, including the director of a major hospital in Tehran, said that emergency rooms were overwhelmed. The Ministry of Health announced on Monday that all medical staff members around the country were required to remain in their posts because of the acute need.

“This is unlike anything we’ve experienced before,” said Ali, a 43-year-old engineer in Tehran and father of two small children who asked that his last name not be published for fear of retribution from Iranian officials for speaking publicly. He said deaths and casualties were hitting closer to home everyday and that a friend’s sister had been killed when a building collapsed on her after a targeted strike.

Parnia Abbasi, the poet, graduated from college with a degree in English and landed a coveted job at the National Bank of Iran, where her mother had spent her career as a bank clerk until retirement. Her father was a public-school teacher. Ms. Abbasi once spoke at a panel for young poets and told the audience that she looked “at all my life events as stories I could write.”

About six months ago, her parents realized a lifelong dream of purchasing a three-bedroom apartment in the Orkideh Complex, a compound of high-rise apartment buildings on Sattarkhan Street in central Tehran. On Friday morning, the building collapsed after it was hit by an Israeli missile.

The apartment building where the Abbasi family lived was struck by an Israeli missile.
Parnia Abbasi, her parents and brother were killed in a strike on their building.

The Abbasi family, including Parham, Ms. Abbasi’s younger brother, were killed.

“They had bought this house six or seven months ago under great financial pressure so that the children could have their own rooms. The love between this family was the envy of everyone. They were always together,” said Hassan, a relative of the Abbasis’ in Tehran, who asked that his last name not be published because of fears for his safety.

Tara Hajimiri, 8, loved folk dance and gymnastics. A video of her wearing a red dress as she danced her way into the chair at her dentist’s office went viral on social media. She and 60 residents were killed in a massive strike on an apartment building on Patrice Lumumba Street on Saturday.

Reza, a 59-year-old computer engineer, said that his aunt and uncle, a couple in their 80s, were killed in an airstrike while they were sleeping on Saturday night. The force of the explosion toppled the building, he said.

The man had Parkinson’s disease, said Reza. “It’s so sad that innocent civilians are being impacted by this war. They were loving grandparents.”

The damage to the building was so extensive that rescue workers have not yet retrieved the bodies. The family was informed to consider the couple dead. Reza said the couple’s adult children go to the site every day, waiting for the bodies to be pulled from the rubble.

Saleh Bayrami, a veteran graphic designer for magazines like National Geographic and media companies, was driving home from a meeting on Sunday. He stopped at a red light at Quds Square, near the bustling Tajrish market in the northern part of Tehran. An Israeli missile landed on a major sewage pipe in the square, exploded into a ball of fire and killed him, according to colleagues and news reports.

Ava Meshkatian, a colleague who sat next to him at work, wrote a tribute to Mr. Bayrami on her Instagram page, describing him as kind, friendly and always smiling. “We have to write these things for others to read. For others to know, God only knows how devastated I am,” she wrote.

Mehdi Poladvand, a 27-year-old member of a youth equestrian club and a national champion, spent the last day of his life on Friday at a racetrack in Karaj competing in a race.

Iranian news media described him as a rising talent who had won numerous championship titles in provincial competitions and national cups. He was killed along with his parents and sister when their apartment building was struck by an Israeli missile, his friend Arezou Malek, a fellow equestrian, told local Iranian media.

At cemeteries across Iran, somber funeral services are being held daily, sometimes as missiles fly overhead. The coffin of Niloufar Ghalehvand, 32, a Pilates instructor, was covered with the flag of Iran, according to videos shared on social media by the sporting club where she worked. A small crowd wearing black can be seen standing around the coffin.

“We will always remember you,” read a message from the sports club. “No to War.”

Le Monde

Claire Gatinois
18 juin 2025

# Derrière la guerre Israël-Iran, le risque de la prolifération nucléaire à travers le monde inquiète

## Vingt-et-un pays arabes et musulmans ont lancé un appel pour « créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, s'appliquant à tous les Etats de la région sans exception ».

Le sujet n'est jamais abordé. La possession de l'arme nucléaire par Israël est un non-dit qui flotte comme une ombre au-dessus de l'Iran et de ses voisins du Proche-Orient. Alors que le conflit qui oppose l'Etat hébreu à Téhéran – ce dernier est visé, depuis la nuit du 12 au13 juin, par des frappes israéliennes officiellement destinées à anéantir l'arsenal nucléaire et balistique du régime –, menace de s'embraser, vingt et un pays arabes et musulmans ont publié, mardi 17 juin, un rappel. Le Qatar, Oman, l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Turquie et même le Pakistan, pourtant doté de l'arme nucléaire et non signataire du traité de non-prolifération (TNP), plaident pour *« créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, s'appliquant à tous les Etats de la région sans exception ».*

Vue partielle de la centrale nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, le 8 mars 2014. JACK GUEZ / AFP

L'appel restera probablement sans lendemain. Le message est une antienne. *« Une vieille lune qui va et vient depuis des décennies sans aucune avancée concrète »,* constate Benjamin Hautecouverture, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. Mais il met en lumière une peur qui grandit. L'Etat hébreu, qui n'est pas signataire du TNP, est suspecté de détenir des ogives nucléaires. L'existence d'un programme nucléaire militaire à Dimona, dans le désert du Néguev, éventé en 1986 dans le *Sunday Times* par Mordechai Vanunu, un ancien technicien nucléaire, fait peu de doute. Des rapports déclassifiés du renseignement sur l'énergie atomique pointent, dès les années 1960, *« sans équivoque et avec précision que le projet nucléaire israélien inclurait une usine de retraitement pour la production de plutonium et était lié à l'armement »*, indique le chercheur et historien Avner Cohen, auteur de *Israël et la bombe : l'histoire du nucléaire israélien*, paru en 1998. Sans se revendiquer comme un Etat doté, Israël ne dément pas les affirmations et maintient à dessein une *« ambiguïté stratégique ».*

**« Ce n'est plus un tabou »**

L'idée que détenir l'arme nucléaire offre un avantage disproportionné prospère. *« C'est la perception qu'ont beaucoup de pays, même si posséder l'arme nucléaire ne garantit pas qu'un pays obtiendra tout ce qu'il souhaite, ni qu'il n'aura pas à payer le prix de ses actes »*, constate Alexander Bollfrass, responsable de la stratégie, de la technologie et du contrôle des armes à l'Institut international des études stratégiques (IISS).

Dans le cas de l'Ukraine, envahie par la Russie en février 2022, *« l'arme nucléaire russe a été utilisée comme bouclier pour permettre à Moscou de s'exonérer du droit international »,* observe M. Bollfrass, constatant que Vladimir Poutine s'en sert régulièrement pour dissuader les alliés de Kiev d'intervenir de façon décisive dans le conflit. Cette situation a pu faire regretter à l'Ukraine d'avoir signé en 1994 le mémorandum de Budapest, qui prévoyait le renoncement à son arsenal nucléaire en échange de garanties d'intégrité territoriale et de sécurité, notamment de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Russie. Elle peut aussi faire réfléchir d'autres pays. *« Je suis la Pologne, j'en tire une conclusion assez simple : il faut que je me dote. Il en va de même pour l'Egypte, la Turquie, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et le Japon. En Corée du Sud, ce n'est plus un tabou, c'est quasiment un débat poli-*

*tique »,* énumère un diplomate.

La quête d'une arme de destruction massive, comme outil de protection et de dissuasion pour des pays vulnérables, peut-être accentuée, aux yeux des experts, par le sentiment que les Etats-Unis sont lassés de jouer le rôle coûteux et souvent vain de gendarme du monde. Un peu plus d'un demi-siècle après les premières résolutions internationales visant à stopper la prolifération nucléaire, la course aux armements pourrait s'accélérer. *« L'atmosphère est en train de changer »,* constate M. Bollfrass. Pour l'ancien ambassadeur de France à Washington, Gérard Araud : *« On est en train de découvrir le règne du plus fort. »*

Nombre de chercheurs et responsables politiques redoutent que les frappes israéliennes en Iran n'aient un effet contre-productif sur l'objectif de non-prolifération. « *Compter sur la force et pas sur la négociation est le moyen le plus sûr pour détruire le TNP ; cela envoie un message clair à de nombreux pays que leur sécurité ultime est de développer des armes nucléaires !* » , s'alarme Mohamed El-Baradei, ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, sur X.

Faute de renverser le régime iranien *« seul moyen, même pour les Etats-Unis, d'empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire »*, selon l'ancien premier ministre israélien Ehoud Barak dans le quotidien *Haaretz* du 16 juin, *« nous pourrions accélérer le processus : l'Iran pourrait décider de rompre* [les négociations]*, en faisant valoir que l'agression d'Israël (qui, selon des rapports étrangers, est un Etat nucléaire n'ayant pas signé le traité de non-prolifération nucléaire) constitue une menace existentielle et ne lui laisse d'autre choix que de produire suffisamment d'uranium hautement enrichi de qualité militaire pour une arme nucléaire »*, poursuit-il. *« Chercher à avoir l'arme nucléaire dans le contexte géopolitique actuel peut apparaître comme une garantie de sécurité mais aussi comme hautement risqué »*, tempère toutefois Nicole Grajewski, membre du programme nucléaire à la fondation Carnegie pour la paix internationale. Une allusion aux sanctions internationales et aux frappes qui visent l'Iran.

---

Le Monde

**Martin Untersinger,**
**Florian Reynaud**
**18 juin 2025**

# Qui est Gonjeshke Darande, le groupe derrière la cyberattaque visant la banque Sepah en Iran ?

## S'il se présente comme un groupe hacktiviste indépendant, sa stratégie, sa sophistication et son mode opératoire font planer l'hypothèse de l'implication des services israéliens.

13 juin par l'Etat hébreu, le conflit s'est aussi étendu en ligne. Mardi 17 juin, le groupe Gonjeshke Darande (« Moineau prédateur », en farsi) a revendiqué une attaque informatique contre la banque Sepah, l'une des plus grandes du pays. Puis vingt-quatre heures plus tard, sur son canal Telegram, le groupe a affirmé avoir pris pour cible Nobitex, la principale plateforme d'échange de cryptomonnaies en Iran, que Gonjeshke Darande présente comme *« un outil-clé du régime pour financer le terrorisme et contourner les sanctions »*.

Si le groupe est parvenu à dérober et à faire littéralement disparaître 90 millions de dollars (près de 80 millions d'euros) issus de Nobitex, l'impact de l'offensive contre la banque n'a pas été entièrement confirmé. Mais sa revendication peut être prise au sérieux, tant Gonjeshke Darande a fait la preuve, par le passé, de sa capacité de nuisance vis-à-vis de l'Iran.

Bien que certains de ses programmes informatiques malveillants aient été utilisés dès 2019 contre des intérêts iraniens en Syrie, le groupe apparaît au cours de l'été 2021, lorsqu'il revendique deux opérations d'ampleur. La première a visé les chemins de fer iraniens, retardant des trains et perturbant l'activité en gare. Les pirates ont même modifié l'affichage des écrans d'information pour y faire figurer le numéro de téléphone du bureau du Guide suprême, Ali Khamenei. Le lendemain, c'était au tour du site du ministère des transports d'être victime des hackers. *« Notre but avec cette attaque était d'exprimer notre dégoût face aux abus et à la cruauté infligés par le gouvernement à la nation iranienne »*, écrivait alors le groupe sur son canal Telegram.

A l'automne, le même groupe affirmait être derrière la forte perturbation du système utilisé par les Iraniens pour se procurer leur quota d'essence subventionnée, désorganisant profondément plus de 4 000 stations-service à travers tout le pays. Sur certains écrans de pompe à essence, les pirates ont à nouveau affiché le numéro de téléphone du bureau d'Ali Khamenei.

Le groupe réalise un autre coup d'éclat à la fin du mois de juin 2022. Dans la vidéo qu'il poste sur Tele-

gram, on voit l'intérieur d'une aciérie de la région du Khouzistan. Soudain, les machines bougent, des gerbes d'étincelles surgissent et des flammes commencent à ravager le matériel. Personne n'est blessé. Les pirates sont parvenus à saboter, à distance, une installation industrielle. Selon leur message de revendication, ils s'en sont pris à deux autres usines dans le pays.

Enfin, à l'automne 2023, Gonjeshke Darande s'en prend à nouveau aux stations-service iraniennes ; 70 % des installations du pays sont alors touchées, condamnant des milliers d'Iraniens à de longues files d'attente.

Devanture des bureaux de la banque Sepah, à Londres, le 30 juillet 2007. STEPHEN HIRD / REUTERS

**Un possible et crédible lien avec Israël**

Le « Moineau prédateur » s'est toujours présenté comme un groupe hacktiviste, c'est-à-dire un collectif indépendant mû par des motivations politiques. Pourtant, l'attaque de Gonjeshke Darande contre des stations-service en 2021 avait été reliée à l'Etat hébreu par les services de renseignement américains, selon le *New York Times*, qui citait des sources anonymes. De fait, si Israël n'a jamais fait de commentaire à ce sujet, plusieurs éléments inhabituels pour ce type de collectif laissent penser qu'il pourrait cacher une opération soutenue, voire pilotée, par les autorités israéliennes.
Le niveau élevé de sophistication de leurs cyberattaques, dont les effets sont à la fois importants et concrets, ainsi que l'utilisation de logiciels malveillants de leur propre conception sont des preuves d'une compétence technique pointue plus courante au sein d'un Etat comme Israël – très avancé dans le domaine cyber – que d'un simple groupe d'activistes.

Par ailleurs, non seulement le groupe a toujours ciblé des entités iraniennes ou liées à Téhéran, mais ses cibles sont choisies avec soin, visant des entreprises ou des organisations proches du régime, permettant son financement ou servant à contourner les sanctions occidentales. L'attaque contre la banque Sepah a été justifiée publiquement par le groupe, expliquant que cet établissement était utilisé pour échapper aux sanctions et financer le programme nucléaire et balistique. Les trois aciéries visées par le groupe en 2022, elles, étaient sous le coup de sanctions internationales. Les cryptomonnaies, pour lesquelles la plateforme Nobitex est centrale en Iran, sont utilisées par certains Iraniens pour contourner les sanctions et exfiltrer discrètement leur patrimoine.

Même s'il se présente comme un groupe iranien, ses messages de revendication ont toujours une approche géopolitique alignée sur la position israélienne, portant sur le contournement des sanctions, le financement de son régime nucléaire ou l'utilisation de « proxys » par Téhéran à l'étranger. La temporalité aussi est parlante : la seconde attaque contre les stations-service est intervenue quelques semaines après le 7-Octobre et peu après des attaques, en mer Rouge, de rebelles houthistes hostiles à Israël et soutenus par l'Iran.

Plus fondamentalement, leurs opérations semblent subtilement conçues pour fragiliser le régime aux yeux de sa population et attiser un sentiment de révolte, d'autant plus qu'elles s'accompagnent quasi systématiquement de messages de propagande. C'est particulièrement vrai des attaques répétées contre l'approvisionnement en essence, dans un pays où la question est très sensible pour la population. Non content d'avoir directement défié le Guide suprême, Gonjeshke Darande avait surenchéri en accusant le régime de passer sous silence les conséquences de l'attaque, et en invitant les citoyens iraniens à partager des informations sur la situation chaotique dans les stations-service.

The New York Times June 18, 2025

# The Israel-Iran War, Explained

We explain why Israel chose this moment to attack Iran.

One way to look at Israel's war with Iran is that it's a natural escalation of the battles that the Jewish state has fought since the Oct. 7 attack. Israel has leveled much of Gaza to destroy Hamas, which is backed by Iran. It bombed Lebanon and Yemen to counter Hezbollah and the Houthi militia, both of which are also backed by Iran. Now, instead of focusing on proxies, Israel is taking its fight directly to Iran.

But the timing matters. After all, the conflict between Israel and Iran isn't new. Iran's leaders have called for Israel's destruction for decades. Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, has characterized Iran as an existential threat for decades. Western officials have debated the wisdom of a preemptive attack on Iran's nuclear program for decades.

What's new is that Israel now believes it can win.

In Tehran yesterday.Arash Khamooshi for The New York Times

**Why now?**

Three issues led Israel to strike last week:

**Nuclear weapons:** Israeli officials claim that Iranian scientists are close to making a nuclear weapon — potentially months away. (U.S. officials are more divided on the topic, CNN reported.) Netanyahu said he had to strike now before they completed their work.

More urgently, though, Netanyahu likely worried that President Trump would sign a new nuclear agreement with Iran's leaders. Israel opposed the previous deal, established under Barack Obama, in part because it let Iran keep some nonmilitary nuclear capabilities. If Trump reached a similar agreement, Israel couldn't strike without violating the spirit of that deal and upsetting its biggest ally.

At least for now, Israel has global support in this mission. Western countries see Iran as a threat because it has supported militants around the world. They're happy to let Israel take the burden of dismantling Iran's nuclear program, even if they disagree with Israel on other issues. Several Group of 7 countries condemned Israel last month for its offensive in Gaza but blessed it Monday for its strikes on Iran.

**Iran's weakness:** Iran is not doing well. Years of sanctions have eroded its economy. Israel and the United States have killed many of its military leaders. They've also pummeled its proxies across the Middle East. All of this limits Iran's ability to retaliate.

The decimation of Iran's proxies is particularly important to Israel. Years ago, Hamas and Hezbollah would have responded to strikes on Iran with direct attacks in Tel Aviv and other Israeli cities. Now, Israel can hit Iran without stressing as much about the home front.

**Domestic politics:** Since the Oct. 7 attack, Netanyahu has faced conflicting political pressure from his right and left flanks. The right wants a more aggressive war in Gaza, focused on obliterating Hamas and reoccupying the territory. The left wants Netanyahu to focus on bringing home the hostages taken by Hamas, even if it means letting the group survive. Netanyahu also faces corruption charges that could land him in prison if he lost power, and his governing coalition has strained over debates about military service requirements

for ultra-Orthodox Jews.

But strikes on Iran have widespread support. Israelis broadly see Iran as an existential threat, and they support destroying its nuclear capabilities. It's a winning issue, with an election slated for next year.

**What's next?**

Israel's war with Iran is likely to last weeks, not days, my colleague Patrick Kingsley reported from Jerusalem. That's a lot of time for escalation.

One unknown: Trump says he may join the fray. To truly dismantle Iran's nuclear program, Israel needs a particular U.S. bomb to strike facilities buried deep underground. But Trump ran for president promising "no more wars," and parts of his MAGA base take an isolationist view of the world.

Trump, however, might go back on his word. Yesterday, he reiterated that Iran should never get nuclear weapons, demanded the country's "UNCONDITIONAL SURRENDER" and threatened to kill its supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

**HOW WE COVER THE CONFLICT**

*Trump's posture toward Iran keeps changing. I spoke with **David Sanger**, a White House correspondent who covers national security and has written extensively on Iran, about how he reports on this story. — **Patrick Healy**, assistant managing editor*

**We hear from readers regularly about how Trump veers around erratically with his positions. But he's the president — his language can't be dismissed. How do you deal with that as a reporter?**

It's always a challenge. Just two weeks ago, the president was saying he was confident in a diplomatic deal with Iran. That didn't match our reporting. Of course, Trump thinks he is the master deal maker. So you report what he is saying and doing — he is the president, as you point out — but remind yourself that his views could change overnight. He ran for president as the man who avoided wars; now he seems on the cusp of a bombing campaign.

**When Trump's intentions and tactics are opaque, how do you sift through them? You're a journalist who doesn't jump to conclusions. So where you do start?**

I've spent nearly half my reporting career at The Times — and I've been here more than 40 years — examining Iran's capabilities. So you test the president's comments against what we know. Trump doubted the findings of U.S. intelligence agencies and issued his own proclamations about how close Iran is to being able to produce a bomb. So we reminded readers of what intelligence reports say and what outside experts have concluded. (Inspectors were inside Iran's nuclear facilities until last week, so we have a lot of data.)

**Your colleagues help, too.**

Yes, fortunately The Times has reporters who are expert on nuclear technology, on Iranian politics, on intelligence. It's my job not only to sift what the president says, but to make sure we bring readers the totality of that expertise.

**People can lose faith in journalism when we make assumptions and get ahead of the story, especially a fast-moving conflict. What goes into producing work that people can trust?**

The first rule of journalism is "write what you know." Not what you suspect. Not what partisans need for their own political narratives. Not what intelligence officials may tell you to fit the White House's desire. We use satellite photographs. We talk to nuclear inspectors. We talk to foreign intelligence agencies. And yes, when we can, we talk to the Iranians.

Of course, the hardest thing to assess is what's going on inside a president's head. Whatever one thinks of his rhetoric, Trump is in command of the world's biggest and most powerful military. And the path he takes in the next few days may reshape the Middle East and our world.

---

The New York Times June 18, 2025

# Trump, Iran and the Specter of Iraq: 'We Bought All the Happy Talk'

## President Trump is pondering swift military action in Iran. There were similar expectations that the war in Iraq would be quick and triumphant.

A little more than 22 years ago, Washington was on edge as a president stood on the precipice of ordering an invasion of Baghdad. The expectation was that it would be a quick, triumphant "mission accomplished."

By the time the United States withdrew nearly nine years and more than 4,000 American and 100,000 Iraqi deaths later, the war had become a historic lesson of miscalculation and unintended consequences.

The specter of Iraq now hangs over a deeply divided, anxious Washington. President Trump, who campaigned against America's "forever wars," is pondering a swift deployment of American military might in Iran. This time there are not some 200,000 American troops massed in the Middle East, or antiwar demonstrations around the world. But the sense of dread and the unknown feels in many ways the same.

"So much of this is the same story told again," said Vali R. Nasr, an Iranian American who is a professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies. "Once upon a time we didn't know better, and we bought all the happy talk about Iraq. But every single assumption proved wrong."

There are many similarities. The Bush administration and its allies saw the invasion of Iraq as a "cakewalk" and prom-

ised that U.S. troops would be greeted as liberators. There were internal disputes over the intelligence that justified the war. A phalanx of neoconservatives pushed hard for the chance to get rid of Saddam Hussein, the longtime dictator of Iraq.

And America held its breath waiting for President George W. Bush to announce a final decision.

Today Trump allies argue that coming to the aid of Israel by dropping 30,000-pound "bunker buster" bombs on Fordo, Iran's most fortified nuclear site, could be a one-off event that would transform the Middle East. There is a dispute over intelligence between Tulsi Gabbard, Mr. Trump's director of national intelligence, who said in March that Iran was not actively building a nuclear weapon, and Mr. Trump, who retorted on Tuesday that "I don't care what she said." Iran, he added, was in fact close to a nuclear weapon.

Some of the same neoconservatives who pushed for the war in Iraq are now pushing for war with Iran. "You've got to go to war with the president you have," said William Kristol, a Never Trumper and editor at large of The Bulwark who was a prominent advocate of war with Iraq. "If you really think that Iran can't have nuclear weapons, we have a chance to try to finish the job."
And once again the nation is waiting for a president to decide. "I may do it, I may not do it, nobody knows what I'm going to do," Mr. Trump said Wednesday when asked about his thinking on striking Iranian nuclear facilities.

There are the familiar questions about an endgame. Mr. Bush landed on the aircraft carrier Abraham Lincoln, and under a "Mission Accomplished" banner he triumphantly declared combat operations in Iraq were at an end. But the country was in chaos as he spoke.

President George W. Bush and Condoleezza Rice, the national security adviser, in the Oval Office in March 2003. Doug Mills / The New York Times

Today many American officials fear there will be a wider war if the United States bombs Fordo, including retaliatory attacks on U.S. bases in the region by pro-Iran militias and strikes on ships in the Red Sea by the Iran-backed Houthis.

Adm. William F. Fallon, who in 2007 and 2008 oversaw all American military operations in the Middle East as head of U.S. Central Command, said on Wednesday that he had concerns about Iran spiraling out of control after an American strike.

"What's the plan?" he said. "What's the strategy? What's the desired end state? Iran not having a nuclear weapon is something few people would disagree with. But what is the relationship we would have with Iran in the bigger Middle East? We're just knee-jerking.''

One person who sees little similarity between the run up to Iraq and now is David H. Petraeus, the general who commanded American forces in Iraq and Afghanistan and led the 101st Airborne Division in the initial invasion in Baghdad. "This is clearly the potential run up to military action, but it's not the invasion of a country," he said on Wednesday.

Mr. Trump, he said, should deliver an ultimatum to Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader of Iran, and order him to agree to the complete dismantlement of his nuclear program or face "the complete destruction of your country and your regime and your people."
If the supreme leader rejects the ultimatum, Mr. Petraeus said, "that improves our legitimacy and then reluctantly we blow them to smithereens."

Mr. Nasr said a hopeful scenario after a strike would be the total destruction of Fordo and an Iran that comes to the table and agrees to a negotiated end to its nuclear program. But if the Iranians respond militarily, as they say they will, Mr. Nasr said that Mr. Trump would be compelled to counterattack, particularly if Americans are killed on U.S. bases in the region.
"And then you don't know where it's going to stop, and Trump is really risking a repeat of the Iraq war," he said. Iran is larger than Iraq, he noted, with a population of roughly 90 million and a far more capable, nationalistic military than the Iraqi army.
John Bolton, a neoconservative who served as one of Mr. Trump's first term national security advisers, was a big advocate for the war in Iraq, and is now a supporter of a U.S. attack on Iran.

"Bomb Fordo and be done with it," he said on Wednesday. "I think this is long overdue.''

Mr. Bolton wrote a book about his time working for Mr. Trump that enraged the president, and Mr. Trump retaliated by revoking Mr. Bolton's Secret Service protection, despite death threats that Mr. Bolton faces from Iran.

The two no longer speak, so Mr. Bolton said he had no idea what Mr. Trump would decide. He was not sure if Mr. Trump knew himself. But in his experience, Mr. Bolton said, Mr. Trump was "frantic and agitated" in national security crises.
"He talks to a lot of people and he's looking for somebody who will say the magic words," Mr. Bolton said. "He'll hear something and he'll decide, 'That's right, that's what I believe.' Which lasts until he has the next conversation."

LE FIGARO

Yan Bernard-Guilbaud
18 juin 2025

# Pourquoi plus de 4 000 hôtels ferment en Turquie… alors que le pays bat des records de fréquentation ?

Paradoxe étonnant : alors que la Turquie bat ses propres records et vise 65 millions de visiteurs en 2025, près de 4 000 hôtels ferment brutalement leurs portes avant même l'été. Une crise inattendue ébranle l'hôtellerie nationale.Tout a basculé avec l'incendie de l'hôtel Grand Kartal, en janvier 2025, dans la station de Kartalkaya : 78 morts, 51 blessés, et la révélation d'insuffisances criantes en matière de sécurité incendie. Cette tragédie a conduit à l'adoption, en urgence, de normes drastiques. En conséquence, tous les établissements ne respectant pas ces standards ont été fermés par le ministère turc du Tourisme — une mesure jugée nécessaire, mais appliquée sans ménagement.

Alors que la Turquie affiche un nouveau record de fréquentation avec 62 millions de visiteurs en 2024, plus de 4 000 établissements hôteliers ont fermé leurs portes cette année. Evgenii / stock.adobe.com

Tous les mercredis et samedis

Recevez gratuitement les infos pratiques et utiles pour partir à la découverte du monde

À cela s'est ajoutée l'obligation du « turizm işletme belgesi ». Depuis 2021, tous les hôtels turcs doivent disposer de cette licence officielle délivrée par le ministère du Tourisme, censée garantir des standards précis en matière de sécurité, d'hygiène, de qualité de service et d'accessibilité. Malgré une suspension partielle accordée par la Cour constitutionnelle en octobre 2024, «*plus de 4 000 hôtels ont été fermés*», selon le site d'information turc Tele1 — soit environ 17 % des 25.900 établissements recensés — pour absence de certification en cours. Serdar Karcılıoğlu, président d'honneur de l'association des professionnels hôteliers de Bodrum, avertit : «*sur ces 4 000 établissements fermés, seulement 200 pourraient obtenir la licence et rouvrir ; les autres resteront clos ou fonctionneront illégalement* », traduisant le constat d'un secteur désorganisé malgré des intentions affichées.

**Quand la réglementation accélère les fermetures**

Dans les régions d'Antalya, de Muğla ou le long de la mer Égée, de nombreux petits établissements familiaux ont ainsi préféré baisser le rideau plutôt que d'engager des travaux jugés trop coûteux. « *Parfois, les réservations ne dépassent pas 20 %* », selon Serdar Karcılıoğlu. L'absence de dispositif de soutien financier à la transition n'a pas arrangé la situation.

Au magazine *Turizm Ajansı*, le professionnel critique également certaines statistiques gonflées, affirmant que les chauffeurs routiers transitant en Turquie sont parfois comptabilisés comme « *touristes* ». Pour certains professionnels du secteur, ces fermetures traduisent moins une volonté de réforme qu'un durcissement administratif précipité, dans un climat économique déjà tendu.

Car en toile de fond, la hausse continue du coût de l'énergie, des matières premières et des salaires pèse lourdement sur des structures fragiles, souvent dépendantes d'une clientèle internationale dont le pouvoir d'achat fluctue. À cela s'ajoutent les incertitudes géopolitiques, qui impactent l'image de certaines régions.

**Un tourisme turc en pleine mutation**

Et pourtant. Le paradoxe est flagrant : en 2024, la Turquie a accueilli 62,2 millions de visiteurs, générant 58,5 milliards d'euros de recettes. Au premier trimestre 2025, 8,8 millions de touristes ont déjà franchi les frontières du pays, pour 9,5 milliards de dollars de revenus. Selon *L'Écho Touristique*, l'objectif national pour la fin 2025 reste fixé à 65 millions de visiteurs pour 64 milliards de dollars de recettes.

La fermeture de milliers d'établissements ne signifie pas pour autant un effondrement de l'offre hôtelière turque. Au contraire, le pays semble amorcer un recentrage vers une hôtellerie plus structurée, souvent de haut standing, soutenue par des investisseurs étrangers ou intégrée à de grands groupes internationaux. Certaines destinations phares, comme Istanbul, Bodrum ou la Cappadoce,

continuent d'enregistrer des taux de fréquentation élevés, notamment auprès des clientèles européennes, russes et moyen-orientales.Mais cette restructuration laisse entrevoir une mutation profonde du paysage touristique : moins de petites adresses familiales, davantage de contrôle qualité, mais aussi un risque non négligeable d'uniformisation de l'offre et de disparition des hébergements authentiques, prisés par les voyageurs en quête de singularité.

**Conseils pour les voyageurs français**

Avant de réserver un séjour en Turquie, il est recommandé de vérifier si l'établissement dispose bien du certificat officiel d'exploitation touristique (« turizm işletme belgesi »). Ce document, exigé par le ministère du Tourisme, atteste que l'hôtel respecte les normes de sécurité et de qualité en vigueur. Les hôtels appartenant à de grandes chaînes ou labellisés sont en général à jour de leurs obligations. En cas de doute, un contact direct avec l'établissement est préférable. Si une fermeture intervient après réservation, certains contrats d'assurance voyage ou de carte bancaire peuvent couvrir ce type d'événement. Dans ce contexte mouvant, la vigilance reste la meilleure alliée du voyageur.

The New York Times June 18, 2025

# WhatsApp Denies Iran's Claim That It Is Spying for Israel

## Iran's state television urged people to delete WhatsApp, saying without evidence that the app was sending user information to Israel.

Iran's state broadcaster on Tuesday urged people to remove WhatsApp from their phones, claiming that the messaging app was collecting user information and sending it to Israel as the two countries trade military strikes.

"WhatsApp and Instagram are collecting information about individuals and are providing the Zionist enemy with their last known location and communications, tagged with the names of individuals," the Iranian state television network said, referring to Israel. It did not provide evidence for its claims.

A woman looking at news on a smartphone in Tehran on Saturday. Iran's state broadcaster has urged people to remove WhatsApp from their phones.Sasan/Agence France-Presse — Getty Images

WhatsApp, in a statement on Tuesday, said the allegations were false.

"We're concerned these false reports will be an excuse for our services to be blocked at a time when people need them the most," the statement said. "All of the messages you send to family and friends on WhatsApp are end-to-end encrypted, meaning no one except the sender and recipient has access to those messages, not even WhatsApp."

Internet services across Iran have been suffering severe disruptions, according to Iranian officials, experts and citizens, who say the government is likely restricting access to limit the spread of information about strikes and for fear of Israeli cyberattacks.

WhatsApp, which is owned by Meta, is one of the world's most popular messaging services. It said in the statement that it does not track users' precise location, nor does it monitor the messages people are sending one another. "We do not provide bulk information to any government," the statement said.

The New York Times

Roger Cohen
June 19, 2025

# An Islamic Republic With Its Back Against the Wall

## The Iranian regime finds itself in its most difficult position 46 years after the revolution that brought it to power. But does it mean the end?

Beneath Israel's bombs lies an unpopular and repressive Iranian regime that has spent billions of dollars on a nuclear program and on projecting the Islamic Revolution through armed regional proxies, while presiding over a domestic economic disaster and stifling paralysis.

An 86-year-old autocrat, Ayatollah Ali Khamenei, rules this restive nation, as he has for 36 years, in his role as guardian of the revolution, a conservative calling at which he has proved adept. The supreme leader is no gambler. But his system, remote from a youthful and aspirational society, looks sclerotic to many, and he is now up against the wall.

Over six days of fighting, Israel has struck the Natanz enrichment facility where a majority of Iran's nuclear fuel is produced, killed at least 11 of the regime's top generals and several nuclear scientists, bombed oil-and-energy facilities, taken complete control of Iranian air space, and sent tens of thousands of people into flight from Tehran.

At least 224 people had been killed across Iran as of Sunday, a majority of them civilians, a spokesman for Iran's ministry of health said. But the figure was sure to have grown as Israel's bombardment continued in the days since. Iranian missiles have killed at least 24 Israelis.

"The Islamic Republic is a rotten tooth waiting to be plucked, like the Soviet Union in its latter years," said Karim Sadjadpour, an Iran expert at the Carnegie Endowment for International Peace in Washington. "Khamenei is in the most difficult situation he has ever faced."

The ayatollah has faced threats to his rule before, though, and come out with his supremacy intact. In 2009, when millions of people took to the streets of Tehran to protest what was seen as a stolen presidential election, I watched as state-licensed thugs repeatedly beat brave women demanding dignity and freedom. For a few days, the future of the regime stood on a knife-edge. But with utter ruthlessness it prevailed. Many demonstrators were dragged off to be tortured, sodomized, and in the case of several hundred of them, killed.

Whether the current difficulty facing Iran's regime will lead to its demise remains to be seen. Isolated cries of "Death to Khamenei" rise into the night sky, but popular protests are impossible under bombs, and always risky under the thumb of the government. There are no obvious leaders to steer any political transition for the same reason.

Ayatollah Khamenei remains defiant. He responded on Wednesday to President Trump's threat to his life and call for "unconditional surrender" by saying that "Iran stands firm in the face of imposed war, just as it will stand firm against imposed peace, and it will not yield to any imposition."

These were words typical of a proud nation that rose against the West almost a half-century ago through Ayatollah Ruhollah Khomeini's revolution, deposing the Shah and imposing "Death to America" as its weekly refrain.

But the insurrection never delivered the freedom it had promised. Frustration, whether over hijabs imposed on women with no desire to wear them or over chronic and crippling mismanagement, grew.

Iran's gross domestic product, or total output, has fallen 45 percent since 2012, and many people are desperate. Crippling international sanctions over the nuclear program contributed to this downward spiral, but so did corruption, a bungled privatization program and bloated state companies. Iran did reach a nuclear agreement with the United States in the last years of the Obama administration, but Mr. Trump shredded it in his first term.

"The one message the Iranian people wants to get across is that having done all this and wreaked this kind of havoc, make sure the end of this is that the horrendous regime is gone," said an Iranian businessman based in the United Arab Emirates, who requested anonymity because of the Islamic Republic's habit of imprisoning its opponents.

At the same time, as the Israeli bombing persists, there are signs of a patriotic surge even among opponents of the regime who have spent time in prison. For some, Iran's now demonstrated vulnerability is proof of its need for a nuclear bomb, like North Korea's, to protect itself. In Iran's neighborhood, Pakistan, India, Russia and Israel all have nuclear warheads.

"Even if we are part of the opposition, we cannot remain indifferent to an invasion of our homeland," Saddagh Zibakalm, a political science professor who notably refused to trample on U.S. and Israeli flags at a Mashhad university in 2016, wrote in an Iranian newspaper. "We cannot stay silent, or worse, support the aggressor."

When Israel bombed the headquarters of Iran's state-owned broadcaster on Monday, causing the anchor in a black chador to cut short her screed against "the aggressor's assault on the nation's soil" and "on justice and truth," the reaction was mixed.

Some Iranians were overjoyed to see a woman in attire many Iranian women reject scurry for cover as the widely detested source of the Islamic Republic's relentless propaganda was shut down with a loud boom. Others felt torn.

"Damn you Israel! I can't believe I'm writing in support of the state broadcaster," Hos-

sein Dehbashi, an author and historian who was sentenced to six months in prison in 2022 for claiming that Ayatollah Khomeini's son died of a drug overdose, wrote on social media.

It was probably inevitable — given that a clear majority of Iran's population of 92 million oppose the mullahs' regime, in the estimation of Mr. Sadjadpour and other observers — that Israel's six-day-old military campaign would broaden in scope.

The bombing, as Benjamin Netanyahu, the Israeli prime minister, described it, began as a "pre-emptive action" to stop Iran using its enriched uranium to race for a bomb. But that limited mission already seems to have been superseded by something broader.

It always begged a core question: What would stop the regime, if it survived, from spinning the centrifuges and returning to enrichment? Although the nuclear program has never delivered a bomb, and only scant energy at astronomical cost, it has been the mullahs' most potent nationalist symbol, much like the nationalization of Iran's oil industry in 1951. This enraged the British, whose oil companies were affected, and led to a coup orchestrated by the C.I.A. and British intelligence in 1953.

There are deep historical reasons, the coup among them, for Iran's extreme sensitivity to foreign intervention, just as there are deep roots to its quest for liberty through some form of representative government, which began in 1905 with an uprising against the Qajar dynasty, driven by the demand for a constitution.

Watching Ayatollah Ali Khamenei's message to the people of Iran, in Tehran, on Wednesday. Arash Khamooshi for The New York Times

Now Mr. Trump speaks of "an end, a real end, not a ceasefire, a real end" and Mr. Netanyahu has made little secret of his ultimate objective. "We have indications that senior leaders in Iran are already packing their bags," he said. "They sense what's coming."

There is no evidence, however, that those leaders who are still alive have packed their bags, and how the Israeli bombardment might end in the burial of the Islamic Republic is unclear.

Of course, chaos could ensue from the Islamic Republic's overthrow. The recent history, in Iraq in 2003 and Libya in 2011, of despots removed through Western military intervention amounts to a cautionary tale.

President Vladimir V. Putin of Russia would no doubt point relentlessly to Western hypocrisy over his war in Ukraine if Israel and the United States use force to topple the regime in Iran.

Already Western powers, even those like France and Germany that usually move in lock step, are split over how to proceed. Friedrich Merz, the German chancellor, said on Tuesday, "This is the dirty work Israel is doing for all of us."

Speaking to the German ZDF broadcaster, he added that "this mullah regime has brought death and destruction to the world" and "I can hardly imagine the mullah regime returning to its old functions."
President Emmanuel Macron of France struck a far more cautious note. "I think that the biggest error today would be to seek to change the regime in Iran by military means," he said on Tuesday. "Because that would mean chaos."

It would be foolish to underestimate the Islamic Republic's determination to survive and the lengths it might go to in pursuit of that.
"The Islamic Republic is humiliated and not in a place it's ever been before," said Vali Nasr, a former dean of the Johns Hopkins School of Advanced International Studies. "But it could still stay alive long enough to exhaust Israel and get the United States entangled in something it does not want."

One thing is certain: If the United States does get involved in the war, it will never be forgotten in Tehran. American intervention will become part of a deep American-Iranian psychosis. Its elements already include an anti-democratic coup in Iran by American agents, an anti-Western Iranian theocratic revolution, the U.S. hostage crisis from 1979 to 1981, the American shooting down in 1988 of Iran Air flight 655 with 290 people aboard, and an ideological war that has persisted since the Iranian Revolution in 1979.
That is a lot of bitter history, but one of history's lessons is that nightmares do end. Almost nobody predicted the fall of the Berlin Wall in 1989.
"The Islamic Republic is a zombie regime," Mr. Sadjadpour said. "It's fed off and spread disorder for a long time, but it's terminally ill even if it's still standing."

Le Monde

**Claire Gatinois, Philippe Ricard**
**19 juin 2025h**

# Conflit Israël-Iran : Emmanuel Macron plaide pour une option diplomatique européenne

## Le président français souhaite que Paris, Berlin et Londres proposent « un règlement négocié exigeant, de nature à mettre fin au conflit », bien que l'Europe soit, aujourd'hui, ignorée par Israël.

Spectateur impuissant du conflit qui menace de s'embraser entre Israël et l'Iran, le président de la République, Emmanuel Macron, s'efforce de faire entendre la voix de la France. *« Il est nécessaire de mettre urgemment fin à ces opérations militaires, qui sont porteuses de lourdes menaces pour la sécurité régionale »*, a plaidé le chef de l'Etat lors d'un conseil de défense et de sécurité nationale, mercredi 18 juin. Paris, dit-il, souhaite mettre un terme définitif au programme nucléaire iranien, mais par la négociation et non par la force. Une option diplomatique de plus en plus chimérique à mesure que la guerre s'intensifie.

Emmanuel Macron, à son arrivée à Nuuk (Groenland), le 15 juin 2025. JULIEN MUGUET / JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Dans la nuit de mercredi à jeudi, de nouvelles salves de missiles ont été échangées entre les deux pays, tandis que le président américain continue de laisser planer le doute sur une intervention aux côtés d'Israël. *« Je vais peut-être le faire, peut-être pas,* a soupesé Donald Trump, mercredi devant la presse. *Personne ne sait ce que je vais faire. »*

Dans ce contexte incertain, depuis le bunker de l'Elysée, niché dans les sous-sols du palais présidentiel, le président français a chargé son ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, de prendre *« dans les prochains jours »* une *« initiative, avec les proches partenaires européens, afin de proposer un règlement négocié exigeant, de nature à mettre fin au conflit »*, indique l'Elysée. Emmanuel Macron veut avoir à ses côtés ses homologues européens du « E3 », l'Allemagne et le Royaume-Uni, même si chacun de ces pays a une appréciation singulière du conflit. Dans la soirée de mercredi, différents médias, dont la BBC et Reuters, indiquaient qu'une réunion entre les ministres des affaires étrangères français, allemand et britannique et Abbas Araghtchi, leur homologue iranien, pourrait se tenir à Genève, vendredi 20 juin. Mais ni Paris ni Téhéran ne confirmaient cette rencontre mercredi soir.

Au sein du triptyque européen, les divisions sont manifestes. Depuis le G7 au Canada, le chancelier allemand, Friedrich Merz, a notamment estimé que Benyamin Nétanyahou faisait, à ses yeux, *« le sale boulot pour nous »*. Mais que pèse aujourd'hui le « E3 » ? L'Europe, mise de côté lors de la reprise des négociations sur le nucléaire entre Etats-Unis et l'Iran, est superbement ignorée par Israël. Seuls les Etats-Unis pourraient convaincre l'Etat hébreu d'un cessez-le-feu.

**La ligne rouge du changement de régime**

La France n'a, à ce jour, pas condamné l'offensive d'Israël, qui a lancé des bombardements d'ampleur contre l'Iran dans la nuit du 12 au 13 juin en faisant valoir une menace *« imminente »* liée au programme nucléaire iranien. Le soir des premières frappes, Emmanuel Macron, en froid avec Benyamin Nétanyahou dont il condamne la politique dans le conflit à Gaza où plus de 2 millions de civils, pris pour cibles sont privés d'aide, de nourriture et de soins, avait opté pour une forme de pragmatisme. *« Nous ne partageons pas* (…) *la nécessité d'une opération militaire. Néanmoins, quand je regarde les résultats de ces frappes, elles ont permis de réduire*

*des capacités d'enrichissement, elles ont permis de réduire des capacités balistiques. Elles ont donc des effets qui vont dans le sens recherché »*, disait-il. *« Israël a le droit, comme chaque peuple, de vivre délivré de l'angoisse de l'anéantissement »*, avait-il insisté.

Mais après presque une semaine d'affrontements, le président français voit que les desseins d'Israël vont bien au-delà de la destruction de l'arsenal nucléaire iranien en visant la chute du régime des mollahs. Tuer l'ayatollah Ali Khamenei *« ne provoquerait pas une escalade, cela mettrait fin au conflit »*, a assuré Benyamin Nétanyahou, le 16 juin, lors d'un entretien à la chaîne ABC. Le changement de régime est une ligne rouge pour le président français, qui rappelle régulièrement que cette stratégie, déjà éprouvée en Irak en 2003 ou en Libye en 2011, n'a amené que le chaos et la désolation.

Au fil des jours et avec le nombre grandissante des victimes, plusieurs centaines de morts et de blessés parmi lesquels des civils, M. Macron voit aussi grandir l'accusation d'un deux poids deux mesures face à une guerre préventive qui viole les règles du droit international. *« Les civils tués par le gouvernement* [iranien] *choquaient la communauté internationale* [notamment lors de la révolte Femme, vie, liberté], *mais si les civils sont tués par Israël, tout va bien ? »*, s'étrangle un diplomate iranien.

**19 juin 2025**

# Syrie: plus de deux millions de déplacés rentrés chez eux depuis la chute de Bachar el-Assad, selon l'ONU

Plus de deux millions de réfugiés et déplacés internes sont rentrés chez eux en Syrie depuis la chute, début décembre, de Bachar el-Assad, a indiqué, jeudi 19 juin, Filippo Grandi, le haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés.

« *Plus de deux millions de réfugiés et déplacés syriens sont rentrés chez eux depuis décembre – un signe d'espoir malgré les tensions régionales croissantes*, s'est félicité Filippo Grandi, le haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés (HCR) sur son compte X, avant une visite prévue en Syrie. *Cela prouve que nous avons besoin de solutions politiques, non d'une nouvelle vague d'instabilité et de déplacements* », a-t-il ajouté depuis le Liban, où les autorités pressent pour un retour des réfugiés en Syrie.

Après quatorze ans de guerre civile en Syrie et la chute de **Bachar el-Assad** en décembre 2024, les premiers mois de cette année ont vu un nombre croissant de Syriens retourner chez eux.

**13,5 millions de Syriens réfugiés en dehors du pays**

Le HCR a indiqué qu'à la date du 12 juin, plus de 500 000 réfugiés étaient retournés en **Syrie** depuis la chute d'Assad. Selon l'agence onusienne, d'ici à la fin 2025, ce sont jusqu'à 1,5 million de Syriens venant de l'étranger et deux millions de déplacés internes qui pourraient retourner dans leurs foyers. Malgré les retours, 13,5 millions de Syriens restent réfugiés en dehors du pays, ou déplacés internes.

Les nouvelles autorités ont hérité d'un pays à l'économie exsangue, aux infrastructures détruites, où la majorité des citoyens vivent sous le seuil de pauvreté, selon l›**ONU**. Elles comptent sur le soutien des pays du Golfe et occidentaux pour lancer la reconstruction, après la levée des sanctions imposées au précédent pouvoir par l'Union européenne et les États-Unis. L'ONU en estime le coût à plus de 400 milliards de dollars.

Le Monde

**Benjamin Quénelle**
**19 juin 2025**

# Conflit Israël-Iran : avec un soutien minimal à Téhéran, Poutine veut jouer un rôle de médiation

Sur l'Ukraine comme sur l'Iran, le président russe a déroulé, mercredi soir, sa version de l'histoire, entre piques contre les Européens et mots chaleureux pour Donald Trump, lors d'un entretien de deux heures avec les principales agences internationales d'information.

*Que celui de vous qui est sans péché me jette la première pierre… »* C'est par cette considération, lâchée entre un lent soupir et un sourire pincé, que Vladimir Poutine a clos, tard dans la nuit de mercredi 18 à jeudi 19 juin, son entretien avec les principales agences internationales d'information dont l'Agence France-Presse (AFP), organisé en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg.

Interrogé sur ses « *erreurs* » durant son quart de siècle au pouvoir, le chef du Kremlin n'en a pas dit davantage au bout de deux heures d'entretien avec une douzaine de rédacteurs en chef, commencées avec plus de six heures de retard sur l'horaire prévu. Sur l'Ukraine comme sur l'Iran, il a surtout déroulé sa version de l'histoire, entre piques contre les Européens et mots chaleureux pour Donald Trump. *« C'est un homme d'affaires qui calcule tout »*, a souligné Vladimir Poutine, qui s'est entretenu au téléphone avec le président américain à cinq reprises depuis le 20 janvier, date de son investiture. *« Et cela s'applique également à ses démarches envers la Russie… »*, a-t-il ajouté.

Quatre jours après son dernier échange téléphonique avec Donald Trump, samedi 14 juin, au lendemain des frappes israéliennes en Iran, Vladimir Poutine a refusé de répondre directement à la question sur la menace agitée par Washington et par l'Etat hébreu d'éliminer le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. *« Je ne souhaite même pas discuter d'une telle possibilité. Je ne veux pas »*, a-t-il asséné. *« Nous constatons qu'aujourd'hui, en Iran, malgré toute la complexité des processus politiques internes qui s'y déroulent, il y a une consolidation de la société autour des dirigeants politiques du pays »*, a, au contraire, insisté le président russe.

**« Nous avons de très bonnes relations avec l'Iran »**

Une manière de soutenir une nouvelle fois le régime iranien. Mais, de manière minimale, comme il le fait depuis vendredi 13 juin. Alors que, sous les ors du Kremlin, le 17 janvier, les deux pays avaient signé un accord pour un nouveau « partenariat stratégique », Vladimir Poutine a rappelé qu'une coopération militaire n'était pas prévue dans ce cadre. Interrogé sur la possibilité pour la Russie de fournir à l'Iran de nouveaux armements pour se défendre contre Israël, il a répondu : *« Nos amis iraniens ne nous ont pas demandé cela. »*

*« Nous avons de très bonnes relations avec l'Iran »*, a répété Vladimir Poutine à plusieurs reprises lors de cet entretien. La Russie veut garantir les intérêts de son allié *« dans le domaine de l'énergie nucléaire pacifique »*. Le président a même assuré que les installations souterraines d'enrichissement de l'uranium de l'Iran étaient encore intactes. *« Ces usines souterraines existent, rien ne leur est arrivé »*, a-t-il affirmé, en dépit des frappes qui ont endommagé une partie du site souterrain de Natanz.

Sa priorité déclarée : mettre fin aux hostilités pour assurer à la fois le droit de l'Iran à une énergie nucléaire civile et celui d'Israël à sa sécurité. *« Il me semble qu'il serait bon que tout le monde cherche à mettre fin aux hostilités et à trouver des moyens pour que toutes les parties à ce conflit parviennent à un accord »*, a insisté le chef du Kremlin.

En contact avec Donald Trump, le président iranien, Massoud Pezeshkian, et le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, il a répété leur avoir *« exposé »* ses *« idées »* pour jouer un rôle de médiation. Sans plus de détails. *« C'est une question délicate et il faut, bien sûr, être très prudent mais, à mon avis, dans l'ensemble, une solution peut être trouvée »*, s'est-il contenté d'expliquer aux journalistes.

**En Ukraine, un « avantage stratégique dans toutes les directions »**

Sur l'Ukraine, Vladimir Poutine a révélé que les groupes de négociation russe et ukrainien, qui se sont déjà retrouvés à deux reprises à Istanbul, le 16 mai et le 2 juin, sont en contact en vue d'un troisième tour de discussions planifié après le 22 juin. Telle une menace, il a rappelé que l'armée russe disposait actuellement sur le front *« d'un avantage stratégique dans toutes les directions »* et a prévenu qu'en cas d'enlisement des pourparlers, la situation pour Kiev pourrait empirer : *« Il n'est pas nécessaire de faire traîner les choses. »* Ces derniers jours, l'armée russe a massivement frappé le territoire ukrainien, notamment la capitale, où une attaque a fait 28 morts lundi, et gagne du terrain dans la région de Soumy.

Mais, une nouvelle fois, le chef du Kremlin s'en est tenu aux positions maximalistes de sa délégation envoyée à Istanbul et n'a annoncé aucune initiative pour faire avancer les négociations. Il s'est dit prêt à rencontrer le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, mais est longuement revenu sur l'*« illégitimité »* du gouvernement ukrainien à signer un document contraignant pour Kiev, faute de nouvelle élection présidentielle.

Rejetant la possibilité d'une

médiation de l'Allemagne dans le conflit ukrainien, Vladimir Poutine a prévenu Berlin que son éventuelle livraison de missiles Taurus à Kiev *« ruinerait complètement »* les relations entre les deux pays. Pour le moment, Berlin refuse de livrer ces missiles de croisière d'une portée de plus de 500 kilomètres, réclamés par l'armée ukrainienne. A la veille du sommet de l'OTAN (les 24 et 25 juin), Vladimir Poutine a défié l'Alliance : *« Nous ne considérons aucun réarmement de l'OTAN comme une menace pour la Russie, car nous sommes autosuffisants en matière de sécurité. Nous améliorons constamment nos forces armées et nos capacités de défense. »*

Vladimir Poutine, lors de sa rencontre avec des représentants d'agences de presse internationales, à Saint-Pétersbourg (Russie), le 19 juin 2025. ALEXANDER DEMYANCHUK/SPUTNIK VIA REUTERS

**Rapprochement avec les Etats-Unis**

A l'ouverture du Forum économique de Saint-Pétersbourg, mercredi, l'élite russe a fait bloc derrière son président. Autrefois surnommé le « Davos russe », cet événement rassemblant, comme chaque année, le gratin politique et d'affaires national a ouvert avec la maigre présence des Occidentaux et celle, à l'inverse, remarquée, des représentants du Sud global, dans l'ombre du conflit en Ukraine et des sanctions contre Moscou.

*« La Russie est perçue comme un acteur crédible au Moyen-Orient pour stabiliser la situation et aider à résoudre les conflits. Le dialogue entre les présidents Vladimir Poutine et Donald Trump est très fort en vue d'une solution pragmatique en Ukraine. Au contraire, beaucoup en Europe assurent vouloir résoudre ce problème avec des positions idéologiques qui, en fait, sont vouées à l'échec »*, a dénoncé, parmi d'autres, Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissements directs et envoyé du président Poutine pour la coopération internationale.

A ce titre, il est l'un des intermédiaires du Kremlin dans l'actuel rapprochement, politique et économique, avec les Etats-Unis. *« Le réalisme de Washington tranche avec la politique de l'Europe qui, vis-à-vis de la Russie, ne mène nulle part »*, a confié Kirill Dmitriev au *Monde*. Un message largement répété dans les couloirs du forum.

---

The New York Times **June 19, 2025**

# Why Israelis Fear the Prospect of a Nuclear-Armed Iran

## Much of the world views Iran's nuclear program with alarm, and experts say its stockpile of highly enriched uranium has grown fast.

Prime Minister Benjamin Netanyahu said last week that Israel had launched its war against Iran "to roll back the Iranian threat to Israel's very survival."

For decades, he said, Iran's leaders have "brazenly, openly" called for Israel's destruction and backed up their rhetoric with a program to develop nuclear weapons.

Here's a look at why Israelis have long viewed the prospect of a nuclear-armed Iran as an existential threat.

**The language of destruction**

Since the early 1960s, before Iran's 1979 Islamic revolution, hostile rhetoric from some quarters has been on Israel's radar. Israeli diplomats in Tehran sent back reports about anti-Israeli broadsheets distributed by the Ayatollah Ruhollah Khomeini, then a leader in the city of Qom, according to Israel's state archives.

The verbal attacks against Israel have not abated. In October 2005, Mahmoud Ahmadinejad, then Iran's new conservative president, was quoted as saying that Israel should be "wiped off the map"

during a speech to students at a program called, "The World Without Zionism."

The White House said at the time that Mr. Ahmadinejad's statement underlined U.S. concerns about Tehran's nuclear ambitions.

Scholars debated for months whether Mr. Ahmadinejad's words had been translated and interpreted correctly. Some argued that he was not actively threatening to destroy Israel but was merely quoting a prediction, or aspiration, of Ayatollah Khomeini, the supreme leader from 1979 to his death in 1989, that the power occupying Jerusalem "must vanish from the page of time."

But Mr. Ahmadinejad appeared to stand by the translation of his remarks.

Ten years later, in 2015, Mr. Khomeini's successor, Ali Khamenei, predicted that Israel would not exist by 2040. He reiterated that message the next year, writingon Twitter, "As I've said before, if Muslims & Palestinians unite & all fight, the Zionist regime will not be in existence in 25 years."

In 2017, anti-Israel protesters unveiled a digital countdown clock in Tehran's Palestine Square, showing 8,411 days — almost 24 years — to what they said would be the "destruction of Israel." The clock reportedly stopped working in 2021 amid widespread power cuts in the Iranian capital.
Just last month, in a televised speech after President Trump's visit to the region, Mr. Khamenei described Israel as "the lethal cancerous tumor of the region," adding, "It has to be uprooted, and it will be uprooted for certain." The audience responded with a familiar chant: "Death to Israel! Death to Israel!"

**Nuclear vulnerability**

An Israeli strike on Sunday. Prime Minister Benjamin Netanyahu has spoken against a nuclear Iran for decades.Arash Khamooshi for The New York Times

In territorial terms, Israel is only slightly larger than New Jersey. Half the country is sparsely populated desert. The majority of its population of 10 million people and most of its vital infrastructure and commercial life is concentrated along its narrow Mediterranean coastal plain.

So even though Israel is widely believed to possess its own nuclear arsenal, despite its policy of maintaining ambiguity on the issue, its population is vulnerable to attack and keenly aware that one Iranian nuclear bomb could have devastating consequences.

Iran, by contrast, covers a vast territory more than twice the size of Texas, with a population of more than 90 million.

**The threat**

Much of the world views Iran's nuclear program with alarm, and experts say its stockpile of highly enriched uranium has grown fast.
The International Atomic Energy Agency, an arm of the United Nations, has estimated that Iran has more than 400 kilograms — about 900 pounds — of uranium enriched to a high level, that is short of the level needed for an atomic bomb, but well within reach. No other nation without nuclear weapons has such highly enriched uranium, the agency said.

A U.S. military assessment presented to Congress just days before the Israeli bombing campaign began said that if Iran wanted to raise that uranium to weapons grade, it could produce "enough for up to ten nuclear weapons in three weeks."
If it generated that fuel, Iran would still need to build an atomic bomb, and possibly a missile capable of delivering it. Mr. Netanyahu has said it could be just a matter of months to develop a bomb.

How Iran's capabilities stand after the Israeli bombardment is unclear. The attacks have damaged some of Iran's key nuclear sites, but much of its nuclear program remains, at least for now, including an enrichment plant at Fordow that is buried deep under a mountain on an Islamic Revolutionary Guards Corps base.
Mr. Netanyahu, Israel's longest serving prime minister, has been warning of a nuclear Iran for decades. Critics have accused him in the past of fear mongering to remain in power.

In another indication of Iran's hostile intentions, Israelis have also watched as Tehran funded and trained proxy forces such as Hezbollah, Hamas and Palestinian Islamic Jihad across Israel's northern and southern borders, and more distant enemies, such as the Houthis in Yemen.

"They created a ring of fire around Israel," said Jeremy Issacharoff, a former vice director-general of Israel's Foreign Ministry and a former Israeli ambassador to Germany.

"If you put together the rhetoric, the building of capabilities and the focused hostility toward Israel," he said of the threat from Iran, "you take it seriously."

Le Monde

Ghazal Golshiri
19 juin 2025

# Israël-Iran : malgré ses pertes, l'appareil militaire de Téhéran reste opérationnel

La série d'assassinats ciblés trahit néanmoins les défaillances du contre-espionnage au sein des services de sécurité iraniens.

Presque une semaine après le début des frappes israéliennes sur le sol iranien, le 13 juin, le sort de plusieurs hauts commandants du corps des gardiens de la révolution islamique, l'armée idéologique du régime, demeure flou, alimentant les spéculations sur leur possible atteinte physique, disparition ou décès non encore officialisé. Parmi eux figurent Esmaïsl Ghaani, commandant de la Force Al-Qods (l'unité d'élite chargée des opérations extérieures), Alireza Tangsiri, commandant de la marine des gardiens, et Gholamreza Soleimani, chef de bassidj, les milices territoriales qui dépendent du corps des gardiens de la révolution. Aucune déclaration publique ni apparition de leur part n'a été enregistrée depuis le début des hostilités, alors qu'ils figuraient habituellement parmi les voix les plus virulentes du régime.

Leur silence soudain, conjugué à l'absence de nominations à plusieurs fonctions vacantes – notamment celui de commandant des forces terrestres des gardiens, le titulaire de ce poste ayant remplacé son supérieur qui a été tué – soulève de sérieuses interrogations sur l'ampleur réelle des pertes humaines au sein de l'état-major militaire iranien. Israël affirme avoir tué environ 20 hauts gradés iraniens, mais les autorités iraniennes ne reconnaissent qu'environ la moitié de ces pertes. En Iran, à ce jour, aucune cérémonie funéraire publique n'a été organisée pour les commandants tués.

Dès la première vague de frappes, le 13 juin, plusieurs piliers de la hiérarchie militaire iranienne ont été tués, parmi lesquels Mohammad Bagheri, chef d'état-major des forces armées, Hossein Salami, commandant en chef des gardiens, Amir Ali Hajizadeh, chef de la force aérospatiale responsable de l'arsenal balistique, et Gholam Ali Rashid, chef du quartier général central Khatam Al-Anbiya (branche d'ingénierie des gardiens de la révolution). Fait marquant : le 17 juin, quatre jours après sa nomination par le Guide suprême, son remplaçant, Ali Shadmani, a été tué à son tour.

**« Infiltration profonde »**

Les figures disparues incarnaient chacune un pan stratégique de l'appareil militaire iranien. Mohammad Bagheri, vétéran de la guerre Iran-Irak, avait récemment joué un rôle central dans les négociations sécuritaires avec l'Arabie saoudite. Hossein Salami, connu pour ses discours incendiaires contre Israël, avait également été impliqué dans la répression des manifestations internes. Quant à Amir Ali Hajizadeh, artisan du programme balistique iranien, il était l'un des fondateurs de la force aérospatiale des gardiens et avait dirigé l'attaque de représailles contre la base aérienne américaine d'Al-Asad, en Irak, en 2020.

Sur le front du renseignement, la perte est également majeure. Mohammad Kazemi, chef de l'organisation du renseignement des gardiens, a été tué le 15 juin. Ce poste stratégique, équivalant au sommet du renseignement intérieur et militaire du pays, n'a toujours pas de successeur désigné. Du côté scientifique, les frappes ont tué Fereydoun Abbasi, ancien chef de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran et député. Déjà visé par une tentative d'assassinat en 2010, attribuée à Israël, ce scientifique nucléaire avait récemment déclaré que l'Iran disposait depuis vingt ans de la technologie nécessaire à la fabrication d'une bombe nucléaire. Ses propos avaient ravivé les inquiétudes de la communauté internationale.

Pour le chercheur Ali Alfoneh, chercheur à l'Arab Gulf States Institute, cette série d'assassinats ciblés trahit *« une infiltration profonde des services de renseignement israéliens au sein de l'appareil de défense iranien et révèle une défaillance du contre-espionnage au sein des services de sécurité iraniens »*. *« Accaparés par la répression interne et la préservation du régime, les services de renseignement iraniens n'ont pas su se réajuster face à l'intensification des menaces extérieures, ignorant les précédents établis par l'effondrement du Hezbollah, l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh* [le leader du Hamas, tué en juillet 2024, sur le sol iranien] *et les éliminations répétées de scientifiques nucléaires. La corruption systémique et le mécontentement populaire ont également facilité l'infiltration israélienne »*, poursuit le chercheur.

**« Un modèle de leadership quasi collectif »**

Sur le plan institutionnel, explique Ali Alfoneh, le corps des gardiens fonctionne *« selon un modèle de leadership quasi collectif avec une structure de commandement décentralisée – des caractéristiques qui réduisent l'efficacité opérationnelle, mais renforcent la résilience face aux opérations d'élimination »*. Pendant ce temps, ajoute Ali Alfoneh, *« les procédures opérationnelles standard des gardiens sont restées inchangées : malgré l'élimination du commandement de la force aérospatiale dès le premier jour, l'Iran a poursuivi ses tirs de missiles balistiques et de drones contre Israël »*. Selon lui, la difficulté pour les Iraniens ne réside pas tant dans la disparition de hauts responsables que dans *« l'architecture robuste et en couches de la défense antimissile israélienne »*, explique-t-il.

Le mercredi 18 juin, pour la deuxième fois depuis le début des hostilités, Ali Khamenei a publié sur ses réseaux sociaux un message vidéo préenregistré inflexible, au grand dam des Iraniens qui aspirent à une désescalade et à un retour à la voie diplomatique. *« Le peuple iranien résiste fermement à la guerre imposée, tout comme il résistera fermement à une paix imposée. Ce peuple ne se soumettra à aucune forme de contrainte »*, a-t-il déclaré.

Jeudi 19 juin, à l'aube, l'armée israélienne a lancé un ordre d'évacuation aux habitants d'une zone située dans les villes d'Arak et de Khondab (centre), où se trouve un complexe d'eau lourde. L'avertissement a été publié dans une déclaration sur son compte du réseau social X, appelant les habitants à évacuer immédiatement la zone. La veille, pourtant, la République islamique d'Iran avait coupé l'accès de ses citoyens à l'Internet mondial, rendant impossible, même avec un VPN, la possibilité de consulter cet avertissement.

L'Opinion

**Alexander Ward, Lara Seligman et Dustin Volz**
**19 juin 2025**

# Nucléaire iranien : les services américains contestent les renseignements israéliens

WASHINGTON — Avant de lancer son attaque contre l'Iran la semaine dernière, Israël a fourni aux Etats-Unis des renseignements qu'il jugeait alarmants : Téhéran avait, selon l›Etat hébreu, entrepris de nouvelles recherches en vue de la fabrication d'une arme nucléaire, travaillant notamment sur un système de détonation.

Mais les responsables américains n'ont pas été pas convaincus que ces informations révélaient une volonté de Téhéran de fabriquer une bombe, selon un cadre des services de renseignement, un autre haut fonctionnaire américain et deux collaborateurs parlementaires bien informés de ces discussions.

La divergence entre l'évaluation israélienne du programme nucléaire iranien et celle des Etats-Unis explique en partie pourquoi les deux alliés ne se sont pas alignés ces derniers jours sur la manière de traiter Téhéran.

Benjamin Netanyahu a affirmé que Téhéran avait l'intention de fournir des armes nucléaires aux Houthis. Plusieurs responsables américains disent ne disposer d'aucune information allant en ce sens.SIPA PRESS

Selon les responsables américains, les renseignements fournis par Israël au cours du mois dernier concernent plusieurs volets des recherches iraniennes sur des technologies nécessaires à la fabrication d'une arme nucléaire. Ils ont ainsi décrit « un système d'initiateurs multipoints » (MPI), une technique permettant de déclencher plusieurs explosions simultanées qui est utilisée dans les bombes nucléaires, précisent les sources précitées.

Les Israéliens ont également fait état de travaux de l'Iran sur les neutrons pour générer une réaction en chaîne — une étape essentielle de la fission nucléaire —, sur les explosifs plastiques et sur l'intégration de matières fissiles dans une bombe, ajoutent les responsables américains. Les Etats-Unis ont répondu que ces renseignements ne faisaient que démontrer la poursuite par Téhéran de recherches sur les armes nucléaires, reprenant notamment des travaux entamés avant l'arrêt de son programme en 2003, selon les deux responsables américains précités.

En revanche, Washington et Tel-Aviv s'accordent globalement sur le fait que Téhéran est, depuis quelques mois, en meilleure position pour fabriquer une bombe atomique. De son côté, l'Iran affirme depuis longtemps que son programme nucléaire est destiné à des fins civils.

Les Etats-Unis ont déclaré publiquement que Téhéran menait des travaux scientifiques et techniques susceptibles de faciliter la construction d'un engin nucléaire. Ils estiment qu'il faudrait probablement une à deux semaines à l'Iran pour produire suffisamment d'uranium enrichi de qualité militaire pour se doter d'une arme nucléaire. Selon des responsables américains, la République islamique pourrait se doter d'une bombe atomique rudimentaire en quelques mois.

Cependant, le consensus au sein des agences de renseignement américaines est que les Iraniens n'ont pas pris la décision de passer à l'étape de la

fabrication d'une bombe. Une évaluation rappelée par la directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard, lorsqu'elle a témoigné devant le Congrès en mars.

Interrogé mardi à bord d'Air Force One au sujet de cette déclaration, Donald Trump a répondu : « Je me fiche de ce qu'elle a dit, je pense qu'ils étaient très près d'en avoir une. » Son retour prématuré à Washington après le sommet du G7 au Canada n'avait « rien à voir avec un cessez-le-feu », a-t-il ajouté.

Le point de vue présidentiel, selon lequel Téhéran est sur le point d'obtenir la bombe, est partagé par d'autres responsables de l'administration. « Nous pensons que l'Iran n'a jamais été aussi proche de disposer d'une arme nucléaire. Le pays possède tous les composants nécessaires pour en fabriquer une », assure un haut responsable de l'administration.

Mardi, Mme Gabbard a déclaré à CNN que M. Trump et elle étaient « sur la même longueur d'onde » concernant les activités nucléaires de l'Iran.

Selon Jeffrey Lewis, spécialiste des questions nucléaires au Middlebury Institute of International Studies, les travaux scientifiques menés par Téhéran ne laissent pas présager une course effrénée vers l'arme nucléaire. « Tout semble indiquer qu'il s'agit de recherches », explique-t-il, tout en précisant que « l'Iran souhaite clairement se doter de l'arme atomique ».

Avant que les premières bombes ne tombent sur l'Iran la semaine dernière, le président américain avait exhorté Israël à surseoir à d'éventuelles frappes, demandant à Benjamin Netanyahu de laisser le processus diplomatique sur le programme nucléaire iranien suivre son cours. Mais, avec l'intensification du conflit, M. Trump a exprimé une préoccupation croissante sur les ambitions de Téhéran en matière d'arme atomique.

Selon la communauté américaine du renseignement, la campagne menée jusqu'à présent par Israël aurait fait perdre au programme nucléaire iranien cinq à six mois, indique le haut responsable américain précité, précisant que ce retard pourrait s'accroître avec la poursuite des frappes de Tsahal.

M. Netanyahu a publiquement présenté les informations de ses services comme une preuve évidente de l'intention des Iraniens de se doter de l'arme nucléaire.

Téhéran travaillait secrètement à la militarisation de l'uranium et « allait être en mesure de mettre au point un prototype, voire un premier engin, d'ici à quelques mois, au plus tard dans moins d'un an », a-t-il déclaré dimanche dans une interview accordée à Fox News. Dès lors, a-t-il ajouté, Israël ne pouvait plus se permettre d'attendre pour attaquer les sites nucléaires afin d'empêcher l'Iran de posséder l'arme nucléaire. Le Premier ministre israélien a également affirmé que la République islamique avait l'intention de fournir des armes nucléaires aux Houthis — ses proxys au Yémen. Une déclaration qualifiée de surprenante par plusieurs responsables américains des services de renseignement, qui disent ne disposer d'aucune information allant en ce sens.

« Les Israéliens pourraient extrapoler les scénarios les plus pessimistes à partir d'informations fragmentaires ou les exagérer afin de servir leurs objectifs », estime Philip Gordon, ancien conseiller à la Sécurité nationale de la vice-présidente Kamala Harris.

Selon les spécialistes, les activités iraniennes énumérées par les responsables israéliens pourraient s'inscrire dans le cadre d'un programme de fabrication de bombes atomiques, mais pourraient tout aussi bien n'être que des préparatifs pour se préserver la possibilité d'en concevoir une. L'Iran n'a pas encore assemblé et intégré les composants d'une arme nucléaire dans une ogive, rappelle David Albright, président de l'Institut pour la science et la sécurité internationale.

Le général Erik Kurilla, chef du Commandement central américain (CENTCOM), a déclaré la semaine dernière devant les sénateurs de la commission des forces armées que l'Iran n'était « qu'à deux doigts » d'enrichir de l'uranium à 90% — un seuil à partir duquel il est possible de fabriquer des bombes atomiques. Il a ajouté que si Téhéran décidait de s'en doter, le pays serait en mesure de produire les 25 premiers kilos de matière fissile « en une semaine environ, et une quantité suffisante pour fabriquer jusqu'à dix armes nucléaires en moins d'un mois ».
Lors de son témoignage en mars, Mme Gabbard avait, elle, déclaré que « les stocks d'uranium enrichi de l'Iran ont atteint leur plus haut niveau et sont sans précédent pour un Etat ne possédant pas d'armes nucléaires ».

La communauté américaine du renseignement a indiqué en juillet dernier dans un rapport au Congrès que l'Iran avait « entrepris des activités qui le placent en position plus favorable pour produire un dispositif nucléaire, s'il choisit de le faire ». Le rapport laissait ainsi de côté ce qui constituait depuis des années l'évaluation standard des agences d'espionnage des Etats-Unis, à savoir que l'Iran « n'entreprend actuellement pas les activités clés nécessaires au développement d'armes atomique pour produire un engin nucléaire testable ».

Téhéran se dit prêt à reprendre les négociations nucléaires avec les Etats-Unis en échange de l'arrêt des frappes israéliennes. Les responsables iraniens estiment que Tsahal aura besoin d'une aide américaine pour infliger des dommages significatifs à des cibles telles que le site d'enrichissement d'uranium de Fordo, enfoui sous une montagne.

« Les Israéliens pourraient extrapoler les scénarios les plus pessimistes à partir d'informations fragmentaires ou les exagérer afin de servir leurs objectifs »

Le Monde

Nicolas Bourcier
19 juin 2025

# A la frontière avec l'Iran, les risques sécuritaires pour la Turquie : « Je sais que les étrangers ne sont plus les bienvenus ici »

Risque d'une nouvelle vague migratoire, d'une implication du Hezbollah, des Etats-Unis ou des séparatistes kurdes : Ankara craint de voir le conflit entre Israël et l'Iran provoquer une déstabilisation ou des dérapages dans la région.

L'inquiétude est sur leurs lèvres et la fatigue se lit dans leurs yeux. Par petits groupes, valises et baluchons à la main, ils viennent de franchir, mercredi 18 juin, l'imposante grille des douanes turques au point de passage de Gürbulak, situé à l'extrême est du pays, tout près de l'Arménie. Derrière eux, ils laissent l'Iran et les bombardements israéliens qu'ils ont fuis au plus vite et par leurs propres moyens.

Des Iraniens au poste frontière de Gürbulak (Turquie), le 18 juin 2025. MUSTAFA KAYA / XINHUA/MAXPPP

Ils sont de tous les âges, beaucoup de femmes sans voile, des familles avec un ou deux enfants, rarement plus. Tous disent disposer d'une double nationalité ou d'un permis de séjour dans un pays tiers, et laissent entendre qu'il s'agit là d'une exigence des autorités iraniennes pour quitter le pays, selon diverses sources. Dès les premières frappes, le 13 juin, des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux montrant une foule d'Iraniens bloqués à des postes-frontières, côté iranien. Les flux observés depuis restent mesurés.

Amed (les prénoms ont été changés), lui, vient de poser pour la première fois un pied en Turquie. Visiblement perdu, errant d'un minibus à l'autre, cet ingénieur de 33 ans, travaillant en Californie et originaire de la région de Racht, au nord de Téhéran, cherche à rejoindre Kars, à trois heures de route, où un avion de ligne l'attend pour Istanbul. *« Ailleurs, dans les villes plus proches, tout était complet, j'ai pris la dernière place »*, témoigne-t-il.

**La situation n'est « plus possible »**

Sa région n'a pas subi de bombardements, mais la situation n'était *« plus possible »*. Amed se trouvait à Téhéran pour assister à un mariage prévu le 15 juin. *« La cérémonie a été maintenue, mais seule la moitié des invités est venue. »* Les vols en Iran étant annulés, il a décidé de prendre la route. Sa famille est restée.

Lily et Sherwin sont, eux aussi, sous le choc. Ils viennent directement de Téhéran, dix heures de route en bus, dans les embouteillages et la fournaise. Après trois jours de bombardements sur la capitale et ses environs, un missile s'est écrasé à quelques mètres de chez eux. C'en était trop. Ils n'ont pas de billet d'avion et ne savent pas encore par quelle ville turque passer, mais ils comptent retourner au Canada, dont ils ont la nationalité. Lily y a obtenu son diplôme d'infirmière, lui d'ingénieur. *« C'est effroyable, on n'a pas de mots pour décrire ce que l'on vient de vivre »*, glisse-t-elle en montant dans taxi collectif.

Même son de cloche au poste-frontière de Kapiköy, plus au sud, où le flot d'Iraniens semble plus soutenu. D'après un décompte visuel devant le long corridor qui mène en Turquie, le nombre, ici, de personnes fuyant les bombes dépasse, en pleine journée, 300 individus par heure. Emri en fait partie.

**« J'espère que cela ne sera pas trop long »**

Fraîchement diplômée d'un MBA à Téhéran, elle possède un passeport turc, obtenu durant les années où elle et ses parents résidaient à Istanbul. En cet instant précis, elle n'a aucune idée de la durée de son séjour en Turquie. Cela dépendra de la situation en Iran, avance-t-elle. *« J'espère seulement que cela ne sera pas trop long. Je sais que les étrangers syriens et iraniens ne sont plus les bienvenus ici, nous sommes devenus un sujet de polarisation et de rejet autant de la part de nombreux Turcs que du gouvernement. L'été dernier, il y a eu trois jours d'attaques contre des réfugiés dans la ville de Kayseri, je ne veux pas vivre ça. »*

De fait, le sujet est tellement sensible dans le pays que les autorités turques se sont empressées d'assurer qu'il n'y avait pas de nouvelle vague migratoire à ses frontières. Dès le 16 juin, elles ont tenu *« à confirmer que les passages* [venant d'Iran] *demeuraient stables, avec aucun signe d'activité anormale ou d'augmentation de migration irrégulière »*. Le ministre de la justice, Yilmaz Tunc, a annoncé que des poursuites judiciaires avaient été engagées contre les personnes faisant état d'un afflux de migrants iraniens en Turquie. Dans une déclaration publiée sur les réseaux sociaux, il a souligné que ces publications visaient à troubler l'ordre public et à provoquer l'indignation en cette période de tensions dans la région.

Autant de précautions qui témoignent des craintes qu'éprouve Ankara de voir le conflit entre Israël et l'Iran provoquer une déstabilisation ou des dérapages dans la région. Depuis le début des attaques, la Turquie s'en tient à une politique prudente. Dès le mois d'octobre 2024, le ministre des affaires étrangères, Hakan Fidan, avait alerté qu'une guerre entre l'Etat hébreu et Téhéran devait être considérée comme une *« forte probabilité »*, ajoutant : *« Nous devons nous y préparer en tant que pays et en tant que région. Nous ne souhaitons pas que la guerre se propage ».*

**Mécontentement des dirigeants**

Si Ankara condamne fermement les attaques israéliennes, les dirigeants évitent de prendre directement parti dans le conflit. A de nombreuses reprises, au cours des différents échanges diplomatiques, les dirigeants turcs ont fait part de leur mécontentement face à l'agression israélienne, affirmant que les négociations constituaient la seule solution pour résoudre les désaccords sur la question du nucléaire iranien et que la Turquie pouvait jouer un rôle de facilitateur.

Ces derniers jours, le président, Recep Tayyip Erdogan, a multiplié les appels téléphoniques en ce sens. Il s'est entretenu, à deux reprises, avec son homologue américain, Donald Trump, et a joint quasiment tous les dirigeants de la région. Avant le déclenchement des frappes, il avait rencontré deux fois le président iranien, Massoud Pezeshkian.

*« Ankara va tout faire pour éviter toute nouvelle vague migratoire et maintenir la stabilité dans la région,* explique Mahmut Kaçan, avocat à Van, connaisseur de la région et spécialiste des questions relatives aux droits humains et aux migrations. *C'est une priorité essentielle pour la Turquie. »* D'autant que les sources d'inquiétude et de crispations potentielles ne manquent pas : plusieurs voix pointent les répercussions imprévisibles qu'entraînerait une implication du Hezbollah, des milices soutenues par l'Iran, ou des Etats-Unis dans le conflit.

**« Une nouvelle phase du soulèvement »**

Un autre risque sécuritaire pour Ankara réside dans le renforcement des mouvements kurdes en Iran. Situés aux frontières irakiennes et turques, ces groupes – dont le plus ancien, le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), branche iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – poursuivent des objectifs séparatistes. Toutefois, ces mouvements sont restés jusqu'à présent très limités, en raison de la forte et autoritaire structure centrale de l'Iran.

Dès le début du conflit, ces deux formations ont appelé les Kurdes (environ 15 % de la population) à œuvrer pour l'effondrement du régime iranien. *« Nous appelons toutes les forces, tous les partis et toutes les organisations de la société civile – avec les femmes iraniennes en première ligne – à lancer une nouvelle phase du soulèvement "Femme, vie, liberté"* [déclenché par la mort de Mahsa (Jina) Amini, arrêtée en 2022]. *Nous nous déclarons prêts à contribuer à son lancement »*, a déclaré la PJAK dans un communiqué, le 14 juin. Des propos suivis de près par Ankara, qui a lancé depuis plusieurs mois un fragile processus de négociations sur la question kurde.

Tous ces risques ont été discutés lors des réunions de sécurité, qui se sont tenues samedi et lundi à Ankara, où figuraient les principaux responsables de l'exécutif, du renseignement ainsi que le chef d'état-major des armées. A la suite de la première rencontre, Hakan Fidan a partagé une publication sur son compte X : *« Israël, qui a provoqué une tragédie humaine à Gaza, entraîné le Liban dans l'instabilité, vise à envahir la Syrie et cible maintenant l'Iran, doit immédiatement abandonner sa stratégie de déstabilisation de la région. »* Et de la frontière turque, aurait-il pu ajouter.

The New York Times June 19, 2025

# U.S. Spy Agencies Assess Iran Remains Undecided on Building a Bomb

## U.S. intelligence officials said Iran was likely to pivot toward producing a nuclear weapon if the U.S. attacked a main uranium enrichment site, or if Israel killed its supreme leader.

U.S. intelligence agencies continue to believe that Iran has yet to decide whether to make a nuclear bomb even though it has developed a large stockpile of the enriched uranium necessary for it to do so, according to intelligence and other American officials.

That assessment has not changed since the intelligence agencies last addressed the question of Iran's intentions in March, the officials said, even as Israel has attacked Iranian nuclear facilities.

Senior U.S. intelligence officials said that Iranian leaders were likely to shift toward producing a bomb if the American military attacked the Iranian uranium enrichment site Fordo or if Israel killed Iran's supreme leader.

A missile on display in Tehran in February. American spy agencies believe that it could take several months, and up to a year, for Iran to make a nuclear weapon.Arash Khamooshi for The New York Times

The question of whether Iran has decided to complete the work of building a bomb is irrelevant in the eyes of many Iran hawks in the United States and Israel, who say Tehran is close enough to represent an existential danger to Israel. But it has long been a flashpoint in the debate over policy toward Iran and has flared again as President Trump weighs whether to bomb Fordo.
White House officials held an intelligence briefing on Thursday and announced that Mr. Trump would make his decision within the next two weeks.

At the White House meeting, John Ratcliffe, the C.I.A. director, told officials that Iran was very close to having a nuclear weapon.

Karoline Leavitt, the White House spokeswoman, said later at a news briefing that Iran had the material it needed to make a bomb.

"Let's be very clear: Iran has all that it needs to achieve a nuclear weapon," she said. "All they need is a decision from the supreme leader to do that and it would take a couple weeks to complete the production of that weapon."

Some American officials said those new assessments echoed material provided by Mossad, Israel's intelligence agency, which believes that Iran can achieve a nuclear weapon in 15 days.
While some American officials find the Israeli estimate credible, others emphasized that the U.S. intelligence assessment remained unchanged, and American spy agencies believe that it could take several months, and up to a year, for Iran to make a weapon.

Intelligence assessments are often drafted in a way that allows policymakers to draw different conclusions. And many intelligence officials believe that the reason Iran has accumulated such a large arsenal of uranium is to have the ability to move toward making a bomb quickly.

Some officials believe Israeli assessments have been colored by Prime Minister Benjamin Netanyahu's desire to gain American support for his military campaign against Iran.

Mr. Netanyahu said on Thursday, however, that Israel could achieve its goals alone when it came to Iran's nuclear facilities.

None of the new assessments on the timeline to get a bomb are based on newly collected intelligence, according to multiple officials.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, issued a religious ruling, or fatwa, in 2003 that has prevented the country from developing nuclear weapons. That is "right

now holding," a senior intelligence official said, adding that the Israeli assessment that Iran was 15 days away was alarmist.

Mr. Netanyahu has repeatedly warned over the years that Iran is close to a nuclear weapon. And since Israel began its attacks on Iran's nuclear facilities, Israeli officials have warned that Iran was weeks away from having the components for a bomb. Mr. Netanyahu has not been specific on the time frame.

"In recent months, Iran has taken steps that it has never taken before, steps to weaponize this enriched uranium, and if not stopped, Iran could produce a nuclear weapon in a very short time," Mr. Netanyahu said. "It could be a year. It could be within a few months, less than a year. This is a clear and present danger to Israel's very survival."

Still, American officials acknowledge that the large stockpile poses a threat.

Testifying before Congress on June 10, Gen. Michael E. Kurilla, the head of Central Command, said Iran's nuclear stockpile and available centrifuges could allow it to produce weapons-grade material in a week, and were enough to make 10 weapons in three weeks if the government decided "to sprint to a nuclear weapon."

In testimony in March, Tulsi Gabbard, the director of national intelligence, noted that the Iranian stockpile was at a high, a level that she said was unprecedented for a non-nuclear state. Officials said Ms. Gabbard's comments remained accurate and were in line with the idea that Iran is gathering the components of a weapon.

Iran's stockpile is enriched to 60 percent. To make a bomb, it would need to be enriched further, to 90 percent. Enriching uranium means reducing the percentage of naturally occurring uranium, U-238, and increasing the percentage of a lighter isotope, U-235, that can sustain a nuclear reaction.

But producing a weapon requires more than uranium. Iran would also have to make a bomb, and potentially miniaturize it to place on a warhead. While the United States and Israel believe that Iran has the expertise to build a bomb, there is no intelligence that it has set out to do that. U.S. intelligence believes that Iran could potentially shorten the timeline if it pursued a cruder weapon that might not be able to be miniaturized and put on a missile. Such a cruder weapon might be more akin to the bomb that the United States dropped on Hiroshima, which was nearly 10,000 pounds and 10 feet long and had to be dropped from a plane, rather than delivered on a missile.

Senior officials, including Vice President JD Vance, have said that new information has come in since the U.S. intelligence position was made public in March. But officials said that information from Israel and other sources was not new intelligence about the program or Iranian intent to build a bomb, but rather new analysis of existing work.

---

LE FIGARO

**Constantin Gaschignard**
**19 juin 2025**

# « Dans sa grande majorité, le peuple iranien attend qu'Israël renverse au plus vite le régime des mollahs »

Alors que la guerre fait rage depuis le 13 juin entre Téhéran et Tel-Aviv, le peuple iranien, malgré sa peur des bombardements, partage un ennemi commun avec l'État hébreu : la République islamique d'Iran, explique le spécialiste du Moyen-Orient*.

LE FIGARO. - Comment la société iranienne perçoit-elle l'escalade militaire avec Israël, depuis le 13 juin ?

EMMANUEL RAZAVI. - Ces derniers jours, les Iraniens vivent dans l'angoisse des bombardements. Une angoisse mêlée de fatigue. Pour échanger régulièrement avec du monde sur place, je sens un épuisement profond. Mais ils sont partagés entre la peur et l'espoir. Ils font passer des messages sur les réseaux sociaux pour manifester le fait qu'ils ont un ennemi commun avec Israël : la République islamique d'Iran. Dans sa grande majorité, le peuple iranien souhaite des rapports pacifiés avec l'État hébreu. Ces deux peuples frères ont un passé de 2 600 ans. Malgré l'incertitude que fait peser la guerre, les Iraniens attendent qu'Israël renverse au plus vite le régime des mollahs. Ils se demandent également, avec inquiétude, si les États-Unis vont à leur tour frapper l'Iran.

Mais les mollahs comptent encore des soutiens en Iran. On appelle souvent les « rentiers du régime » ceux qui vivent grâce à l'argent du régime par le biais d'un proche qui travaille dans le corps des gardiens de la révolution, la milice civile, l'administration civile, etc. Ces gens-là considèrent que l'Iran est scandaleusement agressé, mais ils représentent une minorité d'Iraniens.

La télévision d'État iranienne a fait l'objet d'une attaque, mardi 17 juin. Est-ce un coup porté à la communication officielle vis-à-vis de la population ?

Le champ des cibles israéliennes en Iran a commencé à s'étendre ces deux derniers jours. L'État hébreu a touché la télévision publique

iranienne, outil central de la propagande intérieure, ainsi qu'un bâtiment important du ministère des Affaires étrangères. Ce dernier diffuse dans le monde entier des éléments de langage favorables au régime, comme l'idée selon laquelle, en cas de chute de la République islamique, un nouvel Irak se profilera, de sorte à faire pression sur l'Occident.
C'est non seulement une guerre militaire, mais une guerre de l'information qui se joue actuellement. Le régime possède tant de médias, aux fins de propagande intérieure et extérieure, que la destruction de la télévision publique iranienne ne suffit pas à stopper cette propagande. Quand Khomeyni est arrivé au pouvoir en 1979, il a mis la main sur le réseau d'ambassades du pays. Il l'a fait pour déployer les agents des services secrets à travers le monde, mais aussi pour que ceux-ci recrutent des indicateurs, des agents d'influence.

Ce réseau d'ambassades a contribué à la propagation d'un discours favorable au régime auprès de chercheurs et de diplomates en vue de rassurer sur les intentions de la République islamique. En 2014, quelques mois avant la signature de l'accord de Vienne, une grande opération coordonnée du ministère des Affaires étrangères et des services secrets iraniens a porté un récit selon lequel le pouvoir iranien viserait le nucléaire civil et non militaire, entre autres mensonges…

Comment se porte l'opposition politique en Iran ?

Il n'y a pas une, mais des oppositions. On peut y distinguer des royalistes, des Kurdes au sein du parti Komala, des mouvements sociaux-libéraux, libéraux de droite comme de gauche, un mouvement islamo-marxiste (l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien), très minoritaire mais bien structuré. Et puis, évidemment, il faut citer Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran et prince en exil, qui se dit prêt à prendre la tête d'une transition démocratique, sans pour autant briguer personnellement de poste. Il représente un symbole au pays des poètes et des rois vieux de 3 000 ans, si l'on enlève les 46 derniers, dominés par les islamistes.

Ces prochaines semaines permettront de vérifier si tous ces organes d'opposition sont vraiment prêts à une coalition dont certains parlent ouvertement. En tout cas, ils attendent un signal fort de la communauté internationale, à commencer par les États-Unis, dont la stratégie reste floue, de même que celle des grandes démocraties européennes. Pour s'allier et faire tomber le régime, ils ont besoin que les gouvernements occidentaux les assurent de leur soutien. Cela implique au préalable de cesser toute discussion avec les mollahs.

Élu président à l'été 2024, le réformateur Massoud Pezechkian dispose-t-il d'une marge de manœuvre dans ce contexte ?

Quoiqu'il se prétende réformateur, jamais l'Iran n'avait connu autant d'exécutions que depuis que Massoud Pezechkian est aux manettes. Il a du sang sur les mains, le sang de la jeunesse iranienne, c'est une réalité. Il est en fait assez proche des gardiens de la révolution. Mais, dans son entourage, certains disent vouloir trouver une solution négociée avec la communauté internationale, voire même se rapprocher de Reza Pahlavi. En cas de coalition, la responsabilité du camp réformateur dans les exécutions lui vaudra la suspicion de ses éventuels alliés, mais ses membres seront sans doute considérés, car il importe de garantir la continuité de l'État iranien si le régime venait à chuter.

Sur son réseau Truth Social, lundi 16 au soir, Donald Trump a lancé un appel : « Tout le monde doit immédiatement évacuer Téhéran ! » : comment la population a-t-elle reçu cette exhortation ?

Les échos qui me parviennent de Téhéran traduisent une véritable peur panique. Des gens quittent la capitale, quand d'autres choisissent de rester parce qu'ils ont un parent âgé, malade, incapable de fuir sur les routes. Autre chose : la crainte des pillages pousse certains à rester chez eux, alors même que leur maison risque d'être bombardée. Les gardiens de la révolution ont dissimulé des missiles dans des zones civiles, des quartiers qu'Israël et peut-être les Américains bombarderont.

Les autorités iraniennes redoutent-elles des rassemblements populaires qui échapperaient à leur maîtrise ?

Des messages en persan circulent sur les réseaux sociaux, de la part d'organisations de l'opposition iranienne, appelant la population à descendre dans la rue. Y compris à prendre d'assaut les prisons pour libérer les détenus politiques. Le régime craint une instabilité intérieure propice à son éviction, naturellement. Cela peut expliquer qu'il ait restreint l'accès aux stations de métro depuis ce week-end, des lieux potentiels de regroupement où les esprits s'échaufferaient. Et ce quand bien même les transports publics pourraient servir d'abri. Le régime, par ailleurs fracturé de l'intérieur, fait face à une situation compliquée pour lui : en plus du conflit avec Israël, deux tiers des Iraniens veulent se débarrasser de lui.

Qu'adviendrait-il si l'ayatollah Ali Khamenei, qui figure en très bonne place sur la liste des dignitaires à éliminer pour Israël, était tué ?

La mort d'Ali Khamenei accélérerait la déstabilisation ; cependant la Constitution de la République islamique prévoit, en cas de décès du guide suprême, la réunion d'une assemblée d'experts chargée de lui désigner un successeur. Sans forcément provoquer un changement de régime immédiat, l'assassinat du guide suprême mettrait du moins le pays sur la voie d'un tel scénario. Pour autant que se dégagent, parmi les forces d'opposition, des personnalités capables de mettre sur pied un gouvernement de transition, probablement laïque et démocratique.

The New York Times June 19, 2025

# In Crisis With Iran, U.S. Military Officials Focus on Strait of Hormuz

## Pentagon officials are trying to prepare for all of the ways Iran could retaliate, as President Trump hints at what he might do.

Iran retains the naval assets and other capabilities it would need to shut down the Strait of Hormuz, a move that could pin any U.S. Navy ships in the Persian Gulf, American military officials say.

In meetings at the White House, senior military officials have raised the need to prepare for that possibility, after Iranian officials threatened to mine the strait if the United States joined Israel's attacks on the country.

Pentagon officials are considering all of the ways Iran could retaliate, as President Trump cryptically hints at what he might do, saying on Wednesday that he had not made a final decision.

Islamic Revolutionary Guards Corps naval ships in the Persian Gulf last April.Morteza Nikoubazl Photo via Getty Images

In several days of attacks, Israel has targeted Iranian military sites and state-sponsored entities, as well as high-ranking generals. It has taken out many of Iran's ballistic missiles, though Iran still has hundreds of them, U.S. defense officials said.

But Israel has steered clear of Iranian naval assets. So while Iran's ability to respond has been severely damaged, it has a robust navy and maintains operatives across the region, where the United States has more than 40,000 troops. Iran also has an array of mines that its navy could lay in the Strait of Hormuz.

The narrow 90-mile waterway connecting the Persian Gulf to the open ocean is a key shipping route. A quarter of the world's oil and 20 percent of the world's liquefied natural gas passes through it, so mining the choke point would cause gas prices to soar.

A satellite image of the Strait of Hormuz, showing the Iranian coast at top, and Qeshm Island and the United Arab Emirates below.Gallo Images, via Getty Images

It could also isolate American minesweepers in the Persian Gulf on one side of the strait. Two defense officials indicated that the Navy was looking to disperse its ships in the gulf so that they would be less vulnerable. A Navy official declined to comment, citing operational security. The officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to speak publicly.

Iran has vowed that if attacked by American forces, it would respond forcefully, potentially setting off a cycle of escalation.

"Think about what happened in January 2020 after Trump killed Suleimani and times that by 100," Brian Katulis, a senior fellow at the Middle East Institute, said.

Qassim Suleimani, a powerful Iranian general, was killed in a U.S. drone strike in Baghdad, during Mr. Trump's first administration. Iran then launched the largest ever ballistic missile barrage at American bases in Iraq, leaving some 110 troops with traumatic brain injuries, and unintentionally hitting a Ukrainian passenger jet, killing all 176 people aboard.

"Iran is strategically weaker but operationally still lethal across the region," Mr. Katulis said, "and Americans still have troops across that part of the world."

Iran has mined the Strait of Hormuz before, including in 1988 during its war with Iraq, when Iran planted 150 mines in the strait. One of the mines struck an American guided missile frigate, the U.S.S. Samuel B. Roberts, nearly sinking it.

The U.S.S. Samuel B. Roberts being towed after hitting a mine in the Persian Gulf in April 1988.Associated Press

Gen. Joseph Votel, a former leader of U.S. Central Command, and Vice Adm. Kevin M. Donegan, a former commander of U.S. naval forces in the Middle East, each said on Wednesday that Iran was

capable of mining the strait, which they said could bring international pressure on Israel to end its bombing campaign.

But such an action would probably invite a massive American military response and further damage Iran's already crippled economy, Admiral Donegan added.

"Mining also hurts Iran; they would lose income from oil they sell to China," he said. "Now though, Iranian leadership is much more concerned with regime survival, which will drive their decisions."

Military officials and analysts said missile and drone attacks remained the biggest retaliatory threat to U.S. bases and facilities in the region. "These would be shorter-range variants, not what they were launching against Israel," Admiral Donegan said. "That Iranian capability remains intact."

Admiral Donegan also expressed concerns about the possibility that the Quds Force, a shadowy arm of Iran's military, could attack U.S. troops. "Our Arab partners have done well over the years to root most of that out of their countries, however, that Quds Force and militia threat still remains in Iraq, and to some extent in Syria and Jordan," he said.

Iranian officials are seeking to remind Mr. Trump that, weakened or not, they still can still find ways to hurt American troops and interests in the region, said Vali Nasr, an Iran expert and a professor at Johns Hopkins University. Striking Iran, he said, "gets into such big unknowns." He added, "There are a lot of things that could go wrong."

Much is at stake for Iran if it decides to retaliate. "Many of Iran's options are the strategic equivalent of a suicide bombing," said Karim Sadjadpour, an Iran policy expert at the Carnegie Endowment for International Peace. "They can do enormous damage to others if they mine the Strait of Hormuz, destroy regional oil facilities and rain a missile barrage against Israel, but they may not survive the blowback."

But Iran can make it hugely expensive, and dangerous, for the U.S. Navy to have to conduct what would most likely be a weekslong mine-clearing operation in the Strait of Hormuz, according to one former naval officer who was stationed on a minesweeper in the Persian Gulf. He and other Navy officers said that clearing the strait could also put American sailors directly in harm's way.

Iran is believed to maintain a variety of naval mines. They include small limpet mines containing just a few pounds of explosives that swimmers place directly on a ship's hull and typically detonate after a set amount of time. Iran also has larger moored mines that float just under the water's surface, releasing a hundred pounds of explosive force or more when they come in contact with an unsuspecting ship.

More advanced "bottom" mines sit on the seafloor. They use a combination of sensors — such as magnetic, acoustic, pressure and seismic — to determine when a ship is nearby and explode with hundreds of pounds of explosive force.
The Navy has four minesweepers in the Persian Gulf, each with 100 sailors aboard who have been based in Bahrain and are trained in how to deal with underwater hazards.

Should Iran place mines in the Strait of Hormuz or other parts of the Persian Gulf, a small Navy contingent in Bahrain called Task Force 56 would respond.

Usually led by a senior explosive ordnance disposal officer, the task force would take advantage of technologies like autonomous underwater vehicles that can scan the seafloor with sonar much more quickly than the last time Iranian mines threatened the strait.

And while the Navy has been experimenting with underwater robots to destroy mines, the task force will still need to deploy small teams of explosive ordnance disposal divers for the time-consuming and dangerous task of approaching each mine underwater and carefully placing charges to destroy it.

---

Le Monde

**Alain Frachon**
**19 jiun 2025**

# « L'obsession nucléaire de l'Iran pourrait conduire à un affaiblissement sans fin, sinon fatal, de la République islamique »

La guerre qu'Israël mène en Iran est l'aboutissement d'une séquence inaugurée voilà près de quarante ans, lors de l'enfance de la théocratie iranienne, explique, dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Pourquoi cette obstination à se doter un jour de l'arme nucléaire ? Ou à acquérir la capacité d'en assembler une ? La théocratie au pouvoir à Téhéran depuis 1979 croit dans les vertus de « la » bombe. Elle doit garantir le régime contre une agression extérieure et assurer la prépondérance stratégique de l'Iran sur le Moyen-Orient. Le résultat pourrait bien être l'inverse : un affaiblissement sans fin, sinon immédiatement fatal, de la République islamique.

La guerre qu'Israël mène en Iran depuis la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin est l'aboutissement d'une séquence inaugurée voilà près de quarante ans. Certes, elle a des causes plus conjoncturelles – des inconséquences de Donald Trump à l'opportunisme du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Les avertissements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), bras mal armé de l'ONU pour faire respecter le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), comptent aussi. Elle tire la sonnette d'alarme.
Signataire du TNP, l'Iran, depuis longtemps déjà, viole certaines de ses obligations. Le régime enrichit de l'uranium dans des quantités (aujourd'hui 400 kilos) et à des teneurs (60 %) qui n'ont de

sens qu'au service d'une ambition : fabriquer un jour une arme nucléaire – même si Téhéran s'en défend.

Donald Trump est largement responsable. Durant son premier mandat, en 2018, il a sabordé un accord conclu en 2015 et qui plaçait, au moins pour un temps, le programme nucléaire iranien sous surveillance de l'AIEA. Trump prétendait pouvoir obtenir mieux – et reniait la signature des Etats-Unis. La République islamique, s'estimant trahie et, de ce fait, libre de ses engagements, s'est lancée, depuis, dans une course toxique à l'enrichissement de l'uranium.

L'ayatollah Ali Khamenei, devant des soldats de l'armée de l'air, à Téhéran, le 7 février 2025. OFFICE OF THE IRANIAN SUPREME LE VIA REUTERS

Mais son entêtement à atteindre le « seuil » nucléaire – être capable d'assembler un engin nucléaire – remonte à l'enfance de la théocratie iranienne. Affichant haut et fort sa volonté de n'être soumis *« ni à l'Ouest ni à l'Est »*, le nouveau régime, qui a mis fin à la dynastie Pahlavi, ne cache pas ses velléités d'exporter sa révolution islamique dans le monde arabe. Les ayatollahs dénoncent les *« infidèles »* de Bagdad – l'Irak de Saddam Hussein, protégé de l'URSS – et les monarchies *« impies »*, corrompues et décadentes du Golfe – alliées des Etats-Unis. Cas unique dans l'histoire de l'ONU, il appelle à la disparition d'un de ses membres : Israël.

Le monde arabe prend peur, Soviétiques et Occidentaux aussi. Appuyé par Moscou, Washington et les Européens, l'Irakien Saddam Hussein, courtisé comme jamais, lance son armée à l'assaut de l'Iran à l'automne 1980 – au nom d'un éternel différend frontalier avec son voisin de l'Est. L'Irakien parie sur la chute rapide d'une République islamique dont l'assise est alors très fragile. La guerre dure près de huit ans (1980-1988), elle provoque des centaines de milliers de morts et d'immenses destructions.
L'agression extérieure soude l'Iran derrière le nouveau régime, elle le conforte et façonne le profil volontiers paranoïaque de la République islamique. Saddam Hussein a utilisé les gaz contre les Iraniens – sans susciter de réactions internationales. Le Guide de la République islamique en tire une conclusion : l'ayatollah Khomeini revient sur sa décision, prise en 1979, d'interrompre le programme nucléaire lancé par son prédécesseur, Mohammad Reza Pahlavi. La question nucléaire iranienne est née.

Les leçons de la guerre avec l'Irak ne s'arrêtent pas là. Parallèlement au nucléaire, l'Iran se lance dans la production de missiles balistiques. Enfin, il tisse un réseau de milices alliées dans le monde arabe, auprès des communautés chiites d'Irak, du Liban puis du Yémen. L'« axe de la résistance » est né, auquel viendra s'adjoindre le Hamas palestinien. Nucléaire, missiles et milices : un triple mur pour défendre la République islamique et assouvir ses ambitions expansionnistes, mais dont les acteurs jurent qu'ils ne sont là que pour défaire l'*« ennemi sioniste »*. La vraie mission est moins la cause palestinienne que la protection de l'Iran.

**L'hostilité des Etats arabes**

En envahissant l'Irak et en destituant le régime de Saddam Hussein, en 2003, au prétexte de neutraliser un arsenal d'armes de destruction massive inexistant, le président George W. Bush va apporter sa contribution au renforcement de la République islamique : l'ennemi le plus redouté de celle-ci, « Saddam », est éliminé et remplacé par des partis chiites irakiens proches de Téhéran. L'Iran devient « la » grande puissance régionale.

A l'intérieur, le tableau est moins brillant. La quête du nucléaire – quelle que soit l'ambition définitive de Téhéran – lui vaut d'être en permanence sous sanctions économiques. Coûteux, l'entretien des milices de l'« axe de la résistance » suscite l'hostilité des Etats arabes, qui se rapprochent d'Israël. Entre une population jeune et appauvrie et un régime tyrannique toujours incarné par son Guide, Ali Khamenei, 86 ans, le fossé se creuse.

Le martyre infligé aux Gazaouis par Israël en réponse aux massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 déclenche la solidarité de l'« axe de la résistance » : Hezbollah, milices irakiennes (à partir de la Syrie) et houthistes yéménites bombardent, sporadiquement, Israël. Qui réplique courant 2024 en neutralisant le Hezbollah et en décimant la défense antiaérienne de l'Iran – deux préludes à l'offensive actuelle de l'Etat hébreu contre la République islamique.

L'architecture de défense érigée au lendemain de la guerre contre l'Irak – le triptyque : projet nucléaire, arsenal de missiles et milices arabes chiites – , loin de protéger l'Iran, se retourne, involontairement, contre lui. Alliées du régime, la Chine et la Russie ne bougent pas. La République islamique est seule.

LE FIGARO

Guillaume de Dieuleveult Delphine Minoui
19 juin 2025

# Rising Lion : comment le Mossad a tissé sa toile en Iran

L'opération avec laquelle Israël a déclenché la guerre doit son succès à un long travail de préparation des services de renseignements extérieurs.

Nous sommes prêts à tous les scénarios ! » Ce 12 juin 2025, le général Hossein Salami, numéro un des gardiens de la révolution, affiche une confiance à toute épreuve devant les caméras de la télévision iranienne. Quelques heures plus tard, dans la nuit du 13 juin, ce haut gradé proche du guide suprême, l'ayatollah Khamenei, est l'un des premiers à tomber sous le feu de l'opération Rising Lion lancée par Israël, alors qu'il se trouve au cœur du quartier général du commandement des pasdarans. « Ce n'est pas seulement un revers militaire : c'est l'effondrement d'un mythe. Celui d'un régime qui, pendant des décennies, a construit sa légitimité sur une posture d'invulnérabilité stratégique et de "résistance". Il n'a même pas été capable de protéger ses propres dirigeants », observe la journaliste iranienne Shareareh Mehboudi, réfugiée à Paris.

Il n'y a pas le moindre doute : l'élimination, en moins d'une semaine, de plus d'une vingtaine de figures du pouvoir iranien et la destruction de sites stratégiques révèlent la faillite de l'appareil sécuritaire iranien face aux services de renseignements israéliens. Ceux-ci se sont infiltrés depuis plusieurs années au plus profond de la République islamique.

Cette même nuit du 13 juin, quand deux cents avions de chasse israéliens s'envolent pour frapper l'Iran, les soldats de l'ombre entrent en action. C'est la première fois de son histoire que l'armée israélienne lance une telle opération : une attaque massive, coordonnée, à plus de 1 500 kilomètres de son territoire. Les pilotes israéliens savent qu'ils dépendent de la réussite des équipes du Mossad.

Composées selon toute probabilité d'agents étrangers recrutés par le service de renseignement israélien, ces cellules se sont formées puis déployées sur place. Elles ont deux missions. D'une part, décapiter le régime : assassiner les chefs de l'armée, des proches du guide suprême Ali Khamenei, des scientifiques en charge du programme nucléaire. D'autre part, neutraliser la capacité de réaction de l'armée iranienne. Les deux sont liés. « Depuis la guerre contre le Hezbollah, à l'automne dernier, nous savons que pour neutraliser les capacités de l'armée, il ne faut pas seulement frapper ses infrastructures militaires, il faut détruire ceux qui les commandent », souligne le lieutenant-colonel Sarit Zehavi, un officier de réserve israélienne, fondatrice d'un think-tank spécialisé dans les questions sécuritaires.

Les assassinats perpétrés au cours de la première nuit illustrent le degré de connaissance acquis par les agents du Mossad. Des officiers de haut rang sont tués dans leur chambre par un drone explosif, d'autres sont bombardés dans le bunker où l'armée israélienne savait qu'ils iraient se réunir, une fois l'alarme donnée.

Alors que ces assassinats paralysent l'appareil sécuritaire iranien, des équipes s'emploient à neutraliser ses capacités de riposte. Ancien officier du Mossad, spécialiste de l'Iran au sein de l'Institute for National Security Studies de Tel-Aviv, Sima Shine s'étonne encore de cette opération. « Ce qu'ils ont fait dépasse l'imagination », estime-t-elle. D'après elle, les équipes du Mossad ont opéré sur trois fronts, simultanément. « Dans le centre de l'Iran, une unité a déployé des systèmes de guidage de précision à proximité des sites de missiles sol-air. Le Mossad avait déployé secrètement sur des véhicules des systèmes de frappe dotés de technologies avancées, à l'instar de ce que les Ukrainiens ont fait en Russie récemment contre des bases aériennes. L'attaque a complètement détruit les cibles des systèmes de défense iraniens », poursuit Sima Shine. L'objectif est de permettre aux F-15 et aux F-35 israéliens d'opérer librement dans l'espace aérien de l'Iran : dès le lendemain, l'armée israélienne assurera en avoir la maîtrise.

Au même moment, des drones explosifs sont activés et lancés vers les lanceurs de missiles sol-sol, censés constituer la réponse de l'Iran à l'attaque israélienne. Le Mossad sait que ces derniers sont le point faible de l'ennemi, qui dispose de beaucoup de missiles, mais manque de lanceurs. Les drones ont été assemblés sur place, dans des ateliers clandestins, à partir de matériel qui serait entré via les voies commerciales. Des dizaines de lanceurs sont détruits, ce qui expliquerait la relative faiblesse de la réponse iranienne : d'abord, une attaque de drones, puis, dans la nuit de samedi, quelque 200 missiles tirés en trois salves consécutives. Israël redoutait une riposte bien plus sévère.

Dans les jours qui suivent, le Mossad démontre encore à quel point il garde le contrôle de la situation, malgré le climat de paranoïa qui domine à Téhéran. Des messages sont adressés aux successeurs probables des personnalités assassinées : une lettre glissée sous une porte, un appel sur le téléphone de leur épouse. « Le message était clair : on sait où vous êtes, on peut vous atteindre », explique un officier israélien au Washington Post. Mardi, le major général Shadmani est tué à son tour. Il est présenté par les services israéliens comme le plus haut gradé de l'armée iranienne. Il venait tout juste d'être nommé à son poste, dont le titulaire précédent avait été assassiné quatre jours plus tôt. Plus aucun dirigeant iranien ne se sent en sécurité.

Comment la République islamique a-t-elle pu se laisser si facilement pénétrer de l'extérieur par son pire ennemi ? Près d'un quart de

siècle après la chute du chah, les ayatollahs se savaient pourtant sur les radars de Tel-Aviv. Ces dernières années, les assassinats ciblés d'ingénieurs nucléaires en Iran auraient dû alerter les autorités sur l'infiltration du Mossad. Mais la fuite en avant répressive du pouvoir à chaque vague de manifestations (vague verte de 2009, cortèges contestataires de 2017-2019, puis le mouvement Femme, Vie, Liberté de 2022 après la mort de Mahsa Amini) a fini par le rendre aveugle.

« Alors que les agents de la République islamique installaient des caméras de vidéosurveillance pour traquer les femmes qui ne portaient pas le foulard dans la rue ou en voiture, et qu'ils prenaient leur peuple comme ennemi, le véritable ennemi, lui, est entré silencieusement en Iran », constate Shararеh Mehboudi. Capitalisant sur le fossé croissant entre un pouvoir de plus en plus isolé et une masse de mécontents, Israël est parvenu à tisser un réseau d'informateurs à travers le pays : recrutant au sein d'une jeunesse désillusionnée, réactivant des liens historiques avec certains activistes dans les zones kurdes et, selon certaines sources, comptant sur la coopération de membres des Moudjahidins du peuple, le groupe dissident en exil qui révéla pour la première fois en 2002 l'existence du complexe nucléaire de Natanz. Tout porte à croire qu'une petite partie du corps même des gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime, aurait également été infiltrée. Les contreparties financières ont pu faciliter la chose en pleine crise économique.

Assassinats ciblés, piratages informatiques, attaques de drones : cette guerre de l'ombre couvait depuis des années. Elle a connu une subite accélération avec le tremblement de terre du 7 octobre 2023. Lorsque les terroristes du Hamas envahissent Israël, l'armée et les services de renseignements prennent conscience d'une réalité élémentaire. « Ces gens disent ce qu'ils veulent faire, et quand ils peuvent le faire, ils le font, c'est tout », relève un officier israélien. Plus question de perdre du temps.

Alors que la guerre démarre dans la bande de Gaza, Israël se met en ordre de bataille contre son ennemi numéro un, l'Iran, à l'œuvre derrière ses alliés dans la région : le Hamas, le Hezbollah, les houthistes. Par effet domino, Bachar el-Assad tombe en Syrie, privé de ses alliés face à l'offensive des rebelles armés. Progressivement, la guerre entre Tel-Aviv et Téhéran prend corps avec, à chaque fois, la même combinaison d'opérations secrètes et d'attaques au grand jour. En avril 2024, deux généraux iraniens sont tués lors d'une frappe aérienne israélienne contre l'annexe consulaire de l'ambassade de la République islamique à Damas. Quelques jours plus tard, l'Iran tire des centaines de missiles vers Israël : c'est une première.

L'été suivant, Ismaël Haniyeh, le chef politique du Hamas, est assassiné dans sa chambre alors qu'il est en visite officielle à Téhéran. La République islamique répliquera par une seconde salve de missiles au mois d'octobre. Entre-temps, Israël s'emploie à démanteler le fameux « axe de la résistance », qui s'étend de Téhéran à Beyrouth, via Damas. En septembre, il a déclenché la guerre contre le puissant Hezbollah qui, lui aussi, se révèle totalement infiltré par le Mossad. C'est la désormais célèbre opération des « pagers », au cours de laquelle plusieurs milliers d'officiers du parti chiite libanais sont neutralisés par l'explosion de ces petits bipeurs. Quelques jours plus tard, Hassan Nasrallah, le chef charismatique du Hezbollah est tué, avec plusieurs commandants de la milice chiite, au cours d'une réunion dans son bunker, en plein Beyrouth.

L'offensive Rising Lion contre la République islamique s'inscrit dans la continuité de ces nouvelles tactiques basées sur l'utilisation de la technologie. Si l'Iran a été touché en plein cœur, c'est qu'Israël est préalablement parvenu à faire rentrer sur le territoire iranien, sans doute par les montagnes kurdes, des pièces détachées de drones kamikazes pour qu'ils y soient activés au moment voulu.

Aveu de faiblesse ou tentative de souder la population contre les « agents de l'étranger » ? Cette semaine, la télévision iranienne a diffusé les images d'une perquisition au sein d'un atelier d'assemblage de ces petits engins situé sur trois étages à Shahr e Rey, dans la province de Téhéran. Les médias ont également rapporté la découverte d'autres ateliers de drones dans les régions de Zanjan et d'Ispahan, ainsi que l'arrestation de plusieurs personnes. Selon le porte-parole de la police, « plus de 200 kg d'explosifs, 23 drones et du matériel de guidage ont été saisis, et des personnes ont été arrêtées » à Shahr e Rey. Des camionnettes transportant des drones ont été interceptées dans plusieurs endroits du pays, dont Zanjan et Kermanchah.

À ce jour, vingt-huit des personnes arrêtées sont poursuivies pour « collaboration présumée avec le Mossad », indique l'agence Tabnak. Pendant ce temps, le pouvoir théocratique renoue avec ses vieilles méthodes d'intimidation : ce lundi, la justice iranienne a annoncé avoir exécuté Esmaeil Fekri, arrêté en 2023, et dont elle assure qu'il a été reconnu coupable d'avoir tenté de transmettre des « informations classifiées et sensibles » aux services israéliens.

En Israël aussi, on redoute une infiltration iranienne. Des Israéliens sont régulièrement arrêtés sur le soupçon d'espionnage. Samedi dernier, un jour après le début de l'opération Rising Lion, les unités antiterroristes ont encore arrêté deux hommes soupçonnés de travailler pour Téhéran. Quelques jours plus tôt, c'est un adolescent de 13 ans qui avait été interpellé. Il aurait été manipulé à distance par un agent iranien. G. D.

Le Monde

Cécile Ducourtieux
20 juin 2025

# Au Royaume-Uni, le débat monte sur les risques d'implication du pays aux côtés des Américains en Iran

## En cas d'intervention, les Etats-Unis devraient avoir besoin de lancer leurs bombardiers depuis la base britannique de Diego Garcia, dans l'archipel des Chagos.

Alors que le monde retient son souffle à la veille d'une possible intervention américaine en soutien d'Israël contre l'Iran, le débat s'intensifie au Royaume-Uni sur les risques d'une implication du pays – volontaire ou à son corps défendant – dans le conflit.

*« Il y a un très fort risque d'escalade dans la région, le conflit pourrait très bien déborder dans la bande de Gaza, qui se trouve déjà dans une situation intolérable*, a affirmé le premier ministre, Keir Starmer, jeudi 19 juin, sur la radio TALK. *Et, évidemment, cela aurait un impact sur nos économies. Je suis donc clair dans toutes mes discussions : nous devons absolument aller vers la désescalade. »*

Le premier ministre canadien, Mark Carney, le président américain, Donald Trump, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, au sommet du G7 à Kananaskis (Canada), le 16 juin 2025. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

David Lammy, le ministre britannique des affaires étrangères, était à Washington, jeudi, pour rencontrer son homologue américain, Marco Rubio, et plaider, lui aussi, pour un apaisement. Contrairement à ce qui avait été le cas en avril et octobre 2024, Londres ne s'est, jusqu'à présent, pas porté au secours d'Israël pour l'aider à intercepter les missiles et les drones lancés par l'Iran.

Pour autant, Keir Starmer pourrait faire face à une situation extrêmement délicate dans les prochains jours. Selon les médias britanniques, il est en effet probable que les bombardiers furtifs B-2 américains, seuls capables de larguer les *« bunker busting bombs »* – ces bombes capables d'atteindre des cibles enterrées en profondeur –, décolleront de la base militaire britannique de Diego Garcia, le principal atoll de l'archipel des Chagos, dans l'océan Indien. En mars, Washington a positionné au moins six de ses avions furtifs sur Diego Garcia, au moment où commençaient les tractations avec Téhéran sur le nucléaire iranien.

### Souvenirs de l'intervention en Irak

L'archipel des Chagos était le dernier territoire ultramarin du Royaume-Uni jusqu'à mai, quand Londres a formalisé sa rétrocession à la République de Maurice, qui en réclamait la souveraineté depuis plus de soixante ans. Mais, contre un chèque très conséquent à Maurice (3,4 milliards de livres sterling, soit environ 4 milliards d'euros), les Britanniques ont obtenu de garder la base de Diego Garcia en location de très longue durée (quatre-vingt-dix-neuf ans). Depuis les années 1960, celle-ci est utilisée principalement par l'armée américaine, qui y poste des bateaux de guerre et des avions de chasse – elle y a lancé une partie de ces derniers lors de ses campagnes en Afghanistan et en Irak.

Les Britanniques autoriseraient-ils les Américains à attaquer les sites nucléaires iraniens depuis l'atoll ? *« Si les bombardiers américains frappent en Iran, ils viendront presque certainement de Diego Garcia. Et je ne vois pas Keir Starmer dire "non, vous ne pouvez pas utiliser la base" »*, a réagi Sir John Sawers, ancien chef du MI6 (2009-2014), lors d'une conférence à l'institut Chatham House, à Londres, jeudi. M. Sawers a cependant estimé qu'il était préférable que le Royaume-Uni « *ne s'implique pas* » dans d'éventuels bombardements américains, qu'il estime *« probables »*. L'ex-patron du renseignement extérieur britannique a en effet jugé que, « *si toute opération militaire comporte un risque* [les bombardiers américains

pourraient rater leur cible], *l'alternative* [à ne pas procéder au bombardement des installations nucléaires] *serait de laisser un pays blessé, en colère, avec un programme nucléaire largement intact. Cette situation serait encore pire qu'une frappe ratée des Américains. »*

Cette possible utilisation de la base militaire de Diego Garcia suscite des réactions inquiètes à Londres, alors que les Britanniques n'ont toujours pas pardonné au gouvernement de Tony Blair d'avoir soutenu George W. Bush en Irak, en 2003, dans une guerre justifiée à l'époque par des arguments s'étant révélés faux (le régime de Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive). Selon le journal *Spectator*, qui cite des sources officielles mais anonymes, le procureur général du gouvernement, Richard Hermer, a souligné auprès de Downing Street le fait qu'une campagne des Britanniques en Iran aux côtés des Américains pourrait être illégale au regard du droit international, si elle ne se limitait pas à des actions purement défensives.

Jeudi, les appels montaient, notamment de la part du chef de file des libéraux démocrates, Ed Davey, pour que le gouvernement travailliste publie l'avis juridique de M. Hermer. *« La dernière chose dont nous avons besoin, c'est d'être entraînés par les Etats-Unis dans une nouvelle guerre illégale au Moyen-Orient »*, a réagi M. Davey. En février 2003, une manifestation monstre avait réuni 1 million de Britanniques, à Hyde Park, contre la guerre en Irak et le soutien de Tony Blair à Washington.

---

L'Opinion

**Lola Ovarlez**
**20 juin 2025**

# Le général Kurilla, « le gorille » de Trump prêt à frapper l'Iran

Le commandant de l'US Central Command a réussi à éclipser la plupart des voix isolationnistes de l'administration américaine

Donald Trump aurait approuvé en privé des plans d'attaque contre l'Iran, sans pour autant en donner l'ordre pour l'instant, selon le Wall Street Journal. Le président américain a nié les informations du quotidien américain, affirmant qu'il « n'a aucune idée de ce que je pense concernant l'Iran ». DANS LA BRUME du conflit iranien, un gorille murmure à l'oreille de Donald Trump. Loin des caméras du Bureau ovale, il lui confie qu'une intervention militaire contre le régime islamique n'est pas si risquée. Réticent face aux risques d'escalade, le président américain l'écoute. Il envisage même de suivre ses conseils. « Je vais peut-être le faire, peut-être pas », laisse-t-il planer depuis quelques jours.

Au sein de l'administration, de nombreuses voix enjoignent Donald Trump à ne pas céder à la guerre et à privilégier des pourparlers. Mais toutes n'ont pas autant de poids que celle du général Michael Kurilla, surnommé le « gorille » pour la ressemblance en anglais, de son nom de famille avec le mot « gorilla ». Depuis avril 2022, il dirige d'une poigne de fer l'US Central Command (Centcom), un commandement interarmées américain dont la zone d'influence s'étend du Moyen-Orient à une partie de l'Asie et dont l'une des principales missions a toujours été de contenir la menace iranienne. C'est en effet après la révolution de 1979 et ses conséquences sur la sécurité de la région, notamment du fisaco de l'opération « Eagle Claw » visant à libérer les otages américains en avril 1980, que Centcom est né.

Pour diriger un commandement aussi centré sur l'Iran, il fallait bien un faucon comme le général Kurilla. Juste avant sa confirmation au Sénat, l'ancien commandant des opérations spéciales alertait déjà sur « l'influence négative de l'Iran » dans la région, « incompatible », selon lui, avec les intérêts nationaux des Etats-Unis. Mais sa voix portait moins au moment où le gouvernement Biden avait l'intention de délaisser le Moyen-Orient, y compris l'Iran, pour se concentrer sur la Russie. On lui promettait ainsi un mandat plus calme que celui de son prédécesseur, le général Kenneth McKenzie, qui avait dû superviser l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani et la réplique de Téhéran en 2020, puis le retrait chaotique d'Afghanistan en 2021.

Influence. Mais l'attaque du 7 octobre 2023 en Israël a profondément secoué la région, faisant du général cinq étoiles en l'un des hommes les plus importants de l'administration Biden, et aujourd'hui de l'administration Trump. L'ancien président s'est longuement appuyé sur lui pour aider Israël face aux menaces d'Iran et de ses Houthis, l'ayant dépêché sur place une quinzaine de fois en moins de deux ans. Il y était notamment en octobre 2024, lorsque l'Iran a lancé des premières frappes sur l'Etat hébreu après l'assassinat, à Téhéran, du chef du Hezbollah. Son rôle était à la fois d'aider Tsahal et de s'assurer d'une réponse modérée pour éviter l'escalade. Mais son style collaboratif, son attachement personnel à Israël depuis sa jeunesse et sa reconnaissance de la menace Iranienne lui ont permis d'obtenir la confiance de Tsahal, et plus largement, de devenir l'un de ses interlocuteurs privilégiés jusqu'à aujourd'hui.

Au point que le média israélien Ynet l'a récemment décrit comme « le général américain sans lequel Israël ne veut pas frapper l'Iran. » Car depuis février, le commandant du Centcom se prépare à l'éventualité d'une guerre contre le régime des Mollahs. Il a passé ces derniers mois, conscient des volontés israéliennes d'anéantir la menace nucléaire iranienne, à analyser les risques d'une potentielle intervention américaine, au cas où Donald Trump l'envisagerait. Jusqu'à la semaine dernière, la voie diplomatique était privilégiée. Mais aujourd'hui, les négociations

entre Téhéran et Washington étant au point mort, le général Kurilla a pu présenter ce mercredi trois scénarios d'attaques à Donald Trump. L'un d'eux consiste à frapper l'usine d'enrichissement d'uranium de Fordo avec la fameuse bombe anti-bunker GBU-57, transportable uniquement par les B-2 américains qu'Israël lorgne depuis déjà plusieurs années et que Washington lui a toujours refusé.

Il n'est toujours pas certain que Donald Trump approuve une intervention américaine contre l'Iran. Mais le fait même qu'il l'envisage sérieusement révèle l'influence que Michael Kurilla exerce au sein de l'administration. Selon la presse américaine, le général a éclipsé de nombreux responsables du Pentagone qui eux, défendent plutôt une ligne isolationniste. Ses demandes de déplacer certaines ressources, notamment des porte-avions, de l'Asie vers le Moyen-Orient, ont provoqué la frustration d'Elbridge Colby, sous-secrétaire à la Défense chargé des questions politiques, qui s'inquiète d'affaiblir le pouvoir de dissuasion américaine dans l'Indopacifique. Elles ont néanmoins été approuvées.

Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, voit en l'officier supérieur une sorte de guerrier américain parfait, lui qui a promis de « rendre l'armée américaine masculine à nouveau », en écartant les femmes et les individus transgenres

Dur à cuire. Le général est en réalité parvenu à gagner la confiance presque aveugle du secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, sur le dossier iranien. L'ancien présentateur de Fox News est bien moins expérimenté que ce vétéran de la guerre d'Irak, qui a servi dans les forces spéciales. Il est aussi quelque peu admiratif, puisqu'il voit en lui une sorte de guerrier américain parfait, lui qui a promis de « rendre l'armée américaine masculine à nouveau », en écartant les femmes et les individus transgenres. Grand et baraqué, le « gorille » de 59 ans a tout d'un dur à cuire.

Cette image plaît aussi à Donald Trump, qui a toujours eu un faible pour les hommes forts. Mais dans un contexte aussi explosif, où son mouvement Maga est en pleine guerre civile et où l'opinion publique pourrait se retourner contre lui, il est surtout plus enclin à se fier à l'expérience et la prudence de son commandant. Pourtant, il a eu de mauvaises relations avec ses généraux lors de son premier mandat, persuadé qu'ils voulaient à tout prix saboter sa présidence.

Mais le général Kurilla, même s'il a été nommé sous Joe Biden, n'a pas « d'agenda caché ». S'il conseille une intervention en Iran, c'est principalement parce qu'il estime que les risques de représailles sont moins élevés, le régime étant affaibli et Israël ayant déjà fait des dégâts depuis une semaine. Mais peu importe ce que décide Donald Trump, le « gorille » partira quoi qu'il en soit à la retraite cet été, laissant à son successeur la responsabilité de réparer peut-être les pots cassés. Ou peut-être pas.

**20 juin 2025**

# De nouvelles images montrent les conséquences de la frappe israélienne sur la  télévision d'État iranienne

De nouvelles images diffusées par TRT Haber montrent les débris à l'intérieur du siège de la télévision d'État iranienne, frappé le lundi 16 juin.View on euronews
L'attaque contre le bâtiment de l›Islamic Republic of Iran Broadcasting au centre de Téhéran a tué au moins trois personnes et laissé l'immeuble en ruines. Les bureaux ont été incendiés et des parties de la structure se sont effondrées.
L'Iran a condamné la frappe comme un «crime de guerre», accusant Israël de cibler des infrastructures civiles.

Israël a affirmé que l'attaque visait le «centre de communications du régime iranien», dans le cadre de frappes transfrontalières en cours qui ont débuté le vendredi13 juin, faisant des centaines de morts dans les deux pays.

Le Monde

**Ghazal Golshiri, Martin Untersinger**
**20 juin 2025**

# En Iran, le pouvoir coupe la population de l'Internet mondial

## Les Iraniens n'ont plus accès qu'au réseau domestique et ne peuvent être tenus au courant de l'évolution du conflit et des bombardements israéliens au jour le jour.

Depuis mercredi 18 juin, Sanaz (prénom modifié à sa demande), institutrice à Paris, est sans nouvelles de sa famille en Iran. *« Les messages que je leur ai envoyés sur WhatsApp ne sont toujours pas délivrés. J'ai essayé une cinquantaine de fois de les appeler sur leur téléphone portable, mais les appels ne passent pas non plus »*, témoignait-elle, vendredi 20 juin au matin.

Mercredi, les autorités iraniennes ont annoncé une coupure générale d'Internet, restreignant sévèrement la communication avec le reste du monde. Selon plusieurs observatoires, le trafic Internet du pays est devenu quasi nul. Des militants des droits numériques ont qualifié cette interruption comme *« la pire »* de l'histoire de la censure d'Internet en Iran.

Depuis cette coupure, les Iraniens n'ont accès à aucun site ou service hébergé à l'étranger, y compris les messageries comme WhatsApp et Telegram, essentielles pour communiquer avec l'étranger. Même les logiciels de contournement comme les VPN (réseaux privés virtuels) sont devenus inopérants. Seuls les sites et applications hébergés en Iran restent accessibles, signe d'un Internet national quasiment déconnecté du Web mondial.

Les perturbations ont débuté mercredi, les autorités évoquant des *« inquiétudes »* liées à des cyberattaques israéliennes, ce qui a entraîné un ralentissement de la vitesse d'Internet. Le gouvernement a ensuite donné l'ordre aux fournisseurs d'accès de couper la connexion à l'Internet mondial, imposant une panne quasi totale. Des analyses sur l'état de la connectivité montrent que très peu de routes d'accès – probablement réservées aux institutions gouvernementales – restent actives.

*« C'est la pire coupure jamais vue en Iran*, explique Amir Rashidi, expert en droits numériques au sein de l'ONG Miaan. *C'est pire qu'en novembre 2019* [quand Internet avait été coupé pendant trois jours, lors de manifestations contre la vie chère et les dirigeants du pays]. *A l'époque, le trafic entrant n'était pas totalement bloqué. Aujourd'hui, même cela est coupé. »*

**Stratégie ancienne du régime**

Depuis l'étranger, il est désormais impossible d'accéder aux sites hébergés en Iran, y compris ceux des agences de presse. Depuis mercredi, aucune image des frappes israéliennes survenues à Téhéran, Rasht ou Ispahan n'a été diffusée. Et alors que l'armée israélienne continue d'annoncer ses ordres d'évacuation avant les frappes, notamment sur X et Telegram (bloqués même en temps normal en Iran), les Iraniens n'ont désormais presque aucun moyen d'être tenus au courant afin de pouvoir se mettre à l'abri.
La capacité de l'Iran à se déconnecter quasi totalement du réseau – un projet baptisé « Réseau national de l'information » (RNI) – est l'aboutissement d'une stratégie ancienne du régime, destinée à consolider son pouvoir sur la société iranienne et à l'isoler de l'extérieur. *« Le régime iranien a complètement reconfiguré l'architecture de son réseau Internet au cours des quinze dernières années pour faire face à une double menace : les soulèvements populaires qui menacent la stabilité du régime et les menaces stratégiques contre son réseau Internet ou ses infrastructures critiques »*, décrypte Frédérick Douzet, professeure à l'Institut français de géopolitique.

Dans la plupart des pays, l'activité numérique est tellement imbriquée avec l'étranger qu'un blocage entraînerait d'importantes perturbations dans des secteurs comme les banques, les services publics ou les transports. Pas en Iran, qui a développé son RNI, isolé du reste du monde, notamment en relocalisant dans le pays un certain nombre d'équipements (centres de données, routeurs…). Cela lui permet de maintenir un certain nombre de services essentiels en cas de déconnexion du réseau mondial. Des capacités de blocage très fines permettent de surcroît à l'Iran de maintenir des connexions très spécifiques vers l'extérieur en cas de besoin.

**« Résistance collective »**

En parallèle, Téhéran a fait en sorte de diminuer le nombre d'interconnexions entre ses réseaux nationaux et le reste de l'Internet afin de concentrer les flux de données. Au début des années 2010, plusieurs routes existaient entre l'Internet mondial et les réseaux iraniens. A la fin des années 2010, elles n'étaient plus que trois. Désormais, *« quasiment tous les chemins du réseau iranien vers l'Internet mondial passent par un seul et unique point de connexion : un réseau contrôlé par le régime »,* précise Kave Salamatian, professeur à l'Université de Savoie-Mont-Blanc. Une politique tarifaire incitative accompagne cette stratégie : l'accès à l'Internet international est facturé deux fois plus cher que l'usage de l'Internet national, ce qui pousse les utilisateurs vers les plateformes locales, même censurées.

Mais une question demeure : le régime peut-il durablement faire fonctionner le pays sans que celui-ci soit connecté au reste du monde ? *« A court terme, oui, mais à long terme, beaucoup moins*, estime Amir Rashidi. *Les technologies sur lesquelles reposent ces systèmes ont été conçues avec une connectivité mondiale. Tant que ces briques technologiques sont là, il existe des "trous" qui peuvent permettre aux Iraniens de se reconnecter au Web global. »*
Cela restera encore possible notamment grâce à la résistance des utilisateurs en Iran même. *« Malgré les coûts et malgré la censure, une partie considérable de la population refuse encore de basculer vers les alternatives contrôlées par le régime. C'est cette résistance collective qui maintient ces interstices de liberté numérique »*, soutient Amir Rashidi.

The New York Times June 20, 2025

# Iran's Foreign Minister to Meet With European Counterparts Amid War Fears

The meetings with the top diplomats from Britain, France and Germany are viewed as a last-ditch effort to avoid a dangerous escalation in the conflict between Iran and Israel.

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, was scheduled to meet with top diplomats from Britain, France and Germany on Friday in Geneva, in a last-ditch effort to avert a dangerous escalation in the weeklong conflict between Israel and Iran.

With President Trump setting a new deadline of two weeks before he decides whether to join Israel's aerial campaign against military and nuclear sites in Iran, the European diplomats will deliver an urgent message to Mr. Araghchi that his government must make significant concessions in its nuclear program.

Expectations for the meeting were restrained, given the wide gaps between Iran and the United States in their now-suspended negotiations. Yet Mr. Trump's reprieve, after a week in which he seemed to be marching inexorably toward war, buoyed hopes somewhat, suggesting that there was still time to act.

"Based on the fact that there's a substantial chance of negotiations that may or may not take place with Iran in the near future," the president said in a statement on Thursday, "I will make my decision whether or not to go within the next two weeks."

Mr. Trump denied reports that he had already authorized an attack on Iran but withheld final approval to see if Iran's leaders acceded to his demand that they abandon the country's nuclear program.

Among the issues on the table in Geneva, officials from several countries said, are giving outside inspectors unfettered access to Iran's nuclear facilities, as well as cutting its stockpile of ballistic missiles, which it has fired against Israel in retaliation for Israeli strikes on military bases and nuclear installations.

Those barrages continued on Thursday night. Israel struck the headquarters of the S.P.N.D., an advanced research institute connected to Iran's nuclear program, the Israeli military said. An Iranian missile hit a residential street in a city in southern Israel, leaving a large crater, according to Israel's emergency services.

Britain's foreign secretary, David Lammy, arrived in Geneva on Friday, after meeting the day before at the White House with Secretary of State Marco Rubio and Mr. Trump's Middle East envoy, Steve Witkoff, to urge a diplomatic solution before the Geneva meeting.

"We are determined that Iran must never have a nuclear weapon," Mr. Lammy said in a statement after his White House meeting. "We discussed how Iran must make a deal to avoid a deepening conflict. A window now exists within the next two weeks to achieve a diplomatic solution."

Britain, France and Germany are reconstituting a diplomatic group, known as the E3, which conducted on-again, off-again talks with Iran in the early 2000s and again before Iran signed a nuclear agreement with the West in 2015. They will be joined by the European Union's high representative for foreign affairs, Kaja Kallas.

In Mr. Araghchi, the Iranian minister, the Europeans will confront a seasoned negotiator who hammered out the framework of that deal in secret talks with emissaries from the Obama administration in 2013. Mr. Trump withdrew from the agreement, known as the Joint Comprehensive Plan of Action, in 2018.

Still, the Europeans are, by all accounts, on the margins of a drama that pits Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, and potentially Mr. Trump, against Iran's leaders, led by Ayatollah Ali Khamenei.

Le Monde

Claire Gatinois
20 juin 2025

# La « torture psychologique » des deux otages français en Iran

## Les proches de Cécile Kohler et de son compagnon, Jacques Paris, tous deux détenus à Evin, n'ont aucune nouvelle d'eux, alors que des attaques ont eu lieu à proximité de la prison iranienne.

Ce samedi 14 juin, Noémie Kohler s'est réveillée la peur au ventre. Affolée, elle scrute, depuis son appartement lyonnais, la géographie des frappes israéliennes sur l'Iran que rapportent les médias français. L'une d'elles a eu lieu à 2 kilomètres de la prison d'Evin, à Téhéran, où sa sœur, Cécile Kohler, est détenue en otage avec son compagnon, Jacques Paris. L'armée israélienne bombarde la République islamique depuis maintenant près de quarante-huit heures, sans discontinuer, avec l'objectif revendiqué de rayer de la carte les infrastructures nucléaires du régime. Mais, jour après jour, les bombes israéliennes se rapprochent aussi des lieux symboliques du pouvoir, détruisent des immeubles de quartiers résidentiels et touchent des civils. *« On est terrifiés »*, raconte Noémie Kohler, jointe par téléphone.

Noémie Kohler (au centre), sa mère Mireille Kohler et son père Pascal Kohler lors d'un rassemblement pour marquer les trois ans de détention de leur sœur et fille Cécile Kohler, et de son compagnon Jacques Paris en Iran, à Paris le 7 mai 2025. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Lors du conseil de défense et de sécurité nationale consacré à la situation au Proche-Orient organisé à l'Elysée mercredi 18 juin, Emmanuel Macron a évoqué le cas de cette professeure de lettres de 40 ans et de son compagnon septuagénaire, arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran. Leur sort est *« une question majeure »* pour le président, affirme une source diplomatique française.

La France a signifié à l'Iran qu'elle tenait le régime *« personnellement responsable de la sécurité des otages »*, précise le ministère des affaires étrangères. A l'heure où le président français se fait l'avocat d'un cessez-le-feu, appelant à un *« règlement négocié exigeant »* – et non militaire – du dossier nucléaire iranien, la question des otages doit, dit-on à Paris, *« faire partie des négociations ».* La France réclame leur libération *« le plus rapidement possible, sans condition »*.

**Tous deux risquent la peine de mort**

La rencontre, prévue vendredi 20 juin à Genève entre les ministres des affaires étrangères français, allemand, britannique et iranien, pourrait, si elle était confirmée, faire avancer le dossier. *« C'est un sujet dans l'équation »*, assure le Quai d'Orsay, alors que le régime iranien a un genou à terre. La famille de Cécile Kohler voudrait y croire, mais n'ose pas. *« Il y a forcément un espoir, mais on a été tant de fois déçus depuis trois ans »*, soupire Noémie Kohler. Selon Téhéran, le couple est accusé d'espionnage. Cécile Kohler et Jacques Paris se seraient, lors de leur séjour, entretenus avec des opposants au régime et des syndicalistes, leur reversant de l'argent, rapporte un diplomate iranien. Pour trancher leur sort, le régime invoque l'*« indépendance de la justice »*.

Détenus dans la section 209 du centre de rétention d'Evin, dévolue aux prisonniers politiques, Cécile Kohler et Jacques Paris n'ont pas parlé à leur famille depuis le 28 mai. Il était environ 16 heures ce jour-là quand Noémie Kolhler, qui garde en permanence son téléphone autour du cou, a reçu un appel de sa sœur d'une dizaine de minutes. Pas plus. Depuis, plus rien.

Soumis à l'isolement, dans une cellule sans fenêtre, éclairée vingt-quatre heures sur vingt-quatre par un néon, les deux otages, séparés, dorment à même le sol. On leur refuse de quoi lire et écrire. Une promenade d'une trentaine de minutes leur est accordée une fois par semaine, alors que leurs geôliers leur prédisent un verdict imminent, sans nulle trace du moindre procès. Tous deux risquent la peine de mort. *« C'est de la torture psychologique »*, souffle Noémie Kohler. Des conditions de détention *« effroyables »*, appuie une source diplomatique française. Le Quai d'Orsay a déposé le 16 mai une requête au greffe de la Cour internationale de justice (CIJ) portant sur *« la politique d'otages menée par l'Iran à l'encontre de ressortissants français depuis mai 2022 ».*

The New York Times June 20, 2025

# Europe Attempts to Provide an Off-Ramp to Iran in Geneva Talks

## Top diplomats from Britain, France and Germany met with Iran's foreign minister in a last-ditch effort to avoid escalation in the Israel-Iran conflict.

As missiles flew between Israel and Iran, diplomats from Europe convened on Friday across a table from Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, in Switzerland to try to find an off-ramp for a rapidly accelerating regional conflict.

But there were no signs of a breakthrough in the three hours of talks, with a defiant Mr. Araghchi saying afterward that Iran would consider a resumption of diplomacy only "once the aggressor was held accountable for the crimes committed." He did say Iran was willing to speak to the Europeans again.

The foreign ministers of Britain, France and Germany were left to talk in generalities about the need for continued dialogue, which they hope will forestall a decision by President Trump to thrust the United States into the hostilities.

"We are keen to continue ongoing discussions and negotiations with Iran, and we urge Iran to continue their talks with the United States," Britain's foreign secretary, David Lammy, said to reporters. "This is a perilous moment, and it is hugely important that we don't see regional escalation of this conflict."

France's foreign minister, Jean-Noel Barrot, was similarly vague, declaring it was important to pursue a dialogue with Iran because "we believe there is no definitive military solution to the Iranian nuclear problem."

Mr. Trump said, in effect, that the European officials were wasting their time. "Iran didn't want to speak to Europe," he said on Friday afternoon. "They want to speak to us. Europe is not going to be able to help."

With Mr. Trump having set a new deadline of two weeks before he decides whether to join Israel's aerial campaign against military and nuclear sites in Iran, the diplomats delivered an urgent message to Mr. Araghchi that his government must make significant concessions in its nuclear program.

Mr. Trump said on Friday that sending ground troops to Iran would be the "last thing you'd want to do." He added, "I'm giving them a period of time, and I would say two weeks would be the maximum."

Expectations for the meeting were modest, given the wide gaps between Iran and the United States in their now-suspended negotiations. Yet Mr. Trump's reprieve, after a week in which he seemed to be marching inexorably toward war, buoyed hopes somewhat, suggesting that there was still time to act.

The diplomacy, however, came against a fiery backdrop of strikes by both sides. A barrage of Iranian missiles struck several sites in Israel on Friday, severely injuring two people in the northern city of Haifa. Earlier, Israel announced overnight strikes on missile factories and a research center linked to Iran's nuclear program.

Speaking to Iranian state media before the session, Mr. Araghchi said Iran viewed the United States as a "partner in this crime." Mr. Trump, he noted, used the word "we" in social media posts about the Israeli military operation.

Among the issues on the table in Geneva, European diplomats said, was giving inspectors unfettered access to Iran's nuclear facilities and cutting its stockpile of ballistic missiles, which it has fired against Israel in retaliation for Israeli strikes on military bases and nuclear installations.

Mr. Araghchi said he had made clear that those missiles were critical to Iran's defense and "are not negotiable."

The missile strikes on Thursday and Friday had a familiar pattern of military targets, but also inflicted widening damage on civilian areas in both countries. Israel struck the headquarters of an advanced research institute connected to Iran's nuclear program. An Iranian missile hit a residential street in a city in southern Israel, leaving a large crater.

Israel's defense minister, Israel Katz, said he had ordered the military to increase its attacks on Iranian government targets to "destabilize the regime," deter it from firing at Israel and displace the population of Tehran.

How much destruction Israel has inflicted on Iran's nuclear program was still not clear. The director general of the International Atomic Energy Agency, Rafael Grossi, told the United Nations Security Council that the uranium enrichment site at Natanz had been seriously damaged but that there were no signs of damage to Fordo, a prime Israeli target that is built deep inside a mountain.

There was no sign of easing on the part of Israel, which did not take part in the meeting. Asked whether it would pause the attacks to give space for negotiations, Daniel Meron, Israel's ambassador to the United Nations in Geneva, told reporters, "We haven't yet fulfilled our goals, so we are continuing."

Israel, he said, expected Europe to stand firm in demanding a complete roll-

back of Iran's nuclear program and the dismantling of its arsenal of ballistic missiles.

Mr. Lammy arrived in Geneva after meeting on Thursday at the White House with Secretary of State Marco Rubio and Mr. Trump's Middle East envoy, Steve Witkoff, to gauge American intentions and plead for diplomacy.

"We discussed how Iran must make a deal to avoid a deepening conflict," Mr. Lammy said. "A window now exists within the next two weeks to achieve a diplomatic solution."

British diplomats left that meeting cautiously optimistic that Mr. Trump would prefer a diplomatic solution to further military escalation, provided any deal with Tehran was genuine, according to a senior official, who spoke on condition of anonymity because of the sensitivity of the matter.
President Emmanuel Macron of France said on Friday that the diplomats were planning to extend a "comprehensive diplomatic and technical negotiation offer" to Iran and that the Iranian government needed to "show its willingness to join the negotiating platform we will be putting on the table."

"No one can seriously believe that this threat can be addressed with the current operations alone," Mr. Macron said during a visit to the Paris Air Show. He noted that some of Iran's enrichment facilities were "extremely protected" and that it was not entirely clear where Iran stockpiled its enriched uranium.

Britain, France and Germany reconstituted a diplomatic group, known as the E3, which conducted on-again, off-again talks with Iran in the early 2000s and played an important role in negotiations that resulted in Iran signing a nuclear agreement with the West in 2015. The foreign ministers were joined by the European Union's high representative for foreign affairs, Kaja Kallas.
In Mr. Araghchi, the Europeans confronted a seasoned negotiator who hammered out the framework of that deal in secret talks with emissaries from the Obama administration in 2013. Mr. Trump withdrew from the agreement, known as the Joint Comprehensive Plan of Action, in 2018.
The images of Iranian and European diplomats gathering at the InterContinental Hotel in Geneva were reminiscent of earlier high-stakes negotiations. In November 2013, marathon talks at the same hotel ended in frustration after France objected that the West was not doing enough to curb Iran's uranium enrichment.

This time around, the Europeans have played mostly a bystander role in a drama that pits Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, and Mr. Trump against Iran's leaders, led by Ayatollah Ali Khamenei. The mixed results of Friday's meeting are a reminder to them of the challenges of diplomacy with Iran.

---

Le Monde

**Luc Bronner**
**20 juin 2025**

# En Israël, malgré les dégâts et les morts, le soutien à la guerre contre l'Iran : « Je n'aime pas Nétanyahou mais il fait ce qu'il faut aujourd'hui »

ReportageL'immense majorité de la population soutient les frappes déclenchées le 13 juin, invoquant la menace nucléaire, mais aussi l'espoir d'une paix régionale à la suite d'une éventuelle chute du régime à Téhéran.

Shoshi Arbuz a reçu l'alerte sur son téléphone quelques minutes avant l'explosion. Avec ses quatre enfants, son mari et leur chien, ils ont eu le temps de descendre dans l'abri sous le petit immeuble de quatre étages. Une pièce de quelques mètres carrés au sous-sol, avec des chaises en plastique et une porte blindée. Lorsque le missile iranien est tombé à moins d'une centaine de mètres de là, jeudi 19 juin, un peu après 7 heures, à Holon, dans la banlieue sud de Tel-Aviv, le sol a tremblé dans la cave transformée en abri. *« Tout est devenu noir, l'abri s'est rempli de poussière »*, raconte l'employée municipale de 40 ans. L'immeuble en face, directement touché, a été partiellement détruit – une trentaine de personnes ont été secourues, dont deux blessés dans un état critique, selon le sergent-major, commandant des pompiers de la ville.

Le souffle a pulvérisé l'intérieur de l'appartement familial, comme des dizaines d'autres autour de l'impact. Dans son salon en partie détruit, Shoshi Arbuz répète *« ne pas vouloir la guerre »*, mais soutient sans hésitation la décision du gouvernement Nétanyahou d'attaquer l'Iran, par surprise, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, au nom de la menace nucléaire. *« L'Iran veut nous détruire. Je comprends que si on ne les avait pas attaqués, ils l'auraient fait »*, explique la mère de famille, à l'unisson d'une opinion publique convaincue du danger que représente le régime tenu par les ayatollahs.

Là où la stratégie du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à propos des otages retenus par le Hamas

dans la bande de Gaza depuis l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, provoque incompréhension et colère depuis des mois, le bombardement de cibles en Iran apparaît, à ce stade, plébiscité : plus de 80 % des juifs israéliens soutiennent ainsi les frappes déclenchées le 13 juin, selon un sondage effectué ces derniers jours pour l'Israel Democracy Institute (IDI).

LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Nous n'avons pas le choix, disent les habitants de Holon, quelles que soient leurs histoires, leurs profils, leurs engagements. *« J'ai peur mais notre vie est ici, nous y sommes et nous y resterons pour toujours. Le 7-Octobre a été une claque dans la figure de chacun. Aujourd'hui, nous savons ce que nous devons faire. C'est notre droit à nous défendre »*, témoigne Danielle Aberam, 27 ans, employée d'une entreprise médicale, venue aider ses voisins, avec son mari, un réserviste discret, armé d'un fusil, avec lequel elle voudrait avoir *« assez vite »* des enfants. Parce que la vie continue.

**« On est prêt à tout »**

*« Nous battre ou partir, nous battre ou mourir »*, résume, de son côté, Yair, ingénieur informaticien, 35 ans, qui refuse de donner son nom en raison de son statut de réserviste. L'homme est loin d'être un soutien de Nétanyahou. Il était, par exemple, partisan de l'initiative des réservistes, en avril, qui avaient signé des appels collectifs pour demander au gouvernement de sauver les otages au prix de l'arrêt de la guerre à Gaza. *« Je ne l'aime pas mais il fait ce qu'il faut aujourd'hui »*, estime-t-il en balayant des débris au dernier étage de la maison parentale, sérieusement endommagée.

La peur saisit pourtant l'agglomération de Tel-Aviv depuis une semaine chaque fois que les alertes *« extrêmement graves »* font vibrer les téléphones. *« Lorsqu'il y avait des alertes, ces derniers mois, on ne respectait plus vraiment les consignes »*, relate ainsi Nikki Bick, physiothérapeute de 28 ans, au milieu d'un groupe d'amis. Dans les abris, de jour comme de nuit, les habitants se retrouvent à nouveau dans la même inquiétude. Le bunker en béton est aussi un ciment social. Les fêtards y finissent leurs verres, les sportifs jouent avec un ballon, les parents racontent des histoires aux jeunes enfants. D'autres pleurent discrètement, puis demandent à ne pas être photographiés afin de ne pas donner de motif de satisfaction à l'ennemi.

Puis tout le monde sort et reprend sa vie. *« Une résilience incroyable »*, malgré les 25 morts, constate M., 26 ans, coach sportif qui a souhaité conserver l'anonymat en raison de son statut de réserviste, venu sur le front de mer avec ses amis et son fusil M5 – il le porte torse nu au bord de la plage. Dit autrement, par Anthony David Wilk, un secouriste de United Hatzalah, devant les décombres d'un immeuble touché à Ramat Gan : *« On est prêt à tout, on s'est préparés à toutes les situations. »*

La peur se mélange à une forme de confiance retrouvée, de solidarité temporaire et d'espoir inhabituel. Que les coups portés par l'armée de l'air israélienne contribuent à remodeler le Moyen-Orient, après avoir affaibli le Hamas et le Hezbollah et contribué à la chute du régime syrien. Arel Aminov, 24 ans, habitant de Holon, employé dans le secteur bancaire, regarde l'immeuble où ses parents possèdent un appartement. Le bâtiment devra probablement être démoli. Au grand dam de son père. Mais lui voit l'histoire en train de s'écrire. *« J'aime Nétanyahou, le meilleur premier ministre d'Israël »*, dit-il avec emphase. *« Tous les leaders du Hezbollah et du Hamas sont morts. Si Khamenei* [le Guide suprême iranien] *meurt, on peut imaginer avoir la paix dans le Moyen-Orient »*, veut-il croire.

L'opinion est si fragmentée et ses représentants adeptes d'une telle violence verbale que plusieurs figures du monde politique ou intellectuel ont évoqué un risque de *« guerre civile »*, ces derniers mois. L'attaque contre l'Iran, un peu comme pendant les semaines qui avaient suivi le 7-Octobre, a provoqué une forme d'union nationale temporaire. Fragile. Comme une pause dans la bataille rangée entre les *« tribus »* d'Israël, selon la formule de l'ancien chef d'Etat, Reuven Rivlin, en 2015.

Les principales figures de l'opposition à Benyamin Nétanyahou ont ainsi dû déclarer leur soutien à l'opération – un geste difficile, alors que des élections générales auront lieu d'ici à l'automne 2026. Même une majorité de l'électorat de gauche (57 %), pourtant farouchement opposé au gouvernement le plus radical de l'histoire, soutient la guerre contre l'Iran. *« Deux tiers des juifs israéliens estiment que les motivations du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, au moment de lancer l'attaque étaient objectives et relevaient d'enjeux de sécurité »*, notent encore les auteurs du sondage publié par l'IDI.

Les Iraniens ne sont pas les Palestiniens. *« Il n'y a pas de haine contre eux »*, selon Danielle Aberam. *« L'Iran, c'est une grande culture, une civilisation. Ils pourraient être un pays riche de son pétrole s'ils n'avaient pas les ayatollahs »*, estime son mari. La distinction entre civils et militaires est rarement évoquée pour Gaza, sauf par des militants de gauche. Elle l'est de façon presque systématique pour les Iraniens, crédités de leurs tentatives de révolte contre le régime religieux, et qui ne sont pas arabes et ne revendiquent pas de vivre sur les mêmes terres. *« Cela sera bien plus difficile de faire la paix avec les Palestiniens »*, relève Yair, alors même que le monde s'inquiète plutôt d'un

embrasement régional.
La guerre dans la bande de Gaza est proche géographiquement – des avions de chasse bifurquent au sud de la ville après avoir survolé et bombardé quotidiennement l'enclave. Mais, en dehors des visages des otages et des soldats morts, les images des dégâts humains (plus de 55 000 morts) causés par les bombardements de l'armée israélienne sont quasiment inexistantes sur les chaînes de télévision. Les autorités laissent ainsi la presse s'approcher des sites touchés en Israël (mais exigent des journalistes qu'ils demandent une autorisation avant de mentionner ou de décrire les lieux touchés), là où tout accès à Gaza est interdit et où 176 journalistes palestiniens ont été tués depuis octobre 2023, selon le Comité pour la protection des journalistes.

A Beersheba, dans le sud du pays, un voyage de presse a, par exemple, été organisé, jeudi après-midi, au sein de l'hôpital Soroka, touché par un missile. En visite sur place, Benyamin Nétanyahou a accusé l'Iran des crimes de guerre dont il est lui-même accusé à Gaza. Il a fustigé la frappe contre l'hôpital – une méthode appliquée à de nombreuses reprises par Israël dans la bande de Gaza, comme le dénoncent des organisations non gouvernementales depuis octobre 2023. L'argumentaire a été repris par les fidèles du premier ministre. Devant les décombres de l'immeuble détruit à Holon, le président de la Knesset, Amir Ohana, membre du Likoud, est venu affirmer que Téhéran paierait *« le prix fort »*. *« Le régime iranien n'a cessé de répéter que son seul objectif est de détruire Israël. L'histoire du peuple juif – l'Holocauste et aussi le 7-Octobre – montre que nous devons écouter ce que disent nos ennemis »*, a souligné le président de l'Assemblée.

---

Le Monde

**Marie Jégo, Faustine Vincent**
**21 juin 2025**

# Arménie-Turquie : la visite du premier ministre arménien à Istanbul marque un pas de plus vers le dégel des relations

Nikol Pachinian s'est rendu, vendredi 20 juin, à Istanbul pour rencontrer le président turc, Recep Tayyip Erdogan, afin d'évoquer la normalisation de leurs relations, un accord de paix avec l'Azerbaïdjan et les conséquences du conflit entre Israël et l'Iran sur la région.

Décrite comme *« historique »* à Erevan, perçue comme *« une possible avancée »* par la presse turque, la visite à Istanbul, vendredi 20 juin, du premier ministre arménien, Nikol Pachinian, à l'invitation du président turc, Recep Tayyip Erdogan, est inédite. C'est un pas de plus vers un dégel de la relation compliquée entre les deux pays, dépourvus de missions diplomatiques, séparés par une frontière résolument fermée depuis 1994.

Reçu au palais de Dolmabahçe sur les bords du Bosphore, M. Pachinian s'est entretenu pendant une heure avec le président turc de la normalisation de leurs relations, de l'accord de paix qui reste à signer avec l'Azerbaïdjan, des conséquences sur la région du conflit entre Israël et l'Iran.

Cette visite vient compléter les efforts entretenus par M. Pachinian, depuis quelques années déjà, pour renouer le dialogue avec Ankara. En décembre 2021, un canal de communication diplomatique s'était ouvert grâce à la nomination d'envoyés spéciaux, Serdar Kilic pour la Turquie, Ruben Roubinian pour l'Arménie. Un an plus tard, les vols charter directs entre Erevan et Istanbul avaient repris. Fait sans précédent, M. Pachinian a fait savoir, en mars, que la reconnaissance du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman en 1915 n'était plus une priorité de sa politique étrangère, ce qui ne peut que réjouir la partie turque.

**Contrôle du Haut-Karabakh**

L'autre but de sa visite était de faire aboutir le processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dont la Turquie est le plus proche allié. *« Pour Pachinian, il s'agissait avant tout de montrer que ses efforts pour établir la paix apportent des résultats, même symboliques, avant les législatives de juin 2026*, estime Benyamin Poghosyan, chercheur au centre de réflexion Applied Policy Research Institute of Armenia, à Erevan. *De son côté, la Turquie veut prouver à l'Europe et aux Etats-Unis qu'elle agit pour faire avancer le processus de paix, même si, en réalité, normaliser ses relations avec Erevan n'est pas sa priorité. Si l'ouverture de sa frontière avec l'Arménie était si cruciale pour elle, elle pourrait le faire, sans attendre la signature de l'accord de paix avec l'Azerbaïdjan. »*

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés lors de trois guerres (de 1988 à 1994 puis en 2020 et en 2023) pour le contrôle de l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh, située sur le territoire de l'Azerbaïdjan, mais peuplée majoritairement d'Arméniens. En 2020, Ankara avait apporté un soutien militaire décisif à Bakou, permettant la victoire écrasante des troupes azerbaïdjanaises. Défaite, l'Arménie s'est vu infliger le coup de grâce, en septembre 2023, lorsque Bakou a repris le contrôle total de la région au terme d'une offensive éclair, chassant de force les quelque 120 000 Arméniens qui y vivaient.

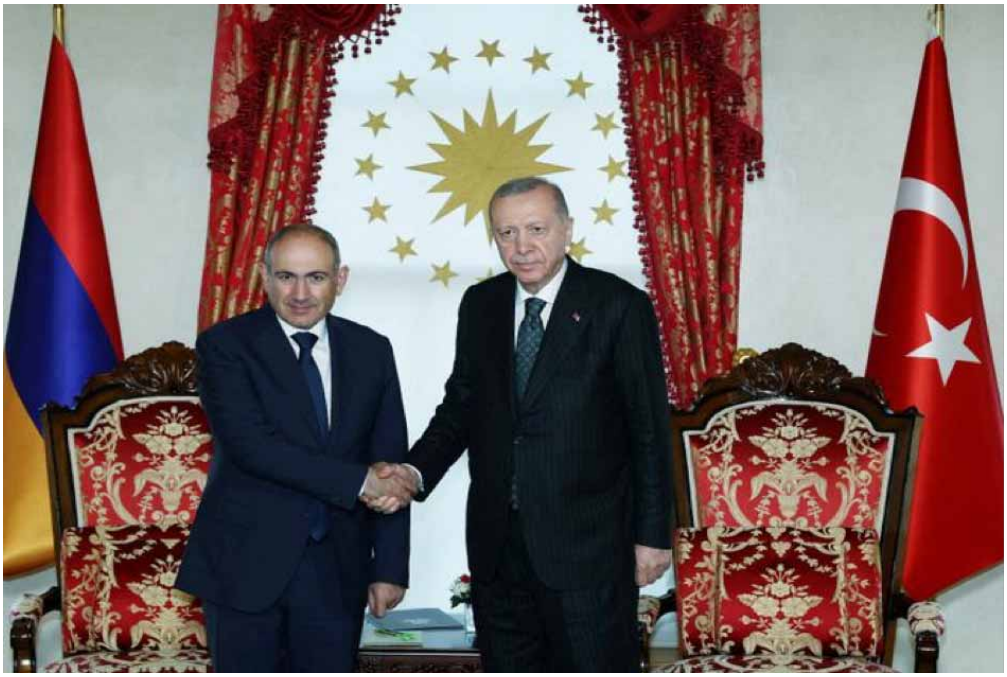
Depuis, le premier ministre arménien s'efforce de normaliser ses relations avec ses voisins azerbaïdjanais et turc pour éviter une nouvelle attaque. Le temps presse, d'autant que les troupes azerbaïd-

janaises occupent actuellement 200 kilomètres carrés de territoire souverain arménien, et que Bakou désigne régulièrement son voisin comme l'*« Azerbaïdjan occidental »*, laissant planer la menace d'une offensive. En mars, les deux Etats du Caucase ont annoncé s'être entendus sur un *« accord de paix »*, mais le texte n'a toujours pas été signé.

**Une « capitulation » et une « humiliation »**

En Arménie, l'initiative de Nikol Pachinian lui a attiré les foudres de l'opposition. *« Elle l'accuse de trahir l'Arménie après avoir trahi le Haut-Karabakh »*, explique Benyamin Poghosyan. L'ex-ministre des affaires étrangères Vartan Oskanian (1998-2008) a ainsi assimilé sa visite en Turquie à une *« capitulation »* et une *« humiliation »*. *« Tout accord* [avec l'Azerbaïdjan] *qui ne garantit pas la libération des otages arméniens* [les Arméniens faits prisonniers après la chute du Haut-Karabakh en 2023]*, qui ignore le droit au retour des Arméniens d'Artsakh* [le nom arménien du Haut-Karabakh] *et qui autorise le maintien des troupes azerbaïdjanaises sur le sol arménien ne peut être considéré comme légitime »*, fustige-t-il, dans une tribune parue le 18 juin, sur le site d'information arménien *CivilNet*.

Epuisée par des décennies de conflit, la population se montre beaucoup moins critique. *« Les gens ont peur d'un nouveau conflit. Donc, ils ne sont pas opposés aux efforts de M. Pachinian pour parvenir à la paix, à défaut de les soutenir pleinement »*, souligne M. Poghosyan.
De son côté, l'Azerbaïdjan rechigne à signer, exigeant au préalable que l'Arménie retire de sa Constitution toute allusion à la région du Haut-Karabakh. Nikol Pachinian y est



Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à Istanbul, le 20 juin 2025. MUSTAFA KAMACIR/BUREAU DE PRE0SSE DE LA PRÉSIDENCE TURQUE VIA REUTERS

prêt, mais il faut qu'un référendum soit organisé en Arménie, ce qui prendra du temps. Autre exigence de Bakou : la dissolution du groupe de Minsk, coprésidé par la Russie, la France et les Etats-Unis, et créé au début des années 1990 sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin de trouver une solution diplomatique entre les deux belligérants. Nikol Pachinian y est favorable.

**« Ilham Aliev veut soumettre l'Arménie »**

Mais plus il appelle Bakou à parapher le texte, plus le régime d'Ilham Aliev fait la sourde oreille. *« Les amendements à la Constitution ne sont qu'un prétexte. En réalité, M. Aliev ne veut pas signer, car la situation actuelle – ni guerre ni paix – lui convient. Il veut soumettre l'Arménie, il veut qu'elle lui cède le contrôle du corridor du Zanguezour* [un passage terrestre qui relierait l'Azerbaïdjan à l'enclave du Nakhitchevan à travers le territoire arménien] *pour lequel il exige un statut d'extraterritorialité »*, explique Altay Goyushov, chercheur invité au Centre de recherches internationales de Sciences Po.

Nikol Pachinian attend de M. Erdogan qu'il incite le président Aliev à parapher l'accord, en vain. *« En réalité, Erdogan ne fait pas assez pression sur Aliev. Il ne peut pas, probablement parce que la Turquie et l'Azerbaïdjan sont étroitement liées, énergétiquement – avec les gazoducs TAP et Tanap –, économiquement du fait des nombreux investissements azerbaïdjanais dans l'économie turque, militairement et politiquement aussi »*, poursuit M. Goyushov.

La guerre entre Israël et l'Iran, survenue après la décision de M. Erdogan de recevoir M. Pachinian, rend la normalisation des relations arméno-turques encore plus pressante. Depuis les années 1990, l'Arménie, paralysée du fait de ses frontières fermées avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, souffre d'un manque de connexion avec le monde extérieur. Seules les frontières géorgienne et iranienne sont ouvertes au commerce. Du fait de la guerre, le flux des marchandises qui transitent à la frontière avec l'Iran risque de se tarir. *« L'impact sur les importations et les exportations va s'aggraver*, anticipe M. Poghosyan. *L'ouverture de la frontière turque sera d'autant plus importante. »*

Pour l'heure, Ankara se garde bien de franchir le pas, craignant de contrarier son allié azerbaïdjanais. *« L'ouverture de la frontière serait bénéfique pour la Turquie sur le plan diplomatique, notamment dans ses relations avec les pays européens et les Etats-Unis. Elle apporterait des avantages économiques grâce à l'augmentation des échanges commerciaux frontaliers. Pourtant, Ankara n'a pas pu franchir cette étape décisive de crainte d'une réaction négative de la part de l'Azerbaïdjan »*, constate Sinan Ülgen, chercheur à la Fondation Carnegie pour la paix internationale à Bruxelles. Plus que jamais, la voie de la normalisation arméno-turque passe par Bakou.

LE FIGARO

**Guillaume de Dieuleveult**
**21 juin 2025**

# Israël maintient la pression en menaçant de faire tomber la République islamique

À la suite d'Israël, Donald Trump entrera-t-il en guerre contre l'Iran ? En s'offrant deux semaines de réflexion, le président américain offre du temps à Benyamin Netanyahou. Huit jours après le début de l'opération Rising Lion, le premier ministre israélien a intérêt à pousser au maximum son avantage contre la République islamique.

Après avoir lancé son pays dans cette guerre contre la « menace existentielle » du nucléaire, Benyamin Netanyahou a dessiné un horizon plus large : redessiner le Proche-Orient de manière définitive en le débarrassant du grand ennemi d'Israël. Conscient qu'on ne renverse pas un régime à coups de bombes, il appelle de plus les Iraniens à se lever contre la dictature iranienne. « La question d'un changement de régime relève avant tout du peuple iranien. Personne ne peut s'y substituer. C'est pourquoi je ne l'ai pas présenté comme un objectif de cette guerre, bien que cela puisse en être une conséquence », expliquait-il dans une interview, jeudi soir.

En réalité, l'aviation israélienne travaille activement à l'affaiblissement des structures du pouvoir. Le ministre de la Défense, Israel Katz, l'y a encore invitée vendredi après-midi, en appelant ses pilotes à « frapper toutes les cibles du gouvernement et ses mécanismes d'oppression ». Il veut créer le chaos à Téhéran, via « une évacuation massive de la population de façon à affaiblir le régime ».

Les chasseurs israéliens auraient actuellement la maîtrise du tiers nord-ouest de l'Iran, y compris les villes de Téhéran et d'Ispahan. Mais ils attaquent dans tout le pays, jusqu'à sa frontière est, à plus de 2 300 kilomètres de Tel-Aviv. Vendredi après-midi, l'armée israélienne a annoncé avoir frappé deux bases des services de sécurité intérieure à Téhéran. Elle aurait également assassiné un scientifique du programme d'enrichissement atomique. Les avions attaquent des aéroports, des dépôts pétroliers, des entreprises de composants électroniques, des sites de fabrication d'armes. Ils ont bombardé le siège de la télévision iranienne et les infrastructures énergétiques de South Pars, le plus grand champ gazier au monde. En affaiblissant une économie déjà fragilisée par les sanctions internationales contre l'Iran, ils ciblent l'appareil d'État.

La principale cible demeure le programme nucléaire. Dernière frappe, le site de recherche sur l'eau lourde de Khondab. Or, la survie du régime est liée à la question nucléaire, souligne Raz Zimmt, le directeur du programme de recherche sur l'Iran et l'axe chiite de l'INSS, un think-tank israélien spécialisé sur les questions de défense. Selon lui, le régime iranien va être contraint de choisir entre deux maux : poursuivre la guerre, au risque d'une implication américaine qui pourrait lui être fatale, ou renoncer à son programme d'enrichissement d'uranium, son « assurance-vie », ce qui pourrait entraîner sa chute à plus long terme.

L'immense majorité des Israéliens adhèrent à ce raisonnement, dans lequel la République islamique est perdante dans tous les cas. Selon un sondage publié jeudi par l'Israel Democracy Institute, un centre de recherche de tendance libérale peu suspect de complaisance envers Netanyahou, 80 % des Israéliens de confession juive, toutes tendances politiques confondues, soutiennent l'attaque contre l'Iran ; ce taux est bien plus bas dans le cas des Arabes israéliens. Il y a une semaine, Benyamin Netanyahou échappait de quelques voix à la chute de son gouvernement ; aujourd'hui, il est comparé aux grandes figures de l'État israélien : David Ben Gourion ou Menahem Begin.

« Viser la tête du serpent »

Unanimes dans leur soutien à la guerre, les commentateurs israéliens divergent sur la question de l'étape suivante. Généralement peu amène envers Netanyahou, le journal centriste Yedioth Ahronot se félicite de voir les avions israéliens « faire ce qu'ils veulent au-dessus de Téhéran ». Il faut aller plus loin désormais, affirme Avi Issacharof, un spécialiste des questions arabes au sein du journal. « Si nous voulons que la région comprenne le message, Israël doit viser la tête du serpent », estime-t-il, c'est-à-dire tuer le guide suprême Ali Khamenei.

C'est la foire aux idées. Dans un éditorial intitulé « Trump doit aider Israël à finir le boulot en démantelant le régime de Khamenei », le Jerusalem Post propose un Iran fédéralisé, ou sa partition « pour s'assurer que la théocratie de Khamenei ne pourra pas être reformée », en offrant « des garanties aux minorités sunnites, kurdes, baloutches. » Une option écartée par Raz Zimmt : « Un soutien aux minorités aurait pour conséquence de rassembler la majorité perse autour du drapeau. Ils préféreront toujours s'unir plutôt que de risquer la désintégration du pays. »

Tout l'enjeu pour Israël est donc de trouver une voie de sortie lui permettant de capitaliser sur son éclatante réussite militaire. Éditorialiste au Yedioth Ahronot, Nahum Barnea ne partage pas l'enthousiasme général. « Israël n'a pas de plan de sortie. Le temps est une ressource que les Iraniens savent très bien utiliser. Nous sommes susceptibles de gagner la bataille, mais de perdre la guerre », avertit-il.

L'Iran, pour l'heure, fait la démonstration de son endurance. Vendredi après-midi, les sirènes ont à nouveau sonné en Israël. La nouvelle salve de missiles iraniens a fait une dizaine de blessés. G. D.

Le Monde

**Jean-Philippe Lefief**
**21 juin 2025**

# Téhéran, Fordo, Bouchehr… Les principales installations nucléaires iraniennes

## Dans le cadre de son programme nucléaire, l'Iran s'est doté de toute une gamme d'installations, allant de la recherche à l'enrichissement en passant par la production d'électricité, sans jamais reconnaître l'existence d'un volet militaire ni dissiper les doutes.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) *« n'est pas en mesure de garantir que le programme nucléaire iranien est exclusivement pacifique »*. Telle est la conclusion de son dernier rapport, publié le 12 juin. Quelques heures après, l'armée israélienne entamait une campagne de bombardement des installations nucléaires de la République islamique aussi intense qu'inédite, destinée à *« éliminer »* la menace que ce programme fait peser sur l'existence de l'Etat hébreu, a promis le premier ministre, Benyamin Nétanyahou.

Photo satellite Maxar Technologies du site nucléaire de Fordo (Iran), le 14 juin 2025. MAXAR TECHNOLOGIES / REUTERS

Depuis que Donald Trump a dénoncé, en 2018, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPoA, « plan d'action global commun »), l'accord historique conclu trois ans plus tôt entre l'Iran, les membres permanents du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume Uni), l'Allemagne et l'Union européenne, la République islamique s'est très largement affranchie des obligations qu'elle avait acceptées dans ce cadre, en échange d'une levée des sanctions internationales.

Ses installations produisent désormais de l'uranium enrichi à 60 %, qui reste sous le seuil militaire (90 %), mais constitue une étape majeure pour atteindre ce seuil. Si elle continue à nier toute militarisation de son programme, la République islamique est toutefois devenue de fait un « Etat du seuil », que seuls une décision politique et quelques mois au plus séparent de l'acquisition de l'arme atomique.

Tour d'horizon des principales installations nucléaires qui lui ont permis d'en arriver là.

**Les usines d'enrichissement d'uranium de Natanz**

Situées à 220 kilomètres au sud-est de Téhéran, les usines de Natanz sont le plus important site iranien d'enrichissement d'uranium. Elles s'étendent sur 2,7 kilomètres carrés, dans la zone aride du Plateau central. L'installation comprend deux unités souterraines – l'usine d'enrichissement de combustible (FEP) commerciale et l'usine pilote d'enrichissement de combustible, conçues pour accueillir 50 000 centrifugeuses – et six bâtiments en surface, dont deux sont utilisés pour l'assemblage de ces machines qui, reliées en cascades, permettent d'enrichir l'uranium par séparation progressive des isotopes.

Une troisième installation souterraine en construction pourrait également être destinée à l'enrichissement. Selon l'Institut pour la science et la sécurité internationale de Washington, elle pourrait être enfouie encore plus profondément que celle de Fordo, ce qui la mettrait à l'abri des bombes perforantes les plus puissantes.

Le site a été signalé en août 2002 par le Conseil national de la résistance iranienne, coalition de mouvements d'opposition en exil. Ces révélations ont amené l'Organisation iranienne de l'énergie atomique à révéler la même année son intention de maîtriser le cycle complet du combustible nucléaire ; puis Téhéran en a reconnu l'existence en février 2003. Après une suspension des travaux dans le cadre des négociations internationales, les premières cascades de centrifugeuses ont commencé à être alimentées quatre ans plus tard, en violation des résolutions des Nations unies exigeant la suspension des activités d'enrichissement iraniennes. Dans le cadre du JCPoA, le

degré d'enrichissement a été limité à 3,67 %, mais ce seuil a été dépassé à Natanz après le retrait américain de l'accord pour atteindre 60 % en 2021.

Le site, placé sous la protection des gardiens de la révolution, a été la cible, dans les années 2000, d'une campagne de piratage menée avec le virus Stuxnet, développé avec l'aide des services de renseignement israéliens et américains, et de deux actes de sabotages imputés à l'Etat hébreu, en juillet 2020 et avril 2021.

Selon l'AIEA, les bombardements israéliens du 13 juin ont détruit la partie en surface de l'usine pilote d'enrichissement de combustible. L'agence a en outre annoncé, le 17 juin, avoir identifié, à l'aide d'images par satellite, *« de nouveaux éléments montrant des impacts directs dans les salles souterraines »* de la FEP, mais on ignore l'étendue des dégâts.

**L'usine d'enrichissement d'uranium de Fordo**

Bien que ses dimensions soient beaucoup plus modestes que celles de Natanz, il s'agit du site nucléaire iranien le plus secret et le mieux gardé. A ce titre, c'est aussi celui qui suscite le plus de soupçons. Mis en chantier entre 2006 et 2007, voire plus tôt encore, dans une installation souterraine des gardiens de la révolution située près de Qom, à 150 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, il est constitué de deux salles conçues pour accueillir 3 000 centrifugeuses.

Le président français Nicolas Sarkozy, son homologue américain Barack Obama, et le premier ministre britannique Gordon Brown en ont révélé l'existence le 25 septembre 2009, dans une déclaration commune. Les services de renseignement occidentaux avaient auparavant acquis la conviction que le site, qui serait enfoui sous 80 à 90 mètres de roches, était destiné à la production clandestine de matière fissile à des fins militaires.

Après avoir prétendu vouloir y produire du combustible pour alimenter le réacteur de recherche de Téhéran, l'Iran a annoncé son intention d'y enrichir de l'uranium à 5 % puis 20 %. L'AIEA a été autorisée dès 2009 à inspecter le site, devenu opérationnel deux ans plus tard. Dans son rapport, elle estime que les retards dans la déclaration de l'existence du chantier et les doutes sur la date du début des travaux « *réduisent la confiance* » à l'égard de Téhéran et suscitent l'interrogation quant à l'existence d'autres installations nucléaires non déclarées.

Dans le cadre du plan d'action global commun, l'Iran avait accepté de transformer l'installation en site de recherches et de mettre les activités d'enrichissement en sommeil pendant quinze ans. Celles-ci ont repris en 2019, un an après la dénonciation américaine de l'accord, et le degré d'enrichissement a atteint 60 % trois ans plus tard, selon l'AIEA. Ses inspecteurs y ont, en outre, découvert en 2023 de l'uranium enrichi à 83,7 %.

Les autorités iraniennes ont fait savoir le 13 juin que l'installation avait été prise pour cible par l'armée israélienne, mais aucun dégât visible n'y a été constaté, selon l'AIEA.

**Le réacteur à eau lourde d'Arak (Khondab)**

Le réacteur de 40 mégawatts, situé à 290 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, est officiellement destiné à la production d'isotopes à usage médical et industriel, mais la filière « à eau lourde » a la particularité de produire du plutonium de qualité militaire, qui peut être isolé par retraitement des déchets. Il pourrait donc s'agir d'une voie alternative à celle de l'uranium dans l'optique de l'acquisition d'une arme nucléaire.

Mis en chantier en 2004, il devait être achevé en 2014, mais des retards ont entraîné le report de son entrée en service. Le projet a été gelé dans le cadre de l'accord de 2015, qui prévoyait sa reconfiguration pour limiter les risques de prolifération. Le cœur du réacteur a été retiré et du béton y a été coulé en 2016.

La mise en service du réacteur reconfiguré et renommé Khondab, du nom du village voisin, était prévue en 2026, d'après les informations que l'Iran a fournies à l'AIEA. Le site, inspecté depuis 2009 par l'agence, abrite en outre une usine de production d'eau lourde.

Le site a été pris pour cible le 19 juin, mais, dans la mesure où le réacteur ne contient pas de matériaux radioactifs, aucune conséquence radiologique n'est à craindre, selon l'AIEA. Si l'usine de production d'eau lourde voisine ne présente aucun dégât visible, l'agence estime que plusieurs bâtiments ont été endommagés.

**La centrale nucléaire de Bouchehr**

L'unique centrale nucléaire iranienne vouée à la production d'électricité se trouve à la périphérie de la ville du même nom, sur la rive du golfe Arabo-Persique. Lancé en 1974 dans le cadre d'un contrat conclu avec l'industriel allemand Siemens, le chantier a été abandonné après la révolution islamique. Téhéran a sollicité à nouveau Siemens après la guerre Iran-Irak (1980-1988) pendant laquelle le site a été lourdement endommagé, mais la firme a refusé de reprendre les travaux, sous la pression des Etats-Unis. La construction, finalement confiée dans les années 1990 à la compagnie russe Rosatom, s'est achevée en 2010 et la centrale, d'une puissance de 1 000 mégawatts, a commencé à fonctionner en septembre 2011 à faible régime avant d'être dée réseau électrique l'année suivante. Elle aurait été endommagée en 2013 par une série de séismes, ce qui a suscité l'inquiétude des pays voisins.

Dans le cadre de l'accord de 2015, qui ne mentionne pas spécifiquement la centrale, l'Iran s'est engagé à confier pendant quinze ans le retraitement de combustible usagé à un pays tiers. Le procédé permet d'extraire l'uranium ou le plutonium pour le réenrichir. Téhéran a annoncé en 2016 son intention de construire deux autres réacteurs sur le site, toujours avec le concours de la Russie. Quelque 200 scientifiques russes travailleraient sur le site, selon Vladimir Poutine.

La centrale de Bouchehr n'a pas été prise pour cible, mais l'armée israélienne dit avoir annoncé, par erreur, jeudi qu'elle avait été touchée. Le président russe a, par la suite, assuré s'être entendu avec les dirigeants israéliens pour que sa sécurité soit garantie. Une attaque directe contre cette centrale aurait les conséquences les plus *« graves »*, pouvant relâcher de grandes quantités de radiation dans l'environnement, a mis en garde, vendredi 19, le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

**Le centre de technologie nucléaire d'Ispahan**

Pôle de recherches nucléaires principal de la République islamique, le site, dont l'existence a été dévoilée en 2003 par le Conseil national de la résistance iranienne, un an après celui de Natanz, est l'une des principales sources d'inquiétude des puissances occidentales. Le centre, qui se trouve à périphérie est d'Ispahan, dans le centre de l'Iran, est constitué d'une unité de recherche sur le combustible nucléaire et d'une installation de conversion, qui produit

l'hexafluorure d'uranium (UF6) nécessaire pour alimenter les centrifugeuses et du combustible pour la centrale nucléaire de Bouchehr, ainsi que de plusieurs laboratoires. Trois mille scientifiques y travaillent, selon la Nuclear Threat Initiative, un cercle de réflexion américain.

A l'origine, le centre de recherches est le fruit d'une coopération franco-iranienne dans le domaine civil interrompue après la révolution islamique de 1979. Achevé avec l'aide de la Chine, il a été inauguré en 1984. Il abrite trois réacteurs miniatures et Téhéran a annoncé au début de l'année dernière son intention d'en construire un quatrième. Un réseau de tunnels non déclarés a été découvert sous l'unité de conversion en 2004, lors d'une inspection de l'AIEA.
Lire aussi I Article réservé à nos abonnés Les tunnels d'Ispahan

Dans le cadre de son offensive aérienne, l'armée israélienne dit avoir *« démantelé »* l'ensemble des installations nucléaires d'Ispahan. Selon l'AIEA, quatre bâtiments, dont l'unité de conversion d'uranium et celle de fabrication du combustible destiné au réacteur de Téhéran, ont été endommagés, mais aucune hausse de la radioactivité n'a été observée à l'extérieur du site.

**Le centre de recherches nucléaires de Téhéran**

Le centre, inauguré en 1967, est l'un des principaux sites scientifiques iraniens dans le domaine nucléaire. Il possède notamment un réacteur destiné à la production d'isotopes médicaux fourni par les Etats-Unis, dans le cadre du plan « Atoms for Peace » pour l'exploitation pacifique de l'énergie atomique. Initialement alimenté à l'aide d'uranium hautement enrichi, il a ensuite été reconfiguré pour utiliser du combustible faiblement enrichi afin de limiter les risques de prolifération.

Divisé en 11 départements chargés des recherches sur la plupart des aspects du combustible nucléaire, le centre était soumis aux inspections de l'AIEA en vertu d'un protocole suspendu en février 2021. C'est sur ce site que les rotors des centrifugeuses iraniennes les plus performantes ont été conçus. Des recherches non déclarées sur le retraitement des déchets nucléaires et l'usage militaire d'uranium appauvri y ont été menées entre 1988 et 1993.

L'AIEA a fait savoir jeudi 19 juin qu'un bâtiment où étaient fabriqués et testés des rotors de centrifugeuse de pointe avait été touché par les bombardements israéliens. Le réacteur, lui, n'a pas subi de dégâts.

**Le centre de recherches de Bonab**

Créé en 1995, le centre, situé dans le nord-ouest de l'Iran, procède à des recherches sur la technologie nucléaire pour les applications agricoles. En juillet 1997, Hans Blix, directeur général de l'AIEA qui avait visité l'installation, n'avait détecté aucune activité non déclarée ; mais les inspections sont limitées et des soupçons persistent quant à la finalité des recherches qui y sont effectuées.

---

LE FIGARO

**21 juin 2025**
**Adrien Jaulmes**

# Washington et Jérusalem divergent sur l'avancement du programme nucléaire iranien

Les services de renseignements américains estiment que Téhéran n'a pas encore décidé de fabriquer une bombe.

Avant de lancer leur offensive la semaine dernière, les Israéliens auraient fourni aux Américains de nouvelles informations selon lesquelles l'Iran aurait récemment mené des expériences destinées à construire un dispositif de mise à feu d'une bombe nucléaire, estimant que les délais de fabrication d'un tel engin pourraient se monter à quelques semaines. Selon des officiels cités par les médias aux États-Unis, les milieux du renseignement américains auraient été plus circonspects, estimant que le danger était réel, mais pas aussi imminent que décrit par leur allié.

Les États-Unis estiment qu'il faudrait probablement une à deux semaines à l'Iran afin de produire suffisamment d'uranium enrichi de qualité militaire pour fabriquer une arme nucléaire, et que les Iraniens pourraient construire une bombe nucléaire rudimentaire en quelques mois. Mais surtout, selon les Américains, la décision n'a pas été prise.
Cette position avait été celle de la directrice nationale du renseignement, Tulsi Gabbard, qui centralise les conclusions des 18 agences de renseignement américaines. Lors de l'audition annuelle devant la commission du renseignement au Sénat le 25 mars dernier, elle avait rappelé la menace régionale représentée par l'Iran, mais avait aussi souligné que ses agences estimaient que Téhéran n'était pas en train de se doter de l'arme nucléaire.
« La communauté du renseignement continue de considérer que l'Iran ne construit pas d'arme nucléaire et que le guide suprême Khamenei n'a pas autorisé le programme d'armes nucléaires qu'il a suspendu en 2003, avait-elle dit. La communauté du renseignement continue de surveiller si Téhéran cherche à réautoriser son programme d'armes nucléaires. »

« Au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à l'érosion d'un tabou vieux de plusieurs décennies en Iran, celui de discuter publiquement des armes nucléaires, ce qui implique probablement la participation de partisans de leur développement au sein de l'appareil décisionnel iranien », avait ajouté la directrice du renseignement, expliquant que « les stocks d'uranium enrichis de l'Iran ont atteint des niveaux sans précédent pour un pays sans armes nucléaires ». Mais sans conclure à des travaux de fabrication de la bombe.
Patienter un peu plus

Gabbard avait été nommée à son poste par Trump, malgré de fortes réticences de la part des républicains au Congrès. Ancienne élue démocrate, Gabbard est une critique régulière de la politique étrangère américaine et des interventions extérieures. Sa tendance à reprendre les thèmes favoris de la propagande russe et à adhérer aux théories complotistes les plus variées la rendait suspecte aux tenants d'une approche plus traditionnelle du renseignement. Mais c'est ce côté qui avait plu à Trump. Le président n'a guère confiance dans les agences de renseignement américaines et se méfie en particulier de la CIA, qui appartient selon lui un « État profond » menant sa propre politique, y compris contre les décisions de l'exécutif.

Gabbard n'a jamais réussi à s'insérer dans le premier cercle de Trump, celui dont les membres ont l'oreille du président. Elle était même absente de la réunion organisée le 8 juin dernier à Camp David pour discuter de la situation au Moyen-Orient. L'explication donnée avait été son rappel pour une période de réserve dans la Garde nationale. D'autres sources indiquent que Trump aurait été furieux d'une vidéo postée par Gabbard sur son compte X, où elle mettait en garde contre les risques d'une guerre atomique. « Alors que nous nous trouvons aujourd'hui plus près que jamais du bord du gouffre nucléaire, les bellicistes de l'élite politique attisent sans scrupule la peur et les tensions entre les puissances nucléaires », avait déclaré Gabbard dans ce petit film tourné lors d'un récent voyage à Hiroshima, au Japon et montrant des images simulant la destruction par une attaque nucléaire du pont du Golden Gate à San Francisco.

Trump, qui utilisait des arguments similaires contre Joe Biden pendant sa campagne, aurait moins apprécié ces critiques venant de l'intérieur de son Administration. Interrogé en début de semaine sur les analyses divergentes de sa directrice du renseignement à propos de l'avancement du programme nucléaire iranien, Trump avait répondu : « Je me fiche bien de ce qu'elle pense, je pense qu'ils sont très proches » d'avoir la bombe.

Depuis, Gabbard a tenté de minimiser ces divergences, accusant les médias de déformer ses propos. « Ce n'est pas parce que l'Iran ne construit pas d'arme nucléaire pour le moment qu'il n'est pas "très proche" de le faire, comme l'a déclaré le président Trump à bord d'Air Force One », a affirmé un responsable du DNI. « Les déclarations du président et de la directrice du renseignement national Gabbard sont concordantes. » Elle était présente à la réunion mardi dans la Situation Room à la Maison-Blanche. Le vice-président, JD Vance, lui aussi critique des interventions extérieures américaines, est intervenu pour soutenir Tulsi Gabbard. « Elle a servi dans l'armée, elle est une patriote, une fidèle du président Trump et un élément essentiel de la coalition qu'il a constituée en 2024 », a dit Vance mercredi dans un communiqué à Fox News. « Elle est un membre essentiel de notre équipe, et nous lui sommes reconnaissants pour son travail inlassable visant à protéger l'Amérique contre les menaces étrangères. »

John Ratcliffe, le directeur de la CIA, aurait en revanche défendu une position plus proche de celle de Trump et de Netanyahou. Sans se démarquer entièrement des conclusions du renseignement américain, il aurait usé d'une analogie avec le football américain (qui se joue à la main), comparant les Iraniens à une équipe qui serait arrivée à la ligne de but, mais renoncerait à marquer.

Le général Kurilla, le commandant du Centcom, a lui aussi déclaré la semaine dernière devant la commission sénatoriale des forces armées que l'Iran n'était « qu'à quelques pas » d'enrichir de l'uranium à un niveau de 90 %, suffisant pour la fabrication d'armes nucléaires. Il a ajouté que « si » l'Iran décidait de fabriquer une bombe, il pourrait disposer des 25 premiers kilos de matière fissile « en une semaine environ, et de suffisamment de matière pour fabriquer jusqu'à dix armes nucléaires en trois semaines ». Les principales divergences entre le renseignement américain et Israël semblent essentiellement reposer sur ce « si ». Israël ne peut pas se permettre d'attendre que l'Iran décide de franchir le pas. Donald Trump semble en revanche avoir estimé qu'il pouvait patienter un peu plus avant de prendre une décision. A. J.

---

LE FIGARO

**Georges Malbrunot**
**21 juin 2025**

# Israël-Iran : Trump donne sa chance à la diplomatie

Les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni ont retrouvé leur homologue iranien à Genève.

Profitant de l'ouverture d'une « fenêtre » pour « parvenir à une solution diplomatique » avec l'Iran, les chefs de la diplomatie française, allemande, britannique et européenne ont présenté vendredi au ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, « une offre de négociation complète », durant leur rencontre de plusieurs heures à Genève.

Au huitième jour de la guerre, alors que l'Iran et Israël continuent de s'affronter à coups de missiles, cette réunion pourrait représenter une chance en vue d'un règlement pacifique. Jeudi soir, après avoir entretenu le flou sur son intention de frapper l'Iran, Donald Trump a finalement donné une chance à la négociation. Il décidera « dans les deux prochaines semaines » d'une participation militaire aux frappes de son allié israélien.

Selon Emmanuel Macron, l'« offre » européenne portera sur les dossiers nucléaire et balistique ainsi que sur le financement des groupes armés par l'Iran au Moyen-Orient. Avant d'arriver en Suisse, Abbas Araghchi avait prévenu que seul le dossier nucléaire serait au menu des échanges à Genève. Mais pour la France, notamment, la menace iranienne ne peut être dissociée de ses missiles balistiques, une source d'inquiétude partagée par les pays arabes voisins. « Si Khamenei lâche sur le nucléaire, considéré jusque-là comme son assurance-vie, il voudra garder ses missiles pour la défense de l'Iran », prévient un expert dans le Golfe. La France entend par ailleurs profiter de l'affaiblissement des « proxies » de l'Iran, en particulier le Hezbollah libanais, pour assécher leurs ressources financières.

Sur le nucléaire, l'offre européenne consiste à « définir un cadre de vérification poussée des installations iraniennes », selon une source diplomatique citée par l'AFP. Les frappes israéliennes les ont d'ores et déjà sérieusement endommagées sans les anéantir toutes, en particulier le site d'enrichissement enterré de Fordo. « Nul ne sait aujourd'hui totalement dire où est l'uranium à 60 % (…) », a déclaré vendredi au Salon du Bourget Emmanuel Macron, pour qui « il faut reprendre le contrôle (d'un programme) aussi par l'expertise et la négociation ».

« On pourrait imaginer que l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique, NDLR) puisse entrer partout pour des inspections sans préavis », précise la source diplomatique. « Ce serait un modèle d'inspections qui ressemblerait à quelque chose qu'on avait mis en place en Irak après 1991 et la défaite de Saddam Hussein dans la guerre du Golfe », selon ce diplomate. Ces visites inopinées furent à l'époque perçues par l'Irak comme une violation de sa souveraineté, mais Bagdad, vaincu, avait dû les accepter. Il y a fort à parier que le même argument sera avancé par l'Iran pour refuser des inspections intrusives.

Alors que la survie de son régime pourrait être prochainement en jeu, le guide suprême, Ali Khamenei, pourra-t-il dire non indéfiniment ? « L'Iran est faible, constate Gregory Brew, chercheur à l'Eurasia Group aux États-Unis, son programme nucléaire est menacé, mais les risques de déplacement de matières nucléaires hors sites sont importants. Les États-Unis et Israël tiennent le régime en joue. Trump estime sans doute qu'il peut faire une pause. La clé sera de savoir si Israël acceptera. »

Ces derniers jours, l'Iran a exprimé son intérêt pour une reprise des discussions, notamment au cours d'échanges entre Steve Witkoff, l'émissaire de Donald Trump, et Abbas Araghchi. Mais il n'a pas modéré ses positions de négociations. Sa principale exigence concerne l'arrêt des frappes israéliennes. « Nous avons clairement indiqué (aux Américains) que tant que l'agression ne cessera pas, il n'y aura pas de place pour la diplomatie et le dialogue », a déclaré à la télévision d'État le chef de la diplomatie iranienne avant de partir pour Genève. On voit mal, toutefois, l'État hébreu stopper sa campagne de frappes au cours des deux semaines données par Donald Trump pour tester l'option diplomatique. D'autant plus que si l'Iran envoie moins de missiles contre Israël qu'au cours des premiers jours de la guerre, « les Iraniens utilisent désormais des types de missiles plus avancés et plus rapides, tels que les Shahab-3, Sejjil et Khorramchahr, et plus difficiles à intercepter », estime la chercheuse grecque Eva J. Koulouriotis.

En écho à Donald Trump, le quatuor européen prévoyait d'insister auprès d'Abbas Araghchi sur le fait que l'Iran ne peut pas avoir la bombe. De son côté, Téhéran rappelle son droit à un enrichissement d'uranium à hauteur de 3,7 %, prévu dans le traité de non-prolifération nucléaire. Depuis des mois, le pays enrichit à 60 %.

De l'avis des observateurs, les attentes d'une percée diplomatique à Genève sont basses. Les Européens sont-ils unis dans leurs priorités face à l'Iran ? Alors que le président allemand s'était félicité qu'Israël fasse « le sale boulot pour nous tous », Emmanuel Macron, qui vient de nommer un nouvel ambassadeur à Téhéran, a appelé l'État hébreu à cesser ses frappes sur « les infrastructures civiles » iraniennes. « Rien ne justifie des frappes sur les infrastructures énergétiques et les populations civiles », a répété le chef de l'État, opposé à un changement de régime par la force.

À court terme, la guerre devrait donc se poursuivre. « Mais les dirigeants du Golfe, alliés de Donald Trump, l'ont mis en garde contre les risques d'une entrée américaine dans le conflit », confie une source diplomatique dans l'une de ces monarchies. « L'Arabie, les Émirats arabes unis et le Qatar craignent les conséquences, ils veulent la stabilité pour mener à bien leurs projets de développement, explique ce diplomate. En cas de guerre, leurs économies souffriront, ils ne pourront plus investir aux États-Unis plusieurs milliers de milliards de dollars comme ils l'ont promis à Trump lorsqu'il est venu les voir en mai. » Leur inquiétude est renforcée par la menace iranienne de s'en prendre au libre passage des tankers dans le détroit d'Ormuz. « Il est clair, renchérit cette source diplomatique, que si les États-Unis bougent militairement, l'Iran bougera. Ils peuvent poser des mines dans le détroit, ils ont 350 petits bateaux hors-bord qui vont très vite et sont difficiles à frapper. » Des menaces de nature à laisser une dernière chance à la diplomatie. G. M.

LE FIGARO

21 juin 2025
Delphine Minoui

# L'opposition iranienne envisage l'après-Khamenei

C'est un rêve qu'il nourrissait depuis des années. Une ambition qu'il assume désormais sans détour. Au septième jour de l'offensive israélienne Rising Lion, alors que l'ayatollah Khamenei n'a jamais été autant fragilisé, Reza Pahlavi se voit déjà à Téhéran. Dans une vidéo publiée mardi 17 juin sur les réseaux sociaux, l'héritier du chah d'Iran, chassé du pouvoir en 1979, appelle depuis son exil aux États-Unis à un « soulèvement de la nation pour mettre un terme définitif » au régime des mollahs. « Il est temps de reprendre le contrôle de l'Iran. Puissé-je être bientôt parmi vous », ajoute-t-il, face caméra, en promettant la démocratie.

Si ses paroles trouvent un certain écho au sein d'une jeunesse politiquement réprimée et économiquement asphyxiée, elles sont loin de faire l'unanimité dans le pays. « Quel type d'opposant, aussi virulent soit-il envers la République islamique, peut légitimement appeler une puissance étrangère à frapper son propre pays ? Comment peut-il imaginer que la population sorte manifester sous les bombes ? Les Iraniens ne veulent pas d'un pantin téléguidé de l'extérieur. Ils ont déjà vu le désastre provoqué par l'intervention américaine en Irak en 2003. Ils ne veulent pas revivre un second scénario à la Ahmed Chalabi, ce dissident irakien soutenu par Washington et propulsé à la tête du Congrès national irakien, qui a fini par incarner l'échec d'une opposition instrumentalisée », estime la journaliste Nazila Golestan.

Depuis une semaine, la perspective d'un effondrement de la République islamique ravive les convoitises de la vieille garde des opposants en exil, parmi lesquels l'Organisation des moudjahidines du peuple. Ce mercredi 18 juin, Maryam Radjavi, présidente du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI, vitrine politique de cette organisation islamo-marxiste très controversée au sein de la population iranienne), était reçue au Parlement européen. « Le peuple iranien veut le renversement du régime », a-t-elle déclaré en rappelant au bon souvenir de ses interlocuteurs le rôle de son groupe dans les révélations, en 2002 sur l'existence d'un programme nucléaire iranien clandestin.

Mais le fracas des bombes ne doit pas faire oublier les voix pacifiques dissidentes qui s'expriment de l'intérieur. Dans une tribune datant du lundi 16 juin, un collectif d'intellectuels et d'artistes, dont la militante et Prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, le cinéaste Jafar Panahi et la théologienne anti-régime Sedigheh Vasmaghi, réclament la fin des hostilités entre Téhéran et Tel-Aviv ainsi que « la démission des responsables actuels et l'ouverture d'un processus de transition pacifique vers une démocratie véritable ». Depuis sa cellule de la prison d'Evin, l'ex-ministre réformiste de l'Intérieur Modjtaba Tadjzadeh demande lui aussi un cessez-le-feu tout en exprimant sa crainte de voir le conflit actuel déboucher sur « une guerre de "libération" par des forces étrangères ». « Si de telles attaques mènent à l'effondrement du régime, il y a fort à parier qu'elles déboucheront sur un autre système antidémocratique », insiste-t-il dans une lettre publique rédigée derrière les barreaux. Avant d'ajouter : « La seule solution se trouve dans une transition démocratique pacifique, comprenant la formation d'institutions civiles et une réforme constitutionnelle. »

Bien que fragilisée et divisée par quatre décennies de répression, l'opposition iranienne a toujours fait preuve de courage et de résilience au cours des divers soubresauts qui ont marqué le pays : émeutes estudiantines de 1999, vague verte de 2009 contre la réélection frauduleuse du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, protestations contre le coût de la vie (2017-2019), sans oublier le mouvement Femme, Vie, Liberté, après la mort, en 2022, de Mahsa Amini, tuée par la police des mœurs à cause d'un foulard mal ajusté. « Seule une transition non violente, qui prendrait en compte ces voix de l'intérieur, permettrait d'éviter le pire », avance un activiste, en mettant en garde contre toute tentative israélienne de fragmenter le pays en misant sur un soutien armé aux minorités, notamment kurdes et baloutches.

« À ce jour, observe Nazila Golestan, trois scénarios se dessinent pour l'avenir de l'Iran, au-delà du fantasme d'un retour monarchique. Le premier, probablement le plus proche des aspirations du peuple iranien et des intérêts occidentaux, repose sur une alternative démocratique et laïque, portée par les forces vives de l'intérieur. Le deuxième, porteur de chaos, serait celui de la poursuite de la guerre, avec des conséquences dévastatrices pour la région et le monde. Le troisième, incertain et périlleux, reposerait sur une scission interne au régime, ouvrant la voie à une figure autoritaire issue de l'appareil sécuritaire ou militaire, à l'instar de l'exemple pakistanais. »

Reconfiguration du système

En marge des discussions sur le nucléaire de ce vendredi à Genève, une étonnante succession de déclarations et de démentis offre quelques indications sur cette potentielle troisième piste qui se trame à huis clos. Dans une vidéo, enregistrée depuis un lieu tenu secret, Mohammad Javad Zarif, l'ex-ministre des Affaires étrangères a ainsi appelé, ce jeudi 19 juin, à « l'unité nationale pour défendre la patrie car nous sommes tous dans le même bateau, le bateau digne et fier ». Son message, dépourvu de références au guide suprême, pourrait laisser entendre que la page de ce dernier est déjà bien tournée. Le nom de son fils, Modjtaba, circulerait dans certains cercles comme prétendant possible à sa succession.

Mais les gardiens de la révolution, acteurs incontournables du pouvoir militaro-théocratique, veillent au grain et entendent aussi faire partie d'une éventuelle reconfiguration du système. Dans une dépêche aux allures de mise en garde, l'agence de presse Tasnim, affiliée à cette armée d'élite du régime touchée en plein cœur par les frappes de Tsahal, s'en prend ouvertement à certaines figures du régime, qualifiées d'« éléments suspects au passé douteux » qu'elle accuse d'être prêtes à accepter une forme de compromis et de capitulation face à Israël. Les querelles autour de l'après-Khamenei ne font que commencer.

The New York Times June 22, 2025

# U.S. Bombing of Iran Keeps Oil Markets on Edge

## Fighting has the potential to disrupt oil markets, but a move by Iran to cut off supply would chiefly hurt China, the biggest buyer of Iranian oil .

If the United States had acted a couple of decades ago to bomb Iran's nuclear weapons program, as it did on Saturday, oil prices would have soared. But even though prices might jump when trading resumes this week, the longer-term effect is far less clear.

Oil traders must weigh whether the American attack will lead to wider fighting that harms exports from the Persian Gulf, said Muyu Xu, senior Asia crude oil analyst at Kpler, a global commodities and shipping data firm.

Wider fighting could drive up prices if oil facilities are damaged or tanker trafficis interrupted. There have been no major disruptions so far since the Israel-Iran conflict escalated this month, though Israel's air attacks did set fire to a refinery and a refined products depot supplying Tehran.

"Until now, we haven't seen a single barrel removed from the market," Ms. Xu said.
Military action by Iran to interrupt the flow of oil would mostly harm China, which is closely aligned with Iran and buys nearly all of Iran's oil exports.

"Iran is unlikely to escalate against energy targets while its own energy export facilities remain intact," analysts at the Eurasia Group, a research firm, wrote in a note. "However, increased Iranian harassment of tanker traffic is likely in coming days."

Oil prices have risen about 10 percent since the recent eruption of hostilities, which began with a surprise attack on Iran by Israel on June 13. Prices fell on Friday after President Trump said he would decide within two weeks whether to enter the war against Iran.

Since the United States and Europe imposed broad prohibitions on the purchases of Iran's oil, China has become practically the sole buyer of Iran's oil exports.Morteza Nikoubazl
Photo, via Getty Images

Oil stockpiles have been building since early January, leading to an increase of more than 200 million barrels, according to the research firm S&P Global Commodity Insights. The oil cartel known as OPEC Plus, which includes Saudi Arabia and Russia, has stepped up its production targets several times this year, which had sent oil prices tumbling.

"The world has enough oil," two S&P analysts, James Bambino and Richard Joswick, wrote in a report. "Even if Iranian exports are affected, physical oil balances are sufficient, so long as the Strait of Hormuz remains open — and we expect that it will."

They added that they expected an initial rise in oil prices on Monday, but that would ease if Iran did not respond.
Ever since the Iranian Revolution in 1979, American policymakers worried that Iran might act against the United States by using mines or missiles to block tanker traffic through the Strait of Hormuz. The strait is the entrance to the Persian Gulf, through which a sixth of the world's oil moves on tankers, and the northern side of the strait is Iran's coastline.

China buys a third of all oil coming out of the gulf, according to Kpler, and helped broker a rapprochement two years ago between Iran and Saudi Arabia, another big exporter of oil from the Persian Gulf.
By contrast, the United States buys less than 3 percent of the oil coming out of the Persian Gulf, notably from northern Saudi Arabia. The United States became an overall net exporter of oil in 2020 as fracking technologies enabled a big increase in domestic oil production.
Iran's oil exports have declined steeply in recent years after the United States and Europe imposed broad prohibitions on the purchases of Iran's oil in an effort to pressure Tehran to abandon its nuclear weapons program.
Its exports rebounded partially last year when China stepped up its purchases of Iran's oil, but at a deep discount to world prices. Beijing leaders have long contended that the sanctions against Iran are not binding on China because the United Nations has not endorsed them. Sales by Iran's state oil company to China represent about 6 percent of Iran's entire economy, and are equal to about half its government spending.
Even more unclear is what could happen to Iran's long-term oil exports, given that the were aimed at forcing it to stop developing nuclear weapons. The United States struck three nuclear sites in Iran, including the centrifuge facility at Fordo, but the full extent of the damage to the sites was not immediately clear.

Le Monde

**Ghazal Golshiri, Cécile Hennion, Louis Imbert, Madjid Zerrouky**
**22 juin 2025**

# De Beyrouth à Téhéran, le crépuscule de l'« axe de la résistance »

RécitLes frappes d'Israël contre les installations nucléaires et l'appareil militaro-sécuritaire du pays consacrent la chute du réseau d'alliances tissé par Téhéran au Moyen-Orient. Pensé après la guerre Iran-Irak des années 1980, pour sanctuariser le territoire de la République islamique, il a été incapable de dissuader Israël de passer à l'action.

Aux abords des tombes fraîchement creusées ont été posés les portraits de 26 jeunes Libanais. Ici, deux frères âgés d'une vingtaine d'années. Là, une autre fratrie, tuée le même jour que leurs cousins… Tous appartenaient à une unité territoriale du Hezbollah décimée, fin novembre 2024, alors qu'elle tentait de bloquer l'avancée d'une colonne israélienne. *« Tant de destructions, tant de morts, est-ce que ça en valait vraiment la peine ? »*, s'interroge Hassan, dont le regard se perd au-delà du cimetière, en direction du village de Houla, sur la ligne de démarcation entre le Liban sud dévasté par la guerre et le nord d'Israël.

Les combattants avaient été enterrés, le 6 décembre 2024, à la faveur d'un cessez-le-feu précaire qui actait, de facto, la reddition du Hezbollah. Le mouvement chiite, créé en 1982 avec l'aide de gardiens de la révolution iraniens, est décapité. Son chef, Hassan Nasrallah, avait été tué le 27 septembre 2024, dans une frappe israélienne sur son quartier général ultrasécurisé de la banlieue de Beyrouth. La seule des milices issues de la guerre civile libanaise à n'avoir pas été démilitarisée en 1990, vénérée comme le « parti de la résistance » à Israël, mais aussi crainte et parfois détestée au fur et à mesure qu'elle avait étendu son emprise dans le pays, est sommée de désarmer. Une perspective encore inimaginable quelques mois auparavant.

L'offensive dévastatrice de Tel-Aviv contre le Hezbollah, qui a également pris les Iraniens de court, impuissants à le soutenir par crainte d'une riposte israélienne sur leur sol, a même instillé le doute chez les sympathisants du Parti de Dieu : et si Téhéran les avait sacrifiés pour s'éviter une guerre ouverte avec Israël ? L'« axe de la résistance », cette toile composée de mouvements armés, patiemment tissée par la République islamique de la péninsule Arabique jusqu'aux rives du Levant, était en réalité déjà affaibli. Mais la mise à genoux du Hezbollah, son pilier le plus ancien et le plus puissant à l'extérieur de l'Iran, a lancé le compte à rebours de l'anéantissement de sa stratégie de défense et d'expansion régionale. Plus isolé que jamais, Téhéran est, depuis le 13 juin, sous le feu d'Israël, déterminé à détruire méthodiquement les installations nucléaires et l'appareil militaro-sécuritaire iraniens.

**Assassinat de Soleimani**

Par le passé, la République islamique avait pourtant fait preuve d'une ténacité remarquable face aux menaces de « fin officielle » proférées par la première administration de Donald Trump. Washington avait visé très haut, en assassinant le général iranien Ghassem Soleimani par un tir de drone, le 3 janvier 2020, près de l'aéroport de Bagdad. Le commandant de la force d'élite Al-Qods (« Jérusalem ») n'était pas seulement le maître espion de la machine sécuritaire iranienne. Il était surtout le grand architecte de l'« axe de la résistance ». Lui-même s'en était vanté auprès de David Petraeus, à l'époque où l'Américain était général quatre étoiles à Bagdad. *« Général Petraeus, sachez que moi, Ghassem Soleimani, je contrôle la politique de l'Iran en Irak, au Liban, à Gaza et en Afghanistan »*, avait-il écrit à celui-ci dans un SMS, en 2008.

Les portraits du général mythifié sont encore omniprésents, des villages du Liban sud aux larges avenues de Bagdad, depuis sa mort en « martyr ». Les représailles iraniennes étaient restées limitées : 12 missiles balistiques lancés sur des bases aériennes américaines en Irak. *« Téhéran avait transmis, par ses intermédiaires irakiens, le lieu et l'heure de ses attaques, afin qu'aucun soldat américain ne soit tué*, assure Adel Bakawan, spécialiste de l'Irak, directeur de l'European Institute for Studies on the Middle East and North Africa, qui cite des sources au sein du gouvernement de Bagdad. *Si la vengeance était indispensable pour une question d'image et de respectabilité auprès de sa base militante, la réaction avait été soigneusement calculée par le régime iranien pour éviter l'escalade. »* L'affrontement direct entre les Etats-Unis et l'Iran n'eut pas lieu ni l'embrasement régional que beaucoup avaient alors redouté.

Après l'abandon unilatéral américain de l'accord sur le programme nucléaire iranien en 2018, et les sanctions économiques de *« pression maximale »* décidées par la première administration de Donald Trump, l'élimination du général Soleimani oblige le régime iranien à réévaluer sa position de puissance régionale. D'autant que le Moyen-Orient est en pleine reconfiguration. Fin 2020, la signature des accords d'Abraham sous l'égide américaine normalise les relations entre Israël et plusieurs pays arabes. Riyad et Washington entretiennent des relations au beau fixe, à peine troublées par l'affaire Khashoggi, ce journaliste critique du pouvoir, séquestré, torturé et assassiné, le 2 octobre 2018, au consulat saoudien d'Istanbul (Turquie), par un commando des forces spéciales saoudiennes.

Dans ce contexte, l'Iran se montre surtout soucieux de consolider son emprise régionale et signe, le 10 mars 2023, à Pékin, un accord avec son principal rival : l'Arabie saoudite. Plus de cent ans après les accords Sykes-Picot, qui avaient partagé le Moyen-Orient entre les puissances coloniales française et britannique, c'est au tour de Riyad et de Téhéran de se répartir cordialement la région en zones d'influence. La rébellion houthiste du Yémen, autre maillon de l'« axe de la résistance », qui, depuis sa prise de pouvoir à Sanaa en 2014, envoyait régulièrement des missiles sur les infrastructures pétrolières saoudiennes, cesse du jour au lendemain de s'en prendre au royaume.

**A Gaza, Sinouar se rebelle**

L'Iran a retrouvé de l'aplomb. Sa confiance est même confortée depuis que la Russie a dégarni ses troupes en Syrie pour les envoyer sur le front ukrainien, lui laissant le champ libre sur le corridor stratégique reliant Téhéran à Beyrouth. Les accords d'Abraham, comme celui de Pékin, lui offrent du temps pour développer une arme nu-

cléaire et son programme balistique. Considéré dans sa globalité, le Moyen-Orient pourrait presque apparaître à l'aube d'une phase inédite de stabilité – à condition de faire fi des grands oubliés de ces accords, les Palestiniens et leur aspiration à un Etat, qui n'y ont même pas été mentionnés. En attendant des jours meilleurs, le régime de Téhéran a assigné le Hamas à un rôle secondaire : tenir Israël en alerte avec ses roquettes, loin des frontières nationales iraniennes.

Cet « axe de la résistance », dissuasif avant tout, est le fruit du traumatisme de la guerre meurtrière que l'Irak de Saddam Hussein avait déclenchée en 1980, au lendemain de la révolution iranienne, avec l'appui de l'Occident (la France notamment avait prêté à l'Irak des avions Super-Etendard, avec missiles et pilotes). Il est composé d'entités multiformes (étatiques et non étatiques), disposant chacune d'un objectif local, mais qui ont toutes en commun de servir de forces par procuration, capables de harceler et d'encercler territorialement Israël. Il a permis à la République islamique de ne plus subir de guerre sur son sol.

Ce rôle secondaire, Yahya Sinouar, le chef de la branche armée du Hamas dans la bande de Gaza, n'en veut plus. Certain de son autorité, il est peu porté à la concertation. *« Il n'écoute que lui »*, résume Jamal Hweil, un cadre du Fatah, qui a partagé avec Sinouar une cellule de la prison israélienne d'Ofer. Alors que les prisonniers palestiniens de toutes factions négociaient ensemble leurs conditions de détention avec leurs geôliers, et travaillaient à l'élaboration d'une position commune pour surmonter les divisions palestiniennes qui avaient viré à la guerre civile, fin 2006, *« Sinouar, lui, ne discutait pas*, insiste Jamal Hweil. *Il ordonnait et, voulant être obéi, il éludait la moindre question d'un revers de la main. »*

MAJID ASGARIPOUR / WANA VIA REUTERS

Après sa libération, à la faveur d'un échange de prisonniers, conclu en 2011, Sinouar s'était rendu à Téhéran. *« Le frère Yahya Sinouar a passé vingt-cinq ans de sa vie dans une prison israélienne »*, avait alors annoncé le dirigeant du Hamas, Ismaïl Haniyeh, en le présentant au Guide suprême devant les caméras de télévision. Ali Khamenei avait souri. Puis Sinouar s'en était retourné dans l'enclave palestinienne. Il connaît peu la République islamique, ses arcanes et ses réflexions stratégiques au long cours. Contrairement aux cadres du Hezbollah libanais, Sinouar ne s'est pas formé et n'a pas combattu aux côtés des gardiens de la révolution, jusqu'à faire corps avec eux. A l'inverse des chefs des milices chiites irakiennes, il n'a pas vécu en exil à Téhéran sous l'emprise de Ghassem Soleimani, leur agent traitant.

Il n'a cure des tensions qu'avait provoquées le soutien du Hamas, un mouvement issu des Frères musulmans, au soulèvement populaire syrien de 2011 contre le régime de Damas, allié historique de Téhéran. La réconciliation officielle n'est survenue qu'en 2022, mais, pour Sinouar, élu à la direction du Hamas à Gaza cinq ans plus tôt, l'Iran est le seul soutien qui vaille. Téhéran a formé ses ingénieurs à la confection de missiles Fajr qui constituent alors un redoutable arsenal.

**Tournant du 7-Octobre**

Idéologue sans états d'âme, Yahya Sinouar a pris au pied de la lettre l'objectif lointain de l'« axe » : la libération de Jérusalem, cause panislamique des révolutionnaires iraniens. Il arrive que ce fantasme rejaillisse dans ses discours, quand il évoque avec emphase la libération de Jérusalem et la fin des temps. En mai 2021, ce « rêve » s'était fait un peu plus concret, quand le Hamas avait tiré une salve de roquettes vers la Ville sainte, alors que la police israélienne molestait des centaines de fidèles sur l'esplanade des Mosquées. L'« axe de la résistance » s'était agité, avec des rencontres, à Beyrouth, évoquant une *« unité des fronts »*.

Et puis l'Etat hébreu paraissait affaibli. Sa société se divisait dans un cycle sans fin d'élections, ébranlant jusqu'à l'armée. Est-ce à ce moment que Yahya Sinouar a renoncé à ses tentatives de négocier une trêve de longue durée, en échange d'une levée du blocus israélien à Gaza ? Le Guide suprême, Ali Khamenei, avait dénoncé cette initiative dès 2017. Mais le chef du Hamas a toujours poursuivi deux lignes parallèles : la négociation et la préparation militaire. Jusqu'aux attaques du 7 octobre 2023.

Ce grand affrontement avec Israël, que déclenchent les massacres perpétrés par le Hamas, l'appareil sécuritaire de Téhéran en a lui-même rêvé. Le millénarisme n'est pas étranger à la République islamique ni à la Force Al-Qods des gardiens de la révolution, ces combattants blanchis sous le harnais, qui n'ont pas quitté les fronts étrangers depuis les années 1980. A Téhéran, la lutte contre Israël est un acte de foi, mais c'est aussi un lobby. Radicaux et plus modérés rivalisent au sein du régime. Pourtant, au bout du compte, la République islamique a toujours été pragmatique : elle se préoccupe avant tout de survivre. Les violences du 7-Octobre lui font aussitôt comprendre qu'elle était en danger, et elle est restée en retrait.

*« Les Iraniens n'avaient aucun intérêt à déclencher cette guerre ; l'initiative de Yahya Sinouar les a rendus furieux*, assure M. Bakawan. *Présenter ensuite un "front uni" était une nécessité pour son image, mais l'"axe de la résistance" a somme toute réagi de façon limitée. »* Tout de même, entre le 7 octobre 2023 et le 1er mars 2024, les milices affiliées mènent environ 180 attaques, surtout à coups de roquettes, contre des installations américaines en Irak, en Syrie et même en Jordanie.

Le Hezbollah libanais se livre en parallèle à un harcèlement sans relâche à la frontière israélienne et dans le nord de l'Etat hébreu, tandis que les

houthistes du Yémen multiplient les tirs de missiles, parvenant à déstabiliser le trafic maritime en mer Rouge et, ainsi, à internationaliser le conflit de Gaza. Des actions malgré tout calibrées pour éviter l'affrontement direct. *« Il y a eu un fond d'arrogance dans l'analyse des Iraniens : ils pensaient que seules les Arabes seraient ciblés*, estime Hamzeh Hadad, chercheur irakien au Center for a New American Security, basé à Washington. *Ils ont toujours considéré que les confrontations se feraient par l'intermédiaire de leurs relais régionaux. Mais ces derniers ont été affaiblis les uns après les autres : d'abord le Hamas, puis le Hezbollah et ensuite la Syrie. »*

Si la séquence ouverte par le 7-Octobre a ramené la question palestinienne sur le devant de la scène internationale, elle a mené l'ensemble des acteurs de l'« axe de la résistance » à la débâcle. Un an après le début de l'offensive israélienne à Gaza, Yahya Sinouar meurt, abattu par un drone dans une maison en ruine de Rafah.

**Faiblesse de ses renseignements**

Pour l'Iran, le vrai coup de boutoir est la frappe israélienne contre son consulat, à Damas, le 1er avril 2024. Au moins huit gardiens de la révolution, qui y tenaient une réunion secrète, sont tués. Parmi eux figurent le général Mohammad Reza Zahedi, considéré comme le personnage-clé des relations de Téhéran avec le Hezbollah et le régime de Damas, ainsi que Hossein Amirollah, chef d'état-major des Forces Al-Qods en Syrie et au Liban.

*« Il est alors devenu évident que le Hezbollah et ses missiles avaient perdu leur pouvoir de dissuasion ; or, c'était précisément leur utilité*, explique Vali Nasr, chercheur et historien américano-iranien, professeur en relations internationales et en études du Moyen-Orient à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies,

Infographie Le Monde : Francesca Fattori, Flavie Holzinger et Floriane Picard
ISW ; Acled ; Nuclear Threats Initiative ; V. Tourret, « L'Iran et ses "proxys" au Moyen-Orient », Etudes de l'IFRI, 2020 ; C. Grataloup, C. Becquart-Rousset, Atlas historique mondial, Les Arènes, 2023 ; AFP ; Le Monde

à Washington. *L'Iran a compris qu'Israël ne se souciait plus du Hezbollah et qu'il était prêt à prendre des risques bien plus grands que par le passé. Raison pour laquelle l'Iran a décidé à cette époque de ne pas riposter via le Hezbollah, mais avec ses propres missiles. »* Israël avait

aussitôt répliqué en ciblant un site de la défense aérienne en Iran : un prélude à la guerre de juin 2025. Selon cet expert, *« dans le Moyen-Orient post-guerre de Gaza, face à un Israël devenu extrêmement sûr de lui, triomphaliste et sur lequel ni l'Europe ni les Etats-Unis n'ont plus d'influence, la stratégie iranienne des proxies était vouée à l'échec »*.

Fort de ce constat, Téhéran entreprend de se recentrer sur le développement de ses propres capacités. *« L'intérêt iranien pour un accord nucléaire avec Trump s'inscrit en partie dans ce changement stratégique*, assure M. Nasr. *L'Iran devait réparer ses relations avec l'Europe et les Etats-Unis. Ainsi, lorsque le président Ebrahim Raïssi a été tué* [dans un accident d'hélicoptère, le 19 mai 2024], *le Guide suprême a tout mis en œuvre pour que son successeur* [Massoud Pezeshkian] *soit plus modéré. »*

Outre la perte de lieutenants de premier plan, l'attaque du consulat est aussi révélatrice de la plus grande faiblesse de l'Iran : les renseignements. Dans ce domaine, Israël ne va cesser ensuite de prouver son immense supériorité. Le leader du Hamas, Ismaïl Haniyeh, est tué lors d'une frappe aérienne en plein cœur de la capitale iranienne, le 31 juillet 2024. Une attaque aux bipeurs piégés neutralise des centaines de membres du Hezbollah, estropiés, défigurés ou tués sous le coup de leur explosion simultanée… Les hommes et les structures stratégiques de la République islamique et de ses alliés semblent n'avoir plus aucun secret pour Israël.

**Trahison de Bachar Al-Assad**

*« Les Iraniens ont, depuis, acquis la conviction que les renseignements qui ont mené à la frappe sur leur consulat à Damas avaient été divulgués au Mossad par Bachar Al-Assad* [alors président] *en personne*, assure M. Nasr. *Et il ne s'est pas limité à cette attaque : il avait aussi entamé des pourparlers avec Israël par l'intermédiaire des Emirats arabes unis et de la Russie… »* Téhéran n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour maintenir au pouvoir le président syrien depuis le soulèvement populaire de 2011. Le régime baassiste à Damas n'est pas seulement un allié historique de Téhéran – Hafez Al-Assad avait soutenu l'ayatollah Khomeyni dans la guerre qui l'opposa à Saddam Hussein (1980-1988) –, c'est aussi un maillon logistique essentiel de l'axe pro-iranien. *« La Syrie est l'anneau d'or de la résistance contre Israël »*, avait déclaré, en mars 2013, Ali Akbar Velayati, alors conseiller du Guide suprême pour les affaires étrangères. Le pays permettait le transit d'armes à destination du Hezbollah, force principale de dissuasion à la frontière israélienne. *« Si nous perdons la Syrie, nous ne pourrons plus tenir Téhéran »*, avait renchéri Mehdi Taeb, un clerc de l'entourage d'Ali Khamenei.

Pour en garder le contrôle, des milliers de miliciens chiites avaient accouru en provenance du Liban, d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan, à la demande de la République islamique. Heshmatollah Falahatpishe, ancien président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement iranien, a révélé en 2020 que près de 30 milliards de dollars (26 milliards d'euros) ont été dépensés à cet effet.

Mais alors que le président Al-Assad semblait durablement réinstallé dans son fauteuil, les relations avec ses sauveurs iraniens étaient devenues de plus en plus amères. Téhéran n'a, par exemple, jamais appuyé son ambition de reconquérir l'est de la Syrie, riche en hydrocarbures, sous contrôle de forces kurdes alliées à Washington. Un précédent avait sans doute échaudé l'Iran, toujours soucieux d'éviter une confrontation directe avec les Etats-Unis : une centaine de mercenaires russes avaient été tués dans des bombardements américains, en février 2018, alors qu'ils tentaient de s'emparer d'un champ pétrolier près de Deir ez-Zor.

Le sort de la Syrie est finalement scellé avec la fuite de Bachar Al-Assad à Moscou, le 8 décembre 2024. L'Iran a perdu son *« anneau d'or »*, le cœur battant de l'« axe de la résistance ». *« Même s'il n'est pas à l'origine du changement de régime en Syrie, Israël en a bénéficié*, souligne l'historien Vali Nasr. *Plus que le résultat des circonstances créées par le 7-Octobre, les Iraniens estiment qu'il s'agit essentiellement d'un coup d'Etat orchestré par les Turcs et de la conséquence des trahisons d'Al-Assad. »*

**L'Irak, ultime rempart**

Avec la débâcle successive des supplétifs iraniens à Gaza, au Liban et en Syrie, l'« axe de la résistance » s'est réduit comme une peau de chagrin. Même les houthistes, pourtant éloignés du centre de gravité des combats, ont signé un cessez-le-feu avec les Etats-Unis en mai. L'Iran ne dispose plus que d'un seul rempart, à peu près intact, au-delà de ses frontières : l'Irak. Quatre-vingts organisations miliciennes chiites, soit 235 000 combattants, répondant directement aux ordres du Guide suprême, ont été épargnées par la vindicte israélienne.

Pour l'Etat hébreu, qui n'a cessé d'asseoir sa supériorité dans le couloir aérien le menant à Téhéran, ces contingents ne représentent qu'une menace toute relative. Après la destruction de trois bases aériennes syriennes, en avril, pour empêcher leur prise de contrôle par la Turquie, aucun obstacle ne le sépare plus de Téhéran, et de la matrice de l'« axe de la résistance ». En Irak, depuis l'invasion américaine, les radars sont orientés, contrôlés, filtrés par les Etats-Unis, sans que le gouvernement de Bagdad ait voix au chapitre. Par le ciel, la voie est libre, comme l'ont prouvé les bombardements massifs qui s'abattent sur l'Iran depuis le 13 juin.

Acculée, la République islamique n'a devant elle que de mauvaises options : la capitulation, ou une guerre d'usure dans laquelle les missiles répondent aux missiles, au risque d'entraîner les Etats-Unis dans la confrontation. Ce dernier scénario est celui que Téhéran cherche à éviter à tout prix, depuis la mort du général Soleimani. Les dernières bribes de l'« axe de la résistance », les milices chiites irakiennes, sont là pour servir de forces de dissuasion. Leur présence rappelle que les 2 500 soldats de l'US Army stationnés dans le pays, la plus grande des ambassades américaines, à Bagdad, le plus grand des consulats américains, à Erbil, et la base aérienne de Harir sont à portée de leurs canons.

En théorie, du moins, car les lignes géopolitiques du Moyen-Orient, établies depuis plusieurs décennies, sont irrémédiablement brouillées. Au Liban, des responsables politiques du Hezbollah ont déclaré dans un communiqué que le mouvement ne participerait pas à la guerre. En Irak, des figures chiites aussi influentes que l'ayatollah Al-Sistani ont opté pour une condamnation morale des frappes israéliennes, sans appel explicite à l'action. Nul ne peut prédire ce qu'il adviendra du régime iranien, mais l'« axe de la résistance », qui a assuré sa survie durant quarante-cinq ans, appartient d'ores et déjà au passé.

The New York Times June 22, 2025

# Trump Picks a Side on Entering the War in Iran, for No

## Even as he announced the strikes on Iran, President Trump appeared to be rapidly trying to get himself back to the middle by insisting the operation was a one-off.

For weeks, President Trump has been at the center of an ideological war between the isolationists in his MAGA base who have implored him to stay out of Israel's war with Iran and the pro-Israel hawks who have encouraged him to strike.

On Saturday night, the president left no question about where he stood — at least for now.

"Iran's key nuclear enrichment facilities have been completely and totally obliterated," he told the world in a brief news conference from the White House. "Iran, the bully of the Middle East, must now make peace. If they do not, future attacks will be far greater and a lot easier."

It was a remarkable about-face for someone who as a candidate mercilessly criticized the Bush administration over the Iraq war, called for the withdrawal of U.S. troops from Afghanistan and once pledged to end the "era of endless wars." But even as he announced the military operation, he appeared to be rapidly trying to get himself back to the middle by insisting that the strike was a one-off and that he continues to seek peace.

Mr. Trump described the bombing campaign as "massive" but also said it was limited, referring to the mission as "precision strikes."

Still, in attacking Iran, Mr. Trump runs the risk of miring the United States deeper in a foreign conflict, even as the president has said he does not want to use U.S. ground troops.

Mr. Trump's followers have supported him through thick and thin, and political reaction so far has been dividing more along partisan than ideological lines.

Charlie Kirk, the influential conservative activist who was among those warning the president against pursuing a war to bring about a change of government, wrote: "Iran gave President Trump no choice. For a decade he has been adamant that Iran will never get a nuclear weapon. Iran decided to forego diplomacy in pursuit of a bomb."

But Trita Parsi, co-founder of the Quincy Institute, which advocates U.S. military restraint, said Mr. Trump risked alienating his most ardent backers who support his "America First" agenda of focusing on domestic issues instead of spending money overseas.

"There isn't two sides of the base. There is a Washington side of the base and there is the rest of the country," Mr. Parsi said of the debate over involvement in Iran. "Many of them may fall in line temporarily, out of loyalty, out of patriotism. But if the war doesn't go well, I think you will see a backlash happening much, much sooner, much sooner than what you saw in 2003" when the United States invaded Iraq.
Whether the conflict with Iran is prolonged may determine how much backlash Mr. Trump receives from his base, Mr. Parsi said, even though it is "such a clear-cut case of this being exactly what he promised he would not do."

"Obviously, Trump has the Republican base in his hand," he said, adding that "it's going to be very difficult for Trump to navigate that space if this is not very quick and very successful."

The debate inside the Republican Party has reached a fever pitch in recent days.

On one side, hawks like Senator Mitch McConnell, Republican of Kentucky and the former majority leader; Senator Tom Cotton, Republican of Arkansas and chairman of the Senate Intelligence Committee; and the Fox News host Mark Levin have argued for taking a hard-line approach to Iran.

But some of Mr. Trump's most passionate supporters, including his former adviser Stephen K. Bannon, the prominent podcast host Tucker Carlson and Representative Marjorie Taylor Greene of Georgia, perhaps the best-known Republican in the House, have argued against U.S. involvement in the war.

"Every time America is on the verge of greatness, we get involved in another foreign war," Ms. Greene wrote on social media on Saturday evening. "There would not be bombs falling on the people of Israel if Netanyahu had not dropped bombs on the people of Iran first. Israel is a nuclear armed nation. This is not our fight. Peace is the answer."

Later that night, after the strikes, Ms. Greene appeared to soften her opposition and shifted to criticizing former President Joseph R. Biden's border policies.

"Let us join together and pray for the safety of our U.S. troops and Americans in the Middle East," she wrote. "Let us pray that we are not attacked by terrorists on our homeland after our border was open for the past 4 years and over 2 Million gotaways came in. Let us pray for peace."

Mr. Bannon visited the White House last week to have lunch with Mr. Trump, after he criticized U.S. intervention on his influential podcast, "War Room."

The confrontation between Senator Ted Cruz, left, and Tucker Carlson during a recent podcast episode reflected a bitter rift in Mr. Trump's coalition.Tucker Carlson Network, via Reuters

Mr. Carlson faced off on a recent episode of his podcast against Senator Ted Cruz, Republican of Texas and one of his party's most outspoken hawks. The confrontation reflected a bitter rift in Mr. Trump's coalition.

"You're a senator who's calling for an overthrow of the

government and you don't know anything about the country!" Mr. Carlson told Mr. Cruz during a heated exchange on his program.

Mr. Cruz shot back on his own podcast on Wednesday, saying, "On foreign policy, Tucker has gone bat-crap crazy."

Mr. Trump said that Mr. Carlson called him to apologize for being too harsh in his criticism.

"Tucker is a nice guy," Mr. Trump told reporters in the Oval Office on Wednesday. "He called and apologized the other day because he thought he said things that were a little bit too strong, and I appreciated that."

Journalists watched from the White House briefing room on Saturday night as President Trump addressed the nation from the East Room.Anna Rose Layden for The New York Times

Mr. Trump's stance on Iran has created tension within his own cabinet. He has criticized Tulsi Gabbard, his director of national intelligence, over statements that Iran is not building a nuclear weapon.

"My intelligence community is wrong," the president said.

Some Republicans have even joined forces with Democrats to try to rein in Mr. Trump, asserting that only Congress can declare war and that the president should not carry out military actions in foreign lands without its approval.

Representative Thomas Massie, Republican of Kentucky, and Representative Ro Khanna, Democrat of California, have introduced a bipartisan War Powers Resolution to try to prohibit "United States Armed Forces from unauthorized hostilities in the Islamic Republic of Iran."

The resolution can be called up for debate and a floor vote after 15 calendar days without action in committee.

On Sunday afternoon, Mr. Trump lashed out at Republicans who were not backing him, and went after Mr. Massie with particularly harsh language.

"Congressman Thomas Massie of Kentucky is not MAGA, even though he likes to say he is," the president wrote on social media. "Actually, MAGA doesn't want him, doesn't know him, and doesn't respect him." He called Mr. Massie a "lightweight" who is "against what was so brilliantly achieved last night in Iran," and said he would campaign for a different Republican to replace Mr. Massie in next year's primary.

Jon Hoffman, a research fellow at the libertarian-leaning Cato Institute, warned of longer-term consequences from attacking Iran.

"War with Iran is not America First — it is America Last," Mr. Hoffman said. "Striking the nuclear facilities was always a smoke screen designed to drag the U.S. into the war as an active participant. Trump says he wants 'total victory.' Yet there is no such victory to be had here — only disaster."

But the hawkish wing of the party was ebullient over the Trump administration's move on Saturday.

Senator John Thune, Republican of South Dakota and the majority leader, hailed the attack. "The mullahs' misguided pursuit of nuclear weapons must be stopped," he said in a statement.

And Mr. Cruz, fresh off his debate with Mr. Carlson, commended Mr. Trump.

"As long as Iran was able to access and conduct activities at Fordo, they could still rush to build a nuclear arsenal," he said on Saturday. "Tonight's actions have gone far in foreclosing that possibility, and countering the apocalyptic threat posed by an Iranian nuclear arsenal."

Vice President JD Vance sought to reassure those in Washington alarmed at the possibility that the strikes on Iran could draw the United States into a prolonged conflict, as happened in Iraq, telling Kristen Welker on NBC News's "Meet the Press" that he did "understand the concern."

But Mr. Vance, a veteran of the Iraq war and one of the loudest isolationist voices in Washington before becoming vice president, said: "The difference is that back then, we had dumb presidents, and now we have a president who actually knows how to accomplish America's national security objectives."

"So this is not going to be some long, drawn-out thing," Mr. Vance added.

The president also made clear he had no regrets.

"There will be either peace or there will be tragedy for Iran far greater than we have witnessed over the last eight days," he said. "Remember, there are many targets left."

Le Monde

**Jean-Philippe Lefief**
**22 juin 2025**

# Attaque en Iran : l'opération américaine décrite, étape par étape, par le Pentagone

## Le général Dan Caine a livré un récit détaillé de l'opération menée dans la nuit de samedi à dimanche contre les principales installations nucléaires iraniennes, qui a notamment impliqué pour la première fois des bombes à fort pouvoir de pénétration GBU-57.

Quatorze bombes GBU-57 à fort pouvoir de pénétration, qui n'avaient encore jamais été utilisées dans un cadre opérationnel, ont été larguées dans la nuit de samedi à dimanche 22 juin par les Etats-Unis, a annoncé le chef d'état-major interarmées des forces américaines, Dan Caine, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a détaillé cette opération inédite, baptisée « Midnight Hammer », qui a visé trois sites nucléaires iraniens.

*« Dans la nuit de vendredi à samedi, un important groupe de bombardiers B-2 a décollé du continent américain dans le cadre d'un plan visant à maintenir l'effet de surprise tactique. Une partie du groupe s'est dirigée vers l'ouest et dans le Pacifique pour servir de leurre. Il s'agissait d'une opération de diversion dont seuls quelques rares planificateurs et dirigeants clés ici à Washington et à Tampa* [en Floride] *avaient connaissance »,* a-t-il expliqué.

*« Le groupe principal, composé de sept bombardiers B-2 Spirit, chacun avec deux membres d'équipage, s'est dirigé discrètement vers l'est avec un minimum de communications pendant les dix-huit heures de vol jusqu'à la zone cible. Les avions ont effectué plusieurs ravitaillements en vol. Une fois au-dessus des terres, les B-2 ont rejoint les avions d'escorte et de soutien dans une manœuvre complexe et minutée, nécessitant une synchronisation parfaite entre plusieurs plateformes dans un espace aérien restreint »*, a poursuivi l'officier, assurant que l'armée américaine réalise ce type d'intégration complexe *« mieux que quiconque dans le monde ».*

Outre les B-2 et les chasseurs de quatrième et cinquième générations qui les escortaient, plusieurs dizaines d'avions ravitailleurs, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ont, selon lui, participé à l'opération, qui a mobilisé en tout 125 appareils.

Vers 17 heures, heure de la côte Est, soit 23 heures à Paris, *« juste avant que le groupe d'attaque n'entre en Iran, un sous-marin américain dans la zone de responsabilité du commandement central a lancé une vingtaine de missiles de croisière Tomahawk contre des infrastructures terrestres clés, à chaque fois que le groupe d'attaque de l'opération Midnight Hammer pénétrait dans l'espace aérien iranien ».*

L'armée américaine, a selon lui, utilisé plusieurs tactiques de diversion, *« tandis que des avions de quatrième et cinquième générations s'interposaient devant le groupe d'attaque à haute altitude et à grande vitesse, balayant l'espace devant lui pour détecter les chasseurs ennemis et les menaces de missiles sol-air. »*

**« Nous avons conservé l'effet de surprise »**

Alors que le groupe d'attaque, composé de sept B-2, seul type d'appareil habilité à larguer des GBU-57, approchait des sites d'enrichissement d'uranium de Fordo et de Natanz, principales cibles de l'opération, respectivement située à 220 et 150 km au sud de Téhéran, le groupe de protection a utilisé *« des armes de suppression à grande vitesse »* pour assurer la sécurité des bombardiers, *« tandis que des chasseurs procédaient à des tirs de suppression préventifs contre toute menace potentielle iranienne de type sol-air ».*

Le bombardement proprement dit a, selon lui, débuté à 2 h 10, heure iranienne, soit 0 h 40 à Paris, lorsque le B-2 de tête a largué deux GBU-57 sur Fordo, site le plus secret et le mieux gardé du programme nucléaire iranien, qui, selon les experts, est enfoui à 80 mètres sous terre, dans un massif montagneux. *« Comme l'a déclaré le président hier soir, les autres bombardiers ont ensuite frappé leurs cibles avec un total de 14 bombes MOP larguées sur deux zones nucléaires »*, a-t-il précisé, évoquant Fordo et Natanz.

Le centre de technologie nucléaire d'Ispahan, pôle de recherches nucléaires principal de la République islamique, où se trouve une unité de recherche sur le combustible et une installation de conversion de l'uranium, a ensuite été pris pour cible à l'aide de missiles de croisière Tomahawk, d'après l'officier. Après le bombardement des trois sites, qui s'est, selon lui, achevé à 19 h 05, heure de la Côte est américaine, soit 1 h 05, heure de Paris, *« le groupe d'attaque a quitté l'espace aérien iranien et a entamé son retour vers sa base ».*

*« Nous n'avons connaissance d'aucun tir contre le groupe lors de son départ. Les chasseurs iraniens n'ont pas décollé et il semble que les systèmes de missiles sol-air iraniens ne nous aient pas repérés pendant toute la durée de la mission. Nous avons conservé l'effet de surprise »*, s'est-il félicité. *« Au total,* a conclu Dan Caine, *les forces américaines ont utilisé environ 75 armes guidées de précision et 14 bombes GBU 57 de 30 000 livres [13,6 tonnes], ce qui constitue la toute première utilisation opérationnelle de cette arme. »* Selon le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, qui participait à la conférence de presse, le programme nucléaire de la République islamique a été *« dévasté ».* Aucune source indépendante n'a encore pu confirmer l'efficacité des frappes.

*« Le savoir-faire nucléaire iranien ne sera pas détruit par les bombardements. Nous continuerons à le défendre »*, répliquait au même moment le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi. Selon la porte-parole du gouvernement, Fatemeh Mohajerani, *« il n'y a aucun danger pour les habitants de nos zones nucléaires. Les habitants de Natanz, d'Ispahan et de Fordo peuvent continuer à vivre normalement ».*

Le Monde

**Jean-Michel Bezat**
**22 juin 2025**

# « Au lendemain de l'attaque des Etats-Unis contre l'Iran, il n'y a pas de choc pétrolier »

La destruction par les Etats-Unis, dans la nuit de samedi 21 à dimanche 22 juin, des installations nucléaires de Fordo, Ispahan et Natanz fragilise le marché, mais les cours pétroliers sont maintenus à un niveau raisonnable, explique, dans sa chronique, Jean-Michel Bezat, journaliste au « Monde ».

Après une attaque israélienne contre le dépôt pétrolier de Shahran, à Téhéran, le 15 juin 2025. MAJID ASGARIPOUR / REUTERS

Et soudain, tous les regards s'étaient tournés avec inquiétude vers le détroit d'Ormuz, ce goulet d'étranglement stratégique séparant l'Iran du sultanat d'Oman par lequel transite chaque jour un cinquième de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié. Ebranlés par la guerre éclair lancée par Israël, le 13 juin, contre les sites nucléaires iraniens, des infrastructures énergétiques et de hauts responsables militaires, les cours de l'or noir avait bondi de 10 %, avant de jouer au yo-yo autour de 75 dollars (65 euros) le baril.

L'attaque et la destruction par les Etats-Unis, dans la nuit de samedi 21 à dimanche 22 juin, des installations nucléaires de Fordo, Ispahan et Natanz a changé la donne. Au point d'enflammer les marchés, si la République islamique, acculée, décide d'une riposte d'ampleur, dont peu d'experts la jugent néanmoins capable ? *« L'Iran se réserve toutes les options pour défendre sa souveraineté, ses intérêts et son peuple »*, ont réagi ses dirigeants. Très affaibli militairement et poussé dans ses derniers retranchements, il pourrait faire usage de l'arme économique ultime : bloquer le *choke point* d'Ormuz. Et, là, déclencher un vrai choc pétrolier.

On n'y est pas, même au lendemain du raid des bombardiers B2 de l'US Air Force. Depuis le massacre de 1 200 Israéliens par les terroristes du Hamas, le 7 octobre 2023, l'Etat hébreu a contre-attaqué tous azimuts. Or, malgré la multiplication des fronts (Gaza, Liban, mer Rouge, Syrie…), les cours de l'or noir ne se sont pas envolés. Un calme précaire sans commune mesure avec la réaction de 1973, où la guerre israélo-arabe et l'embargo pétrolier contre les Etats-Unis, « suppôts d'Israël », avaient entraîné un quadruplement des prix, et avec celle de 1979, où ils avaient doublé après la Révolution iranienne ; ni même avec la flambée du baril en mars 2022, quand l'invasion de l'Ukraine par la Russie en avait poussé le prix à 139 dollars.

**Conflit resté sous contrôle**

Même après les premières frappes israéliennes, mi-juin, le nombre de tankers croisant dans le détroit d'Ormuz a peu baissé ; les exportations de la National Iranian Oil Company ont augmenté dans les jours suivants. Ce *business as usual* n'est pas surprenant. Pour des raisons géopolitiques d'abord : le conflit est resté sous contrôle. L'armée israélienne a largement épargné les capacités iraniennes de production et d'exportation, à l'exception d'un champ gazier de South Pars et de dépôts de carburant. En cas de frappe sur son terminal de l'île de Kharg, centre névralgique des exportations, la perte de 2,6 millions de barils de brut et de condensats par jour pourrait être compensée.
De plus, si l'Etat hébreu détruit des raffineries et prive le pays de carburant, ce serait un mauvais signal envoyé à des Iraniens que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, souhaite associer à son objectif d'abattre le régime des mollahs. S'en prendre aux capacités d'exportation, donc entraîner une hausse des cours, irait aussi contre la volonté du président américain, Donald Trump, de faire baisser les prix de l'essence consommée par les Américains.

De leur côté, les Iraniens n'ont pas mis à exécution leur me-

nace de bloquer le détroit d'Ormuz, un spectre déjà agité en 2011 et 2019-2020 après les sanctions occidentales contre leur programme nucléaire : Téhéran se priverait alors de sa première ressource budgétaire, qui lui avait permis de financer un « arc chiite » – désormais brisé – allant jusqu'au Liban en passant par la Syrie et l'Irak ; il risquerait de s'aliéner l'allié chinois, qui lui achète 90 % de son brut et pour qui le *choke point* du golfe Arabo-Persique est hautement stratégique ; et il s'exposerait à de nouvelles frappes américaines.

La seconde raison du maintien des cours pétroliers à un niveau raisonnable jusqu'à l'intervention américaine est économique : les bons fondamentaux de l'offre et de la demande sont restés la boussole des marchés, le baril tombant même à moins de 60 dollars en avril en raison de perspectives économiques moroses dans le monde. La production de pétrole (et de gaz) est abondante, tandis que les stocks stratégiques et commerciaux peuvent assurer plusieurs mois de consommation.

**Offre excédentaire**

Dans un rapport publié mardi 17 juin, l'Agence internationale de l'énergie, porte-voix des pays consommateurs, indique que l'offre sera excédentaire entre 2025 et 2030. *« Sur la base des fondamentaux, les marchés pétroliers semblent bien approvisionnés pour les années à venir »,* résumait le directeur exécutif, Fatih Birol, qui nuançait cet optimisme en soulignant que *« les événements récents* [avant l'intervention américaine] *mettent en évidence les risques géopolitiques importants qui pèsent sur la sécurité de l'approvisionnement ».*

Fin 2024, six mois avant la guerre ouverte entre Tel-Aviv et Téhéran, les grands producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+), Arabie saoudite et Russie en tête, avaient décidé de rouvrir les vannes, après des années de restrictions destinées à soutenir les cours. Des pays non membres de l'OPEP comme les Etats-Unis, le Canada, le Brésil, le Guyana et l'Argentine disposent aussi de fortes capacités et peuvent combler un défaut de l'Iran, huitième producteur mondial. Même l'attaque du site géant saoudien d'Abqaïq, en 2019, n'avait perturbé les cours que quelques semaines.

Las, l'entrée des Etats-Unis dans le conflit va augmenter la prime de risque de 10 à 15 dollars par baril déjà payée depuis le début de l'offensive contre la République islamique. *« Si l'histoire peut éclairer, la déstabilisation accrue de l'Iran pourrait entraîner une hausse significative des prix du pétrole sur une longue période »*, préviennent les analystes de la banque J.P. Morgan, dans une note publiée le 18 juin. Les huit changements de régime dans de grands pays producteurs depuis 1979 (Iran, Irak, Libye, Nigeria, Russie, Venezuela… ), rappellent-ils, ont contribué au renchérissement durable de l'or noir. Si les mollahs tombent, le marché pétrolier sera affecté. Et au pire moment, alors que la guerre commerciale est déclarée et que la croissance mondiale s'essouffle.

---

The New York Times

**Steven Erlanger**
**June 22, 2025**

# Will Iran Again Sip the 'Poison' of a Forced Peace, or Escalate?

## The nation's supreme leader may choose to back down after a first round of retaliation, or prefer martyrdom and building a nuclear weapon

In July 1988, faced with bleak prospects in its war with an American-backed Iraq, Ayatollah Ruhollah Khomeini, the founder of the Islamic Republic, decided reluctantly to accept a cease-fire and end the conflict.

"It's like drinking from a chalice of poison," he told Iranians. But the survival of the young Islamic Republic depended on swallowing.

His successor as supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, now faces a similar decision. But having led the country since 1989 and rebuilt it as a regional power with nuclear ambitions, it is by no means clear that he will make the same choice.

At 86, with much of his life's work in ruins around him, he may prefer martyrdom to the surrender that President Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel are demanding of him.

Iran's first response was defiant. "The Islamic Republic of Iran is resolved to defend Iran's territory, sovereignty, security and people by all force and means against the United States' criminal aggression," the foreign ministry said in a statement.

Iran has already launched a serious barrage of missiles on Israel. It may, as it has warned, attack some of the 40,000 American soldiers in the region.

What will be crucial is whether Iran's retaliation is prolonged. If it does enough to convince the Iranian people that it has not capitulated, Ayatollah Khamenei may then decide to enter talks with the United States about a settlement of the war.

After all, in January 2020, when Mr. Trump ordered the assassination of a key Iranian figure in his first term, Maj. Gen. Qassim Suleimani, with a drone strike in Iraq, Iran responded with a punishing wave of missile attacks against American troops in Iraq. It then stopped, fearing a wider war that could threaten the regime.

Iran has a variety of responses if it chooses, that show both resistance but also restraint, said Sanam Vakil, director of the Middle East and North Africa Program at Chatham House, a London-

based think tank. Ayatollah Khamenei could approve leaving the Nuclear Nonproliferation Treaty and expelling the nuclear inspectors from the International Atomic Energy Agency who have been monitoring Iran's nuclear facilities. He could target those U.S. bases in the region that have largely been evacuated and activate the Houthis in Yemen to resume their attacks on American ships in the Red Sea.

"This would be actually a cautious mix of options designed to show that Iran has the ability and the daring to stand up to Trump, but is still trying to avoid full-scale regional escalation," Ms. Vakil said.

"If Khamenei sidesteps strikes on the U.S., this lays the pathway for diplomacy and will signal to Trump his intention to de-escalate," she said. Mr. Trump, too, by warning Iran of the strikes in advance and limiting them, at least so far, to the three main Iranian nuclear sites, also showed restraint, she said. The American attacks, for instance, spared political targets and military bases.

But Ayatollah Khamenei hardly trusts Mr. Trump after he unilaterally pulled out of the 2015 nuclear deal that Iran agreed to with the Obama administration and other governments in 2018. Even if there were a new pact agreed upon now, Ms. Vakil asked, "could he trust Trump to provide sanctions relief and ensure Israel is on board?"

Iran could do much more, of course. It could try to close the Strait of Hormuz to shipping, a move that could drive up oil prices by blocking oil tankers from leaving or entering the Persian Gulf. It could attack the energy infrastructure of Gulf states, as it did in 2019. It has a sophisticated cyberwarfare program that it could activate. And it could work with Al Qaeda to hit Israeli and American interests in the region and abroad, from bases to embassies.

A demonstrator in Tehran on Friday with photos of Ayatollah Ruhollah Khomeini and Ayatollah Ali Khamenei, at a march condemning Israel's attacks on Iran. Arash Khamooshi for The New York Times

Iran will do more, and aggressively, said Ellie Geranmayeh, an Iran expert at the European Council on Foreign Relations, a think tank. "Iran knew this was coming and will have prepared a chain of responses," she said, with an immediate escalation of attacks against Israel.

But Mr. Trump's efforts to draw a line now will fail, she said. Attacks against the United States "are now inevitable and will be swift and multilayered," Ms. Geranmayeh said. "Iran knows it cannot win this war — but wants to ensure that the U.S. and Israel also lose."

A lot will depend on the assessment of the damage done, which is still unclear. It is also unclear where Iran's large stock of highly enriched uranium is, enough to make up to 10 nuclear warheads with a bit more enrichment, according to the U.S. military. Many analysts assume that Iran has dispersed it, perhaps where I.A.E.A. inspectors cannot access it.
The I.A.E.A. said on Sunday that there had been no indication of radioactive leakage, which would be the case if the uranium stockpiles had been hit, said Vali Nasr, a professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies and author of "Iran's Grand Strategy: A Political History."

That is one reason the United States and Europe should do all they can to keep Iran in the Nuclear Nonproliferation Treaty and the I.A.E.A., he said, so the world does not lose its eyes and ears on Iran's nuclear program.

For Mr. Nasr, the conflict is just beginning, not ending. For Iran, he said, "it will be live to fight again." There is "no one grand gesture after which everything will change," he added.

Most important, he said, "the larger lesson for Iran is that it needs serious deterrence, and a bomb is the only one that will work." Iran's missiles and proxies did not protect it, Mr. Nasr said. Even if Ayatollah Khamenei dies, the country has been shown to be vulnerable, he said, and nuclear deterrence is the most likely response.

Ms. Geranmayeh agrees. "This is the great irony," she said. "Although Trump has sought to eliminate the nuclear threat from Iran, he has now made it far more likely that Iran becomes a nuclear state."

And that could mean a future of continued bombing campaigns and Iranian counterstrikes, she said.

Still, Ms. Geranmayeh believes that diplomacy is the best way out for all parties. After a week of violence in the region, she said, "there could be a window for Tehran and Washington to come to their senses."

Matthew Kroenig of the Atlantic Council, a think tank, is skeptical. With so much damage to their expensive nuclear program, he said in an email, "they probably won't rebuild." Iran has "spent billions of dollars and decades only to invite sanctions and a devastating war with the most powerful country in the world. Why hit replay on that tape?"

If Iran does rebuild, he said, the United States "can hit them again.

Le Monde 22 juin 2025

# Le texte du discours de Donald Trump après les frappes américaines : « L'Iran, le tyran du Moyen-Orient, doit maintenant faire la paix »

Le président américain a annoncé, samedi, que les Etats-Unis avaient frappé les trois principaux sites nucléaires iraniens. « Le Monde » publie et traduit sa prise de parole.

*Le président américain Donald Trump a annoncé dans la nuit de samedi 21 à dimanche 22 juin que les forces armées américaines avaient frappé les trois principaux sites nucléaires de l'Iran, menaçant Téhéran de représailles encore plus sévères si le pays ne s'engageait pas sur la voie de la paix. Nous reproduisons et traduisons son allocution de près de quatre minutes, prononcée peu avant 20 heures à la Maison Blanche aux côtés du vice-président américain, J. D. Vance, du secrétaire d'Etat, Marco Rubio, et du secrétaire à la défense, Pete Hegseth.]*

Donald Trump lors d'une prise de parole à la Maison Blanche, samedi 21 juin 2025, aux côtés du vice-président américain, J.D. Vance, du secrétaire d'Etat, Marco Rubio, et du secrétaire à la défense, Pete Hegseth. CARLOS BARRIA / REUTERS

Merci beaucoup. Merci beaucoup. Il y a quelques instants, l'armée américaine a mené des frappes chirurgicales massives contre les trois principales installations nucléaires du régime iranien : Fordo, Natanz et Ispahan. Tout le monde a entendu parler de ces noms depuis des années, car ils ont servi à construire cette entreprise terriblement destructrice. Notre objectif était de détruire la capacité d'enrichissement nucléaire de l'Iran et de mettre fin à la menace nucléaire que représente le premier Etat au monde qui soutient le terrorisme.

Ce soir, je peux annoncer au monde que ces frappes ont été un succès militaire spectaculaire. Les installations d'enrichissement nucléaire de l'Iran ont été complètement et totalement détruites. L'Iran, le tyran du Moyen-Orient, doit maintenant faire la paix. S'il ne le fait pas, les prochaines attaques seront bien plus importantes et beaucoup plus faciles à mener. Depuis 40 ans, l'Iran crie *« Mort à l'Amérique, mort à Israël »*. Ils ont tué nos concitoyens, leur ont arraché les bras et les jambes avec des bombes artisanales. C'était leur spécialité.

Nous avons perdu plus de 1 000 personnes et des centaines de milliers d'autres sont mortes à travers le Moyen-Orient et dans le monde, directement à cause de leur haine. En particulier, beaucoup ont été tuées par leur général, Ghassem Soleimani. J'ai décidé il y a longtemps que je ne laisserais pas cela se produire. Cela ne continuera pas. Je tiens à remercier et à féliciter le premier ministre *[israélien Benyamin]* « Bibi » Nétanyahou. Nous avons travaillé en équipe, comme aucune équipe n'avait peut-être jamais travaillé auparavant et nous avons fait un long chemin pour éliminer cette horrible menace qui pesait sur Israël. Je tiens à remercier l'armée israélienne pour le travail remarquable qu'elle a accompli.

Et surtout, je tiens à féliciter les grands patriotes américains qui ont piloté ces magnifiques machines ce soir, et l'ensemble de l'armée américaine pour une opération comme le monde n'en a pas vu depuis de nombreuses décennies. J'espère que nous

n'aurons plus besoin de leurs services à ce titre. Je l'espère sincèrement. Je tiens également à féliciter le chef d'état-major des armées, le général Dan « Razin » Caine, un général spectaculaire, ainsi que tous les brillants esprits militaires qui ont participé à cette attaque. Cela dit, cela ne peut pas continuer. Il y aura soit la paix, soit une tragédie pour l'Iran, bien plus grande que celle dont nous avons été témoins ces huit derniers jours. N'oubliez pas qu'il reste de nombreuses cibles. Celle de ce soir a été de loin la plus difficile, et peut-être la plus meurtrière. Mais si la paix ne revient pas rapidement, nous poursuivrons ces autres cibles avec précision, rapidité et habileté. La plupart d'entre elles peuvent être éliminées en quelques minutes.

Aucune armée au monde n'aurait pu faire ce que nous avons fait ce soir. Loin s'en faut. Jamais une armée n'a été capable de réaliser ce qui vient de se passer il y a quelques instants. Demain, le général Caine et le secrétaire à la défense Pete Hegseth tiendront une conférence de presse à 8 heures *[14 heures à Paris]*, au Pentagone. Je tiens à remercier tout le monde, et en particulier Dieu. Je veux simplement dire que nous t'aimons, Dieu, et que nous aimons notre grande armée. Protège-les. Que Dieu bénisse le Moyen-Orient. Que Dieu bénisse Israël et que Dieu bénisse l'Amérique. Merci beaucoup. Merci.

---

The New York Times

**June 22, 2025**

# Iranian Officials Try to Project Sense of Normalcy, Though Nothing Is Normal

## The mood in the government after the U.S. attacks is one of defeat and humiliation. But state media are showing people going about their daily routines.

Iran was reeling from American military attacks on its three main nuclear sites early Sunday, with four officials describing the mood in the government as one of defeat and national humiliation, amid divisions about how to respond.

Publicly, Iranian officials have tried to project a sense of normalcy even though nothing is normal. They have tried to downplay the damage to the nuclear facilities at Fordo, Natanz and Isfahan, even though satellite images show the mountainous site of Fordo's underground facilities punctured with huge holes.

But Hamid Hosseini, a member of the country's Chamber of Commerce energy committee, said in a phone interview from Tehran that Iran did not have the upper hand — militarily and technologically — and that it was time to stand down.

"We need to make national interests the priority," he said. "We are not supposed to be at war forever."
On Sunday, Iran's president, Masoud Pezeshkian, made public rounds in the capital, stopping at an anti-American demonstration in downtown Tehran and visiting victims of the attacks at a hospital. A heart surgeon and former health minister, he praised the medical staff members for their service during the war.

In a post on social media, Mr. Pezeshkian wrote: "We will walk this path together. We will protect Iran and show the world that our great people are undefeatable."

The post was accompanied by a photograph of Mr. Pezeshkian smiling and waving during his street appearance on Sunday.

State television and news media affiliated with the Islamic Revolutionary Guards Corps reported that the nuclear sites had not sustained major damage, and that nearby residents in the area had not heard huge explosions. They broadcast scenes of people going about their daily routines, shopping at the market and driving on roads in Qum and Isfahan, the urban areas closest to the nuclear sites.

Abdollah Abdollahi, the conservative editor of the Tasnim news agency, wrote in an editorial that Iran's nuclear program had three components, knowledge, technology and infrastructure, and that the American strikes had only partly damaged the last one. He called for Iran to "react without restraint to Israel and the United States aggression."

Iran's Atomic Safety Center said in a statement after the attacks that, as a precautionary measure before the U.S. strikes, the nuclear sites had been evacuated and equipment had been relocated.

Iran's Red Crescent Society said 11 people had been injured in the attacks, and four remained hospitalized. The spokesman for Iran's Ministry of Health, Hossein Kermanpour, said none of the injured had signs of radiation contamination.

The war has been raging since Israel attacked Iran on June 13, and Iranian officials from all political factions appeared united in their calls for the country to retaliate immediately and forcefully. Iran and Israel have been exchanging strikes, with growing civilian casualties on both sides.

But going to war against the United States, which has toppled governments in the region through wars and invasions, including in countries neighboring Iran's east and west, poses formidable risks for Iran's clerical rulers.

The reactions from Iranian officials and prominent political and military pundits have been varied.

Conservative, hard-line members of Parliament called for Iran to leave the Nuclear Nonproliferation Treaty and close the Strait of Hormuz. Iran controls the strait, but any move to block vessels from transiting through the waterway could invite further U.S. attacks because about 20 percent of the world's energy supply travels through it every day.

Ebrahim Rezaei, the spokesman for the national security and foreign committees of Iran's Parliament, told Iranian news media that Tehran

would not suspend its nuclear activity and that committee members were "insisting on a forceful and appropriate response to the United States."

He added, "Retaliation in kind and actions that would create deterrence is what we recommend."

Other voices cautioned restraint. Former President Mohammad Khatami, the father of the reformist movement in Iran, said in a statement, "All decisions, positions, diplomatic and defense reactions must be made wisely, with foresight and without excitement and solely based on revenge."

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, will have the final say on how Iran responds to the American attacks. But almost 24 hours after the raids on the nuclear sites, Ayatollah Khamenei had made no official statement and had not addressed the nation.
Two Iranian officials said the questions on everyone's minds were: "Where is Khamenei? Why isn't he speaking?"

But the officials, who are familiar with the ayatollah's security protocols and insisted on not being named to discuss sensitive issues, said that communication with the supreme leader was extremely difficult, and that messages were being passed in writing and through human messengers since he had been sheltering in a bunker without electronic communication.

But Ayatollah Khamenei's top foreign policy adviser, Ali Akbar Velayati, signaled tough posturing in a post on social media. But he stopped short of threatening military retaliation.

"Now that the United States has started the war," he wrote, "it should know that the Islamic Republic of Iran will have the last word."

---

Le Monde

**Jean-Pierre Filiu**
**22 juin 2025**

# Quand Israël et l'Iran étaient alliés… même sous le régime des ayatollahs

S'il est un talent que même ses adversaires déclarés reconnaissent à Benyamin Nétanyahou, c'est bien celui de la communication et de la formule. En appelant *« Rising Lion »* (« lion qui se lève ») l'offensive déclenchée, vendredi 13 juin, contre l'Iran, le premier ministre israélien ne se fait pas seulement l'écho d'un verset de la Bible (*« Le peuple se lèvera comme un grand lion »*). Il fait aussi référence au lion du drapeau qui fut celui de la Perse impériale depuis le XVIe siècle, puis de l'Iran du chah au siècle dernier.

En effet, la campagne israélienne vise, bien au-delà du seul programme nucléaire, au renversement de la République islamique, établie à Téhéran par l'ayatollah Khomeyni après la chute du chah, en 1979. Il n'en est que plus éclairant de revenir sur la longue histoire de la coopération israélo-iranienne, avant comme après la révolution islamique de 1979.

Le chah Mohammed Reza Pahlavi, au pouvoir à Téhéran de 1941 à 1979, reconnaît de fait Israël dès 1950, deux ans après la proclamation de l'Etat juif – une reconnaissance qu'il officialise publiquement en 1960. Le souverain iranien rompt ainsi avec la solidarité islamique du fait de son anticommunisme militant, alors que la guerre froide entre Washington et Moscou pousse de plus en plus le nationalisme arabe dans le camp soviétique.

**Une alliance de revers anti-arabe**

Quant au fondateur d'Israël, David Ben Gourion, premier ministre de 1948 à 1954, puis de 1955 à 1963, il entend développer avec l'Iran une alliance de revers anti-arabe, quitte à encourager les ambitions du chah dans le golfe Persique. Les relations prospèrent après la visite de Ben Gourion à Téhéran, en 1961, gagées qu'elles sont sur un transfert de savoir-faire militaire par l'Etat hébreu en contrepartie de livraisons de pétrole iranien à Israël. Cette dynamique se confirme durant la décennie suivante, lorsque le chah entend s'imposer comme le « gendarme du Golfe » aux dépens de ses voisins arabes.

La vague révolutionnaire qui emporte le régime du chah, en 1979, porte un coup sévère à l'architecture régionale de sécurité patiemment bâtie par Israël au cours des trois décennies précédentes. Yasser Arafat se précipite à Téhéran pour une accolade historique avec l'ayatollah Khomeyni, qui transfère à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) les enceintes diplomatiques jusqu'alors dévolues à Israël.

Cependant, les tensions entre la cause arabe par excellence que serait la Palestine et la solidarité islamique qu'entend bien accaparer Khomeyni ne tardent pas à apparaître. Elles sont aggravées par le conflit ouvert par l'Irak de Saddam Hussein, qui envahit l'Iran en 1980, dans l'espoir affiché, déjà, d'y renverser la République islamique. Loin d'atteindre cet objectif, l'offensive irakienne alimente en Iran un courant d'« union sacrée » qui conforte le régime des ayatollahs face à l'envahisseur arabe.

**Soutien israélien à Khomeyni**

Le gouvernement israélien de Menahem Begin décide d'apporter un soutien aussi secret que décisif à l'Iran face à l'Irak, ne serait-ce que pour affaiblir la principale armée arabe, que dirige alors Saddam Hussein. Peu importe à Begin que Khomeyni et son régime appellent publiquement à la destruction de l'Etat juif. Les livraisons clandestines de pièces détachées par Israël sont alors essentielles pour une armée iranienne largement équipée en matériel américain, mais boycottée par les Etats-Unis depuis la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran.

De telles livraisons suivent des circuits complexes que révèle, entre autres, l'écrasement d'un gros-porteur en Arménie soviétique, en 1981. En contrepartie, le régime des ayatollahs livre tout aussi discrètement du pétrole à Israël,

tandis que les deux tiers de la communauté juive iranienne sont autorisés à émigrer. Les deux pays partagent, en outre, la même détermination à liquider le programme nucléaire irakien : après l'échec d'un raid iranien en 1980 contre la centrale d'Osirak, au sud-est de Bagdad, c'est l'aviation israélienne qui, l'année suivante, détruit cette centrale.

Le soutien israélien ne se dément pas lorsque, en 1982, l'Iran refoule l'armée irakienne et envahit à son tour le territoire irakien. Ce retournement majeur survient au moment où l'armée israélienne a elle-même envahi le Liban pour assiéger Arafat et l'OLP dans Beyrouth. Begin, aveuglé par son hostilité viscérale vis-à-vis du nationalisme palestinien, se réjouit d'une telle convergence avec la dynamique iranienne, pourtant de plus en plus expansionniste. C'est ainsi que l'expulsion de l'OLP fait le lit, au Liban, d'un ennemi autrement redoutable pour Israël, le Hezbollah, soit le « Parti de Dieu », fidèle à Khomeyni puis, après 1989, à son successeur, l'ayatollah Khamenei.

Il n'en est que plus légitime de s'interroger aujourd'hui sur l'impact à court et à long termes de l'offensive déclenchée contre l'Iran par Nétanyahou, qui revendique fièrement sa filiation idéologique avec Begin. La volonté affichée de renverser le régime des ayatollahs pourrait paradoxalement encourager à Téhéran une dynamique d'« union sacrée » comparable à celle qui avait sauvé la République islamique, en 1980. Et ce n'est peut-être pas le moindre des périls suscités par ce véritable saut dans l'inconnu.

---

The New York Times June 22, 2025

# How the Attacks on Iran Are Part of a Much Bigger Global Struggle

There are so many things to say in the wake of the U.S. bombing of three key Iranian nuclear facilities that it is easy to get lost in the gripping details. So for now, let me try to step back and explore the global, regional and local forces shaping this story. What's really going on here?

It is a very, very big drama, and it is not confined to the Middle East.

To my mind, Vladimir Putin's invasion of Ukraine in 2022, with the sole aim of wiping its democracy off the map and absorbing it into Russia, and the attacks on Israel in 2023 by Hamas and Iran's proxies in Lebanon, Yemen and Iraq, were manifestations of a global struggle between the forces of inclusion and the forces of resistance.

That is a struggle between countries and leaders who see the world and their nations benefiting from more trade, more cooperation against global threats and more decent, if not democratic, governance — versus regimes whose leaders thrive on resisting those trends because conflict enables them to keep their people down, their armies strong and their thieving of their treasuries easy.

The forces of inclusion had steadily been growing stronger. Ukraine in 2022 was getting closer to joining the European Union. This would have been the biggest expansion of a whole and free Europe since the fall of the Berlin Wall in 1989, because it would have added to the West a huge agricultural, technological and military power and left Russia more isolated — and looking more out of step to its own people — than ever.

At the very same time, the Biden administration was making rapid headway on a deal for the U.S. to forge a security alliance with Saudi Arabia. In return, Saudi Arabia would normalize relations with Israel, and Israel would begin talks with the Palestinians on possible statehood. This would have been the biggest expansion of an integrated Middle East since the Camp David peace treaty between Egypt and Israel in 1979.

In short, Ukraine looked poised to join the West, and Israel looked poised to join the East.

So what happened? Putin invaded Ukraine to stop the first movement, and Hamas and Iran's other proxies attacked Israel to stop the second.

As such, my first question in the aftermath of Sunday morning's strike is: Does President Trump understand whose side of this global struggle Putin is on? Iran and Russia are close allies for a reason. Iran has been providing Russia with the drones it has used to more effectively kill Ukrainian soldiers and civilians. I do not ask Trump to drop a bomb on Russia, but I do ask him to provide Ukraine with the military, economic and diplomatic support it needs to resist Russia — every bit as much as the U.S. is doing for Israel to defeat Hamas and Iran.

It is all the same war. Putin and the ayatollahs want the exact same kind of world. That is a world safe for autocracy, safe for theocracy, safe for their corruption; a world free from the winds of personal freedoms, the rule of law, a free press; and a world safe for both Russian and Iranian imperialism against independent-minded neighbors.

China has always had a foot in each camp. Its economy depends on a healthy and growing world of inclusion, but its political leadership has also maintained strong ties to the world of resistance. So Beijing plays in both leagues — buying oil from Iran but always worried that if Iran got a nuclear bomb, it might one day give a copy to Muslim separatists from Xinjiang.

That said, China's oil purchases from Iran are a crucial part of this story. Those purchases are Tehran's biggest source of external income, which has enabled it to finance Hamas, Hezbollah and (until recently) Syria. As my colleague Keith Bradsher reported from Shanghai, oil sales to China are today 6 percent of Iran's economy and equal to about half of government spending.

Now let's look at this struggle from a purely Middle East angle. Here I happen to have a very personal perspective.

By pure coincidence, I began my career as a cub foreign correspondent for U.P.I. in Beirut in 1979.

Here are the four big stories that I covered that first year, on my manual typewriter: the Islamic Revolution in Iran toppling the shah, the takeover of the Grand Mosque in Mecca by puritanical jihadists trying to overthrow the Saudi ruling family, the signing of the Camp David peace treaty between Israel and Egypt and, less well known but no less important, the opening of Jebel Ali Port in Dubai in the United Arab Emirates, which would become one of the largest in the world. It would emerge as the global hub that would connect the Arab East — through trade, tourism, services, shipping, investments and world-class airlines — with almost every corner of the planet. It opened a hugely significant door through which the globalization of the Arab world just took off.

And thus began a titanic regional struggle between the forces of inclusion and resistance in the Middle East. On one side were those states that were ready to accept Israel, provided that it made progress with the Palestinians, and that also sought to integrate the region more intimately with the West and the East. On the other side stood the forces of resistance led by Iran, the Muslim Brotherhood and various puritanical, jihadist Sunni movements that originally incubated in post-1979 Saudi Arabia and later spread their influence to mosques across the region.

They all sought to drive Western influences out of the area, Israel out of existence and the pro-American governments — like those of Jordan, Egypt and the Saudi ruling family — out of power.
The U.S. and Israel fought this war with their armies, while groups like Al Qaeda and ISIS did so with terrorist cells and Iran did so by slowly creating a network of proxy armies in Lebanon, Syria, Yemen and Iraq that enabled Iran to indirectly control all four countries — and to even gain a toehold in the West Bank and Gaza. Tehran never had to risk a single soldier; it let Syrians, Lebanese, Iraqis, Yemenis and Palestinians die for its interests. Yes, the problems in the Middle East were the product of not just Israeli occupation but also Iranian imperialism — among other things.

A couple of years ago, I quoted Nadim Koteich, a Lebanese Emirati political analyst and the general manager of Sky News Arabia, who said that Iran's resistance network sought "to bridge militias, rejectionists, religious sects and sectarian leaders." The goal was to create an anti-Israel, anti-American, anti-Western axis that could simultaneously pressure Israel in Gaza, in the West Bank and on the Lebanon border — as well as the United States in the Red Sea, in Syria and in Iraq and Saudi Arabia from all directions.

In contrast, Koteich added, the U.S., its Arab allies and Israel sought to weave together and integrate global and regional markets — instead of battle fronts — that featured business conferences, news organizations, elites, investment funds, tech incubators and major trade routes. This inclusion network transcended traditional boundaries, "creating a web of economic and technological interdependence that has the potential to redefine power structures and create new paradigms of regional stability," he said.
Those who caution against regime change in Tehran often point to Iraq as a cautionary tale. But that analogy is flawed. America's nation-building effort in Iraq failed for years largely (but not exclusively) because of Iran, not in spite of it. Tehran, with the help of its proxy in Syria, did everything it could to sabotage regime change in Iraq, knowing that if the U.S. was successful in creating a multisectarian, reasonably democratic, secular government in Baghdad, it would be a huge threat to Iran's theocracy, just as a successful pro-Western Ukrainian democracy would be a huge threat to Putin's kleptocracy.

By the way, no one knows that better than the new, frail, democratic government in Syria, which has been reluctant to condemn Israel's bombing of Iran. That is a sign that the Syrians know who kept their tyrant, Bashar al-Assad in power, all those years: Iran.

It's a good bet that a lot of Sunnis and Shiites in Lebanon and Iraq are quietly rooting for Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu. Majorities in these countries, I believe, do not want to be part of the resistance. For the first time in decades, a Syrian state and a Lebanese state are being rebuilt by decent leaders — imperfectly, yes, but with far less foreign ideological manipulation. The absence of Iran's malign influence is not a coincidence. It's a prerequisite for that.

The other prerequisite was the emergence of Crown Prince Mohammed bin Salman of Saudi Arabia over the past eight years. His mission, though never stated in so many words, has been to reverse the puritanical trends that gripped Saudi Arabia and were exported, after the failed takeover by the jihadists there, as the Saudi ruling family sought to protect itself from a rerun by making Saudi Arabia, and the region, more religious.

Mohammed's recasting of Saudi Arabia as the biggest engine for regional trade, investment and reform of Islam has been a vital addition to the integrationists in the Arab world. He is a flawed leader who has made some serious mistakes, not the least his government's murder of the journalist Jamal Khashoggi, but he is also reversing the Saudi fundamentalist turn of 1979 — which is huge.

I make no predictions of what would happen in Iran if the regime there fell. It could be chaos on top of chaos. It could also help free Iran's people and its neighbors from Iranian-manufactured instability.

But that is not the only prerequisite for any kind of decent ending to this current drama. Now let's go down one level deeper and focus just on Israel.

I am a big believer that two (and sometimes three) contradictory things can be true at the same time. And one of those dualities today is that Israel is a democracy with many people who want to be part of the world of inclusion. But it has a messianic government that is the most extreme in its history and openly aspires to annex the West Bank and possibly Gaza as well. That aspiration is a fundamental threat to American interests, Israel's interests and the interests of Jews everywhere.

To paraphrase something my friend Nahum Barnea, an Israeli Yedioth Ahronoth columnist, said to me the other day: I will unapologetically resist Netanyahu's annexationist agenda, his refusal to even consider a Palestinian state under secure conditions and his attempt to overthrow Israel's Supreme Court, as if Israel were not at war with Iran. And I will unapologetically praise Netanyahu for taking on this terrible Iranian regime, as if Israel were not in the grip of its own Bibi-led Jewish supremacists who threaten a more inclusive Middle East in their own way. I will unapologetically praise Trump for efforts to shrink Iran's nuclear-bomb-making capabilities, as

if he were not engaged in a dangerous autocratic project at home. And I will resist with all my might Trump's autocratic moves at home as if he were not taking on Iran's autocracy abroad. All are true and need to be said.

If we want to see the forces of integration triumph in this region, what Trump has done militarily today is necessary, but it is not sufficient.

The real knockout blow to Iran and all the resisters — and the keystone that would make it easy as pie for Saudi Arabia, Lebanon, Syria and Iraq to normalize relations with Israel and consolidate the victory for the forces of inclusion — is for Trump to tell Netanyahu: "Get out of Gaza in return for a cease-fire from Hamas and the return of all Israeli hostages. Let an Arab peacekeeping force move in there, blessed by a reformed Palestinian Authority, and then begin what will have to be a long process of Palestinians building a credible governing structure in return for a halt to all Israeli settlement building in the West Bank. That would create the best conditions to birth a Palestinian state there."

If Trump can combine shrinking Iran's power with building toward a two-state solution — and aiding Ukraine to resist Russia as unabashedly as he is aiding Israel to resist Iran — he will make a real contribution to peace, security and inclusion in both Europe and the Middle East that would be historic.

---

Le Monde 22 juin 2025

# En Syrie, l'arrestation de Wassim Al-Assad marque la première interpellation d'une figure de la famille du président renversé

## Le cousin de Bachar Al-Assad a été capturé dans le cadre d'« une embuscade soigneusement préparée », selon le ministère de l'intérieur syrien. Il est « considéré comme l'un des trafiquants de drogue les plus notoires et impliqué dans plusieurs crimes sous l'ancien régime »

Il n'occupait pas de fonctions officielles importantes au sein de l'ancien régime syrien mais sa réputation le précédait. Wassim Al-Assad, cousin du président renversé Bachar Al-Assad, a été arrêté, a annoncé, samedi 21 juin, le ministère de l'intérieur syrien.

Dans un communiqué, le ministère précise que les services de renseignement et d'autres autorités sont parvenus à *« attirer le criminel Wassim Al-Assad »* dans le cadre d'*« une embuscade soigneusement préparée qui a permis son arrestation »*.

Il est *« considéré comme l'un des trafiquants de drogue les plus notoires et impliqué dans plusieurs crimes sous l'ancien régime »*, poursuit le texte, sans donner plus de détails sur les accusations portées contre lui.
L'agence de presse officielle SANA, citant une source sécuritaire non identifiée dans la province de Homs, a précisé que Wassim Al-Assad avait été arrêté à la frontière syro-libanaise. Un responsable de la sécurité, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a déclaré à l'Agence France-Presse que l'arrestation avait eu lieu, samedi, dans la région de Tell Kalakh, dans la province de Homs, près de la frontière.

**Voitures de luxe et uniformes militaires**

Wassim Al-Assad est la première figure importante de la famille Assad à être arrêtée depuis qu'une coalition emmenée par des islamistes a renversé le pouvoir le 8 décembre, mettant fin à plus de cinq décennies de règne sans partage du clan Al-Assad.
Bachar Al-Assad a, lui, rapidement fui en Russie avec un cercle restreint de fidèles, abandonnant plusieurs hauts responsables et cadres sécuritaires, dont certains auraient trouvé refuge dans des pays voisins ou dans le bastion côtier de la communauté alaouite à laquelle appartient la famille Al-Assad.

Ces dernières années, Wassim Al-Assad, qui se présentait comme un *« commissionnaire en douane »*, avait publié sur les réseaux sociaux des photos de lui à côté de voitures de luxe, parfois vêtu d'uniformes militaires, armé et en train de tirer, parfois entouré d'hommes en armes.

**Sous sanctions du Trésor américain**

Wassim Al-Assad est sous sanctions du Trésor américain depuis 2023 pour avoir dirigé une unité paramilitaire. Le Trésor ajoute qu'il était *« une figure clé du réseau régional de trafic de drogue »*.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les nouvelles autorités ont annoncé plusieurs arrestations de responsables de la sécurité de l'ère Al-Assad. Elles se sont engagées à mettre en place une justice transitionnelle, mais des exécutions sommaires et actes de vendetta ont régulièrement lieu, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le Monde

**Bernard Hourcade**
**22 juin 2023**

# Bernard Hourcade, géographe : « La guerre pourrait provoquer le réveil du nationalisme et du patriotisme des Iraniens »

L'attaque israélienne, soutenue par le bombardement américain du 22 juin au motif d'une menace nucléaire imminente, a été vécue en Iran comme comparable à celle que les Etats-Unis avaient menée en 2003 contre l'Irak, à la suite de déclarations fallacieuses sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein, décrypte le directeur de recherche émérite au CNRS.

La guerre d'Israël contre l'Iran est globale et totale. Son ambition est clairement la recomposition globale du Moyen-Orient, en imposant sa domination grâce à la suprématie incontestée de ses forces armées. Au-delà de la « menace nucléaire » et d'un changement de régime politique, l'objectif d'Israël, avec le soutien des Etats-Unis qui ont bombardé trois sites nucléaires iraniens dans la nuit de samedi 21 au dimanche 22 juin, est d'affaiblir durablement l'Etat iranien pour qu'il ne devienne pas une puissance régionale stable.

Ce projet est peut-être illusoire, car la guerre pourrait au contraire provoquer le réveil du nationalisme et du patriotisme des Iraniens, apporter un sursis à la République islamique et provoquer en Iran et dans la région des changements politiques, qui ne seraient pas favorables à Israël. Il est plus facile de détruire Gaza que de trouver une solution politique à la question palestinienne, et plus facile de bombarder l'Iran que de contrôler un Etat de 92 millions d'habitants dont on connaît le passé national, idéologique et militaire.

La destruction, dans la nuit du 21 au 22 juin, des principales usines d'enrichissement d'uranium (mais pas des stocks) par les Etats-Unis met un terme technique à toute négociation sur le sujet. Cela peut-il pour autant inciter Israël à cesser les bombardements, et l'Iran à accepter la situation imposée en négociant avec les Américains ? Cette défaite sur le nucléaire est moins militaire que « philosophique » car elle touche à la fierté nationale iranienne. La question du nucléaire fait en effet consensus en Iran et même (surtout ?) dans la diaspora.

**Pas de programme de production d'une arme nucléaire**

Le programme iranien, civil avec possibilité d'extension militaire, avait en effet été défini par le chah dans les années 1970 et poursuivi par la République islamique. Peu d'Iraniens ont pleuré la mort des généraux des gardiens de la révolution tués le 13 juin, mais tous ont été touchés par l'assassinat de neuf savants et ingénieurs du nucléaire.

La politique d'enrichissement de l'uranium à des taux militaires (60 % et plus) menée par les factions les plus radicales après le retrait des Etats-Unis en 2018 de l'accord sur le nucléaire de 2015 (JCPoA) *[le Joint Comprehensive Plan of Action (« plan d'action global commun »]* ne faisait pas l'unanimité en Iran, contrairement au « droit à l'enrichissement » à usage civil (3,5 %) sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'Iran ne respectait pas le traité de non-prolifération sur l'enrichissement de l'uranium mais avait renoncé officiellement à la production d'une arme atomique et négociait un retour à l'accord de 2015. Les agences de renseignement américaines avaient d'ailleurs confirmé en mai que l'Iran, en infraction sur l'enrichissement, n'avait pas de programme de production d'une arme nucléaire.

L'attaque israélienne motivée par une menace nucléaire imminente a donc été vécue en Iran comme comparable à celle que les Etats-Unis avaient menée en 2003 contre l'Irak, à la suite de déclarations fallacieuses de Colin Powell *[alors secrétaire d'Etat américain]* sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. La perspective de se voir injustement traités comme l'a été l'Irak et les premières destructions d'immeubles à Téhéran ont vite montré aux Iraniens où étaient les priorités pour sauver le pays et ne pas être humiliés. Par ailleurs, certains députés viennent de déposer un projet de loi pour demander au gouvernement de produire une arme atomique et de quitter le traité de non-prolifération afin d'assurer, à terme, l'indépendance nationale et de laver l'affront de la défaite militaire.

Il est peu probable que l'Iran ait la volonté politique et encore moins les moyens de se lancer aujourd'hui dans des actions radicales – même si une provocation est toujours possible. En effet, les gardiens de la révolution, vaincus au Liban et en Syrie et divisés entre radicaux et pragmatistes soucieux de sauver leurs intérêts, notamment financiers, ne sont plus en position de s'imposer et d'obtenir un minium de soutien de la part d'une population qui n'est plus celle de 1980.

**Maturité politique**

L'invasion de l'Iran par l'Irak de Saddam Hussein cette année-là avait alors provoqué une mobilisation populaire et soudé le pays autour de l'ayatollah Khomeyni *[1902-1989]* qui avait ensuite accaparé le pouvoir. La société iranienne de 2025 a profondément changé et acquis une vraie maturité politique après avoir fait pendant quatre décennies la dure expérience de l'islam politique.

On constate donc une forte mobilisation contre la guerre imposée par Israël, qui touche tout le territoire national et les populations, dans le but d'affaiblir durablement la nation iranienne, quel que soit son régime politique. Syndicats, associations et partis d'opposition, longtemps rivaux et divisés, n'abandonnent pas leurs revendications contre le régime islamique, mais font front commun autour de l'Etat et des institutions qui gèrent le pays.

Dans la diaspora, les pétitions contre la guerre sont légion. Ceux qui, comme les royalistes, souhaitent la victoire d'Israël et rêvent d'une révolte populaire massive pour renverser la République islamique semblent coupés de la réalité et ignorer le passé et la vivacité du nationalisme iranien qui, dans les périodes troubles, a toujours permis un consensus contre les agressions étrangères et ouvert la voie à des changements profonds.

Dans l'immédiat, le gouvernement réformateur de Massoud Pezeshkian semble être, faute de mieux, la seule force capable de gérer cette union nationale et le fonctionnement de l'Etat pour résister à Israël avec réalisme, en poursuivant les négociations avec les Etats Unis qui semblent limiter leur intervention aux seuls sites nucléaires. La levée des sanctions économiques pourrait alors, comme 2015, être le prélude à un réveil politique de la population. La guerre aurait alors donné un sursis à la République islamique et ouvert des perspectives qui ne vont pas dans le sens souhaité par Israël.

**Bernard Hourcade** est géographe, spécialiste de l'Iran, directeur de recherche émérite au CNRS.

---

The New York Times **June 22, 2025**

# 'We're All in Shock': Iranians React to U.S. Attack on Nuclear Sites

## In phone interviews, people in Iran voiced fear, sorrow and grief after waking up to the news of strikes on the country's nuclear facilities.

Lives of people throughout Iran have been overturned since the start of the conflict.

The Israel-Iran war that broke out over the past week has already upended life for Iran's 90 million people, killing more than 400 and injuring more than 3,000, according to the country's Health Ministry. Countless others have fled to safety in the countryside or neighboring states.

Now, after a direct American attack on three of Iran's nuclear facilities, many Iranians said in phone interviews that they faced an uncertain and frightening future.

"We're all in shock — none of us expected that, within six or seven days, we'd reach this point," said Peyman, a 44-year-old business executive who asked that his last name not be used because of concern over reprisals from the authorities.

After Israel launched its military assault last week, a missile hit nearby on his commute to work, and he decided to escape Tehran. Now his immediate family, parents, in-laws and brother's family are all sheltering in one house in northern Iran. His primary concern is for his 9-year-old daughter.

"I grew up in war, so the sound of bombardment doesn't scare me, but I left because of my daughter," he said. "I fear soon we're going to have a shortage of water and food."

Iranians awoke to the news of the American attack on Sunday feeling a combination of sorrow and anger.

"I really hope there's a ceasefire, because this is not OK," said Dr. Parsa Mehdipour, 29, a general practitioner in Dubai, United Arab Emirates, who flew home to Tehran for a visit in late May and has been trapped there since the war began and flights into and out of Iran were suspended.

Dr. Mehdipour said he had no idea how he would get back to Dubai. His options include traveling by road and then taking a ship across the Persian Gulf or crossing into a neighboring country where he can catch a flight.

"These tensions will cause a lot of problems for civilians," he said. "This is honestly a breach of international law," he said, adding that attacking nuclear facilities "could have catastrophic consequences for the people."

One 44-year-old mother of two, who spoke on the condition of anonymity to protect her family from reprisals, described how she and her children left everything behind after Israel began its military campaign and the Iranian authorities ordered her neighborhood in Tehran to evacuate. They packed a few small bags, locked the door and left, traveling on a pothole-filled road to the border and crossing into Armenia, where they have been staying in hotels.

By day, her sons live a normal life. But as night falls their crying and nightmares begin, and they awake at the slightest sound, she said. When she mentioned that they were on a vacation, her 7-year-old son corrected her, saying he knew they had escaped from a war.

The woman said that leaving Iran was the worst feeling, but that she had lived through the Iran-Iraq war and did not want her children to experience the same trauma. She does not care about the nuclear sites, she said, but feels sad for regular Iranians who are stuck between two fronts: their own government and the countries attacking them.

Since the Israeli attacks, which appeared to have involved intelligence breaches deep inside Iran's government, Iranian news media have reported that officials have cracked down on people they accuse of being "collaborators" of Israel.

The Iranian authorities arrested 53 people who they said were linked to Israel and charged them with disturbing public opinion, possessing and operating drones, filming sensitive locations and sending that footage to "hostile media outlets," Fars, an Iranian news agency affiliated with the Islamic Revolutionary Guards

Corps, reported on Sunday.

The Iranian authorities also arrested a European citizen accused of espionage in the western province of Kermanshah, the Tasnim news agency, which is closely affiliated with the government, reported on Sunday. The report did not say what country the person was from.

Peyman, the executive, said that he was no fan of President Trump or Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel — "not at all" — but that he nonetheless found himself blaming his own government for the war and its heavy toll.

"The feeling I have is a feeling of 40 years of hatred toward this foolish government," he said, lamenting the money that had been spent to develop Fordo, a uranium enrichment site that the United States targeted. "All these years of slogans and chest beating, saying we have a strong defense system and that no enemy could ever attack our soil.
"That's not even counting how much the value of our currency has dropped, how much of our human capital has fled the country, how much chaos has been created," he added. "The psychological, financial and cultural toll on the country is immense."

Saeed, who asked that his last name not be used because of concern over reprisals from the authorities, said in text messages from Tehran he had feared the United States entering the war, believing it would prolong the conflict and expand its scope.

"Even the staunchest opponents of the Islamic Republic have been humiliated so much that they wish we would attack American bases, even though they know harder days will follow," he said.

He added: "And in the middle of all this, it's us, the people, who suffer."

---

The New York Times

**Vivian Nereim**
**June 22, 2025**

# Facing a Grave Threat, Iran Is Isolated

## Its proxy forces around the region have been largely silent in offering concrete support after attacks by Israel and now the United States.

Only a few years ago, Iran and its allies were at their height of power and influence.

The Lebanese militant group Hezbollah was the most powerful military and political force in Lebanon. The Houthis in Yemen were a small but formidable militia, stymying international shipping in the Red Sea. In Syria, President Bashar al-Assad was finding his way back to the Arab fold after years of isolation.

And Iran itself, despite being battered by years of sanctions, was proving its value as an ally to Russia, supporting the Kremlin in its war with Ukraine.

Fast forward, and those allies and proxy militias are nowhere to be found. Iran is the most isolated it has been since the early years of the Islamic Republic, its theocracy on its own as it confronts among the most severe threat to its rule in decades with attacks by Israel and now the United States.

While its Arab neighbors and allies like Russia and China were quick to condemn Israel's attacks on Iran, they have stopped short of offering any concrete support. Iran no longer has an ally in Syria since the ouster of the Assad regime.

And its network of militias are battered after a year and a half of war with Israel. Hezbollah, once seen as Iran's most powerful proxy, has not launched a single attack on Israel since its latest bombardment of Iran began. After the United States attacked Iran, the Houthis said they were poised to resume attacks on the Red Sea, but it is not clear they can provide substantial support for Iran.

"What we're witnessing now across the region is nothing short of the collapse of Iran's decades-long strategy and ability to project influence," said Firas Maksad, a senior fellow at the Middle East Institute based in Washington.

That defense doctrine had guided the Islamic Republic since the overthrow of the monarchy in 1979 and the subsequent invasion of Iran by neighboring Iraq, which set off an eight-year war. Iranian leaders came away from that conflict determined to never again be isolated in the face of foes or aggressors, experts say.

In the decades that followed, Iran invested billions of dollars, tens of thousands of weapons and its best military minds into building up a web of proxy militias that could allow it to project power and influence across the Middle East while keeping conflict away from Iranian soil.

Those groups — including Hamas, Hezbollah, the Houthis and militias in Iraq — provided Iran with allies on or near Israel's border that could be a deterrent against Israeli attacks on Iran and carry out attacks on Israel.

"The return on investment has been significant," Mr. Maksad said.

By around 2020, Iran was at its height of projecting power and influence through its proxies. At the same time, the Gulf governments, which see it as a rival in the region and were warming to Israel as a potential ally, decided that diplomacywas a more pragmatic approach to dealing with Iran.

Iran's alliances with key players like Russia and China were the deepest they had ever been, and the Kremlin was investing more in the country than ever before. Backed by that support, Iran managed to cement its status in a region where it is otherwise an outsider. Iran is predominantly Persian-speaking

and overwhelmingly Shiite Muslim; elsewhere, most people speak Arabic and are Sunni Muslims.

But in the years since, a series of missteps and miscalculations set in motion the demise of Iran's network of power, experts say.

A U.S. drone strike in 2020 killed Iran's top security and intelligence commander, Qassem Soleimani, who managed Iran's proxy forces. Those forces never fully recovered from his loss. While Mr. Soleimani managed them in a decentralized way, his successor sought a higher degree of coordination between the groups, which left them vulnerable.

"That turned this network into a much more bureaucratic endeavor, which exposed it more to Israel's intelligence penetration," said Ali Vaez, the Iran project director of the International Crisis Group.

And since the Hamas-led attack on Israel on Oct. 7, 2023, the network has been battered.
Hamas, which long governed in Gaza, has lost thousands of fighters after more than a year of war with Israel, and its ability to threaten Israel with rocket fire is severely weakened. In Lebanon, Israel wiped out Hezbollah's top leaders, destroyed much of its arsenal and badly damaged its political sway in the country. In December, the Assad government in Syria fell. It had been one of Iran's closest allies in the region, providing a critical land bridge for funneling cash and weapons to its proxies in Lebanon and beyond.

Even as its proxies were being degraded, Iran appeared reluctant to entangle itself in any direct confrontation with Israel to support those groups. That decision cost Iran its credibility.

"Overall, it brought a lot of these groups to the conclusion that this is not a network that is based on the concept of one for all and all for one, but rather only the latter that applies," Mr. Vaez said.
As a result, those proxies are either unable or unwilling to respond in Iran's moment of greatest need. Both Hezbollah and the Iran-backed Iraqi militias face intense domestic pressure from their supporters and their countries' leaders not to engage in the current conflict with Israel.

The Houthis remain a wild card. The group reached a deal with the United States in May to halt strikes against American vessels in the Red Sea. But a Houthi military spokesman on Saturday, before the U.S. strike on Iran, said the group would again target U.S. ships "in the event the Americans become involved in the attack and aggression against Iran."

Other foreign allies have made clear that their diplomatic ties do not extend to any kind of defense pact.

For Russia, entangling itself risks alienating the United Arab Emirates and Saudi Arabia, two increasingly important Russian partners, which would not welcome a more powerful Iran. And Russia's forces are already tied down in Ukraine.

While Arab leaders have tried to calm tensions and dissuade the United States from getting involved, they have also made clear they are not likely to intervene. Some are even continuing — in private — to talk about partnership with Israel and a desire to weaken Iran.

The message many Arab leaders have conveyed to Iran is that they "will stay out of this fight and want to ensure that Iran does not target them in any way as things escalate," said Randa Slim, a nonresident fellow at Johns Hopkins' Foreign Policy Institute.

"Iran has not been isolated since the end of the Iran-Iraq war," Ms. Slim added. "For them, this is an existential threat."

---

**Anne Andlauer**
**22 juin 2025**

# Turquie: le journaliste Fatih Altayli arrêté et écroué pour «menace» envers le président Erdogan

Le journaliste Fatih Altayli a été arrêté en Turquie. Les autorités lui reprochent d'avoir proféré des menaces à l'encontre du président Recep Tayyip Erdogan (ici en photo à Ankara, le 16 juin 2025). via REUTERS - Murat Kula/Presidential Press Of

C'est certainement une nouvelle étape dans la répression des médias et des voix critiques en **Turquie**. Peut-être aussi, selon certains observateurs, le signe avant-coureur d'une nouvelle vague d'arrestations dans les milieux d'opposition. Fatih Altayli est l'un des journalistes les plus populaires du pays, est en prison ce dimanche 22 juin. Il a été arrêté samedi dans la soirée. Son compte YouTube, sur lequel il présente une émission quotidienne, rassemble plus d›1,5 million d'abonnés. Son compte X est suivi par 2,8 millions d'abonnés.
Peu avant son arrestation, Fatih Altayli avait commenté un sondage selon lequel 70% des Turcs s'opposeraient à une présidence à vie de **Recep Tayyip Erdogan**. Pour illustrer son propos, le journaliste avait rappelé que plusieurs sultans ottomans avaient fini « *assassinés* » ou « *étranglés* ». Le parquet y a vu une menace contre le président – une accusation que rejette Fatih Altayli, qui affirme que ses mots ont été sortis de leur contexte.
Au pouvoir depuis 22 ans, dont onze à la tête de l'État, Recep Tayyip Erdogan a laissé entendre qu'il pourrait briguer un nouveau mandat, alors que la Constitution ne l'y autorise pas. Il pourrait toutefois se maintenir au pouvoir grâce à l'organisation d'élections anticipées ou une réforme constitutionnelle.

Le Monde 22 juin 2025

# En Syrie, un attentat-suicide contre une église de Damas fait au moins 22 morts

## Selon le ministère de l'intérieur, un kamikaze affilié à l'organisation Etat islamique « est entré dans l'église Saint-Elie, a ouvert le feu et s'est fait exploser ».

Un attentat-suicide a visé, dimanche 22 juin, l'église Saint-Elie, à Damas, a annoncé le ministère de l'intérieur syrien, affirmant qu'un membre de l'organisation djihadiste Etat islamique (EI) était à l'origine de l'attentat. *« Un kamikaze affilié au groupe terroriste Daech* [acronyme arabe de l'EI] *est entré dans l'église Saint-Elie, a ouvert le feu et s'est fait exploser avec une ceinture explosive »* a déclaré le ministère dans un communiqué.

Selon le dernier bilan du ministère de la santé, l'attentat a fait 22 morts et 63 blessés. *« Des ambulances évacuent les blessés et les victimes du site de l'explosion »* à la suite de cet *« attentat terroriste »,* a fait savoir l'agence de presse officielle SANA.

Des correspondants de l'Agence France-Presse sur place ont vu les secouristes évacuer des gens après cet attentat, qui a également endommagé l'église où des débris de bois et des icônes étaient éparpillés au sol, jonché de flaques de sang.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui a également rapporté l'incident, affirme de son côté qu'*« au moins trente citoyens chrétiens ont été tués ou blessés »* lors de l'attaque. *« L'église était bondée de fidèles au moment de l'attentat »*, ajoute l'ONG, basée au Royaume-Uni, selon laquelle l'explosion a provoqué un mouvement de panique.

Des habitants et des membres de la défense civile inspectent les dégâts après une explosion dans l'église Saint-Elie, à Damas, le 22 juin 2025. FIRAS MAKDESI / REUTERS

**De « terribles actes de lâcheté », selon Washington**

L'émissaire des Nations unies pour la Syrie, Geir Pedersen, a *« condamn*[é] *avec la plus grande fermeté l'attaque terroriste contre l'église Saint-Elie »* et *« exprim*[é] *son indignation face à ce crime odieux »* dans un communiqué. Il a appelé à une enquête approfondie par les autorités syriennes. *« Ces terribles actes de lâcheté n'ont pas leur place dans la nouvelle société de tolérance et d'inclusion que les Syriens sont en train de tisser »*, a aussi dénoncé l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack.

La France a condamné dimanche soir *« avec la plus grande fermeté l'attentat terroriste abject »* qui a ciblé l'église de Damas. Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères a rappelé en outre *« son engagement en faveur d'une transition en Syrie qui permette aux Syriens et aux Syriennes, quelle que soit leur confession, de vivre en paix et en sécurité dans une Syrie libre, unie, plurielle, prospère, stable et souveraine »*.

La cheffe de file des députés du Rassemblement national, Marine Le Pen, a, elle, appelé la France à se tenir aux côtés des chrétiens d'Orient, regrettant qu'*« une fois encore la barbarie islamiste* [ait] *frappé »*.

La diplomatie turque, proche des nouvelles autorités syriennes, a dénoncé une *« attaque perfide »* visant à *« semer le chaos »*.

Pour le ministère des affaires étrangères syrien, *« cet acte criminel qui a pris pour cible des fidèles chrétiens est une tentative désespérée de saper la coexistence nationale et de déstabiliser le pays »*.

De son côté, le patriarcat orthodoxe de Damas a, lui, exhorté les nouvelles autorités syriennes islamistes à *« assumer l'entière responsabilité »* de l'attaque.

**Première attaque de ce genre depuis la chute de Bachar Al-Assad**

Il s'agit de la première attaque de ce genre dans la capitale syrienne depuis que des forces

dirigées par des islamistes ont renversé l'ex-président Bachar Al-Assad le 8 décembre, alors que la sécurité reste l'un des plus grands défis pour les nouvelles autorités.

*« Ces actes terroristes n'arrêteront pas les efforts de l'Etat syrien pour parvenir à la paix civile »*, a déclaré le ministre de l'intérieur, Anas Khattab. Ce dernier avait déclaré récemment que le groupe EI avait opté pour *« des attaques précises contre des cibles stratégiques »* et annoncé que des tentatives d'attentat du groupe djihadiste sunnite contre les communautés chrétienne et musulmane chiite avaient été déjouées.
En mai, l'organisation djihadiste avait revendiqué sa première attaque contre les nouvelles forces gouvernementales syriennes. Ces dernières avaient alors dit avoir arrêté des membres d'une cellule de l'EI près de Damas, accusés de préparer des attaques, tandis qu'une autre opération à Alep, dans le Nord, s'était soldée par la mort d'un agent de sécurité et de trois membres de l'EI.
Le groupe Etat islamique avait pris le contrôle de vastes pans des territoires syrien et irakien au début de la guerre civile, qui a éclaté en 2011, proclamant la création d'un *« califat »* transfrontalier en 2014. Les forces kurdes syriennes soutenues par les Etats-Unis l'ont vaincu en 2019, mais les djihadistes ont maintenu une présence, en particulier dans le vaste désert syrien.

**June 22, 2025**

# SDF condemns 'terrorist attack' on Damascus church

ERBIL, Kurdistan Region – The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Sunday strongly condemned the "cowardly terrorist attack" that struck the Mar Elias Church in Damascus, describing it as a crime against all Syrians who cherish peace and freedom.

Syrian Democratic Forces (SDF) fighters pictured in Baghouz , Syria on March 23, 2019. Photo: AFP

Syria's interior ministry reported that the "terrorist attack" occurred in the Dweilaa neighborhood of Damascus and was carried out by a suicide bomber affiliated with the Islamic State (ISIS). According to the ministry, the attacker entered the church, opened fire on worshippers, and then detonated an explosive vest.

The Syrian health ministry later confirmed that at least 20 civilians were killed and 52 others wounded in the blast.

In a statement, the SDF extended its "condolences to the families of the martyrs," emphasizing that the attack "targeted all Syrian components who love freedom and peace," not just the Christian community.
"Terrorism represents a concern for all Syrians and is a common enemy of the authentic Syrian social fabric," the Kurdish-led force stated, reaffirming its "steadfast commitment to combating terrorism" and its readiness "to participate in any Syrian effort against terrorism in all Syrian regions."

The SDF serves the de facto military force in northeast Syria (Rojava) and remains the primary local partner of the US-led Global Coalition against ISIS.

ISIS has intensified its operations in SDF-controlled areas, targeting both civilians and security personnel. These developments have been documented by both the SDF and the UK-based Syrian Observatory for Human Rights.

Although ISIS lost territorial control of its so-called caliphate in 2019, following a major offensive by Kurdish, Iraqi, and Syrian forces, the group continues to pose a persistent threat. It remains active in parts of Syria and Iraq, where it conducts hit-and-run attacks, bombings, and kidnappings - particularly in the remote deserts of central and eastern Syria, where it has sought to regroup.

However, the group remains a security threat and continues to carry out hit-and-run attacks, abductions, and bombings. In Syria, the jihadists have tried to take advan-

tage of the changing security landscape after the fall of Bashar al-Assad's regime to regroup and reorganize, particularly in the vast central and eastern deserts.

SDF chief Mazloum Abdi has consistently warned about the ongoing danger of ISIS, particularly from within detention centers and displacement camps. In January, he urged a renewed focus on anti-ISIS operations, stressing the "need to intensify efforts to continue the fight against ISIS if we don't want to see it make a comeback.

**June 22, 2025**

# US cautions citizens abroad, says more staff have left Iraq

ERBIL, Kurdistan Region - The United States on Monday warned of a growing threat to its interests abroad, with the US Embassy in Baghdad saying more American personnel have left Iraq in recent days amid an "increased potential" for attacks on US businesses and locations frequented by Americans.

"There is the potential for demonstrations against U.S. citizens and interests abroad. The Department of State advises U.S. citizens worldwide to exercise increased caution," the State Department said in a statement.

United States Department of State logo. Graphic: Rudaw

The security warning comes amid escalating conflict between Iran and Israel. On Sunday, the United States struck Iran's three main nuclear sites, one of which houses the country's most advanced centrifuges. The strikes followed Iranian retaliation for Israel's June 13 killing of several senior Iranian military commanders and nuclear scientists.

"As part of our ongoing effort to streamline operations, additional personnel departed Iraq on June 21 and 22," the US Embassy in Baghdad said in a statement on Sunday.
When the conflict broke out, a US Embassy spokesperson told Rudaw that they remain open despite the escalations.

The embassy in Baghdad and the US Consulate General in Erbil have "temporarily suspended all routine visa services" but continue to provide consular services for US citizens, the statement added.

"There is increased potential for foreign terrorist organization-inspired violence or attacks against US businesses and locations frequented by US citizens," the embassy said, urging Americans in Iraq to avoid locations popular with foreigners and to steer clear of large gatherings or crowds. The embassy also provided instructions for US citizens seeking to leave Iraq through neighboring Turkey and Kuwait, as flights remain suspended inside the country.

The US Embassy in Ankara also advised American personnel in Turkey to "maintain a low profile."

In past periods of heightened tensions between the US and regional powers, US diplomatic missions, personnel, and businesses in Iraq and Turkey have faced increased threats, including rocket fire, violent protests, and evacuations. American facilities have occasionally been targeted by militias or mobs, and some US-linked companies have suspended operations due to security concerns.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan condemned Israel's initial attack on Iran last week, saying Ankara would continue efforts to stop Israel's "aggression" and warned against provoking Turkey.

euro news.

23 juin 2025

# Le Pakistan condamne les frappes américaines sur l'Iran après avoir soutenu Donald Trump pour le Nobel de la paix

Islamabad condamne le bombardement par Washington des sites nucléaires iraniens, moins de 24 heures après avoir soutenu le président américain Donald Trump pour le prix Nobel de la paix.View on euronews

Le Pakistan a condamné la décision du président américain Donald Trump de bombarder l'Iran, un jour après l'avoir proposé au prix Nobel de la paix pour avoir désamorcé la crise récente avec l'Inde et l'avoir décrit comme «un véritable pacificateur».

Islamabad a critiqué dimanche Washington pour avoir attaqué l'Iran, affirmant que les frappes «constituaient une grave violation du droit international» et du statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

«L'escalade sans précédent des tensions et de la violence, due à l'agression en cours contre l'Iran, est profondément inquiétante. Toute nouvelle escalade de tensions aura de graves conséquences préjudiciables pour la région et au-delà», a déclaré le ministère pakistanais des Affaires étrangères.

Lors d'un appel téléphonique dimanche avec le président iranien Massoud Pezeshkian, le premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif s'est dit préoccupé du fait que les bombardements avaient visé des installations placées sous le contrôle de l'AIEA.

L'armée américaine a frappé trois sites nucléaires iraniens clés tôt dimanche, après plus d'une semaine de frappes israéliennes sur l'Iran.

Le Pakistan entretient des liens étroits avec son voisin, l'Iran, et soutient ses attaques contre Israël, estimant qu'il a le droit de se défendre.

Dimanche, des centaines de musulmans chiites ont manifesté à Karachi, au Pakistan, pour protester contre les frappes américaines et israéliennes sur l'Iran.

**Related**

Les États-Unis défendent les frappes sur les sites nucléaires iraniens devant le Conseil de sécurité des Nations unies

Un jour plus tôt, le gouvernement pakistanais avait déclaré dans un message sur X qu'il avait décidé de recommander officiellement Trump pour le prix Nobel de la paix «en reconnaissance de son intervention diplomatique décisive et de son leadership crucial lors de la récente crise indo-pakistanaise».

Les relations entre les deux pays d'Asie du Sud se sont effondrées après le massacre de touristes dans la région du Cachemire, sous contrôle indien, en avril.

Les deux rivaux dotés de l'arme nucléaire se sont rapprochés de ce qui semblait être un conflit, dans les semaines qui ont suivi, s'attaquant mutuellement jusqu'à ce que d'intenses efforts diplomatiques, menés par Washington, aboutissent à une trêve dont Donald Trump s'est attribué le mérite.

Dans un message sur X, Islamabad a déclaré que M. Trump avait «fait preuve d'une grande clairvoyance stratégique et d'un sens aigu des affaires» et l'a décrit comme «un véritable pacificateur».

Cette recommandation pour le Prix Nobel de la paix fut formulée à la suite d'une rencontre entre le président américain et l'influant chef de l'armée pakistanaise, Asim Munir, qui s'est tenue à la Maison Blanche jeudi.
Le secrétaire d'État américain Marco Rubio et le représentant spécial des États-Unis pour les affaires du Moyen-Orient, Steve Witkoff, ont également assisté à la réunion, qui a duré plus de deux heures.

Selon un communiqué de l'armée pakistanaise, un échange minutieux d'opinions a eu lieu sur les «tensions actuelles entre l'Iran et Israël, les deux dirigeants soulignant l'importance de la résolution du conflit ».

Alors que le Pakistan s'est empressé de remercier Donald Trump pour son intervention dans la crise qui l'oppose à l'Inde, New Delhi a minimisé l'importance de cette intervention et a déclaré qu'il n'était pas nécessaire de recourir à une médiation extérieure sur la question du Cachemire.

La région himalayenne du Cachemire est divisée entre le Pakistan et l'Inde, mais revendiquée par les deux pays dans son intégralité. L'Inde accuse le Pakistan de soutenir des groupes militants dans la région, ce qu'Islamabad nie.

Le Monde

**Alexandre Horn,**
**Asia Balluffier**
**23 juin 2025**

# Ce que les images satellites montrent des frappes américaines en Iran

Les faitsTrois installations nucléaires iraniennes ont été frappées par les Etats-Unis dans la nuit du 21 au 22 juin. Les images satellites analysées par « Le Monde » montrent les points d'impact précis des bombes et, lorsqu'ils sont en surface, l'étendue des dégâts.

Quatorze bombes GBU-57 ultra-pénétrantes de 13 tonnes chacune. Voilà ce qui, selon les Etats-Unis, a été largué pour la première fois dans un cadre opérationnel sur deux sites nucléaires clés en Iran. Plus d'une vingtaine de missiles de croisière Tomahawk ont également été lancés depuis un sous-marin américain sur un troisième site atomique, à Ispahan. Mais ces infrastructures ont-elles été *« totalement oblitérées »*, comme l'affirmait le président américain, Donald Trump, le soir de l'attaque ?
Les images satellites et les experts interrogés par *Le Monde* montrent que s'il existe des traces de ces frappes en surface, il est encore difficile de mesurer l'ampleur des dégâts là où une partie essentielle du programme nucléaire iranien se situe : en sous-sol.

**Fordo**

Ce site d'enrichissement d'uranium est depuis 2009 au cœur des inquiétudes qui entourent le programme nucléaire iranien. Il serait enfoui sous 80 à 90 mètres de roches, sans que l'on connaisse précisément sa disposition. Les jours précédant l'attaque américaine, l'attention se concentrait sur les GBU-57, des bombes qui seraient les seules à pouvoir atteindre Fordo grâce à la pénétration du sol que leur poids hors norme leur confère.

Les images satellites prises quelques heures après le raid aérien permettent de distinguer six cratères distincts, dans lesquels 12 bombes ont pu être utilisées par deux, pour plus de pénétration. D'après une source officielle répondant au *New York Times* dimanche 22 juin, 12 bombes GBU-57 auraient été larguées sur Fordo. Trevor Ball, chercheur associé à l'Armament Research Services et ancien spécialiste en explosif de l'armée américaine, estime que les cratères visibles sur ces images sont compatibles avec la nature et la quantité de bombes larguées, sans qu'il soit possible de corroborer le compte américain de façon indépendante.

D'autres images satellites consultées par *Le Monde* permettent également de constater que les entrées de tunnels d'entrée du site ont été ensevelies, entre vendredi 20 et samedi 21 juin. On distingue des camions et des engins de chantier autour de l'entrée ouest du site. Une mesure probablement prise pour tenter de réduire les effets du futur bombardement.

Les zones précisément ciblées, des deux côtés de la crête de la montagne, correspondent également à l'emplacement de deux structures souterraines qui sont visibles sur des images satellites prises en septembre 2009, puis aussitôt enfouies quelques mois plus tard. D'après des experts interrogés par le *New York Times* dimanche 22 juin, il pourrait s'agir de systèmes d'aération. « *L'objectif était de causer des dommages critiques, au moins aux centrifugeuses et de rendre le site le plus inutilisable possible*, explique Justin Bronk, expert des systèmes de défense et chercheur au Royal United Services Institute (Londres). *Compte tenu de la concentration des impacts qui suggèrent un bombardement réussi, il y a de grande chance que le site ait subi des dommages critiques, parce que la GBU-57 a été spécifiquement développée pour cette cible*. »

**Natanz**

Ce vaste site de 2,7 kilomètres carrés est le plus grand centre d'enrichissement d'uranium iranien. Il dispose de bâtiments en surface, mais aussi d'unités souterraines. Il a été ciblé à plusieurs reprises par Israël depuis le début des bombardements. Des bâtiments en surface, mais aussi souterrains, avaient déjà été touchés par l'armée israélienne par le passé, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Les images satellites prises lundi 23 juin montrent deux possibles points d'entrée de bombes, ce qui pourrait correspondre aux deux dernières des 14 GBU-57 que les Etats-Unis affirment avoir larguées sur l'Iran.

**Ispahan**

Reste le principal pôle de recherches nucléaire iranien, Ispahan, où se trouvent une unité de recherche sur le combustible et une installation de conversion de l'uranium. Là aussi, le complexe a été précédemment bombardé par Israël. Contrairement aux autres, ses infrastructures auraient été ciblées par une salve de missiles de croisière Tomahawk.

Sur les images disponibles peu après l'attaque, seize structures supplémentaires avaient été détruites ou endommagées par rapport à celles visibles sur les photographies satellites prises par Planet Labs, jeudi 19 juin.
Dans les heures qui l'ont suivie, Donald Trump a largement communiqué sur le déroulé de l'opération, évoquant un programme nucléaire iranien *« complètement et totalement oblitéré »*. Moins de quarante-huit heures après l'attaque, l'administration américaine concédait finalement que le sort des stocks d'uranium enrichi iranien, vraisemblablement évacué du site, restait incertain.

23juin 2025
Maïa de La Baume

# L'UE va réexaminer la suspension de l'accord de partenariat avec Israël

Les 27 ministres des affaires étrangères de l'UE devaient réagir à la récente révision de l'accord d'association UE-Israël, qui a révélé des «indices» selon lesquels Israël aurait violé ses obligations en matière de droits de l'homme dans le cadre de ses actions à Gaza.View on euronews

Si Israël n'améliore pas la situation à Gaza, l'UE discutera de «mesures supplémentaires» pour **suspendre son accord d'association avec Tel-Aviv** lors de sa prochaine réunion en juillet, a déclaré Kaja Kallas, responsable de la politique étrangère de l'UE, à la suite d'une réunion très attendue avec ses homologues de l'UE à Bruxelles.

«Notre premier objectif est de changer la situation sur le terrain», a déclaré la vice-présidente de la Commission européenne. «Si la situation ne s'améliore pas, nous pourrons discuter d'autres mesures et revenir en juillet.»
Kaja Kallas s'est exprimée quelques jours après avoir présenté aux ministres une **révision de huit pages** de l'accord d'association UE-Israël, qui indique qu'il existe des «indications» selon lesquelles **Israël violerait ses obligations** en matière de droits de l'homme en vertu de l'article 2 de l'accord.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE devaient répondre à **une liste de violations** comprenant le blocus de l'aide humanitaire, les frappes militaires contre les hôpitaux et le déplacement forcé de la population palestinienne.

La réunion s'est déroulée dans un contexte de **tensions sans précédent au Moyen-Orient**, plus de 24 heures après que les États-Unis se sont joints aux frappes israéliennes contre les sites nucléaires iraniens et ont touché trois sites militaires clés en Iran.

Israël a également critiqué la révision de l'accord d'association UE-Israël, déclarant que «ce rapport et ses conclusions ne devraient pas être pris au sérieux ou utilisés comme base pour toute action ou conversation future», dans une lettre du ministère des Affaires étrangères du pays à l'UE, vue par Euronews.

Bien que les diplomates affirment que l'Iran et la guerre à Gaza sont deux questions distinctes, l'intervention militaire américaine a **ajouté un autre degré d'incertitude** parmi les Européens, qui «se sont démenés pour savoir comment réagir», a déclaré un diplomate.

Si Israël n'améliore pas la situation à Gaza, il appartiendra à Kaja Kallas d'explorer les «options» de suspension de l'accord d'association.

Bien qu'une suspension complète de l'accord semble **hors de question en raison de l'absence d'unanimité** parmi les États membres, le diplomate a déclaré qu'une option envisagée par les ministres lundi serait de suspendre partiellement certaines dispositions relatives au libre-échange, à la recherche et à la technologie dans l'accord d'association UE-Israël.

Le diplomate a indiqué que la responsable de la politique étrangère de l'UE travaillerait avec la Commission européenne, qui est chargée des questions commerciales, pour trouver des options nécessitant **une majorité qualifiée**, c'est-à-dire au moins 55 % des pays représentant au moins 65 % de la population de l'Union.

«La question concrète est de savoir sur quoi nous sommes capables de nous mettre d'accord,» a résumé Kaja Kallas.

The New York Times

Karim Sadjadpour
June 23, 2025

# What Bombs Can't Do in Iran

Donald Trump's bombing of Iran's nuclear facilities is a once-in-a-generation event that could transform the Middle East, U.S. foreign policy, the effort to stop the proliferation of nuclear weapons and potentially the global order. While its full impact will take decades to understand, it raises a more immediate question today: Will this extraordinary act of war strengthen Tehran's authoritarians or hasten their demise?

Iranians at a demonstration against the United States and Israel on Sunday in Tehran.Arash Khamooshi for The New York Times

The direct origins of the U.S.-Iran conflict date back to the 1979 revolution that replaced Iran's U.S.-allied monarchy with an anti-American theocracy. Since then the Islamic Republic of Iran has vowed to end U.S. imperialism and eradicate Israel. Now, the United States and Israel are waging a military campaign inside Iran with a stated goal of destroying its nuclear capability — though the regime's collapse, while not the declared objective, would be a welcome outcome for both nations. But while military strikes may expose an authoritarian regime's weaknesses, they rarely create the conditions necessary for lasting democratic change.

Long before Israel's invasion and Mr. Trump's strikes, the Islamic Republic resembled a zombie regime, ideologically dead but still repressive, much like the late-stage Soviet Union. Despite the country's vast human capital and resources, Tehran's theocrats preside over an economically isolated, socially repressive police state — elbow-deep in corruption and repression, yet ruling from the moral pedestal of an Islamist theocracy. The regime's enduring slogans, "Death to America" and "Death to Israel" — never "long live Iran" — have long made clear that its priority has always been opposing others, not uplifting its own people.

Given its refusal to countenance meaningful political reform, the chasm between Iran's static regime and its dynamic population has arguably become among the widest of any society in the world. The regime's ideological rigidity and nuclear ambitions resemble those of North Korea; the aspirations of its people for modernity and prosperity align it more with South Korea. The only way the government has been able to remain in power has been through relentless physical and digital repression.

Today, the regime most likely has the support of less than 20 percent of society, but up until now it has maintained a highly armed, organized repressive apparatus willing to kill en masse. By contrast, the regime's far more numerous opponents are unarmed, unorganized and unwilling to die en masse. The state venerates martyrdom; the larger society aspires to separate mosque and state. This disparity has enabled the regime to brutally quash nationwide uprisings, including the Woman, Life, Freedom protests of 2022 and 2023.

When Iranians awoke last Friday to news that at least a dozen senior Revolutionary Guards commanders and nuclear scientists had been assassinated by Israel — killed in their bunkers and bedrooms with minimal collateral damage — many privately rejoiced. But as Israeli bombs began falling on Tehran, that initial wave of satisfaction gave way to fear, confusion and anger. The capital's 10 million residents were warned — including by the U.S. president — to flee, even as some were urged by calls from outside Iran to rise against the regime. Independent human rights groups estimate over 300 civilians have been killed in the Israeli strikes.

Popular anxiety or outrage over war shouldn't be mistaken for the Islamic Republic's political revival. Rather than shift public opinion, Israel's invasion and the U.S. strikes are in time more likely to amplify existing divides: Loyalists will have more ammunition with which to loathe America and Israel, while critics will see these events as yet another example of how the regime's ideological obsessions bring disaster to ordinary Iranians.

History shows that military entanglements can either entrench or unravel authoritarian regimes. The Korean War (1950–53) strengthened Kim Il-sung's grip over North Korea, laying the foundation for a dynastic totalitarian state. The failed C.I.A.-backed Bay of Pigs invasion in 1961 helped Fidel Castro consolidate his nascent dictatorship. Saddam Hussein's 1980 in-

vasion of Iran rallied Iranians around Ayatollah Ruhollah Khomeini's fledgling theocracy.

But the opposite has also been true. While wars can offer a short-term sugar high for some regimes, rallying nationalistic fervor and deflecting domestic troubles, the effects can be fleeting. The Soviet Union's disastrous invasion of Afghanistan in 1979 ultimately helped accelerate its decline, Argentina's junta collapsed after its 1982 defeat in the Falklands War and Slobodan Milosevic was ousted following NATO's 1999 bombing of Yugoslavia. In Iran's case, the four horsemen of the economy — inflation, corruption, mismanagement and brain drain — are chronic. Any nationalist unity is likely to evaporate, giving way once more to daily frustrations with clerical misrule.

If there's a pattern, it's this: Wars tend to strengthen revolutionary regimes in their early years, but military humiliations expose the brittleness of aging ones.Populations are more likely to rally behind existential wars than elective ones. Since its inception, the Islamic Republic has waged a war of choice against Israel — not one of necessity.

**So just how brittle** is the Islamic Republic, as it ponders how to respond to the United States? Jack Goldstone, a leading scholar of revolution, identifies five key prerequisites for revolutionary change: severe national economic strain; alienation and division among political and economic elites; widespread anger and injustice that fuel popular mobilization; a unifying narrative of resistance that bridges societal divides; and favorable international relations, including foreign support for the opposition and the withdrawal of foreign backing for the regime.

By this measure, the Islamic Republic appears deeply vulnerable, but not at risk of imminent collapse. As of now, there are no visible signs of meaningful splinters among the regime's elites. No opposition leader or organization has managed to harness the mass societal discontent under a big tent, or to craft a unifying narrative broad enough to transcend Iran's societal divides. While popular mobilization and elite divisions are intertwined and can happen fast, America's recent misadventures in Afghanistan and Iraq serve as a cautionary tale: No foreign power can fabricate the kind of national consensus Iran's opposition will ultimately need to succeed.

Revolutionary movements become viable when they attract a critical mass of people, but a critical mass of people will not join them until they believe it is viable. While a critical mass of Iranians today may believe the Islamic Republic does not have a future, no opposition figure or movement has succeeded in channeling Iranians' mass discontent toward a political alternative.

The five million Iranians living outside their country have yet to translate their passion and resources into meaningful support for the cause of freedom at home. There is no credible outlet to channel their energy: Much of the professional opposition remains trapped in the past, dominated by personality cults, online infighting and unresolved ideological grudges, rather than focused on building a unifying movement. Few in the diaspora are inclined to rally behind such dated factions, and those inside the country are unlikely to risk their lives to trade one personality cult for another.

And yet the twilight of 86-year-old Ayatollah Ali Khamenei's leadership — and the question of what follows — is fast approaching. Despite most Iranians' desires to live under a tolerant, representative government that works for their prosperity, authoritarian transitions tend to be brutality contests, not popularity contests, often won by those with the greatest coercive powers. In Iran, it is military men, aspiring Iranian Putins and Sisis and not civilian reformers, who are the best positioned to seize control. According to one study, since World War II fewer than a quarter of authoritarian collapses have led to democracy — and those brought about by foreign intervention or violence have been even less likely to do so.

There is nothing that says Iran cannot be the exception to this rule. It has all the makings of a Group of 20 nation: an educated, globally connected population, vast natural resources and a proud civilizational identity. The United States, and much of the world, stands to benefit greatly from a post-Islamic Republic of Iran that is governed by national interest rather than revolutionary dogma. As Henry Kissinger once observed, "There are few nations in the world with which the United States has less reason to quarrel or more compatible interests than Iran."

And indeed, many Iranians may have come to yearn for rapprochement with the United States. Mr. Trump's decision to drop 30,000-pound bombs on Iran may leave a deep scar on a political culture shaped by historical grievances and a collective memory of foreign intervention — most notably the 1953 C.I.A.-led coup against Prime Minister Mohammed Mossadegh, whose mythology has often eclipsed historical fact. Yet America's postwar relationships with Japan and Vietnam — nations it once devastated — show that even the deepest wounds can heal.

But the most consequential battle for Iran's future will be fought not between Iran and the outside world, but among Iranians themselves. That struggle is only beginning. Iran's dynamic, modern population shows there is a light at the end of the tunnel. While outside forces may attempt to blast open the entrance, only Iranian leadership, unity and sacrifice can pave the way through it.

Le Monde

**Eliott Brachet**
**23 juin 2025**

# Face à la guerre entre Israël et l'Iran, le mutisme de Damas, signe du positionnement diplomatique du nouveau régime

Tandis que la plupart des capitales arabes ont dénoncé l'agression israélienne contre l'Iran, la Syrie n'a pas réagi. Un silence qui en dit long sur le revirement diplomatique induit en Syrie par la chute du régime de Bachar Al-Assad, ui représentait un allié de poids pour Téhéran.

Chaque jour, les habitants du sud de la Syrie se réveillent sous un ciel menaçant. Depuis le début des attaques israéliennes en Iran, vendredi 13 juin, des pluies de missiles et de drones iraniens traversent en retour l'horizon en direction d'Israël. La plupart sont interceptés au-dessus du sol syrien par la défense anti-aérienne de l'Etat hébreu. Dans les provinces frontalières de Deraa et de Kuneitra, des débris incandescents tombent quotidiennement sur des zones résidentielles et provoquent çà et là des incendies dans les champs.

*« Les gens ont peur. Ils sont pris entre deux feux. Il y a trois jours, un drone iranien s'est écrasé dans une maison dans la ville de Jassem. Vendredi matin, un missile israélien a explosé à côté d'une tente de Bédouins dans le village d'Al-Taybah, blessant une femme grièvement »*, rapporte Hamza Faheed, un activiste de Deraa. *« Mais au moins, pour une fois, ce n'est pas notre guerre »*, souffle-t-il.

Malgré les violations de son espace aérien et face au risque de déflagration régionale accru par l'intervention des Etats-Unis qui ont bombardé dimanche trois sites nucléaires iraniens, Damas reste pourtant silencieux. Ni le ministère des affaires étrangères ni le président Ahmed Al-Charaa n'ont commenté la récente escalade qui plonge la région dans l'inconnu. Un mutisme qui dénote, alors que la plupart des capitales arabes se sont empressées de condamner l'agression israélienne contre l'Iran et d'appeler à la désescalade et au respect du droit international.

*« Du point de vue syrien, c'est un silence logique. La population rejette ces deux pays pour leurs ingérences respectives en Syrie. En soutenant infailliblement le régime de Bachar Al-Assad, l'Iran a causé un grand tort au pays. De l'autre côté, Israël occupe des pans de notre territoire dans le Golan. Que ce soit la stratégie israélienne du choc ou les volontés expansionnistes de l'Iran, les deux puissances représentent un danger pour la région. La position des autorités est claire : n'entrer en confrontation avec personne »*, analyse Osama Abu Zayd, chercheur syrien en relations internationales.

**Renforts aux frontières libanaises et irakiennes**

Le silence de Damas en dit long sur le revirement diplomatique induit par la chute du régime de Bachar Al-Assad. La Syrie représentait jusqu'alors un allié de poids pour Téhéran. *« Dès 2011, dans le sillage de la révolution, et a fortiori à partir de 2013, l'Iran a mobilisé en Syrie ses soutiens régionaux* [Hezbollah libanais, factions irakiennes et milices chiites afghanes et pakistanaises] *pour maintenir Al-Assad au pouvoir. L'Iran s'est impliqué directement dans la guerre : les gardiens de la révolution, les milices bassidji, et des instructeurs militaires étaient présents sur le champ de bataille »*, rappelle Dima Mohammad, chercheuse spécialiste de l'influence iranienne en Syrie.

Après la décapitation du Hezbollah libanais par Israël à l'automne – avec l'assassinat de son leader suprême, Hassan Nasrallah, et les coups sans précédent portés aux capacités opérationnelles du parti-milice chiite – la chute du régime baassiste en décembre 2024 a constitué un second revers majeur pour l'Iran. En perdant pied en Syrie, la République islamique a perdu une pièce maîtresse de son « axe de la résistance », bâti ces dernières années comme un moyen de pression et de dissuasion aux portes de l'Etat hébreu.

Depuis sa prise de pouvoir à Damas, Ahmed Al-Charaa a régulièrement dénoncé le rôle de Téhéran dans le conflit syrien, affirmant que toute reprise des relations devrait reposer sur le respect de la souveraineté syrienne et la fin des ingérences. Signe de sa détermination à empêcher toute infiltration de groupes armés proches de l'Iran sur son territoire, le nouveau pouvoir a dépêché d'importants renforts aux frontières libanaises et irakiennes.

**« Obtenir la levée des sanctions américaines »**

Malgré son silence, la Syrie aurait-elle déjà choisi son camp ? Alors que la priorité est de reconstruire le pays, les nouvelles autorités syriennes ont une marge de manœuvre limitée. *« Pour relever le pays de la ruine, Ahmed Al-Charaa avait besoin d'obtenir au plus vite la levée des sanctions américaines. Il a besoin de cimenter ses relations avec Donald Trump et l'Occident et de s'assurer de leur soutien. Un discours trop offensif à l'égard d'Israël viendrait briser ces efforts »*, estime Dima Mohammad.

Sous l'égide de Washington, Damas a opéré ces derniers mois un rapprochement à pas feutrés avec Tel-Aviv. Les premiers contacts, établis en secret, ont débouché sur des discussions directes, allant jusqu'à l'envoi en catimini de représentants syriens en territoire israélien. Si, en coulisses, les Etats-Unis poussent pour que le pouvoir naissant à Damas normalise ses relations avec Israël, les discussions se cantonneraient pour le moment à des discussions techniques et sécuritaires.

Car dans le même temps, les autorités syriennes doivent faire face à des incursions régulières des forces israé-

liennes sur son territoire. A la chute du régime Al-Assad, Tel-Aviv a pris le contrôle du versant syrien du mont Hermon et de la zone tampon établie en 1974 entre la Syrie et les hauteurs du plateau du Golan illégalement occupées par Israël depuis 1967. Dans la province syrienne de Kuneitra, l'armée israélienne consolide des positions militaires dans plusieurs villages, détruisant des maisons, déplaçant de force et arrêtant des dizaines d'habitants.

*« Le silence de la Syrie n'est pas un soutien à Israël, ni un blanc-seing. La Syrie n'a aujourd'hui pas les moyens d'élever la voix. Elle n'a par ailleurs aucun moyen de répliquer »*, poursuit Osama Abu Zayd, rappelant que l'armée de l'air israélienne a mené plus de 800 frappes en six mois sur des sites militaires syriens, ciblant particulièrement les systèmes de défense aérienne, les radars, les avions de combats et les stocks de missiles sol-air. *« Les nouvelles autorités ont hérité d'un pays détruit par le régime Al-Assad. Après quatorze ans de guerre, la Syrie a besoin de se reconstruire, elle a besoin de stabilité et de développement. C'est ça la priorité »*, conclut-il.

---

euro news.

**Jeremiah Fisayo-Bambi**
**23 juin 2025**

# Trump se dit ouvert à un changement de régime en Iran

Pourquoi n'y aurait-il pas de changement de régime ?» s'interroge Donald Trump dans un message publié sur les réseaux sociaux où il met en doute l'avenir de la théocratie au pouvoir en Iran.View on euronews

Dans un message publié dimanche sur les réseaux sociaux, le président américain Donald Trump a fait allusion à la possibilité d'un changement de régime en Iran, s'interrogeant sur l'avenir de la théocratie au pouvoir dans ce pays.

Le coup de gueule de M. Trump sur les réseaux sociaux contre le régime iranien est intervenu après qu'il a ordonné une attaque surprise contre trois des sites nucléaires du pays, augmentant le risque d'une guerre plus large au Moyen-Orient au milieu des avertissements de sa base MAGA et de ses alliés et adversaires à l'étranger.

Il n'est pas politiquement correct d'utiliser le terme «changement de régime», mais si le régime iranien actuel n'est pas en mesure de rendre à l'Iran sa grandeur, pourquoi n'y aurait-il pas un changement de régime ? a posté M. Trump sur les réseaux sociaux, avant d'ajouter «MIGA». Ses commentaires semblent contredire un appel antérieur à la négociation avec l'Iran et à la désescalade de la guerre entre Téhéran et Israël.

Les propos de M. Trump étaient également en contradiction directe avec la conférence de presse du dimanche matin du secrétaire à la défense, Pete Hegseth, qui détaillait le bombardement aérien. «Cette mission n'était pas et n'a pas été un changement de régime», avait alors déclaré M. Hegseth.

Les collaborateurs de Donald Trump minimisent l'implication des États-Unis dans le conflit

S'exprimant sur Fox News dimanche, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a averti que toute riposte contre les États-Unis ou toute précipitation dans la construction d'une arme nucléaire «mettrait le régime iranien en danger».
M. Rubio a expliqué que l'administration américaine avait clairement indiqué qu'elle souhaitait que l'Iran cesse de développer des armes nucléaires. Mais au-delà de cela, le monde est plongé dans l'incertitude à un moment fragile qui pourrait décider si certaines parties du globe basculent dans la guerre ou trouvent un moyen de sauver une paix relative.

S'adressant à la chaîne NBC, le vice-président JD Vance a déclaré : «Nous ne sommes pas en guerre contre l'Iran. Nous sommes en guerre contre le programme nucléaire iranien».

Selon lui, la frappe offre une chance de relancer les négociations sur la réduction du programme nucléaire iranien, qui sont au point mort.

Malgré les efforts des principaux collaborateurs de M. Trump pour clarifier la situation et diffuser un message et une stratégie coordonnés sur l'implication ou le plan des États-Unis, M. Trump lui-même a fait une série de déclarations intimidantes, tout en appelant à la reprise des négociations.

Les analystes estiment qu'il est difficile de savoir si le président américain se moque simplement d'un adversaire ou s'il utilise des mots incendiaires qui pourraient aggraver la guerre entre Israël et l'Iran qui a commencé au début du mois.
**Related**
Iran : l'Europe spectatrice, mais soulagée

L'Iran peut-il attaquer les États-Unis maintenant et comment (et où) peut-il le faire ?

Avant la publication du message de M. Trump dimanche après-midi, les messages coordonnés de la secrétaire d'État, du principal conseiller militaire, du vice-président et du chef du Pentagone indiquaient que les retombées seraient contrôlées.

Le conflit israélo-iranien a débuté le 13 juin lorsque Israël a attaqué l'infrastructure militaire de l'Iran, tuant 10 scientifiques nucléaires de Téhéran.

L'Iran a répondu par des missiles balistiques et des attaques de drones contre Israël, mais les capacités militaires de l'Iran auraient été sévèrement décimées après la campagne aérienne d'Israël qui a détruit une grande partie des défenses aériennes et des lanceurs de missiles de Téhéran.

Au moins 950 personnes ont été tuées par les frappes israéliennes sur l'Iran, et 27 personnes ont trouvé la mort dans les frappes de représailles de l'Iran sur Israël.

LE FIGARO

**Adrien Jaulmes**
**23 juin 2025**

# Donald Trump épaule Israël dans une opération aérienne sans précédent contre l'Iran

Après avoir bombardé massivement trois sites nucléaires dans la nuit de samedi à dimanche, le chef de la Maison-Blanche a mis en garde le régime iranien contre d'éventuelles représailles visant des intérêts américains.

Àminuit, heure américaine dans la nuit de vendredi à samedi, un groupe de bombardiers stratégiques furtifs B-2 Spirit a décollé d'une base militaire du Missouri. Certains se sont dirigés vers le Pacifique dans le but de tromper les Iraniens et d'accaparer l'attention. Sept autres, dans le plus grand secret et avec un minimum de communications, sont partis vers l'Iran pour un vol de 18 heures. Chacun transportait deux bombes antibunker GBU-57 ultra-puissantes. À 17 heures, heure américaine, un sous-marin de l'US Navy a ouvert le feu, lançant deux douzaines de missiles de croisière Tomahawk sur le site nucléaire d'Ispahan. Quarante minutes plus tard, le premier bombardier a largué deux MOP (Massive Ordnance Penetrator) de 13 600 kg chacune sur Fordo, un site d'enrichissement d'uranium enterré profondément sous une montagne. Au total, en 25 minutes, 14 bombes de ce type ont été lâchées sur deux sites, Fordo et Natanz. C'est la première fois que les GBU-57, spécialement conçues pour ce type de cibles, sont utilisées dans des conditions opérationnelles.

L'opération Midnight Hammer (« marteau de minuit ») a rassemblé au total 125 avions, a détaillé dimanche le général Dan Caine, chef d'état-major des armées américaines, lors d'une conférence de presse. Parmi eux, des appareils de chasse, de reconnaissance et des douzaines d'avions de ravitaillement pour refaire le plein de carburant des bombardiers en plein vol. Selon le général Caine, l'élément de surprise a été total. Le système de défense antiaérienne iranien ne les a pas détectés. « C'est la plus grosse opération de B-2 de l'histoire américaine », a-t-il poursuivi, ajoutant que c'était une manœuvre « complexe et à haut risque » qui avait demandé une extraordinaire coordination.

Très peu de gens à Washington avaient été mis au courant. Peter Hegseth, le secrétaire à la Défense, a chanté les louanges du « plan brillant et audacieux » de Donald Trump et qualifié les frappes « de succès incroyable », en prenant soin de « rendre gloire à Dieu ».

Plus tôt, le président américain avait annoncé que les trois sites avaient été « totalement anéantis ». Dan Caine s'est montré plus prudent, comme le vice-président JD Vance. Selon les « premières évaluations du champ de bataille », a dit le soldat, les sites visés ont subi « de sévères dommages et destructions ». Mais il est encore trop tôt pour connaître le bilan exact des frappes et ce qu'il reste des installations nucléaires. Des images satellitaires de Maxar Technologies montrent des dégâts en au moins deux endroits à Fordo. On voit aussi un tapis de cendres sur une vaste zone et l'entrée des tunnels semble obstruée.

« L'exécution a été remarquable », a applaudi le général (R) Kenneth McKenzie, ancien chef du Central Command, qui supervise les opérations au Moyen-Orient. « C'est un plan qui a été affiné sur les quinze dernières années et régulièrement mis à jour », a-t-il précisé.

En frappant l'Iran et en rejoignant ainsi la campagne aérienne lancée par Israël pour décapiter le programme nucléaire iranien, Donald Trump a pris l'une des décisions stratégiques les plus importantes de son second mandat. Il entend ainsi montrer aux adversaires des États-Unis que l'époque des tergiversations de Joe Biden est révolue. Trump, qui s'était fréquemment vanté de ne pas avoir déclenché de nouvelles guerres pendant son premier mandat et avait régulièrement critiqué ses prédécesseurs pour avoir entraîné le pays dans des conflits étrangers, vient de rompre avec ses propres préceptes. L'occasion unique de détruire les capacités nucléaires iraniennes et le refus de l'Iran de renoncer à son programme par la négociation ont sans doute pesé en faveur d'une intervention, quitte à prendre le risque d'un conflit plus étendu.

Le président américain a lui-même révélé ces frappes par un message sur son réseau Truth Social : « Nous avons mené à bien notre attaque contre les trois sites nucléaires iraniens, a-t-il annoncé. Aucune autre armée au monde n'aurait pu accomplir un tel exploit. » Il est ensuite apparu samedi soir depuis la Maison-Blanche, entouré du vice-président, JD Vance, du secrétaire d'État, Marco Rubio, et du secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, pour prononcer une allocution musclée. « Notre objectif était de détruire la capacité d'enrichissement nucléaire de l'Iran et de mettre fin à la menace nucléaire que représente le premier sponsor du terrorisme mondial », et c'est « un succès militaire spectaculaire, a-t-il dit. Les principales installations d'enrichissement nucléaire de l'Iran ont été complètement et totalement anéanties. » Il a ensuite menacé l'Iran. « Il y aura soit la paix, soit une tragédie pour l'Iran, bien plus

grande que celle à laquelle nous avons assisté ces huit derniers jours », a-t-il ajouté en expliquant qu'il demeurait « de nombreuses autres cibles ».

La perspective d'une énième intervention militaire au Moyen-Orient a déclenché de vifs débats parmi les partisans de Trump. Les républicains traditionnels, partisans depuis longtemps de la fermeté vis-à-vis de l'Iran, étaient en faveur des frappes. La chaîne Fox News a mené ces derniers jours une intense campagne, sans doute largement destinée à un seul spectateur, pour soutenir une intervention. Mais le courant plus isolationniste du mouvement Maga, hostile à l'interventionnisme américain, a critiqué une nouvelle aventure au Moyen-Orient. Trump lui-même a depuis le début de sa carrière politique dénoncé les « guerres sans fin » dans lesquelles, selon lui, républicains comme démocrates ont entraîné l'Amérique.

Après les frappes, la Maison-Blanche a dépêché de nombreux membres de l'administration pour rassurer la base trumpiste. « Nous ne sommes pas en guerre contre l'Iran, a affirmé JD Vance sur NBC. Nous sommes en guerre contre le programme nucléaire de l'Iran. » Un peu plus tôt, Peter Hegseth avait souligné que les bombardements n'avaient pas pour but « un changement de régime », ce qui aurait auguré une opération beaucoup plus longue.

Donald Trump avait d'abord privilégié la diplomatie. En mars, il avait révélé avoir adressé une lettre au guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, pour engager des pourparlers sur le nucléaire. Netanyahou, qui espérait obtenir le soutien militaire américain, avait dû prendre son mal en patience. Les négociations avaient été confiées à l'émissaire personnel de Trump, son ami Steve Witkoff, avec la médiation du sultanat d'Oman. Mais le délai de deux mois fixé par Trump avait été atteint sans que les deux parties soient parvenues à un accord.

Les Israéliens sont passés à l'action le vendredi 13 juin en lançant une campagne aérienne contre l'Iran deux jours avant une nouvelle rencontre de Witkoff avec les négociateurs iraniens. Mais les Israéliens ont vite reconnu que l'aide américaine serait nécessaire pour atteindre les installations souterraines les mieux enterrées, notamment celles de Fordo, situées sous une montagne près de la ville sainte chiite de Qom.

Trump s'est d'abord félicité des frappes israéliennes, expliquant que le régime iranien aurait mieux fait de négocier quand il en était encore temps. Il a dépêché des renforts navals et aériens au Moyen-Orient. Mais il a paru hésiter avant d'engager les États-Unis directement dans l'opération. Jeudi, il a lancé un dernier ultimatum de deux semaines aux Iraniens. Le délai n'a finalement duré que deux jours. Même si Trump a préservé jusqu'au bout le secret sur ses intentions, ses déclarations ces derniers jours semblaient indiquer qu'il penchait vers l'intervention militaire.

Ruses ou réticences sincères, le président américain manie volontiers les menaces, mais se montre plus prudent dans leur exécution. En 2019, il avait renoncé à la dernière minute à des frappes de représailles contre l'Iran, après qu'un drone de reconnaissance américain avait été abattu. Puis il s'était abstenu de riposter après des attaques contre les installations pétrolières saoudiennes. Mais, lors de son premier mandat, Trump a aussi mené des opérations militaires plus hardies. En 2017, il avait ordonné des frappes contre la Syrie après que le régime de Bachar el-Assad eut utilisé des armes chimiques contre des civils. Puis, en janvier 2020, il avait ordonné l'élimination de Qassem Soleimani, le commandant de la Force al-Qods, bras armé de la Révolution islamique iranienne, et le responsable de la stratégie régionale iranienne.

Les républicains ont en grande majorité célébré l'opération. « C'est le bon choix », a déclaré le très « faucon » sénateur Lindsey Graham. Ces attaques devraient servir « de rappel clair à nos adversaires et alliés » que le président « ne parle pas à la légère », a renchéri Mike Johnson, le chef de file des républicains à la Chambre. L'aile trumpiste est restée assez discrète. « Israël est une nation qui détient l'arme nucléaire. Ce n'est pas notre combat. La paix est la réponse », a posté sur X la représentante Marjorie Taylor Greene.

Les démocrates - et certains républicains - ont reproché à Donald Trump de n'avoir pas cherché à avoir le feu vert du Congrès pour s'engager dans la guerre. Mais les présidents américains invoquent la plupart du temps leur autorité de commandant en chef pour lancer des opérations militaires. « Le président Trump a trompé le pays sur ses intentions, il n'a pas cherché à avoir l'autorisation du Congrès pour l'usage de la force militaire et risque l'implication américaine dans une guerre potentiellement désastreuse au Moyen-Orient », a déclaré Hakeem Jeffries, le chef de file des démocrates à la Chambre. Le sénateur Chris Murphy a, lui, souligné le fait que « l'Iran ne posait aucune menace imminente d'attaque contre les États-Unis ». Il « n'était pas près de construire une bombe nucléaire ». Le secrétaire à la Défense n'a pas répondu lorsqu'un journaliste lui a demandé si l'on avait des preuves que l'Iran ait développé l'arme atomique. Jusqu'ici, les services de renseignements américains n'étaient pas parvenus à cette conclusion.

Donald Trump a pris un nouveau pari en rejoignant l'opération israélienne. La région, où se trouvent 40 000 soldats américains, est en alerte. Même si les capacités militaires iraniennes sont considérablement affaiblies, Téhéran dispose toujours d'armes balistiques capables d'atteindre les nombreuses bases américaines, en particulier en Irak et dans le golfe Arabo-Persique.

Pete Hegseth a affirmé que l'Administration envoyait des messages aux Iraniens pour leur donner « toutes les chances de venir à la table des négociations ». Le sénateur démocrate Jack Reed a résumé : « Personne ne sait encore si (cette opération) va payer », mais « il est plus facile de commencer des guerres que de les achever ». A. J.

Le Monde

**Adrien Pécout**
**23 juin 2025**

# L'attaque américaine sur l'Iran augmente le risque d'une flambée des cours de l'or noir

## Les frappes américaines contre l'Iran et les risques de perturbations de l'approvisionnement en pétrole inquiètent les marchés. Un blocage du dé troit d'Ormuz pourrait faire monter les cours, mais Téhéran aurait aussi beaucoup à y perdre.

L'entrée formelle des Etats-Unis dans la guerre entre Israël et l'Iran risque, entre autres dégâts, d'attiser une nouvelle flambée des cours pétroliers. Alors même que le président Donald Trump avait annoncé, jeudi, deux semaines de réflexion, son armée a frappé trois sites iraniens d'enrichissement d'uranium, dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 juin.

Après une attaque israélienne contre le dépôt pétrolier de Shahran, à Téhéran, le 15 juin 2025. GETTY IMAGES VIA AFP

Sans même attendre les répliques de l'Iran, l'un des principaux producteurs d'or noir, l'inquiétude gagne les marchés quant à d'éventuelles perturbations sur l'approvisionnement mondial en pétrole. Avec 3,5 millions de barils de brut produits par jour en mai, selon l'Agence internationale de l'énergie, la République islamique est en effet le troisième acteur des 12 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – derrière l'Arabie saoudite (9,1 millions de barils chaque jour) et l'Irak (4,2 millions). Lundi 23 juin, le prix du baril de brent a bondi de 6 % à l'ouverture en Asie, après la pause du week-end. De quoi hisser le brut de la mer du Nord au-dessus des 81 dollars (70,50 euros), son plus haut niveau depuis la fin janvier, avant un reflux. En Europe, les cours étaient stables à l'ouverture.

Depuis la nuit du 12 au 13 juin et le début de l'opération israélienne « Rising Lion », la hausse du brent reste globalement contenue entre 70 et 80 dollars – c'est-à-dire encore loin des 100 dollars dépassés en 2022, année de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

Certes, le 14 juin, les frappes israéliennes ont visé des dépôts pétroliers de l'Iran, ainsi qu'une raffinerie spécialisée dans le gaz de pétrole liquéfié. Mais il s'agissait de sites destinés avant tout à la consommation intérieure. Malgré les craintes, *« les exportations de pétrole n'ont pas été perturbées jusqu'à présent »*, rappelle Giovanni Staunovo, analyste pour le groupe bancaire UBS. Au contraire : comme s'il fallait écouler le plus de barils avant toute complication, et malgré les sanctions américaines pesant sur elle, la République islamique a même intensifié ses livraisons – principalement à destination de l'Asie. Entre le 13 et le 18 juin, elle a ainsi exporté en moyenne 2,3 millions de barils chaque jour, d'après les analystes bancaires de DNB Carnegie, citant le site TankerTrackers.com. Soit 44 % de plus par rapport à 2024.

**Le scénario du pire**

Les cours du pétrole et donc le prix de l'essence pour les automobilistes pourraient grimper encore. Surtout en cas de diminution effective de la production au Moyen-Orient – ce qui n'est pas encore arrivé ces dernières semaines, au-delà des risques géopolitiques et des spéculations. *« Les précédents historiques montrent qu'une perturbation de l'ordre de 1 million de barils par jour peut entraîner une hausse de 5 à 10 dollars par baril du prix du brent »*, selon l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles, dans une note diffusée lundi 16 mai.

Tous les observateurs évoquent le scénario du pire : un éventuel blocage, d'une manière ou d'une autre, du détroit d'Ormuz, entre les côtés de l'Iran et d'Oman. Une vingtaine de millions de barils (produit brut ou raffiné) y transitent chaque jour, soit environ un cinquième de l'offre mondiale. Dimanche 22 juin, d'après le média iranien Press TV, cité par l'agence Reuters, le Parlement iranien serait favorable

à une fermeture du détroit, mais c'est au Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran qu'il reviendra de prendre ou non cette décision.

*« Toute fermeture du détroit pourrait entraîner une forte flambée des prix »*, avertit la banque Citigroup, dans une note du 20 juin. Ses analystes prévoient, le cas échéant, un baril à 90 dollars – un montant déjà atteint en avril 2024 lors de frappes précédentes entre Israël et l'Iran. *« Une perturbation importante de ces flux suffirait à faire grimper les prix à 120 dollars le baril »*, supposent leurs homologues d'ING, cités par l'AFP dès le 13 juin.

Par le passé, l'Iran a souvent brandi la menace d'un blocage, sans jamais encore l'appliquer. *« Si cette fermeture venait à arriver, elle ne serait, de notre point de vue, que de très courte durée »*, avance Vincent Mortier, analyste du gestionnaire d'actifs Amundi. Car l'Iran serait le premier pénalisé *« à un moment où le régime a plus que jamais besoin de ces revenus »* pétroliers, poursuit-il.

**Accès maritime au golfe Persique**

La zone est cruciale pour le commerce mondial. C'est la seule voie d'accès maritime au golfe Persique, et donc à quelques-uns des principaux membres de l'OPEP : Arabie saoudite, Irak, Emirats arabes unis et Koweït, outre l'Iran. Et c'est aussi un point de passage important pour les navires acheminant du gaz naturel liquéfié (GNL) depuis les terminaux du Qatar.

*« Les tentatives iraniennes visant à perturber les exportations de GNL et de pétrole par le détroit d'Ormuz restent peu probables, tant que les installations d'exportation pétrolière iraniennes ne sont pas ciblées »*, estime le cabinet S&P Global Commodity Insights. *« A l'heure actuelle, aucune activité maritime inhabituelle n'est observée dans la zone »*, précise sa note, publiée lundi 23 juin au matin.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a exhorté la Chine, dimanche, à dissuader l'Iran de fermer le détroit. *« J'encourage le gouvernement chinois à Pékin à les appeler à ce sujet, car ils dépendent fortement du détroit d'Ormuz pour leur pétrole »*, a-t-il déclaré sur Fox News.

Une chose est sûre : depuis le mois de juin, *« les tarifs appliqués pour affréter un tanker* [pétrolier] *dans le golfe Persique ont déjà presque doublé et les primes d'assurance ont augmenté de 60 % »*, souligne Ahmed Ben Salem, analyste chez Oddo BHF, évoquant les chiffres donnés au *Financial Times* par le courtier maritime Clarksons et l'assureur Marsh McLennan.

---

LE FIGARO

**Christophe Cornevin**
**23 juin 2025**

# Terrorisme : cette menace iranienne qui plane sur la France

Alors que les autorités ont renforcé les mesures de vigilance, Bruno Retailleau a rappelé que le régime des mollahs avait déjà tenté de commettre des attentats sur le sol français.

Le scénario d'attentats sur le sol français en lien avec la guerre opposant Israël à l'Iran est plus que jamais considéré avec sérieux par les services de renseignements. Les frappes américaines, menées dans la nuit de samedi à dimanche sur plusieurs sites nucléaires de la théocratie, ne peuvent que renforcer cette crainte. Dès le 13 juin dernier, Bruno Retailleau avait demandé à tous les préfets et patrons des services de police et de gendarmerie de « porter une vigilance particulière à l'ensemble des sites qui pourraient être ciblés par des actes de terrorisme ou de malveillances par une puissance étrangère ». Inutile de préciser que tous les regards se tournent vers Téhéran. Sans attendre, les patrouilles ont été renforcées, dans le cadre du plan Vigipirate « urgence attentat », aux abords des lieux de culte, des établissements scolaires, de sites stratégiques tels que les centrales nucléaires et, bien sûr, autour des « intérêts israéliens et américains ainsi que des établissements de la communauté juive » installés dans l'Hexagone.

Depuis plusieurs jours, le ministre de l'Intérieur ne fait guère mystère et identifie même deux types de menaces terroristes. La première est, rappelle-t-il, « endogène », c'est-à-dire venant des ennemis de l'intérieur. « La mouvance islamiste peut se réveiller à la faveur de ces événements, avec en particulier des jeunes qui se radicalisent sur les réseaux sociaux », a affirmé le « premier flic de France » le 18 juin dernier sur Europe 1. La bête n'est pas morte : pour rappel, quelque 5 200 islamistes en puissance inscrits au fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) sont toujours dans le viseur des services de renseignements et des influenceurs iraniens ont récemment été interceptés. L'une des dernières affaires remonte à avril dernier, avec le placement en détention provisoire de Mahdieh Esfandiari, mise en examen pour apologie du terrorisme.

Âgée de 35 ans et installée à Lyon depuis huit ans, cette Iranienne a été interpellée, ainsi qu'une seconde personne, le 28 février dans le cadre d'une information ouverte par le pôle national de lutte contre la haine en ligne. Les magistrats avaient été alertés le 30 octobre 2024, sur la base d'un signalement du ministère de l'Intérieur relatif aux publications d'un compte Telegram faisant, selon le parquet, « l'apologie des attentats commis en Israël le 7 octobre, provoquant à des actes de terrorisme et injuriant la communauté juive ». Les investigations ont également été ouvertes pour « refus de donner les codes de déverrouillage relatifs à plusieurs chaînes de réseaux sociaux (X et Telegram) ».

Ce dossier ultrasensible a provoqué la colère de l'Iran, qui a exhorté la France, le 7 avril dernier, via le porte-parole de sa diplomatie, de donner un « accès au dossier » et de « clarifier les raisons de l'arrestation

de cette citoyenne iranienne ». Le courroux de Téhéran, qui détient dans ses geôles Cécile Kohler et Jacques Paris, deux otages français, comme possible « monnaie d'échange », est d'autant plus fort qu'un autre influenceur franco-iranien sera jugé le 3 juillet prochain devant le tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), lui aussi pour « apologie du terrorisme par un moyen de communication en ligne en public ».

Shahin Hazamy, 29 ans est appelé à comparaître pour des propos tenus sur l'attaque sanglante du Hamas le 7 octobre 2023, qui a entraîné la mort de 1 218 personnes du côté israélien, en majorité des civils. Se présentant comme journaliste indépendant sur TikTok, où il est suivi par 330 000 abonnés, le mis en cause, qui s'est fait connaître comme membre d'une association d'aide aux plus démunis, y partage de nombreux contenus sur l'actualité du Moyen-Orient. « En s'en prenant à un journaliste, la justice envoie un très mauvais signal à la liberté de la presse. Notre client Shahin Hazamy a subi un traitement inadmissible, avec une perquisition devant ses enfants en bas âge, alors que les faits reprochés ont bientôt deux ans », ont déclaré à l'AFP ses avocats, Nabil Boudi et Antoine Pastor. Annonçant cette nouvelle arrestation en France d'un de ses ressortissants, la télévision d'État iranienne a fustigé une « violation flagrante de la liberté d'expression dans un pays qui prétend être une démocratie ».
Outre l'hypothèse d'une attaque mortifère perpétrée par un musulman radical, déjà chauffé à blanc par la guerre menée à Gaza, Bruno Retailleau, sans nul doute l'une des personnes désormais les mieux renseignées du pays, a pointé du doigt « le régime des ayatollahs et des mollahs qui ont tenté de commettre des attentats sur le sol français ayant été déjoués ». Évoquant une action violente avortée grâce à l'action des services en 2018, le ministre de l'Intérieur fait référence au projet d'attentat à la bombe visant en juin de la même année un grand rassemblement à Villepinte. Des milliers d'opposants au régime théocratique de Téhéran y étaient attendus, dont plusieurs invités américains de marque. Si les sicaires pilotés par Téhéran pensaient aussi atteindre Bill Richardson, l'ex-ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, ainsi que l'ancien maire de New York Rudolph Giuliani, la cible principale semblait être Maryam Radjavi, présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI). Cette instance fédère plusieurs mouvements d'opposition, dont l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI), une des bêtes noires du régime. Les membres présumés du commando, surpris au contact d'un agent des services de renseignements iranien agissant alors « sous couverture » de troisième secrétaire à l'ambassade d'Iran à Vienne, avaient été interceptés dans un restaurant de la vieille ville de Luxembourg, 48 heures avant de passer à l'action.

Selon plusieurs observateurs, l'attentat déjoué de Villepinte avait été commandité à la suite d'une série de grandes manifestations organisées à travers tout l'Iran et que l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême du pays, a imputé aux « ennemis de la République » islamique. Aujourd'hui, ce sont ces dissidents en exil qui pourraient à nouveau être dans le viseur des services de Téhéran. « La communauté iranienne en France, ce sont 62 000 personnes, qui sont avant tout des opposants », a rappelé Bruno Retailleau. Nombre d'entre eux sont donc sympathisants de l'OMPI, le mouvement des moudjahidines en exil, sorti de la liste américaine et européenne des entités terroristes depuis leur renoncement à la lutte armée et aux actions violentes en 2001.

Se déclarant « très vigilant », le locataire de Beauvau a présidé dès le 13 juin dernier une réunion de tous les patrons des forces de sécurité intérieure. Évoquant le risque d'« attentats ciblés », le premier flic de France est formel : « Le régime iranien utilise des "proxys", c'est-à-dire des intermédiaires, des hommes de main liés au grand banditisme et aux narcotrafics qui ne savent même pas que les ordres viennent en réalité du régime iranien. Voilà leur façon d'opérer. » Actuellement, le ministre d'État a révélé, toujours sur Europe 1, que « quelques dizaines d'individus » étaient suivis par les services antiterroristes, à commencer par la DGSI. Les soupçons d'un « terrorisme d'État iranien » ont été relancés dans le cadre d'une affaire, baptisée « Marco Polo » et révélée par Mediapart, portant sur des projets d'assassinats de personnes juives en France et en Allemagne. Au total, trois personnes, deux hommes et une femme, auraient déjà été mises en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle dans le cadre de ce dossier lui aussi ultra-sensible. Une synthèse de la DGSI, datant de début mai 2024 et dont l'AFP a relaté le contenu en septembre de la même année, établissait qu'« à partir de 2015 les services iraniens ont renoué avec une pratique d'assassinats ciblés qui n'avait plus été observée en Europe depuis une vingtaine d'années ». L'agence française de contre-espionnage précise que « la menace s'est encore aggravée (…) dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas ».

Leur objectif ? « Frapper des cibles civiles » pour « accroître le sentiment d'insécurité au sein de l'opposition » au régime iranien et au sein « de la communauté juive et/ou israélienne ». Parmi les cibles auraient figuré l'ex-employé d'une société israélienne de sécurité vivant à Paris et trois de ses anciens collègues en région parisienne, ainsi que trois Israélo-Allemands installés à Munich et à Berlin. Le coordinateur de la « cellule » ne serait autre qu'un gros trafiquant de drogue de la région lyonnaise, soupçonné d'être parti en Iran au moment du coup de filet et d'avoir recruté en prison un délinquant franco-algérien pour passer à l'action au moment voulu. Les enquêteurs imputent aussi à cette « cellule » quatre incendies d'entreprises situées dans le sud de la France et « appartenant à des ressortissants israéliens », entre fin décembre 2023 et début janvier 2024, selon une source policière. Le procureur national antiterroriste Olivier Christen avait alerté en juin de la même année, lors de son discours d'installation, sur « une éventuelle menace terroriste que feraient peser sur notre sécurité certaines puissances étrangères ». « Si cette menace semblait très éloignée depuis plusieurs décennies, des procédures ouvertes très récemment par mon parquet nous démontrent qu'elle peut redevenir concrète », avait-il observé.

Dans ce contexte inflammable, le seul attentat abouti est celui commis par le Franco-Iranien Armand Rajabpour-Miyandoab, qui avait tué un touriste germano-philippin de 23 ans à coups de couteau, et blessé deux autres personnes à coups de marteau, près de la tour Eiffel, huit mois avant les Jeux olympiques dans la capitale. En garde à vue, le terroriste de 26 ans avait affirmé avoir répondu à un « appel fin octobre de l'État islamique, demandant à tuer des Juifs ». Il dit avoir agi « en réponse aux exactions, selon lui, de l'État d'Israël sur la bande de Gaza ». Connu des services de renseignements pour son islamisme radical et ses troubles psychiatriques, il avait indiqué avoir envisagé de semer la mort dans le jardin mémoriel des enfants du Vél' d'Hiv', en mémoire des enfants juifs raflés les 16 et 17 juillet 1942 pendant la Shoah. Des cibles dont la nature résonne avec une étrange similitude avec celles que pourraient vouloir atteindre des tueurs téléguidés depuis Téhéran. C. C.

Le Monde

**Ghazal Golshiri, Elise Vincent, Madjid Zerrouky**
**23 juin 2025**

# L'Iran a-t-il encore les moyens de contrer la pression américano-israélienne ?

Les salves de missiles lancées contre Israël se sont espacées, signe probable d'un affaiblissement de Téhéran, qui pourrait aussi activer ses alliés, comme les houthistes yéménites. Mais ces derniers respectent jusqu'ici leur cessez-le-feu avec Washington.

Acculée militairement, la République islamique d'Iran laisse planer le doute sur son intention et ses capacités de riposte aux bombardements américains et sur l'avenir de son programme nucléaire. Ce programme, dont l'objectif est vraisemblablement militaire, a été durement frappé dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 juin.

*« Des dommages monumentaux ont été causés à tous les sites nucléaires en Iran, comme le montrent les images satellites. Destruction totale est l'expression qui convient »*, s'est de nouveau félicité, dimanche, Donald Trump, sur les réseaux sociaux, en revenant sur les frappes américaines menées la veille sur les sites de Fordo, Natanz et Ispahan. *« Les dégâts les plus importants ont été causés bien en dessous du niveau du sol. En plein dans le mille !!! »*, a ajouté le président américain. Le général Dan Caine, chef d'état-major des forces armées, s'est montré plus prudent, estimant que ces sites avaient subi *« des dommages et des destructions extrêmement sévères ».*

Pour les experts, néanmoins, il reste impossible, à l'heure actuelle, de mesurer les dégâts précis occasionnés en sous-sol par ces bombardements. Et qu'en est-il, surtout, des stocks d'uranium enrichi accumulés par Téhéran ? Soit 408 kilogrammes enrichis à 60 % en isotopes 235. Ce qui, porté à une teneur de 90 %, permettrait de produire plusieurs armes nucléaires. L'Iran a affirmé avoir mis ce stock en lieu sûr.

Dans un message publié sur le réseau social X, dimanche, Ali Shamkhani, conseiller du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, et rescapé d'une frappe aérienne israélienne ciblant son domicile, a défié Washington : *« Même en supposant la destruction totale des sites, la partie n'est pas terminée, car les matières enrichies, le savoir-faire local et la volonté politique demeurent. Désormais, l'initiative politique et opérationnelle, avec le droit à la légitime défense, est entre les mains de la partie qui sait jouer intelligemment et évite les tirs aveugles. Les surprises continueront ! »*

Le « savoir-faire nucléaire » ne sera pas détruit par les bombes, a assuré le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, dimanche. *« Nous continuerons à le défendre. Nous empêcherons les ennemis d'atteindre leurs objectifs »*, a-t-il promis. Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, ont, eux, assuré que l'attaque américaine *« renforcera la volonté des jeunes scientifiques iraniens ».* Tout en promettant des représailles militaires contre les Etats-Unis.

**« La défaite militaire est déjà effective »**

Dix jours après le lancement, le vendredi 13 juin, de l'opération israélienne « Rising Lion » sur l'Iran, il n'est pas un expert pour oser s'aventurer à pronostiquer la capacité à durer du régime iranien, sur le strict plan militaire, tant son arsenal, sa hiérarchie militaire et ses moyens de défense apparaissent diminués. *« La défaite militaire est déjà effective, claire. La question, c'est : est-ce que cela va aboutir à un changement de régime ou pas ? »*, résume un expert militaire spécialiste des questions aériennes.

Dimanche, Donald Trump a, pour la première fois ouvertement, évoqué cette hypothèse dans un post publié sur le réseau Truth Social : *« Il n'est pas politiquement correct d'utiliser le terme "changement de régime", mais si le régime iranien actuel est incapable de REN-DRE L'IRAN GRAND À NOUVEAU, pourquoi n'y aurait-il pas un changement de régime ??? »*, emboîtant une nouvelle fois le pas à son allié israélien, Benyamin Nétanyahou, qui, intervenant sur la chaîne de télévision conservatrice américaine Fox News, avait estimé, le 15 juin, qu'un changement de régime iranien *« pourrait certainement être le résultat »* de l'escalade du conflit, appelant les citoyens iraniens à saisir l'*« opportunité »*.
Ces derniers sont les victimes, jour après jour, de l'intensité des bombardements. Selon l'organisation iranienne Human Rights Activists News Agency, basée à l'étranger mais disposant de nombreuses sources en Iran, le bilan des frappes s'élève à 950 morts au total, jusqu'à dimanche. Parmi eux, 380 civils ont été identifiés, tandis que 317 victimes restent inconnues. Les forces armées comptent 253 militaires tués.

L'Iran a bien répliqué dimanche. Une trentaine de missiles ont été tirés en deux salves, occasionnant des destructions importantes sur des zones résidentielles de Tel-Aviv et la ville voisine de Ness Ziona. Une douzaine de personnes ont été blessées au cours de cette réplique. Mais ces salves sont surtout venues illustrer les capacités de ri-

poste limitées de Téhéran, dont l'intensité des frappes n'a fait que décroître depuis le début de la guerre ouverte avec Israël.

Alors que l'Iran avait lancé six salves très resserrées de trente missiles au lendemain du lancement de « Rising Lion », soit quelque 180 missiles au total en une seule journée, ces salves se sont progressivement espacées, tout en étant beaucoup plus mesurées en nombre de projectiles. De trente à quarante missiles par salve, Téhéran est ainsi passé de quatre à douze vecteurs par salve au bout de trois jours de guerre – avec un unique pic à vingt projectiles, le 17 juin – , puis à un seul missile tiré, le 18 juin. Ce suivi des salves iraniennes est aujourd'hui considéré comme l'un des indicateurs les plus fiables de l'affaiblissement de Téhéran.

**Les Iraniens obligés de reculer**

L'analyse des lieux de lancement des missiles mène aux mêmes conclusions. Alors que, les premiers jours, les images satellitaires montraient qu'ils avaient été majoritairement tirés de l'ouest de l'Iran, zone la plus proche d'Israël, les Iraniens ont progressivement été obligés de reculer et de lancer leurs salves du centre du pays, puis, désormais, de l'est du territoire. Une contrainte géographique qui rend aujourd'hui inutile une partie de leur arsenal contre Israël, et oblige Téhéran à avoir recours à des missiles à plus longue portée, au lancement plus complexe, plus onéreux, et dont le stock est plus limité.

L'évaluation du stock de missiles dont dispose encore l'Iran est, en revanche, très incertaine. Si les Etats-Unis l'estimaient à environ 3 000 avant « Rising Lion », plusieurs sources occidentales préféraient rester prudentes à la veille des frappes américaines. Elles considéraient comme plausible que Téhéran puisse déjà avoir perdu au moins 30 % de son arsenal, soit en répliquant, soit à la suite de frappes israéliennes. *« On peut compter les têtes, les lanceurs, il y a des missiles en maintenance, d'autres qui sont démontés. Et parmi les missiles qui ne sont pas détruits, certains peuvent être juste bloqués dans un site de stockage sous une montagne dont l'accès est bouché par une frappe »*, explique un spécialiste français des questions aérospatiales, contraint à l'anonymat. Mais même si les stocks iraniens ne sont pas anéantis, le moindre lancement de missile, notamment s'il est à très longue portée, est vite repérable. *« Cela se voit comme le nez au milieu de la figure »*, ajoute-t-il.

En revanche, les images satellitaires permettent de documenter plus facilement la destruction des systèmes de défense antiaérienne iraniens. Ainsi, le 18 juin, selon les experts, il ne restait à l'Iran plus qu'une seule « bulle » de protection réellement opérationnelle, située autour du port de Bandar-e Abbas, dans le sud du pays, un des principaux débouchés iraniens sur le golfe Arabo-Persique. Le 21 juin, l'aviation israélienne a toutefois annoncé avoir pu mener des frappes sur Bandar-e Abbas, laissant entendre que le dernier système de défense antiaérienne iranien avait été détruit ou contourné.

**Cibler les forces navales américaines**

Dans ce contexte, toute réplique iranienne directe contre les forces américaines prépositionnées au Moyen-Orient apparaît délicate, même si Washington s'est préparé à ce scénario. Les dirigeants iraniens pourraient aussi opter pour une réponse limitée, comme ils l'ont fait en 2020 après l'assassinat, à Bagdad, de Ghassem Soleimani, l'ancien chef des opérations extérieures des gardiens de la révolution. Téhéran avait alors prévenu Washington avant de frapper, pour limiter d'éventuelles pertes humaines américaines.

*« Puisque Trump a mené une frappe relativement limitée, l'Iran pourrait ne pas riposter immédiatement contre les Etats-Unis. En évitant une escalade, Téhéran pourrait laisser à Trump cette victoire symbolique et choisir de maintenir la pression sur Israël*, explique, sur X, Hamidreza Azizi, chercheur au Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. *Cela lui permettrait de tenir Washington à l'écart du conflit. Le risque d'impliquer davantage les Etats-Unis dépendrait alors des décisions futures de Trump*, poursuit-il. *Si ce dernier frappe l'Iran sans nouvelle provocation, cela ressemblerait davantage à une guerre menée au nom d'Israël – ce qui aurait un coût politique élevé, compte tenu de l'opposition intérieure américaine à une guerre contre l'Iran. »*

Une autre option semble encore à portée de main de Téhéran : l'activation de l'un de ses derniers groupes de soutien en mesure de conduire des opérations militaires au sein de l'« axe de la résistance », les houthistes. Ces derniers tiennent les rênes du pouvoir au Yémen depuis 2014 et disposent d'un emplacement-clé sur les rives de la mer Rouge et le golfe d'Aden pour cibler les forces navales américaines, prépositionnées dans la zone depuis de longs mois, en soutien d'Israël.

Les houthistes sont en principe tenus par un cessez-le-feu avec les Etats-Unis, signé le 6 mai, à la suite d'une longue campagne de frappes menée contre eux par Washington, depuis mars. Le 21 juin, à la veille de l'opération américaine contre les sites nucléaires iraniens, ils semblaient toutefois espérer dissuader le raid américain en annonçant être prêts à agir contre tout navire de guerre présent en mer Rouge. Or, à la différence d'autres groupes de l'« axe de la résistance », les houthistes n'ont pas été anéantis par les frappes menées contre eux ces derniers mois. Leur hiérarchie militaire est toujours aux manettes, et leur arsenal balistique est considéré comme encore robuste.

Si les opérations aériennes israéliennes et américaines semblent avoir infligé de lourds dommages au programme nucléaire iranien, dont le régime avait fait son principal bouclier, un certain nombre de sources occidentales redoutent néanmoins, qu'à défaut de capacités d'action dans le domaine militaire, l'Iran ne se relance dans le terrorisme international, avec une campagne d'attentats meurtriers. Ces dernières années, Téhéran avait déjà sérieusement accru et durci ses actions de déstabilisation en dehors de son territoire national, en particulier en Europe, avec des projets d'assassinat ciblé contre des opposants au régime.

**June 23, 2025**

# President Barzani, French diplomat urge de-escalation amid Israel-Iran conflict

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdistan Region President Nechirvan Barzani met on Monday with French Consul General Yann Braem in Erbil to discuss the rising tensions in the Middle East, emphasizing the urgent need to end hostilities and prevent further regional escalation.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani recieves French Consul General Yann Braem in Erbil on June 23, 2025. Photo: Kurdistan Region Presidency

According to a statement from the Kurdistan Region Presidency, the two officials exchanged views on the ongoing Israel-Iran conflict, "exploring the potential implications of [Israel-Iran] conflict for the region and global peace and stability, while emphasizing the importance of avoiding further escalation."

President Barzani and Consul General Braem agreed on the «significance of initiatives aimed at de-escalating the situation,» and underlined the mutual position of France and the Kurdistan Region in opposing the expansion of regional tensions.

"Conflicts should be addressed through dialogue and diplomatic channels," they emphasized.

Tensions in the region have surged following Israel's June 13 airstrikes on Iranian nuclear facilities, which killed several senior military commanders and provoked retaliatory attacks from Tehran. In response, Iran launched several waves of missile and drone attacks against Israeli targets.

In a significant escalation, the United States carried out airstrikes on Sunday targeting Iran's three main nuclear sites: Fordow, Natanz, and Isfahan.

Importantly, the Kurdistan Region has also been affected by the fallout.

Kurdish counterterrorism forces reported intercepting two explosive-laden drones near a village northwest of Erbil on Sunday.

A day earlier, a drone crashed in Nineveh province's Makhmour district, and a fire broke out in Sulaimani province, reportedly caused by drone or missile debris. Although the origin of the drones remains unconfirmed, they are believed to be linked to the Israel-Iran conflict.

During Monday's meeting, the French Consul General outlined France's ongoing diplomatic initiatives, including those led by President Emmanuel Macron, aimed at "promoting peace and resolving conflicts through diplomatic means."

Braem "also highlighted France's role within the European troika [E3 – France, Germany and the United Kingdom] in working to de-escalate tensions and encourage the parties to engage in dialogue and pursue diplomatic solutions."

France, as a member of the E3 and a key player in the European Union's foreign policy, has consistently advocated for a negotiated solution to the Israel-Iran crisis, with a particular focus on Iran's nuclear program.

Le Monde

Louis Imbert
24 juin 2025

# La menace nucléaire iranienne demeure, malgré les frappes américaines

## L'Iran paraît disposer encore d'un stock d'uranium hautement enrichi et conserverait les moyens de le militariser en quelques mois.

Un détail fâcheux : quelques cuves d'uranium hautement enrichi, à 60 %, environ 400 kilos d'un gaz jaunâtre serré dans des fûts d'aluminium de la taille de ballons d'eau chaude. Voilà ce qui pourrait demeurer du cœur du programme nucléaire iranien, sa part la plus dangereuse, après les frappes américaines de dimanche 22 juin. Ce serait assez pour que Téhéran relance discrètement un programme nucléaire militaire, afin de se doter d'une bombe en quelques mois, selon de premières estimations d'experts, si la République islamique prenait cette décision.

Comme une fausse note dans la marche triomphale jouée en Israël et à Washington, le vice-président américain, J. D. Vance, y a fait allusion dès dimanche. *« Nous allons travailler dans les semaines à venir pour nous assurer que nous faisons quelque chose avec ce combustible, et c'est l'une des choses dont nous allons discuter avec les Iraniens »*, avançait-il sur la chaîne ABC. Le même jour, l'amiral Ali Shamkhani, conseiller du Guide suprême iranien, faisait aussi référence à ce stock radioactif, sur le réseau X. *« Même en supposant la destruction complète des sites* [frappés au matin par Washington]*, la partie n'est pas terminée, car les matériaux enrichis, les connaissances acquises et la volonté politique restent intacts »*, affirmait ce haut gradé, blessé le 13 juin par une frappe israélienne.

Pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la priorité absolue est aujourd'hui d'inspecter ce stock d'uranium, affirmait, lundi, son directeur, Rafael Grossi. La veille, il avait rapporté à la presse que l'Iran reconnaissait avoir déplacé ces stocks pour les mettre à l'abri peu avant les frappes américaines. Des mouvements de véhicules ont été photographiés par satellites aux abords d'un site d'Ispahan, qui en ensablaient les accès. Ces cylindres sont aisément transportables : ils tiendraient dans les coffres d'une dizaine de voitures.

**Des installations secrètes**

Les experts estiment qu'ils étaient pour la plupart entreposés près d'Ispahan dans des tunnels, qui ne semblent pas avoir été frappés. Israël se félicite que son allié américain ait détruit, à Fordo, le principal site d'enrichissement d'uranium de la République islamique. Celle-ci ne peut plus enrichir très rapidement à un niveau militaire (90 %), puis transformer son combustible en uranium métal, dernières étapes préalables à la fabrication d'une arme. Mais elle peut reconstituer cette capacité.

Deux sites font l'objet d'une grande attention : l'un, immense, est situé *« au cœur d'une montagne »* près de Natanz. L'Iran a révélé y avoir déplacé, en 2022, une ligne de production de centrifugeuses. L'existence du second site, voué à l'enrichissement, a été dévoilée par l'Iran samedi 21 juin. Il serait profondément enterré près d'Ispahan et devait recevoir sous peu des centrifugeuses. L'ironie est que l'AIEA avait obtenu de le visiter bientôt. Au désespoir des inspecteurs, les frappes américaines ont fait rebasculer le site dans l'ombre.

D'autres installations secrètes pourraient demeurer inconnues et le pays dispose probablement de centrifugeuses avancées flambant neuves, non installées, rappelle, sur X, Eric Brewer, ancien directeur pour la contre-prolifération au Conseil de sécurité national américain. Enfin l'Iran peut fabriquer de nouvelles machines. *« Il y a toute une série de composants pour la construction de centrifugeuses qui étaient contrôlés au moment de l'entrée en vigueur* [de l'accord international sur le nucléaire iranien, JCPoA, en 2015] *et qui ne le sont plus »*, rappelle sur le réseau X James Acton, codirecteur du Carnegie Nuclear Policy Program, un think tank à Washington. Téhéran a eu tout le temps de disséminer ces petites pièces depuis le retrait américain de l'accord, en 2018.

**Effet de dissuasion**

Téhéran n'aurait besoin que d'un hangar de taille moyenne et d'un peu de temps, pour fabriquer une bombe avec son uranium pleinement transformé, puis agencer un réceptacle et un détonateur. *« Supposons que l'Iran décide de se lancer dans la fabrication d'une bombe. Il peut installer environ une cascade et demie de centrifugeuses par semaine. En six semaines, il pourrait avoir neuf cascades de machines IR-6, les plus avancées. Il faudrait à ces machines environ soixante jours pour enrichir les 400 kilos d'uranium enrichi jusqu'à obtenir un uranium de qualité militaire. Au total, cela représente environ cinq mois »*, estime Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales de Middlebury à Monterey (Californie).

Rien n'oblige enfin l'Iran à multiplier les tests de tirs pour arrimer une telle arme à un missile et menacer directement Israël. Une bombe fonctionnelle, « sale » et sans lanceur, produirait déjà un effet de dissuasion. *« On ne vous parle déjà plus de la même façon, lorsque vous brandissez une telle menace »*, relevait, avant les frappes américaines, l'ancien conseiller à la sécurité nationale israélien, Uzi Arad. Or, en dépit de ses immenses moyens, l'Etat hébreu n'est pas assuré de détecter le moment crucial où les plus hauts responsables de la République islamique choisiraient de se lancer dans une course à la bombe, craignait avant-guerre une source du renseignement militaire israélien.

The New York Times June 24, 2025

# What to Know About the Cease-Fire Between Israel and Iran

## President Trump said the truce was holding after lashing out at both countries for seemingly violating the agreement.

President Trump said on social media on Tuesday that the cease-fire between Israel and Iran remained in place, shortly after he suggested that neither country had held to a truce that they had agreed to hours earlier.

Mr. Trump lashed out at both countries in angry remarks to reporters, as he suggested that Iran and Israel had violated the agreement that he had said was scheduled to begin on Tuesday around 7 a.m. local time in Israel.

"We basically have two countries that have been fighting so long, and so hard, that they don't know what" they were doing, he said, using an expletive.

Iran's military denied violating the cease-fire, and Prime Minister Benjamin Netanyahu indicated in a statement that Israel's retaliation was limited. That appeared to suggest both countries, which each claim to have prevailed in the conflict, want the truce to hold.

A deal would pause 12 days of warfare between the two regional rivals that has drawn in the United States, which bombed three Iranian nuclear sites.

**What did the president say on Tuesday?**

"Nobody will be hurt, the Ceasefire is in effect!" Mr. Trump wrote on social media, saying that Israel would not attack Iran and its planes would "turn around and head home, while doing a friendly 'Plane Wave' to Iran."

Mr. Trump posted the message after angrily speaking out against the countries as he was leaving the White House to fly to a NATO summit in the Netherlands. The president suggested that the countries had violated the cease-fire and said he was "not happy" when talking to reporters before his departure. Mr. Trump also sharply criticized Israel for firing on Iran "right after we made the deal."

The statements added to the uncertainty over the truce. In another post on social media, he had warned Israel that it would be a "MAJOR VIOLATION" if it were to bomb Iran and demanded that the country "BRING YOUR PILOTS HOME, NOW!"

Mr. Trump announced the cease-fire on Monday night, but the details were not immediately clear at the time.Anna Rose Layden for The New York Times

**What's the latest in the fighting?**

Israel on Tuesday accused Iran of breaking the cease-fire by firing missiles, and vowed to retaliate.

"In light of the severe violation of the cease-fire carried out by the Iranian regime, we will respond with force," Eyal Zamir, the Israeli military's chief of staff, said in a statement.
Iranian state media reported that the government had denied launching the attacks.
But both sides did attack each other until the final moments before the deal was meant to take effect, according to Mr. Trump.

Iran launched a missile attack at Beersheba, a city in southern Israel, that killed at least four people, according to the Israeli authorities. The Israeli military said that its warplanes had hit missile launchers in western Iran that were poised to fire at Israel.

A damaged residential site in Beersheba, southern Israel, after an Iranian missile attack on Tuesday before the cease-fire was in effect.Daniel Berehulak/The New York Times

**What else did Trump, Iran and Israel say about a cease-fire?**

When announcing the truce on social media Mr. Trump said that Iran and Israel would have to complete their military missions and that the war would be "considered ended" 24 hours after the cease-fire took effect.

He struck a conciliatory tone by commending Iran and Israel for agreeing to end the conflict. "This is a War that could have gone on for years, and destroyed the entire Middle East, but it didn't, and never will!," he wrote.

Mr. Trump announced the cease-fire on Monday night, surprising some of his own officials.

Iranian state television later announced that the cease-fire had come into effect, and Abbas Araghchi, the country's foreign minister, wrote on social media that military operations against Israel had "continued until the very last minute, at 4 a.m."

The Israeli prime minister's office confirmed the cease-fire on social media at 9 a.m. local time, saying that Mr. Netanyahu had told his cabinet, military and security chiefs on Monday that Israel had "achieved all of the objectives" in its campaign against Iran.

Iranians reacted in Tehran after Iran's attack on a U.S. base in Qatar in retaliation for American strikes on nuclear sites.Arash Khamooshi for The New York Times

**What led to the cease-fire?**

The war began on June 13, when Israel launched strikes against military leaders, nuclear facilities and nuclear scientists in Iran.

The United States became directly involved over the weekend by striking three of Iran's most important nuclear facilities, including Fordo, a deeply buried site.

Israel had been pressuring the Trump administration to use American weapons, including a 30,000-pound bunker buster bomb, to help destroy the sites. Israeli strikes had already damaged nuclear facilities in Natanz and Isfahan, but much of Fordo is built deep inside a mountain and it did not have the weapons

needed to seriously damage the site.
Mr. Trump claimed that the sites had been "completely and totally obliterated" by the American strikes, even as other U.S. officials offered more cautious assessments of the damage.

Iran retaliated on Monday striking Al Udeid Air Base in Qatar, the largest U.S. military installation in the Middle East. Mr. Trump said that all but one of the Iranian missiles were downed, and that no American troops had been injured or killed.

More than 600 people have been killed in Iran and at least 5,300 have been wounded as a result of Israeli attacks, according to the country's health ministry.

In Israel, at least 28 people have been killed after Iranian attacks, according to the government, including four who were confirmed dead by the Israeli fire and rescue service after an attack in the south of the country on Tuesday.

euro news.

**24 juin 2025**

# L'Iran demande des éclaircissements au Portugal après que Lisbonne a autorisé des avions américains sur sa base de Lajes

L'ambassadeur d'Iran à Lisbonne a garanti que Téhéran interrogera officiellement le gouvernement portugais après l'autorisation de la présence militaire américaine sur la base de Lajes, dans les Açores.View on euronews

L'ambassadeur d'Iran au Portugal a révélé que Téhéran allait officiellement interroger le gouvernement portugais sur l'utilisation par les États-Unis de la base de Lajes, dans les Açores.

Dans une interview accordée à Rádio Renascença, Majid Tafreshi a déclaré que les bombardements américains avaient touché des «installations nucléaires pacifiques» et qu'il avait donc l'intention de remettre en question la «neutralité» du Portugal, étant donné que la présence militaire américaine était autorisée à Lajes en vertu d'un accord bilatéral entre Lisbonne et Washington.

La base aérienne de Lajes, (h à d) dans les Açores. Open Street Map

«Votre gouvernement devrait clarifier cette situation et nous ne manquerons pas de la remettre en question», a-t-il déclaré.

Quant au fait que la base militaire des Açores ait été utilisée par des avions de ravitaillement, et non par les avions impliqués dans les attaques, Majid Tafreshi a conclu : «Ravitailler ou donner des bombes ne change pas grand-chose. Parce que toute orientation vers un résultat, s'il se produit, a la même dimension de participation à l'agression. Mais je ne pense pas que ce soit vrai. Nous allons enquêter et voir quel sera le résultat», a-t-il ajouté.

«Si quelqu'un participe à une guerre, pour quelque raison que ce soit, il fait partie de l'agression. On peut calculer s'il s'agit d'une simple guerre ou d'une agression. Là encore, c'est important. L'approvisionnement ou autre chose en fait partie. Mais je pense qu'il est trop tôt pour prendre une décision et y réfléchir», a affirmé l'ambassadeur iranien à Lisbonne à Renascença.

Dans une autre interview, cette fois avec **CNN Portugal**, Majid Tafreshi a répété : «Ce qui est important de savoir, c'est ce que le pays savait de l'agression et s'il est intentionnellement d'accord. Et si vous êtes d'accord, le pays doit le déclarer avec audace».

**Le Portugal a confirmé** que mercredi dernier, le 18 juin, il avait autorisé les États-Unis à stationner ou à faire transiter 12 avions militaires dotés de fonctions de ravitaillement en carburant.

«En vertu de l'accord de coopération et de défense entre le Portugal et les États-Unis, l'utilisation de la base de Lajes pour le stationnement ou le transit d'avions militaires est soumise à l'autorisation préalable de l'État portugais», a déclaré le cabinet du ministre de la défense, **Nuno Melo**, dans un communiqué, soulignant qu'il s'agit d'une «procédure habituelle» et que «les avions qui se trouvent aux Açores sont des avions de ravitaillement en vol».
Le ministère de la défense explique que le Portugal «accorde des autorisations de survol et d'atterrissage spécifiques, trimestrielles ou permanentes, non seulement aux États-Unis, mais aussi à de nombreux autres pays».

Selon ces autorisations, «le stationnement d'avions militaires est normalement notifié 72 heures à l'avance ou moins, en raison de l'imprévisibilité de certaines missions».

La déclaration du gouvernement fait suite aux demandes d'éclaircissement du PCP et de Livre, qui ont demandé dimanche à l'exécutif s'il pouvait garantir que les avions opérant à la base de Lajes n'ont pas été utilisés par les États-Unis dans le cadre de l'offensive contre trois centrales nucléaires iraniennes.

La base de Lajes dispose de la deuxième plus grande capacité d'approvisionnement de l'US Air Force en dehors du territoire américain, et de la plus grande en Europe pour ces fonctions.

Le Monde

**Fariba Adelkhah**
**24 juin 2025**

# Fariba Adelkhah, anthropologue : « La vision occidentale de la société iranienne, binaire, méconnaît sa réalité de plus en plus complexe »

Loin des idées reçues, la plupart des citoyens de l'Iran reprochent au régime non pas son orientation religieuse, mais la répression des libertés, analyse la directrice de recherche franco-iranienne dans une tribune au « Monde ».

L'anthropologue que je suis – et je n'interviens qu'à ce titre – est abasourdie par l'écart entre la complexité de la société iranienne, que j'étudie depuis quarante ans, et le simplisme, pour ne pas dire l'ignorance, dont témoignent les gouvernements israélien, états-unien et européens pour conduire ou légitimer la guerre d'agression contre la République islamique. Frappe aussi la confusion des objectifs que se donnent les agresseurs : destruction du programme nucléaire ou changement de régime ?

A Téhéran, devant un mur peint représentant le Guide suprême Ali Khamenei, le 24 juin 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

Du point de vue du droit international, il s'agit bel et bien d'une guerre d'agression, dite « préventive », au nom d'un danger présumé et même sans doute fantasmé. Nétanyahou parle de la menace nucléaire iranienne, *« existentielle »*, comme Poutine du *« nazisme »* en Ukraine. Selon un dicton iranien, *« quand on veut commettre un forfait, on revêt un habit religieux »*… Et quel est ce *« bien »* que l'on veut apporter à la population iranienne, ou ce *« mal »* dont on veut la débarrasser, en prenant cyniquement le risque d'un accident nucléaire au détour d'un bombardement, dont les civils seront les victimes pour des décennies ? Le Moyen-Orient a-t-il besoin d'un Tchernobyl, en sus de tous ses maux ? La démocratie s'impose-t-elle par les armes de l'étranger ?

On oppose donc le « bon » Iran, celui de la « société civile », du mouvement Femme, vie, liberté, de l'opposition en exil de plus en plus inféodée à la mouvance de Donald Trump relayée par quelques intellectuels en vue et par la majorité des médias conservateurs, au « méchant » Iran, celui de l'islam, des mollahs, de la « dictature » du Guide de la révolution, deus ex machina de la répression et du nucléaire.

**Des enfants de Khomeyni**

Cette vision binaire de la société iranienne méconnaît sa réalité, de plus en plus complexe du fait de sa diversité, de son urbanisation, de son éducation et de la démultiplication de son espace à l'échelle du globe par l'intermédiaire de sa diaspora. Elle en occulte aussi l'histoire. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils l'aient combattu ou non, tous les Iraniens sont des enfants de Khomeyni, largement étrangers au régime du chah, que la plupart d'entre eux n'ont pas connu, et tributaires d'une République qui les a façonnés. Pas seulement par la coercition, mais aussi par de multiples interactions, par un processus continu de cooptation au sein des institutions politiques ou économiques, par les liens familiaux qui réunissent au-delà des divergences politiques (ou, au contraire, dramatisent ces conflits en leur donnant une tournure fratricide).

Comme j'ai pu en faire l'expérience pendant ma détention à la prison d'Evin, à Téhéran, l'histoire sanglante de la révolution et de sa période de terreur (1979-1988) ou de la

guerre contre l'Irak (1980-1988) est loin d'être soldée. Et la mémoire douloureuse de ces événements brouille constamment la séparation nette entre les détenteurs du pouvoir et leurs opposants. Cela vaut de l'opposition (avec ou sans guillemets) en exil, qui peut compter des anciens responsables de l'intérieur, sans que l'on sache trop comment ils se positionnent aujourd'hui, en pratique. J'ai ainsi été surprise de voir diffuser par un média de l'« opposition » en France une partie du contenu de mon téléphone portable, qui m'avait été confisqué lors de mon arrestation à Téhéran, en 2019. Les dirigeants et les journalistes occidentaux sont parfois d'une naïveté confondante. Alors que les monarchistes et les Moudjahidin du peuple *[marxistes]* se font étrangement silencieux, les opposants les plus sérieux au pouvoir en place sont aujourd'hui paradoxalement issus des rangs de la République islamique.

Cette vision manichéenne du régime reproduit, soit dit en passant, un grand thème du roman national iranien, toujours prompt à exalter de manière doloriste la résistance de la nation (*mellat*) et du peuple (*mardom*) face à l'iniquité de l'Etat (*dolat*), en une rumination sans fin de la bataille de Kerbala, en 680. Elle prend surtout pour focale l'islam, qui serait la ligne de partage entre les bons et les méchants. Point de salut démocratique en dehors du sécularisme !

**En osmose avec le régime et la société**

En réalité, les choses sont là aussi plus compliquées. Dans les faits, la critique virulente de la République islamique, de ses dirigeants, du clergé, peut aller de pair avec un sentiment d'appartenance à l'islam et même, pour la majorité des Iraniens, au chiisme, et avec une conscience nationale (ou nationaliste) aiguë approuvant le programme nucléaire. Le néolibéralisme économique du secteur privé et même d'une partie du personnel politique au pouvoir se conjugue volontiers avec la piété musulmane. Ses partisans reprochent à la République islamique non pas son orientation religieuse, mais les entraves qu'elle met encore à la liberté d'accumulation. Censurée et réprimée, son élite intellectuelle reste néanmoins en osmose avec le régime et la société.

Lire aussi la chronique (2022) l Article réservé à nos abonnés « Femme, vie, liberté », un slogan qui vient de loin

Le rejet de l'obligation de porter le voile n'est pas nécessairement celui de l'islam. Paradoxalement, c'est bel et bien cette pratique vestimentaire qui a permis aux femmes d'investir l'espace public, de devenir majoritaires au sein de l'université et, aujourd'hui, de récuser cette forme de coercition. De ce point de vue, le geste magnifique de la théologienne Sedigheh Vasmaghi, qui porte elle-même le voile, mais l'a publiquement retiré pour exprimer sa solidarité avec le mouvement Femme, vie, liberté, est révélateur, mais a été superbement ignoré par les médias occidentaux, en mal de laïcité et aveugles à toute forme de féminisme autre que nord-atlantique. Ce faisant, ils se leurrent sur la représentativité réelle du mouvement, si courageuses soient ses militantes, et sont prisonniers d'un effet de loupe alors même qu'ils avaient passé sous silence le mouvement Un million de signatures pour l'abrogation des lois discriminatoires, autrement plus important, en 2006.

Jusqu'à la semaine dernière, les Iraniens étaient en quête de mieux-vivre ou d'enrichissement, beaucoup plus que d'idéaux démocratiques, et leur espérance étaient moins celle d'un avenir radieux qui n'était plus atteignable ni même identifiable que celle d'une vie bourgeoise ou petite-bourgeoise. C'est ce genre de rêves, frustrés par la crise économique mais tranquilles, que les missiles et les avions israéliens ont pulvérisés le 13 juin.

**Incapacité à débattre**

A force de ne voir l'Iran qu'à travers la focale de l'islam, ses adversaires en ont oublié le vrai ciment : un nationalisme profond, souvent forcené et narcissique, et pas toujours sympathique, comme le démontre sa xénophobie croissante à l'encontre des immigrés afghans, sans même parler de son racisme avéré envers les Arabes (beaucoup plus que contre les juifs en tant que peuple). L'idée que la population va se réjouir de l'agression étrangère et se retourner contre ses dirigeants actuels pour rentrer dans le giron des Pahlavi (la dynastie du chah), que pousse l'administration Trump, cette idée est folle. En 1980, Saddam Hussein avait commis la même erreur de calcul, et, en se ralliant à lui, les Moudjahidin du peuple se sont discrédités.

Il est clair qu'une fraction de l'opposition va jouer la carte américano-israélienne du « changement de régime ». Mais, si elle y parvient dans le sillage des missiles étrangers, ce ne sera pas au profit de la démocratie. Son comportement en exil et son incapacité à débattre le démontrent dès maintenant : elle est aussi divisée que le régime lui-même, et elle n'a aucun programme sinon celui de prendre le pouvoir et de le confisquer. Ce sera donc le chaos, comme en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Liban. Les Iraniens en payeront le prix, et aussi les pays avoisinants. L'Europe sera la seconde étape des réfugiés et devra gérer un Moyen-Orient définitivement disloqué.

Ces derniers jours, deux images ont résumé ce télescopage entre le simplisme ou la confusion des agresseurs et la détermination nationaliste des Iraniens. Un sénateur trumpiste a avoué ne pas connaître le nombre d'habitants en Iran : 90 millions tout de même, vivant dans un pays qui est l'un des principaux exportateurs de pétrole, susceptible de bloquer le détroit d'Ormuz en recourant à une guerre asymétrique… Dans le même temps, la présentatrice vedette de la radio-télévision iranienne, Sahar Emami, voilée comme il se doit, a continué de présenter imperturbablement son journal pendant une frappe israélienne, dans un studio qui se remplissait de la poussière de la destruction, et elle a repris l'antenne après un bref moment d'interruption des émissions.

**Fariba Adelkhah** est anthropologue, directrice de recherche au CERI (Sciences Po), spécialiste des pratiques religieuses et de l'Iran contemporain. Arrêtée en 2019 à Téhéran et condamnée en 2020 à cinq ans de prison en Iran pour « atteinte à la sécurité nationale », elle a été libérée en 2023, après avoir été graciée et non acquittée. Elle a notamment publié « Les Paradoxes de l'Iran. Idées reçues sur la République islamique » (Le Cavalier bleu, 2016) et « Prisonnière à Téhéran » (Seuil, 2024).

The New York Times June 24, 2025

# Iran Mounts Deadly Attack on Israel Hours Before Fragile Cease-Fire

## At least four people were killed in a missile strike in southern Israel early Tuesday, the Israeli authorities said.

At least four people were killed in southern Israel when a ballistic missile fired from Iran hit an apartment block before the two countries confirmed that they had agreed to a cease-fire on Tuesday, according to the Israeli authorities.

The missile was one of about 20 fired in at least four barrages across the country in the hours surrounding the truce that was first announced by President Trump, according to Israeli officials. The Israeli military also said it struck missile launchers in western Iran that were poised to fire at Israel and had intercepted at least 15 drones that Iran launched overnight.

The attack in Beersheba, a city of about 600,000 in southern Israel occurred at around sunrise, not long after Mr. Trump said that a phased cease-fire had been agreed. But the official start time of the truce was unclear.

Hours after the strike, rescue workers were picking through the ruins of the building, advancing gingerly on ladders in a void where the middle three floors had been largely blown away. They were trying to access an area buried inside the structure where potential survivors may have been trapped.

One of the dead individuals was found inside the fortified safe room of an apartment and the three others were found outside of it, according to Col. Asher Benbenishti of the Israeli military's southern home front command.

Two other buildings of a similar size in the complex, along with an adjacent school and nearby shops, also showed signs of serious damage. At the ground level, alongside a row of burned out cars, dozens of rescue workers had formed a human chain and were passing cement fragments from one to another to pile onto a growing mound of debris.

City welfare workers had set up a white tent outside the school building to process and gather information from residents of the ruined buildings, many of whom were still in pajamas and holding their phones. Russian-language translators in yellow vests were on hand to help residents who had immigrated to Israel from the former Soviet Union.

"I have only one question — where do I go now?" one resident, Timor Kovalev, 38, asked in English as he held his wife's hand and pulled up a white plastic chair.

A city worker told them in Russian that they were being evacuated by bus to a hotel near the Dead Sea, to the north. Mr. Kovalev responded that he, his wife and two children needed to stay in Beersheba.

The direct missile hit was one of the deadliest single Iranian strikes since the war began in the early hours of June 13 with an Israeli military assault on Iran's nuclear sites, military personnel and infrastructure.

The truce appeared tenuous, spurring anger from Mr. Trump.

About two hours after the Israeli government announced that it had agreed to the cease-fire, sirens wailed again in northern Israel. The Israeli military said it had identified more incoming missiles from Iran and threatened to retaliate forcefully for what it described as a "severe violation of the cease-fire carried out by the Iranian regime." Iran's military denied that it had fired any more missiles, according to Iranian state news outlets.

Israeli warplanes have pounded Iran since the start of the conflict, and Iran has fired more than 500 ballistic missiles and more than 1,000 drones, according to the Israeli government.

Iran's attacks on Israel have killed 28 people, including those in Beersheba on Tuesday. Israeli attacks on Iran have killed 606 people and wounded 5,332 since the war began, according to Iran's health ministry.

Images on Israeli television showed widespread destruction in a residential complex in Beersheba, a city in Israel's Negev desert. Another missile struck a building in a major hospital complex in the city last week, causing serious damage, but no fatalities. Most patients and staff had already been evacuated or moved into other areas of the complex.

Israel has accused Iran of deliberately firing into civilian areas. Iranian authorities say the Israeli military has hit targets in civilian buildings in Iran, and caused many deaths.

Victoria Shifrin, who said she lived on the second floor of the building that was hit in Beersheba, told Israel's Channel 12 television that she and her family had entered the safe room in their apartment when the sirens sounded. She said they heard a huge boom and the door of the fortified room blew in. "We understood it struck here," she said.

Police and rescue services helped the family leave, Ms. Shifrin said. She said she left with nothing but the dress and slippers she had hurriedly put on and described climbing and half-sliding down a destroyed staircase. "I was shaking," she said. "We were terrified."

Le Monde 24 juin 2025

# Syrie : un groupuscule djihadiste peu connu revendique l'attentat contre une église à Damas ayant fait 25 morts

Les autorités syriennes avaient d'abord attribué au groupe djihadiste Etat islamique (EI) l'attentat-suicide perpétré dimanche contre une église de Damas. Dans une déclaration, le groupuscule sunnite Saraya Ansar al-Sunna a rejeté la version des autorités la qualifiant de « fausse et fabriquée ».

L'attaque a semé la terreur au sein de la communauté chrétienne de Syrie. Un groupuscule extrémiste sunnite peu connu a revendiqué, mardi 24 juin, l'attentat-suicide perpétré dimanche contre une église de Damas, que les autorités syriennes ont attribué au groupe djihadiste Etat islamique (EI).

L'attaque a fait 25 morts et des dizaines de blessés au sein de la communauté chrétienne qui enterrait mardi plusieurs des victimes dans une ambiance empreinte de tristesse et de colère, et parmi d'autres minorités du pays. Dans un communiqué diffusé sur Telegram, le groupuscule Saraya Ansar al-Sunna a affirmé qu'un de ses membres avait *« fait exploser l'église Saint-Elie dans le quartier de Dwela à Damas »*, après *« une provocation »*, sans plus de détails.

Les autorités islamistes arrivées au pouvoir après la chute du président Bachar Al-Assad en décembre ont rapidement imputé l'attaque à l'EI et annoncé lundi plusieurs arrestations dans le cadre d'une opération sécuritaire contre des cellules affiliées au groupe. Mais dans sa déclaration, Saraya Ansar al-Sunna – qui n'a que quelques centaines d'abonnés sur Telegram – a rejeté la version des autorités la qualifiant de *« fausse et fabriquée »*.

Ce groupe, apparu après la chute de Bachar Al-Assad, a déclaré que *« ce qui s'en vient ne vous laissera aucun répit* (…)*, car nos combattants* (…) *sont pleinement prêts »*. En mars, une altercation avait éclaté après que des riverains eurent protesté contre la diffusion de chants islamiques par le biais des haut-parleurs d'une voiture devant l'église Saint-Elie.

**Violences confessionnelles**

L'attentat de dimanche survient dans un contexte de violences confessionnelles, marquées notamment par des massacres de membres de la minorité musulmane alaouite – à laquelle appartenait Bachar Al-Assad – et des affrontements avec des combattants druzes.

Le porte-parole du ministère de l'intérieur, Noureddine Al-Baba, a affirmé que la cellule à l'origine de l'attentat *« est officiellement affiliée à l'EI »*, et que *« Saraya Ansar al-Sunna n'est pas un groupe indépendant, mais dépendant de l'EI »*. Il a ajouté, lors d'une conférence de presse à Damas, que l'auteur de l'attentat n'était pas syrien, précisant qu'il était venu avec un second kamikaze du camp d'Al-Hol, qui héberge des combattants de l'EI et leurs proches, dans le nord-est de la Syrie.

Lors des funérailles de neuf des victimes, organisées dans l'église de la Sainte-Croix à Damas, le patriarche grec-orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient, Youhanna X, a fustigé un *« massacre inacceptable »* et critiqué les autorités, les appelant à *« assumer leurs responsabilités »*.

*« Le crime odieux qui s'est produit à l'église Saint-Elie est le premier massacre en Syrie depuis les événements de 1860 »*, a-t-il déclaré, en référence aux massacres de chrétiens à Damas sous l'Empire ottoman. *« Nous n'acceptons pas que cela se produise à l'époque de la révolution, et sous votre autorité »*, a-t-il ajouté en s'adressant au président Ahmed Al-Charaa. *« Hier, vous avez présenté vos condoléances par téléphone au vicaire patriarcal. Cela ne suffit pas. »*

Neuf cercueils blancs ont été portés jusqu'à l'église devant un millier de fidèles, sous haute sécurité. Les routes menant au lieu de culte étaient bloquées et les abords étroitement surveillés.
L'attaque ravive les inquiétudes quant à la capacité du pouvoir, dominé par le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) qui a renversé Bachar Al-Assad, à contrôler les combattants radicaux. HTC, autrefois affilié à Al-Qaïda, a rompu ses liens avec la nébuleuse djihadiste en 2016.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme rapporte que Saraya Ansar Al-Sunna avait déjà menacé de s'en prendre aux Alaouites, et mené une attaque contre cette minorité dans la province de Hama plus tôt cette année. Le groupe est accusé d'avoir participé à des massacres en mars, qui auraient fait quelque 1 700 morts selon l'Observatoire, en majorité des civils alaouites.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky
24 juin 2025

# En Iran, la fragile perspective d'un retour au calme après vingt-quatre heures sous le feu

La capitale Téhéran a été bombardée de manière inédite par l'armée israélienne, qui a notamment ciblé la prison d'Evin, où se trouvent des prisonniers politiques.

Les explosions et la défense antiaérienne ont cessé à partir de 4 heures du matin, heure de Téhéran, mardi 24 juin, en Iran, après une journée et une nuit très agitées. Mais deux heures et demi plus tard, à 7 heures, heure locale en Israël, des missiles balistiques iraniens continuaient à voler vers le territoire de l'Etat hébreu, en dépit de l'annonce spectaculaire d'un cessez-le-feu aux contours flous par Donald Trump. La République islamique d'Iran menait un baroud d'honneur après avoir subi les vingt-quatre heures de bombardements les plus intenses depuis le début de l'attaque israélienne, le 13 juin.

Image publiée sur les médias sociaux le 23 juin 2025 après des frappes israéliennes à Téhéran. AFP PHOTO / UGC / ANONYMOUS

Le président des Etats-Unis avait affirmé quelques heures plus tôt qu'un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël serait mis en œuvre *« dans quelques heures »*. *« Félicitations à tous ! Israël et l'Iran ont pleinement convenu d'un cessez-le-feu complet (dans environ six heures), qui commencera par une réduction des hostilités et s'achèvera dans les douze heures suivantes par un arrêt total des combats »*, avait déclaré Donald Trump dans un message sur son réseau Truth Social. Le républicain a ajouté : *« L'Iran commencera officiellement le cessez-le-feu, et Israël le respectera dans les douze heures, ce qui mettra fin au conflit de douze jours. Durant ces fenêtres, chaque partie devra agir avec respect et pacifiquement. Si tout se passe comme prévu – ce qui devrait être le cas –, je féliciterai les deux parties pour leur patience. »* Mardi matin, le gouvernement israélien a annoncé que l'opération « Rising Lion » (« le lion qui se lève ») a accompli tous ses objectifs. Israël affirme avoir éliminé une double menace existentielle venant de l'Iran : nucléaire et balistique. L'armée israélienne confirme avoir obtenu la supériorité aérienne sur Téhéran, frappé durement la direction militaire iranienne, détruit de nombreuses cibles gouvernementales et tué de hauts scientifiques nucléaires.

Le cessez-le-feu intervient peu après que Téhéran, en réaction aux bombardements américains en Iran durant la nuit du 21 au 22 juin, a attaqué, lundi, la base aérienne d'Al-Udeid, au Qatar. Treize missiles ont été interceptés sans difficulté, et un autre s'est écrasé sans faire de dégâts.

Selon un diplomate informé des pourparlers, à la suite des frappes iraniennes au Qatar, *« le président Trump s'est entretenu avec l'émir du Qatar et l'a informé que les Etats-Unis avaient obtenu d'Israël qu'il accepte un cessez-le-feu avec l'Iran. Le président a demandé au Qatar d'aider à convaincre l'Iran de faire de même. Par la suite, le vice-président, J. D. Vance, a coordonné les détails avec le premier ministre qatari. Cet effort s'est révélé fructueux et, à la suite de discussions avec le premier ministre du Qatar, les Iraniens ont donné leur accord »*.

**Téhéran sous le feu**

Dans un message publié sur X, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, a laissé entendre que les frappes de la République islamique se sont interrompues *« à 4 heures »*, soit 3 h 30, heure israélienne. *« Les opérations militaires de nos puissantes forces armées visant à punir Israël pour son agression se sont poursuivies jusqu'à la dernière minute, à 4 heures du matin* [heure de Téhéran, soit 1 h 30 à Paris]. *»*

Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, n'a pas encore réagi à ces nouveaux développements. Dans sa dernière publication sur X, antérieure à l'annonce du cessez-le-feu par le président

américain, il déclarait : *« Nous n'avons attaqué personne, et nous n'accepterons aucune agression. Nous ne céderons à aucune forme d'agression. »*

Mardi, à l'aube, le calme est revenu en Iran, après plusieurs heures d'une violence inédite. La veille, Téhéran a été la cible de l'une des attaques les plus intenses depuis le début de la guerre. Lundi matin, le ministre israélien de la défense, Israel Katz, avait déclaré sur X que, *« sur instruction du premier ministre* [Benyamin] *Nétanyahou »*, l'armée israélienne frapperait *« avec une puissance sans précédent les institutions du régime à Téhéran, notamment le siège de la milice bassidj, la prison d'Evin* [où sont détenus des prisonniers politiques] (…)*, ainsi que divers quartiers généraux sécuritaires du CGRI* [corps des gardiens de la révolution islamique, l'armée idéologique du pays] *»*. Parmi les cibles visées : le quartier général Sarallah, qui est un centre stratégique des gardiens pour la gestion de la sécurité à Téhéran. Des frappes ont également visé la base de la milice bassidj et les forces des gardiens à Karadj, une ville située à 30 kilomètres à l'ouest de Téhéran.

**La prison d'Evin visée**

Tard dans la nuit, l'armée israélienne a émis un nouvel ordre d'évacuation à l'intention des habitants du 7e district de Téhéran, avant que des frappes aériennes ne soient signalées dans cette zone du centre de la capitale, peuplée de plus de 300 000 habitants. Mardi matin, la radio de l'armée israélienne a annoncé que les bombardements avaient spécifiquement visé des *« personnalités iraniennes de premier plan »*, précisant que *« le succès de ces frappes* [était] *en cours de vérification »*.

Peu de nouvelles ont filtré sur le sort des détenus de la prison d'Evin, frappée lundi. Selon l'Association des instituteurs iraniens, qui dispose de bonnes sources à l'intérieur du centre de détention, ces attaques ont causé la mort d'*« un grand nombre de soldats faisant leur service militaire obligatoire, de membres du personnel de la prison ainsi que plusieurs détenus pour des affaires financières et des civils présents au parquet d'Evin »*. Les prisonniers politiques et non politiques de cette prison sont en cours de transfert. Selon une source bien informée, *« le plafond de la section réservée aux prisonnières politiques s'est effondré. L'infirmerie a également été partiellement endommagée »*.

La prison d'Evin compte environ 70 prisonnières politiques et quelque 300 prisonniers politiques. Elle accueille aussi une vingtaine de ressortissants européens, parmi lesquels deux Français : Cécile Kohler, 40 ans, et son compagnon Jacques Paris, 71 ans, détenus depuis trois ans. *« Depuis le 13 juin, nous vivons dans la terreur, plongés dans l'angoisse que cette guerre fait peser sur nos proches*, a déclaré au *Monde* Anne-Laure Paris, la fille de Jacques Paris*. Le pire scénario est en train de se réaliser avec les attaques contre la prison d'Evin, où Cécile et Jacques sont détenus depuis plus de trois ans* (…)*. On joue avec la vie de nos proches. Il faut que cela cesse immédiatement. Ils doivent être sortis de là sans délai. »*

Dans un communiqué, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré lundi avoir *« demandé des nouvelles des deux Français ainsi que leur libération immédiate »*. Il a toutefois précisé que, selon les informations disponibles, *« Cécile Kohler et Jacques Paris n'auraient pas été touchés par les dégâts causés sur le site »*. La France a également dénoncé une *« mise en danger inacceptable »* de ses deux ressortissants.

---

The New York Times **June 24, 2025**

# How the United States Helped Create Iran's Nuclear Program

## A reactor in Tehran is a monument to the U.S. relationship with Iran when the country was led by a secular, pro-Western monarch.

When President Trump ordered a military strike on Iran's nuclear program, he was confronting a crisis that the United States unwittingly set in motion decades ago by providing Tehran with the seeds of nuclear technology.

Tucked into Tehran's northern suburbs is a small nuclear reactor used for peaceful scientific purposes, which has so far not been a target of Israel's campaign to eliminate Iran's nuclear weapons capability.

The Tehran Research Reactor's real significance is symbolic: It was shipped to Iran by the United States in the 1960s, part of President Dwight D. Eisenhower's "Atoms for Peace" program that shared nuclear technology with U.S. allies eager to modernize their economies and move closer to Washington in a world divided by the Cold War.

Today, the reactor does not contribute to Iran's enrichment of uranium, the arduous process that purifies the raw ingredient of nuclear bombs into a state that can sustain a massive chain reaction. It runs on nuclear fuel far too weak to power a bomb. Several other nations, including Pakistan, bear at least as much responsibility for Iran's march to the threshold of nuclear weapons capability, experts say.

But the Tehran reactor is also a monument to the way America introduced Iran — then governed by a secular, pro-Western monarch — to nuclear technology.

Iran's nuclear program quickly

became an object of national pride, first as an engine of economic growth and later, to the West's dismay, as a potential source of ultimate military power.
It is a legacy of a dramatically different world, one in which America had yet to grasp how fast the nuclear secrets it unlocked at the end of World War II would pose a threat to the United States.

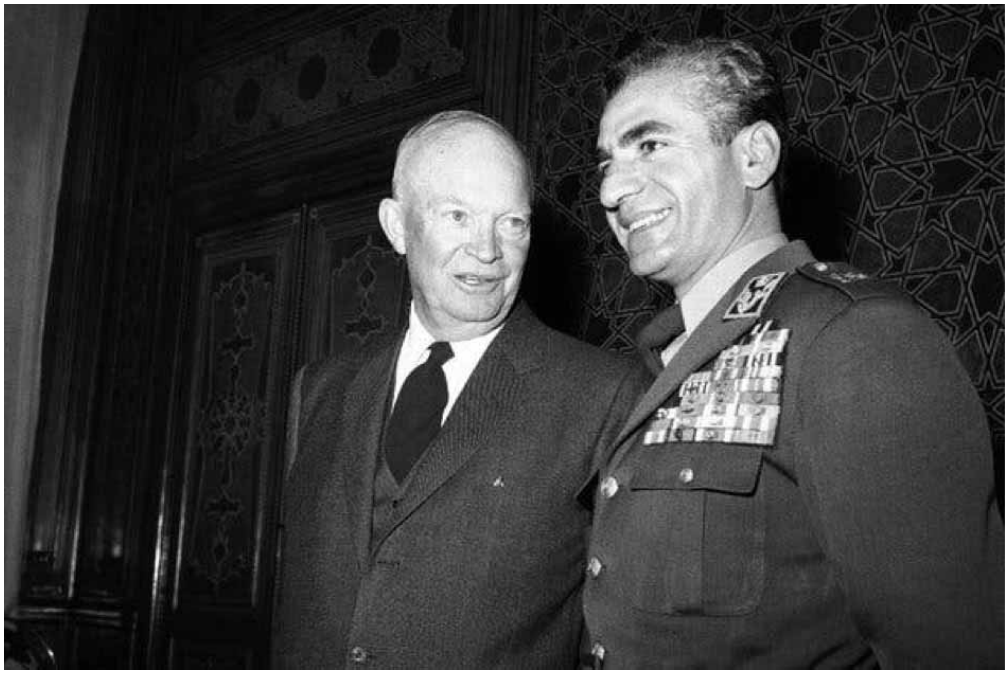
"We gave Iran its starter kit," said Robert Einhorn, a former arms control official who worked on U.S. negotiations with Iran to limit its nuclear program.

"We weren't terribly concerned about nuclear proliferation in those days, so we were pretty promiscuous about transferring nuclear technology," said Mr. Einhorn, now a senior fellow at the Brookings Institution. "We got other countries started in the nuclear business."

"Atoms for Peace" was born of a speech Mr. Eisenhower delivered at the United Nations in December 1953, in which he warned of the dangers of a nuclear arms race with the Soviet Union and vowed to lead the world "out of this dark chamber of horrors into the light."

Mr. Eisenhower explained that the world should better understand such a destructive technology, and that its secrets should be shared and put to constructive use. "It is not enough just to take this weapon out of the hands of the soldiers," he said. "It must be put into the hands of those who will know how to strip its military casing and adapt it to the arts of peace."

The gesture was more than altruistic. Many historians argue that Mr. Eisenhower was providing cover for an American nuclear arms buildup already underway. He was also influenced by scientists, including J. Robert Oppenheimer, who had helped



"Atoms for Peace" was born of a speech President Dwight D. Eisenhower delivered in 1953, in which he warned of the dangers of a nuclear arms race with the Soviet Union. Corbis, via Getty Images

to develop the atomic bomb that destroyed Hiroshima and Nagasaki less than a decade earlier. "It was their contrition for participating in the development of the bomb," Mr. Einhorn said.

The Eisenhower administration also saw the program as a way to gain influence over important pieces on the global Cold War chessboard. They included Israel, Pakistan and Iran, which were given nuclear information, training and equipment to be used for peaceful purposes, such as science, medicine and energy.

The Iran that received an American research reactor in 1967 was very different from the country ruled today by clerics and generals. It was led then by a monarch, or shah, Mohammed Reza Pahlavi, a Swiss-educated aristocrat installed in a 1953 coup backed by the C.I.A., to the lasting anger of many Iranians.

Mr. Pahlavi was determined to modernize his nation and make it a world power, with American backing. He liberalized Iranian society, promoting secularism and Western education even as he harshly repressed political opposition. He banned the woman's veil and promoted modern art — Andy Warhol once painted his portrait — while investing in literacy and infrastructure.

Kick-started by "Atoms for Peace," Mr. Pahlavi budgeted billions of dollars for an Iranian nuclear program that he saw as a guarantee of his country's energy independence, despite its existing vast oil production, and a source of national pride. The United States welcomed young Iranian scientists to special nuclear training courses at the Massachusetts Institute of Technology.

Expanding its program in the 1970s, Iran struck deals with its European allies. During a visit to Paris in 1974, Mr. Pahlavi was celebrated at Versailles before signing a billion-dollar agreement to purchase five 1,000-megawatt nuclear reactors from France.

At first, the shah was a poster boy for the peaceful use of nuclear power. A group of New England utility companies put out full-page ads featuring an image of the shah, who was then widely admired in the United States. Mr. Pahlavi "wouldn't build the plants now if he doubted their safety," the ad said. "He'd wait. As many Americans want to do."

But although the United States had persuaded Iran to sign the 1968 Nuclear Nonproliferation Treaty, in which the country accepted international safeguards and officials forswore nuclear weapons, suspicions about Mr. Pahlavi's intentions were growing in Washington. A New York Times article in 1974 noted that Iran's reactor deal with France made "no public mention of safeguards against using the reactors as a base for making nuclear weapons."

An advertisement from the August 1977 issue of The New Englander.Wikimedia

Soon the shah was talking about Iran's "right" to produce nuclear fuel at home, a capability that can also be applied to nuclear weapons development. He denounced discussions about outside limits on Iran's nuclear activity as a violation of national sover-

eignty — talking points still used by Iran's leadership. As Washington expressed greater concern, Mr. Pahlavi turned to a wider range of nations for nuclear assistance: Germany would build more reactors, and South Africa would supply raw uranium, or "yellowcake."

By 1978, the Carter administration was alarmed enough to insist that an Iranian contract to purchase eight American reactors be amended. The new version would prohibit Iran from reprocessing without permission any U.S.-supplied fuel for its nuclear reactors into a form that could be used for nuclear weapons.

The American reactors were never delivered. In 1979, the Islamic Revolution, fueled in part by hatred of America and its support for the shah, swept across Iran and deposed Mr. Pahlavi.

For a time, the problem of Iran's nuclear ambitions seemed to have solved itself. Iran's new clerical rulers, led by Ayatollah Ruhollah Khomeini, initially showed little interest in continuing an expensive project associated with the shah and Western powers.

But after a brutal eight-year war with Iraq in the 1980s, Ayatollah Khomeini reconsidered the value of nuclear technology. This time, Iran turned east — to Pakistan, another "Atoms for Peace" beneficiary that was by then within a decade of testing a nuclear bomb. The Pakistani scientist and nuclear black marketeer Abdul Qadeer Khan sold Iran centrifuges to enrich uranium to bomb-grade levels of purity.

Ayatollah Ruhollah Khomeini speaking in Tehran in 1979. The Muslim leaders of the Islamic Revolution initially viewed Iran's nuclear program as Western infiltration. Associated Press

Iran's acquisition of centrifuges was the real reason its nuclear program escalated into a global crisis, said Gary Samore, the top White House nuclear official in the Clinton and Obama administrations.

"Iran's enrichment program is not the result of U.S. assistance," Mr. Samore said. "The Iranians got their centrifuge technology from Pakistan, and they have developed their centrifuges based on that Pakistani technology — which itself was based on European designs."

But those centrifuges were put to use by an Iranian nuclear establishment created by America decades earlier.

For years, Iran secretly advanced its nuclear program, building more centrifuges and enriching uranium that could one day be fashioned into a bomb. After Iran's secret nuclear facilities were exposed in 2002, the U.S. and its European allies demanded that the country stop its enrichment and come clean about its nuclear activities.

After more than 20 years of diplomacy — and now airstrikes by Israel and the United States — the confrontation remains unresolved. Despite Mr. Trump's initial claims that Saturday's bombing raid "totally obliterated" three Iranian nuclear sites, portions remain intact.

The United States can still learn from its painful experience, Mr. Samore said. The Trump administration has continued negotiations, begun under President Joseph R. Biden Jr., for the potential transfer of U.S. nuclear technology to Saudi Arabia — another Middle East ally ruled by a strongman with grand ambitions for modernizing his nation.

It has been U.S. policy for decades not to share the know-how to produce nuclear fuel — which can also be used to make bombs — with countries that do not already have it, Mr. Samore noted. "And we've gone out of our way to block allies, including South Korea, from acquiring fuel enrichment and reprocessing capabilities," he said.

The Saudis are ostensibly seeking the ability to enrich uranium for nuclear power.

"But this kind of technology can also be used for nuclear weapons," Mr. Samore added. "And from my standpoint, it would be a terrible precedent to help a country like Saudi Arabia, or any country that doesn't have that capability."

---

The New York Times June 24, 2025

# For B-2 Pilots, a 37-Hour Nonstop Mission to Iran and Back

## The U.S. crews involved in attacking the nuclear site at Fordo probably trained for years. But dropping 30,000-pound bombs was almost certainly a new experience.

In the years before they flew their 37-hour mission to strike Iran's nuclear site at Fordo, the U.S. Air Force pilots spent at least 24 hours straight in a B-2 bomber flight simulator that is a replica of their cockpit.

In the days or weeks leading up to the mission, they most likely ran simulated runs on a target made to look like the heavily fortified site buried deep in a mountain.

Almost everything about the mission, flown from Whiteman Air Force Base in Missouri, would feel the same with just a couple of big differences, said retired Lt. Gen. Steven L. Basham, who flew the plane in training and

combat missions for nine years.

In the real mission, flown in the early hours of Sunday morning in Iran, the pilots would "feel the clunk" of their weapons bay doors opening, briefly changing the shape of the stealth plane and potentially exposing it to enemy radar.
The B-2s that attacked Fordo were each carrying two Massive Ordnance Penetrator bombs designed to disable the deeply buried target. When the two-person crews released their payload, weighing a total of 60,000 pounds, their B-2 most likely surged briefly upward, General Basham said.

For the pilots, it was almost certainly a new feeling.

Other bombers in the American arsenal, such as the B-1 and B-52, played big roles in the wars in Iraq and Afghanistan, dropping huge numbers of bombs in support of ground troops. But the B-2 — the most expensive plane in history, at $2.2 billion a copy — played a much more specialized role.

For some of the pilots, Sunday's mission was possibly the first time that they flew the B-2 in combat and dropped bombs. The strikes also marked the first use of the GBU-57 bunker buster bombs in combat.

In the hours after the strike U.S. military and intelligence officials were still assessing the damage both to the site at Fordo and to the Iranian leadership's psyche.

"Our hope is that the lesson that the Iranians have learned here is look, we can fly a bunker buster bomb from Missouri to Iran completely undetected without landing once on the ground, and we can destroy whatever nuclear capacity you build up," Vice President JD Vance told Fox News in an interview on Monday. "I think that lesson is what's going to teach them not to rebuild their nuclear capacity."

The first 30-plus hour B-2 missions took place during the 1999 war in Kosovo. At the time, the idea of flying a combat sortie and returning home in time to pick up the kids from soccer practice was still novel and a bit surreal for those flying.
"It is kind of weird to get dressed in your own bathroom and then go into combat," one B-2 pilot told The Wall Street Journal in the early days of the Kosovo war.

Since then, B-2 pilots have flown combat missions in Iraq, Afghanistan and Libya. The B-2 bombers, which were built to carry nuclear weapons, regularly fly deterrence missions in Europe and Asia from their Missouri base.

The past 25 years have taught the Air Force and its pilots a lot about flying long missions. Today, staff doctors and physiologists at Whiteman Air Force Base specialize in helping B-2 pilots prepare their bodies to spend long stretches in the cockpit.

If they have sufficient notice, the pilots will try to adjust their sleep schedules so that their body clocks will be in sync with their mission.

Each B-2 is flown by a two-person crew. The small cockpit has room for a toilet and space behind the plane's seats where a pilot can stretch out on a cot or a camping pad and take a brief nap. Both pilots are required to be in their seats during takeoff, landing, aerial re-fuelings and for the duration of their time over enemy territory.

The planes are also equipped with small heaters to warm food, but many B-2 pilots prefer simple meals like sandwiches on long missions. "You learn to drink a lot of water," said General Basham, who flew combat missions into Kosovo.
The missions most likely played out in similar fashion to the sorties that B-2 pilots flew in earlier wars. In those earlier missions in Kosovo and Iraq, pilots saw antiaircraft guns and missiles in the sky beneath them. This time, Pentagon officials said the Iranians did not get off a shot at the B-2s or the F-35 fighter jet escorts.

In the earlier conflicts the B-2 pilots were dropping, at most, 2,000-pound precision-guided bombs. This time the B-2s each dropped two 30,000-pound munitions over their target.

General Basham could not help but wonder what it felt like to shed that kind of weight.

"It'll be interesting to hear from the pilots," he said.

The New York Times June 24, 2025

# Antony Blinken: Trump's Iran Strike Was a Mistake. I Hope It Succeeds.

Kevin Mohatt/Reuters

The strike on three of Iran's nuclear facilities by the United States was unwise and unnecessary. Now that it's done, I very much hope it succeeded.

That's the paradox for many former officials like me who worked on the Iran nuclear problem during previous administrations. We shared a determination that Iran never be allowed to produce or possess a nuclear weapon. Iran without a nuclear weapon is bad enough: a leading state sponsor of terrorism; a destructive and destabilizing force via its proxies in Lebanon, Syria, Gaza, Yemen and Iraq; an existential threat to Israel. An Iran with a nuclear weapon would feel emboldened to act with even greater impunity in each of those arenas.

So why was the strike a mistake?

First, it never should have come to this. In 2015, the Obama administration, together with Britain, France, Germany, Russia, China and the European Union, reached agreement with Tehran on the Joint Comprehensive Plan of Action, or J.C.P.O.A. The nuclear deal effectively put Iran's program to make fissile material, the fuel for a nuclear weapon, in a lockbox, with stringent procedures for monitoring Iran's nuclear program. The deal pushed "breakout" — the amount of time it would take Iran to produce enough weapons-grade uranium for a single nuclear weapon — to at least one year. If Iran reneged on the agreement or refused to extend it when certain provisions expired after 15 years, we would know it and have plenty of time to respond, including, if necessary, militarily.

In 2018, President Trump tore up the agreement and replaced it with … nothing. In response, Iran accelerated its enrichment, quite likely reducing its breakout time to a matter of days or weeks. Mr. Trump, in essence, is now trying to put out a fire on which he poured gasoline.

Second, fissile material is a necessary but insufficient element for a bomb. You also need an explosive weapon. As of now — and there are conflicting messages coming from within the Trump administration — our intelligence agencies believe Iran has not yet made a decision to weaponize. If and when it does, it would take Tehran 18 to 24 months to produce an explosive device, according to some estimates. In other words, there was still time for diplomacy to work, and the situation wasn't nearly the emergency that Mr. Trump portrayed it to be.

Third, experts I've spoken to had real doubts about the ability of the Massive Ordnance Penetrator, or M.O.P. — the 30,000-pound bombs unique to America's arsenal that were dropped on Iran's nuclear sites — to fully incapacitate the Fordo site and other deeply buried or fortified components of Iran's nuclear program. Initial reports suggest that while Iran's nuclear infrastructure was severely damaged, it was not destroyed.

Fourth, in war-gaming the military option during my time in the Biden administration, we were also concerned that Iran had or would spread its stockpile of uranium already enriched to just short of weapons grade to various secure sites and preserve enough centrifuges to further enrich that stockpile in short order. In that scenario, the Iranian regime could hide its near weapons-grade material, green light weaponization and sprint toward a bomb. Thus, Mr. Trump's strike has risked precipitating what we want to prevent. In this, it may prove a repeat of Israel's strike against Iraq's Osirak reactor in 1981 — after the strike, Saddam Hussein accelerated an underground program.

Finally, while there is no doubt the American strike set back Iran's nuclear ambitions, Iran could rebuild quickly, in locations and at depths virtually immune to airstrikes, while pursuing weaponization at the same time. So while their program has been significantly disrupted, and buying time is a good thing, it underscores that sticking with the J.C.P.O.A. was the better option. It bought us at least 15

years instead of just a few. And it avoided the risk of Iranian retaliation — such as Monday's missile attacks directed at our forces in the region — as well as the potential for further escalation, including threatening global oil flows through the Strait of Hormuz, conducting terrorist operations on American soil or carrying out sophisticated cyberattacks.

And, perhaps paradoxically, Mr. Trump's actions were possible only because of the work of the Obama and Biden administrations.

The Obama administration accelerated development of the M.O.P. and had contingency plans for the type of operation that Mr. Trump authorized. Mr. Biden instructed his team to rehearse, test and refine those plans. We also conducted, in 2023, the largest-ever joint exercise with Israel — something of a dry run for this latest action.

As important, Mr. Biden supported Israel's successful efforts to grievously weaken Iran and its proxies. Our deployments, deterrence and active defense of Israel when Iran directly attacked it for the first time allowed Israel to degrade Iran's proxies and its air defenses without a wider war. In so doing, we set the table for Mr. Trump to negotiate the new nuclear deal he pledged years ago to work toward — or to strike. I wish that he had played out the diplomatic hand we left him. Now that the military die has been cast, I can only hope that we inflicted maximum damage — damage that gives the president the leverage he needs to finally deliver the deal he has so far failed to achieve.

---

The New York Times June 24, 2025

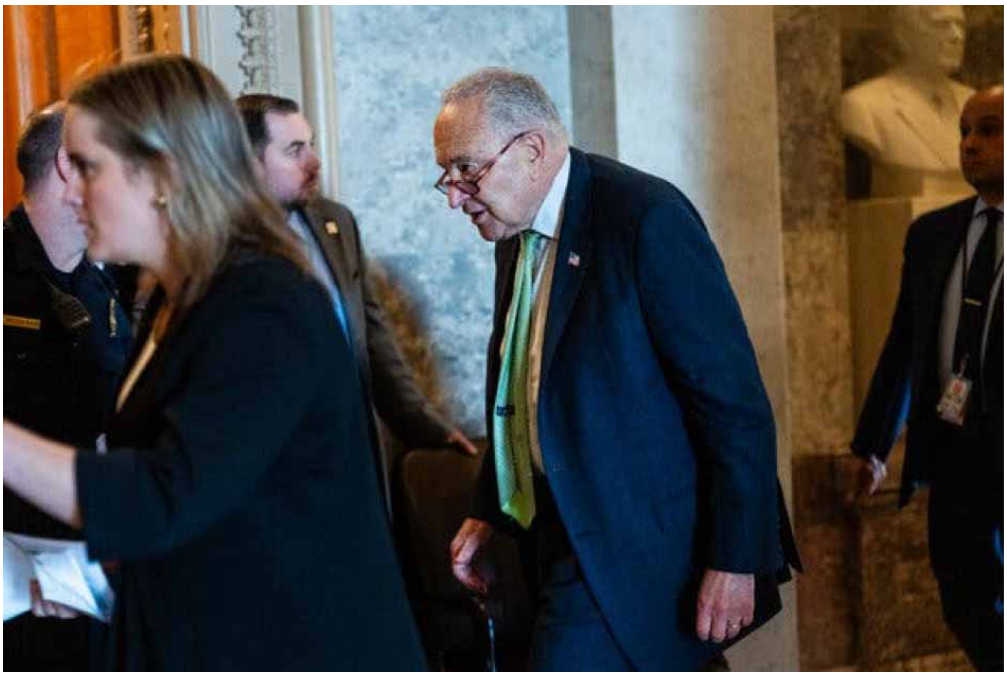
# White House Postpones Briefing Congress on Iran Strikes

## Democrats reacted with outrage after the Trump administration, which has yet to consult with Congress on its strikes against Iran, delayed a planned briefing with lawmakers on Capitol Hill.

The Trump administration on Tuesday postponed classified briefings for members of Congress on the recent U.S. strikes against Iran, fueling outrage among Democrats that President Trump has yet to share key details of the operation with the legislative branch.

Lawmakers in both the House and Senate had been told there would be closed-door information sessions for them on Tuesday, in the aftermath of the strikes carried out against three Iranian nuclear sites over the weekend and the Iranian retaliatory strikes on Monday on an American military base in Qatar.

The briefings were to have included top White House and intelligence officials, including Tulsi Gabbard, the director of national intelligence; John Ratcliffe, the C.I.A. director; and Gen. Dan Caine, chairman of the Joint Chiefs of Staff.



Senator Chuck Schumer criticized the delay of a White House briefing. Eric Lee for The New York Times

The Senate briefing has been rescheduled for Thursday, according to one person familiar with the situation who spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to comment on it. Speaker Mike Johnson said the House briefing had been moved to Friday.

The delay came as a preliminary classified U.S. report suggested that the bombing of Iran's nuclear sites did less damage than the "obliteration" that Mr. Trump has claimed, sealing off the entrances to two of the facilities but not

collapsing their underground buildings, according to officials familiar with the findings.

It also followed a newly reached cease-fire brokered by Mr. Trump between Iran and Israel, which he announced before he and senior national security officials left Washington early Tuesday for the annual NATO summit in the Netherlands.

Several senior Democrats have pushed the administration to fulfill its legal obligations under the War Powers Resolution of 1973, which requires the president to notify Congress within 48 hours of military action and to provide a classified briefing. On Monday evening, Mr. Trump sent a short memo to lawmakers asserting that the strikes had been carried out under his constitutional authority "to protect United States citizens both at home and abroad as well as in furtherance of United States national security and foreign policy interests."

The Senate minority leader, Chuck Schumer, Democrat of New York, sharply criticized the delay.

"This last-minute postponement of our briefing is outrageous, it's evasive, it's derelict," he said at a news conference on Tuesday. "There is a legal obligation for the administration to inform Congress about precisely what is happening."

Mr. Johnson, who has been quick to cede congressional power since Mr. Trump took office, said he had no problem with the delay. The "tentative plan," he said, was for Defense Secretary Pete Hegseth and Marco Rubio, who is serving as both secretary of state and the national security adviser, to brief lawmakers as soon as they were available.

"The White House and the executive branch, and both of those secretaries I named, have utmost respect for our Article One authority and our chambers here, and they want the House and Senate to have all the information, and so they're going to deliver it as soon as possible," Mr. Johnson told reporters, referring to the part of the Constitution that gives Congress the power to declare war. "And I think that's satisfactory to me, and it should be to all my colleagues."

The classified briefing is seen by some lawmakers as central to the debate on Capitol Hill over Congress's role in authorizing offensive military action. While most Republicans have backed the strikes and deferred to Mr. Trump's judgment, consistent with their posture toward the president since his return to office in January, many Democrats have argued that deploying multiple B-2 bombers with 30,000-pound bombs to Iran without consulting Congress is a violation of the Constitution's separation of powers.

Before the president's memo was sent, Representative Hakeem Jeffries, the House minority leader, described the strikes as "offensive," apparently working to pre-empt an argument from the White House that the strike had been a matter of self-defense.

"The use of military force which is offensive in nature must be approved by the House and the Senate," Mr. Jeffries said during a news conference on Monday. "It's not optional, Donald. It's not."

Mr. Jeffries said lawmakers had seen "no evidence to date" that the strikes were legally justified or that an "imminent threat" to the United States existed. "If the administration has evidence to the contrary, come up to present it," he said.
Monday's memo from Mr. Trump said the action was taken in part for the "collective self-defense of our ally, Israel," but gave no additional details.

**Catie Edmondson contributed reporting.**

---

The New York Times **June 24, 2025**

# Cease-Fire Between Israel and Iran Appears to Hold After Trump Rebuke

## The truce went into effect after pressure from President Trump and Qatar. Israel said its forces were now shifting their attention back to Gaza.

A fragile cease-fire between Israel and Iran appeared to take hold on Tuesday after a final volley of deadly strikes between the two countries infuriated President Trump and highlighted the difficulty of ending a war that had raged for 12 days.

The details of the cease-fire remain unclear, but it came together after Mr. Trump asked for Qatar's help, and the Qatari prime minister, Sheikh Mohammed bin Abdulrahman Al Thani, persuaded Iran to end the fighting with Israel, according to three diplomats who were briefed on the matter and insisted on anonymity to discuss sensitive matters.
Mr. Trump had abruptly announced the truce on Monday evening, surprising some of his own advisers. The announcement came after Iran had fired missiles at an American military base in Qatar in retaliation for U.S. strikes on three Iranian nuclear sites over the weekend. Iran had given advance warning of its strike, allowing U.S. and Qatari forces to shoot down most of the missiles, American and Israeli officials said. There were no casualties.

As the cease-fire went into effect on Tuesday morning, Mr. Trump angrily accused Israel and Iran of violating the deal, and he demanded that the two countries end the war. As he boarded Marine One to begin a trip to The Hague for a NATO summit, Mr. Trump told reporters that Israel and Iran "have been fighting so long and so hard" that they did not know what they were doing — adding an expletive for emphasis.

Mr. Trump directed his strongest criticism at Israel.

"Israel, as soon as we made

the deal, they came out and they dropped a load of bombs, the likes of which I've never seen before," he said, adding, "I'm not happy with Israel." He added that he would be "really unhappy" if Israel attacked Iran on Tuesday in retaliation for what the president described as "one rocket" fired from Iran, adding that it "didn't land."

A White House official said that Mr. Trump had spoken with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel on Tuesday morning and was "firm and direct" in exhorting him to sustain the cease-fire. In a post on social media, Trump warned Israel not to "DROP THOSE BOMBS," saying "IF YOU DO IT IS A MAJOR VIOLATION. BRING YOUR PILOTS HOME NOW."

The lack of clarity about the timing of the truce may have added to the confusion. Iran is half an hour ahead of Israel.

Mr. Netanyahu said on Tuesday afternoon that the cease-fire was to have taken effect at 7 a.m. Israel time. Four hours earlier, at 3 a.m., Israel attacked targets "in the heart of Tehran," his office said. Tehran residents described a night of terrifying explosions caused by what they said was the heaviest Israeli bombardment since the war began on June 13.

Fifteen residents, speaking by phone and in text and audio messages, said large flames had illuminated the night sky over the city, and there had been huge clouds of smoke.

"No night has been like this; the sounds are huge; we can see fire and smoke from our window in multiple locations," Alireza, a 27-year-old graduate student in Tehran, said in a phone message. He said he did not have electricity. "We don't know if we will be alive tomorrow morning," he said. He provided only his first name

Tehran on Tuesday morning, as the cease-fire between Iran and Israel began. Arash Khamooshi for The New York Times

out of fear of retribution from the Iranian authorities.

Close to sunrise, the attacks in Iran ended, according to four residents in different parts of the city.

Then, shortly before the truce went into effect, Iran fired a barrage of missiles at Israel, killing at least four people when a missile hit an apartment building in the southern Israeli city of Beersheba, Israeli officials said. One body was found inside the fortified safe room of an apartment, and the three others were found outside of it, according to an Israeli military official, Col. Asher Benbenishti.

Just after 7 a.m. in Israel, Iran fired another missile, and then two more three hours later, according to Israel. Mr. Netanyahu's office said those missiles were intercepted or fell in open areas.

The Islamic Revolutionary Guards Corps said that, in retaliation for Israeli attacks on Iran overnight, Iran had launched 14 missiles at military and logistical centers in Israel in the "final minutes" before the cease-fire took effect, Iranian state media reported. In response, Mr. Netanyahu's office said, Israeli forces had destroyed a radar position near Tehran, in what appeared to be a limited retaliation. Earlier, Israeli officials had threatened to respond with great force.

Mr. Trump said later that the cease-fire was holding.

"ISRAEL is not going to attack Iran," he wrote on social media. "All planes will turn around and head home, while doing a friendly 'Plane Wave' to Iran. Nobody will be hurt, the Ceasefire is in effect!"
As night fell in the region, there was no evidence of further attacks in either Iran or Israel, indicating the truce was working.
Israel and Iran each framed the truce as a victory.

Mr. Netanyahu celebrated "a historic victory" in an address to the nation and said Israel had rendered Iran's nuclear project useless. He added, "Israel has never had a friend like President Trump in the White House."

The Iranian national security council said Tehran had "forced the enemy to regret and accept defeat and unilaterally stop its aggression."

But in a phone call with the leader of the United Arab Emirates, Iran's president, Masoud Pezeshkian, said Tehran was "ready to resolve issues at the negotiating table," according to an official readout of the call by Mr. Pezeshkian's office.

He also asked the Emirati leader to tell the United States that Iran was "simply seeking its legitimate rights and has no demands beyond this, and definitely has not and will not seek a nuclear weapon."

The statements suggested that Iran, despite earlier failed talks, was willing to engage in diplomacy.

A preliminary classified U.S. report says the American bombing of Iran's nuclear sites sealed off the entrances to two of the facilities but did not collapse their underground buildings, according to officials familiar with the findings.

The report said much of Iran's stockpile of enriched uranium had been moved before the strikes, which destroyed little of the nuclear material. The early findings concluded that

the strikes set back Iran's nuclear program by only a few months, the officials said.
The Israeli military's chief of staff, Lt. Gen. Eyal Zamir, said on Tuesday that Israeli forces were now shifting their attention back to Gaza as the cease-fire with Iran appeared to be holding. The focus, he said in a statement, was "to bring home the hostages and topple Hamas's rule."

Analysts said that Mr. Netanyahu, riding a wave of Israeli public support for the war against Iran, may now be in a stronger position to negotiate an end to the devastating war in Gaza that began more than 20 months ago.

For much of that time, the prospect of a negotiated, comprehensive cease-fire with Hamas, the armed Palestinian group that led the Oct. 7, 2023, attack against Israel, threatened to implode Mr. Netanyahu's coalition government. But as Mr. Netanyahu's poll numbers have risen, analysts and allies said, he may have the political capital to change course in Gaza.

The conflict with Iran began with Israeli airstrikes on June 13. Iran responded by firing hundreds of ballistic missiles and drones at Israel. In a turning point in the war, the United States then struck three Iranian nuclear sites, including Fordo, a heavily fortified installation built into the side of a mountain.

Since the fighting began, at least 606 people in Iran have been killed by Israeli strikes — 107 of them over the past 24 hours, the Iranian health ministry said on Tuesday. Iranian fire has killed 28 people in Israel, including the four on Tuesday, the Israeli government said.
After the announced cease-fire, Brig. Gen. Esmail Ghaani, commander of Iran's Quds Forces, which oversees Iran's proxy militias in the Middle East, made a public appearance on Tuesday, videos on state media show.

General Ghaani, without his military uniform, attended a victory rally in downtown Tehran — the first-known public appearance by a senior military commander since Israel assassinated most of the top military ranks of Iran's Armed Forces and Revolutionary Guards.

---

**24 juin 2025**
**Malek Fouda**

# Trump annonce un cessez-le-feu «complet et total» entre Israël et l'Iran

M. Trump a félicité Israël et l'Iran d'avoir eu «l'endurance, le courage et l'intelligence» de mettre fin à ce qui aurait pu être une guerre de plusieurs années capable de détruire l'ensemble du Moyen-Orient.View on euronews

Le cessez-le-feu est maintenant en vigueur. Ne le violez pas !» Le message, posté mardi matin sur Truth Social, est signé Donald Trump.

Un peu plus tôt, le président américain avait annoncé qu'un cessez-le-feu « complet et total » entre Israël et l'Iran avait été « pleinement accepté ».

Selon lui, la trêve serait mise en place progressivement sur une période de vingt-quatre heures : l'Iran cesserait les hostilités dans un premier temps, suivi par Israël douze heures plus tard. « À la 24e heure, la fin officielle de la guerre de 12 jours sera saluée par le monde entier », a écrit M. Trump.

Dans un ton plus solennel, il a ajouté que chaque camp devait rester « pacifique et respectueux » pendant la période de trêve, et a salué l'accord comme un succès diplomatique permettant d'éviter une guerre longue et destructrice. « Dieu bénisse Israël, Dieu bénisse l'Iran, Dieu bénisse le Moyen-Orient, Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique et Dieu bénisse le monde », a-t-il conclu dans un autre message.

L'annonce est intervenue quelques heures avant le départ du président américain pour La Haye, où il doit assister à un sommet de l'OTAN. Selon un haut responsable de la Maison Blanche, M. Trump a échangé directement avec le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Le sénateur Marco Rubio, le vice-président J.D. Vance et l'envoyé spécial Steve Witkoff auraient, de leur côté, mené des discussions directes et indirectes avec la partie iranienne.

Le Qatar a également joué un rôle clé dans la négociation de la trêve. M. Trump s'est entretenu avec l'émir Tamim ben Hamad Al Thani pour le remercier de sa médiation. L'État du Golfe avait déjà été un acteur central dans les discussions précédentes autour des otages entre Israël et le Hamas.
**À la suite des messages du président américain, la télévision d'État iranienne a annoncé un cessez-le-feu avec Israël tôt mardi.**

Dans un premier temps, l'Iran avait démenti l'existence d'un accord. Le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, avait publié sur X un message indiquant qu›« aucun accord de cessez-le-feu ou de cessation des opérations militaires » n'était en vigueur. Il ajoutait toutefois que Téhéran mettrait fin à ses attaques si « le régime israélien cessait son agression illégale contre le peuple iranien » avant 4 heures du matin, heure de Téhéran.

Selon ce même diplomate, les frappes iraniennes ont été maintenues jusqu'à la dernière minute du délai imparti. Peu après, les médias d'État iraniens ont confirmé que le cessez-le-feu était bel et bien entré en vigueur. Le gouvernement israélien a publié un communiqué allant dans le même sens.

Dimanche, l'administration Trump avait réitéré son exigence : que l'Iran renonce à son programme d'enrichisse-

ment de l'uranium, soupçonné de visées militaires, comme condition préalable à toute paix durable dans la région.

Les frappes ordonnées ce même jour contre les installations nucléaires de Fordo, Natanz et Ispahan ont constitué une démonstration de force. Mais les incertitudes demeurent quant à la quantité de matériel nucléaire encore détenue par l'Iran, et aux intentions véritables du régime.

L'annonce du cessez-le-feu est intervenue après une riposte iranienne : lundi, un missile a été tiré en direction de la base aérienne américaine d'Al-Udeid, au Qatar. Cette attaque a marqué le premier acte de représailles directes de Téhéran contre les États-Unis depuis le début du conflit.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, M. Trump a remercié l'Iran d'avoir prévenu, selon lui, les États-Unis et leurs alliés « à l'avance » de cette frappe. Il a dit espérer que cette réponse ait permis à Téhéran de « sortir tout cela de son système » et qu'elle ouvre la voie à une désescalade durable.

---

LE FIGARO

**Nicolas Barotte**
**25 juin 2025**

# Donald Trump arrive au sommet de l'Otan auréolé de son succès en Iran

Dans son avion entre les États-Unis et les Pays-Bas, avant même d'arriver au sommet de l'Otan, Donald Trump a commencé à faire trembler ses alliés. Auréolé d'un succès qu'il revendique haut et fort contre l'Iran, après des frappes américaines contre le programme nucléaire de Téhéran dont le bilan exact est à déterminer, et l'annonce d'un cessez-le-feu, qui paraît encore très fragile, le président américain s'est moqué des conventions. Sur son réseau social Truth Social, il a publié le message que lui avait envoyé peu de temps auparavant le secrétaire général de l'Alliance atlantique. Mark Rutte le félicitait pour « son action décisive » contre l'Iran. « C'était vraiment extraordinaire et quelque chose que personne d'autre n'avait osé faire. Cela nous rend tous plus sûrs », a commenté, dans un message a priori privé, l'ancien premier ministre néerlandais, soucieux d'attirer les bonnes grâces des États-Unis. L'homme a notamment été choisi par ses pairs l'année dernière parce qu'il était censé savoir parler au milliardaire…

Donald Trump est arrivé mardi à La Haye en faiseur de « paix par la force », comme il le revendique, même si la tension persistante au Proche-Orient l'agaçait profondément. « Ils ne savent pas ce qu'ils foutent », a enragé le président avant de partir. Pour leur part, les Européens sont soulagés que l'escalade ait été de courte durée au Proche-Orient et que le sommet ne se déroule pas avec des frappes contre l'un de ses alliés en arrière-plan. « La bonne nouvelle, c'est que nous ne sommes pas dans une guerre ouverte et que l'ambition américaine soit de calmer le jeu. Cela évitera de faire apparaître de façon trop évidente les différences d'approches sur le dossier iranien », commente un expert des arcanes otaniennes. L'offensive américaine s'est en effet déroulée sans que les Européens, attachés à un processus diplomatique, ne soient tenus au courant. Les militaires occidentaux sont divisés. « Objectivement, voir l'Iran être dotée de l'arme nucléaire aurait été un danger majeur », souligne l'un d'eux en prenant acte de l'action américaine. « Mais cela se fait au prix d'une violation du droit international que nous, Occidentaux, avons construit », ajoute cet officier haut gradé.

Moins de six mois après son entrée en fonction pour son deuxième mandat, Donald Trump continue de bousculer les règles de la diplomatie et de pratiquer le rapport de force à géométrie variable. Aux pays de l'Otan, il a imposé une révision drastique des objectifs de dépense militaires, pour organiser « un transfert du fardeau » dans la protection du continent. Durant les deux jours du sommet de La Haye, les trente-deux alliés vont s'accorder sur un horizon de 5 %. « L'Europe va payer un prix ÉNORME » pour financer sa défense « comme elle le devait » et « ce sera votre victoire », l'a aussi félicité Mark Rutte. La fête devait être de courte durée et se limiter à un dîner de gala mardi soir à l'invitation du roi des Pays-Bas, Willem-Alexander, et à une unique session de travail, réduite à moins de trois heures.

Bien qu'ils aient cédé à la pression, les alliés n'auront pas obtenu les garanties qu'ils espéraient sans doute en retour. Dans son avion présidentiel, Donald Trump a laissé planer le doute sur sa compréhension de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, qui prévoit l'assistance entre alliés. L'article 5 peut « se définir de plusieurs façons », a répondu le président américain, interrogé par la presse. Sur le fond, il n'a pas tort, puisque l'article ne prévoit pas d'automaticité dans la réponse des alliés face à une attaque contre l'un d'eux. Mais en introduisant un doute d'interprétation, il affaiblit la crédibilité de l'Alliance. « Je m'engage à sauver des vies. Je m'engage pour la vie et la sécurité. Et je vous donnerai une définition exacte quand je serai » à l'Otan, a aussi déclaré Donald Trump. Peu croient à une clarification. Le communiqué final du sommet devait être suffisamment court pour éviter d'exposer les divergences sur la perception de la menace russe et de la situation en Ukraine.

Après avoir mis sous pression l'Otan durant son premier mandat, Donald Trump apporte une nouvelle vision du monde et un partage des rôles : à l'Europe de s'occuper la sécurité de l'Europe, dit-il, mais sans chercher à négocier son soutien en échange d'un appui à la politique américaine ailleurs. « Il y a toujours eu une tension au sein de l'Otan entre une vision de l'Alliance centrée sur l'Europe et une autre, plus globale, qui conduirait l'Al-

liance à s'intéresser aux crises lointaines », explique Camille Grand, ancien secrétaire général adjoint de l'Alliance et spécialiste des relations internationales à l'ECFR. Auparavant, les États-Unis poussaient les Européens à étendre le champ d'action de l'Alliance, en sollicitant son soutien après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, contre les talibans en Afghanistan, ou en exigeant de l'Alliance qu'elle durcisse le ton contre la Chine, comme cela a été le cas lors du dernier sommet de Washington. La deuxième Administration Trump « est atypique », souligne Camille Grand. « Les États-Unis sont moins intéressés par l'Otan et les alliés n'ont pas encore ajusté leur position », dit-il.

L'Alliance ne peut pas faire fi du bouleversement géopolitique mondial, qu'il s'agisse de la guerre prolongée en Ukraine à l'embrasement potentiel du Proche-Orient. « Aujourd'hui, l'avantage militaire de l'Otan est remis en cause de manière agressive par une Russie qui se réarme rapidement, soutenue par la technologie chinoise et armée par l'Iran et la Corée du Nord. Nous devons nous unir, innover et agir », a déclaré Mark Rutte avant l'ouverture du sommet, lors d'un échange avec des industriels. N. B.

---

Libération

**25 juin 2025**

# Frappes en Iran : les zones d'ombre derrière le triomphalisme de Trump

L'excellence opérationnelle de l'armée américaine ne doit pas masquer le fait qu'elle ne pourra éradiquer l'ensemble des infrastructures nucléaires iraniennes sans s'engager dans une guerre totale.

Samedi, l'opération baptisée «Marteau de minuit» a mis un terme au suspense autour de l'entrée des Etats-Unis dans le conflit opposant Israël à l'Iran avant que lundi, Donald Trump ne décrète un cessez-le-feu. Sur le plan militaire, la campagne aérienne américaine impressionne à de nombreux égards : par la puissance de feu des bombes GBU-57, par le déploiement de plus de 125 avions de combat (soit la moitié de l'armée de l'air française), ou encore par l'emploi de missiles de croisière Tomahawk tirés depuis des sous-marins en mer. L'excellence opérationnelle de l'armée américaine est indéniable mais elle ne doit pas détourner notre regard des zones d'ombre entourant la décision de Donald Trump de rejoindre l'offensive israélienne.

Dans son discours de samedi, le chef de l'Etat américain s'est empressé d'appeler l'Iran à déposer les armes et accepter les termes d'une «paix» qu'il a lui-même dictée. Trump peut-il décider de quand commence et quand finit une guerre ? Avec l'annonce d'un cessez-le-feu à peine quarante-huit heures après ces frappes américaines, il en semble convaincu. Autrement dit, l'opération «Marteau de minuit» devait conclure la guerre, et non l'entretenir. Il s'agit là surtout d'un argument politique destiné à rassurer sa base électorale. Trump a toujours critiqué l'interventionnisme américain des années W. Bush, considérant les guerres d'Afghanistan et d'Irak comme des entreprises catastrophiques.

Toutefois, la tentation de Trump pour des attaques sur l'Iran n'est pas nouvelle. Durant son premier mandat, il se retire de l'accord nucléaire de 2015 pour mener une politique dite de «pression maximale» sur le régime iranien. Lors de sa réélection en 2024, beaucoup d'observateurs spéculent sur l'éventualité de frappes préventives sur l'Iran. Quelques semaines auparavant, l'aviation de l'Etat hébreu a détruit une bonne partie de la défense aérienne iranienne et les stratèges à Tel-Aviv et Washington estiment qu'Israël et les Etats-Unis disposent d'une fenêtre de tir inédite pour venir à bout du programme nucléaire de Téhéran.

Dans un premier temps, Trump rejette ces spéculations. Au printemps 2025, il confie à son envoyé spécial Steve Witkoff la relance, à la surprise générale, des négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire. Trump semble alors croire qu'un nouvel accord est possible et lui permettra de s'extirper du Moyen-Orient. Lors de son voyage en Arabie Saoudite il y a encore un mois, il met l'accent sur le commerce et prononce un discours raillant «les nation-builders, les néocons et les ONG libérales» qui viennent interférer dans les affaires politiques de la région. La seconde présidence Trump doit alors avoir un cap clair : réduire les engagements militaires en Europe et au Moyen-Orient pour se recentrer sur le défi chinois en Asie. Ce recentrage asiatique devra désormais attendre, le conflit avec l'Iran constituant de facto le théâtre d'engagement principal des forces américaines. Pour comprendre ce renversement aussi rapide des priorités stratégiques des Etats-Unis, il faut garder à l'esprit la pratique du pouvoir selon Trump. Depuis janvier, ce dernier a centralisé la politique étrangère autour de sa personne, favorisant les revirements au gré de ses humeurs et de ses instincts. Le département d'Etat géré par Marco Rubio a été réduit et écarté des dossiers majeurs, qu'il s'agisse de l'Ukraine, Gaza ou l'Iran. Le même Rubio assure l'intérim à la tête du Conseil de sécurité nationale depuis que Mike Waltz en a été limogé en mai. Cette entité rattachée auprès du Président comptait plus de 300 conseillers sous la présidence de Joe Biden, ils ne seraient plus qu'une cinquantaine aujourd'hui. Cette centralisation conduit aussi Trump à écarter les évaluations des agences de renseignement lorsque celles-ci doutent de l'imminence d'une menace nucléaire iranienne.

Dans de telles circonstances, le discours de la Maison-Blanche sur l'opération «Marteau de minuit» évacue sans surprise les questions les plus embarrassantes. Contrairement à la rhétorique emphatique de Trump, le programme nucléaire iranien n'a pas été «oblitéré». Avec les frappes

sur les sites de Fordo, Ispahan et Natanz, le programme a été indubitablement retardé, a maxima de plusieurs années. Mais à moins de s'engager dans une guerre totale, les Américains et les Israéliens ne pouvaient pas éradiquer l'ensemble des infrastructures nucléaires iraniennes - connues mais aussi certainement clandestines. Ils ne peuvent pas non plus effacer le savoir-faire acquis par le complexe scientifique iranien, à moins d'assassiner l'ensemble des ingénieurs formés depuis plusieurs décennies.

A cet égard, les Israéliens apparaissent plus réalistes que l'administration Trump. Pour les décideurs militaires de l'Etat hébreu, la guerre en cours n'est pas le chapitre final mais tout au plus le dernier épisode en date de leur confrontation avec Téhéran. Les planificateurs de Tsahal n'ont aucun souci à imaginer reconduire de telles opérations dans quelques années si le programme nucléaire iranien venait à être relancé. Il n'est pas certain que Donald Trump fasse preuve de la même persévérance. La tonalité triomphaliste de son discours quelques heures après l'opération «Marteau de minuit» trahit la volonté du président américain de conclure la guerre aussi vite qu'il l'avait commencé. Certes, l'Iran ne peut rivaliser avec la puissance militaire américaine (ni israélienne) mais le régime de Téhéran dispose encore de nombreuses capacités de nuisance. Aussitôt annoncé, le cessez-le-feu aurait été suivi de nouvelles salves iraniennes et israéliennes, suggérant que si une trêve est possible, elle est encore loin de résoudre le conflit entre les deux pays. Dans de telles circonstances, Donald Trump pourrait bien se retrouver contraint de reprendre une guerre qu'il souhaitait éviter il y a encore une semaine.

**June 25, 2025**

# Three Kurdish political prisoners executed on charges of espionage for Israel

The death sentences of three Kurdish prisoners — Idris Ali and Azad Shojaei, both from Sardasht, and Rasoul Ahmad Rasoul from Sulaymaniyah in Iraqi Kurdistan — were secretly carried out at Urmia Central Prison. The three had previously been convicted by the Iranian judiciary on charges of espionage for Israel.

According to information received by the Hengaw Organization for Human Rights, at dawn on Wednesday, June 25, 2025, Idris Ali, 32, Azad Shojaei, and Rasoul Ahmad Rasoul were executed in secrecy. They were denied a final meeting with their families.

State-run outlets, including Mizan News Agency, confirmed the executions, claiming they were part of the judiciary's "decisive actions" against alleged agents of the "Zionist regime."

Hengaw had previously warned, from the onset of the Iran-Israel war, of the imminent risk facing these prisoners. The organization expressed grave concerns over the death sentences being issued and upheld based on coerced confessions and unfair trials—actions it described as retaliatory measures that disregard fundamental human rights principles.

These political prisoners were denied access to legal representation and family visits during their detention and were subjected to months of severe physical and psychological torture in custody. Under this duress, they were forced to make false confessions before being transferred to Urmia Central Prison after eight months.

The three men—Ali, Shojaei, and Ahmad Rasoul—were arrested by the Iranian Intelligence Ministry in July 2023 and held in its detention facility in Urmia. They were later tried in October 2023 by Branch 2 of the Revolutionary Court in Urmia, presided over by Judge Ghorban Shahini. The court formally handed down their death sentences in November of that year.

The official confirmation of the sentences came nearly a year later, on Tuesday, November 5, 2024, just days after Israel's retaliatory military strikes on Iranian bases. Judiciary spokesperson Asghar Jahangiri an-

nounced the verdicts without naming the individuals, claiming they were involved in both espionage and smuggling components used in the assassination of Mohsen Fakhrizadeh under the guise of alcohol trafficking.

Asghar Jahangiri stated at a press conference that at least eight individuals had been arrested in connection with the case, and three of them were sentenced to death in the initial phase of the trial.

Previously, on December 9, 2020, Hengaw reported that Iranian security forces had besieged the city of Baneh in connection with the assassination of Fakhrizadeh and arrested more than 20 people, nine of whose identities were publicly released by Hengaw at the time.

Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi, one of Iran's leading nuclear scientists, was assassinated on November 27, 2020, in the Absard area near Tehran. Iranian authorities blamed Israel for the killing.

---

LE FIGARO

**Margaux Benn**
**25 juin 2025**

# En Syrie, les enlèvements de femmes alaouites se multiplient

Membres de la minorité dont est issu le dictateur déchu Bachar el-Assad, elles sont vendues comme esclaves sexuelles par des trafiquants, parfois avec la connivence des autorités locales. Depuis quelques mois, de nombreux alaouites sont victimes d'exactions.

Nour*, c'était la plus souriante, la plus énergique des trois sœurs. Elle aimait tellement la vie. » Sa tante en parle au passé. Pourtant, Nour est toujours vivante. Du moins, c'est ce qu'on dit. Depuis le 25 mars dernier, la jeune fille a disparu. Tout comme environ quatre-vingt-dix autres femmes syriennes, toutes membres de la minorité alaouite, dont le calvaire a pu être recensé par des activistes syriens. Le nombre réel de victimes serait, selon ce réseau d'enquêteurs improvisé, bien supérieur.

« En février, de plus en plus d'alaouites ont commencé à disparaître. Certains, les hommes surtout, étaient retrouvés morts. Alors nous avons arrêté d'envoyer nos enfants à l'école », décrit la mère de Nour. Depuis la chute de Bachar el-Assad, en décembre 2024, la minorité alaouite, dont le dictateur est issu, est prise pour cible par des factions radicales de la coalition qui fit tomber le régime, ainsi que par des gangs criminels. En mars, des massacres avaient fait plus de 1 700 morts parmi cette communauté sur le littoral syrien.

Pour passer le temps, la jeune fille de 15 ans et sa grande sœur commencent donc à travailler dans le petit commerce de leur grand-tante. « Un jour, vers 16 heures, elle est sortie passer un coup de fil. Sur les caméras de surveillance, on la voit disparaître derrière une voiture. Puis, plus rien », décrit sa mère.

Les parents publient sur les réseaux sociaux un appel à l'aide, avec le portrait de Nour et un numéro de téléphone. Quelques jours plus tard, ils reçoivent, d'un numéro inconnu, une photographie du téléphone portable de la jeune fille, avec ce seul message : « Oubliez la fille. » Sa mère insiste. Une réponse vient enfin : « Si tu veux la revoir, il faudra donner 100 000 dollars. »

Pour cette famille modeste, la somme est impossible à réunir. Les parents tentent de négocier. Pour toute réponse, ils reçoivent cette fois-ci une photo de l'adolescente, les mains attachées derrière le dos. La famille réussit à réunir 10 000 dollars, mais le ravisseur refuse de descendre en dessous de 20 000. « Ils nous disaient qu'ils déménageaient de ville en ville, qu'on ne la retrouverait plus jamais », dit l'une de ses proches. La famille reçoit enfin des messages vocaux de Nour, que Le Figaro a pu consulter, où elle prétend s'être mariée.

Les autorités ne sont d'aucune aide. Pire : « Le responsable de la sûreté générale nous a informés que Nour se trouvait à Alep et qu'elle s'était mariée de son plein gré », dit une proche. Les parents protestent : c'est impossible. Nour est une enfant, jamais elle n'aurait tout quitté pour aller vivre à Alep, encore moins pour se marier. « De toute façon, elle est mineure. Vous devez me dire où elle est ! », plaide sa mère. Le responsable refuse de lui donner l'adresse.

« Ce n'est pas surprenant : ce même responsable passe dans les quartiers à la recherche de toute personne ayant pu potentiellement travailler pour le précédent régime. Il va chez ces personnes et exige de l'argent afin, dit-il, de les retirer de la liste des personnes recherchées pour avoir collaboré avec le régime de Bachar el-Assad », raconte une membre de la famille.

Le ravisseur qui échange des messages avec les proches affirme faire partie du nouvel appareil sécuritaire et être protégé par les autorités. Plusieurs autres proches de femmes alaouites kidnappées font état de situations similaires. « Ce qui est certain, c'est que les autorités, la police, savent très bien que ces enlèvements se multiplient et elles ne font rien, dit un journaliste syrien qui a souhaité garder l'anonymat. Dans la plupart des cas dont j'ai pris connaissance, les parents ont immédiatement voulu déposer plainte, mais ils ont été reçus soit par une indifférence totale, soit, pire encore, par la complicité de certains agents de sécurité avec les ravisseurs, qui ont fait pression sur les familles pour qu'elles acceptent les mariages forcés de ces femmes. Ces cas de kidnappings sont souvent requalifiés en mariages "légaux", ce qui permet de clore les dossiers sans poursuites judiciaires. »

Certaines femmes, déjà mariées, sont obligées de demander le divorce sous la contrainte. C'est le cas de Doaa, 30 ans et mère d'un enfant de 3 ans, dont les ravisseurs menacent le mari de la tuer s'il n'accepte pas le divorce. Dans des messages audio adressés à sa famille et que Le Figaro a pu consulter, Zeinab affirme avoir épousé un homme. Elle demande à ses enfants de bien travailler à l'école. Ses proches disent avoir reçu pour consigne de transférer 1 500 dollars vers un compte en Turquie, en échange de sa libération. Selon ses ravisseurs, elle serait détenue à Khan Cheikhoun, dans une prison réservée aux femmes.

Nour, quant à elle, demeure in-

trouvable. Sa famille - qui, terrifiée, recevant des menaces répétées, refuse que sa ville d'origine soit divulguée - est allée à Alep pour tenter de remonter sa trace. Là, les autorités ont été tout aussi mutiques.

Le motif des kidnappings ne semble pas être lié à une quelconque vengeance personnelle de la part de victimes de la dictature contre d'anciens caciques du régime, note le journaliste syrien. La plupart des familles des jeunes femmes enlevées, dont Le Figaro a pu consulter les dossiers, n'avaient aucun lien avec le précédent régime. « Il s'agit de violence sectaire mêlée à de la criminalité organisée », analyse le journaliste. Plusieurs proches disent avoir reçu des messages des ravisseurs depuis des numéros étrangers : irakien, dubaïote… Sans pour autant qu'un lien ait pu être établi avec la nationalité de leurs propriétaires.

Aujourd'hui, la mère de Nour reçoit encore, comme pour la narguer, des messages que s'envoient les trafiquants, dont Le Figaro a pu prendre connaissance.

« Bonjour,
Nous avons entendu que vous avez des jeunes filles à vendre ?

Quel est le prix pour la livraison à Idlib ?

Et quelles sont les caractéristiques physiques des jeunes filles ?

Qu'est-ce qui t'est arrivé, je suis pressé, je veux la fille avant jeudi. »

« Ils font ça pour nous torturer et pour nous encourager encore plus à réunir la somme demandée. Mais on ne le peut tout simplement pas », se désespère la mère de famille.

Que les femmes soient toujours en captivité ou bien qu'elles aient été relâchées, les ravisseurs font pression sur les familles pour que l'omerta reste entière. « Dans notre quartier, une autre famille a été comme nous victime de ces criminels : leurs filles avaient été enlevées, mais eux ont réussi à payer la rançon. À leur retour, nous nous sommes rendus chez eux pour leur demander conseil. Ils ont refusé de nous parler, raconte une proche de Nour. Et les ravisseurs de Nour nous ont dit que si on n'abandonnait pas nos recherches et si on ébruitait l'affaire, ils prendraient une autre de nos filles. » Toutes les familles avec lesquelles Le Figaro a pu s'entretenir font état de menaces de mort si elles rendent public leur calvaire auprès des autorités ou des médias. Celles qui nous ont autorisés à publier les photographies de leurs disparues le font dans l'espoir que la pression médiatique agira en faveur de leur libération. Une famille a affirmé au Figaro que des membres des autorités locales se sont déplacés chez elles pour les obliger à effacer des publications sur les réseaux sociaux. Un journaliste syrien travaillant sur ce sujet dans le pays a subi des intimidations.

Grâce à un réseau clandestin d'activistes, certaines rançons parviennent à être payées et des familles à être exfiltrées hors du pays une fois l'otage libérée. Alors, et seulement alors, il paraît possible aux jeunes femmes de raconter leur calvaire. Les autres sont trop terrifiées pour sortir de l'anonymat, puisque les proches des jeunes femmes enlevées sont menacées - parfois même d'être enlevés à leur tour - s'ils médiatisent leur calvaire.
« J'étais dans une sorte de prison où six à sept autres femmes étaient aussi détenues. À chaque fois que l'une d'entre nous était torturée, on l'entendait toutes », détaille Warda*, qui nous dit avoir été kidnappée pendant vingt-trois jours avec son bébé âgé de 11 mois par des hommes à bord d'une voiture immatriculée à Idlib, l'ancien bastion des opposants islamistes à Bachar el-Assad, aujourd'hui au pouvoir. Après trois jours, ces hommes - qui, selon elle, portaient l'uniforme de la sûreté générale et dissimulaient leurs visages - lui demandent de signer des documents. L'un d'eux est un contrat de mariage. « J'ai refusé encore et encore, et à chaque fois, ils me frappaient avec un bâton ou la crosse d'une arme. J'ai perdu connaissance plusieurs fois et quand je me réveillais, j'avais mal à mes parties intimes », confie-t-elle pudiquement, sans donner plus de détails.

« J'ai passé ces vingt-trois jours en sous-vêtements. Ils m'ont torturée avec des lames de rasoir, et rasé les cheveux et les sourcils », dit-elle. Des photos envoyées par ses ravisseurs à sa famille, et que Le Figaro a pu consulter, la montrent en effet le crâne rasé, avec de nombreuses marques de coupures sur le visage et le corps. Certains des geôliers, dit-elle, avaient des accents étrangers. Libérée grâce à l'intervention d'un intermédiaire et transportée hors du pays, avec son fils, par le réseau d'activistes, elle y reçoit aujourd'hui des soins médicaux du fait des sévices qu'elle a subis.

Selon plusieurs membres de la société civile syrienne interrogés sur le sujet, il semblerait qu'au moins une grande partie des jeunes femmes sont acheminées vers la région d'Idlib. « Une activiste sur place m'a confié y avoir vu de nombreuses filles qui semblaient ne pas venir de là. Après enquête, elle a appris qu'elles venaient de la zone côtière, où des massacres d'alaouites avaient eu lieu, et avaient été forcées de se marier », confie une source syrienne.

« Ces kidnappings se multiplient, note un membre de la société civile syrienne. Par exemple, au cours des dix derniers jours, environ dix filles ont été enlevées. Certaines sont des épouses, des mères, avec des enfants. D'autres sont étudiantes à l'université, et certaines sont encore mineures, âgées de 15 ou 16 ans. »

Rapidement, le réseau d'enquêteurs amateurs a signalé les cas documentés au Comité des disparitions forcées, un organisme d'experts indépendants des Nations unies, ainsi qu'à d'autres entités onusiennes. Ils sont également entrés en relation avec des membres de la diaspora syrienne alaouite en France. Ces derniers ont fondé une association, le Collectif franco-alaouite, afin de pouvoir, par le biais de leur avocat, Me Pedro Andujar, déposer une plainte auprès du pôle crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris, le 11 avril dernier ; ainsi qu'une communication auprès de la Cour pénale internationale le 20 mai.

Les plaintes concernent les enlèvements de femmes, mais aussi les massacres perpétrés à l'encontre de membres de la communauté alaouite depuis la chute de la dictature. Ces exactions, selon le dépôt de plainte auprès de la CPI que Le Figaro a pu consulter, sont « susceptibles de constituer des (…) actes de génocide et de crimes contre l'humanité ». La plainte déposée en France est toujours en cours, un numéro de parquet lui ayant été attribué, précise Me Pedro Andujar. La communication auprès de la CPI est en cours d'instruction.

« Ces femmes pourraient devenir les prochaines Yazidies », craint le président du Collectif franco-alaouite (qui a lui aussi requis l'anonymat), faisant référence aux femmes de cette minorité enlevées et réduites en esclavage par Daech en Irak. « Pour l'heure, nous n'avons aucun moyen de savoir si le nombre de victimes sera aussi massif, tempère Me Pedro Andujar. Mais ce qui est certain, c'est que la pratique semble généralisée. Et que le modus operandi fait écho à celui employé par le groupe État islamique à l'encontre de la communauté yazidie. »

**Frédéric Autran, Luc Mathieu et Nicolas Rouger**
Correspondant à Tel-Aviv
**25 juin 2025**

# Iran-Israël Douze jours de conflit et des questions

## Rôle de Trump, de Nétanyahou et de l'Europe, avenir du régime et du programme nucléaire iraniens… Après douze jours de guerre et l'entrée en vigueur d'un fragile cessez-le-feu mardi,

La «guerre des douze jours» entre Israël, l'Iran et les Etats-Unis a pris fin mardi matin. Ainsi l'a en tout cas décrété Donald Trump, n'hésitant pas à intimer publiquement à son allié israélien de «ramener ses pilotes à la maison» pour ne pas violer le cessez-le-feu. La paix proclamée tiendra-t-elle ? Trump, qui rêve toujours du prix Nobel de la paix et a su résister à la tentation pyromane du changement de régime, semble y croire dur comme fer. Par la voix de son président, l'Iran assure ne pas chercher la bombe nucléaire et se dit «prêt à revenir à la table des négociations», celle-là même que Benyamin Nétanyahou a pulvérisée le 13 juin. Méthodique, le Premier ministre israélien, qui vogue d'une guerre et d'un ennemi à l'autre depuis le 7 octobre 2023, acceptera-t-il de laisser au pouvoir - et de laisser vivre - le Guide suprême, Khamenei, plus fragile que jamais ? Mardi soir, le chef de Tsahal a promis «un nouveau chapitre» dans la «campagne contre l'Iran». Après douze jours d'un conflit qui a menacé de plonger un peu plus le Moyen-Orient dans l'abîme, les bombes se sont tues. Mais les questions demeurent.

Donald Trump, «faiseur de paix» pour de vrai ?

Il ne voulait pas de cette guerre. Et pourtant, Donald Trump l'a embrassée, commentée, scénarisée, jusqu'à en siffler unilatéralement la fin et à en revendiquer le nom : la «guerre de douze jours». Entraîné dans le conflit avec l'Iran par un Nétanyahou à la manœuvre, le président américain, suivant son instinct politique, a transformé l'affrontement entre Israël et l'Iran en une démonstration spectaculaire de la suprématie militaire américaine. Comme un écho opérationnel à la parade martiale inédite qu'il venait, quelques jours plus tôt, de s'offrir à Washington.

La stratégie était pourtant - et demeure encore - immensément risquée. Trump a d'ailleurs rechigné, jouant d'abord la carte diplomatique avec Téhéran, avant que l'attaque israélienne du 13 juin contre les installations iraniennes le place face à un dilemme : suivre son allié de toujours ou respecter sa promesse de ne pas replonger l'Amérique dans un conflit coûteux et chaotique au Moyen-Orient. Le magnat n'a toutefois pas hésité longtemps, émerveillé par le coup de force de Tel-Aviv, rassuré par la faiblesse de Téhéran. Et attiré par la perspective d'anéantir le programme nucléaire iranien à coups de GBU-57, la titanesque bombe anti-bunker dont aucun président avant lui n'avait encore ordonné l'utilisation.

Echafaudée depuis des années dans les entrailles du Pentagone et finalisée dans la «Situation Room» (la salle de crise) de la Maison Blanche, l'attaque américaine a été déclenchée depuis un sous-marin nucléaire et le cockpit de bombardiers furtifs B-2, au terme d'un vol marathon de dix-huit heures entre le Missouri et l'Iran. En showrunner indifférent aux conventions, y compris celles de la guerre, Trump n'a toutefois pas pu s'empêcher de mener aussi la bataille sur son réseau Truth Social. En publiant, au grand dam des responsables militaires américains, des messages menaçants ou triomphants, comme autant de proclamations présidentielles.

Il en fut de même pour le clap de fin. «Félicitations à tout le monde, l'heure de la paix a sonné !» s'est-il exclamé lundi soir, annonçant un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran qu'aucun des deux belligérants n'avait encore confirmé. En quelques messages, le milliardaire s'autoproclame maître de la «paix par la force», saluant «l'endurance, le courage et l'intelligence» d'Israël et de l'Iran, comme s'il commentait un combat de MMA. Même si, dans les faits, la riposte iranienne de lundi soir contre la base américaine d'Al-Udeid au Qatar fut mesurée et télégraphiée, dans une intention de sauver la face sans surenchérir - ce que Trump ne manqua d'ailleurs pas de commenter en direct.

A chaud, le président américain semble avoir remporté haut la main son pari - frapper l'Iran sans entraîner toute la région dans une spirale destructrice. Ni instrument des faucons républicains, ni prisonnier d'un isolationnisme «America First», Trump a tracé sa ligne. Le prix du pétrole est sous contrôle - et donc celui de l'essence pour les voraces automobilistes américains. Confié à son émissaire Steve Witkoff, le dialogue avec Téhéran n'a jamais été rompu. «Le cessez-le-feu va durer éternellement», a prédit lundi soir le locataire de la Maison Blanche. Une affirmation pour le moins audacieuse s'agissant du

Moyen-Orient, où le storytelling des présidents américains a rarement résisté à l'épreuve du temps.

Nétanyahou, la victoire et maintenant ?

Pour Nétanyahou, une séquence s'achève et une nouvelle commence, dans laquelle rien ne peut être laissé au hasard pour le chef du Likoud. Depuis le 7 Octobre, le monde s'était habitué à ce qu'il fasse profil bas au milieu de l'apocalypse de Gaza, ne brisant son mutisme que par des apparitions superficielles au milieu de soldats israéliens. Ces douze derniers jours, Nétanyahou s'est rendu sur presque tous les sites d'impacts de missiles iraniens. Même quand il n'était pas là, il était partout, ses partisans venant se relayer devant les bâtiments détruits pour nuire aux membres de l'opposition tentant le même exercice.
Il n'y a pas besoin d'études d'opinion pour se rendre compte que la guerre contre l'Iran reçoit l'approbation de l'écrasante majorité des Israéliens. Nétanyahou le sait : lundi soir, l'entourage du chef du Likoud laissait entendre qu'il appellerait à des élections anticipées «dès la fin de la guerre à Gaza». Dans un pays hébété par le 7 Octobre et trente ans de rhétorique anti-mollahs, on pense enfin toucher la paix du doigt.

C'est pourtant le contraire que propose la coalition au pouvoir : en janvier, la commission Nagel, un groupe de chercheurs rangés à droite, chargé par le gouvernement d'examiner la réforme de la puissance militaire israélienne, recommandait de «rentrer en guerre délibérément, au bon moment» contre l'Iran, tout en augmentant la taille et la présence sur le terrain de son armée.

Ces recommandations sont prises au sérieux : dimanche, l'armée a annoncé qu'elle intensifiait son opération «Mur de fer» dans le nord de la Cisjordanie, envahissant dix villes palestiniennes en même temps. La victoire contre l'Iran est la concrétisation de l'idéologie qui préside à ces décisions. Nétanyahou a salué l'attaque américaine sur le nucléaire iranien en rappelant que «d'abord vient la force, ensuite la paix». En quelques jours, le monde occidental, plus ou moins explicitement, lui a emboîté le pas, entérinant les théories du sionisme révisionniste : celui d'un colonialisme violent et décomplexé.

La campagne politique promet d'être orwellienne : il faudra prouver aux électeurs israéliens que le 7 Octobre était un mal nécessaire pour se débarrasser de la menace iranienne. Gaza était de retour dans les débats en Israël dès mardi matin, après avoir été oubliée pendant dix jours. Le Premier ministre qatari a annoncé mardi que les pourparlers reprendraient entre le Hamas et Israël. Une paix si longtemps et tragiquement évitée pourrait donc être inventée. Et Benyamin Nétanyahou, qui a savonné la planche de tous les autres responsables sécuritaires en poste depuis le 7 Octobre, sera le seul à pouvoir s'en attribuer le mérite.

Les incohérences n'ont jamais fait peur au chef du Likoud, qui se voit en sauveur des Juifs, ses compromissions éclipsées par ses qualités. Incorrigible laïc, il est passé deux fois au mur des Lamentations ces dix derniers jours, balbutiant des prières pour son «peuple de lions» et des bénédictions pour «Donald John, fils de Mary-Anne».

Le Guide suprême poussé vers la sortie ?

Reclus dans un bunker, inaudible, Ali Khamenei, 86 ans et malade, n'a jamais été dans une position aussi précaire depuis son accession au pouvoir en 1989. Les piliers sur lesquels il avait basé la force de dissuasion iranienne se sont effondrés. Avant même l'offensive d'Israël, «l'axe de la résistance», cet agrégat de groupes formés, financés et pilotés, au moins en partie, par les Gardiens de la révolution était inopérant : décimés par les frappes et les assauts israéliens après les attaques du 7 Octobre, le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais sont incapables de participer à une action militaire. Même les Houthis yéménites ont signé un accord de cessez-le-feu avec les Etats-Unis. Les milices chiites irakiennes n'ont pas davantage lancé des drones ou des roquettes contre les bases américaines en Irak en guise de riposte, comme elles l'avaient fait en 2024.

Le second pilier, le programme nucléaire, méthodiquement visé par Israël et les Etats-Unis, n'a probablement pas été anéanti, comme l'a proclamé Trump, mais il faudra du temps pour le ramener à son niveau d'avant l'offensive israélienne. Son arsenal de missiles longue portée et de leurs lanceurs s'est, lui aussi, considérablement amoindri.

En plus de voir sa stratégie anéantie, Khamenei doit également encaisser les pertes considérables subies en douze jours par son régime, dans les rangs de la police, de l'armée, des Gardiens de la révolution et du Bassidj, une milice islamiste. Conscient qu'il pourrait lui-même ne pas survivre aux frappes ou aux espions à la solde d'Israël, il aurait d'ores et déjà préparé sa succession. D'après le New York Times, il aurait donné une liste de trois noms à l'Assemblée des experts, composée de 88 religieux chargés, selon la Constitution iranienne, de désigner le Guide suprême. Son fils Mojtaba, un temps donné comme successeur éventuel, n'y figure pas.

La survie de Khamenei ne signifie pas pour autant sa pérennité au sommet du pouvoir. En Iran, de plus en plus de voix demandent sa destitution, arguant qu'il n'est plus légitime. Celle-ci est théoriquement possible, l'Assemblée des experts pouvant décider qu'il n'est plus apte à exercer ses fonctions. Si ses membres ont été élus, ils ont été auparavant approuvés par le Conseil des gardiens de la Constitution. Noyau dur du régime, celui-ci est composé de douze membres, dont six nommés par le Guide. Peu probable donc qu'ils se retournent contre lui.

En l'absence d'opposition unie à l'intérieur du pays, et face à des alternatives peu crédibles à l'étranger, certaines figures politiques iraniennes ne se cachent plus pour tenter d'influencer Khamenei. L'ancien président Hassan Rohani et Ali Larijani, ancien président du Parlement et représentant du Guide entre 2005 et 2007, en charge notamment du dossier nucléaire, l'ont pressé pour qu'il accepte de négocier avec les Etats-Unis.

Le nucléaire iranien, «oblitéré» ou rescapé ?

Malgré les menaces israéliennes de viser l'ayatollah Khamenei et l'allusion de Donald Trump à un éventuel «changement de régime» en Iran, Tel-Aviv et Washington partageaient surtout un même objectif de guerre : annihiler le programme nucléaire de Téhéran, considéré comme une menace existentielle pour la sécurité de l'Etat hébreu. Les missiles et bombes larguées dans le cadre des opérations «Rising Lion» puis «Marteau de minuit» ont ainsi pilonné les trois principaux sites d'enrichissement et de conversion d'uranium (Fordo, Natanz et Ispahan), causant selon le président américain des «dégâts monumentaux».

«Le terme oblitération est tout à fait approprié !» se réjouissait dimanche soir le président des Etats-Unis. Les experts se montrent plus nuancés, taraudés par une interrogation centrale : qu'est devenu le stock de plus de 400 kilos d'uranium enrichi à 60 %, répertorié par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et jugé suffisant par Israël pour produire - après un enrichissement à 90 % - plus de neuf bombes nucléaires ?

Dès le 13 juin, au premier jour des frappes israéliennes, l'Iran indiquait à l'AIEA avoir pris des «mesures spéciales» pour protéger sa matière nucléaire. Images satellite, mouvements suspects autour des sites et déclarations de Téhéran mais aussi du vice-président américain J.D. Vance semblent confirmer que les stocks ont pu être déplacés avant l'entrée en guerre de Washington. Mardi, le patron de l'organisation atomique iranienne a affirmé que des «plans avaient été préparés en amont» pour remettre en marche les installations et poursuivre le programme nucléaire.

«Des éléments essentiels n'ont pas été touchés» lors des frappes israélo-américaines, estime Jeffrey Lewis, spécialiste de la non-prolifération, qui évoque notamment une usine souterraine de fabrication de centrifugeuses près de Natanz et un site d'enrichissement proche d'Ispahan. Auxquelles pourraient s'ajouter d'éventuelles «installations secrètes». La suite dépendra de la volonté politique du régime de relancer voire d'accélérer son programme nucléaire, en s'appuyant sur son savoir-faire, son stock d'uranium enrichi et d'éventuelles installations clandestines.

«L'Iran peut probablement reconstituer son programme rapidement, peut-être en un an, estimait lundi dans une tribune James Acton, codirecteur du programme de politique nucléaire à la Fondation Carnegie pour la paix internationale. De plus, après les frappes américaines, le risque réel est que Téhéran décide d'aller plus loin que l'enrichissement et l'accumulation d'uranium, et de fabriquer une bombe.» Une décision que le régime iranien n'a jamais prise jusqu'à présent, selon les services de renseignement américains.

Incontestablement affaibli mais engagé dans une lutte pour sa survie, le régime iranien pourrait relancer sa course à l'atome de manière clandestine et quitter le traité de non-prolifération nucléaire, à l'image de la Corée du Nord en 2003. «Le régime de non-prolifération nucléaire tel que nous le connaissons pourrait s'effriter et s'effondrer», a mis en garde lundi le patron de l'AIEA, Rafael Grossi, qui exhorte à la reprise des inspections et des négociations. «Il nous faut garder le contact» avec les Iraniens, a renchéri mardi Emmanuel Macron, mettant en garde Téhéran contre un «chemin irresponsable à la fois pour la sécurité régionale, pour la prolifération nucléaire internationale mais également pour les dirigeants iraniens».

L'Europe peut-elle encore jouer un rôle ?

Présentées comme une initiative majeure, les discussions de vendredi à Genève entre les ministres des Affaires étrangères français, britannique et allemand, la cheffe de la diplomatie européenne et leur homologue iranien, n'avaient au final rien donné de concret. Les dirigeants européens n'avaient pu afficher que leur volonté de les poursuivre, sans préciser où et quand. Le lendemain, le président français déclarait que les négociations allaient «s'accélérer».

C'était sans compter Trump, qui ordonnait le lendemain ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient osé faire : frapper directement plusieurs sites nucléaires iraniens. Juste après la réunion de Genève, il avait taclé les tentatives de médiation européennes : «L'Europe ne va pas pouvoir aider sur ce sujet.» Elle l'avait pourtant fait en 2003, lorsque la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, désignés comme l'«E3», avaient négocié l'accord de Téhéran, qui stipulait que l'Iran cessait provisoirement tout enrichissement et coopérait sans restriction avec l'AIEA. La république islamique était d'autant plus encline aux négociations que les Etats-Unis venaient d'envahir l'Irak et qu'ils avaient fait chuter en trois semaines le régime des talibans en Afghanistan.

L'E3 est resté actif, aux côtés de Washington, Moscou, Pékin et Bruxelles, lors des discussions qui ont mené à l'accord de Vienne en 2015. Mais n'a pas pu convaincre l'Iran de continuer à le respecter lorsque les Etats-Unis, lors du premier mandat de Trump, ont brutalement décidé de se retirer. Les Européens restent depuis au second rang, spectateurs des volontés américaines.

LE FIGARO

**Georges Malbrunot**
**25 juin 2025**

# L'Iran préfère céder aux États-Unis plutôt que d'être défait par Israël

Téhéran a accepté un cessez-le-feu, après avoir soigneusement calibré des représailles contre une base américaine au Qatar.

Négocier avec les États-Unis, sans donner l'impression de capituler, plutôt que de s'entêter et risquer sa survie face à Israël. Affaibli par douze jours de frappes, le régime iranien a sauvé la face en ripostant symboliquement à « l'agression » américaine, avant d'accepter dans la foulée la fin d'une guerre menée par son ennemi juré israélien, qui aurait fini par menacer son existence.

Pour Téhéran, « la priorité était de retrouver les voies de la négociation afin de sauver le régime », estime le chercheur Bernard Hourcade, spécialiste de la République islamique. Selon lui, « les dirigeants iraniens ne voulaient pas couper les ponts avec Donald Trump, car ils savent que c'est lui qui peut arrêter la guerre avec Israël ». À l'issue du conflit, « le régime a été humilié, mais il est encore vivant et prêt à se battre », constate, de son côté, Gregory Brew, spécialiste de l'Iran à l'Eurasia Group aux États-Unis.

Sa riposte calibrée aux frappes américaines de ses installations nucléaires illustre son pragmatisme face au danger existentiel. « La République islamique a fait le service minimum », commente depuis le Golfe un expert, familier de l'Iran. Via le Qatar et probablement Oman, Téhéran avait averti les États-Unis de ses tirs de missiles contre la base aérienne américaine d'al-Udeid, au Qatar, afin qu'il n'y ait pas de victimes. Ce qui fut le cas, après que cette base, mini État dans l'État à l'écart de Doha, a été évacuée.

En 2020 déjà, après l'assassinat décidé par Donald Trump du tout-puissant général iranien Qassem Soleimani à Bagdad, l'Iran, après avoir promis « l'enfer », alerta Washington via le gouvernement irakien de frappes de représailles contre une base irakienne abritant des soldats américains, qui ne firent aucune victime.

Lundi soir, alors que les espaces aériens des pays du Golfe étaient rouverts, Donald Trump a « remercié l'Iran » d'avoir « prévenu » les États-Unis « à temps, ce qui a permis de ne pas perdre de vies et de ne blesser personne ». Ces précautions oratoires, importantes pour un pouvoir qui devait sauver la face, ont permis à l'instance suprême de la sécurité iranienne de décrire son attaque comme « une réponse à l'action agressive » des États-Unis, qui utilisa autant de missiles « que le nombre de bombes » américaines contre les sites nucléaires iraniens. Alors que Donald Trump se félicitait d'une riposte iranienne « très faible », la sortie de crise était en vue. Téhéran avertit immédiatement le Qatar que cette frappe ne visait pas « un pays frère et ami ». Et pour cause, de manière assez surréaliste, l'émirat, seul allié de l'Iran dans la péninsule arabique avec Oman, allait jouer dans les heures à venir les médiateurs entre l'Iran et les États-Unis.

À la manœuvre au téléphone avec des officiels iraniens, le premier ministre qatarien, Cheikh Mohammed Ben Abdul Rahman al-Thani, a persuadé Téhéran d'accepter un cessez-le-feu, selon plusieurs sources dans le Golfe. « Les opérations militaires des forces armées iraniennes pour punir Israël de son agression ont continué jusqu'à la dernière minute », avant le début du cessez-le-feu, à 4 heures GMT, claironnait Abbas Araghchi, le ministre iranien des Affaires étrangères. Signe de la fragilité de l'arrêt des hostilités, Téhéran a tiré après l'arrêt des combats une nouvelle salve de missiles contre Israël.

La rodomontade iranienne ne masque cependant pas une dure réalité pour la République islamique, qui ressort très affaiblie de douze jours de guerre. Son assurance-vie qu'était le nucléaire a été sérieusement dégradée. Elle a montré ses failles en laissant Israël maître du ciel, depuis quasiment le premier jour du conflit. Les infiltrations du Mossad jusqu'au sommet ou presque de l'État ont exposé des vulnérabilités auxquelles l'Iran ne remédiera pas de sitôt, même si une chasse aux espions a été lancée. De leur côté, « les Iraniens étaient épuisés par cette guerre, confie Majdi, qui vient de sortir de son pays. Après s'être réfugiés hors de Téhéran, beaucoup n'ont plus d'argent. Ils doivent rentrer chez eux malgré les bombardements israéliens. » Se lancer dans une guerre longue était lourd de dangers. Les frappes répétées contre des centres du pouvoir comme les gardiens de la révolution auraient fini par affaiblir le pouvoir, favorisant des fissures en son sein, voire des défections, et pouvant entraîner la population à manifester sa colère contre ses dirigeants.

Mardi, face à ses voisins arabes du Golfe, inquiets d'être de nouveau la cible des missiles de Téhéran, Abbas Araghchi a répété que la frappe iranienne contre la base d'al-Udeid était « légitime ». Alors que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis se sont réconciliés ces dernières années avec Téhéran, tout en se distanciant d'Israël après le 7 Octobre, un entêtement iranien pourrait les faire revenir à leur hostilité historique vis-à-vis de la République islamique et de ses manœuvres déstabilisatrices au Moyen-Orient.

Secoué, l'Iran a, toutefois, montré sa résilience. La riposte rapide aux bombardements américains souligne que la chaîne de commandement n'a pas été brisée, alors que le guide suprême, Ali Khamenei, est isolé dans un lieu réputé sûr. Dans une ville de Téhéran en partie vidée de ses habitants, l'appareil sécuritaire est prêt à mater tout début de fronde, et capable de renouveler rapidement ses cadres assassinés. Bref, l'option du changement de régime, espérée par beaucoup d'Iraniens et prônée par certains en Israël et aux États-Unis, a montré, à court terme, ses limites. Et puis, le guide suprême n'a pas encore complètement perdu la carte du nucléaire. « Personne ne sait où se trouvent 400 kilogrammes d'uranium hautement enrichi », relève Jeffrey Lewis, expert américain en prolifération nucléaire. Cette question sera au centre des négociations qui devraient s'ouvrir prochainement entre l'Iran et les Occidentaux, via l'Agence internationale à l'énergie atomique, dans l'espoir de tourner durablement la page de la guerre. G. M.

Le Monde

Eliott Brachet
25 juin2025

# En Syrie, les nouvelles autorités face à l'épineuse question de l'évacuation du camp d'Al-Hol : « Cet endroit est un nid à radicalisation »

ReportageDamas réfléchit à une évacuation progressive de cette prison à ciel ouvert, administrée par les Kurdes, où s'entassent trente mille détenus soupçonnés d'affinités avec l'EI, dont des femmes et des enfants d'anciens combattants de l'organisation djihadiste.

C'est une tâche à l'horizon qu'on distingue à peine sous le soleil ardent qui fait fondre les reliefs. Aux confins des déserts syrien et irakien, une myriade de tentes blanches encerclées d'un grillage et de fil barbelé sort de terre, de manière presque fantomatique. Bienvenue au camp d'Al-Hol, une tache noire dans l'histoire de la Syrie, un problème que personne ne veut voir, repoussé loin des regards, dans la poussière du nord-est du pays.

Destiné, lors de l'ouverture de celui-ci en 2016, à accueillir les civils déplacés par la guerre contre l'organisation Etat islamique (EI), le camp d'Al-Hol s'est converti en prison à ciel ouvert en 2019, à la suite de la bataille de Baghouz, dernier bastion du califat autoproclamé et tombé sous l'offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les troupes kurdes, avec l'appui d'une coalition internationale.

Les hommes djihadistes ont été emprisonnés à part et leurs familles rassemblées à Al-Hol, mêlées aux civils dans les travées du camp géré par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), l'aile civile des FDS. Aujourd'hui, près de 30 000 résidents,

ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

dont 15 500 Syriens, 8 400 Irakiens et plus de 6 000 étrangers, sont enfermés derrière les grillages, selon les chiffres de l'administration. Surpeuplé, Al-Hol est devenu un cul-de-sac morbide. Outre les conditions insalubres, les violences y sont quotidiennes et les armes y prolifèrent autant que les idées les plus radicales. L'ombre de l'EI y plane toujours et l'organisation y poursuit ses formations idéologiques, ciblant en particulier les enfants.

**« C'est la fin du cauchemar »**

*« Al-Hol est une bombe à retardement. Cet endroit est un nid à radicalisation. Laisser ces gens croupir ici, c'est bien pire que de les faire sortir. Il faut les réintégrer à la société »*, préconise le docteur Nasser Haj Mansour, du Centre syrien pour la recherche et le dialogue. Son organisation supervise, côté kurde, des opérations d'évacuation de familles syriennes. Dimanche 15 juin, pour la première fois, une quarantaine d'entre elles ont été transférées hors du territoire contrôlé par l'Aanes vers les zones tenues par les nouvelles autorités syriennes, dans la campagne d'Alep, dont elles sont originaires.

*« C'est la fin du cauchemar »*, se réjouissait Aya, les yeux pétillants à travers la fente de son niqab noir. Agée de 24 ans, la jeune femme a passé un quart de sa vie derrière les grillages d'Al-Hol et le quart précédent sous le joug des hommes en noir de l'EI. *« On a fini là-bas à cause de la guerre, pendant des mois on a été déplacés par les bombardements »*, dit-elle sans entrer dans les détails. Son mari a été fauché en 2019 par un raid aérien de la coalition internationale. Etait-il un soldat du « califat » ? Sa femme jure que non. *« Il transportait de l'eau, il n'était pas de Daech* [acronyme arabe de l'EI] », assure-t-elle.

*« Mes enfants ont grandi dans la violence et la misère »*, déplore la jeune mère qui, à 18 ans, allaitait sa fille de 1 an et était enceinte, quand le « califat » est tombé. Mariam, 8 ans désormais, et Abdelhamid, 7 ans, n'ont rien connu d'autre que cet amoncellement de tentes et d'immondices qui s'étale au milieu de nulle part sous un soleil de plomb. Comme eux, les deux tiers des résidents d'Al-Hol ont moins de 15 ans.

Lire aussi le reportage photo (2019) I Article réservé à nos abonnés Les visages des enfants du djihad de Syrie

Souffrant d'un abcès à la poitrine, Aya a été sélectionnée pour un transfert, comme les autres familles, par l'administration du camp, en partenariat avec l'agence des Nations unies pour les réfugiés sur des critères médicaux et humanitaires. *« Ces familles-là ne sont pas des terroristes radicalisés. Si certains avaient des proches membres de Daech, tués ou bien emprisonnés, la plupart sont des victimes de l'organisation. Ils n'ont pas de sang sur les mains »*, assure le docteur Haj Mansour, ajoutant que chaque famille a fait l'objet d'une enquête menée par les forces de sécurité kurdes,

avant que leurs dossiers ne soient transmis pour accord aux nouvelles autorités à Damas.

**Dans des limbes juridiques**

Six ans après la chute de l'EI, ces familles se trouvent toujours dans des limbes juridiques. Elles ont été enfermées hors de tout cadre légal, sans jugement ni enquête, recluses dans une zone de non-droit administrée par une entité non étatique, l'Aanes. Dans ce flou juridique, leur degré d'implication au sein de l'EI est difficile à établir. Mais parce que leur passé porte le sceau du « califat », ici, tous sont jugés coupables.

*« Le monde entier nous voit comme des gens de l'EI. Comment peut-on s'en défendre ? »*, interroge Ibrahim Abdallah, un jeune père de 25 ans. Ce mécanicien était mineur quand le « califat » a imposé sa loi dans le nord de la Syrie. *« Je réparais des motos, c'est tout, parfois celles des combattants de l'EI. On était forcés de travailler pour eux. On ne pouvait pas s'enfuir. On était prisonniers de l'organisation, tout comme on est prisonniers ici à Al-Hol »*, ajoute-t-il, portant l'un de ses fils aux membres ballants. Souffrant d'atrophie cérébrale et d'une infection soudaine, le petit corps brûlant est chargé dans une ambulance et mis sous perfusion.

Accueillant à ses débuts près de 70 000 personnes, le camp d'Al-Hol s'est déjà vidé de moitié. Plusieurs milliers de Syriens originaires des zones contrôlées par les FDS sont déjà rentrés chez eux. Ces derniers mois, l'Irak a accéléré les rapatriements de ses ressortissants, à raison de plusieurs centaines de personnes par mois. Le reste des départs sont des évasions, en se cachant dans des citernes d'eau ou à bord d'un véhicule, parfois même en escaladant le grillage. Un réseau de passeurs s'est constitué, moyennant 2 000 dollars (1 700 euros) pour les Syriens, 4 000 dollars pour les Irakiens et entre 15 000 à 20 000 dollars pour les autres.

**« La communauté internationale doit prendre ses responsabilités »**

Car Al-Hol n'est pas seulement un problème syrien. Dans une aile spéciale du camp, baptisée l'« annexe », s'entassent plus de 6 000 femmes de djihadistes étrangers et leurs enfants, de 46 nationalités différentes. Dans cette section jugée *« ultra-radicalisée »* par l'administration du camp, les organisations humanitaires n'osent plus pénétrer. *« La communauté internationale doit prendre ses responsabilités et trouver une solution. Depuis sept ans, nous faisons notre devoir, mais nous sommes débordés. Il est impératif que les pays concernés récupèrent leurs ressortissants »*, appelle Jihan Hanan, cogérante du camp, nommée par l'Aanes.

L'avènement d'un nouveau pouvoir à Damas pourrait bien changer la donne. Sur fond de négociations avec les FDS, les nouvelles autorités syriennes ont envoyé une délégation à Al-Hol pour participer à une réunion inédite avec les autorités kurdes et des représentants de la coalition internationale. Damas s'est dit prêt à reprendre en main l'épineux dossier et à réfléchir à un mécanisme pour permettre l'évacuation progressive du camp. *« C'est une déclaration de principes, mais concrètement, rien n'a été acté »*, déplore Mme Hanan.

Pour les 42 familles qui ont obtenu leur ticket de sortie, l'heure du départ a sonné. Des enfants glissent leurs petites mains à travers le grillage pour dire au revoir à leurs camarades restés captifs. *« Ces familles veulent reprendre une vie normale. Un travail, un logement, une école pour les enfants, c'est ça qui les tiendra éloignés de l'EI. C'est un ballon d'essai. Aujourd'hui, nous voulons prouver que notre idée de réinsertion est la bonne pour sortir les 15 500 Syriens d'Al-Hol »*, explique Monzer Alsalal, de l'organisation Stabilization Support Unit, qui chapeaute, du côté des zones gouvernementales, l'opération baptisée « Caravane de l'espoir ».

**« On veut oublier tout ce qui s'est passé »**

Il est minuit quand le convoi arrive à Al-Bab, dans la campagne d'Alep, aux abords d'un stade reconverti en centre d'accueil. Dans la pénombre, des soldats encagoulés, armés jusqu'aux dents, prennent position sur les immeubles environnants, des pick-up surmontés de mitrailleuses sont stationnés tout autour. L'imposante mise en scène envoie un message clair : les nouvelles autorités veulent montrer qu'elles ne prennent pas le sujet à la légère.

A leur descente du bus, les familles sont accueillies par des équipes médicales et des psychologues. Puis, chacune est soumise à un bref interrogatoire. *« Nous avons ordre de réunir toutes les informations possibles sur ces personnes, leur passé et les proches qui vont les accueillir. Il y aura un suivi sécuritaire étroit »*, assure le chef de section de la sûreté générale.

L'onde de choc provoquée par l'attentat kamikaze perpétré dans une église orthodoxe de Damas, dimanche 22 juin, qui a fait 22 morts et plus de 60 blessés, et a été revendiqué par un groupe djihadiste méconnu, Saraya Ansar Al-Sounna, risque de compliquer la tâche des autorités. Une bonne partie de l'opinion publique syrienne acceptera difficilement que ces familles s'évaporent dans la nature, alors que la menace djihadiste continue de planer sur le pays.

Qu'ils soient laissés derrière les grilles d'Al-Hol au risque de s'évader, placés dans d'hypothétiques centres de déradicalisation aux résultats incertains et coûteux, ou réintégrés à la société quitte à s'évanouir sous les radars, le sort des rebuts du « califat » continuera de hanter l'avenir de la Syrie.

Dans le hangar, c'est l'heure des retrouvailles. Même après plus de sept ans de séparation, les joies restent contenues. Aya pose pour un selfie au milieu de ses tantes drapées de noir. Les deux enfants, eux, n'en croient pas leurs yeux. Ils ont voyagé la tête collée à la vitre, découvrant un nouveau monde. *« J'espère les inscrire dans une école privée dès la rentrée*, assure Aya. *On va revenir pas à pas dans la société. On veut oublier tout ce qui s'est passé. C'est un nouveau chapitre qui commence. »*

Marc Semo
26 juin 2025

# Poutine et « son ami iranien » : la Russie joue la prudence face au conflit Israël-Iran

Enlisée en Ukraine, la Russie condamne les frappes israéliennes et américaines mais se garde d'apporter une aide militaire à Téhéran, son dernier proche partenaire au Moyen-Orient.

Enlisée en Ukraine, la Russie condamne les frappes israéliennes et américaines mais se garde d'apporter une aide militaire à Téhéran, son dernier proche partenaire au Moyen-Orient.

Le nouveau « partenariat stratégique » russo-iranien avait été signé en grande pompe sous les ors du Kremlin par Vladimir Poutine et son homologue iranien Masoud Pezeshkian, le 17 janvier. Trois jours avant l'investiture de Donald Trump, la date n'avait rien d'anodin. Allant de l'énergie à la finance, ce vaste accord prévoit aussi des coopérations militaires… mais aucun engagement d'assistance mutuelle « immédiate » en cas d'agression. Un point que le président russe n'a pas manqué de rappeler depuis le début des attaques israéliennes puis américaines contre les sites nucléaires iraniens. Les deux Etats s'engagent seulement à n'apporter aucune aide à « l'agresseur » si l'un d'eux est attaqué.

Même s'il a dénoncé « une agression non provoquée contre l'Iran (qui) n'a aucun fondement et aucune justification », Vladimir Poutine ne s'est pas départi de cette prudence le 23 juin, quand il a reçu au Kremlin le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi. La veille, la diplomatie russe avait condamné dans un communiqué « la décision irresponsable de mener des frappes de missiles et de bombes sur le territoire d'un Etat souverain » soulignant que « quels que soient les arguments avancés, cela viole de manière flagrante le droit international ». Venant du pays qui a déclenché en février 2022 l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, cela serait cocasse si ce n'était tragique.

Bombardements américains : le chef de la diplomatie iranienne à Moscou pour obtenir une aide militaire ?

Ménager Israël

Pour autant, il n'est pas question, au moins pour l'instant, d'aider l'Iran. Interpellé sur ce point dans une conférence de presse, le président russe assurait : « Nos amis iraniens ne nous ont pas demandé cela. » Moscou n'a pas livré les avions de combat Su-35 ni les systèmes de défense antimissile S-400 que souhaitait acquérir depuis des mois la République islamique.

En revanche, les Iraniens avaient fourni aux Russes pour leur guerre en Ukraine leurs redoutables drones Shahed, que la Russie peut dorénavant produire sur son territoire – même si certains composants arriveraient toujours d'Iran. En échange, des techniciens et ingénieurs russes auraient aidé les Iraniens, notamment dans leur programme balistique.

Six mois après la chute de son allié Bachar al-Assad en Syrie, Vladimir Poutine suit avec inquiétude les développements et l'affaiblissement du régime de Téhéran, son dernier proche partenaire au Moyen-Orient. Mais le soutien reste minimal. « Il y a ce partenariat avec l'Iran mais le Kremlin, enlisé dans la guerre en Ukraine, ne veut pas se mettre à dos l'administration Trump et doit ménager Israël où réside une forte communauté russophone », analyse Tatiana Kastoueva Jean, responsable du programme Russie à l'Institut français des relations internationales. Poutine s'est entretenu sur cette crise avec Donald Trump comme avec Benyamin Netanyahou. Il s'était même un moment posé comme possible médiateur dans ce conflit qui peut l'arranger à court terme, mais pas à plus long terme.

« Une menace à la paix dans le monde » : onde de choc après les bombardements américains en Iran

Influence en déclin

A brève échéance, la guerre en Iran détourne l'attention des Occidentaux de celle d'Ukraine où l'armée russe continue de grignoter des territoires au prix d'immenses pertes. Mais, malgré la montée des tensions au Levant, le cours des hydrocarbures qui constituent l'essentiel des ressources pour son budget de guerre ne grimpe pas.

A plus long terme, la défaite de l'Iran et a fortiori l'effondrement du régime seraient toutefois un nouveau revers pour la Russie dans une région où déjà son influence est en déclin. Maigre consolation pour Moscou, à l'heure du plurialignement, des capitales traditionnellement très liées à Washington comme Riyad n'hésitent plus à tisser aussi des liens avec la Russie.

Libération

**Marius Jouanny**
**26 juin 2025**

# Turquie : le combat de Kudret Günes, autrice franco-kurde retenue par les autorités

L'artiste de 69 ans, réalisatrice et écrivaine, a été arrêtée à son arrivée dans le pays le 27 mai. Placée en résidence surveillée depuis, elle attend son procès pour «apologie du PKK», prévu le 8 juillet.

Depuis un mois, le sort de la Franco-Kurde Kudret Günes, 69 ans et autrice de la BD la Liberté dans le sang (Marabout), se trouve entre les mains des autorités turques. Placée en résidence surveillée, elle doit se présenter deux fois par semaine au commissariat, en attente de son procès prévu le 8 juillet pour «apologie du PKK», le Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie. En atterrissant à l'aéroport d'Ankara le 27 mai pour rendre visite à sa famille, elle ne s'attendait pas à être «enfermée pendant six heures dans un bureau, avant d'être conduite au palais de justice de la capitale».

Alors qu'elle n'a jamais été appréhendée par les autorités turques jusqu'à son précédent séjour dans le pays en 2023, la sortie de sa bande dessinéeen 2024, dont certaines pages sont discutées pendant son interrogatoire, a jeté le soupçon sur elle. Cette fiction imagine le destin de Rojîn, une femme franco-kurde réduite en esclavage en Syrie par l'Etat islamique alors qu'elle fuyait un mariage forcé, avant de se libérer de ses oppresseurs par les armes. Au tribunal d'Ankara, un procureur déclare dans un premier temps à Kudret Günes qu'elle va repartir libre. Mais elle est finalement conduite devant un juge, qui lui annonce qu'elle risque «deux à cinq ans de prison».

Contactée par téléphone, Kudret Günes nous raconte que pendant son interrogatoire, la police turque lui a montré des captures d'écran de son compte Facebook, notamment «un post en hommage à Uğur Kaymaz, un enfant kurde de 12 ans tué par 13 balles de l'armée turque en 2004». Ses réactions à la défaite de l'Etat islamique au Kurdistan syrien sont aussi exhumées, comme le commentaire : «Les femmes les plus belles du monde ont réussi à sauver le monde des hommes les plus sanguinaires de notre époque.» Si l'un de ses posts réagit au triple assassinat de dirigeantes du PKK à Paris en 2013, Kudret Günes réfute tout lien avec ce parti, se considérant même «en désaccord» avec ce dernier. Elle précise se sentir «concernée par le sort des femmes et des enfants kurdes», comme en témoigne son travail principalement composé de documentaires réalisés pour la télévision française depuis trois décennies.

Répression. Citoyenne française depuis 1993, Kudret Günes s'est initialement installée en France au début des années 1980 pour y étudier le cinéma. Plusieurs de ses documentaires comme Sur les traces de Bedia (2010) racontent comment des femmes militantes kurdes reconstruisent leur vie en France après avoir fui la répression politique en Turquie. Son documentaire le plus connu, Leyla Zana, le cri au-delà de la voix étouffée (2002), portant sur le combat d'une députée kurde à l'assemblée turque, a obtenu plusieurs prix sans jamais être diffusé en Turquie. Il a joué un rôle important pour la libération de cette femme politique survenue en 2004, après dix années d'emprisonnement.

Kudret Günes espérait profiter de ce séjour dans son pays d'origine pour partir à Amed (Diyarbakir), la plus importante ville de la région kurde de Turquie, afin de se documenter sur des crimes d'honneur au sein des familles kurdes, «lorsque des femmes sont tuées ou poussées au suicide par leurs parents ou leurs proches après des relations hors mariages ou des viols», explique-t-elle. L'autrice prévoit de consacrer une bande dessinée ou une pièce de théâtre au destin de six victimes, mais sa résidence surveillée à Ankara l'a empêchée de poursuivre ses recherches pour ce projet.

Sa procédure judiciaire s'inscrit dans un contexte politique mouvementé depuis l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le 19 mars, qui a provoqué de nombreuses manifestations d'opposants au régime d'Erdogan. En parallèle, le PKK a annoncé sa dissolution le 12 mai, enclenchant un processus de paix avec l'Etat turc à l'issue encore incertaine. Ces récentes évolutions ne semblent pas empêcher les autorités turques de poursuivre leur politique de répression des défenseurs de la cause kurde, comme en témoigne cette procédure judiciaire intempestive.

Depuis la maison de sa sœur où elle attend son procès, cette dernière se déclare «sans espoir» concernant le processus de paix entre le PKK et le régime, arguant que «d'autres tentatives ont été entreprises par le passé, et elles ont toutes échoué». Elle s'est récemment rendue à l'ambassade de France de Turquie, espérant y trouver du soutien. On lui a affirmé que la diplomatie française n'interviendrait pas. Une source diplomatique du ministère des Affaires étrangères assure néanmoins que sa situation «fait l'objet d'un suivi attentif» et qu'elle «bénéficie de la protection consulaire».

«Mensonges». L'auteur des dessins de la Liberté dans le sang, Christophe Girard (auteur notamment en 2024 de «Je n'ai pas oublié…» Histoires de la Shoah par balles, Editions du Rocher), déplore l'isolement de son amie. Lorsque Kudret Günes lui a proposé de dessiner le scénario qu'elle avait écrit, il a considéré cette collaboration comme «un engagement personnel».

A l'initiative d'une pétition de soutien à Kudret Günes, le militant associatif et poète Amar Benhamouche remarque, lui, que «les régimes autoritaires ont peur des artistes et fabriquent toujours des mensonges à leur encontre». Il est devenu un ami proche de la documentariste après une rencontre publique qu'il a organisée avec elle. Il annonce l'organisation d'une manifestation en soutien à Kudret Günes, prévue le 5 juillet à 14 heures devant le ministère de la Culture, avant de conclure : «On se battra jusqu'au bout pour sa libération.» Si Kudret Günes est condamnée, son nom s'ajoutera à la longue liste des artistes kurdes emprisonnés par le régime turc, comme Yilmaz Güney, Zehra Dogan, Nûdem Durak et plus récemment Kasim Tasdogan.

Le Monde

**Nicolas Bourcier**
**26 juin 2025**

# En Turquie, la chronique impossible d'une justice instrumentalisée

## L'opacité du système judiciaire et les poursuites récurrentes contre les journalistes turcs les empêchent de rendre compte librement et régulièrement des procès dans le pays.

La chronique judiciaire en Turquie est un métier rare, un genre journalistique qui n'est pas sans risque et qui, contrairement à la France ou l'Italie, ne s'inscrit pas dans une longue tradition de presse indépendante et libre de ton. Le pays possède d'innombrables plumes talentueuses et enquêteurs courageux, mais pas de chroniqueurs réguliers des salles d'audience, restituant les petitesses et les misères des procès.

Plusieurs raisons à cela : l'opacité du système judiciaire (audiences parfois à huis clos, censure, recours immodéré aux témoins secrets), la forte judiciarisation du journalisme (poursuites pour diffamation, terrorisme, atteinte à l'Etat) et le manque de protection de la liberté de la presse, surtout depuis le coup d'Etat raté de 2016.
Pour mémoire, durant les purges qui ont suivi la tentative de putsch, près de 2 500 juges et procureurs ont été placés en détention et 1 600 avocats arrêtés. De quoi noircir ad nauseam les colonnes des journaux si les procès n'avaient pas été aussi expéditifs et contraires *« aux règles universelles du droit, systématiquement détruites »,* comme l'écrit l'avocate Figen Çalikusu dans son *Jugement du 15 juillet en 101 questions* (non traduit, Zoe-Bellek, 2023). Cinq mois après le coup d'Etat, l'ONG Committee to Protect Journalists recensait 81 journalistes emprisonnés en Turquie, un record mondial. Ils étaient 166 en juin 2017.

**« Pas un procès, mais une punition »**

Qui pousse un jour la porte d'une salle d'audience dans un tribunal turc sait l'air particulier que l'on y hume, cette impression de froid qui tombe sur l'échine, d'opacité et de mécanique oppressive. Ces dernières années, on observe des juges qui parlent de moins en moins, des audiences repoussées à l'envi et des verdicts toujours plus sévères. Le public, assis sur les bancs, renvoie l'image d'une société gagnée par un profond sentiment d'impuissance. Plus des deux tiers des Turcs disent ne pas avoir confiance en leur justice.

Le recours fréquent à des articles de loi à l'interprétation particulièrement large, comme « insulte au président » ou « appartenance à une organisation terroriste », y contribue. La Turquie détient d'ailleurs le record mondial d'inculpations pour terrorisme. Que dire de la condamnation à la perpétuité, dans un procès plus que douteux, du mécène Osman Kavala, accusé d'avoir financé les manifestations du parc Gezi en 2013 ? Ou de celle à quarante-deux ans de prison de Selahattin Demirtas, ancien coprésident du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (HDP, pro-kurde, devenu DEM), deux fois candidat contre Recep Tayyip Erdogan, accusé de terrorisme sur la seule foi de ses discours ? Ou encore des années de prison requises contre les frères et intellectuels Mehmet et Ahmet Altan, pour qui le parquet a inventé la notion de « message subliminal de coup d'Etat » ?

Devant ses juges, dans l'immense salle du complexe carcéral de Silivri, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, membre du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et principal opposant au président, inculpé dans une dizaine de procédures, a expliqué, le 16 juin, qu'il ne subissait *« pas un procès, mais une punition ».* Phrase prémonitoire : son propre avocat a été arrêté quatre jours plus tard.

**Vertigineuses atteintes au droit**

On dit que les récits d'audience sont un miroir du pays, de ses mœurs et de ses tragédies. De ses impuissances, pourrait-on ajouter. A défaut de chroniqueurs, la Turquie possède une association de défense des droits humains, Media and Law Studies Association, qui recense de manière systématique et vertigineuse les atteintes au droit et à l'accès à l'information. Plonger dans la liste de ces procédures, c'est collecter les ingrédients dignes d'un inventaire à la Prévert (que le poète n'aurait pas apprécié), et mesurer au plus près l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire.

Cela donne, en l'espace de quelques jours : l'arrestation de Fatih Altayli, ex-présentateur de télévision, pour « menaces envers le président ». Il avait publié, le 20 juin, une vidéo sur sa chaîne YouTube commentant un sondage selon lequel 70 % des Turcs s'opposeraient à une présidence à vie d'Erdogan. La veille, un procureur avait exigé la condamnation du journaliste Furkan Karabay, détenu depuis le 15 mai, pour trois tweets, accusé d'avoir *« dépassé le cadre de la liberté d'expression ».* Le même jour, a eu lieu la cinquième audience du procès intenté à un autre journaliste, Baris Terkoglu, pour « insulte publique à un fonctionnaire ».

Lors de la deuxième au-

dience au procès de la journaliste Hatice Sahin, le 17 juin, la cour d'assises de Diyarbakir a décidé de maintenir son interdiction de voyager à l'étranger pendant sept ans. Le verdict concernant l'écrivain et chroniqueur du journal *Xwebûn,* Mehmet Sahin, rejugé pour « appartenance à une organisation terroriste », a été, lui, reporté au 23 septembre. Comme les audiences des avocats Necat Çiçek et Adile Salman, poursuivis en raison de leur *« pratique juridique »,* reportées respectivement aux mois de septembre et d'octobre.

Un véhicule blindé des forces spéciales de police devant le Palais de justice d'Ankara, après une tentative de coup d'Etat, le 18 juillet 2016. BAZ RATNER/REUTERS

Le procès de Can Dündar, journaliste exilé à Berlin, accusé, entre autres, d'avoir soutenu le quotidien d'information *Özgür Gündem,* interdit depuis 2016, a été ajourné au 18 décembre. Une employée d'une maison d'édition, accusée de « propagande terroriste » à cause de l'autobiographie de Nelson Mandela, préfacée par Abdullah Öcalan, leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan, a, elle, été acquittée. Ainsi vont les battements de la vie des palais de justice turcs.

---

LE FIGARO

**Hélène Vissière**
**26 juin 2025**

# Le rapport préliminaire sur les destructions en Iran qui contredit le président américain

Les bombardements n'ont probablement retardé que de quelques mois le programme nucléaire iranien mais ne l'ont pas éliminé. Ce sont les conclusions d'un rapport préliminaire des renseignements militaires américains. Relayé par CNN et le New York Times, médias honnis par Donald Trump, le rapport contredit les déclarations de l'Administration qui ne cesse de marteler que ses frappes ont « totalement anéanti » les installations en Iran.

Le document de cinq pages, classé confidentiel, a fait beaucoup de bruit car il a été rédigé par la Defense Intelligence Agency, le service de renseignement du Pentagone. Ces conclusions ont été rendues publiques par CNN et confirmées par d'autres médias. Les sources des journalistes qui ont eu accès au document soulignent bien qu'il s'agit d'une première analyse incomplète de la situation concentrée surtout, selon le New York Times, sur le site enfoui de Fordo. Il faudra, mettent en garde les experts, attendre d'autres informations avant d'établir une vue plus précise.

Les bombardements israéliens suivis des frappes des bombardiers B-2 qui ont largué quatorze bombes antibunker très puissantes sur deux sites et tiré des missiles Tomahawk sur le troisième n'auraient pas détruit les installations essentielles. Ils auraient bloqué sous les gravats les entrées de deux sites, mais n'ont pas conduit à l'effondrement de l'édifice souterrain de Fordo enfoui sous une montagne. Le rapport estime également que certaines centrifugeuses sont intactes et une quantité inconnue de stock d'uranium enrichi aurait été transportée ailleurs, avant les frappes, peut-être dans d'autres installations secrètes. Les bombardements ont endommagé les structures en surface et le système électrique de Fordo. Le site de Natanz a le plus souffert. Les Iraniens, une fois les réparations effectuées, si du moins on les laisse faire, pourraient donc avoir la capacité de fabriquer une

bombe nucléaire assez rapidement. Leur programme a été retardé, mais de moins de six mois, pas de plusieurs années, a conclu l'analyse américaine.

L'Administration a aussitôt mis sur pied une énorme offensive de communication pour discréditer le rapport. Karoline Leavitt, la porte-parole de la Maison-Blanche, l'a qualifié de « totalement erroné ». C'est « une tentative évidente pour dénigrer le président Trump », a-t-elle dit. « Tout le monde sait ce qui se produit, lorsque vous balancez de manière parfaite quatorze bombes de 13 tonnes sur des cibles : l'anéantissement total. » Mais même Donald Trump a reconnu au sommet de l'Otan que le rapport n'était « pas concluant ». Marco Rubio, le ministre des Affaires étrangères lui, a invoqué un autre argument pour justifier le succès des frappes. Selon lui, une « usine de conversion » à Ispahan, essentielle pour convertir le combustible nucléaire en un matériau nécessaire à la fabrication d'une arme, a été détruite. « Vous ne pouvez pas construire une arme nucléaire sans une usine de conversion », a-t-il déclaré. Or l'endroit entier a été complètement « anéanti », a-t-il ajouté. Évidemment, faut-il encore que les Iraniens n'en aient pas construit une autre en secret.

David Albright et Spencer Faragasso, deux experts de l'Institut pour la science et la sécurité internationale, un groupe spécialiste du nucléaire iranien, ont affirmé dans une note que « les attaques d'Israël et des États-Unis ont dans les faits détruit le programme d'enrichissement des centrifugeuses de l'Iran ». Cela prendra « un long moment avant qu'il ne revienne à ses capacités d'avant les attaques ». De leur côté, les Israéliens ont multiplié les déclarations pour vanter le succès de l'opération. Les bombardements américains sur Fordo ont « détruit les infrastructures critiques du site et rendu ses équipements d'enrichissement inutilisables », a déclaré la Commission sur l'énergie atomique d'Israël. Cela va « retarder de beaucoup d'années la capacité de l'Iran à développer des armes nucléaires ».

Le général Dan Caine, le chef d'état-major des armées, s'était montré prudent, dimanche dans la conférence de presse. Les premières analyses juste après les frappes indiquaient « de sévères dégâts », a-t-il dit mais il était « beaucoup trop tôt » pour évaluer la situation. C'est la première fois que ces bombes antibunker sont utilisées de manière opérationnelle. Nombre d'experts militaires estiment que pour éliminer notamment Fordo, enfoui à une très grande profondeur, il aurait fallu des frappes répétées sur plusieurs jours. Les élus du Congrès devaient avoir un briefing mardi avec le directeur de la CIA, le chef de l'état-major des armées, la directrice du renseignement national. Il a été annulé et reporté à jeudi pour les sénateurs et vendredi pour les représentants, à la grande colère des démocrates. Aucune raison n'a été donnée. « Trump vient juste d'annuler un briefing classifié à la Chambre sur les frappes en Iran, sans explication. La vraie raison ? Il clame qu'il a "détruit toutes les installations nucléaires". Son équipe sait qu'elle ne peut pas confirmer ses fanfaronnades », a lancé sur X, Pat Ryan, un représentant démocrate. Si le rapport « était positif, Trump l'aurait immédiatement tweeté », a renchéri Jeffrey Lewis, professeur au Middlebury Institute of International Studies.

Ce briefing doit se tenir alors que plusieurs élus, la plupart démocrates, estiment que le fait d'avoir envoyé l'armée bombarder l'Iran sans demander l'autorisation du Congrès est une violation de la Constitution. Ils envisagent plusieurs résolutions qui limiteraient les pouvoirs militaires du président. H. V.

---

RÛDAW

**June 26, 2025**

# DEM Party says Ankara-PKK peace process reached 'important' stage

ERBIL, Kurdistan Region - The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) announced on Thursday that the ongoing peace talks between Ankara and the Kurdistan Workers' Party (PKK) have reached an "important" stage. The party will kick off a new round of meetings with top Turkish officials and prominent politicians, including President Recep Tayyip Erdogan, and is expected to visit jailed PKK leader Abdullah Ocalan soon.

DEM Party lawmakers, Pervin Buldan and Mithat Sancar, on Thursday visited Numan Kurtulmus, speaker of the Turkish parliament. Buldan said it was a "courtesy visit" to congratulate him for his recent re-election and "we wanted to consult, discuss and talk about the stages reached regarding the peace process, and we exchanged views on where these stages stand."

She added that the 30-minute meeting took place in a "positive framework."

Buldan, who has been one of the key members of a DEM Party delegation mediating talks between Ankara and the PKK and has held meetings

with Ocalan, announced that they will meet with Kurtulmus again and visit other key figures such as President Erdogan, his ally and initiator of the nascent process Devlet Bahceli and Ozgur Ozel, leader of the main opposition party.

"After these meetings, we will also conduct a visit to Mr. Ocalan at Imrali," she noted, referring to the island where Ocalan has been jailed since 1999.

"I want to express that it has reached an important stage," she stated.

Ankara has labelled the process as "terror-free Turkey." It considers the PKK, which was established in 1978 with the stated aim of establishing autonomy for Turkey's Kurds, a terrorist organization.

In a historic call made in late February, Ocalan urged his followers to dissolve the party and transition from armed struggle to a political path. Responding to his appeal, the PKK announced its dissolution and the end of its armed campaign in May.

DEM Party lawmakers Pervin Buldan (right) and Mithat Sincar (left) speaking to reporters in Ankara on June 26, 2025, and DEM Party logo. Graphic: Rudaw

The PKK insists that the ball is now in Turkey's court and expects concrete steps from Ankara. However, Turkish officials have stated that they want to see tangible changes on the ground, including the PKK's disarmament and the dissolution of all its regional offshoots.

Answering a question by Rudaw's Zinar Shino at the NATO summit in The Hague, Erdogan said he will soon meet with a delegation from the party.

"As their president, we have no problems whatsoever with our Kurdish citizens living in the region. Things are going very well right now. They have strong potential in parliament. Since they don't have such problems, they requested a meeting for this march, this process," he said.

Erdogan received a DEM Party delegation, consisting of lawmakers Sirri Surreya Onder and Buldan, on April 10, marking the first meeting between Erdogan and a pro-Kurdish party in a decade. Onder passed away in May.

"I believe they now have another meeting request. And we will fulfill this meeting request in the near future. We will hold our discussions with them," Erdogan noted.

---

Le Monde

**Ghazal Golshiri**
**26 juin 2025**

# En Iran, l'inquiétude des proches de détenus après le bombardement de la prison d'Evin

## Aucun bilan officiel n'a été établi après les frappes israéliennes contre le centre pénitentiaire de Téhéran, qui accueillait notamment les prisonniers politiques.

Les façades éventrées, les structures métalliques arrachées, les murs effondrés, un amas de mobilier déchiqueté et de tôles pliées… Les images publiées mercredi 25 juin montrent l'intensité des frappes israéliennes, deux jours plus tôt, contre la prison d'Evin, à Téhéran, où sont notamment détenus des prisonniers politiques. Le pouvoir iranien n'a pas communiqué le bilan humain de ces frappes contre un *« symbole du régime iranien »*, comme l'a présenté le ministre de la défense israélien, Israel Katz. Des témoignages font craindre un bilan très lourd. L'inquiétude grandit chez les proches des détenus.

*« Un grand nombre de soldats effectuant leur service militaire* [dans l'établissement] *et de personnel pénitentiaire ainsi que plusieurs détenus de droit commun et des civils qui se rendaient au tribunal d'Evin*

*ont été tués*, a rapporté le Conseil de coordination des syndicats d'enseignants, qui possède de bonnes sources dans l'établissement. *L'infirmerie, la salle de visite ainsi que les quartiers de haute sécurité 209* (…) *et le tribunal d'Evin* [chargé de traiter les dossiers politiques] *ont été touchés et gravement endommagés. Le quartier des prisonnières* [politiques] *a également été touché. »* Evin abritait environ 70 détenues politiques et quelque 300 prisonniers politiques.

Ali Asadollahi, dont la sœur Anisha est détenue dans le quartier des femmes, s'est rendu devant la prison juste après les frappes et a ainsi décrit la situation sur le réseau social X : *« Nous n'avons pas de nouvelles d'Anisha. J'ai vu beaucoup de soldats blessés et des familles en deuil… C'était un enfer. »*

Le tribunal de la prison, qui abritait huit unités d'enquête spécialisées dans les affaires politiques, a été entièrement détruit. Parmi les victimes figure le juge d'instruction Ali Ghanatkar. Selon d'anciens prisonniers, beaucoup d'audiences avaient lieu pendant la journée, mais on ne sait pas combien de personnes ont été tuées.

**Tentatives d'évasion**

Une vidéo publiée par l'agence Mizan, proche du pouvoir judiciaire, montre que les casernes attenantes à la prison et les dortoirs des soldats ont été touchés. *« Un ami pompier envoyé sur place m'a raconté qu'il y avait beaucoup de cadavres de soldats*, raconte Hossein Razzagh, ancien prisonnier politique, contacté par *Le Monde. Ces soldats, qui effectuaient leur service militaire et qui venaient de province, ont toujours été respectueux envers nous. »*
Derrière les casernes, l'infirmerie a été totalement détruite et le médecin Davoud Shiravani a péri. La porte nord de la prison a également été visée, endommageant la salle des visites et le bureau du procureur en chef. *« Les familles y allaient pour négocier une permission de sortie, pour déposer une caution en vue de la libération de leur proche en prison et pour demander les visites. Les frappes ont eu lieu à l'heure des visites. On ignore combien ont été tués »*, déplore M. Razzagh, en contact avec d'anciens codétenus.

Un bâtiment administratif de la prison d'Evin, touché par une frappe israélienne, sur un extrait d'une vidéo diffusée sur le site de l'agence Tasnim News, proche du pouvoir iranien. VAHID ONLINE

Le quotidien iranien *Hammihan* a cité, mardi, le cas de Leila Jafarzadeh, qui s'était rendue à la prison un peu avant les attaques israéliennes, pour les formalités de sortie de son mari détenu. Son corps a été retrouvé le lendemain. Des familles continuent à chercher leur proche dans les hôpitaux et les morgues de la ville. L'article de *Hammihan* a été retiré peu après sa publication, selon toute vraisemblance sous la pression des autorités, témoignant de la sensibilité du bilan humain à Evin.

Des tentatives d'évasion ont aussi été signalées, notamment par des prisonniers de droit commun. Certains de ceux qui tentaient de fuir auraient été la cible de tirs à balles réelles. Dans la zone de quarantaine, où passent les nouveaux arrivants, certains détenus auraient réussi à s'enfuir, explique Hossein Razzagh. La situation des détenus du quartier 209, sous le contrôle du ministère du renseignement et réservé aux affaires sensibles et aux interrogatoires, est particulièrement préoccupante. *« Nous n'avons pas de nouvelles des prisonniers de ce quartier »*, rapporte encore Hossein Razzagh.

**Possible « crime de guerre »**

Quelques heures après les frappes, quelque 70 prisonnières politiques ont été transférées à la prison de Ghartchak, à 35 kilomètres de Téhéran. *« L'espace est beaucoup trop petit*, témoigne une ancienne prisonnière politique, en contact avec une codétenue désormais à Ghartchak. *L'eau est de mauvaise qualité, la chaleur est insupportable, la ventilation est quasi inexistante. Mon amie m'a même dit : "Ici, c'est comme une étable." »*
Des hommes prisonniers politiques ont été transférés à la prison de Fashafouyeh, dans le sud de Téhéran. *« Certains dorment à même le sol, ils sont plusieurs dans une même cellule. Ils ont été déplacés si rapidement qu'ils n'ont même pas pu prendre leurs affaires et leurs médicaments*, explique, sur X, Alireza Bakhtiar, fils de Mohammad Bagher, prisonnier politique. *L'eau, là-bas, est saumâtre et non potable. Il y a une bouteille d'eau minérale pour quatre prisonniers politiques. »*

Une autre partie des hommes a été transférée à la grande prison de Téhéran, dans le sud de la capitale, dont le militant des droits humains Reza Khandan, époux de l'avocate Nasrin Sotoudeh. *« Il m'a appelé aujourd'hui* [mercredi]. *Il ne cessait de répéter qu'il allait bien, mais leurs conditions sont effroyables. La grande prison de Téhéran est pleine de punaises de lit et de cafards*, explique Nasrin Sotoudeh, jointe à Téhéran. *Pour les prisonniers, l'attaque d'Israël a été une double peine. Elle a donné l'occasion au pouvoir iranien de les transférer ailleurs, où les conditions de détention sont encore plus atroces. »*

Amnesty International a condamné les frappes israéliennes sur Evin, les qualifiant de *« profondément inquiétantes »* et pouvant constituer un *« crime de guerre »*. Le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot a, lui, confirmé que deux Français emprisonnés à Evin, Cécile Kohler et Jacques Paris, n'avaient pas été blessés.

Le Monde

**Stéphanie Maupas**
**26 juin 2025**

# Israël-Iran : « L'utilisation préventive de la force est une recette pour le désordre global et la violence »

Ben Saul, professeur de droit international à l'Université de Sydney et rapporteur spécial des Nations unies sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, constate, dans un entretien au « Monde », un effritement des règles de l'ordre international.

Nommé en novembre 2023 à ses fonctions de rapporteur spécial des Nations unies, Ben Saul est spécialisé dans le droit portant sur la lutte contre le terrorisme, les droits de l'homme et le droit des réfugiés, le droit portant sur le recours à la force, le droit international humanitaire, le droit pénal international et le droit onusien. Il constate un effritement des règles de l'ordre international et une forme d'impuissance du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour les faire mieux respecter.

Un habitant montre les destructions dans son immeuble touché par une frappe israélienne dans les jours précédents, à Téhéran, le 25 juin 2025. ATTA KENARE/AFP

**Les frappes israéliennes et américaines menées sur l'Iran entre le 13 et le 24 juin sont-elles légales du point de vue du droit international ?**

Les attaques israéliennes et américaines sur les sites nucléaires iraniens sont illégales en droit international. Elles sont prohibées par la Charte des Nations unies *[« les membres de l'ONU s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force »]*. Ces frappes sont des « attaques armées » donnant le droit à l'Iran de se défendre. Elles constituent aussi une « agression » conduite par les dirigeants politiques et militaires de ces deux pays, ce qui implique une responsabilité individuelle.

**Israël et les Etats-Unis évoquent des « frappes préventives »…**

Le droit international autorise l'autodéfense si une attaque armée est imminente. Mais, ici, l'Iran n'a pas lancé d'attaque nucléaire sur Israël. Il ne possède pas l'arme nucléaire et même si c'était le cas, il faudrait montrer qu'il avait l'intention concrète de l'utiliser, ou qu'il y avait une menace imminente contre Israël ou les Etats-Unis. Les déclarations hostiles ne constituent pas la menace concrète d'une attaque armée contre l'un ou l'autre. Et si on regarde de près la situation, Israël possède 90 armes nucléaires *[selon le Stockholm International Peace Research Institute]* et les Etats-Unis plus de 5 000. Il serait donc suicidaire pour l'Iran de lancer une attaque nucléaire sur Israël ou les Etats-Unis, sachant qu'il y aurait probablement une réaction conventionnelle qui anéantirait le régime, sa population, détruirait l'Iran. Il apparaît donc que la menace nucléaire que représente l'Iran est extrêmement éloignée et peu plausible.

Mais ce que ces pays tentent de proposer est une sorte de doctrine de l'autodéfense préventive selon laquelle vous pouvez utiliser la force pour détruire un pays et ses armes sur la base d'un risque de sécurité spéculatif. Cette doctrine a été constamment rejetée par la communauté internationale lors des quatre-vingts dernières années, depuis la Charte de l'ONU en 1945. Historiquement, la plupart des pays pensaient qu'il était trop dangereux de permettre l'utilisation préventive de la force dans un monde où beaucoup de pays ont des relations hostiles avec d'autres pays.

C'est une recette pour le désordre global et la violence.

**Constatez-vous un changement ?**

Lors de l'invasion de l'Irak, en 2003, il y avait eu des mois et des mois de débats à l'échelle globale, des débats juridiques et politiques sur la légalité d'une telle invasion, et sur les armes – supposées – de destruction massive. La question avait été portée devant le Conseil de sécurité de l'ONU où des pays comme la France ont réellement tenté d'empêcher des actions illégales. Mais cette fois-ci, il me semble qu'il n'y a eu aucun débat concernant la légalité. Israël a décidé que c'était nécessaire, les Etats-Unis ont sauté à bord, et des alliés occidentaux ont accepté l'argument de l'autodéfense. Tout cela est un affront immense à l'ordre international et fait du monde un endroit incroyablement dangereux.

**Le droit international est-il dépassé ?**

Si tout à coup vous enlevez les lignes rouges que trace le droit international, alors pourquoi ne pas attaquer l'Ukraine préventivement, comme l'a fait la Russie pour l'empêcher de rejoindre l'OTAN *[Organisation du traité de l'Atlantique Nord],* au cas où, un jour, l'OTAN devait décider d'attaquer la Russie ? Aujourd'hui, l'Occident – Israël, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Australie – embrasse apparemment cette même doctrine. Cela veut dire que lorsqu'un pays puissant, politiquement ou moralement, décide qu'il doit utiliser la force pour poursuivre une politique étrangère ou un intérêt de sécurité nationale, il le fera tout simplement. Ces Etats-là ne forment pas la majorité. Mais parce qu'ils ne se sentent pas contraints par les règles, cela place d'autres pays dans une position très précaire, car ils ne sont pas en mesure d'utiliser la force au-delà de leurs frontières. C'est une nouvelle forme de pouvoir impérialiste et de domination, où quelques pays puissants imposent leurs droits, leur volonté sur d'autres pays. Ce n'est vraiment pas l'ordre international dans lequel nous voulons vivre.

**Comment en est-on arrivé là ?**

En partie à cause de ce qui s'est passé à Gaza au cours des dix-huit derniers mois. Israël a pu commettre des crimes de guerre et des violations du droit humanitaire sur une grande échelle. Et il a pu le faire en toute impunité, parce qu'il a eu la protection politique des Etats-Unis et d'autres Etats occidentaux, en particulier l'Allemagne. En conséquence, Israël a pu repousser de plus en plus les limites du droit international, dans ses attaques sur la bande de Gaza, mais aussi par exemple avec des opérations préventives lancées sur la Syrie lors des dernières années pour ôter à l'armée syrienne toute capacité militaire. C'est totalement illégal.

**Est-ce que le droit international peut encore régir les relations entre les Etats ?**

Il faut que plus de pays défendent le droit international. Malheureusement, le Conseil de sécurité *[de l'ONU]* est trop souvent paralysé par l'exercice du pouvoir de veto des membres permanents, en particulier les Etats-Unis, qui l'utilisent aujourd'hui plus que les autres pays. La Cour internationale de justice fait de son mieux mais les pays puissants ignorent ses décisions dès qu'ils ne sont pas d'accord avec ses conclusions. La majorité des pays peut faire plus. Des pays occidentaux ont récemment prononcé beaucoup de déclarations critiquant Israël, mais ont pris peu d'actions concrètes et pratiques pour imposer le droit international.

---

The New York Times June 26, 2025

# Iran's Supreme Leader Khamenei Makes First Public Comments in Almost a Week

## *Iran's Khamenei Makes First Public Comments Since Cease-Fire With Israel*

Supreme leader strikes defiant tone in a video statement, after not being heard of or seen publicly in days.

A screen grab of a video of Ayatollah Ali Khamenei, Iran's

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei congratulated Iranians for what he described as a victory over Israel and the United States, in a defiant video message that appeared to be his first public statement since U.S. war planes bombed three of the country's nuclear facilities on Sunday.

Public alarm has been rising in Iran over the absence of Mr. Khamenei, who has the final say on key decisions for the country but has not been seen or heard from publicly in a week. Although he had issued two statements during Iran and Israel's 12-day conflict, he had made no public statements or recorded messages since the American miliary attack on Sunday, Iran retaliated by firing missiles at a U.S. military base in Qatar, and Iran and Israel agreed to a cease-fire on Tuesday.

The lack of any comment from Mr. Khamenei had begun to raise questions among the Iranian public over his health and his whereabouts. Iranian officials had previously said Mr. Khamenei was sheltering in a bunker and refraining from any electronic communications in order to prevent assassination attempts against him.

There were no clear signs from the video as to when the recording was made. Mr. Khamenei was seated in front of a beige curtain, with an Iranian flag to his left and a photograph of the Islamic Republic's first leader, Ayatollah Ruhollah Khomenei, hanging above him — an identical setting to the last video message he released since the start of the recent conflict with Israel. He downplayed the extent of damage from the U.S. and Israeli strikes, and did not address the fate of Iran's nu-

clear program. But Mr. Khamenei's comments appeared to have been made after Iran responded to the U.S. attack, as he declared that Iranian missile strikes on the Al Udeid Air Base in Qatar caused "some damage" and warned that Iran could "take action again" if necessary.

"The American regime entered into a direct war because it felt that if it did not enter, the Zionist regime would be completely destroyed. But it did not gain anything from this war," he said.

*This is a developing story.*

Supreme leader, that was broadcast on Iranian state media on Thursday.IRIB News, via Agence France-Presse — Getty Images

**Estelle Nilsson-Julien**
**27 juin 2025**

# «On ne sait pas où ils sont», s'inquiètent les familles d'otages européens en Iran

Les familles d'otages européens détenus en Iran attendent avec inquiétude des nouvelles de leurs proches, suite au cessez-le-feu entre l'Iran et Israël entré en vigueur le mardi 24 juin.View on euronews

Depuis trois ans, Cécile Kohler et Jacques Paris, un couple de Français accusés « d'espionnage » par l'Iran, sont détenus par les autorités iraniennes et incarcérés dans la prison d'Evin — un établissement tristement célèbre pour ses actes de torture et ses exécutions.

Pour Noémie Kohler, la sœur de Cécile, la frappe israélienne du 23 juin, visant la prison d'Evin, représentait tout ce qu'elle redoutait. Malgré l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël le mardi 24 juin, elle attend avec inquiétude des nouvelles.

« On est restés des heures sans savoir si Cécile et Jacques avaient été touchés par les bombardements, s'ils étaient encore en vie. Le soir, le ministre des Affaires étrangères et européennes a été informé par les autorités iraniennes qu'ils n'avaient pas été blessés, mais à ce jour, nous n'avons toujours aucun signe de vie concret ni de contact direct avec eux », explique-t-elle.

À la suite de la frappe israélienne, les autorités pénitentiaires iraniennes ont annoncé le transfert de plusieurs détenus vers d'autres établissements. Mais la famille ignore si le couple en fait partie. « On ne sait rien de leur situation. On imagine qu'ils ont été transférés aussi, mais on ne sait pas où », confie Noémie.

Jusqu'à présent, Cécile, professeure de lettres de 40 ans, et Jacques, professeur de mathématiques à la retraite âgé de 71 ans, étaient incarcérés dans la section 209 de la prison d'Evin, où sont détenus des prisonniers politiques et des ressortissants étrangers.

« Le 6 octobre 2023, ils ont été contraints de faire des aveux forcés à la télévision iranienne. On leur a fait dire qu'ils étaient des agents des services de renseignement français », raconte Noémie, qui affirme que le couple effectuait un simple voyage touristique lorsqu'il a été arrêté le 7 mai 2022.

Le dernier contact entre Noémie et sa sœur remonte au 28 mai. « On ne peut pas l'appeler. C'est toujours elle qui appelle, et c'est très aléatoire, au bon vouloir de ses geôliers. Ce sont presque toujours des appels WhatsApp en vidéo, entre trois et dix minutes, sous haute surveillance. Parfois on attend un mois, parfois trois. »

Dans ces conditions, difficile de communiquer librement. « À chaque appel, elle porte un tchador très serré. Son langage corporel nous fait comprendre qu'elle est surveillée. On entend des murmures autour d'elle. Elle est clairement sous pression », poursuit-elle.

Depuis leur incarcération, Cécile Kohler et Jacques Paris n'ont bénéficié que de

cinq visites consulaires, la dernière en date ayant eu lieu le 30 mai 2025, à la suite d'une requête déposée par la France devant la Cour internationale de justice le 16 mai. Le gouvernement français qualifie leur détention de « prise d'otage d'État » et accuse l'Iran de violer la Convention de Vienne sur la protection consulaire.

« On nous a confirmé qu'ils n'ont toujours pas de meubles. Ils dorment par terre dans une cellule sans fenêtre, éclairée 24 heures sur 24. Ils ne voient la lumière du jour que trois fois par semaine, pendant une demi-heure, dans une cour intérieure », témoigne Noémie.

« Depuis décembre 2024, ils attendent un verdict que les autorités annoncent comme imminent et très sévère, mais qui ne vient jamais. C'est une torture psychologique. »

Elle constate une nette dégradation de leur état physique et mental. « Ils sont de plus en plus affaiblis. Ils vont très mal. Ils doutent même que la France puisse les faire sortir de là. »
Dans une publication sur X datée du 21 juin, le président Emmanuel Macron a déclaré avoir réitéré sa demande de libération du couple français : « Leur détention inhumaine est injuste. J'attends qu'ils rentrent en France. »

Cécile Kohler et Jacques Paris sont aujourd'hui les derniers ressortissants français officiellement détenus en Iran, depuis la libération d'Olivier Grondeau en mars 2025. Celui-ci avait été arrêté en octobre 2022.

Le 20 juin, l'agence de presse iranienne Tasnim a annoncé l'arrestation récente d'un citoyen européen, accusé « d'espionnage dans des zones sensibles » du pays.

Selon les estimations, une quinzaine de ressortissants européens ou binationaux — français, suédois, suisses, chypriotes, allemands et britanniques — seraient actuellement détenus en Iran. Téhéran est accusé de pratiquer une politique de « diplomatie d'otage », utilisant les Européens comme monnaie d'échange dans ses négociations avec l'Occident.

---

**Par Alexandre BilletteEnvoyé spécial à VanPhotos Su Cassiano**
**27 juin 2025**

# Iraniens en Turquie «Ici, c'est notre espace de liberté» En Turquie, le tourisme iranien rattrapé par la guerre

La ville de Van, dans l'est du pays, a toujours accueilli un grand nombre d'Iraniens qui viennent se détendre et faire des emplettes. Mais le conflit entre Téhéran et Tel-Aviv a modifié le profil de ces voisins de passage. La ville de Van, en Turquie, a toujours accueilli un grand nombre d'Iraniens qui viennent se détendre et faire des emplettes. Mais la conflit entre Téhéran et Tel-Aviv a modifié le profil de ces voisins de passage.

Difficile de ne pas remarquer le Motto Café, un petit bar à la décoration pourtant sans âme niché dans une petite voie du centre-ville de Van. Depuis la rue, en dépit des portes fermées, le niveau de décibels atteint déjà la limite supportable pour l'oreille humaine, un DJ surexcité sautant sur place derrière la vitre et alternant les tubes de pop iranienne.

Le Motto est l'un des points de rencontre de la communauté iranienne, nombreuse dans cette grande ville de l'est de la Turquie à majorité kurde, située à une centaine de kilomètres de la frontière de la république islamique. Une fois passée la porte du bar, l'affichage est essentiellement en langue farsi et les consommateurs tous d'origine iranienne. Deux jeunes femmes très maquillées se trémoussent sur une mini piste de danse improvisée au milieu des tables où la bière et l'alcool fort coulent à flots, sous les yeux d'une clientèle disparate et assez improbable : ici, deux hommes goguenards, visiblement alcoolisés, qui louchent lourdement sur les danseuses ; là, des parents qui tirent sur leur narguilé, noyant leur progéniture dans un nuage de fumée.

Delara (1) est originaire de Tabriz, une grande ville du nord-ouest de l'Iran dont la population est à majorité azérie et parle une langue proche du turc parlé en Turquie. Elle travaille dans le secteur du tourisme et multiplie les séjours à Van, profitant du régime sans visa accordé aux Iraniens qui peuvent séjourner librement jusqu'à quatre-vingt-dix jours sur le territoire turc. «Ici, c'est notre espace de liberté !» explique cette trentenaire de bonne famille, vêtue d'imprimé léopard et dont les lèvres et le nez ont été de toute évidence transformés par la chirurgie. «Van, c'est notre lieu de divertissement, où on peut faire ce qu'on ne ferait pas chez soi, et où on oublie un peu ce qui se passe là-bas», explique la jeune femme dans un turc parfait. Dilara séjournait déjà depuis quelques semaines en Turquie au début de la «guerre de douze jours» entre Téhéran et Tel-Aviv ; elle compte rester encore un peu pour voir comment la situation se décante, avant de rentrer chez elle.

Soupape de liberté

Plus discrète, derrière elle, son amie Shirin (1) est arrivée de Téhéran dans les premiers jours de la guerre lancée par Israël le 13 juin. Nerveuse, cette femme de 30 ans explique qu'elle appartient à une famille de dignitaires dont le père est en rupture de ban avec le régime des mollahs. «Avec la fin de la guerre, le pouvoir sera encore plus brutal. Vu la réputation de mon père, j'ai peur pour ma vie», souffle la jeune femme, un peu perdue sur la suite à donner à son périple. «A Van, il y a aussi des membres du renseigne-

ment iranien, qui travaillent avec les Turcs. Je ne veux pas demander l'asile ici, je pense peut-être aller le faire dans une ambassade européenne à Ankara [la capitale turque, ndlr]. Mais c'est sûr, je ne veux pas rentrer en Iran, c'est trop risqué», estime-t-elle.

De fait, «il est très difficile pour les Iraniens d'obtenir le droit d'asile en Turquie, qu'il s'agisse de membres de minorités religieuses, d'opposants politiques ou de défenseurs des droits humains», confirme Mahmut Kaçan, avocat spécialisé dans le droit des étrangers, depuis son bureau situé face à l'imposant palais de justice de Van. «Les autorités turques vont quasi systématiquement rejeter les demandes, et peuvent ainsi renvoyer les requérants en Iran, à leurs risques et périls», explique le juriste.

Pour les Iraniens, Van n'a donc jamais été une terre d'exil. Plutôt une soupape de liberté, un espace de respiration à quelques heures de voiture des grandes villes de l'ouest du pays. Le poids économique de ces visiteurs est considérable, dans l'industrie du tourisme comme dans celle du commerce de détail, des vêtements et des produits de consommation de marques occidentales souvent impossibles à trouver en Iran.

Dans les rues, l'affichage des échoppes est en langue turque et farsi, tandis que les commerçants maîtrisent souvent quelques mots de cette dernière pour négocier avec leur clientèle. Mais la guerre de juin inquiète les marchands. «Les touristes iraniens, d'habitude, c'est la moitié de nos clients, et ils achètent beaucoup. Durant l'été, c'est 80 % de notre chiffre d'affaires», explique le gérant de la boutique d'une chaîne de prêt-à-porter dans un grand mall à l'américaine de l'avenue de la République, au centre de Van. Les chiffres de juin s'annoncent catastrophiques et sa boutique est désespérément vide en ce mardi car ce ne sont plus de candides touristes qui arpentent les rues de la ville depuis le vendredi 13, mais surtout des Iraniens en transit.

Vols saturés

Pendant la guerre, les autorités de Téhéran ont largement restreint la sortie du territoire aux seuls ressortissants qui disposent d'une autre nationalité ou d'un visa en règle pour un pays tiers. La fermeture de l'espace aérien iranien et l'interruption des vols dans le pays ont contraint les Iraniens coincés à l'étranger à passer par voie terrestre pour rentrer au pays. Résultat : les quelques vols quotidiens du petit aéroport régional et les autocars interurbains étant rapidement saturés, des milliers de touristes d'infortune se sont agglutinés à Van le temps de quelques jours, remplissant les hôtels, parfois hébétés de se retrouver dans un pays dont ils ne parlent pas la langue, pour un séjour imprévu.
Attablés sur la terrasse improvisée du Motto Café, justement, un groupe d'Iraniens vivant aux Etats-Unis et au Canada, tout juste sortis d'Iran, profitent de la moiteur de la soirée estivale. En attendant de trouver une place sur un vol pour Istanbul, ils remplissent leurs verres de plastique depuis une bouteille de whisky dissimulée sous la table, comme si leur récent séjour dans la république islamique avait inspiré ce réflexe de discrétion. «On ne se connaissait pas, on s'est retrouvés dans le hall de l'hôtel à suivre les derniers développements de l'actualité à la télévision iranienne, explique Maryam (1), une Irano-Américaine de 50 ans. Et on a décidé que ce soir, on allait seulement faire la fête. Les infos, on les regardera demain.»

**June 27, 2025**

# Yazidi young man rescued 11 years after ISIS captivity

ERBIL, Kurdistan Region - A Yazidi man will be repatriated to his hometown of Shingal (Sinjar) in the coming days, nearly 11 years after being kidnapped by the Islamic State (ISIS), an informed source told Rudaw on Thursday.

Speaking on the condition of anonymity, the source said that the 18-year-old Rawand N.H. was freed eight days ago in a 20-day operation. He is currently in the Kurdish-held northeast Syria (Rojava) and is expected to be reunited with family on Sunday.

He was freed in Syria's Idlib province. It remains unclear who was involved in the operation.

From Rawand's family, 77 people were kidnapped by ISIS, of whom 38 have been freed so far, according to the source.

During its 2014 assault on Shingal, ISIS abducted 6,417 Yazidi women and children, many of whom were subjected to sexual slavery and forced labor. Although the group was territorially defeated in Iraq by 2017 and in Syria by 2019, it continues to pose a security threat in the region.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) announced in April that they had rescued another Yazidi man.

As of now, nearly 2,600 Yazidis remain missing, according to the Office of Rescuing Abducted Yazidis, which is affiliated with the Kurdistan Region Presidency.

Le Monde

**Ghazal Golshiri**
**27 juin 2025**

# En Iran, Ali Khamenei clame la « victoire » contre Israël et les Etats-Unis pour justifier ses choix stratégiques

## Le Guide suprême, qui est intervenu dans une vidéo enregistrée n'a pas dit un mot sur de possibles négociations sur le nucléaire évoquées par Donald Trump.

Depuis le cessez-le-feu entre l'Iran et Israël, le 24 juin, le silence du Guide suprême iranien faisait planer le doute sur ses intentions. Jeudi 26 juin, Ali Khamenei a finalement pris la parole dans une vidéo enregistrée depuis un endroit non identifié – sa troisième intervention depuis le début de la guerre – pour se féliciter de la *« victoire »* de Téhéran contre Israël et les Etats-Unis, et saluer l'*« unité du peuple iranien »*. *« Avec toutes ses prétentions, le régime sioniste* [Israël, dans la terminologie officielle] *a été pratiquement mis à genoux et écrasé sous les coups de la République islamique »*, a-t-il déclaré, contre toute évidence.

Ali Khamenei a également accusé le président américain, Donald Trump, d'*« exagération excessive »* au sujet des résultats des frappes contre trois installations nucléaires iraniennes, survenues dans la nuit du 21 au 22 juin. Selon lui, cette posture viserait à dissimuler l'échec de l'opération américaine. Il a en outre réaffirmé que l'Iran *« ne se rendra*[it] *jamais »*.

Le guide suprême a évoqué de manière très vague les dommages subis durant les douze jours de guerre, notamment la destruction partielle de certaines infrastructures nucléaires et n'a fait aucune mention des civils tués, au moins 417 sur 1 054 victimes, selon l'organisation iranienne de défense des droits humains Hrana, basée aux Etats-Unis.

M. Khamenei a préféré consacrer de longs passages à la *« rude gifle »* infligée à Washington. *« Le régime américain est entré directement en guerre parce qu'il a senti que, s'il ne le faisait pas, le régime sioniste serait anéanti. Il est entré en guerre pour le sauver, mais il n'a tiré aucun bénéfice de cette guerre »*, a déclaré le dirigeant iranien qui, depuis le début de la guerre, n'est pas apparu en public. La plus haute autorité du pays n'a par ailleurs tenu aucun propos sur le cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, obtenu par Donald Trump grâce à la médiation du Qatar.

*« Son discours s'adressait principalement à un public interne*, explique Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud. *Ali Khamenei semblait poursuivre deux objectifs principaux : remonter le moral de ses partisans et celui des troupes ; justifier ou défendre ses choix politiques. L'Iran a été durement touché, il est donc naturel que le moral soit bas, tant au sein de l'armée que parmi les soutiens du régime. »*

**L'échec d'une stratégie**

Les événements récents peuvent être perçus, poursuit le chercheur, comme un *« échec de la stratégie de longue date du "ni négociation ni guerre" menée par Ali Khamenei, ainsi que celui de la doctrine de dissuasion plus large »*, à travers *l'*« axe de la résistance » – les alliés de l'Iran, au Yémen, au Liban, en Irak, en Syrie et à Gaza, aujourd'hui profondément affaiblis. *« En minimisant les dégâts causés par les attaques contre l'Iran, tout en exagérant l'impact de la riposte iranienne contre Israël et la base américaine au Qatar* [dans la nuit du 23 au 24 juin]*, Ali Khamenei semble avoir voulu défendre ses choix stratégiques et les présenter comme efficaces »*, explique Arman Mahmoudian.

*« Cependant, son langage corporel, son ton et son attitude générale paraissaient tendus et fatigués. Il était évident qu'il est sous pression, privé de sommeil, et profondément incertain. Il semble encore inquiet quant à la durabilité du cessez-le-feu. Le fait qu'il ne soit pas apparu en public depuis l'annonce du cessez-le-feu suggère qu'il reste sceptique quant à son avenir »*, conclut le chercheur.

Alors que le président américain affirme que les négociations nucléaires – sans médiation d'un pays tiers – reprendront d'ici à quelques jours, Ali Khamenei, lui, n'a pas évoqué ce sujet. Du point de vue américain, l'urgence liée au programme nucléaire iranien est levée. Par conséquent, les Etats-Unis ne sont pas pressés d'aboutir à un accord. Ils maintiennent leur approche habituelle : une combinaison de négociation, de pression maximale et de menace militaire.

Le Parlement iranien a adopté, le 25 juin, à l'unanimité, un projet de loi obligeant le gouvernement à suspendre sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le lendemain, cette loi a été validée par le Conseil des gardiens de la Constitution. Mais le même jour, le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Esmaeil Baghaei, a temporisé : *« Nous sommes en phase de réflexion et de prise de décision. Je ne peux pas, à ce stade, dire avec certitude ce que nous allons faire. Mais il est certain que cette coopération sera affectée. »* L'AIEA affirme n'avoir reçu *« aucune communication officielle de la part de l'Iran »*. Un nouveau bras de fer entre Téhéran et l'agence s'annonce, alors que, depuis les frappes israéliennes et américaines, les zones d'ombre sur l'état du programme nucléaire de Téhéran se sont épaissies ; quant aux potentielles avancées à venir, elles pourraient se produire loin du regard des inspecteurs onusiens.

The New York Times June 28, 2025

# After Israeli Attacks, Iran Hunts Enemies From Within

Iranian authorities are sweeping up hundreds of people deemed suspected spies or infiltrators. Some worry the campaign could become a broader crackdown on political opponents and minorities.

Ever since Israel's attack, the Iranian authorities have asked citizens to alert them to anyone carrying bags, wearing sunglasses at night or even donning hats — an uncommon accessory in Iran.

They have urged the public to report stolen license plates, pickup trucks with covered beds, or vans traveling at odd hours. All of these, they warn, could be the telltale signs of enemies operating from within.

Iranians gathered on Sunday to protest the American attack on nuclear sites in the country.Arash Khamooshi for The New York Times

Reeling from the scope and scale of the Israeli strikes this month, Iran is conducting an intensive manhunt for suspected infiltrators and spies, and enlisting the public in the campaign. As authorities have swept up hundreds of people, the government has sped up trials and executions of alleged spies, and fast-tracked a law to broaden the use of the death penalty for anyone convicted of espionage.

Given the scale of the arrest campaign even after this past week's cease-fire, some in Iran fear this could become another crackdown on political opponents by a government with a long history of repressing dissent.

"Like a wounded animal, the Islamic Republic is going after every perceived threat in the country with deadly force," Hadi Ghaemi, the director for the Center for Human Rights in Iran, said in a statement on Thursday.

Iranian officials are not simply paranoid.
Israel has a history of successfully infiltrating Iran to gather intelligence and carry out assassinations and sabotage. Officials on both sides say that in the recent war, Israel flaunted its ability to build networks and launch widespread attacks from within Iran.

Iranian officials have recently reported a number of clues that they say point to Israel's foreign intelligence service, the Mossad, being aided by operatives on the ground. They include evidence that Israeli missiles were assembled and deployed within the country, and the discovery of thousands of miniature attack drones in the capital, Tehran.

"It's clear the Mossad has a very wide network inside Iran — and probably 90 percent of them are locals," Mohammad Ali Shabani, an Iran analyst who edits the independent regional news site Amwaj.media, said this past week. "The big question is: Who are they? Fingers are being pointed all over the place."

Within hours of first striking Iran on June 13, Israel demonstrated a stunning breadth and accuracy of intelligence by killing a string of top generals and nuclear scientists in their homes. The attacks also destroyed missile launchers and air defenses, and forced Iran's supreme leader into hiding.

"We had a massive security and intelligence breach. There is no denying this," Mahdi Mohammadi, a senior adviser to Iran's speaker of Parliament, said recently in an audio recording assessing damage from the brief war.

For years, Iran's theocratic

government has struggled with the problem of intelligence breaches. Now, its nationwide spy hunt comes at a particularly sensitive time.

Iranians who spoke to The New York Times, including some government critics, have shown a degree of understanding for Tehran's security concerns — a sentiment fed by national outrage over the civilian toll from Israel's attacks.

But Iranian officials have shown little inclination, at least publicly, to reckon with their sweeping intelligence failures, even as they pursue an aggressive crackdown that rights groups say is disproportionately affecting ethnic and religious minorities, opposition figures and foreigners.

These groups say many of those swept up over the past two weeks were detained without warrants and given no access to lawyers. Amnesty International has expressed concern over expedited, "grossly unfair trials" and executions in several cases, and called Iran's recent actions "a misguided attempt to project strength."

Iranian officials did not respond to a request for comment.
On Wednesday, the Mossad released a rare video of its director, David Barnea, praising a room full of agents, their faces blurred, for their work on Iran.

"We will be there, like we've been there so far," he said.

Iran's Intelligence Ministry has vowed that its "intelligence jihad will undoubtedly continue" against Israeli operatives. And the government, which has acknowledged shutting down Iran's internet for days out of concerns over cyber attacks, is still pushing Iranians to eschew international social media sites and stick to domestic online platforms.

Foreign agents seeking to recruit in Iran would not be at a loss to find discontented citizens among the population of about 90 million.

For decades, Iran has witnessed periods of popular protest, which were met by lethal crackdowns. There could also be strong financial incentives to spy, with Iran mired in a deep economic crisis that stems from decades of Western sanctions and government mismanagement.

Soroor, 39, a resident of Tehran, said she believed there was a vast network of spies in the country. She asked to be identified by only her first name, fearing repercussions for speaking to international reporters.

"In our own neighborhood, we reported a safe house," she said, adding that she watched the authorities arrest several people and remove drones from the site. "I saw it all myself."

The Iranian authorities say Israel's partners on the ground were using safe houses to assemble missiles and drones that were then secretly transported, launched and detonated. They have allowed local news media to film what they said were drone workshops and compartments to hide drones on truck beds.

The Times was not able to independently verify the videos.

Seeking help to uncover these cells, the Iranian authorities have published notices on social media and news websites, sometimes with caricatures of saboteurs wielding tools and cobbling together equipment.

"If you have rented out your property or house in recent months, either through conventional or unconventional means, under the guise of residential use to a company on a short-term or long-term basis, be sure to report the matter," read one statement published by the government-affiliated Fars News Agency in the name Ahmad-Reza Radan, Iran's police chief.

Since Israel attacked Iran on June 13, the Iranian authorities say they have uncovered more than 10,000 microdrones in Tehran alone, Fars reported. These miniature drones, sometimes operated by artificial intelligence, were used in some of the recent assassinations of scientists linked to the nuclear program, according to Iranian security officials quoted by Fars.

The Times could not independently verify these claims.

The authorities, seeking to encourage public cooperation, regularly announce when their arrests or weapons seizures came from what they say was assistance from ordinary Iranians.

"This is a public that usually does not want to have any contact with the intelligence ministry," said Mr. Shabani, the Iran analyst. "In an authoritarian state, the less contact you have with those people, the better," he added.
"But in an apparent new dynamic, some people seem to actually want to help them," he added, arguing that the Israeli attack had mobilized a rally-around-the-flag effect.

Some moderate politicians have urged the authorities to build on public support with some soul-searching.

"The war and the unity among the people has created an opportunity to change our views on governance and the behavior of our officials," President Masoud Pezeshkian told his cabinet, according to the state news media.

"This is a golden opportunity for change," said Mr. Pezeshkian, who was elected on a campaign to improve the foundering economy and engage with the West.

Mohammed Reza, a 40-year-old resident of the city of Tabriz in northwestern Iran, said it was only a matter of time before the government broadened the crackdown to repress its political opponents.

"Right now, they want to make sure no one mocks the regime or has hope for regime change," he said by text message. "The regime's main fear is that people will perceive it as weak. Because if people know it lacks power, they will revolt."

Le Monde 28 juin 2025

# Frappes sur l'Iran : le Sénat américain bloque une résolution visant à limiter les pouvoirs de Donald Trump

Les démocrates ont tenté de réaffirmer le rôle du Congrès dans les décisions de guerre, mais les républicains ont préféré laisser les mains libres à Donald Trump face à l'Iran.

Donald Trump fanfaronne, plastronne. Après les bombardements américains en Iran, le président des Etats-Unis a déclaré et répété, jeudi 26 juin, que les trois sites nucléaires iraniens de Fordo, Natanz et Ispahan avaient été *« complètement détruits »* et que le programme nucléaire iranien avait été retardé de *« plusieurs décennies »*. Depuis dimanche, les démocrates n'ont eu de cesse de fustiger la décision *« unilatérale »* du président Trump de lancer ces bombardements sur l'Iran sans demander l'autorisation du Congrès, l'accusant de violer la Constitution.

Photo de l'armée de l'air américaine montrant un bombardier B-2 Spirit en cours de préparation en amont de l'opération « Midnight Hammer », à la base aérienne de Whiteman (Missouri), le 22 juin 2025. - / AFP

Vendredi, le Sénat américain, à majorité républicaine, a rejeté (53 contre 47) la résolution proposée par le sénateur démocrate Tim Kaine qui avait pour objectif d'obliger M. Trump à obtenir l'autorisation du Congrès avant toute nouvelle action militaire contre l'Iran. *« Je pense que les événements de cette semaine ont démontré que la guerre est trop importante pour être confiée aux décisions d'une seule personne »*, a déclaré M. Kaine.

**La loi sur les pouvoirs de guerre contestée par l'exécutif**

La Constitution répartit les pouvoirs de guerre entre le Congrès et la Maison Blanche, donnant aux législateurs le pouvoir exclusif de déclarer la guerre, tandis que le président agit en tant que commandant en chef de l'armée. La résolution démocrate s'appuyait sur la loi sur les pouvoirs de guerre (War Powers Resolution, 1973) qui, dans le contexte de l'extension au Cambodge de la guerre du Vietnam, ambitionnait de mieux définir les rôles du législatif et de l'exécutif et d'obliger le président à informer le Congrès dans les quarante-huit heures de l'engagement de troupes, dont le déploiement ne peut durer que soixante jours. Pour les démocrates, le président aurait dû consulter le Congrès et il n'a pas prouvé que la menace iranienne était imminente.

Mais les hôtes successifs de la Maison Blanche ont tous considéré par la suite cette loi comme nulle et non avenue au regard de la Constitution, qui, selon eux, autorise le *« commandant en chef »* à prendre toute mesure nécessaire à la sécurité des Etats-Unis.

Vendredi, un seul républicain, Rand Paul, a voté pour, estimant que ces frappes pourraient être un succès tactique mais un échec stratégique, tandis que le démocrate John Fetterman, fervent défenseur d'Israël qui a soutenu l'attaque contre l'Iran, a voté contre.

A la Chambre des représentants, vendredi, les élus démocrates n'ont pas non plus été convaincus par les explications du secrétaire à la défense, Pete Hegseth, du directeur de la CIA, John Ratcliffe, et du secrétaire d'Etat, Marco Rubio.

Qu'importe : Donald Trump a défendu l'utilité de ces bombardements tout en affirmant qu'il frapperait de nouveau si nécessaire.

Libération

**Luc Mathieu**
**28 juin 2025**

# Otages français en Iran : « Nous n'avons aucun signe de vie »

Dans une dramatique récurrence, c'est d'ordinaire Noémie Kohler qui intervient lors des rassemblements pour réclamer les libérations de sa sœur Cécile et du son compagnon de celle-ci, Jacques Paris, arrêtés en mai 2022 en Iran et détenus dans la prison d'Evin à Téhéran. Vendredi, elle a été rejointe pour la première fois par Anne-Laure Paris, la fille de Jacques Paris, lors d'une conférence de presse à Paris. «J'interviens en raison de la gravité de la situation, a-t-elle déclaré, entourée de ses avocats. Je ne sais pas si mon père est en vie ni où il est. Je demande à ceux qui ont le pouvoir d'agir de le sortir de là maintenant. Il faut le ramener à la maison. Il y a urgence.»

Portés disparus. Lundi, les familles de Cécile Kohler et Jacques Paris ont cru avoir une raison d'espérer. Interrogé sur RTL, l'ambassadeur iranien en France, Mohammad Amin Nejad, disait «souhaiter [leur libération] dès que possible». «Dans les jours qui viennent, dans les heures qui viennent», ajoutait-il. Peu après, des frappes israéliennes touchent la prison d'Evin. «C'est tout ce que nous redoutions, a affirmé vendredi Noémie Kohler. C'est la peur qu'ils meurent sous les bombes, ou dans le chaos qui provoquerait une répression sanglante. Nous n'avons aucun signe de vie depuis le 30 mai.»

Le lendemain des frappes, les autorités judiciaires iraniennes annoncent le «transfert» des détenus vers d'autres prisons de la province de Téhéran, sans aucune autre précision. «A l'heure où l'on se parle, Cécile et Jacques, otages d'Etat détenus arbitrairement, sont portés disparus. En droit, c'est une disparition forcée», a déclaré l'avocate Chirinne Ardakani. Les deux Français pourraient aussi être «sous les décombres» ou dans «des lieux de détention clandestins» qui ne relèvent pas des autorités judiciaires.

«Inhumains». Mercredi, le ministre délégué au Commerce extérieur et des Français de l'étranger, Laurent Saint-Martin, a déclaré avoir reçu l'assurance qu'ils n'avaient pas été blessés. «Mais la parole des autorités iraniennes est loin d'être garantie. Elle n'offre aucune assurance», a expliqué Noémie Kohler.

Sans aucune information, et face au risque que le cessez-le-feu annoncé mardi par Trump soit rompu, les avocats des deux familles demandent à Macron de saisir la Cour internationale de justice (CIJ). Ils demandent aussi au ministère des Affaires étrangères de «plaider en faveur d'une exfiltration pour cause de force majeure».

Cécile Kohler, professeure de lettres de 40 ans, et son compagnon Jacques Paris, 72 ans, professeur retraité de maths, ont été arrêtés à Téhéran lors d'un voyage touristique. Accusés d'espionnage, ils n'ont jamais été jugés. Après sept mois d'isolement, ils sont enfermés chacun dans une cellule de 9 m², sans fenêtre, la lumière allumée 24 heures sur 24, avec trois codétenus. «Ces conditions de détention relèvent de la torture, a expliqué l'avocat Martin Pradel. Ce sont des traitements cruels, inhumains et dégradants. La communauté internationale doit être alertée.» «Mon père est épuisé, physiquement et psychologiquement, a ajouté Anne-Laure Paris. Il est dans «une cage», ce sont ses mots. Le 28 mai, lors de son dernier appel, il m'a dit «écoute-moi, je suis lessivé.»»

---

The New York Times

**June 29, 2025**

# U.N. Inspector Says Iran Could Be Enriching Fuel Again in a 'Matter of Months'

## The assessment widens the divide with President Trump, who has claimed that Tehran has given up its nuclear ambitions after a U.S. attack.

The chief United Nations nuclear inspector has widened the divide with the Trump administration over how severely the United States set back Iran's nuclear program, declaring that it could be enriching uranium in a "matter of months" even as President Trump repeated his claim that Tehran had lost interest in the effort.

"Frankly speaking, one cannot claim that everything has disappeared and there is nothing there," Rafael Mariano Grossi, the director general of the International Atomic Energy Agency, said in an interview with CBS News that aired on Sunday.

He said that when the United States dropped 14 bunker-busting bombs on Iran's two uranium enrichment centers, the damage was "severe" but not "total." In previous interviews, he said he believed that all of the more than 18,000 centrifuges, buried in underground enrichment halls, had been destroyed or damaged and

knocked out of operation.

But Mr. Grossi's analysis — one that several European intelligence agencies share — is consistent with a preliminary assessment by the Defense Intelligence Agency that was widely reported on last week. That report estimated that the strike set back the Iranian nuclear program by only a few months. The C.I.A. director said later in the week that the Iranian program had been severely damaged, and the U.S. intelligence agencies were continuing to assess the strike.

The Defense Intelligence Agency report appeared to focus on the enrichment process at the sites where the GBU-57 bunker-busters, among the most powerful in the U.S. arsenal, were used. Later analysis by outside groups suggested that the biggest loss for Iran might have been the destruction of facilities to turn that fuel into a weapon. In particular, damage to a laboratory under construction in the nuclear complex outside the ancient city of Isfahan, which is intended to convert enriched uranium into a metal, may prove a major bottleneck in Iran's ability to convert highly enriched uranium into the metal that is needed to produce a weapon.

Rebuilding that capability, other experts have said, could take years. And much depends on whether Iran throws out I.A.E.A. inspectors — who remained in Tehran throughout the conflict with Israel earlier this month — or whether it decides to conduct its work in the open. Either way, it could be bombed again, as Mr. Trump has said in recent days he is quite willing to do.

But in an interview over the weekend, Mr. Trump repeated his insistence that Iran had given up its nuclear ambitions because the American attack had "obliterated" its facilities, a term he used just moments after the B-2 bombers had dropped their payload the prior weekend.

He has since threatened to sue CNN and The New York Times for citing the Defense Intelligence Agency report, and on Sunday, in a Fox News interview, he suggested that he would go further, using the legal system to force reporters to reveal their sources. (The Justice Department recently retracted rules that made the subpoena of reporters a move of last resort as it tried to track down sources of information.)

"You go up and tell the reporter, 'National security — who gave it?'" Mr. Trump said. "You have to do that," he concluded. "I suspect we'll be doing things like that."

Mr. Trump repeated statements he has made in recent weeks that he does not believe intelligence agency suspicions that the Iranians moved parts of their stockpile to new locations before the American attack in the early hours of June 22 in Iran.

He maintained that it was "very hard" and "very dangerous to do." But the I.A.E.A. reported that the stockpiles of near-bomb-grade uranium it saw before the strike had been stored in containers that could fit in the back of a car, and Mr. Grossi noted that he had been told by Iranian officials that the canisters would be relocated to "protected" facilities.

Some American intelligence agencies believe it is very possible that vehicles seen outside Isfahan, where the majority of the stockpile was stored, may have been transferring it in the days before the strike.

Mr. Trump once again claimed that Iran had no interest in rebuilding its nuclear program, though he did not provide evidence for that assertion. "It was obliterated like nobody's ever seen before, and that meant the end to their nuclear ambitions, at least for a period of time," he told Fox News.

"The last thing they're going to be doing right now, for a period of time, at least, is nuclear," he insisted. "They've had it. They've been trying it for 25 years. The last thing they're going to do is nuclear. We had to hit them, though. They were close to getting a nuclear bomb." (Before the attack, U.S. intelligence agencies had assessed that Iran had not decided whether to make a bomb but was just a few steps away from being able to do so.)

Mr. Trump has repeatedly expressed interest in picking up negotiations with Iran, and offered to lift the huge array of sanctions on the country if it gave up all future enrichment and met other terms demanded by the United States. Those terms also include opening the country to full nuclear inspections.

"If they can be peaceful, and if they can show us they're not going to do any more harm, I would take the sanctions off and the sanctions would make a big difference," he said.

Mr. Trump has wavered repeatedly in recent days on whether he is truly interested in continuing nuclear negotiations with Iran, though the attack he ordered has changed the underlying dynamic and left Iran with far fewer bargaining chips. Its primary leverage right now is the continuing mystery over whether it has access to its uranium enriched to 60 percent — just short of the 90 percent usually used to make a weapon — and it seems unlikely to reveal anything about the whereabouts or condition of that stockpile.

But Mr. Trump's statements about sanctions may be an indication that, for all his talk about military "obliteration," he recognizes that keeping Iran from resuming its program depends on a diplomatic agreement and aggressive inspections.

On Sunday, Jake Sullivan, the national security adviser under President Joseph R. Biden Jr., who

helped initiate negotiations with Iran that led to the 2015 nuclear accord, said that the need for a new deal after the attack was critical.

"We still need to get the full battle-damage assessment of what happened, and we need it to be unfiltered from political interference," he said at the Aspen Ideas Festival. "We just need the straight dope from the American intelligence community and, frankly, from the Israeli intelligence community. But based on what I have seen so far, it is probable that Iran still retains on its territory some stockpiles of enriched uranium, still retains centrifuges and the capability to build more of them."

"So if they woke up tomorrow and said, 'We are going for it,'" Mr. Sullivan said, "it's not implausible to me that a crash military program could be conducted in as little as a year. I've heard from some Israelis who say two to three years."

---

Le Monde

**avec AFP**
**29 juin 2025**

# En Iran, l'attaque israélienne contre la prison d'Evin a fait 71 morts

Des opposants et des détenus étrangers ou binationaux, dont des Français, étaient détenus dans ce centre pénitentiaire au moment des bombardements israéliens, lundi 23 juin.

L'attaque israélienne, lundi, qui a ciblé la prison d'Evin, à Téhéran, en pleine guerre contre l'Iran, a fait 71 morts, a rapporté, dimanche 29 juin, le porte-parole du pouvoir judiciaire iranien, Asghar Jahangir, au 6e jour de cessez-le-feu entre les deux pays ennemis.

Des opposants et des prisonniers étrangers ou binationaux, dont des Français, étaient détenus dans ce centre pénitentiaire ultrasécurisé, situé au pied de la montagne dans le nord de Téhéran, au moment des frappes israéliennes. La Prix Nobel de la paix Narges Mohammadi y avait notamment été incarcérée de longues années.

Parmi les victimes figurent le personnel administratif de la prison, des soldats, des prisonniers, des proches venus leur rendre visite mais aussi des habitants vivant à proximité de l'établissement, a précisé M. Jahangir.

Des photos du complexe pénitentiaire diffusées par la justice iranienne montrent des murs éventrés, des plafonds effondrés et des tas de gravats en train que déblayent des pelleteuses. *« Le centre de santé »* et *« le parloir »* ont notamment été ciblés, a précisé le pouvoir judiciaire.

**Les détenus français « n'auraient pas été touchés »**

Le pouvoir judiciaire iranien avait annoncé mardi avoir *« transféré »* vers d'autres prisons de la province de Téhéran des détenus d'Evin, sans préciser leur nombre ni leur identité, au lendemain du bombardement israélien de ce pénitencier de la capitale. Evin abritait environ 70 détenues politiques et quelque 300 prisonniers politiques.

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus depuis trois ans à Evin, *« n'auraient pas été touchés »*, a dit lundi le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, jugeant *« inacceptable »* la frappe israélienne.

Professeure de lettres âgée de 40 ans, Cécile Kohler, originaire de l'est de la France, et son compagnon, Jacques Paris, 72 ans, professeur retraité de mathématiques, ont été arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran. Ils sont depuis accusés d'*« espionnage »*, une allégation que rejette leur entourage. Les autorités françaises les considèrent comme des *« otages d'Etat »*.

Amnesty International avait condamné les frappes israéliennes sur Evin, les qualifiant de *« profondément inquiétantes »* et pouvant constituer un *« crime de guerre »*.

---

Le Monde avec AFP
29 juin 2025

# L'Iran dit avoir de « sérieux doutes » sur le respect du cessez-le-feu par Israël

## Téhéran affirme n'avoir fait que répondre à l'attaque israélienne et se dit prêt à réagir en cas de nouvelle violation du cessez-le-feu, entré en vigueur mardi au terme de douze jours de guerre.

*Nous avons de sérieux doutes sur le respect* [d'Israël] *de ses engagements, y compris du cessez-le-feu, et nous sommes prêts pour une riposte forte »*, a déclaré, dimanche 29 juin, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, Abdolrahim Moussavi, au sixième jour d'un cessez-le-feu fragile avec Israël, conclu au terme de la « guerre de douze jours ».

*« Nous n'avons pas déclenché la guerre, mais nous avons répondu à l'agresseur de toutes nos forces »*, a ajouté M. Moussavi, lors d'un entretien téléphonique avec le ministre de la défense saoudien, le prince Khaled Ben Salman, selon des propos rapportés par la télévision d'Etat.

Téhéran a par ailleurs demandé dimanche à l'Organisation des nations unies (ONU) de reconnaître la *« responsabilité »* d'Israël et des Etats-Unis dans le déclenchement de la guerre. *« Nous demandons officiellement par la présente au Conseil de sécurité de reconnaître le régime israélien et les Etats-Unis comme les initiateurs de l'acte d'agression et de reconnaître leur responsabilité ultérieure, y compris le paiement d'indemnisations et de réparations »*, a écrit le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi dans ce courrier adressé au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

**Funérailles nationales tenues samedi**

Israël a déclenché le 13 juin les hostilités avec des bombardements en Iran qui ont tué les principaux responsables militaires du pays ainsi que des scientifiques liés au programme nucléaire iranien. L'Etat hébreu dit avoir agi afin d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. L'attaque israélienne s'est produite au moment où l'Iran était engagé dans des pourparlers à ce sujet avec les Etats-Unis, alliés d'Israël. Les Etats-Unis, qui se sont joints à l'offensive israélienne, ont bombardé trois sites nucléaires en Iran dans la nuit du 21 au 22 juin.

Après douze jours de bombardements réciproques, un cessez-le-feu est entré en vigueur mardi. Depuis, Donald Trump a affirmé que les Etats-Unis mèneraient *« sans aucun doute »* de nouvelles frappes si l'Iran enrichissait de l'uranium à des niveaux lui permettant de fabriquer des armes nucléaires.

Selon le ministère de la santé iranien, au moins 627 personnes ont été tuées et environ 4 900 blessées durant le conflit. Les tirs iraniens de représailles vers Israël ont fait 28 morts, selon les autorités israéliennes. Les funérailles nationales d'une soixantaine de hauts gradés militaires et de scientifiques iraniens liés au nucléaire, tués par des frappes israéliennes, se sont tenues samedi à Téhéran.

Israël a aussi ciblé des infrastructures civiles. Une attaque lundi contre la prison d'Evin à Téhéran a ainsi fait 71 morts, selon un bilan communiqué dimanche par l'Iran. Des opposants et des prisonniers étrangers ou binationaux, dont des Français, étaient détenus dans ce centre pénitentiaire ultrasécurisé, situé dans le nord de Téhéran, au moment des frappes israéliennes. Mardi, les autorités iraniennes ont annoncé avoir *« transféré »* un nombre indéterminé de détenus vers d'autres prisons.

**Doutes sur l'enrichissement nucléaire**

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) affirme que l'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60 %), bien au-delà de la limite de 3,67 % fixée par l'accord conclu en 2015 avec les grandes puissances, dont les Etats-Unis se sont unilatéralement retirés en 2018. Pour fabriquer une bombe, l'enrichissement doit être poussé jusqu'à 90 %, toujours d'après l'AIEA. Israël, qui maintient l'ambiguïté sur sa propre possession de l'arme atomique, détient 90 ogives nucléaires, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a dénoncé vendredi les intentions, selon lui, *« malveillantes »* de M. Grossi. Le directeur général de l'AIEA avait réclamé lundi un accès aux sites nucléaires iraniens afin de pouvoir établir ce qu'il est advenu du stock d'uranium enrichi après les bombardements israéliens et américains contre des sites nucléaires.

*« On doit aussi officiellement dire que* [M. Grossi] *sera jugé et exécuté dès son arrivée en Iran pour espionnage au profit du Mossad et pour prendre part au meurtre du peuple opprimé de notre pays »*, écrit le journal ultraconservateur Kayhan. Le chef de la diplomatie allemande Johann Wadephul a exigé que l'Iran *« cesse »* ses *« menaces »* contre le directeur de l'AIEA. Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio avait déjà fustigé samedi sur X des propos *« inacceptables »*. *« Non, il n'y a aucune menace »* contre M. Grossi et ses inspecteurs qui *« sont en sécurité »* en Iran, a assuré l'ambassadeur de la République à l'ONU, Amir Saeid Iravani, dimanche sur la chaîne américaine CBS.

Emmanuel Macron, a par ailleurs, de nouveau échangé par téléphone dimanche avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, pour lui demander de libérer Cécile Kohler et Jacques Paris, les deux Français détenus en Iran et de revenir à la table des négociations sur le nucléaire. Le président français a, en outre, réclamé le *« maintien du cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires »* ainsi que la *« reprise du travail de l'AIEA dans les meilleurs délais en Iran afin d'assurer toute la transparence nécessaire »*.

L'Opinion

Dov Lieber
30 juin 2025

# Les dessous de l'« Opération Narnia », l'audacieuse attaque israélienne en Iran

A minuit le 13 juin dernier, les généraux israéliens se sont réunis dans un bunker sous le quartier général des forces aériennes israéliennes pour regarder des avions fondre sur Téhéran dans une opération qu'ils avaient baptisée « Red Wedding » (les Noces Pourpres).

Quelques heures plus tard, à plus de 1 500 kilomètres de là, les principaux chefs militaires iraniens étaient tués — un massacre rappelant la célèbre scène de mariage de la série Game of Thrones.

L'association des renseignements et de la précision militaire qui a permis cette attaque a surpris le monde entier. Or, ce ne fut pas le seul succès improbable de ce début des douze jours de campagne d'Israël.

L'autre partie cruciale de la phase d'attaque initiale — d'une nature si fantastique selon ses concepteurs même qu'elle fut baptisée « Opération Narnia », d'après la série de romans fantasy de C.S. Lewis — a réussi à tuer neuf éminents scientifiques iraniens presque simultanément, chez eux, à Téhéran.

La réussite de ces attaques nécessitait la mise en place de stratégies sophistiquées pour garantir la surprise. Et elles ont failli s'effondrer au dernier moment.

Ces opérations ont contribué à consolider le statut de puissance militaire dominante d'Israël dans la région et préparé le terrain pour ce que les Israéliens espèrent être un réalignement d'importance, sous la forme de l'éloignement de plusieurs pays de l'influence iranienne vers des relations plus amicales avec Israël. De hauts représentants israéliens et américains ont affirmé s'attendre à ce qu'Israël signe de nouveaux accords de paix à la suite de cette bataille.

Des doutes subsistent quant au réel succès des objectifs de guerre d'Israël, qui a ensuite été aidé par un bombardement massif des sites nucléaires iraniens par les Etats-Unis. Les rapports concernant les dégâts infligés aux sites nucléaires sont contradictoires, et les voix sont discordantes autour de la capacité de Tel-Aviv et Washington d'empêcher Téhéran de reconstruire ce qui a été détruit.

Pourtant, certains hauts responsables israéliens eux-mêmes ont été surpris de constater la réussite de leurs plans, ourdis depuis plus de dix ans. « Au moment où nous avons commencé à organiser cette chose en détail, il était très difficile de savoir si ça allait marcher », a déclaré le major général Oded Basiuk, chef de la direction des opérations de Tsahal et un des principaux organisateurs de l'opération.

Le compte rendu suivant est basé sur des entretiens conduits auprès de 18 responsables de la sécurité israéliens et américains actuels et retraités. Israël a pris un risque énorme en lançant cette attaque. S'il ne touchait pas toutes les cibles humaines en même temps, celles-ci se seraient dispersées. Dans ce cas, les représailles de l'Iran auraient été bien plus sévères et ses ambitions nucléaires seraient restées intactes. Et si les premiers succès israéliens n'avaient pas incité le président américain à bombarder les sites nucléaires iraniens, il n'est pas certain qu'Israël aurait atteint l'objectif principal de son opération. Même aujourd'hui, malgré ses blessures, l'Iran pourrait rebondir, plus déterminé que jamais à fabriquer une arme nucléaire.

Un long chemin

Les origines de l'opération remontent au mitan des années 1990, lorsque les renseignements israéliens ont identifié pour la première fois les débuts de la tentative iranienne de mettre en place un programme d'armement nucléaire.

Les renseignements israéliens ont entrepris d'installer un réseau étendu d'agents à l'intérieur de l'Iran afin de faciliter une campagne de sabotage, qui a notamment consisté à provoquer par deux fois des explosions dans l'un des principaux sites d'enrichissement iranien et à assassiner des scientifiques. Mais les responsables israéliens ont fini par conclure que ces activités n'étaient pas suffisantes et qu'il leur faudrait, à terme, détruire tout le programme nucléaire iranien, ainsi que ses cerveaux, dans le cadre d'une opération aérienne.

Une telle opération serait extrêmement difficile. Les sites qu'Israël devait atteindre étaient à plus de 1 500 km du pays.

Les pilotes devraient apprendre à voler en formation de 6 à 10 appareils autour d'un seul avion de ravitaillement et pouvoir se ravitailler chacun son tour — à plusieurs reprises — au cours du trajet. Il leur faudrait également apprendre à positionner leurs avions de sorte que leurs missiles, une fois largués, tombent entre quinze et vingt secondes d'intervalle les uns des autres pour une efficacité maximale. Un tel entraînement n'était pas possible à réaliser dans un pays aussi petit qu'Israël, qui ne mesure que 470 km du nord au sud.

En 2008, dans ce qui a été appelé l'opération « Glorious Spartan », une centaine de F-15 et F-16 israéliens ont parcouru les plus de 1 500 km qui les séparaient de la Grèce, afin de tester leur capacité à voler assez loin pour pouvoir frapper les installations nucléaires iraniennes. Ce type d'exercice allait devenir de plus en plus fréquent.

Au cours des années qui ont suivi, Israël a plus d'une fois été près de lancer une attaque aérienne. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a plusieurs fois été contrecarré par ses ministres et ses responsables de la sécurité qui craignaient le déclenchement d'une guerre avec l'Iran ou la colère de Washington, qui à l'époque privilégiait une approche diplomatique.

Les stratèges militaires israéliens ont continué de planifier des attaques, notamment une guerre sur plusieurs fronts avec les proxies iraniens : le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban. Il fallait également résoudre le casse-tête du survol de la Syrie, alors Etat ennemi sous influence iranienne.

Voilà bientôt deux ans, depuis les attaques du 7 octobre 2023, qu'Israël se consacre à l'éradication du Hamas. Il a également gravement affaibli le Hezbollah, dont le soutien contribuait à maintenir le régime syrien. Des forces d'opposition ont ensuite renversé le gouvernement en Syrie et mis en place un gouvernement anti-iranien, dégageant la voie aux avions israéliens qui ont alors pu traverser l'espace aérien sans entrave.

A ce stade, le réseau d'espionnage israélien infiltré en Iran était suffisamment étendu pour traquer les faits et gestes de ses chefs militaires et installer des bases de drones à l'intérieur du pays, qui allaient jouer un rôle crucial dans la neutralisation des systèmes de défense aérienne iranienne pendant l'attaque.

Israël a pu tester ses capacités en matière d'avions de combat lorsqu'il a bombardé les rebelles Houthis du Yémen au cours de l'année écoulée. Il a également neutralisé les systèmes de défense anti-aérienne les plus avancés de Téhéran, des S-300 russes, en avril et octobre 2024.

Ces attaques israéliennes étaient des ripostes à de vastes barrages de missiles de la part de l'Iran, largement repoussés par la défense aérienne israélienne et grâce à l'aide des Etats-Unis et d'autres alliés. Cet échange œil pour œil, dent pour dent avec l'Iran a donné à Israël suffisamment d'assurance pour affronter l'autre superpuissance régionale.

Une fois toutes ces pièces en place, la planification de l'attaque est passée à la vitesse supérieure.

Les capacités longue distance de certains drones israéliens ont été testées pour la première fois la nuit précédant l'attaque

Benjamin Netanyahu visite une base des services de renseignement de Tsahal, dont la localisation est tenue secrète, le 20 juin.SIPA PRESS

Opération Narnia

En Israël, le sentiment d'urgence était exacerbé par l'impression que l'Iran s'était mis à enrichir l'uranium à de tels niveaux qu'il aurait été capable de construire une bombe en quelques mois s'il l'avait voulu.

Craignant d'avoir déjà perdu la bataille de la suppression des dispositifs d'enrichissement d'uranium iranien, Israël a lancé une opération visant à tuer les cerveaux iraniens capables d'aider leur pays à utiliser ce matériau pour mettre au point une arme nucléaire même si les attaques israéliennes endommageaient ou détruisaient ses sites — l'improbable mission Opération Narnia.

En novembre 2024, l'armée a rassemblé 120 représentants des renseignements et de l'armée de l'air pour décider quelles personnes et quelles installations seraient en ligne de mire quand les combats commenceraient.

La conférence a fini par mettre au point une liste de plus de 250 cibles, comprenant les scientifiques que les Israéliens voulaient tuer, des sites nucléaires, des lanceurs de missiles et des responsables militaires iraniens.

Une autre priorité consistait à déterminer comment obtenir la supériorité aérienne sur l'Iran dès le départ. Elle permettrait aux avions israéliens de continuer à bombarder sa longue liste de cibles pendant les douze jours qui suivraient. Les responsables israéliens ont recoupé des milliers de sources des renseignements afin de cartographier les systèmes de défense aérienne de l'Iran.

Le Mossad a été mis à contribution. Pendant des mois, ses agents ont introduit clandestinement les pièces détachées de centaines de drones quadriro-tors équipés d'explosifs dans des valises, des camions et des conteneurs, ainsi que des munitions susceptibles d'être tirées à distance à partir de plateformes autonomes. De petites équipes transportant ce matériel se sont installées près des emplacements des dispositifs de défense aérienne et des sites de lancement de missiles iraniens, prêtes à neutraliser les systèmes de défense dès qu'Israël lancerait son attaque.

Israël a également envoyé des drones plus grands depuis son territoire lors de l'attaque. Selon une source proche, les capacités longue distance de certains de ces drones ont été testées pour la première fois la nuit précédant l'attaque.

La ruse

C'est le 9 juin que Netanyahu et ses conseillers militaires ont pris la décision d'attaquer quatre jours plus tard, selon un responsable de la sécurité israélien.

L'équipe du Premier ministre savait qu'elle devrait dissimuler ses plans afin de s'assurer que les Iraniens ne prendraient pas de mesures de précaution ; la dispersion de ses scientifiques et de ses chefs militaires, par exemple.

Le bureau de Netanyahu a annoncé qu'il prendrait quelques jours de congé pour le week-end, avant le mariage de son fils aîné, Avner, le lundi 16 juin.

Personne — pas même Avner ni la femme de Netanyahu, Sara — ne savait que le Premier ministre avait prévu de reporter le mariage, a-t-il raconté a posteriori. Il a fait

comme si de rien n'était, pour que les Iraniens n'aient pas de soupçons.

Pendant ce temps, les responsables israéliens faisaient fuiter aux médias des rapports suggérant une divergence d'opinion entre Netanyahu et Trump au sujet du déclenchement d'une attaque. Parmi ces fuites figuraient les détails d'un appel téléphonique entre le Premier ministre israélien et le président américain quatre jours avant le début de l'opération, lors duquel le second aurait dit au premier qu'il voulait que les ressources diplomatiques soient exploitées jusqu'au bout avant d'avoir recours à des mesures militaires.

Le jour des attaques, M. Trump a dit aux journalistes que les Etats-Unis et l'Iran étaient « assez proches d'un accord » et qu'il ne voulait pas que les Israéliens « y aillent ».

Les représentants israéliens ont également informé les journalistes qu'une attaque était imminente, mais qu'ils attendaient de voir les résultats d'un seizième cycle de discussions sur le nucléaire entre Washington et Téhéran, prévu le dimanche suivant.
En réalité, les généraux étaient en train de faire les préparatifs de dernière minute en vue de l'attaque.

La clé de cette stratégie, selon un responsable de la sécurité au courant de la préparation des opérations, était d'implanter dans l'esprit des Iraniens l'idée qu'Israël ne frapperait pas sans l'autorisation et la participation des Etats-Unis. Tant que les Américains ne mobilisaient pas leurs forces et restaient engagés dans des négociations, Tel-Aviv pouvait menacer d'attaquer et même mobiliser ses troupes au vu et au su de l'Iran sans compromettre l'effet de surprise.

De surcroît, au moment même où les avions israéliens décollaient, M. Trump publiait sur son réseau Truth Social le message suivant : « Nous restons engagés à trouver une Résolution Diplomatique au Problème Nucléaire Iranien ! La clé était d'implanter dans l'esprit des Iraniens l'idée que l'Etat hébreu ne frapperait pas sans l'autorisation et la participation des Etats-Unis

Réunion fatale
Un élément clé du plan final consistait à éliminer d'un seul coup les chefs militaires iraniens — les fameuses Noces Pourpres. Cette stratégie permettrait de bloquer toutes représailles immédiates, tout en laissant le temps aux avions de combat et aux drones israéliens d'éliminer les lanceurs de missiles iraniens et d'atténuer ainsi l'impact de l'inévitable réponse de l'Iran.

Mais alors que les avions israéliens approchaient de leur cible, un problème est apparu. Les responsables des forces aériennes iraniennes s'étaient mis à bouger.

Dans leur bunker, les responsables israéliens se sont mis à avoir des sueurs froides. Il était tout à fait possible que tous leurs plans s'effondrent et que les Iraniens aient découvert le pot aux roses.

Mais au grand étonnement du haut commandement israélien, au lieu de s'éparpiller, les responsables des forces aériennes iraniennes se sont tous réunis au même endroit, scellant ainsi leur sort. Les missiles israéliens se sont mis à voler.

Les explosions ont également pulvérisé les foyers des scientifiques, en tuant neuf dans des attaques quasi simultanées visant à les empêcher de se cacher. Malgré les embûches, l'opération Narnia était couronnée de succès.

Des missiles ont ensuite frappé des stations radars, des batteries anti-aériennes et des missiles sol-sol iraniens. Bientôt, les renseignements israéliens ont pu confirmer que les cibles humaines dont ils avaient recueilli les noms en novembre avaient presque toutes été tuées. En quatre heures, l'offensive initiale était conclue.

Dans les jours qui ont suivi, les avions israéliens ont bombardé les lanceurs et les sites de production de missiles balistiques et nucléaires iraniens, tout en traquant les chefs militaires et les scientifiques nucléaires. Un cessez-le-feu a été annoncé le 24 juin.

---

RÛDAW

**June 30,2025**

# Turkey's Erdogan grants amnesty to ill Kurdish prisoner

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan has lifted the sentence of 81-year-old Kurdish prisoner Kerim Boran, who suffers from multiple chronic illnesses, a pro-Kurdish media outlet reported on Monday.

Mezopotamya Agency (MA) said that Erdogan signed the decree upon the justice ministry's request. Boran is expected to be released, though no date has been specified. The presidency and state media have not commented. Boran was held in Edirne F-Type Prison, a high-security facility in Turkey's north, known for housing political prisoners and those serving aggravated sentences.

MA reported that Boran and eight other elderly individuals were sentenced in 2021 for allegedly participating in the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party's (HDP) Igdir Justice Commission and mediating family disputes.
Authorities viewed the initiative as an extension of HDP's political activities, and prosecutors charged the members under Turkey's anti-terror laws.

Despite suffering from multiple chronic illnesses, including Parkinson's and heart failure, and an official medical report confirming his frailty, Boran remained imprisoned until his lawyer requested presidential amnesty. The justice ministry forwarded the request to Erdogan in September 2024, citing his deteriorating health.

The HDP, long accused by the Turkish government of ties to the PKK, has since transferred its political work to the Peoples› Equality and Democ-

racy Party (DEM Party), now the main pro-Kurdish party in parliament.

The DEM Party played a key role in mediating the peace talks that led jailed PKK leader Abdullah Ocalan to call on his group to disband. The first batch of PKK fighters is expected to lay down arms in the Kurdistan Region next month, informed sources told Rudaw on Monday.

Erdogan met with the DEM delegation in April and on Wednesday said he is expected to meet them again upon their request

euro news.

**Laurent Perpigna Iban**
**30 juin 2025**

# En Iran, les prisonniers piégés entre la poigne du régime et le feu israélien

Selon les autorités iraniennes, la frappe israélienne sur la prison d'Evin le 23 juin a fait 71 morts. En exclusivité pour «Libération», un détenu rescapé a accepté de livrer son témoignage.

Pour des raisons de sécurité, nous ne révélerons ni son nom, ni son âge, ni même son sexe. Nous l'appellerons arbitrairement Amir. Opposant politique au régime iranien, il était enfermé dans les murs de la sinistre prison d'Evin, au nord de Téhéran, le 23 juin.

Ce jour-là, une frappe israélienne s'abattait sur le centre pénitentiaire, et touchait, selon le porte-parole du pouvoir judiciaire, Asghar Jahangir, l'infirmerie de la prison, un bâtiment d'ingénierie, les affaires judiciaires et la salle de visite. Selon un premier bilan rendu public ce dimanche, 71 personnes ont perdu la vie : des prisonniers, du personnel administratif, des soldats, des proches venus leur rendre visite, mais aussi des habitants vivant aux alentours.

Un moment qu'Amir décrit comme «terrifiant», sans vouloir donner plus de détails, qui pourraient faciliter sa localisation et donc son identification. Il insiste : chaque heure passée dans les murs d'Evin depuis les premières frappes israéliennes était plus angoissante que la précédente. «Les seules informations sur le monde extérieur dont nous disposions étaient celles de la télévision d'Etat, un outil de propagande souvent éloigné de la réalité. C'était une situation extrêmement traumatisante : les bruits des frappes aériennes étaient constants. Nous ne savions pas où les bombardements avaient lieu, ni quelles cibles étaient visées, mais nous avons senti que cela se rapprochait de nous. Puis, nous avons senti littéralement le sol vibrer sous nos pieds.»

Amir, comme les autres détenus survivants d'Evin, a été transféré «très rapidement» vers un autre établissement pénitentiaire : «Ce déplacement forcé a été très mal vécu. Nous n'avons pas pu emporter nos affaires personnelles, nous ne savons pas si nous pourrons les récupérer un jour. Dans ma nouvelle prison, et certainement dans les autres, aucun espace adapté ne nous a été attribué, ce qui complique encore davantage notre quotidien. Il y a des pénuries d'eau potable, des problèmes alimentaires et une chaleur extrême. Il n'y a ni ventilation ni espace de repos décent pour nous.»

Violations. Il assure néanmoins que les détenus ont été autorisés à contacter leurs familles - de manière non clandestine - afin de donner des preuves de vie. Pour lui, loin d'être un coup de pouce à l'opposition iranienne, l'attaque de l'armée israélienne «n'est rien d'autre qu'une violation cruelle du droit international humanitaire. Je suis en colère contre Israël qui a violé toutes les lois de la guerre. Ils ont délibérément bombardé une prison, mettant gravement en danger la vie des personnes qui y sont piégées.»

L'organisation de défense des droits humains Hengaw, dont les membres vivent en exil, documente d'ordinaire les violations commises par le régime iranien. Avec Iran Human Rights, une autre ONG de défense des droits, elle fait figure de référence en la matière ; en témoigne l'utilisation de certaines de leurs ressources par l'ONU. Depuis le début de cette séquence guerrière, Hengaw tente aussi d'éclairer les violations commises par Israël. «Nous avons alerté sur les attaques visant des infrastructures civiles et sur les frappes visant des lieux publics. Nous avons également pu anticiper, parfois : à Kermanshah, grâce à des relais bien informés, nous savions que le régime cherchait à militariser un quartier résidentiel. Nous avons pu lancer des avertissements pour les habitants. Israël a bombardé ce quartier peu après», explique Jila Mostajer, cofondatrice de l'ONG.

Pour elle, cela ne fait aucun doute : le régime iranien, dans une logique de survie, risque de durcir le ton face à sa propre population, afin d'éviter que ne commence de nouvelles protestations, près de trois ans après le mouvement Femme, vie, liberté. «Dès les premiers jours du conflit, le pouvoir judiciaire iranien a fait comprendre aux citoyens que durant cette période, toute critique du régime ou tout signe de satisfaction face aux frappes israéliennes serait considéré comme un crime politique, donnant lieu à l'ouverture de dossiers de sécurité nationale contre eux. Les forces de sécurité ont commencé très tôt à mener des arrestations massives en accusant les citoyens ordinaires de collaborer avec Israël, le Mossad ou les Etats-Unis.»

Exécutions. Sur son site internet, Hengaw a publié les identités de six Iraniens, précédemment condamnés à de lourdes peines pour «collaboration avec Israël», qui ont été exécutés. Selon les nombreux relais de l'ONG sur le terrain, les forces armées du

régime «mènent des contrôles à grande échelle» dans plusieurs régions, inspectent parfois les téléphones.
«Assimiler toute personne critique du régime et de sa politique à des intérêts israéliens est une stratégie inhumaine, mais malheureusement récurrente, regrette Jila Mostajer. C'était déjà le cas durant le soulèvement qui a débuté en 2022. En réalité, il est impossible pour des citoyens ordinaires d'avoir des liens avec Israël, mais le régime utilise ces accusations pour masquer ses propres échecs militaires.» Et de conclure : «Ironiquement, les espions d'Israël sont très probablement au sein de l'appareil sécuritaire de la République islamique. Pourtant, ce sont des civils que le régime punit pour se venger de ses revers.» Les prisonniers, eux, s'attendent à ce que leur quotidien se dégrade encore, alors même que le régime a été touché en son cœur : «Nous, en tant que prisonniers politiques, étions déjà privés de la plupart de nos droits. Plusieurs de nos camarades avaient entamé des grèves de la faim simplement pour réclamer un traitement médical. Depuis plus d'un an et demi, chaque mardi, nous observons une grève de la faim contre les exécutions croissantes, un mouvement qui s'est largement répandu dans les prisons iraniennes. Et même au milieu du conflit, cette grève a continué.»

---

Le Monde 30 juin 2025

# En Turquie, plus de cinquante arrestations avant la marche des fiertés interdite par les autorités

## Des manifestants ont tenté de défier l'interdiction à Istanbul, où la place Taksim a été bouclée dès l'aube par la police.

Plus de 50 personnes ont été arrêtées, dimanche 29 juin, avant la marche des fiertés LGBT+ interdite à Istanbul, a annoncé le barreau de la mégapole turque.

*« Avant la marche des fiertés d'Istanbul prévue aujourd'hui, quatre de nos collègues, dont des membres de notre centre des droits de l'homme désignés comme observateurs par le barreau d'Istanbul, ainsi que plus de 50 personnes ont été privées de leur liberté par une détention arbitraire, injuste et illégale »*, a dénoncé, sur X, le centre des droits de l'homme du barreau d'Istanbul.

Plus tôt dans la journée, la police a arrêté des manifestants près du quartier central d'Ortaköy, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP), sur place. Les autorités ont interdit l'événement, comme chaque année depuis 2015, dénonçant des appels à manifester émanant de *« groupes marginaux »*.

*« Ces appels, qui portent atteinte à la paix sociale, à la structure familiale et aux valeurs morales, sont interdits. Aucun rassemblement ni marche menaçant l'ordre public ne sera toléré »*, avait prévenu, samedi, sur X, le gouverneur d'Istanbul, Davut Gül.

La place Taksim, autrefois haut lieu de la contestation contre le pouvoir islamo-conservateur, a été bouclée dès les premières heures de dimanche.

**Une répression croissante envers les minorités**

Selon une vidéo diffusée sur X par les féministes queer universitaires, *« nous n'avons pas baissé les bras, nous sommes venus, nous avons cru, nous sommes là »*, chantait une manifestante alors qu'elle et une dizaine d'autres personnes couraient pour éviter d'être arrêtées.

L'homosexualité n'est pas pénalement réprimée en Turquie, mais l'homophobie y est largement répandue jusqu'au sommet de l'Etat, le président, Recep Tayyip Erdogan, qualifiant régulièrement les LGBT+ de *« pervers »* et de menaces pour la famille traditionnelle.

Jusqu'en 2014, Istanbul, la plus grande ville turque, voyait défiler chaque année des dizaines de milliers de personnes LGBT+ revendiquant leurs identités et exprimant leur défiance envers le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002.

---

Le Monde 30 juin 2025

# En Iran, les bombardements israéliens ont fait 935 morts, selon l'agence de presse officielle IRNA

## Donald Trump a averti, vendredi, qu'il ordonnerait « sans aucun doute » de bombarder à nouveau l'Iran en cas de reprise de l'enrichissement d'uranium à un degré susceptible de permettre un usage militaire.

La « guerre de douze jours » menée par l'armée israélienne a fait 935 morts, dont 38 enfants et 132 femmes, en Iran, a annoncé, lundi 30 juin, l'agence de presse officielle IRNA, citant le porte-parole du pouvoir judiciaire, Asghar Jahangir.

L'organisation Human Rights Activists, établie aux Etats-Unis, qui dit s'appuyer sur les chiffres fournis par des organismes officiels, ainsi que sur un réseau de bénévoles et des sources non gouvernementales, avait fait état ce week-end de 1 190 tués, dont 436 civils et 435 militaires, les autres n'ayant pu être identifiés.

Près d'un bâtiment touché lors des frappes israéliennes, à Téhéran, le 26 juin 2025. AFP

L'Etat hébreu a lancé une offensive aérienne le 13 juin pour, selon lui, empêcher la République islamique de se doter de l'arme atomique. Des centaines de cibles militaires et nucléaires ainsi que des zones habitées ont été visées dans le cadre de cette campagne, qui a notamment coûté la vie à de hauts gradés iraniens et à des scientifiques impliqués dans le programme nucléaire. Les Etats-Unis, qui avaient renoué au printemps leurs discussions avec la République islamique au sujet de son programme nucléaire, se sont joints à l'offensive israélienne en bombardant trois des principaux sites de ce programme, dans la nuit du 21 au 22 juin.

Après douze jours de bombardements et de représailles iraniennes qui ont fait 28 morts en Israël, un cessez-le-feu imposé par le président des Etats-Unis est entré en vigueur le 24 juin. Donald Trump a averti, vendredi, qu'il ordonnerait *« sans aucun doute »* de bombarder à nouveau l'Iran en cas de reprise de l'enrichissement d'uranium à un degré susceptible de permettre un usage militaire.

**« Je ne leur parle même pas »**

Les discussions avec les Etats-Unis ne pourront reprendre que s'ils excluent tout nouveau recours à la force, a, pour sa part, déclaré le vice-ministre des affaires étrangères iranien, Majid Takht-Ravanchi. *« Nous entendons dire que Washington veut nous parler »*, a-t-il déclaré, dans une interview diffusée dimanche soir par la BBC.

*« Nous ne nous sommes pas mis d'accord sur une date. Nous ne nous sommes pas mis d'accord sur les modalités. Nous cherchons une réponse à cette question : allons-nous assister à une répétition d'un acte d'agression alors que nous sommes engagés dans le dialogue ? »*, a ajouté M. Takht-Ravanchi, selon qui les Etats-Unis n'ont *« pas encore clarifié leur position »*.

*« Je n'offre RIEN à l'Iran,* (… ) *je ne leur parle même pas, puisque nous avons complètement ANÉANTI leurs installations nucléaires »*, a, quant à lui, affirmé Donald Trump lundi sur son réseau Truth Social.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium à 60 %, bien au-delà de la limite de 3,67 % fixée par l'accord conclu en 2015 avec les grandes puissances, que Donald Trump a unilatéralement dénoncé trois ans plus tard, lors de son premier mandat.

**L'Iran s'en prend au patron de l'AIEA**

Dans un communiqué diffusé lundi par son cabinet, le président iranien, Massoud Pezeshkian, impute, pour sa part, la rupture de la coopération entre Téhéran et l'AIEA, ap-

prouvée par le Parlement, à l'attitude du directeur général de l'agence, Rafael Grossi.

*« L'initiative prise par des membres du Parlement* (…) *est une réponse naturelle à la conduite injustifiée, non constructive et destructrice du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique »*, a-t-il déclaré dimanche soir à son homologue français, Emmanuel Macron, lors d'un appel téléphonique, selon le communiqué.

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, avait déjà dénoncé vendredi les intentions, selon lui, *« malveillantes »* de M. Grossi, qui a réclamé au début de la semaine dernière un accès aux sites nucléaires iraniens afin de pouvoir établir ce qu'il est advenu du stock d'uranium enrichi à 60 % après les bombardements israéliens et américains contre des sites nucléaires.

Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont condamné lundi les menaces contre Rafael Grossi et ont exhorté le gouvernement iranien à garantir la sécurité du personnel de l'agence sur son territoire.

---

**June 30, 2025**

# Kurdish, Iraqi forces kill 'three terrorist' in Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish and Iraqi security forces have eliminated "three terrorists," including a senior commander, during a joint operation in Kirkuk province, according to statements released on Sunday by the Sulaimani branch of the Kurdistan Region's Security Agency (Asayish) and Iraq's Counter-Terrorism Service (ICTS).

Kurdish security forces and Iraqi counter-terrorism forces pictured following a joint operation in Kirkuk on June 29, 2025. Photo: Asayish

In a statement on its official Facebook page, the Asayish announced that, in coordination with the ICTS, they "eliminated the battalion commander of Sulaiman Beg" - an area located east of Salahaddin province and south of Kirkuk - "along with two affiliated terrorists during a direct confrontation."

The operation was based on detailed intelligence as well as "credible input from informants," the Asayish added, noting that the Kurdish security forces and the ICTS were able to successfully "locate the terrorists› hideout" and "conduct a joint operation."

For its part, the ICTS said in a Sunday statement on X that they, in cooperation with the Kurdistan Region's Asayish, managed to successfully "eliminate three terrorists in Kirkuk," describing the operation as «a specialized, qualitative operation" that was "based on accurate intelligence information.»

The statement further detailed that «after setting up a tight ambush following continuous surveillance, our heroes were able to kill three terrorists, two of whom held positions as sector commanders, and the third as a battalion commander in Kirkuk province.»

The ICTS confirmed the joint operation in a separate statement on X, describing it as a "specialized, high-quality operation" carried out with "accurate intelligence."

«After conducting continuous surveillance and setting a tight ambush, our forces succeeded in killing three terrorists,» the ICTS said. «Two of them held positions as sector commanders, and the third was a battalion commander in Kirkuk province.»

Erbil and Baghdad have recently increased joint efforts to close security gaps between their territories, which have been exploited by extremist groups, including Islamic State (ISIS) militants.

**June 30, 2025**

# First batch of PKK fighters to disarm soon

ERBIL, Kurdistan Region - The first batch of Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters is set to disarm in the Kurdistan Region next month, two well-informed sources said, in a major step towards ending four decades of bloody conflict.

The disarmament process will take place in the Kurdistan Region in the beginning of July to launch the practical steps of implementing the PKK's decision to dissolve and end its armed struggle against Turkey, the informed sources told Rudaw, on the condition of anonymity.

PKK fighters in the Kurdistan Region's Duhok province. File photo: AFP

"In the next few days, Abdullah Ocalan, the jailed leader of the PKK, will publish a new message about the process, and after that, the disarmament process will begin," one source said.

The PKK announced its dissolution and an end to its four-decade armed struggle on May 12, responding to a call from Ocalan to end the conflict that has claimed around 40,000 lives and pursue a political and democratic path.
Ankara has welcomed the steps but wants the decision to materialize. The PKK expects democratic steps from Ankara.
The two source said that between July 3 and July 10, a number of PKK fighters - ranging between 20 to 30 - will lay down their arms in a ceremony in Sulaimani province.

"The guerrillas will lay down their weapons in the ceremony and return to where they currently live, meaning they will not return to the cities," a source said.

But despite renewed efforts toward a peace process, Ankara has continued striking suspected PKK positions in the Kurdistan Region. A series of strikes in the vicinity of Duhok province's Metina Mountain - a conflict hotspot - on Sunday sparked wildfires that have yet to be controlled.

On Saturday, Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) told Rudaw that it will soon submit a proposal to the parliament speaker for the formation of a commission to oversee the peace process with the PKK.

DEM Party is the main mediator of the talks, and its delegations have made several visits to Ocalan and relayed his messages.

Ozgur Ozel, the leader of Turkey's main opposition Republican People's Party (CHP), told Rudaw in a recent interview that the commission was initially their idea. He recommended that it include representatives from all 16 political parties in the legislature and be chaired by the parliament speaker.

Zekeriya Yapicoglu, leader of Turkey's Kurdish Islamist Free Cause Party (Huda Par), told Rudaw earlier in June that he expects the PKK to take "concrete steps" to lay down arms in the summer.
Founded in 1978, the PKK initially sought an independent Kurdish state but later shifted its focus toward achieving broader political and cultural rights for Kurds in Turkey.

The group has been labeled as a terrorist organization by Turkey and its allies.

Le Monde

**Piotr Smolar**
**30 juin 2025**

# La guerre éclair en Iran, un révélateur de la « doctrine Trump »

## Le président américain a cherché une voie médiane entre les isolationnistes et les faucons, s'appuyant sur une méthode faite de risque, d'improvisation et d'une poignée de convictions constantes.

Donald Trump à son retour du sommet de l'OTAN, à la base aérienne Joint Base Andrews (Maryland), le 25 juin 2025. BRIAN SNYDER / REUTERS

Une parenthèse enchantée : c'est ainsi que Donald Trump envisage la brève entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Iran. Mission accomplie, célébration des pilotes des bombardiers, dénonciation des médias critiques : le président américain ne veut entendre aucune nuance ou réflexion pessimistes. Les bombardements du 21 juin contre trois sites nucléaires ont été rapidement suivis par une réponse télégraphiée et inoffensive de Téhéran, puis par un cessez-le-feu. L'avenir ? Le flou règne. Donald Trump a parlé d'une rencontre bilatérale imminente avec l'Iran, dont on ne sait rien. Il mise sur l'instinct de survie du régime théocratique pour qu'il renonce, sous pression diplomatique et militaire, à tout enrichissement d'uranium, en échange d'une possibilité inédite de développement économique et d'un programme nucléaire civil encadré. *« Ils sont épuisés,* a assuré le président le 27 juin. *La dernière chose à laquelle ils veulent penser est le nucléaire. Vous savez à quoi ils pensent ? Ils pensent à demain, comment vivre au milieu de cette pagaille. »*

On l'a vu dès son premier mandat : Donald Trump cultive un engagement à la fois sincère et intéressé en faveur d'un Moyen-Orient reconfiguré. Celui-ci tournerait le dos aux querelles religieuses et politiques, aux guerres sans fin. Il s'épanouirait dans le commerce, l'exploitation de l'énergie et les projets immobiliers. Cette vision suppose d'achever le chapitre, écrit en lettres de sang, des cycles de violence post 7-Octobre dans la région, à commencer par Gaza. Si elle fait peu de cas de l'histoire et des blessures des peuples, elle nécessite de traiter, même de façon minimaliste, la question palestinienne. Elle passe ensuite par un accord de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël. C'est la clé de voûte de tout, pense le président américain, et notamment de son prix Nobel de la paix tant désiré.

La guerre éclair en Iran a servi de laboratoire à grande échelle pour la méthode Trump. Elle est faite de risque, d'improvisation et d'une poignée de convictions constantes. Le risque a consisté à déclencher les bombardements, sans pouvoir anticiper toutes les répliques de cet acte transgressif. Si l'aviation israélienne avait auparavant décimé la défense antiaérienne du régime, en visant les lanceurs de missiles et leurs stocks, cette intervention américaine dans le conflit rompait néanmoins avec deux décennies de retenue, d'un président à l'autre, des deux couleurs politiques.

**Succès sur Fox News**

Suivant deux mois d'efforts diplomatiques improductifs à Oman avec l'Iran, elle revêt un caractère historique, malgré les réserves sur ses résultats. *« Nous n'essayons pas de transformer l'Iran en Wisconsin, nous détruisons leur programme nucléaire et une fois qu'on a fait ça, on s'en va »*, a plaidé le vice-président, J. D. Vance, dans un entretien au site *Breitbart*, publié le 24 juin. L'ancien sénateur de l'Ohio essayait de définir la *« doctrine Trump »* en politique étrangère. Celle-ci s'imposera à l'avenir de façon bipartisane, veut croire J. D. Vance. Elle consiste à *« définir notre intérêt, essayer d'employer la diplomatie, puis une force militaire écrasante lorsque la diplomatie échoue ».*

La faiblesse de cette approche est le caractère velléitaire de cette diplomatie, surtout dans des dossiers aussi complexes que la guerre en Ukraine ou le nucléaire iranien. L'improvisation qui l'accompagne, elle, semble faire partie de l'hygiène de vie pro-

fessionnelle de Donald Trump, qui préfère parler de *« souplesse »*. Lorsque Israël a lancé son attaque, le 13 juin, le président américain est d'abord resté en retrait, en observateur, sans condamner ni approuver. Constatant vite les succès obtenus et leur présentation enthousiaste sur sa chaîne favorite, Fox News, il a envisagé plus sérieusement une participation américaine. D'autant plus qu'elle apparaissait indispensable, disaient les experts, pour avoir une chance de détruire les installations souterraines de Fordo, avec les bombes antibunker à disposition du Pentagone.

Pendant ces journées chaotiques dont il se délecte, le milliardaire a invité la population à évacuer Téhéran, puis il a directement menacé le Guide suprême, Ali Khamenei, en expliquant que, *« pour l'instant »*, son assassinat n'était pas souhaité. Le 18 juin, il disait : *« J'aime prendre une décision finale une seconde avant l'échéance, vous savez, parce que les choses changent, surtout avec la guerre. »* Une seconde avant, dit le président de la première puissance du monde, et cela en faisant confiance à son instinct, et non aux évaluations des services de renseignement, qui estimaient que le régime n'avait pas pris la décision de fabriquer une bombe nucléaire.

**Outrances contre les journalistes**

Ce même rejet de l'expertise est apparu après les frappes, quand les médias américains ont révélé le contenu d'une première évaluation de la branche renseignement du Pentagone. Selon celle-ci, l'Iran n'accuserait que quelques mois supplémentaires de délai sur le chemin vers la bombe, s'il décidait de l'emprunter. Mais Donald Trump et son secrétaire à la défense, Pete Hegseth, ont redoublé d'outrances contre les journalistes, en mettant en cause leur patriotisme, car ils refusaient de célébrer l'opération « Midnight Hammer ». Selon les officiels américains et israéliens, le délai supplémentaire se compterait en années. Mais il faudrait les croire sur parole, lorsqu'ils assurent que les 400 kilos d'uranium hautement enrichi dont disposait l'Iran se trouvaient dans les sous-sols de Fordo et de Natanz, au moment où les bombes anti-bunker GBU-57 pénétraient la surface.

Donald Trump a cherché une voie médiane entre les isolationnistes MAGA (Make America Great Again) et les faucons rêvant de punition définitive contre Téhéran. Pour les premiers, tel l'idéologue en chef, Steve Bannon, la seule guerre légitime est intérieure : celle contre l'« Etat profond » et les migrants illégaux. Donald Trump, lui, répète depuis dix ans que l'Iran ne peut avoir la bombe nucléaire. Cela témoigne d'une rare constance, louable, mais aussi floue. Si Téhéran a enrichi l'uranium à des taux élevés et dans des quantités préoccupantes, la perspective d'une bombe nucléaire demeurait éloignée, sans doute d'au moins un an. Israël a saisi l'occasion, en faisant le constat de la faiblesse iranienne après la débandade de ses sous-traitants régionaux, comme le Hezbollah libanais et le régime syrien d'Al-Assad. Puis l'Etat hébreu a entraîné les Etats-Unis dans ses succès.

**Rejet de Biden et d'Obama**

Croire que Donald Trump est manipulé par Benyamin Nétanyahou n'a aucun sens, même si l'habileté de ce dernier a été cruciale pour le convaincre d'intérêts communs. Il suffit de constater toutes les contrariétés imposées par le président américain au premier ministre israélien depuis six mois : reconnaissance du nouveau pouvoir syrien, ouverture d'un canal direct de négociation avec le Hamas pour la libération de l'otage américain Edan Alexander, ou cessez-le-feu avec les houthistes, sans inclusion d'Israël, pour que les navires militaires et marchands américains ne soient plus inquiétés.

Donald Trump est aussi mû par un double rejet. Le premier est la faiblesse projetée par Joe Biden au moment du retrait catastrophique d'Afghanistan, en août 2021. La mort de treize soldats dans un attentat à Kaboul était le modèle à éviter à tout prix, d'où les nombreux avertissements transmis à Téhéran au sujet des bases américaines dans la région.

Le deuxième rejet est celui de l'accord sur le nucléaire (JCPoA), signé en 2015. Trump en avait retiré les Etats-Unis en 2018, dans le cadre de son règlement de comptes avec l'héritage Obama. Aujourd'hui, il se félicite d'avoir anéanti le programme nucléaire iranien. Le JCPoA était très imparfait et ne prenait pas en compte l'arsenal balistique de l'Iran. Mais il avait offert une perspective sur dix ans, sans le fracas des armes. Par ses bombardements, l'administration Trump a gagné un temps bien plus réduit, en prenant le risque de radicaliser le régime iranien.

# Les dépêches de l'afp de Juin 2025

**1 juin 2025**

## Les Kurdes syriens annoncent que trois membres de leur police ont été tués par l'EI

**Beyrouth (Liban), 1 juin 2025 (AFP) —** Les forces de sécurité intérieures kurdes, les Asayish,ont indiqué dimanche que trois de leurs membres ont été tués dans une attaque du groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie.

L'EI, qui était parvenu à contrôler une vaste zone en Syrie et en Irak, a été défait en Syrie en 2019 par les forces kurdes avec le soutien d'une coalition internationale.

Il maintient toutefois des cellules qui continuent notamment d'attaquer les forces dirigées par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Dans un communiqué faisant état d'une «activité croissante» des jihadistes de l'EI, les Asayish ont déclaré qu›»une cellule armée» du groupe avait attaqué «une patrouille de nos forces (..) sur la route reliant Raqqa et Hassaké».

«Un engin explosif télécommandé a été déclenché contre le véhicule de la patrouille, provoquant la mort de trois de nos membres alors qu'ils accomplissaient leur devoir de sécuriser la route et d'assurer la circulation des civils», ont-ils ajouté.

Des «opérations de ratissage et des enquêtes» pour traquer les responsables sont en cours, selon eux.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a également rapporté une attaque contre des forces kurdes menée par des hommes armés «soupçonnés d'appartenir» à une cellule de l'EI.

L'ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources à l'intérieur du pays, a précisé que les forces kurdes «accompagnaient un convoi pétrolier» traversant la province de Raqqa à destination «des zones contrôlées par Damas».

Jeudi, l'EI a pour la première fois revendiqué une attaque contre les forces des nouvelles autorités islamistes, qui ont pris le pouvoir en Syrie après avoir renversé l'ex-président Bachar al-Assad.

Le président américain Donald Trump, qui a rencontré le président intérimaire syrien Ahmad al-Chareh le 14 mai en Arabie saoudite, l'a appelé à «aider les Etats-Unis à empêcher une résurgence de l'EI».

_____°_

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**3 juin 2025**

## Bakou pousse sa médiation entre la Turquie et Israël

**Bakou, 3 juin 2025 (AFP) —** L'Azerbaïdjan cherche à étendre son influence régionale en faisant valoir ses liens étroits avec la Turquie et Israël pour se poser en médiateur entre deux rivaux aux intérêts divergents en Syrie.

Le conseiller diplomatique du gouvernement azerbaïdjanais Hikmet Hajiev confirme que Bakou a accueilli au moins trois séries de négociations entre la Turquie et Israël, qui tous deux s'activent en Syrie en arguant de menaces sécuritaires.

«L'Azerbaïdjan conduit des initiatives diplomatiques pour parvenir à un accord», a indiqué M. Hajiev à des journalistes turcs à Bakou, lors d'une visite organisée par le Global Journalism Council basé à Istanbul. «La Turquie et Israël nous font confiance», s'est-il félicité.

La chute en décembre du président syrien Bachar al-Assad, défait par une coalition rebelle islamiste, avec la bénédiction d'Ankara, a inquiété en Israël.

Depuis, son armée a mené des centaines de frappes en territoire syrien, dont la dernière série vendredi, au prétexte selon elle d'empêcher des armes de l'ancien régime de tomber aux mains de jihadistes et de protéger la minorité druze.

Israël a par ailleurs accusé Ankara de vouloir faire de la Syrie un protectorat turc.

Proche allié de Recep Tayyip Erdogan, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev s'est régulièrement aligné sur ses positions dans les questions internationales, y compris la Syrie.

Mais ses bonnes relations avec Israël, qui dépend en grande partie du pétrole azerbaïdjanais et fournit des armes à Bakou, encourage l'Azerbaïdjan à faciliter les discussions «techniques» entre ses deux alliés.

«Nous réussirons si les deux parties conviennent d'un accord qui respecte les préoccupations de chacun», estime Farid Chafiev, président du Centre d'analyse des relations internationales, basé à Bakou.

«La Syrie, en particulier sa région nord, constitue une préoccupation sécuritaire pour la Turquie», en raison notamment de la présence de combattants kurdes le long de sa frontière, indique-t-il à l'AFP.

La Turquie veut contrôler ces territoires mais aussi «renforcer sa présence» autour des bases militaires de Palmyre et de T4, dans le centre du pays, pour assurer la sécurité autour de Damas, ajoute-t-il.

- Livraisons de pétrole -

Les relations entre la Turquie et Israël ont été suspendues au début de la guerre lancée contre le Hamas à Gaza, en représailles aux massacres d'Israéliens le 7 octobre 2023.

«Tant que la guerre à Gaza continue, la Turquie ne normalisera pas ses relations avec Israël», assure à l'AFP un haut responsable turc sous couvert d'anonymat.

Ankara a officiellement suspendu tout commerce avec Israël mais dans l'opposition, des voix s'élèvent pour affirmer que les échanges continuent, notamment les livraisons de pétrole via l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, port situé sur la côte sud de la Turquie.

Des affirmations «totalement infondées» selon le ministère turc de l›Energie.

M. Hajiev renâcle à commenter le sujet et rappelle que Bakou avait obtenu un soutien précieux d'Israël lors du conflit du Karabakh.

«Nous avons acheté des armes à Israël pendant la guerre, nous les avons payées (et) Israël nous a apporté un soutien diplomatique», résume-t-il.

«Le pétrole azerbaïdjanais arrive jusqu'à Ceyhan, mais une fois chargé sur des bateaux (...) la destination finale ne vous appartient pas», avance-t-il pour minimiser le rôle d'Ankara.

- «Influence croissante» -

En facilitant le dialogue entre la Turquie et Israël, l'Azerbaïdjan joue un rôle «stratégique», vante Zaur Mammadov, président du Club des politologues de Bakou.

«Cela illustre (son) influence croissante comme médiateur» entre acteurs régionaux, estime-t-il.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont affrontés lors de deux guerres pour le contrôle du Karabakh, dans les années 1990 puis en 2020, avant que Bakou ne s'empare de l'enclave lors d'une offensive de 24 heures en septembre 2023.

Le pays veut maintenant normaliser ses relations avec Erevan, avançant ses pions dans une région où Russie et Turquie se disputent leur influence.

Pour l'analyste turc Serkan Demirtas, l'Azerbaïdjan est intervenu pour éviter un affrontement potentiel entre la Turquie et Israël dans la Syrie post-Assad.

«Une confrontation entre ses deux meilleurs alliés dans la région est une perspective dont l'Azerbaïdjan ne veut surtout pas», estime-t-il.

«Aux dernières nouvelles, des progrès ont été réalisés. Ce qui témoigne de l'influence croissante de l'Azerbaïdjan dans la région après la guerre du Karabakh», juge-t-il.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**3 juin 2025**

# Syrie: six mois après sa prise du pouvoir, les défis d'Ahmad al-Chareh

**Damas, 3 juin 2025 (AFP)** — En six mois, le nouvel homme fort de Syrie Ahmad al-Chareh a réussi à se positionner sur la scène internationale et obtenir la levée des sanctions, mais il doit encore instaurer un système de gouvernance fiable et redresser l'économie, en maintenant l'unité du pays.

Quels sont les principaux défis du président intérimaire qui a renversé, à la tête d'une coalition islamiste, Bachar al-Assad le 8 décembre?

- L'édification de l›Etat -

Lorsqu'il a pris le pouvoir, Ahmad al-Chareh s'est retrouvé avec un gouvernement central à Damas, un autre en charge du bastion rebelle d›Idleb qu'il contrôlait, et un troisième supervisant les zones des groupes proturcs et l'administration autonome kurde.

Pour Radwan Ziadeh, directeur exécutif du Centre syrien d'études politiques et stratégiques à Washington, «instaurer la stabilité dans un pays aussi fragile politiquement et dans une période aussi difficile est une réalisation importante». Mais il doit encore «réussir la transition».

Les violences début mars contre la communauté alaouite, qui ont fait plus de 1.700 morts, puis contre les druzes en avril, ont ébranlé la confiance dans la capacité des autorités à protéger les minorités.

«Le traitement réservé aux minorités est l'un des défis internes les plus importants, et bâtir la confiance entre les différentes composantes nécessite un effort politique plus grand (...)», explique le chercheur.

La volonté de M. Chareh d'étendre son autorité sur le territoire national se heurte à l'exigence par les Kurdes d'un Etat décentralisé, ce que Damas rejette.

Les autorités «doivent s'éloigner des solutions sécuritaires et militaires (...) et impliquer les composantes syriennes dans le processus politique», affirme à l'AFP Badran Ciya Kurd, un responsable de l'administration autonome.

Le 20 mai, le secrétaire d›Etat américain Marco Rubio avait averti que la Syrie pourrait être au bord d'une nouvelle «guerre civile à grande échelle» qui provoquerait «l'éclatement du pays».

«Le plus grand défi de Chareh est de tracer une voie vers l'avenir dans laquelle tous les Syriens voudront s'engager, et de le faire assez vite, mais sans agir de manière irréfléchie», estime Neil Quilliam, expert de Chatham House.

Les autorités sont appelées à promulguer une Constitution garantissant les droits des minorités, sur la base de laquelle se tiendraient des élections.

Or la déclaration constitutionnelle proclamée par Damas en mars ne prévoit pas d'élections et concentre les pouvoirs aux mains de Chareh pour cinq ans.

- Sécurité -

M. Chareh a dissous les anciens services de sécurité et l'armée et instauré une stabilité relative. Mais des ONG et des témoins rapportant enlèvements, arrestations et assassinats fréquents.

Les violences confessionnelles, notamment contre les

alaouites, ont mis en question la capacité d'Ahmad al-Chareh à contrôler les différentes factions, y compris des groupes jihadistes radicaux qui inquiètent la communauté internationale.

La promotion de six jihadistes étrangers au ministère de la Défense a suscité de vives critiques. Une source syrienne a confié à l'AFP que les autorités avaient assuré à Washington qu'elles allaient «geler ces promotions».

Mais le dossier des combattants étrangers reste délicat: M. Chareh ne peut pas les abandonner alors qu'ils ont combattu à ses côtés pendant des années, et leurs pays respectifs refusent leur retour.

S'ajoute le problème des milliers de jihadistes du groupe Etat islamique, détenus avec leurs familles par les forces kurdes, que l'autorité actuelle n'a pas les moyens de transférer sous son contrôle.

- Economie et diplomatie -

Le nouveau dirigeant a hérité d'un pays épuisé par près de 14 ans de guerre civile, à l'économie exsangue, aux infrastructures détruites, où la majorité des citoyens vivent sous le seuil de pauvreté, selon l'ONU.

Sa priorité, après la levée des sanctions, notamment américaines, est de combattre la pauvreté, affirme une source proche de M. Chareh.

Les produits importés sont désormais en vente libre et les devises échangées au grand jour.

Parmi les autres obstacles à la relance de l'économie figurent «les lois nécessaires pour l'investissement, qui restent floues», souligne l'expert économique Karam Chaar.

La réhabilitation des infrastructures est aussi essentielle au retour des millions de réfugiés, une demande des voisins de la Syrie qui les abritent —Turquie, Jordanie ou Liban— et des Européens.

Et le soutien à la Syrie ne passe pas sans des exigences: Washington a notamment appelé la Syrie à rejoindre les accords de normalisation avec Israël, qui a mené des centaines de frappes aériennes contre son voisin depuis la chute d'Assad.

Si Damas a reconnu des négociations indirectes avec Israël, l'ennemi de toujours, Neil Quilliam estime que «le nouveau gouvernement est à des années-lumière de considérer une normalisation, même s'il subit une pression significative des Etats-Unis ou de la communauté internationale».

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**3 juin 2025**

# Var: première saisine antiterroriste liée à un meurtre raciste inspiré par les idées d'ultra-droite

**Paris, 3 juin 2025 (AFP) —** En reprenant l'enquête sur le meurtre d'un Tunisien dans le Var, le Parquet national antiterroriste (Pnat) s'est saisi pour la première fois d'investigations sur un homicide raciste lié à l›ultradroite.

Le Pnat a pris les investigations en main car, selon une source proche du dossier, le suspect, auteur de vidéos racistes avant et après l'homicide, pourrait avoir commis ce meurtre «avec une volonté de troubler l'ordre public par la terreur».

Ce parquet spécialisé n'avait jusque-là traité que de projets d'attentat liés à cette mouvance et avait laissé à des parquets locaux le traitement d'autres meurtres relevant selon lui du droit commun.

Les investigations étaient initialement menées à Draguignan sur ce meurtre commis samedi à Puget-sur-Argens, dans le Var, d'Hichem Miraoui, un homme de nationalité tunisienne né en 1979.

Le mis en cause est l'un des voisins de la victime. Il est actuellement en garde à vue, dans cette enquête confiée à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et à la Sous-direction antiterroriste (SDAT).

Il est aussi suspecté d'avoir blessé un Turc samedi.

Selon une source proche du dossier, le suspect s'appelle Christophe B. et serait né en 1971.

Jusqu'ici, s'agissant de l'extrême droite, le Pnat, créé en juillet 2019, s'était surtout saisi de projets d'actions violentes, de la part d'individus isolés mais aussi de plusieurs groupuscules d›ultradroite, comme les Barjols, qui auraient notamment visé Emmanuel Macron et dont le dossier vient d'être renvoyé à un juge d'instruction.

L'Action des forces opérationnelles (AFO), soupçonnée de projets terroristes anti-musulmans, a aussi fait l'objet d'une enquête du Pnat. Le procès doit débuter le 10 juin à Paris.

Plus anciennement, six membres de l›»Organisation des armées sociales», dont sa principale figure Logan Nisin, ont été condamnés fin 2021 à des peines allant jusqu'à neuf ans d'emprisonnement.

- «Terreur» -

Le Pnat avait en revanche systématiquement laissé aux parquets locaux des dossiers de violences voire de meurtres pouvant être imputés à une idéologie d'extrême droite, s'attirant des critiques, comme le rappelle le journaliste Paul Conge dans le livre «Les tueurs d'extrême droite» (Editions du Rocher), à paraître mercredi.

Ce fut par exemple le cas en 2019 avec l'attaque de la mosquée de Bayonne sur fond de racisme anti-musulman par un octogénaire, décédé depuis, Claude Sinké, ancien candidat du Front national.

L'acte avait été dénoncé comme terroriste par l'avocat de deux septuagénaires blessés, mais le Pnat ne s'était pas saisi, notamment parce qu'une expertise avait établi une altération partielle du discernement du suspect.

Le parquet antiterroriste ne s'était pas non plus saisi du meurtre en décembre 2022 de trois Kurdes à Paris.

Le mis en cause, William Malet, a reconnu en interrogatoire avoir voulu «faire un attentat», avant de nuancer ses propos et confesser «des fantasmes sadiques» couplés à une envie de se suicider.

Le Pnat avait expliqué à l'AFP que Malet n'avait pas «conçu et perpétré» son acte dans le but «de troubler gravement

l'ordre public par l'intimidation ou la terreur», éléments décisifs pour qualifier juridiquement une action comme terroriste, «même s'il a de fait suscité un tel trouble».

Fin avril, la saisine de la justice antiterroriste a été demandée par la famille d'un jeune Malien, Aboubakar Cissé, assassiné dans une mosquée du Gard.

La procureure de Nîmes avait expliqué que le Pnat ne s'était «à ce stade» pas saisi, le suspect, Oliver Hadzovic, un Français de 20 ans, ayant agi «dans un contexte isolé, sans revendication idéologique ou lien avec une organisation». Mais aussi parce qu'il présentait un profil potentiellement «schizophrène».

Dans l'affaire de Puget-sur-Argens, le procureur de Draguignan a initialement expliqué que Christophe B., «de nationalité française» et adepte du tir sportif, avait «diffusé, avant et après son passage à l'acte, deux vidéos (...) au contenu raciste et haineux».

Selon une source proche du dossier, «la portée que le mis en cause a lui-même entendu donner à son acte va au-delà de l'action individuelle commise, avec une volonté de troubler l'ordre public par la terreur».

Plusieurs médias ont épluché son profil Facebook, désormais restreint mais sur lequel apparaissaient encore mardi certaines publications anti-islam, insultantes pour Emmanuel Macron ou pro-»gilets jaunes».

Dans une vidéo, selon ces médias, Christophe B. assurait «prêter allégeance au drapeau français» et appelait les Français à «tirer» sur les personnes d'origine étrangère.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**Jeudi 5 juin 2025**

# Washington annonce la détention d'un «chef» de l'EI lors d'opérations en Irak et en Syrie

**Washington, 5 juin 2025 (AFP) —** Les Etats-Unis ont annoncé mercredi la détention d'un «chef» de l›Etat islamique (EI) au cours d'opérations menées fin mai en Irak et en Syrie, dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe jihadiste.

L'armée américaine a soutenu six opérations, cinq en Irak et une en Syrie, qui ont abouti à la mort de deux jihadistes et à la détention de deux personnes, «dont un chef de l'EI» en Irak, a déclaré, sans préciser l'identité de ce dernier, le Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

Ces opérations ont été respectivement menées par les partenaires des Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes et l'armée irakienne, a-t-il ajouté sur X.

L'EI, qui était parvenu à contrôler une vaste zone dans ces deux pays, a été défait en 2017 en Irak et en 2019 en Syrie.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 dans les deux pays, le groupe jihadiste a vu son «califat» autoproclamé vaciller sous le coup d'offensives successives.

En Irak, des cellules jihadistes continuent d'attaquer sporadiquement l'armée et la police, mais ces attentats se font de plus en plus rares et se déroulent essentiellement dans des zones rurales et reculées.

Des cellules de l'EI restent aussi actives en Syrie, où elles s'en prennent notamment aux forces dirigées par les Kurdes dans le nord-est.

Le président américain Donald Trump, qui a récemment rencontré le président intérimaire syrien Ahmad al-Chareh en Arabie saoudite, l'a appelé à «aider les Etats-Unis à empêcher une résurgence de l'EI».

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**15 juin 2025**

# Irak: deux drones «iraniens» abattus par la coalition internationale emmenée par Washington

**Bagdad, 15 juin 2025 (AFP) —** Deux drones «iraniens» lancés vers Israël ont été abattus en Irak par la coalition internationale antijihadiste emmenée par Washington et stationnée sur la base d›Aïn al-Assad dans le désert de l'Ouest, ont indiqué dimanche à l'AFP deux responsables militaires irakiens.

Un responsable militaire irakien a justifié l'engagement en précisant que la coalition internationale pouvait avoir ciblé ces drones car ils se trouvaient dans son périmètre et que ces troupes visaient toute menace potentielle.

L'intervention s'est produite dans la nuit de samedi à dimanche, a précisé le second responsable militaire s'exprimant sous couvert d'anonymat en raison de la sensibilité du dossier.

«La coalition internationale à Aïn al-Assad a abattu deux drones iraniens qui étaient en route pour Israël», selon ce responsable.

Vendredi déjà un «drone explosif» avait été abattu par les forces de la coalition internationale à Aïn al-Assad, selon un responsable de la sécurité irakienne.

Depuis vendredi, l'armée israélienne a lancé une opération militaire d'une ampleur sans précédent contre l'Iran,

qui riposte en tirant des salves de missiles balistiques mais aussi des dizaines de drones en direction d'Israël.

Ces derniers jours, plusieurs missiles et drones sont aussi tombés en territoire irakien, le plus souvent dans des zones désertiques et sans faire de blessés.
La coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington épaule en Irak les forces de sécurité locales engagées contre le groupe Etat islamique (EI).

Les Etats-Unis disposent d'environ 2.500 soldats en Irak dans le cadre de la coalition mais Bagdad et Washington ont convenu d'un calendrier de retrait progressif des militaires de cette alliance.

D'ici septembre, ces troupes devront avoir quitté les bases d'Irak fédéral -dont Aïn al-Assad- et d'ici fin 2026 elles partiront du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak.

Avec le conflit entre Téhéran et Israël, plusieurs groupes armés irakiens pro-iraniens ont réclamé le départ des troupes américaines.

Dimanche les influentes Brigades du Hezbollah sont revenues à la charge.

«La République islamique n'a besoin d'aucun soutien militaire de qui que ce soit pour repousser l'entité sioniste criminelle - elle dispose des hommes et des capacités nécessaires pour faire mordre la poussière à (Benjamin) Netanyahu», indique le communiqué.

«Nous surveillons de près les mouvements de l'armée de l'ennemi américain. Si l'Amérique intervient dans la guerre, nous agirons directement et sans hésitation contre ses intérêts et ses bases dans toute la région.»

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**17 juin 2025**

# Emmenés enfants en Syrie par leurs parents jihadistes, ces Français qui veulent être rapatriés

**Paris, 16 juin 2025 (AFP) —** Iles avait 11 ans quand son père jihadiste l'a emmené de force de la France vers la Syrie. Détenu un temps avec sa mère, il a grandi, puis été enfermé sans elle dans un autre camp, et compte depuis les jours, implorant la France de le rapatrier.

Cela fait «cinq ans et cinq jours» précisément, confiait la semaine dernière le jeune homme à la silhouette menue, aujourd'hui âgé de 21 ans, à une délégation française composée notamment d'avocats venus lui rendre visite au centre Orkesh dans le nord-est syrien.

Lui a été incarcéré encore mineur avant d'être enfermé, sans nouvelles ou presque de sa mère et de sa fratrie. Eux sont toujours retenus à Roj, l'un des camps contrôlés comme d'autres centres et prisons par les forces kurdes.

Des dizaines de milliers de personnes, d'une cinquantaine de nationalités et soupçonnées de liens avec l'organisation jihadiste Etat islamique, y sont retenues.

Le rapatriement des quelque 120 enfants et de la cinquantaine de femmes françaises encore retenus reste sensible en France dix ans après la vague d'attentats sur son sol.

«En 2021 et 2023, Iles voit les services de renseignement français, il dit qu'à chaque fois il a cru qu'il allait rentrer, parce que c'est ce qu'on lui a dit», a expliqué lundi lors d'une conférence de presse à Paris l'avocate Amélie Morineau, présidente de la commission Libertés et droits de l'homme du Conseil national des barreaux (CNB).

Comme quatre autres jeunes majeurs, il réitère aujourd'hui sa volonté de revenir.

«Les soldats-enfants en droit international sont des victimes de guerre», a rappelé Me Marie Dosé, indiquant avoir déposé en France le 10 avril auprès du doyen des juges d'instruction à Paris une plainte pour détention arbitraire et traitement inhumain et dégradant.

Devenus majeurs dans les camps ou les prisons du nord-est syrien, «ils vont de peur en peur, de centre en centre puis en prison», enfermés 25 par chambre, 10 heures sur 24, décrit l'avocate.

A la presse, la délégation a montré des vidéos des jeunes hommes, leur visage s'illuminant en lisant des lettres de proches ou en écoutant des messages audio transmis par les avocats.

- «Quelle responsabilité d'un enfant ?» -

En juillet 2023, une rapporteuse spéciale de l'ONU sur la promotion et la protection des droits de l'Homme dans la lutte antiterroriste alertait déjà sur le sort de ces adolescents. Fionnuala Ni Aolain dénonçait comment ils étaient et restent systématiquement séparés de leur mère dans les camps, les dommages irréparables et une «violation des lois internationales».

Lundi, Matthieu Bagard, président du pôle expertise Syrie de l'ONG Avocats sans frontières France, a évoqué «les violences physiques» en détention, «les graves problèmes psychologiques» et la «quasi impossibilité d'avoir accès à des soins».

«Quelle est la responsabilité d'un enfant de six ans ?», interroge l'avocat en présentant le cas d'un adolescent de 16 ans, emmené de force en Syrie quand il en avait six, puis arraché à sa mère à 14 ans. Cette dernière refuse d'être rapatriée. Mais elle a signé un consentement pour que son fils le soit.

Outre cinq jeunes majeurs, trois mères de famille demandent aussi «fermement leur rapatriement» et «réaffirment leur consentement» dans des vidéos enregistrées par la délégation lors de son déplacement, assure Me Morineau.

Au total, ces demandes de rapatriement concernent 23 personnes, dont des mineurs. Les jeunes majeurs et les femmes sont tous visés par un mandat d'arrêt international.

Ces mandats d'arrêt ne peuvent être exécutés que par un Etat. «Or le Kurdistan syrien, sous l'administration duquel se trouve le camp Roj, n'est pas un Etat autonome reconnu, en conséquence de quoi il n'a avec la France aucun accord», explique Me Morineau.

Selon Me Bagard, leur séjour en Syrie est la preuve que les conditions sécuritaires actuelles «n'empêchent pas» les «rapatriements effectués par un très grand nombre d'autres pays», dont l'Allemagne et la Russie. Et ce y compris depuis que les nouvelles autorités islamistes ont renversé le président Bachar al-Assad et pris le pouvoir en décembre.

Pour l'eurodéputé Mounir Satouri, en les laissant en détention, «on se venge» de ce que leurs pères ont pu faire, «et c'est pas tolérable».

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**Mercredi 18 juin 2025**

# A la frontière avec l'Irak, des Iraniens décrivent la peur des raids israéliens, et les pénuries

**Penjwen (Irak), 18 juin 2025 (AFP) —** Au poste-frontière de Bashmakh, qui mène du Kurdistan irakien à l'Iran, Fattah rentre chez lui avec des sacs de riz, du sucre et du thé, pour faire face aux pénuries dans son pays, pris depuis six jours dans une confrontation militaire avec Israël.

Sur une trentaine de personnes rencontrées par l'AFP près du poste de contrôle, devant lequel patientent des dizaines de poids-lourds immatriculés en Iran, personne ne veut s'exprimer face caméra. En sens inverse, la route qui mène d'Iran vers le Kurdistan irakien est quasi-déserte.

Les rares Iraniens qui acceptent de raconter le quotidien de la guerre, le font sous couvert de pseudonyme, illustrant la crainte que suscite l'appareil répressif du pouvoir iranien.

Fattah, un camionneur de 40 ans, s'apprête à parcourir 1.700 km en Iran, du nord au sud, pour livrer sa cargaison de goudron à Bandar Abbas. Avant de repartir retrouver sa famille à Marivan, ville du Kurdistan iranien.

«Ma route passe près du site nucléaire de Natanz», lâche-t-il - une des premières cibles de l'attaque israélienne lancée le 13 juin contre l'Iran.

Son quotidien en Iran est compliqué par «un problème de ravitaillement en diesel et en essence.»

«Avant on pouvait faire le plein à tout moment», déplore cet homme revêtu d'une tenue kurde traditionnelle. «Maintenant les stations sont bondées et les prix ont augmenté».

- S'éloigner des zones militaires -

Mais du moins a-t-il pu faire en Irak le plein de provisions pour sa famille: en Iran «il y a des pénuries de nourritures, comme le riz, le pain, le sucre ou le thé».

Arrivé en Irak il y a trois jours, Aram, 28 ans, impute ces pénuries à la panique qui a saisi la population, qui se rue pour «acheter en grande quantité les denrées de première nécessité et les stocker à la maison».

A Sandandaj (ouest), «notre maison se trouve près d'une caserne militaire qui a été bombardée», assure ce père de deux enfants, qui appelle tous les jours son épouse.

«La famille va bien, mais ils ont déménagé chez des proches, dans un village» à l'extérieur de la ville.

Sa femme, dit-il, lui a raconté que plusieurs familles vivant près de sites militaires ont fait de même, s'éloignant des «zones militaires».

- «Etat de choc» -

Concessionnaire de voiture dans la ville de Boukan (nord-ouest), Shwan raconte aussi que des avions ont plusieurs fois bombardé «des sites militaires» dans sa région.

«Les gens sont dans un état de choc et désemparés, ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire», dit-il.

«La situation économique est très difficile», lâche ce jeune homme kurde, joint par l'AFP via une application de téléphonie mobile, et qui a difficilement pu envoyer des messages vocaux au vu des perturbations d'Internet en Iran.

«Il y a un grand problème de pénurie de pain, les gens s'attroupent en masse devant les boulangeries. Dans les familles parfois ils sont quatre à faire le tour des boulangeries pour trouver suffisamment de pain», poursuit-il.

«Il est difficile de se procurer du riz ou de l'huile», ajoute-t-il, précisant que les fonctionnaires de l›Etat n'ont toujours pas été payés.

Originaire de la ville de Saqqez (nord-ouest), Avin, couturière de 38 ans, reconnaît que le conflit a «semé la peur chez les habitants», même si sa zone n'a pas été directement touchée par les frappes israéliennes.

«Certaines familles qui ont des enfants en bas-âge sont parties dans des villages à l'extérieur de la ville» explique-t-elle, jointe également par l'AFP via une application de téléphonie mobile.

Elle aussi reconnaît des difficultés dans l'approvisionnement: «la majorité des provisions viennent de Téhéran, et à cause de cela le marché de notre ville est quasiment à l'arrêt.»

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**18 juin 2025**

# Dissolution du PKK: des dirigeants prokurdes pressent Ankara d'hâter le processus

**Istanbul, 18 juin 2025 (AFP)** — Les responsables du parti prokurde DEM ont réclamé mercredi du gouvernement turc des mesures d'urgence en vue d'accélérer le désarmement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), cinq semaines après l'annonce de la dissolution du groupe armé.

«La Turquie n'a pas une minute à perdre, surtout en cette période de guerre entre l'Iran et Israël», a déclaré Tülay Hatimogullari, coprésidente du DEM, déplorant que le processus de dissolution du PKK, objet de négociations entre le groupe armé, le gouvernement turc et le DEM, avance trop «lentement».

«Il est temps que le gouvernement fasse le nécessaire», a insisté l'autre coprésident du DEM, Tuncer Bakirhan, qui a de nouveau réclamé avec Mme Hatimogullari un assouplissement des conditions de détention d'Abdullah Öcalan, chef historique du PKK, et la création d'une commission parlementaire transpartisane chargée notamment d'encadrer le processus en cours.

S'exprimant devant des journalistes, les deux dirigeants prokurdes ont estimé que le désarmement du PKK s'accélérerait si le gouvernement prenait des mesures en faveur de la «démocratisation», citant notamment la question de la langue kurde, soumise de longue date en Turquie à des politiques de déni.

Le PKK a annoncé le 12 mai sa dissolution et la fin de plus de quatre décennies d'une guérilla qui a fait plus de 40.000 morts, répondant à un appel lancé fin février par Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999 sur une île-prison au large d'Istanbul.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**18 juin 2025**

# Minorité yazidie: une Française jugée pour génocide? Décision le 8 juillet

La cour d'appel devrait se prononcer le 8 juillet sur les poursuites pour génocide visant une Française de retour de Syrie, suspectée d'y avoir réduit en esclavage une adolescente yazidie au printemps 2015, a appris l'AFP mercredi de source judiciaire.

Un juge d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal de Paris avait fait en septembre de Sonia Mejri, 36 ans, ex-épouse d›Abelnasser Benyoucef, un émir du groupe Etat islamique (EI), la première revenante française de Syrie à comparaître en France pour génocide sur les Yazidis, minorité ethnoreligieuse kurdophone.

Mais la cour d'appel de Paris avait infirmé cette décision en janvier, ne retenant que les poursuites pour infractions terroristes et complicité de crimes contre l'humanité.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé cet arrêt début mai.

La plus haute juridiction judiciaire française a estimé que l'on pouvait être poursuivi pour génocide si l'on s'en était pris à un seul membre d'un groupe faisant l'objet d›»un plan concerté tendant à sa destruction totale ou partielle», et non nécessairement à plusieurs comme le soutenait la cour d'appel de Paris.
Elle a donc renvoyé le dossier devant cette dernière, qui a examiné mardi au fond ces poursuites pour génocide. Celles pour les infractions terroristes ainsi que pour complicité de crimes contre l'humanité sont actées.

Selon une source proche du dossier, l'avocat général a prôné la confirmation des poursuites pour génocide.

«La Cour de cassation ne s'est prononcée que sur un point de droit précis (...). Selon nous, ces charges sont tout à fait insuffisantes, comme la chambre de l'instruction l'a déjà décidé dans son précédent arrêt concernant le crime contre l'humanité sans être remise en cause par la Cour de cassation sur ce point», ont déclaré à l'AFP les avocats de Mme Mejri, Me Marceau Perdereau et Nabil Boudi.

Les violences sexuelles ont été utilisées par les jihadistes de l'EI comme des armes pour briser la résistance des Yazidis et instaurer un climat de peur généralisé. En atteste notamment l'instauration de marchés aux esclaves sexuelles.

Sonia Mejri a contesté toute infraction liée à la Yazidie: son ex-mari en était le «propriétaire», avait-elle déclaré au cours de l'enquête, et elle n'avait «aucun droit» sur la jeune fille.

Un procès par défaut a été ordonné contre Abdelnasser Benyoucef comme auteur de génocide et de crimes contre l'humanité, et pour des infractions terroristes. Visé par un mandat d'arrêt, il est présumé mort depuis 2016.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**23 juin 2025**

# Calme étrange à Téhéran, sous les frappes israéliennes

**Téhéran, 23 juin 2025 (AFP)** — Loin de la frénésie habituelle, la grouillante ville de Téhéran était plongée lundi dans un calme étrange et inquiétant, seulement troublé par le fracas des frappes israéliennes au 11e jour de la guerre contre Israël.

En cette fin d'après-midi chaude et ensoleillée, les véhicules n'ont aucun mal à remonter ou descendre l'immense avenue Vali-asr, qui coupe la ville du nord au sud sur 18 kilomètres. Habituellement, ils n'avancent pas, bloqués dans d'énormes embouteillages.

Les piétons aussi sont rares. Tout comme les magasins ouverts, même si, dans le nord de la ville, l'activité avait un peu repris ces deux derniers jours.

Près du parc Mellat, l'un des plus spacieux de l'agglomération, une boulangerie accueille quelques clients. Mais, l'électricité étant coupée, ils ne peuvent payer avec la carte bleue, comme il est d'usage en Iran.

En milieu de matinée, le boulanger a eu «très peur» lorsqu'une frappe israélienne a visé un bâtiment proche du Croissant-rouge iranien.

«Il y a eu un grand bruit. J'ai mis mes mains sur mon visage pour me protéger et je me suis accroupi derrière le comptoir», raconte-t-il.

«J'ai eu très peur aussi et j'ai crié», ajoute un employé.

Plusieurs heures après la frappe, une odeur de brûlé flottait toujours dans le quartier.

Au lendemain de l'intervention américaine contre trois sites nucléaires, d'épais nuages de fumée ont obscurci le ciel bleu dans plusieurs quartiers du centre mais aussi de la périphérie.

Israël a annoncé avoir mené des frappes aériennes d'une force «sans précédent» en ciblant des centres de commandement des Gardiens de la Révolution ainsi que la célèbre prison d›Evine, où sont détenus des opposants et des étrangers.

- «Pas l'intention de partir» - Par crainte d'en être victimes, de nombreux Téhéranais ont pris la fuite, notamment vers le nord et les rivages de la mer Caspienne, une région touristique où les plus riches possèdent des villas.

«Plusieurs collègues sont partis en province», témoigne Mohsen, un employé des impôts de 37 ans. «Certains d'entre eux voulaient revenir aujourd'hui, mais je leur ai dit que Téhéran avait de nouveau été bombardée et qu'ils ne devaient pas y retourner».

«Ma femme et ma fille sont dans notre maison secondaire à Ardabil», dans le nord-ouest, raconte aussi Mojtaba, un professeur de chimie. «Je reste à Téhéran et je n'ai pas l'intention de partir», ajoute cet homme de 48 ans, qui se déclare «prêt» à se «battre si nécessaire» malgré son inexpérience du combat.

«Avant, j'étais pro-occidental et même pro-israélien. Mais maintenant, je me sens vraiment en danger car je pense qu'ils veulent diviser l'Iran», explique cet Iranien d'origine kurde.

Sur un trottoir de l'avenue Fereshteh, une affiche affirme, en persan et en hébreu, qu›»ils (les Israéliens) «ne connaissent pas l'Iran et les Iraniens», sur fond de drapeau vert, blanc et rouge.

Dans les environs, les forces de sécurité sont davantage visibles que d'habitude. Des policiers à moto stationnent aux carrefours et des barrages ont été installés pour filtrer la circulation.

Malgré cette atmosphère oppressante, certains Téhéranais veulent continuer à vivre. A l'image de ces femmes élégantes qui se retrouvent dans un café chic du nord de la ville, au pied des montagnes, qui a rouvert après quelques jours de fermeture. Elles sirotent un thé ou un jus de fruit au rythme de la pop de Kylie Minogue, dont le tube le plus célèbre s'appelle «Can't Get You Out of My Head».

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**25 juin 2025**

# La trêve entre l'Iran et Israël, un soulagement pour Ankara

**Istanbul, 25 juin 2025 (AFP)** — La fragile trêve entre l'Iran et Israël en vigueur mercredi est scrutée de près par l'un des grands voisins de Téhéran, la Turquie, qui a stenté de peser de tout son poids pour stopper un conflit lourd de menaces pour elle.

Mardi soir, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est entretenu pour la troisième fois en 10 jours avec son homologue américain Donald Trump, cette fois en tête-à-tête en marge d'un sommet de l'Otan, après avoir enchaîné depuis les premières frappes israéliennes du 13 juin les appels avec les principaux dirigeants régionaux, le président iranien Massoud Pezeshkian et le président russe Vladimir Poutine.

«La Turquie a déployé de gros efforts pour apaiser la situation mais elle n'est pas perçue comme un médiateur crédible par l'Iran et Israël, donc Erdogan ne peut pas faire grand-chose», relève Gönül Tol, du groupe de réflexion Middle East Institute, à Washington.

Les liens entre la Turquie et

Israël ont été rompus par la guerre à Gaza et les Iraniens reprochent aux Turcs d'héberger un radar de détection lointaine de l'Otan sur leur base de Kürecik (est), souligne-t-elle à l'AFP.

Ankara a nié fermement que des données aient été transmises à Israël, mais plusieurs responsables iraniens ont averti que ce radar pourrait être leur «première cible» dans le scénario d'une guerre d'ampleur, explique Gönül Tol.

Malgré cela, le président Erdogan a tenté d'organiser des pourparlers américano-iraniens à Istanbul la semaine passée, qui n'ont pu se tenir faute d'approbation du guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, en fuite en raison des menaces pesant sur lui, selon le média américain Axios.

- «Menaces transfrontalières» -

Inquiet de la force de frappe israélienne, le président Erdogan a dit vouloir renforcer la dissuasion turque, ordonnant son industrie de défense d'accroître sa production de missiles de moyenne et longue portée pour se préparer à «tous les scénarios».

«Les inquiétudes concernant une éventuelle confrontation turco-israélienne à court terme semblent exagérées», mais «les deux parties seraient avisées de réduire les tensions», estime Gallia Lindenstrauss, de l'Institut pour les études de sécurité nationale (INSS) à Tel-Aviv.

Pour la Turquie, la crainte la plus immédiate, si les hostilités venaient à reprendre, serait de voir son voisin iranien sombrer dans le chaos ou la guerre civile, comme cela fut le cas de l'Irak et de la Syrie, note Soner Cagaptay, du Washington Institute of Near East Policy.

«Cela pourrait créer des menaces transfrontalières», explique-t-il à l'AFP, rappelant qu'en Irak et en Syrie, le vide de pouvoir avait été exploité par le groupe État islamique (EI) et des combattants kurdes qui en avaient profité «pour lancer des attaques en Turquie».

Mais «le plus gros risque» pour Ankara serait un nouvel afflux de réfugiés, affirme M. Cagaptay, qui estime que «si l'Iran s'effondre, il n'y aura qu'un seul pays vers lequel les Iraniens fuiront en masse: la Turquie».

Vendredi dernier, M. Erdogan a ainsi averti le chancelier allemand Friedrich Merz que les frappes sur l'Iran risquaient de déclencher une vague migratoire vers la Turquie et l'Europe, même si les autorités turques affirment que les arrivées d'Iraniens à leur frontière est n'ont pas augmenté depuis le 13 juin.

- «Chaos sur lequel capitaliser» -

L'agitation en Iran pourrait également nuire aux efforts d'Ankara pour mettre fin au conflit qui l'oppose depuis des décennies au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a annoncé sa dissolution le mois dernier, ajoute Gönül Tol.

Bien que la plupart des groupes affiliés au PKK ont affirmé qu'ils déposeraient les armes, en Irak, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) s'y oppose, ce qui fait craindre à Ankara que les évènements en cours «puissent le renforcer», souligne l'experte.

«Certaines factions du PKK sont mécontentes de l'appel du (fondateur du mouvement Abdullah) Öcalan et pourraient penser: +Pourquoi rendre les armes maintenant alors qu'il y a tant de chaos sur lequel capitaliser?+», analyse-t-elle.

Les répercussions économiques du conflit constituent une autre préoccupation plus immédiate pour la Turquie, déjà aux prises avec une inflation supérieure à 35% depuis fin 2021, explique la chercheuse.

«Si l'Iran devait fermer (le détroit d›)Ormuz, cela induirait une hausse importante des prix de l'énergie et c'est quelque chose qui inquiète beaucoup la Turquie», juge-t-elle.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

**29 juin 2025**

# Turquie: le principal parti de l'opposition sous la pression de la justice

**Ankara, 29 juin 2025 (AFP)** — La justice turque pourrait décider lundi d'annuler le congrès du principal parti de l'opposition, le CHP, une tentative du gouvernement pour mettre sous pression la formation qui a initié une grande vague de contestation en mars, estiment des experts.

Lors d'une audience lundi, le tribuna d'Ankara pourrait déclarer «la nullité absolue» du congrès du CHP (Parti républicain du peuple, social démocrate) pour «fraude», destituant ainsi Özgür Özel, le leader actuel du parti élu lors de ce rassemblement en novembre 2023.

Une enquête avait été ouverte en février 2025 sur des allégations de corruption lors du congrès où des délégués auraient voté pour la nouvelle direction en contrepartie des bénéfices, ce que dément le CHP.

Plusieurs figures du CHP, dont le maire d'Istanbul emprisonné Ekrem Imamoglu, risquent jusqu'à trois ans de prison et une interdiction politique pour «fraude», selon les médias turcs.

En cas de «nullité absolue» du congrès, le leadership du CHP pourrait alors revenir à l'ancien président Kemal Kiliçdaroglu, remplacé par Özgür Özel après avoir perdu les présidentielles de 2023 face au président Recep Tayyip Erdogan.

- Une opposition contrôlée -

«Il s'agit d'une tentative de redessiner le CHP et de créér une opposition contrôlée par un gouvernement de plus en plus autoritaire», estime Berk Esen, professeur de Sciences politiques à l'université Sabanci d'Istanbul.

«Cela provoquera une division au sein du parti, en mettant en poste un leader faible, défait, et dont l'électorat ne veut plus», ajoute-t-il.

M. Kilicdaroglu a affirmé être prêt à revenir à la tête du

CHP par la décision de justice, provoquant un tollé au sein du parti.

«Il est hors de question de ne pas reconnaître un verdict. Serait-il mieux si un administrateur était nommé à la tête du parti?», a-t-il lancé, affirmant par la même occasion qu'il désapprouvait les manifestations organisées par le CHP après l'arrestation du maire d'Istanbul.

«J'éprouve un profond sentiment de trahison. Je ne peux tolérer ces propos alors que tant de personnes sont en prison», a réagi le maire emprisonné d'Istanbul Ekrem Imamoglu.

«M. Kilicdaroglu est un politicien qui laissera un très mauvais souvenir. Certains l'accusent de travailler pour l'AKP au pouvoir. Je pense plutôt qu'il a une ambition sans limite. Il collabore avec un pouvoir autoritaire pour restaurer son règne», déplore Berk Esen.

Une vague de contestation avait sécoué le pays après l'arrestation de M. Imamoglu, ainsi que de plusieurs autres élus CHP pour des charges de corruption, ce que dément le CHP, en mars dernier.

Orateur et tribun efficace, le leader actuel du CHP Özgür Özel est depuis devenu la figure de proue de l'opposition turque, rompant avec son prédécesseur.

M. Özel a entraîné des dizaines de milliers de gens dans les rues d'Istanbul, d'Ankara, la capitale, et de nombreuses villes du pays, s'attirant les foudres du pouvoir.

Sous sa direction, le CHP est également arrivé en tête des élections municipales de 2024, avec 37,8% des votes.

- Messages conciliants -

«Le retrait du CHP de la rue est crucial du point du vue du gouvernement. La performance de M. Özel est considéré comme un danger», estime Eren Aksoyoglu, expert en communication politique.

«M. Kilicdaroglu au contraire donne des messages conciliants envers le pouvoir, affirmant qu'il ne veut plus des manifestations et qu'il est prêt à négocier un changement de constitution», ajoute-t-il.

«Cela met le CHP dans une position où il négocie avec le gouvernement plutôt que de lutter contre lui», affirme Berk Esen.

Une opposition plus conciliante assurerait à M. Erdogan un champ de manoeuvre plus large dans le processus de paix en cours avec le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan, organisation armée considéré commme terroriste par Ankara) ainsi que pour changer la constitution dans l'espoir de se présenter une troisième fois aux présidentielles, notent les observateurs.

Le chef de l›Etat turc a besoin de l'opposition pour changer la constitution, car, même avec le parti de son allié Devlet Bahceli, il reste en dessous du seuil de 400 députés nécessaires pour un changement direct au parlement et de 360 pour le soumettre à un référendum.

«Je ne pense pas que M. Kiliçdaroglu puisse rester à terme à la tête du CHP. Mais si le processus s'étale par exemple sur un an, cela permettrait au gouvernement de modifier la constitution. Ce serait un désastre total pour l'opposition», estime Berk Esen.

«On peut alors s'attendre à une nouvelle vague de contestation. Cela aura bien sûr des conséquences économiques et politiques pour le pouvoir qui compte poursuivre cette politique jusqu'au bout», ajoute-t-il.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.